

LES ILLUSIONS DU PROGRÈS TECHNIQUE



***La course au high tech,
ses conséquences et ses alternatives***

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Pourquoi cette brochure ?

Être « contre la technique », c'est enfantin, c'est absurde. Aussi absurde que de dire qu'on est « contre les avalanches » ou « contre le cancer ». Mais ce qui n'est ni absurde, ni enfantin, c'est de réfléchir à ce que représente l'univers technicien.

Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, Hachette, 1988

Téléphone portable, automobile, ordinateur, console de jeux, lecteur mp3, distributeurs automatiques... Nous vivons dans un monde où la technologie est omniprésente, son évolution souvent spectaculaire. Dès le plus jeune âge, nous apprenons à percevoir le développement de nouveaux outils comme le fruit du *progrès*. Ce mot suscite l'adhésion ; il évoque le changement, l'efficacité, l'amélioration, la "marche en avant". Même si la majorité de la population conçoit que le progrès technique puisse être utilisé à mauvais escient, l'évolution technologique inspire en soi respect et fascination.

Au risque de se faire qualifier de rétrograde, voire d'obscurantiste*, nous allons pourtant questionner la réalité du *progrès*. Quelles sont les contradictions soulevées par la course au *high tech* ? La technologie est-elle réellement, comme on l'entend souvent, « *au service de l'Homme* » ? Dans quelle mesure un progrès technique constitue-t-il un progrès social ?

Fructueuse lecture.

PLAN

I	L'idéologie du progrès	page 3
II	L'illusion de puissance	page 10
III	Pour le progrès social	page 20

Remerciements : un grand merci à Sylvain pour ses illustrations.

* Nous répondons à ce type de critiques (et à de nombreuses autres) dans la brochure *Les argumentocs : répondre aux lieux communs de la croissance et du progrès*, Les renseignements généreux.

I L'idéologie du progrès

Depuis plus d'un siècle, le développement des techniques est gigantesque. Les moyens de transport sont de plus en plus sophistiqués, les missiles de plus en plus performants, les possibilités de la médecine de plus en plus étendues, etc. Si le mot *progrès* désigne cette évolution, alors il constitue indéniablement une réalité. Mais ne s'agit-il pas aussi d'une *idéologie*, c'est-à-dire d'un ensemble plus ou moins cohérent d'opinions et de croyances, la plupart inconscientes, qui influencent nos comportements ?

1. Un impératif

" *Informatique : la France est en retard !* " Vous avez sûrement déjà lu ce genre d'information dans les journaux.* L'enthousiasme des médias et des publicitaires à l'égard des évolutions technologiques est principalement dicté par une logique capitaliste. On ne peut en effet produire toujours plus de gadgets sans produire en même temps les besoins qui permettent de les écouler. Les industries capitalistes s'écrouleraient si la population n'achetait pas un maximum d'ordinateurs, de lecteurs DVD, de télévisions, de lecteurs MP3, etc. Imaginons la crise économique si les "progrès" techniques ne trouvaient aucun acheteur ! « *C'est tout le système industriel qui serait remis en question. Il faut donc "progresser", d'où le chantage du retard technologique, sans cesse cultivé par les médias. Sa finalité est généralement occultée (fondamentalement, pourquoi s'équiper en micro-informatique ?). Pour "être de son époque", il faut consommer les produits du progrès.* »**

"... Que tu m'aies acheté il y a à peine deux jours ne change pas le problème, ringard !

J'exige le tout dernier logiciel *Winmac . 3000*, ou j'écrase mon disque dur sur le champ !"



* Si non, tapez "La France est en retard" sur un moteur de recherche internet... Résultat garanti.

** François Brune, *De l'idéologie aujourd'hui*, Parangon, 2004. La rhétorique du progrès est l'un des moteurs de la publicité car elle provoque la désillusion nécessaire au renouvellement du désir d'achat (cf. brochure *Pub : La conquête de notre imaginaire*, Les renseignements généreux).

2. La solution à tous nos problèmes

Comble de la modernité : faire de la foi dans le progrès une idée arrêtée.

François Brune, *Médiatiquement correct*, Parangon, 2004

Une grande partie de la population nourrit, consciemment ou non, la certitude que la majeure partie des problèmes sociaux ou environnementaux auxquels l'humanité est confrontée trouvera, tôt ou tard, une réponse technique. Des millions d'êtres humains meurent de faim sur la planète ? Améliorons les rendements des céréales grâce aux OGM. Le stress ronge les travailleurs occidentaux ? Développons de meilleurs antidépresseurs. La peur de l'insécurité rôde dans les villes ? Installons des systèmes de vidéo-surveillance, équipons la population de cartes d'identité biométriques et augmentons l'effectif policier. Les violences à la télévision choquent les enfants ? Équipons nos téléviseurs de puces électroniques pour crypter les scènes traumatisantes.

Tout se passe comme si, face à un problème, la réponse spontanée consistait à trouver la solution technique appropriée, non à interroger ses causes. La famine est-elle réellement un problème de rendement des céréales ? D'où vient le stress ? Qui a développé le thème de l'insécurité et quelles sont ses causes sociales ? Que signifie l'augmentation de la violence et du sexe dans les médias ? *« A quoi bon se poser ce genre de question ? Au fond, peu importe, on finira bien par trouver une solution ! »*



En se concentrant sur le *comment*, en négligeant le *pourquoi*, la perspective du progrès agit comme un espoir ; elle présente comme une certitude le fait que la majeure partie des problèmes sociaux, environnementaux et intimes auxquels nous sommes confrontés trouvera, tôt ou tard, une réponse technique.

3. La certitude d'une amélioration

Dans l'histoire de l'humanité, on constate une progression à certains égards : un mathématicien de la Silicon Valley, avec un ordinateur, peut faire un nombre d'additions extraordinaires par rapport à Lucy. On ne peut nier, à moins d'un scepticisme total, que l'astronomie, la chimie, la biologie, nous apprennent des choses que les hommes du Paléolithique ne pouvaient pas soupçonner. Mais, d'un autre côté, en considérant les masques des tribus archaïques ou des peintures rupestres, comparés avec la peinture européenne, il n'y a aucun sens à parler de progrès, ou du moins, c'est discutable.

Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du Labyrinthe*, Seuil, 1990

Dans les manuels scolaires, les progrès de la technique sont énumérés comme s'ils étaient inéluctables et indispensables, et ceci depuis la Préhistoire. Le silex ancêtre du couteau, le tam-tam précurseur du téléphone portable, le char antique germe du puissant 4x4. Ces descriptions historiques nous présentent la progression d'outils de plus en plus sophistiqués, comme autant d'améliorations pour le genre humain. Ce regroupement systématique des objets autour de l'idée d'une évolution vers un "mieux" est une construction intellectuelle se présentant comme naturelle, ce qui est le propre d'une idéologie.

Pour réellement mesurer l'amélioration apportée par l'invention d'un outil, il faudrait replacer celui-ci dans son univers social. L'intérêt d'une technologie ne se mesure pas à sa seule efficacité, mais également à l'ensemble de ses conséquences sur la société et l'environnement. Ainsi, nos ancêtres seraient sans doute fascinés par certaines technologies contemporaines, mais également effrayés par leurs "effets secondaires" (pollutions, accidents, perte d'autonomie, contrôle social, etc.).*

Notre fascination pour les objets *high tech* n'est-elle pas à la hauteur de notre ignorance à leur égard ? Nous utilisons chaque jour une foule d'objets techniques, mais nous ne connaissons en général ni l'origine exacte des matières qui constituent ces objets, ni leurs processus de fabrication et de diffusion, ni le travail humain que cela représente, ni les impacts économiques et sociaux de cette production, ni son réel effet environnemental. L'un des premiers vecteurs de cette occultation est la publicité ; elle encourage et habitue le consommateur à ne connaître qu'une seule partie des conséquences de ses actes, celles qui lui sont immédiatement profitables.

* Ce raisonnement est approfondi dans *Entretiens avec Ivan Illich*, Cayley, éditions Bellarmin, 1996.

Bien sûr, il est impossible de connaître toutes les conséquences de ce que nous produisons et utilisons. Mais tout au moins pouvons-nous y réfléchir, mettre en place des outils d'analyse afin de peser le pour et le contre, en connaissance de cause. Si nous voulons savoir dans quelle mesure les progrès techniques sont des progrès sociaux, certaines questions sont incontournables :

Quels sont les avantages et les nuisances de chaque technologie : son utilité sociale, ses bénéficiaires, son coût réel du point de vue de la santé humaine, des relations sociales, des effets sur l'environnement ? Quelle est la chaîne d'implications qu'entraînent la production, l'utilisation et le devenir -une fois usagé- de toute technologie ? A quelles classes sociales profitent les nouvelles technologies ? Qui décide d'octroyer des fonds sur telle ou telle recherche technologique ? Pourquoi tel sujet de recherche plutôt qu'un autre ? Et, surtout, « *quelle vie mérite d'être vécue ? Quel monde voulons-nous habiter ? Quels moyens sont compatibles avec ces buts ? C'est à la réponse à ces questions politiques que l'usage et le développement des techniques devraient être subordonnés.* »*

Nous en sommes loin. La recherche scientifique actuelle et ses applications technologiques sont principalement motivées par la course aux profits industriels et à la puissance militaire. Le seul intervalle de temps pour évaluer une technologie semble être celui des quelques années à venir, au mépris de tout principe de précaution. L'exemple des déchets nucléaires est particulièrement significatif. Au-delà de cent ans, personne ne peut affirmer pouvoir *réellement* prévoir le devenir de ces déchets. La situation est identique pour les conséquences à court et long terme des OGM, des lignes à haute-tension, des nanotechnologies, des antennes relais, etc.



Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer jusqu'ici, le progrès technique est une idéologie : un instrument de prescription social (il *faut* adhérer au progrès), un espoir aveugle (il *faut* croire que le progrès nous sauvera des pires situations tôt ou tard, quelles que soient ses conséquences environnementales et sociales), une déformation de l'Histoire (il *faut* croire à la vision d'une humanité cheminant vers le progrès depuis la nuit des temps).

* Bertrand Louart, *Notes et morceaux choisis*, bulletin n°3, juin 1999, <http://netmc.9online.fr>

4. L'exemple de l'automobile

Tout est fait pour que chez le consommateur l'acte d'achat soit déconnecté de ses réelles conséquences humaines, environnementales et sociales. Pour jouir et gaspiller sans honte, il faut cacher les véritables coûts humains des produits, les lieux et modes de production, les impacts sociaux, etc.

François Brune, *Le Bonheur conforme*, Gallimard, 1996

Pour illustrer nos précédents propos, examinons un outil de haute technologie, omniprésent dans notre quotidien et symbole du *progrès* : la voiture.

Environ 800 millions d'automobiles circulent sur la planète. Pour l'utilisateur, les avantages sont nombreux : la possibilité de transporter de lourdes charges sans effort, de traverser de grandes distances, de choisir ses horaires sans dépendre de personne, d'aller là où le train, le bus ou le vélo ne vont actuellement. Sans compter, pour de nombreuses personnes, le plaisir de conduire, la beauté d'une carrosserie, ou encore l'image sociale positive d'un véhicule de grand standing.

Mais si nous voulons évaluer le *progrès* que constitue l'usage de l'automobile, il nous faut également prendre en compte :

- **La mort et l'handicap** : chaque année, 5 000 personnes sont tuées et une centaine de milliers sont blessées par des accidents de la route en France. L'automobile a fait presque 3 millions de victimes, depuis 1960, dans les pays de l'Union Européenne. Au niveau mondial, « *les accidents de voiture tuent 1,2 millions de personnes et font 20 à 50 millions de blessés chaque année.* » (Organisation Mondiale de la Santé, avril 2004).
- **La pollution** : la voiture n'est pas seulement l'une des plus importantes contributions à la pollution atmosphérique et au réchauffement climatique, elle produit également une quantité considérable de déchets. Deux millions de véhicules particuliers sont jetés annuellement en France, 280 000 tonnes de vieux pneus, 30 000 tonnes de résidus de batteries et 400 000 tonnes de déchets industriels spéciaux. Sans compter les déchets liés à la construction d'une voiture : celle-ci nécessite, en moyenne, 300 000 litres d'eau et vingt fois plus de matières premières que son poids final. Enfin, la circulation automobile dégrade les lieux de vie : bruit, odeur, enlaidissement des paysages, espace occupé, etc. (*Casseurs de Pub*, novembre 2001)

- **La course au pétrole** : intérêt stratégique, l'or noir est synonyme de guerre, de misère et de corruption. Que l'on songe à la guerre du Golfe, à l'affaire Elf, à l'Angolagate, à la guerre d'Afghanistan, etc.* L'exploitation du pétrole enrichit quelques grandes multinationales (ExxonMobil, BP, Shell, Total, Chevron...) capables d'user de leur puissance pour entraver le développement des transports collectifs, influencer sur les régimes politiques des pays du Sud, imposer l'essence plombée**, etc.

Nous pourrions allonger cette liste, tant l'automobile bouleverse les modes de vie : *« On n'acquiert pas seulement une voiture, on acquiert aussi toute une nouvelle relation à l'espace et au temps, de la pollution, du bruit, des amis différents, des relations différentes, un statut différent, un travail pour la payer, et des infrastructures énormes qui incluent entre autres, des routes, des voies rapides, des stations essence, un habitat disséminé, des hôpitaux pour les blessés, des garages, des parkings... C'est ce qu'on peut appeler le système techno-social lié à la voiture. »****

Sachant tout cela, peut-on considérer la voiture comme un progrès social ? L'automobile fascine surtout parce que ce qui la rend possible (firmes pétrolières, pipelines, routes, chaînes de montage...) et leurs conséquences (accidents, pollutions, cancers, destructions de l'environnement...) restent loin de la perspective aperçue du pare-brise. Pour l'utilisateur, le charme de l'automobile repose sur une illusion, les nuisances étant transférées à l'arrière-plan social et environnemental.****



Merci à Casseurs de Pub pour cette illustration

* cf. *Un litre d'essence, un litre de sang*, texte disponible sur le site des renseignements généraux. Lire également la brochure *Que fait la France en Afrique ?*, Les renseignements généraux, ou encore le livre *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Noam Chomsky, Agone, 2004.

** Sur le scandale de l'essence plombée, lire *L'histoire secrète du plomb*, Jamie Lincoln Kitman, Allia, 2005.

*** François Schneider, revue *Silence*, décembre 2004. Sur les conséquences sociales de la voiture, lire *L'idéologie sociale de la bagnole*, texte d'André Gorz disponible sur le site des renseignements généraux.

**** reformulation d'un raisonnement de Wolfgang Sachs dans *Les ruines du développement*, Le Serpent à Plumes, 2003.

L'effet hypnotique du grille-pain

Examinons un grille-pain. Une simple pression sur la molette, et, en un rien de temps, les tartines sont dorées et croustillantes. Un instrument merveilleux ! À ce qu'il semble... Car un simple coup d'œil sur le fil et la prise révèle qu'il s'agit, en même temps, d'un terminal domestique d'une grande compagnie, d'un système mondial même ; le courant arrive dans un réseau de câbles et de lignes à haute tension qui sont alimentés par des centrales électriques, lesquelles dépendent de la pression hydraulique, de pipe-lines ou de la cargaison de pétroliers qui, de leur côté, supposent des barrages, des plates-formes ou des tours de forage. Toute cette chaîne garantit une livraison efficace et rapide à la condition express que se mettent à la disposition de tous ses maillons, des légions d'ingénieurs, de planificateurs et de financiers qui, eux, auront recours aux administrations, aux universités et à toutes les industries (parfois même aux militaires). Le grille-pain, comme l'automobile, le comprimé médicamenteux, l'ordinateur ou le téléviseur, dépend entièrement de l'existence de vastes systèmes d'organisation et de production, soudés les uns aux autres.

Quiconque appuie sur un interrupteur ne se sert pas uniquement d'un outil, mais se branche sur un raccordement du système. Entre l'utilisation de techniques simples et celle d'outils modernes se trouve la transformation d'une société tout entière. Malgré leur innocence apparente, les acquis modernes ne fonctionnent que lorsque de larges pans de la société agissent comme prévu, et que l'entêtement et le hasard ont été purgés jusqu'à la limite de toute spontanéité. En fin de compte, nous n'aurions pas soufflé mot de ce grille-pain s'il n'avait été assuré que, tout au long de la chaîne du système, tout ce qui est nécessaire arrive au bon endroit, au bon moment, avec la qualité requise. La coordination, la programmation, l'entraînement et la planification, et non pas uniquement l'énergie, sont l'élixir de vie de ces appareils si dociles. Alors qu'ils donnent l'impression d'être serviables et d'épargner du travail, ils exigent, au contraire, l'importante contribution d'un grand nombre de personnes dans des lieux éloignés ; les outils fonctionnent dans la mesure où les personnes se transforment en outils.



La distance entre l'effet et la cause, cette invisibilité du système qui produit les prodiges techniques, explique l'effet hypnotique de la technologie sur tant d'esprits. L'attrait de la civilisation technologique se fonde assez souvent sur cette illusion d'optique.

source : reformulation d'un texte de Wolfgang Sachs, dans *Les ruines du développement*, Serpent à Plumes, 2003.

II L'illusion de puissance

Que l'idée de contrôle total et de maîtrise absolue de nos outils et du monde soit absurde, tout le monde le reconnaît. Pourtant, c'est cette idée qui est le moteur caché du développement technologique moderne. Car la technique développe une illusion de puissance [...] or s'il exerce un nombre grandissant de maîtrises ponctuelles, l'humain est moins puissant que jamais devant la totalité des effets de ses actions. Notre pouvoir s'accroît en même temps que notre impuissance.

Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1996

Comme osons-nous parler d'*illusion de puissance* à propos des progrès techniques ? L'être humain n'est-il pas capable de marcher sur la Lune ? De réussir des opérations chirurgicales inimaginables il y a un siècle ? De manipuler les atomes à l'échelle du nanomètre ? De se transporter d'un bout à l'autre de la planète en quelques heures ?

Certes, les avancées technologiques modernes sont fascinantes. Cependant :

- *Elles ne servent pas des intérêts universels* : seule une faible partie de l'humanité y a accès, essentiellement les populations aisées des pays industrialisés.
- *Elles sont rarement produites dans des conditions dignes* : si, en Occident, les dernières avancées technologiques (téléphones portables, ordinateurs, etc.) sont accessibles pour des coûts relativement modiques, c'est parce que leur fabrication repose, pour l'essentiel, sur l'extraction à moindre coût des matières premières et l'exploitation de la main d'oeuvre des pays du Sud.
- *Elles s'accompagnent d'une dégradation de l'environnement* : épuisement des ressources naturelles, destruction de la biodiversité, pollutions, accumulation de déchets, etc.
- *Elles nous rendent dépendants du système technicien dans son ensemble* : par exemple, si un GPS, symbole de l'autonomie moderne, tombe en panne, il est impossible de le réparer sans faire appel à des spécialistes.
- *Elles sont développées de manière oligarchique* : les choix des orientations de la recherche scientifique et les moyens qui lui sont accordés sont concentrés dans les mains de L'Etat et des grandes entreprises.

Examinons plus en détail deux de ces arguments : la dégradation de l'environnement et le caractère oligarchique de la course au high tech.

1. La destruction de notre environnement

Le mode de vie occidental, à la pointe du progrès technique, repose sur la consommation d'un capital limité et non reproductible : énergies fossiles, minerais, eau pure, terres arables, atmosphère saine, etc. La croissance économique qui l'accompagne est insoutenable : elle conduit à la faillite par épuisement des ressources ou par l'accumulation de polluants à un niveau tel que l'environnement sera invivable. Effet de serre, pollution, épuisement des sols, destruction de la biodiversité... Impossible de résumer ici les nombreuses études qui dressent un bilan catastrophique de l'état de la planète. Retenons, par exemple, ces quelques chiffres significatifs* :

- Depuis 1900, la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère a augmenté de 30% du fait des activités humaines ; on prévoit une augmentation de plusieurs degrés de la température terrestre moyenne d'ici 2050 (cf. *L'avenir climatique*, Jean-Marc Jancovici, Points, 2002).
- En trente ans, les populations des espèces terrestres et marines ont diminué d'environ 30% (cf. *Planète vivante*, rapport du WWF, 2002) ; des dizaines de milliers d'espèces vivantes disparaissent chaque année (cf. *Ecosystems and Human Well-being*, rapport du Millenium Ecosystem Assessment, 2005). Presque 75% des zones de pêche sont exploitées à pleine capacité, surexploitées ou épuisées ; environ 30% des espèces marines sont exterminées ou en voie d'extermination ; les coraux et les mangroves ont été divisées par deux en 40 ans (cf. sites internet de la FAO et du PNUD).
- Chaque année, 500 millions de tonnes de déchets dangereux sont jetés dans le monde, 25 millions de barils de pétrole sont déversés volontairement ou accidentellement dans les océans (cf. *STOP !*, Bartillat et Retallack, 2003).
- Le déclin de la production de pétrole est prévue entre 2010 et 2030 ; parallèlement, la demande de pétrole devrait continuer à augmenter. (cf. *La vie après le pétrole*, Jean-Luc Wingert, autrement, 2005)
- L'empreinte écologique** de l'humanité (2,5 hectares par personne en moyenne) dépasse les capacités de la planète (1,7 hectare par personne). Un-e Européen-e aurait besoin de 5 hectares pour maintenir son niveau de vie, un-e Américain-e du Nord de 10 hectares (cf. encyclopédie *Wikipédia* <http://fr.wikipedia.org/>)

* Attention, il s'agit de chiffres officiels, approximatifs et difficilement vérifiables. Limitons-nous à observer les tendances générales qu'ils révèlent.

** L'empreinte écologique d'un individu désigne la surface en hectares et les ressources nécessaires pour maintenir un niveau de vie constant et assurer l'élimination des déchets produits par cet individu.

Imaginons la situation avec 6 milliards d'êtres humains consommant chacun 200 grammes de viande et 300 litres d'eau par jour, rejetant 500 kilogrammes de déchets ménagers par an. Imaginons les rejets en gaz carbonique de 3 milliards d'automobiles. Imaginons 3 milliards de téléviseurs renouvelés tous les 5 ans. Sur le plan purement écologique, 6 milliards d'êtres humains produisant et consommant autant que l'Américain-e ou l'Européen-e moyen signifierait la destruction de notre environnement.

Certes, ce raisonnement ne prend pas en compte la découverte de nouvelles ressources naturelles, l'utilisation accrue d'énergies renouvelables ou d'éventuelles inventions technologiques qui permettraient une moindre consommation d'énergie, voire une dépollution efficace. Plusieurs arguments contredisent cependant cette foi dans un *progrès-qui-nous-sauvera-de-l'impasse* :

- **La réalité.** Concrètement, la croissance industrielle de tous les pays -et notamment des pays dits "en développement"- s'accompagne d'une augmentation de la pollution. Même si certaines industries à la pointe de l'innovation diminuent les pollutions de leurs procédés, la pollution globale augmente malgré tout, du fait de la croissance de la production totale.
- **Le cercle vicieux.** Chaque technique, en résolvant des problèmes, en crée toujours de nouveaux. Pour combattre ces "effets secondaires", il faut réaliser de nouveaux progrès techniques qui nécessitent de plus en plus de sophistication. Par exemple, les engrais chimiques peuvent améliorer la productivité des cultures, mais ils polluent les sols et les ressources en eau. Un traitement plus poussé est alors nécessaire pour rendre l'eau potable. Ce traitement génère des déchets supplémentaires difficiles à détruire, etc. Chacun-e de nous peut s'exercer à construire des raisonnements de ce type, en analysant les avantages et effets secondaires néfastes de toute innovation technologique.*
- **L'inertie.** L'application effective des améliorations techniques est bien plus lente que l'évolution des problèmes générés. Un seul exemple : même si un moteur "propre" est inventé, le temps de renouveler le parc automobile prendra vraisemblablement plusieurs dizaines d'années.
- **Le rendement médiocre de la dépollution.** Non seulement les industries de dépollution ne réussissent jamais à dépolluer autant que la société ne pollue, mais, de plus, elles polluent en dépolluant. Par exemple, une station de traitement des eaux usées produit des boues chargées en métaux lourds ; ces boues sont soit envoyées en décharge, soit épandues sur les terres agricoles, soit incinérées puis stockées en décharge. Tous ces procédés aboutissent à une pollution de l'air et des sols. Il s'agit davantage d'un *déplacement* de pollution que d'une dépollution. De plus, ces techniques consomment une grande quantité d'énergie et de produits chimiques.

* Vous trouverez de nombreux exemples dans *Vers une écologie industrielle*, Suren Erkman, éd C.L. Mayer, 2004.

- **L'irréversibilité.** Certains "effets secondaires" du progrès technique sont irréversibles : l'accident nucléaire de Tchernobyl, les pesticides persistants, la fonte des glaces, etc. D'autres ne sont connus que plusieurs années après. Par exemple, pour lutter contre les dioxines produites par la combustion des déchets ménagers, des normes plus strictes ont été mises en place pour les incinérateurs. Il s'agit, en particulier, d'augmenter la température de combustion, ce qui limite la quantité de dioxines produites. Mais personne ne sait réellement quelles sont les nouvelles substances générées par ce nouveau mode d'incinération. Dans dix ans, peut-être s'apercevra-t-on que ce dernier produit des substances encore inconnues - et donc actuellement non détectées - dont l'impact sur la santé humaine est équivalent ou pire que les dioxines. Plus le progrès technique croît, plus augmente la somme de ses effets imprévisibles.
- **L'effet rebond.** L'amélioration des procédés industriels, en terme d'efficacité écologique, entraîne bien souvent une augmentation de la consommation matérielle. Par exemple, les ménages occidentaux profiteront des gains financiers liés aux économies d'énergie pour voyager plus souvent. Paradoxalement, ils pollueront donc davantage.*

Pour toutes ces raisons, il est permis de douter de l'efficacité du progrès technique pour remédier à l'épuisement des ressources naturelles, à l'accumulation des déchets et de la pollution. Les solutions sont avant tout politiques. Il s'agit notamment de rompre avec la logique de profit à tout prix. C'est l'un des mérites du concept de décroissance. Contrairement à celui de développement durable, largement récupéré (voir encadré page suivante), il souligne combien capitalisme et écologie sont incompatibles.



"... et c'est précisément grâce à l'acquisition d'un chauffe-eau solaire entièrement écologique que j'ai pu économiser pour me payer ce petit safari ...
malheureusement je suis tombé en panne d'essence et ..."

* cf. analyses de François Schneider, en partie disponibles sur www.decroissance.org

Petit bêtisier du développement durable

Le développement durable est un concept à la mode. Les plus grands industriels de la planète y font référence : *Monsanto, TotalFinaElf, Renault, Areva, Suez, L'Oréal, Carrefour...* Morceaux choisis :

« Le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation, mais la condition de survie de l'économie de marché. »

Louis Schweitzer, PDG de Renault, Les échos, décembre 2004

« L'objectif affirmé de Porsche est de réduire au minimum les effets préjudiciables à l'environnement, et de soutenir également les efforts internationaux visant à résoudre les problèmes écologiques globaux. »

Site Internet de Porsche, 2004



<<< Porsche 4 x 4 Cayenne :

2 tonnes et demi , 450 Chevaux, v.max 266 Km/h,
pot catalytique.

« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. »

Michel de Fabiani, président de BP France, rencontres parlementaires sur l'énergie, 2001

« Pour JCDecaux, le développement durable est une véritable culture d'entreprise. Ainsi, nous veillons à contribuer quotidiennement à l'embellissement des villes et à la protection de l'environnement urbain pour construire un monde meilleur. »

Jean-Charles Decaux, président de la société d'affichage publicitaire Decaux, 2004

Notons que la pollution est un facteur de croissance. Que l'on songe à la multitude de tâches et de marchandises destinées à gérer ou pallier les nuisances induites par l'industrie : gestion des risques, des déchets, systèmes de dépollution, palliatifs et remèdes pour de nouvelles maladies, etc. Depuis les années 90, la destruction de l'écosphère est largement médiatisée : inéluctable épuisement des ressources, problèmes de santé publique liés à la pollution, trou dans la couche d'ozone, changement climatique, etc. Tous ces constats sont notamment ceux du sommet de Rio, en 1992, où a émergé le concept de *développement durable*. Plus de dix ans après ces accords, les changements sont infimes. À la proposition de Maurice Strong du 4 avril 1992 : *« Notre mode de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer. »* fait écho la déclaration de Georges Bush Senior en 1997 : *« Notre niveau de vie n'est pas négociable. »*. Depuis 1990, les émissions de CO₂ ont augmenté de plus de 20% aux États-Unis.

Retrouvez l'intégralité du bêtisier du développement durable www.decroissance.org

2. L'absence de contrôle démocratique

La croissance démesurée de la puissance réduit, efface les valeurs. L'histoire le prouve : quand un État devient tout-puissant, il n'y a plus de valeurs respectées. Il est illusoire de prétendre que l'on peut mettre la puissance au service de valeurs telles que la liberté ou l'humanisme. La puissance implique toujours plus, toujours plus outre. A quel moment faudrait-il s'arrêter ? On ne rencontre ni limite intérieure, ni limite objective. La puissance et la démoralisation vont ensemble.

Jacques Ellul, *Recherche pour une éthique dans une société technicienne*, 1983

Les entreprises et les États industrialisés sont les seules structures à disposer de moyens scientifiques et financiers suffisants pour mener des recherches technologiques de pointe.* Quels sont leurs critères ? Pourquoi tel sujet de recherche plutôt qu'un autre ?

La réponse est rapide pour les entreprises privées : le profit. En témoigne l'abandon des secteurs non rentables par l'industrie pharmaceutique, tandis que les pharmacies occidentales regorgent de produits comestiques, de médicaments et de lotions pour animaux domestiques. Quant à l'État, il soutient fortement le secteur privé, notamment par de grands projets militaro-industriels (nucléaire, biotechnologies, nanotechnologies**, etc.) et encourage ses centres de recherche (CNRS, INRA, CEA...) à dépendre de plus en plus des financements industriels.

Dans un tel contexte, la population a-t-elle un réel pouvoir de décision ? Absence de débat sur l'énergie nucléaire, sur les OGM, sur les nanotechnologies, voire pseudo-débats organisés *après* les décisions... L'impuissance quant aux choix des évolutions technologiques est le reflet de notre impuissance politique.*** À aucun moment ne sont abordées les questions fondamentales soulevées par le déploiement sans fin de la technoscience. Par exemple, quel est le véritable coût social, environnemental, sanitaire de la ruée vers le *high tech* ? Quelle société les nouvelles technologies contribuent-elles à créer ?

* Les budgets de recherche des entreprises sont plus élevés que ceux des États. En 2002, le budget de la recherche publique française était de 8,7 milliards d'euros, dont 30% consacrés à la recherche militaire. Par comparaison, les budgets R&D de Ford et IBM atteignaient en 2001 respectivement 7,3 et 6,6 milliards d'euros (cf. Observatoire des Sciences et Techniques, www.obs-ost.fr).

** les nanotechnologies permettent de manipuler la matière à des échelles du nanomètre, c'est-à-dire du milliardième de mètre. A cette échelle, les atomes peuvent être manipulés comme des Léo, ce qui ouvre des perspectives inimaginables en terme de miniaturisation, de génie génétique ou de création de nouveaux matériaux.

*** cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généreux).

Le caractère oligarchique et irresponsable de la recherche scientifique moderne ne manque pourtant pas d'exemples :

- **Le nouveau réacteur nucléaire EPR.** Selon un sondage* de la Commission Européenne datant de janvier 2006, seuls 8% des Français souhaitent voir développer l'énergie nucléaire. Les députés français ont pourtant voté la construction d'un nouveau réacteur, puis ont ensuite organisé une mascarade d'enquête et de débat publics. Le débat public sur l'EPR a débuté le 3 novembre 2005, alors que la décision de construire ce nouveau réacteur était annoncée quelques jours plus tôt par le gouvernement, le 24 octobre. Ce débat public a été soumis au *secret défense*, empêchant le réseau *Sortir du nucléaire* de présenter des documents relatifs au manque de sécurité du nouveau réacteur. Quant à l'enquête publique, elle a été fixée du 15 juin au 31 juillet 2006, en plein été, sur un périmètre restreint (cf. www.sortirdunucleaire.org).
- **Les cultures OGM en plein champ.** Selon un sondage BVA de février 2006, 78% des Français souhaitent interdire temporairement les OGM** afin d'évaluer précisément leurs impacts sanitaires et environnementaux. Le gouvernement a pourtant autorisé les cultures transgéniques en plein champ. Pour éviter les fauchages volontaires, seuls les préfets ont été informés des champs concernés (cf. www.infogm.org).
- **Le développement des nanotechnologies.** A Grenoble, le 1er juin 2006, a été inauguré MINATEC, le plus grand centre de recherche européen en nanotechnologies. MINATEC a été impulsé par le Commissariat à l'Energie Atomique et financé par les collectivités locales, sans débat public. Ce projet a initialement été présenté comme un centre de recherche civil. Mais en mars 2006, la Ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie visitait le chantier de MINATEC en expliquant son importance pour l'Armée. Elle a souligné combien « *La Défense est un acteur majeur dans la recherche, elle appuie les recherches civiles et militaires qui sont de plus en plus imbriquées.* » Cinq ans plus tôt, un responsable de la Délégation Générale de l'Armement expliquait lors d'une conférence à Grenoble combien les laboratoires et les Universités de la capitale des Alpes constituent « *une source inépuisable d'innovations dans laquelle la Direction Générale pour l'Armement pioche régulièrement* ». Un an plus tard, la DGA et le CEA signaient une convention permettant à l'Armée de participer au choix des recherches de MINATEC et d'acquérir les technologies inventées. La recherche civile grenobloise permettra aux militaires de produire le matériel des guerres de demain : micro-drones, obus "intelligents", cuirasses de fantassin, viseurs électroniques, etc. (cf. www.piecesetmaindoeuvre.com).

* Attention, les sondages sont approximatifs, difficilement vérifiables et facilement manipulables par le pouvoir politique. Limitons-nous à observer les tendances générales qu'ils révèlent.

** Sur les OGM, cf. brochure *L'agriculture de destruction massive*, Les renseignements généraux.

Certains facteurs de la course au *high tech* renforcent également l'absence de contrôle démocratique et l'irresponsabilité sociale :

- **la dépendance vis-à-vis des experts.** Les problématiques technologiques actuelles sont d'une complexité paralysante. Impact des OGM, des lignes Haute Tension, des antennes relais, des nanotechnologies, de la radioactivité... « *Nous devrions avoir des dossiers complets, sérieux, fouillés et honnêtes sur des centaines de sujets pour se positionner en toute connaissance de cause.* »** Comme ce n'est pas le cas, nos convictions sont fortement influencées par des spécialistes. Or « *L'expérience prouve que les scientifiques, ingénieurs et techniciens ne sont ni meilleurs ni pires que les autres humains, ni plus sages. Sortis de leur laboratoire et de leurs usines, ils sont autant vulnérables à l'ambition, au désir de pouvoir, à la flatterie, à la vanité, aux influences, aux préjugés, à la cupidité, aux erreurs de jugement et aux prises de position irréfléchies que n'importe qui. [...] Les scientifiques et techniciens ne forment pas une caste. Ils servent des appareils de pouvoirs existants (ou en font partie). Ces appareils exploitent et oppriment presque tout le monde, mais ne dirigent vraiment rien.* »*** Au final, à qui faire confiance ? A nos intuitions ? Aux discours d'experts ou d'organismes (association, partis, comités d'éthique, etc.) ? Selon quels critères ?
- **la dilution des responsabilités.** « *Les opérations que nous avons à engager dans tous les domaines importants sont techniquement mille fois trop compliquées pour qu'il y ait un responsable, ou même dix. En cas d'accident nucléaire, qui sera responsable ? Rappelons la cause officielle de Tchernobyl : il y a eu une erreur humaine d'un des employés. [...] Pourtant, des dizaines de ministres ont pris des décisions globales, des centaines d'administrateurs ont mis au point des dossiers, des centaines de techniciens et d'experts ont apporté chacun leur contribution sur des éléments précis. Qui, de tous ceux-là, est responsable ? A la complexité croissante des événements devrait répondre un plus grand engagement de responsabilité. C'est l'inverse.* »
- **les nouveaux outils de contrôle social.** Les avancées technologiques modernes rendent possible des outils de contrôle social sans précédent dans l'histoire humaine : vidéosurveillance intelligente, puces sous-cutanées, biométrie, drones, RFID*. Imaginons ces outils dans les mains d'un Pouvoir totalitaire...



** Jacques Ellul, *Propagandes*, Economica, 1990.

*** Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1990.

* Jacques Ellul, *Le système technicien*, Le Cherche-Midi, 2004.

* cf. *RFID, la police totale* et *Au doigt et à l'oeil*, www.pièceetmaindoeuvre.com

- **une organisation à tendance totalitaire.** Certains grands projets technologiques nécessitent une organisation extrêmement stricte de la société (hiérarchie, division du travail, contrôle sécuritaire). Par exemple, il est impossible de développer l'énergie nucléaire sans un immense réseau d'usines, de systèmes de surveillance et de maintenance. Une fois mise en place, cette organisation tend à se renforcer, car sa remise en cause entraînerait de lourdes conséquences (imaginons une centrale nucléaire sans maintenance...). Ces risques permettent également de justifier un maximum de mesures sécuritaires sur la population, habituant celle-ci à vivre peu à peu dans un univers social de type totalitaire (contrôle, fichage, secret-défense, opacité des décisions...). L'énergie nucléaire, impossible à autogérer, suppose un état centralisé, autoritaire et anti-démocratique.
- **les limites de notre conscience.** Dans *L'obsolescence de l'homme**, le philosophe Günther Anders décrit combien notre capacité à nous représenter les nuisances de certains outils modernes est dépassée par l'immensité de ces nuisances. Par exemple, nous sommes capables d'imaginer ce que signifie la mort d'un individu tué par un couteau (ses souffrances, ce que peut ressentir son entourage, etc.). Mais nous sommes incapables de réaliser ce même travail empathique à propos des cent milles victimes d'une bombe atomique. Notre conscience -et par conséquent notre moralité- n'est pas à la hauteur de certains outils modernes, ce qui, selon Günther Anders, est un facteur essentiel d'irresponsabilité.



* éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2002.

Faire accepter les technologies aux populations

La Filière Électronique et Numérique (FIEN) est un groupe de pression qui rassemble une cinquantaine d'industries de l'électronique dont le GIXEL, le CEA-LETI, EADS, THALES, 3M... En 2004, ce lobby adressa au gouvernement français un rapport intitulé *Le livre bleu*, un ensemble de recommandations concernant le développement d'équipements électroniques en France. Le chapitre « *sécurité du territoire* » est le plus instructif. Il propose de « *placer l'Europe au top niveau mondial en sécurité des personnes, des biens, sécurité de l'État et des frontières, protection contre le terrorisme* ». L'enjeu paraît de taille, puisque « *L'effort pour lutter contre le terrorisme doit être comparé à un effort de guerre comme celui que nous avons consenti pendant la période de la guerre froide* ».

Le sous-chapitre *acceptation de la population* mérite d'être citée intégralement. Il dévoile clairement de quelle manière la population française est considérée dans la stratégie techno-militaro-industrielle :

« La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :

- *Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.*

- *Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, voiture, domotique, jeux vidéo.*

- *Développer les services « cardless » à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet, ...*

*La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée. »**

Autrement dit, la prolifération des contrôles d'empreintes ne vise nullement la sécurité, mais le conditionnement des utilisateurs... Orwell n'aurait pas imaginé mieux. Notons que la FIEN a reçu le prix 2004 du *Big Brother Awards France*". Ce prix récompense toute personne ou institution s'étant distinguée par son atteinte au droit à la vie privée, sa banalisation de la société de surveillance, sa manipulation du discours sécuritaire, sa stigmatisation de « menaces » opportunistes ou toute autre instrumentalisation du débat public.

* *Le livre bleu* était téléchargeable sur le site internet de la FIEN (www.fien.fr) jusqu'à ce que sa médiatisation semble poser problème à ses auteurs. Mais vous trouverez sur ce site des documents comparables.

** Retrouvez les Big Brother Awards sur www.bigbrotherawards.eu.org

III Pour le progrès social

[Et chacun] de se cacher de son impuissance objective et d'y trouver l'exonération - je n'y peux rien si c'est comme ça – d'être une victime comme les autres dans la masse, avec autant le droit d'en profiter comme tout le monde et qu'on peut brancher la climatisation et faire le plein sans prendre sur soi la rupture brutale des conditions météorologiques habituelles à l'échelle planétaire et allumer l'ordinateur pour y faire du shopping sans se culpabiliser de savoir de quel camp de travail viennent les composants, et descendre le sac poubelle sans se croire obligé de philosopher [...] en attendant de pouvoir dire qu'on aurait pu nous prévenir, qu'on n'était pas du tout au courant que ce fut à ce point-là.

De Bodinat, *La vie sur terre*, Encyclopédie des Nuisances, 1999

La réflexion sur le progrès technique est si vaste que nous ne saurions l'épuiser en quelques pages. Du moins espérons-nous avoir exploré ici quelques pistes, posé quelques repères vers des pensées plus approfondies. Cependant, quel peut être le prolongement concret de toutes ces réflexions théoriques ?

1. De la simplicité volontaire...

Partant du constat de l'impasse environnementale et sociale du mode de vie occidental, un minimum de cohérence consiste à tenter de nuire le moins possible dans sa vie quotidienne. Les possibilités sont nombreuses : utiliser le moins possible sa voiture (ou ne pas en avoir) ; privilégier la marche à pied, le vélo, les transports en commun ; manger des fruits et des légumes de saison produits localement, issus de l'agriculture biologique ; cultiver un potager ; se passer des supermarchés ; refuser au maximum les technologies polluantes ou aliénantes (le téléphone portable, la télévision, la climatisation...)* ; moins consommer (réduire ses besoins matériels, faire durer les objets de son quotidien, mutualiser des outils) ; (ré)apprendre l'usage de techniques simples (écoconstructions, travaux manuels, fours solaires, toilettes sèches...) ; développer des réseaux d'entraide et d'échange ; privilégier les relations humaines plutôt que les biens matériels ; apprendre à "vivre mieux avec moins", etc.

* Cette brochure est écrite à l'aide d'un ordinateur et diffusée par internet, deux technologies polluantes et aliénantes. N'est-ce pas une contradiction ? Réponse dans notre brochure *Les Argumentocs...*

Ces démarches dites de "décroissance" ou de "simplicité volontaire" rassemblent des personnes soucieuses de diminuer leur empreinte écologique et d'accroître leur autonomie vis-à-vis du système techno-capitaliste. Certaines démarrent des projets de vie collective à la campagne, espérant trouver un environnement moins pollué, davantage d'espace pour mener des projets, auto-produire leur énergie et leur alimentation, devenir moins dépendants de l'économie marchande en terme de nourriture, de santé, de logement, de travail salarié, créer des lieux de débats, d'échanges, d'accueil, etc. Ces initiatives vers une autonomie matérielle présentent en outre un sérieux avantage : elles permettent de libérer davantage de temps pour l'action politique.

Quelques pistes vers la simplicité volontaire*	
Journaux	<i>Silence</i> (www.revuesilence.net) <i>La décroissance</i> (www.decroissance.org) <i>L'âge de faire</i> (www.lagedefaire.org) <i>Passerelle Eco</i> (www.passerelleco.info)
Ecologie pratique	La simplicité volontaire (www.simplicitevolontaire.org) On peut le faire (www.onpeutlefaire.com) Terre vivante (www.terrevivante.org) Eco-Bio (www.eco-bio.info)
Ecovillages	www.rama.1901.org/ev http://ecolieuxdefrance.free.fr/
Pour des villes sans voiture	www.velorution.org http://sansvoiture.free.fr/
Calculer son empreinte écologique	www.ibgebim.be/soussites/empreinte_ecologique
Agriculture paysanne / biologique	association pour le maintien de l'agriculture paysanne (alliancepec.free.fr/Webamap) association pour l'agriculture biologique (www.adabio.com)
Réseaux d'entraide	Réseau d'échanges réciproques de savoirs (www.mirers.org) Systèmes d'Echanges Locaux (www.selidaire.org) Le grand don (http://granddon.free.fr)
Eco-construction (Maison autonome)	maison autonome (http://delmotte.brice.free.fr/heol) réseau d'auto-éco-constructeurs (http://rahmabaman.kiosq.info) www.maisonautonomesolidaire.free.fr http://www.tamaisontonjardin.net
Ressourceries	www.recycleries-ressourceries.org www.lemondeallantvers.org

* Cette liste n'est pas exhaustive. Précisons que nous n'adhérons pas à l'ensemble du contenu politique et philosophique des sites en question.

2. ... à l'action politique

Cependant, tant qu'elles sont minoritaires, ces initiatives nous semblent d'effet limité. Comme tout projet de société ou toute lutte politique, la décroissance reste insuffisante si nous ne sommes pas plus nombreux et si cette démarche de mise en cohérence de nos idées et de nos actes n'est pas associée à une démarche de luttes et d'actions politiques collectives. Vivre à la campagne et agir au quotidien pour vivre au plus proche de son utopie n'empêchera pas le développement des biotechnologies ou le passage d'un nuage de Tchernobyl. Quelques obstinés du vélo ne sonneront pas la fin des 5 000 morts sur les routes chaque année. Construire une poignée d'éoliennes ne fera pas disparaître les déchets des centrales nucléaires. L'enjeu ne relève donc pas seulement de notre éthique individuelle, mais également de l'organisation de la société dans son ensemble, de son mode de production, de décision, de transports, etc. Nous sommes désormais tous concernés par la "technification" du monde et ses effets.

La question est donc politique. Il s'agit non seulement de dénoncer partout où nous le pouvons les nuisances du soi-disant "progrès", mais également de lutter contre ses causes (course à la croissance et à l'emploi, absence de démocratie, idéologie du progrès, logiques impérialistes...). De nombreuses actions collectives existent déjà :

- **Enquêter** pour mieux connaître les recherches entreprises par l'Etat et les multinationales, et ainsi jouer le rôle de "lanceur d'alerte". Il s'agit par exemple de la démarche du collectif *Pièces et main d'oeuvre* concernant les nanotechnologies, de la *Criïrad* concernant le nucléaire, ou encore de la *Criïrem* concernant les ondes électro-magnétiques (téléphones mobiles et antennes relais).
- **Diffuser**, partout où il est possible, des informations, des ouvrages, des brochures, des films, etc.
- **S'organiser** pour non seulement s'opposer aux projets militaro-industriels, mais également faire connaître des alternatives possibles : manifestations, actions directes non violentes, pétitions, etc. Citons pour exemple quelques initiatives prises en 2006 : le mouvement *NO TAV* contre la création d'un TGV Lyon-Turin (les manifestations ont rassemblé jusqu'à 80 000 personnes côté italien) ; *STOP EPR* contre le nouveau réacteur nucléaire français EPR (manifestation de 30 000 personnes au printemps 2006) ; l'*Opposition Grenobloise aux Nérotechnologies* contre le centre de recherche militaro-industriel MINATEC à Grenoble (manifestation de 1000 personnes en juin 2006) ; la *CRIIRAD* contre l'autorisation de contamination radioactive des aliments (pétition de plus de 170 000 signatures à l'été 2006) ; ou encore les *faucheurs volontaires* contre les OGM (5 000 membres). La convergence et la mise en réseau de ces luttes est un objectif majeur des années à venir.

Quelques pistes vers l'action politique**

Les faucheurs volontaires Kokopelli (semences et biodiversité)	www.monde-solidaire.org http://www.kokopelli.asso.fr/
Les objecteurs de croissance Les groupes "décroissance" Le mouvement « Chiche ! »	www.apres-developpement.org www.decroissance.info http://chicheweb.org
Criirad Réseau Sortir du Nucléaire Stop Bure Stop EPR	www.criirad.com www.sortirdunucleaire.org http://burestop.free.fr/ http://www.stop-epr.org/
Pièces et main d'oeuvre Opposition Grenobloise aux Nécrotechnologies Non à INES (carte d'identité biométrique) Souriez, vous êtes filmés ! (vidéosurveillance)	http://pmo.erreur404.org http://ogn.ouvaton.org www.ines.sgdg.org http://souriez.info/



** Cette liste n'est pas exhaustive. Précisons que nous n'adhérons pas à l'ensemble du contenu politique et philosophique des mouvements cités.

Résumé des arguments présentés

1. Le progrès est une idéologie.

- Il est utilisé comme un impératif de consommation.
- Il constitue un espoir aveugle de résolution des problèmes sociaux.
- Son évolution est présentée comme une continuité historique vers un "mieux", sans préciser exactement la signification de ce "mieux" pour les populations et sociétés concernées.

2. L'attrait de la technologie moderne se fonde, en grande partie, sur une illusion d'optique.

Ne sont pas prises en compte :

- *les inégalités sociales* : seule une faible partie de l'humanité accède aux hautes technologies, essentiellement les populations aisées des pays industrialisés.
- *la dégradation de l'environnement* : le mode de vie des pays avancés, à la pointe du "progrès", n'est pas généralisable, du fait de ses nuisances environnementales.
- *l'oligarchie* : les choix des orientations de la recherche scientifique et les moyens qui lui sont accordés sont concentrés dans les mains de L'Etat et des grandes entreprises.
- *les nuisances sociales* : la fabrication des dernières avancées technologiques repose, pour l'essentiel, sur l'extraction à moindre coût des matières premières et l'exploitation de la main d'œuvre des pays du Sud.
- *la dépendance* : les technologies sophistiquées nous rendent dépendants du système technique dans son ensemble.

3. Pour lutter contre la course au high tech et ses conséquences, nous pouvons :

- essayer de nuire le moins possible dans notre vie quotidienne.
- rejoindre ou inspirer des luttes politiques.

Je refuse de m'extasier sur la conquête de l'univers, sur les grandes aventures de l'espace, ou bien sur la magie de la nouvelle mathématique, tant qu'il y aura au monde un enfant aux yeux de peur, aux yeux de froid, aux yeux de soif... Un enfant qui s'en va sans avoir rien compris. Quelque part un homme est mort par omission, et nous sommes tous des assassins.

Nadia Téréni, poète

Conclusion : détruire les mythes

En guise de conclusion, nous vous proposons ces pensées de Cornélius Castoriadis, extraites de la conclusion du texte *voie sans issue ?*, *Les Carrefours du Labyrinthe*, Seuil, 1996 :

« Savoir tout ce que nous venons de présenter, à quoi cela nous sert-il ? Comment cela peut-il nous aider ? Très peu et beaucoup.

Très peu, car la transformation de l'état présent de la société mondiale n'est évidemment pas une affaire de savoir, de théorie, de philosophie. Très peu car nous ne pouvons pas renoncer à la "Raison" et nous ne pouvons pas considérer la "Raison" comme un outil à affecter au meilleur usage, de la même manière que l'on ne peut considérer la culture comme un menu où l'on choisit ou néglige ce que l'on veut. La Raison est un Tout, au plus profond de notre psychisme. Il ne s'agit donc pas de rejeter la technique. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas renoncer à l'interrogation rationnelle, à la fouille du monde, de notre être, du mystère même faisant que nous sommes inlassablement poussés à chercher et à interroger. Arrêter la technique, interdire la science reviendrait à renoncer à la liberté. Or, la création de la liberté, dans l'Histoire gréco-occidentale, est indissociable de l'émergence de l'interrogation et de la recherche rationnelle. L'homme est un animal fou qui moyennant sa folie a inventé la "Raison". Étant un animal fou, il a fait naturellement de son invention, la "Raison", l'instrument et l'expression la plus méthodique de sa folie. Et cela, nous pouvons le savoir car cela s'est produit dans l'Histoire de l'Humanité.

Beaucoup, car ce savoir nous rend capable de dénoncer et de détruire l'idéologie rationaliste qui recherche l'efficacité sans questionner la finalité, l'illusion de l'omnipotence, la suprématie du "calcul économique", l'absurdité et l'incohérence de l'organisation "rationnelle" de la société, la nouvelle religion de la "science". Nous ne devons pas renoncer à penser et être responsables. L'avalanche de la technoscience contemporaine se nourrit non pas d'une simple tolérance, mais de l'appui actif des peuples. Nous ne sommes pas totalement innocents de ce qui nous arrive. Tout le monde –libéraux, marxistes, riches, pauvres, savants, analphabètes- a cru, a voulu croire, croit toujours et veut toujours croire que la technoscience est quasi-omnisciente, quasi-omnipotente, qu'elle serait aussi presque toujours bénéfique si des *méchants* ne la détournaient de ses objectifs authentiques. Or la question dépasse de loin toute dimension d'intérêts particuliers ou de manipulation. Ce qui est en jeu est notre imaginaire. Nous devons réfléchir aux conditions et aux fondements de l'activité scientifique. Cette préoccupation était celle de tous les grands philosophes et scientifiques. La science doit renouer avec l'interrogation philosophique. Nous devons créer partout où nous le pouvons un questionnement sur ce que nous sommes et ce que nous faisons. Ce que nous pouvons faire, c'est détruire les mythes, qui, plus que l'argent et les armes, constituent l'obstacle le plus formidable sur la voie d'une reconstruction de la société humaine. »

Post scriptum : l'outil convivial

Progressisme (le bon) : être en retard dans la mauvaise voie.

François Brune, *Médiatiquement correct*, Parangon, 2006

Dans son livre *La convivialité*, Ivan Illich approfondit le concept de *contre-productivité*, sur lequel il base une grande partie de sa critique du progrès technique. Son analyse peut se résumer ainsi : passés certains seuils critiques de développement, plus croissent les grandes institutions de nos sociétés industrielles, plus elles deviennent un obstacle à la réalisation des objectifs même qu'elles sont censées servir. Lorsque ce seuil est dépassé, la médecine corrompt la santé, l'école bêtifie, le transport immobilise, les communications diminuent notre capacité d'écoute et d'ouverture, les flux d'informations en détruisent le sens, le recours à l'énergie fossile qui réactualise le dynamisme de la vie passée menace de détruire toute vie future, l'alimentation industrielle se transforme en poison, etc. Les outils, quand ils prennent trop d'importance, ne sont plus des moyens mais des fins et contrecarrent dès lors toute possibilité de réaliser le but qu'ils sont censés servir. Nous ne pouvons présenter ici les nombreux exemples qu'il présente pour illustrer son argumentation...

Ivan Illich propose de développer la notion d'*outil convivial* : « *L'outil est convivial dans la mesure où chacun peut l'utiliser, sans difficulté, aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même. L'usage que chacun en fait n'empiète pas sur la liberté d'autrui d'en faire autant. Personne n'a besoin d'un diplôme pour avoir le droit de s'en servir. Entre l'homme et le monde, il est conducteur de sens, traducteur d'intentionnalité.* »

Ivan Illich nous invite pour cela à observer les effets, sur la société, des outils utilisés, plutôt que de se préoccuper des effets de l'utilisation des outils sur l'environnement : « *On enfonce des idées irréalistes dans la tête des gens concernant leurs responsabilités vis-à-vis de la planète mais on leur dit beaucoup plus rarement que la technologie qui saccage la nature dégrade également les relations sociales. [...] Aujourd'hui, l'idée que la défense de l'environnement pourrait, en plus d'être une condition de survie, procéder d'une aspiration à la dignité de la nature humaine est absente des discussions sur l'assainissement, la consommation prudente et le contrôle de l'environnement.* » Or pour Ivan Illich, la dégradation de la nature s'enracine dans « *une altération de l'image que l'homme se fait de lui-même. [...] La seule solution à la crise écologique serait que les gens partagent la conviction qu'ils seraient plus heureux s'ils travaillaient ensemble et prenaient soin les uns des autres.* »

Pour aller (beaucoup) plus loin

Notre brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :



Jacques Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu

Jean-Luc Porquet, éd Le Cherche Midi, 2003

Une excellente introduction aux thèses de Jacques Ellul sur le "système technicien" et ses conséquences. Le tout est accompagné d'exemples actualisés.

La convivialité

Ivan Illich, dans *Oeuvres complètes*, éd Fayard, 2004

Ivan Illich a écrit différents ouvrages sur la technique et le progrès. *La convivialité* explore le concept de contre-productivité et les repères pour une société "conviviale".



Vers une écologie industrielle

Suren Erkman, éd Charles Léopold Mayer, 2004

L'écologie industrielle est une méthodologie permettant de mesurer les conséquences environnementales des technologies. Les exemples concrets sont très parlants : la pollution générée par les villes, l'électronique, la fabrication du jus d'orange, etc. Cependant, nous ne partageons pas les conclusions politiques de l'auteur.

Ces maladies créées par l'homme

Dominique Belpomme, éd Albin Michel, 2004

Des affections cardiovasculaires à la stérilité masculine en passant par le diabète, le cancer, les allergies, l'asthme... Nombre des maux dont nous souffrons sont liés à la dégradation de notre environnement.



Nous vous conseillons enfin les publications de Notes et morceaux choisis (<http://netmc.9online.fr>) et les ouvrages de la maison d'édition **Encyclopédie des nuisances**, EDN 80 Rue de Ménilmontant 75020 Paris.

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

L' IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT



***Des contradictions de la théorie
aux désastres de la pratique***

Pourquoi cette brochure ?

Qu'est-ce que le *développement* ? Interrogez n'importe qui, plus spécialement des acteurs de la solidarité internationale censés « faire du développement » ; vous obtiendrez la plupart du temps des définitions différentes, faisant appel à des notions plus ou moins vagues, plus ou moins argumentées. Le mot *développement* ne fait pas l'objet d'une définition unique, acceptée par tous. Son contenu fait débat. Il est rare que ceux qui l'utilisent le définissent avant de l'employer, même au sein des institutions internationales ou des ONG.

Pire : le plus souvent, tout projet dans un pays du Sud* sera qualifié de *contribution au développement*. Qualifié, ou *justifié* ainsi ? Quand l'étendard du développement est brandi, on est prié de se taire. Par sa force d'évocation positive, ce mot suscite l'adhésion. Face aux critiques, certains pensent que le développement doit être *amélioré*, rendu *durable*, *humain* voire *éthique*. Mais pour la majorité des occidentaux, il est une incarnation du Bien, une nécessité, la passerelle vers un monde meilleur, aussi bien pour nous que pour les pays dits *sous-développés*.

Nous souhaitons pourtant interroger ce concept de *développement*. Quelle est son origine ? Quel est son sens ? Quels sont ses effets ? Loin de prétendre à l'exhaustivité, nous nous efforcerons de présenter des pistes de questionnement**.

Fructueuse lecture.

PLAN

Préambule	La naissance du développement	page 3
I	Un concept flou	page 6
II	Une impasse socio-économique	page 7
III	Une impasse écologique	page 15
IV	De quelle richesse parlons-nous ?	page 18
V	Le masque de la néocolonisation	page 21

* *Pays du Sud* rassemble les expressions *pays du Tiers-Monde*, *pays sous-développés*, ou encore *pays en voie de développement*. Bien qu'elle simplifie le clivage " hémisphère Nord industrialisé/hémisphère Sud pauvre " et gomme la grande hétérogénéité de tous ces pays, et bien qu'il nous arrivera de désigner aussi les pays de l'Est par cette expression, nous l'utiliserons par souci de commodité.

** Notre exposé s'inspire des travaux de René Dumont, Ivan Illich, François Partant, Serge Latouche, Gilbert Rist, Eric Toussaint, Cornélius Castoriadis, Vandana Shiva, François-Xavier Verschave (pour ne citer qu'eux).

Préambule : la naissance du développement

Il y a un peu plus de cinquante ans est née [...] une espérance aussi grande pour les nouveaux "damnés de la terre", les peuples du tiers-monde, que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et ses fondements, puisque les Blancs en avaient apporté avec eux les graines et qu'ils les avaient semées avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Cette espérance, c'était le développement. Mais enfin, les responsables, dirigeants, élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes.

Serge Latouche

Survivre au développement, éd Mille et une nuits, 2004

La naissance du concept de *développement* se situe après la seconde guerre mondiale, en pleine période de décolonisation*. Le discours inaugural du président des États-Unis, Truman, le 20 janvier 1949, est généralement considéré comme le "point de départ". Voici quatre points clés de ce discours :

- Les pays occidentaux sont *développés*, les autres pays sont *sous-développés*.
- Les causes du *sous-développement* sont internes aux pays du Sud ; ces derniers souffrent d'un manque de progrès techniques et économiques.
- L'Occident doit diffuser ces progrès pour *développer* les pays du Sud.
- Cette mission se veut humaniste : il s'agit de « supprimer la souffrance des populations », « éradiquer les maladies », etc.

*« Ainsi naquit brusquement ce concept charnière [...] qui englobait l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère Sud dans une seule et même catégorie : sous-développée. Du même coup et pour la première fois, sur les scènes politiques importantes, surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement. Aux yeux du Président, le chemin était tout tracé : "Une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix." [...] Dans cette perspective, les nations se classent comme les coureurs : celles qui traînent à l'arrière, et celles qui mènent la course. Et "les États-Unis se distinguent parmi les nations par le développement des techniques industrielles et scientifiques". »***

* Nous verrons dans la suite de cet exposé combien la réalité de cette « décolonisation » est fortement contestée.

** Wolfgang Sachs, *Des ruines du développement* (voir bibliographie).

Les pays industrialisés vont peu à peu créer des institutions visant à appliquer des projets de *développement* : ministères spécialisés*, Programme des Nations Unies pour le Développement, Banque Mondiale, Fonds Européen de Développement, ONG, etc. Aujourd'hui, l'ensemble des pays de l'OCDE** consacre officiellement près de 60 milliards de dollars par an au titre de l'aide publique au développement.

En cinquante ans, différentes définitions du développement se sont multipliées. Cependant, il nous semble qu'elles se rejoignent sur certaines grandes lignes :

Au niveau économique

La plupart des définitions sont centrées sur la recherche de *croissance*, justifiée par la théorie dite du *trickle down effect****. Selon cette théorie, les bénéfices de la croissance ont des retombées sociales pour toute la population ; les pauvres eux-mêmes profiteraient automatiquement des créations d'emplois et de la production accrue des biens et des services. Il s'agit donc de *moderniser* les pays du Sud en développant leurs industries, leurs productions, leurs échanges commerciaux.

A partir des années 70, devant l'explosion des chiffres de la pauvreté, les priorités affichées sont, avant tout, la satisfaction des besoins de base et la lutte contre la misère. Le postulat de la croissance capitaliste reste toutefois inchangé. Il est de plus en plus associé à la *libéralisation* des marchés. Par exemple, l'OCDE affirme qu'un « *élément essentiel pour le développement [est] une libéralisation plus poussée des échanges multilatéraux, se traduisant à la fois par une baisse des droits de douane et par des échanges plus faciles* » car cela « *entraînerait en une année des gains de bien-être importants à l'échelle mondiale.* »****

Le Groupe de la Banque Mondiale
Notre rêve: un monde sans pauvreté

extrait de la page
d'accueil du site
de la Banque Mondiale,
janvier 2004

* En France, le ministère de la Coopération fut créé en 1959. Il était l'héritier du ministère des Colonies, puis de l'Outre-mer. Depuis 1998, il est rattaché au ministère des Affaires étrangères.

** L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète, tous « *attachés à la démocratie et l'économie de marché* » (voir site www.oecd.org).

*** expression notamment utilisée par la Banque Mondiale (www.banquemondiale.org).

**** L'Organisation des Nations Unies rejoint ce projet. Ses « Objectifs du Millénaire pour le Développement » (objectifs pour 2015) sont à la fois de « réduire l'extrême pauvreté et la faim », « assurer l'éducation primaire pour tous », « réduire la mortalité infantile », « assurer un environnement durable » mais également « mettre en place un système commercial et financier multilatéral ouvert » (traduisez : faciliter l'accès aux marchés par la libéralisation).

Au niveau social

La notion de *bien-être* est souvent reprise dans les définitions officielles. Par exemple, le Rapport des Nations-Unies de 1986 présente le développement comme un processus « *qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent.* » Il s'agit de « *rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé, et à un environnement propre ne présentant pas de danger.* »*

De manière générale, la dignité humaine et la liberté sont au centre de la plupart des définitions. Ainsi, pour le pape Paul VI, « *le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme.* » Pour la Commission Sud**, « *Le développement est un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. C'est un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale.* »

Au niveau environnemental

Les définitions modernes du développement font de plus en plus référence à l'environnement. Au Sommet de la Terre de Rio en 1992, on affirma que « *Le développement, c'est-à-dire la satisfaction des besoins de l'humanité, suppose pour être durable de ne pas construire lui-même ses propres obstacles. Les conséquences, à moyen et long terme, des orientations choisies ne doivent pas aboutir à des impasses sociales, économiques, biologiques ou environnementales. [...] les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.* »

Nous pourrions multiplier les exemples de définitions. Retenons que les « idées mères » qui semblent se dégager de la majorité des définitions officielles sont :

- *la croissance et le progrès*, sources de bien-être matériel.
- *le bien-être matériel*, source de bien-être individuel et d'harmonie sociale.
- *la démocratie*, sur un modèle occidental.

* C'est ainsi qu'en 1990, le PNUD a créé l'Indice de Développement Humain (IDH), indicateur basé sur l'accès à la santé, l'éducation, l'emploi, etc.

** Commission qui rassemble des chefs d'États de pays du Sud.

I Un concept flou

Ce qui caractérise un mot plastique, c'est d'avoir appartenu d'abord à la langue courante, où il possède un sens clair et précis (le développement d'une équation), d'avoir ensuite été utilisé par la langue savante (le développement des espèces selon Darwin), et d'être aujourd'hui repris par la langue des technocrates dans un sens si extensif qu'il ne signifie plus rien, sinon ce que veut lui faire dire le locuteur individuel qui l'emploie.

Uwe Pörsken, *Plastikwörter*, éd Klett-Cotta, 1989

Les définitions du développement utilisent des mots qui suscitent l'adhésion : *bien-être, harmonie, vie saine, existence épanouie, progrès, démocratie, autodétermination des peuples...* Qui serait contre une vie saine ? Contre le bien-être ? Contre la démocratie et le progrès ? Toutes ces connotations émotionnelles et morales forment un consensus autour du terme développement.

Mais, à la réflexion, tous ces concepts nous semblent flous. Qu'est-ce qu'une vie saine ou épanouie, *exactement* ? Sommes-nous capables de répondre à ces questions, à propos de notre vie d'abord, de la vie de tous les humains ensuite ? Selon quels critères ? En ce qui concerne l'autodétermination des peuples, de quels peuples parle-t-on ? Et de l'intérêt de quel groupe au sein de ces peuples ? Concernant la démocratie, de quel système parle-t-on ? Les pays occidentaux sont-ils réellement des démocraties ?* Rares sont les définitions du développement qui approfondissent ces termes.

De plus, le concept de développement présente des aspects ethnocentristes. Par exemple, la nature est perçue comme une ressource à exploiter, ce qui est inconcevable dans de nombreuses autres cultures. « *Si le python est mon ancêtre, comme le pensent les Achantis, à moins que ce ne soit le crocodile, comme pour les Bakongo, difficile de faire des ceintures ou des portefeuilles avec leur peau. Si les forêts sont sacrées, comment les exploiter rationnellement ?* »** Idem pour la vision de la pauvreté : « *Des Occidentaux -ou des "développeurs"- en visite dans quelques villages d'un pays du Sud affirment souvent que "ces gens-là n'ont rien", pour la simple raison qu'ils sont aveugles à des formes de richesse qui ne font pas partie de leur univers conceptuel. [...] Il ne s'agit pas bien sûr de faire un éloge rousseauiste de la pauvreté, mais simplement d'éviter de confondre la simplicité de certains modes de vie avec la "pauvreté modernisée" créée par l'extension du système de marché.* »**

* cf. la brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généreux)

** Ces citations sont tirées de *Survivre au développement* de Serge Latouche (voir bibliographie)

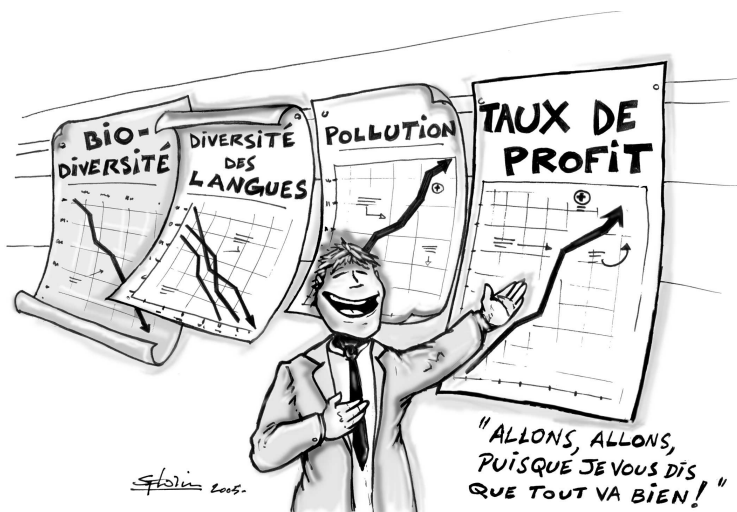
II Une impasse socio-économique

On nomme développement l'accès d'une frange infime de la population à la voiture individuelle et à la maison climatisée. On nomme développement l'élargissement de la fracture sociale entre cette infime minorité qui accède à une richesse insolente, et la masse de la population confinée dans la misère.

Jean Aubin, *Croissance : l'impossible nécessaire*, éd Planète bleue, 2003

Le pari du développement pourrait se résumer ainsi : grâce à la mise en place de mesures économiques et techniques imitant le modèle occidental (industrialisation, développement des échanges commerciaux et des transports, croissance économique, etc.), les pays du Sud pourront "rejoindre" le niveau de vie des pays occidentaux. Ce pari se base sur une hypothèse implicite ; il n'y aurait pas, actuellement, de relation entre l'enrichissement au Nord et la pauvreté au Sud. Autrement dit, une augmentation mondiale de la prospérité matérielle serait possible. Les causes du sous-développement seraient *internes* aux pays dits *sous-développés*.

Après cinquante ans de politiques menées au nom de ce pari, dans quelle situation se trouvent les populations des pays du Sud ?



1. L'accroissement des inégalités mondiales*

- *Inégalités sociales.* Depuis 1950, la richesse de la planète aurait été multipliée par six. Mais, parallèlement, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés serait en pleine régression, tout comme l'espérance de vie. Sur 73 pays regroupant 80% de la population planétaire, 48 pays auraient vu les inégalités sociales augmenter. En Afrique subsaharienne, la moitié des habitants serait plus pauvre qu'en 1990. En 1960, si les 20% les plus riches de la planète disposaient de revenus 30 fois supérieurs à ceux des 20% les plus pauvres, cet écart serait de 60 en 1990, de 74 en 1997. L'écart de revenu entre le milliard d'humains le plus riche et le milliard le plus pauvre, de 1 à 30 en 1960, serait passé de 1 à 150 en 1990.**
- *La faim dans le monde* est en constante augmentation. Par exemple, entre les périodes 1995-1997 et 1999-2001, le nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays dits *en développement* aurait augmenté de 18 millions. Au total, plus de 800 millions de personnes souffriraient de la faim.
- *Les maladies.* Le nombre de victimes du paludisme aurait doublé en trente ans (un million de décès en 2000, dont 90% en Afrique). De manière générale, chaque jour, 30 000 enfants mourraient de maladies facilement curables. En Afrique subsaharienne, un enfant sur 6 mourrait avant l'âge de 5 ans. Chaque année, près de 500 000 femmes décèderaient de complications liées à la grossesse ou l'accouchement.***
- *L'économie.* La dette des pays dits *en développement* est passée de moins de 10 milliards de dollars en 1960 à près de 2 400 milliards de dollars en 2002. Mexique (en 1982), Argentine (en 2001), Taiwan (en 1997), Indonésie (en 1998), Brésil (en 2002)... La liste est très longue des pays du Sud dont l'économie a reçu un choc dévastateur.

Nous pourrions allonger cette liste déjà significative. La plupart des organismes internationaux font état d'un creusement des inégalités mondiales, non seulement entre pays du Nord et du Sud, mais également à l'intérieur de chaque pays.

* Ces données sont extraites de rapports du PNUD, de la Banque Mondiale, du FMI ou encore de l'OCDE. Elles sont pour la plupart disponibles sur le site de *L'observatoire des inégalités* (www.inegalites.org).

** De nos jours, 2,8 milliards d'humains vivraient avec moins de 2 dollars par jour. Parallèlement, en 1998, la fortune des 225 personnes les plus riches de la planète était estimée comme équivalent le revenu annuel total des 2,5 milliards d'humains les plus pauvres, soit environ 1000 milliards de dollars.

*** De plus, le virus du sida s'étend : 22 millions d'humains en seraient morts en 2000, plus de 40 millions seraient infectés par ce virus (dont 75% en Afrique subsaharienne. Au Zimbabwe ; l'espérance de vie passerait ainsi de 53 ans en 2000 à 27 ans en 2005).

En effet, l'accroissement des inégalités touche également les populations des pays riches. L'exemple des États-Unis est particulièrement révélateur. En 2003, les 5% des ménages américains les plus riches disposaient de 21,4% du revenu national contre 16,6% en 1973. Parallèlement, les 40% les plus pauvres sont passés de 14,7 à 12,1% du revenu national. Dans les pays occidentaux, les inégalités ont commencé à s'accroître dès le milieu des années 70. Jusque-là, ces pays vivaient une période de très forte croissance économique (appelée "les trente glorieuses"). Si l'on met de côté les dégâts sur l'environnement, la richesse créée se diffusait plus ou moins parmi toute la population, ce qui renforçait le caractère séduisant des théories du développement.

Au final, nous constatons que les inégalités se développent au sein de tous les pays du monde ; la richesse se concentre aux mains d'une classe aisée de plus en plus restreinte. *« Les uns se "développent", tandis que les autres sont exclus. Et tandis que la fracture principale passait jusqu'ici entre le Nord et le Sud, elle s'installe de plus en plus à l'intérieur de chaque État-nation, ce qui contribue à rendre toujours moins pertinent l'usage du vocabulaire convenu (pays riches, pays pauvres, Nord, Sud, sociétés industrielles, Tiers Monde). »** Les objectifs officiels du développement ne sont pas atteints et semblent produire l'inverse de ce qu'ils promettent.

Dresser "l'état du Monde" est une démarche suspecte

Les statistiques globales gommant les énormes disparités de la planète. Même si des tendances dominantes sont observables, les pays du Sud ne forment pas un "Tout" homogène. De plus, la quasi-majorité des chiffres sur "l'état du monde" émanent d'instances internationales : Nations Unies, Banque Mondiale, OCDE... Ces chiffres sont la référence incontournable. Présenter d'autres sources suscite généralement la suspicion (par ailleurs, celles-ci sont quasi-inexistantes). Ce monopole des "indicateurs du monde" est problématique. Ces chiffres sont-ils représentatifs de la réalité ? A notre niveau, comment vérifier si 2,8 milliards d'humains vivent effectivement avec moins de deux dollars par jour ?

Quel serait l'intérêt de manipuler ces statistiques ? Les institutions internationales présentent-elles une vision catastrophique du monde pour justifier ou intensifier leurs programmes ? Pour contribuer à enfermer l'occidental moyen dans une vision miséreuse du monde qui l'aide à accepter sa condition "mauvaise-mais-moins-pire-que-là-bas" ? A l'inverse, ces chiffres sont-ils sous-estimés ? A notre niveau, nous ne pouvons trancher ce débat.

* Gilbert Rist, *Le développement, histoire d'un croyance occidentale* (voir bibliographie)

Pour toutes ces raisons, il est permis de douter du pari développementiste, selon lequel la prospérité économique a des retombées sociales pour tous et entraîne bien-être social et individuel.

Le doute est d'autant plus grand si l'on examine l'atmosphère sociale des sociétés occidentales dites économiquement prospères. Taux de suicide élevé*, forte consommation d'antidépresseurs, individualisme**, stress, travail aliénant ou précaire, chômage, racisme, familles éclatées, mendicité, criminalité importante, corruption, mafia... Nous pourrions multiplier les éléments de réflexion. Pourtant, notre société est *développée* : croissance économique, infrastructures modernes, accès à l'eau et l'énergie généralisé, transports performants, produits manufacturés en tout genre, nourriture abondante, hôpitaux, écoles, etc.



* En France, on aurait compté 11 000 suicides et plus de 160 000 tentatives en 1997. Ils constitueraient la première cause de décès des 25-34 ans. La même année, près de 15% des plus de 16 ans seraient dépressifs. Ce taux aurait été multiplié par 6 depuis 1970 (statistiques INSEE).

** cf. brochure *La culture du narcissisme* (Les renseignements généraux).

2. Une aide au développement dérisoire*

Chaque année, les pays industrialisés consacrent près de 60 milliards de dollars au titre de l'aide publique au développement. En 1960, l'ONU avait décrété que cette aide devait représenter 1% du PIB** des pays de l'OCDE. En 1992, au sommet de la terre à Rio, cette exigence avait été réajustée à la baisse, soit 0,7%. Mais, en 1995, l'aide publique au développement n'atteignait pas les 0,25% du PIB des pays de l'OCDE.

Comparée à d'autres indicateurs de l'économie mondiale, en particulier la dette des pays du Sud, l'aide au développement semble dérisoire.

	milliards de dollars	année	source
Aide au développement des pays de l'OCDE	57/an	2002	OCDE
Dette extérieure des pays dits <i>en développement</i>	2 400	2002	BM
Patrimoine de 487 milliardaires	1 900	2003	Forbes
Dépenses publicitaires mondiales	1 000/an	1996	PNUD
Dépenses militaires mondiales	900/an	2001	PNUD
Service de la dette extérieure des pays dits <i>en développement</i> (remboursement capital + intérêts)	343/an	2002	BM
Dépense des ménages européens en cigarettes	50/an	1996	PNUD
Fonds nécessaires pour un accès mondial à l'eau, l'éducation, les soins de base et la lutte contre le SIDA	90/an***	2000	PNUD, ONU

Glossaire : OCDE = Organisation de coopération et de développement économique, BM = Banque Mondiale, Forbes = magazine anglo-saxon, PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement, ONU = Organisation des Nations Unies

* Pour une étude plus approfondie de l'aide au développement, en particulier ses détournements et ses contradictions, lire la brochure *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux).

** Le Produit Intérieur Brut est un indicateur de l'activité économique.

*** Pendant 10 ans. Alors que l'ONU estime à 10 milliards de dollars par an les sommes nécessaires pour lutter efficacement contre le SIDA, bien moins de 3 milliards y sont consacrés. De manière générale, les fonds mondiaux contre le sida, la tuberculose et la malaria peinent à réunir des fonds.

3. Un commerce international générateur d'inégalités

Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales.

Percy Barnevik, à l'époque PDG d'ABB, déclaration de 1995

Selon le pari du développement, il n'y aurait pas de relation entre l'enrichissement au Nord et la pauvreté au Sud. L'examen du commerce international montre une réalité bien différente. Dans un contexte concurrentiel où les pays industrialisés sont dominants, la précarité du Sud apparaît comme la *conséquence* du mode de développement des pays industrialisés. Nous pourrions simplifier les mécanismes de l'économie mondiale ainsi :

– *Pays industrialisés : une domination commerciale*

Réalisant environ 80% du PIB mondial, avec près de 20% de la population planétaire, les pays de la Triade (États-Unis, Europe occidentale, Japon...) dominent largement les secteurs de production, d'exportation et de consommation. En 2002, ils représentaient 70% du commerce mondial de marchandises, dont 80% au sein même de la Triade. Ils dominent enfin le commerce de produits manufacturés ; en 1990, plus de 70% des exportations de ces produits étaient réalisés par les pays de l'OCDE*.

– *Pays du Sud : une économie tournée vers le Nord, déficitaire*

Encouragés en cela par les politiques de développement, les pays du Sud réalisent plus de 70% de leurs échanges commerciaux avec les pays du Nord. Ce commerce se fait dans des conditions de plus en plus défavorables. Alors que les exportations de matières premières constituent la principale ressource des pays du Sud, les prix ont fortement diminué depuis les années 80, en grande partie sous l'effet des politiques libérales des institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, etc.). En conséquence, les balances commerciales des pays du Sud sont généralement déficitaires ; les ventes de matières premières ne compensent pas les importations de marchandises.** Enfin, les pratiques de dumping des pays du Nord, spécialement en matière de produits agricoles, détruisent la paysannerie des pays du Sud.***

* 60% du reste de ces exportations étaient le fait de la Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour.

** C'est une des causes de l'endettement des pays du Sud. Ajoutons que les exportations de matières premières, bien que génératrices de devises, constituent un appauvrissement global. Un seul exemple : La dévastation de la forêt équatoriale n'a apporté quelques rentes qu'aux castes dirigeantes, et ces ressources naturelles ont disparu à jamais.

*** cf. brochure *L'agriculture de destruction massive* (Les renseignements généraux).

Pour toutes ces raisons, les relations Nord/Sud se rapprochent davantage d'une guerre économique que d'un processus de développement bienveillant. Les pays industrialisés fonctionnent comme des « *pompes à capitaux et à matières premières* », non comme des « *généreux donateurs* ».

Que conclure face à ces constats ?

« Il est dans la nature du "développement" de mettre à la disposition des consommateurs une surabondance de biens mais aussi de produire de l'inégalité et de l'exclusion. Tous les documents consacrés au "développement" sont unanimes dans leur constat : l'écart entre le Nord et le Sud (mais aussi entre les riches et les pauvres des deux ensembles) ne fait que se creuser. L'aveuglement qui frappe la réflexion permet de faire comme si cette affirmation pouvait être considérée comme une "donnée" sans autre lien avec le discours qui en découle sinon de lui fournir sa légitimation. Or, loin de combler le fossé que l'on déplore rituellement, le "développement" ne cesse de l'agrandir.

Si ce mécanisme de causalité cumulative passe inaperçu, c'est non seulement parce qu'il ne peut pas être intégré à l'intérieur de la croyance, mais aussi parce que, entre les deux moments qui permettent de mesurer la croissance de l'écart, le spectaculaire enrichissement des mieux lotis entretient chez les laissés-pour-compte l'espoir d'une redistribution possible. On s'y accroche avec d'autant plus de force qu'il en existe des signes, que l'on voudrait avant-coureurs : certains surplus alimentaires sont acheminés vers les zones où règne la malnutrition, ou permettent à des administrations ruinées de rémunérer leurs employés ; quelques dizaines de milliards de dollars, distribués chaque année par les pays riches au titre de la "coopération au développement", financent des infrastructures utiles à tous, comblent les déficits budgétaires ou stimulent l'achat de matériel militaire ; des ONG mobilisent la société civile des pays nantis (sans négliger un complément de fonds publics) pour accorder des dons aux populations défavorisées, prendre en charge un dispensaire, soutenir les initiatives d'un groupement coopératif, appuyer des institutions scolaires ou de crédit populaire ; [...] les institutions financières accordent des prêts à des conditions de faveur et, moyennant certaines conditions habituelles, rééchelonnent les dettes des États impécunieux.

Tout porte donc à croire que la solidarité est possible et que la reconnaissance d'un intérêt commun finira par l'emporter. Même si l'aide publique au "développement" retourne dans le circuit économique des pays donateurs, même si le bradage des surplus agricoles constitue une opération plus avantageuse que leur perpétuel stockage, même si la sauvegarde du système monétaire financier et international vaut bien l'injection de quelques milliards pour éviter son effondrement. L'essentiel est d'entretenir la croyance. »*

* Gilbert Rist, *Le développement, histoire d'un croyance occidentale* (voir bibliographie).

Sommes-nous en train de nous tromper de critique ?

A mi-chemin de cet exposé, sommes-nous en train de confondre les politiques *réelles* menées par les pays occidentaux avec la *théorie* développementiste ? Autrement dit, est-ce le modèle développementiste qui est en cause ou la manière dont il est appliqué ?

Vaste débat, qui nécessiterait l'étude de l'histoire politique des 50 dernières années.* Notons simplement ceci :

- L'essentiel de la politique internationale a été faite *au nom du développement* et semble appliquer ses recettes : logique capitaliste, recherche de la croissance économique, libéralisation des marchés du Sud, augmentation de la production et de la consommation, etc. La même logique est mise en oeuvre dans les pays occidentaux.** C'est pourquoi il nous semble que « *le chômage et l'extension de la pauvreté au Nord, l'aggravation des difficultés socio-économiques au Sud sont les différents aspects d'un seul et même problème : celui des conditions dans lesquelles se forme la richesse au niveau national et mondial.* »***

- Questionner l'idéologie du développement, c'est également questionner l'idéologie de la croissance, du libéralisme, de l'économicisme. Ceci nous incite à penser que la situation actuelle résulte de la théorie développementiste.

Ceci étant dit, nous verrons dans la suite de cet exposé combien le développement peut également être perçu comme un *discours* qui sert à masquer la néo-colonisation et les aspirations hégémoniques du Nord sur le Sud. Dans tous les cas, ce sont bien les politiques menées par les gouvernements, les institutions internationales et les multinationales occidentales que nous mettons en cause.

* A ce propos, nous vous conseillons le livre de Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, éd Fayard, 2004.

** En France, on retrouve dans la plupart des discours politiques ou économiques la rhétorique du développement (croissance, développement local, progrès, etc.).

*** François Partant, *La fin du développement*, éd Babel, 1997.

III Une impasse écologique

Nous n'avons qu'une quantité limitée de forêts, d'eau, de terre. Si vous transformez tout en climatiseurs, en pommes frites, en voitures, à un moment vous n'aurez plus rien.

Arundathi Roy

Défaire le développement, sauver le climat, revue L'Écologiste n°6.

Et si nous étions tous *développés* ?

Imaginons 6 milliards d'humains consommant chacun 200 grammes de viande et 300 litres d'eau par jour, rejetant 400 kilogrammes de déchets ménagers par an. Imaginons les rejets en gaz carbonique de 3 milliards d'automobiles. Imaginons 3 milliards de téléviseurs et de frigos renouvelés tous les 5 ans. Sur le plan purement écologique, 6 milliards d'humains produisant et consommant autant que le Nord-Américain ou l'européen moyen signifierait la destruction de notre environnement.

L'impossibilité d'une croissance capitaliste durable et généralisable, centrée sur l'industrie énergivore, le tout automobile ou l'agriculture intensive, est désormais une évidence. Notre mode de vie repose sur la consommation d'un capital non reproductible ; énergies fossiles, minerais, terres agricoles, atmosphère saine, etc. L'empreinte écologique, indicateur créé pour mesurer l'utilisation par l'homme de ressources non renouvelables, aurait grimpé de 80% entre 1961 et 1999 pour atteindre un niveau de 20% supérieur à la capacité biologique de la Terre.*

Quelques chiffres : Depuis 1900, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère aurait augmenté de 30%. On prévoit une augmentation de la température terrestre de plusieurs degrés d'ici 2100. Chaque année, 500 millions de tonnes de déchets dangereux seraient jetés dans le monde. Quasiment 75% des zones de pêche seraient exploitées à pleine capacité, surexploitées ou épuisées. En 30 ans, les populations des espèces terrestres et marines auraient diminué de 30% environ ; environ 27 000 espèces vivantes disparaîtraient chaque année. Le déclin de la production de pétrole serait prévu entre 2010 et 2030, etc.**

* L'empreinte par personne des pays à hauts revenus serait en moyenne 6 fois plus élevée que celle des pays à faibles revenus, et environ 3 fois supérieure à la capacité biologique de la Terre. Source : rapport « *Planète vivante* » 2002 du WWF (disponible sur <http://www.wwf.fr>)

** chiffres approximatifs et basés sur des hypothèses de calcul à examiner, d'où l'emploi du conditionnel. Sources : *STOP* de Bartillat et Retallack (2003); *Mal de Terre* de Reeves (2003); *L'avenir climatique* de Jancovici (2002), les rapports sur l'environnement du PNUD (Nations Unies).

Ce caractère destructeur est largement reconnu et médiatisé : l'inéluctable épuisement des ressources, les problèmes de santé publique liés à la pollution, le trou dans la couche d'ozone, le changement climatique, etc. Tous ces constats sont notamment ceux du sommet de Rio, en 1992, où a émergé le concept de *développement durable*. Plus de 10 ans après, les changements sont infimes. A la proposition de Maurice Strong du 4 avril 1992 : « *Notre mode de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer.* » fait écho la déclaration de Georges Bush Senior en 1997 : « *Notre niveau de vie n'est pas négociable.* ». Depuis 1990, les émissions de CO₂ ont augmenté de plus de 20% aux États-Unis... Bien sûr, l'impossibilité de généraliser le mode de vie occidental ne prend pas en compte d'éventuels progrès techniques fulgurants. Mais il est permis de douter de ces espoirs.*

Depuis quelques années, le concept de *décroissance* est de plus en plus médiatisé. Il questionne l'idéologie de la croissance et celle du progrès, intimement liées. Contrairement au développement durable, la décroissance souligne que capitalisme et écologie sont incompatibles.**



* cf. brochures *Les illusions du progrès technique* et *Les argumentocs* (Les renseignements généreux)

** Nous vous conseillons à ce sujet la lecture du journal *La décroissance* et leur site internet www.decroissance.org

BETISIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est un concept à la mode. Les plus grands industriels de la planète y font référence : Monsanto, TotalFinaElf, Renault, Areva, Suez, L'Oréal, Carrefour... Morceaux choisis :

« Le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation, mais la condition de survie de l'économie de marché. »

Louis Schweitzer, PDG de Renault, Les échos, décembre 2004

« Le développement durable est réalisé au mieux grâce à une concurrence ouverte au sein de marchés correctement organisés qui respectent les avantages comparatifs légitimes. De tels marchés encouragent l'efficacité et l'innovation qui sont toutes nécessaires à un progrès humain durable. »

BASD, Business Action for Sustainable Development, regroupant 167 multinationales

« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. »

Michel de Fabiani, président de BP France, rencontres parlementaires sur l'énergie, 2001

« L'objectif affirmé de Porsche est de réduire au minimum les effets préjudiciables à l'environnement, et de soutenir également les efforts internationaux visant à résoudre les problèmes écologiques globaux. »

Site Internet de Porsche



Nouveau Porsche 4 x 4 Cayenne
2 tonnes et demi , 450 Chevaux, 266 Km/h, pot catalytique.

"...Un texte qui stimulera la recherche scientifique et l'innovation technologique pour inscrire la CROISSANCE ECONOMIQUE dans le cadre du DEVELOPPEMENT DURABLE..."

Jacques Chirac, à propos de la Constitution Européenne, allocution du 3 mai 2004

Retrouvez l'intégralité du bêtisier du développement durable sur le site du journal *La décroissance*
<http://www.decroissance.org>

III De quelle richesse parlons-nous ?

Au bout du compte, la "lutte contre la pauvreté" s'inscrit pleinement dans le projet de mondialisation de l'économie. Elle lui apporte ce "supplément d'âme" qui lui est si nécessaire pour tenter de calmer tous ceux qui, au travers de multiples manifestations spectaculaires ou de protestations individuelles, tentent de s'y opposer. On retrouve ici le principe qui consiste à utiliser des valeurs indiscutables pour justifier des "programmes" qui débouchent sur l'exact contraire de ce qu'ils prétendent réaliser.

Gilbert Rist

Le développement, histoire d'une croyance occidentale, Presses de Sciences-Po, 1996

En général, le concept de développement se base sur une vision de la richesse fortement contestable. Afin d'explicitier notre propos, nous avons choisi de reproduire ici un extrait du livre ***La guerre aux pauvres***, des auteurs sénégalais Jean-Michel Bruyère et Issa Samb (éd. sens&tonka, 2002).*

« La "lutte contre la pauvreté", parlons-en : il est à présent sur Terre 3 personnes les plus riches qui "possèdent" ensemble davantage que 600 000 000 autres, les plus pauvres. [...] On aurait pu choisir de lutter contre les plus riches, ils ne sont que trois. A quelques bons gaillards, la victoire était facile. On a préféré donner la guerre aux pauvres, qui sont six cents millions, et la bataille, forcément, traîne en longueur. [...]

Qu'est-ce qu'un pauvre ? La pauvreté est le manque de quoi la richesse est l'abondance, d'accord. Mais quoi ? Quel est ce quoi manquant ou abondant sur lequel riches et pauvres du monde entier veulent bien s'accorder ? Parlant de richesse et de pauvreté, les sociétés matérialistes et marchandes qui nous dominent et se propagent n'y comptent pas les valeurs d'ordre intellectuel et spirituel. De ceux d'entre nous qu'elles disent riches et qu'elles placent en haut de leur pyramide, elles ne considèrent la richesse qu'en ce qu'ils accumulent ou ont accumulé des biens matériels et de l'argent, en très grande quantité. Être riche, c'est avoir beaucoup d'argent, beaucoup de terres, de maisons, de voitures, de bateaux, d'avions, de bijoux, de vêtements. Mais, beaucoup... Combien ?! [...]

* Retrouvez de plus larges extraits de ce texte sur le site internet des Renseignements généraux. Vous trouverez d'autres approches critiques de la notion de richesse dans *Reconsidérer la richesse* de Patrick Viveret (éd. de l'Aube, 2003) ou encore *Quand la misère chasse la pauvreté* de Majid Rahnema (Fayard-Actes Sud, 2003).

Est-on riche dès que l'on possède davantage que notre vie n'a de besoins objectifs ? Certainement, non. Les besoins vitaux humains ne sont pas grand chose, et posséder plus que pas grand chose n'est pas assez à la richesse. C'est relativement à la fortune d'autrui qu'elle peut se désigner. La richesse, c'est posséder plus que d'autres.

Mais ce n'est pas encore suffisant. Il faut encore que tous se soient accordés sur la place que l'on donne à la possession matérielle. Dans une société dont la majorité des membres se contreficherait d'accumuler des biens, celui qui en aurait fait son but principal ne pourrait être tenu pour riche et passerait seulement pour quelque excentrique collectionneur. Pour que la chose que je possède en grande quantité me fasse riche, il faut que la quantité que j'en ai soit désirée par la majorité des autres qui l'ont en moins ou n'en ont rien. La richesse est la possession d'une quantité de biens matériels que la majorité n'a pas et qui lui manque [...]

Comment la richesse peut-elle être ennemie efficace de la pauvreté ? Considérant le besoin qu'elle en a pour exister, peut-on la croire lorsqu'elle dit souhaiter la disparition de la pauvreté ? Que peut être la lutte contre la pauvreté imaginée par des riches alors qu'être riche, idéal de vie sociale, dépend entièrement de la constance d'une capacité à posséder sans partage ? [...] N'est-elle pas plutôt un entretien, un maintien de la pauvreté dans une position telle qu'elle ne puisse menacer nulle part la satisfaction que les riches trouvent dans la richesse ? Que peut vouloir la richesse à la pauvreté si ce n'est, seulement, qu'elle lui reste supportable ? Qu'elle lui reste, et supportable ? [...]



Au moindre signe avant-coureur d'une déchéance trop grande du pauvre, le riche s'inquiète, s'affole et se précipite. Mais on aurait tort d'y voir une quelconque détermination altruiste, la moindre résolution au partage, un élan humaniste minimum. Celui qui fait le voyage, celui qui va concrètement vers l'autre, sur le terrain, celui-là, l'activiste humanitaire, peut-être est sincère. Mais ce n'est pas lui qui finance son "transport" et son geste. C'est la richesse qui l'engage et le paie, la richesse qui ne paie jamais que pour être riche, pour prolonger son enrichissement. Ce qui se fera sur le terrain est sans importance. Elle en laisse volontiers et sans remords la responsabilité à ceux qui s'y rendent et coordonnent comme ils peuvent leurs initiatives.

Car il ne s'agit pas véritablement de combattre efficacement, il s'agit seulement de montrer que l'on combat. Cette intervention est essentiellement d'ordre symbolique. Il faut craindre que le pauvre déchu trop bas en vienne à ne plus croire en la possibilité d'une amélioration de son état social, c'est-à-dire son possible enrichissement.

Le "bon" pauvre de notre système est celui qui croit à la richesse, à ses valeurs, qui l'espère et l'admire, et éprouve continuellement le désir de tendre vers elle. S'il venait à ne plus y croire, il risquerait d'inventer d'autres formes et valeurs, établissant un autre système absolument différent et qui, peut-être, pourrait ridiculiser le riche et sa volonté maniaque de possession. Lui, le riche qui connaît de l'intérieur la vanité des possessions et sait combien est fragile la chimère qui l'a placé si haut, cette hypothèse le terrorise. Il lui faut donc rester exemplaire : montrer de l'attention et de la compassion à ceux qui ne parviennent pas à lui ressembler et faire en sorte qu'ils soient tous bien convaincus que la responsabilité de l'échec leur revient. Le pauvre doit penser que s'il n'est pas riche, c'est de sa faute, que son manque d'intelligence, de compétence, de méthode, de capacités en somme, en est seule cause. [...]

Une lutte contre la pauvreté serait possible. Pas celle que nous avons décrite ici et dont le cynisme fait vomir, non, une lutte véritable. Elle lutterait contre la pauvreté d'un mot, richesse, auquel a été retranché l'essentiel de son sens. La vraie richesse humaine, plutôt que dans l'accumulation individuelle ou collective délirante d'argent et de biens matériels, n'est-elle pas dans une capacité constante à acquérir et partager de la connaissance, de la sagesse, des sciences, de l'intelligence, de l'imaginaire, de la beauté, de la puissance poétique, une haute conscience de l'autre ? Si tout à coup c'était bien cela la richesse, on verrait qu'elle est mieux répartie, mieux partagée que ce que l'on croit, comment chacun en a mais aussi en *est* un morceau. »

IV Le masque de la néo-colonisation

Du temps des entreprises coloniales on disait en Europe que les peuples du Tiers-Monde étaient *primitifs, arriérés, barbares, non-civilisés*, etc. Ce qui contribuait à transfigurer le processus brutal d'expropriation colonialiste en mission civilisatrice et humanitaire. [...] L'ordre établi tend à se justifier au nom d'une définition, généralement conçue comme universelle et éternelle, une essence métaphysique du Beau, du Bien, du Juste, du Sacré, du Vrai, du Normal, du Naturel, etc.

Alain Accardo

Introduction à une sociologie critique, éd Mascaret, 1997

La rhétorique du développement est un outil de politique étrangère destiné à masquer le processus réel de domination du Nord sur le Sud ; voici résumée une critique centrale du concept de développement.

Nous ne rentrerons pas ici dans les détails. Il existe suffisamment d'ouvrages décrivant les politiques néo-colonialistes des États-Unis ou de la France*. Celles-ci visent le développement ou le maintien des intérêts économiques et politiques occidentaux à tout prix, la lutte contre l'avancée communiste du temps de la guerre froide, ou, de manière générale, contre tout mouvement à caractère indépendantiste, le détournement de l'aide au développement, le pillage des matières premières, la mise en place de dictatures "sous contrôle", etc.

« Rappelons la formule cynique d'Henry Kissinger [secrétaire d'état du président Nixon (États-Unis) de 1973 à 1977] : "la mondialisation n'est que le nouveau nom de la politique hégémonique américaine". Mais alors quel était l'ancien nom ? C'était tout simplement le développement économique lancé par Harry Truman en 1949 pour permettre aux États-Unis de s'emparer des marchés des ex-empires coloniaux européens et éviter aux nouveaux États indépendants de tomber dans l'orbite soviétique. »**

* Sur la politique néo-colonialiste de la France en Afrique, nous vous conseillons les brochures *Que fait la France en Afrique ?* et *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux). Sur la politique néo-colonialiste des États-Unis en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient, nous vous conseillons le livre *De la guerre comme politique étrangère des USA*, Noam Chomsky, Agone, 2001. Petite anecdote : « *desarollito* » (développementiste) était une insulte en Amérique du Sud dans les années 50, car elle désignait l'impérialisme américain (cité par Gustavo Esteva dans *L'Ecologiste* n°6).

** Serge Latouche, *Survivre au développement* (voir bibliographie).



Nous sommes bien loin de l'image angélique d'un Nord aidant le Sud. Le financement des ONG de développement ou des programmes éducatifs et sociaux apparaît plutôt comme des actes minoritaires ; ces derniers contribuent à légitimer et masquer les pratiques réelles, à présenter un visage généreux aux yeux de l'opinion publique.

De fait, les pays du Sud jouent un rôle vital dans l'économie des pays industrialisés. Si les pays du Sud choisissaient l'autarcie ou devenaient totalement insolvables, que deviendraient, au Nord, les industries et le secteur énergétique, privés de matières premières (pétrole, minerais, denrées alimentaires)* ? Que deviendraient les compagnies de navigation maritimes et aériennes, les banques, les compagnies d'assurance, les agences de voyage, les multinationales, les exportations d'armement ? Inversement, si les pays du Sud devenaient économiquement compétitifs, la crise des pays industrialisés serait massive. Nous connaissons déjà les effets de la délocalisation sur l'emploi en France... « *La promotion d'une industrie dans un pays du Sud prive, à terme, les nations industrielles de plus de travail qu'elle ne leur en donne dans l'immédiat.* »**

Bien que la majorité des échanges internationaux se réalise entre les pays occidentaux, le commerce avec les pays du Sud est indispensable à la bonne marche de l'industrie. Il s'agit donc de maintenir les pays du Sud en état de dépendance et d'infériorité économique, tout en s'assurant de leur solvabilité. Par exemple, la dette peut être considérée comme un mécanisme permettant aux pays du Sud de maintenir leurs importations (par l'emprunt), d'augmenter leurs exportations à bas prix (pour rembourser les emprunts), tout en restant incapables d'occuper une position économiquement dominante.

* En 2003, les produits pétroliers représentaient près de 50% de l'énergie totale consommée en France. Le pétrole est importée pour 30% de la mer du Nord, 24% du Moyen-Orient et 22% d'Afrique. En 2001, 78% de l'électricité consommée en France était d'origine nucléaire mais plus de 60% de l'uranium est importé d'Afrique (Niger, Gabon...). (source : Ministère de l'économie et des finances).

** François Partant, *La fin du développement*, éd Babel, 1997.

Les armes occidentales de communication massive

Les pays du Sud sont submergés par la communication occidentale (informations, films, publicités, livres, etc.). Celle-ci est essentiellement motivée par des motifs mercantiles. Quel est le message central de l'immense majorité de ces productions culturelles ? En caricaturant : « *Chez nous règnent la paix, la liberté, les droits de l'homme, le bonheur, la richesse, c'est le paradis !* »

Au-delà de ce *spectacle*, quels contacts humains les populations du Sud ont-elles avec l'Occident ? Ceux liés au tourisme de masse, aux représentants de grandes entreprises, aux projets de développement, à l'armée. Par exemple, quand un Africain rencontre un Occidental en chair et en os, il s'agit, la plupart du temps, soit d'un touriste*, soit d'un travailleur expatrié (généralement occupant des responsabilités), soit d'un acteur du développement (souvent bien rémunéré)**, soit d'un militaire.

Comment réagit la plupart des humains des pays dits *sous-développés* ? Le contraste avec leur niveau de vie est tel qu'il engendre de violents sentiments de frustration et de fascination. C'est une des raisons pour lesquelles autant de clandestins cherchent à tout prix à s'établir dans nos contrées.

De son côté, l'opinion publique occidentale est partagée. Consciente de son opulence par rapport au Sud, elle a généralement mauvaise conscience. Mais, parallèlement, elle est fascinée par l'exotisme et y puise une sorte de vitalité culturelle. En témoigne le succès de la "World Music", des décorations et modes exotiques***, du tourisme, des restaurants aux noms évoquant des destinations lointaines... La culture du Sud se consomme. Mais, ce n'est pas pour autant que se développent une réelle empathie, un désir de réciprocité, des actes de solidarité et de résistance.

* Selon l'ONU, 10% des quelques 600 millions de touristes parcourant le monde en 2000 avaient le sexe pour seule motivation. En Thaïlande, le chiffre d'affaires lié au tourisme sexuel représenterait 12% du PIB. Dans ce pays, un tiers des femmes engagées dans la prostitution serait constitué de mineures. Le réseau international contre la prostitution et le trafic d'enfants, (ECPAT www.ecpat.net) explique comment « certains parents vendent leurs enfants pour pouvoir s'acheter des télévisions, réfrigérateurs ... »

** maison luxueuse, employés de maison, salaire énorme par rapport au pays d'accueil,... Cette description caricaturale ne s'applique pas à tous les acteurs du développement, loin de là. Mais ces descriptions "néo-colonialistes" sont si souvent entendues et partagées qu'elles semblent esquisser un courant important parmi les acteurs du développement.

*** Combien de Français décorent leur salon avec des tissus ou des masques africains sans s'intéresser le moins du monde à ce qui se passe là-bas... cf. l'analyse de l'imagerie des pays du Sud véhiculée par la publicité dans la brochure *Pub : la conquête de notre imaginaire* (Les renseignements généreux).

En guise de conclusion

Quand on me traite de "catastrophiste", je réponds que le pire des catastrophismes n'est pas d'annoncer les catastrophes quand on pense qu'elles se préparent, mais bien de les laisser survenir par le seul fait qu'on ne les a pas prévues et, pire encore, qu'on s'est interdit de les prévoir. C'est pourquoi je classerais volontiers dans la catégorie des "catastrophistes" les innombrables auteurs qui s'emploient à rassurer l'opinion, sans mettre en cause le système mondial, sa dynamique et son évolution. Ceux qui prétendent que chômage et misère sont des maux passagers auxquels on trouvera des remèdes. Ceux qui présentent comme conciliables les intérêts des peuples du tiers-monde et des travailleurs du monde industriel. Ceux qui soutiennent qu'il est possible de vaincre la faim là-bas sans un changement radical des politiques et des rapports économiques ici, ou sans que ce changement s'effectue à notre détriment.

François Partant, *La fin du développement*, éd Babel, 1997

Questionner, en quelques pages, un concept qui mobilise tant d'humains, d'institutions, d'argent public et d'enjeux politiques ? Tous les arguments que nous avons tenté d'exposer méritent approfondissement. Nous espérons néanmoins vous avoir donné l'envie d'aller plus loin.

Et maintenant, pour qui est convaincu de l'impasse où nous mène ce développement-là, que faire ? Faut-il imaginer un autre développement ? « *On est entré dans "l'ère des développements à particule" pour tenter de conjurer magiquement les effets négatifs de l'entreprise développementiste. On a vu des développements "autocentrés", "endogènes", "participatifs", "communautaires", "intégrés", "authentiques", "autonomes et populaires", "équitables"... sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement ! En accolant un adjectif au concept de développement, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste. Tout au plus songe-t-on à adjoindre à la croissance économique un volet social comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle, et aujourd'hui une composante écologique.* »*

Vaste débat, auquel nous espérons avoir apporté quelques éléments de réflexion.

* Serge Latouche, *Survivre au développement* (voir bibliographie).

Post scriptum : La responsabilité des ONG

Les critiques exposées précédemment concernent davantage les politiques menées par les États occidentaux et les grandes institutions internationales que les actions menées par la multitude d'ONG se revendiquant du *développement*. On ne peut mettre sur le même plan un expert de la Banque Mondiale et un volontaire d'une petite association de solidarité internationale. Bien que tous deux placent leurs actions sous le signe du développement, l'élan qui les anime nous semble bien différent.

Malgré tout, nous pensons que ces critiques concernent la plupart des ONG de développement. En effet :

- La majorité des ONG est financée par de grandes institutions (États, Union Européenne, Banque Mondiale, etc.). Il nous paraît essentiel de s'interroger sur le rôle éventuel de légitimation des politiques institutionnelles que ces financements contribuent à jouer.
- Nombre de "petits" projets de développement partagent, au fond, les mêmes présupposés que de grandes projets institutionnels (par exemple, l'économie comme source de bien-être), ou participent à la même dynamique : désenclavement, augmentation de la production, développement d'une filière commerciale, transformation de ressources naturelles en biens marchands, etc. L'échelle varie, mais l'idéologie est identique.
- Beaucoup d'ONG nous semblent ne pas questionner réellement les causes de la misère contre laquelle elles luttent.
- Enfin, nombre de projets de développement sont décidés sans la participation des populations concernées, ou en alors en se limitant aux élites locales.

Bien sûr, il existe aussi de nombreuses associations de solidarité internationale dont les présupposés sont bien différents et propagent des idées de démocratie participative, d'autonomie, de réciprocité. Elles font un réel travail en terme d'éducation populaire, de santé, d'accès à l'eau et à l'énergie. Ces projets sont portés par des élans solidaires qui nous semblent sincères. Mais, par rapport à tout ce qui se fait au nom du développement, ces initiatives nous paraissent extrêmement minoritaires.

Nous sommes interpellés par le fait que tous ces petits projets de développement coexistent avec d'énormes dynamiques internationales qui nagent à contre-sens. Pour utiliser une image, ce serait comme épouser la fuite d'un barrage avec un coton-tige sans chercher à arrêter ceux qui sont en train de le casser à grands coups de bulldozers. Pire encore, ce sont souvent ces derniers qui distribuent les cotons-tiges.

Autrement dit, nous avons le désagréable sentiment que, pour un Occidental qui part plein d'enthousiasme participer à un projet de développement au Sud, dix occidentaux y sont déjà et font des dégâts qui nécessiteraient des milliers de projets de développement pour y remédier. Pire, parmi ces Occidentaux qui partent plein d'enthousiasme et de belles intentions, il nous semble que la majorité fera, par inexpérience, manque de maturité ou pure bêtise, l'inverse de ce qu'il faudrait faire, et peut-être plus de dégâts que si elle n'était pas venue. Les ONG peuvent continuer à faire des projets de développement indéfiniment ; cela restera dérisoire comparé à la politique économique mondiale.

Bien sûr, un bon projet n'est pas dérisoire pour les gens qui en bénéficient. Mais, en terme de cohérence, si l'on souhaite vraiment oeuvrer pour le développement des pays du Sud, ne faut-il pas lutter autant contre les causes que contre les effets de la misère ? Quand les dépenses publicitaires françaises équivalent le total de l'aide publique au développement des pays de l'OCDE (45 milliards d'euros en 1999), quand les fonds mondiaux contre le sida, la tuberculose et la malaria peinent à réunir des fonds alors que les pharmacies occidentales regorgent de produits amincissants et de gadgets pour chiens, quand les inégalités s'étendent au Nord comme au Sud, on est en droit de vouloir une transformation sociale. En ce sens, nous nous demandons s'il ne serait pas plus efficace de consacrer l'essentiel de nos énergies à la lutte contre la politique actuelle que d'ériger des projets de développement.

Le développement comme colonialisme ?

« On me parle de progrès, de réalisations, de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de route, de canaux, de chemin de fer. Moi je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan [chemin de fer]. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme. On m'en donne plein la vue de tonnage de coton ou de cacao exporté, d'hectares d'oliviers ou de vignes plantés. Moi je parle d'économies naturelles, d'économies harmonieuses et viables, d'économies à la mesure de l'homme indigène désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des métropoles, de rafles de produits, de rafles de matières premières. »

Aimé Césaire, *Le développement comme colonialisme*, cité dans L'écologiste n°6

Pour aller (beaucoup) plus loin

Notre exposé n'est qu'une modeste introduction vers une réflexion bien plus approfondie. Citons ces quelques livres particulièrement pédagogiques :



Survivre au développement

Serge Latouche, éd Mille et une nuits, 2004

Une excellente introduction à l'oeuvre de Serge Latouche. Notre seul regret : les éditions *Mille et une nuits* appartiennent au groupe Lagardère, multinationale de l'armement.

Le développement. Histoire d'une croyance occidentale

Gilbert Rist, éd Presses de Sciences Po, 1996

Un ouvrage très précis sur l'histoire du développement, étudié ici en tant que croyance.



Des ruines du développement

Wolfgang Sachs, Gustavo Esteva, éd Le serpent à plumes, 2003

Une série de textes concis et critiques autour du thème du développement, à partir d'exemples concrets.

Le pouvoir mis à nu

Noam Chomsky, éd écosociété, 2002

A travers des exemples précis, Noam Chomsky explique à quel point les politiques des superpuissances occidentales n'ont pas pour but le développement des pays du Sud mais la préservation d'un ordre mondial hégémonique.



Citons enfin : ***Défaire le développement, refaire le monde***, actes d'un colloque rassemblant une vingtaine d'auteurs dont Ivan Illich, Vandana Shiva, François Brune, José Bové, etc. (éd Parangon, 2003)

Mais également le site internet de l'association ***La ligne d'horizon***, sur lequel vous trouverez de nombreux textes sur le développement et sur l'oeuvre de François Partant, auteur de nombreux ouvrages critiques sur le développement : <http://www.lalignedhorizon.org>

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

COMMENT BLANCHIR L'ARGENT SALE ?



***Manuel pratique
pour crapules modernes et citoyens naïfs***

Pourquoi cette brochure ?

Attention ! Après la lecture de cette brochure, vous risquez de ne plus regarder les pizzerias et lavomatics de la même manière. C'est peut-être avec scepticisme que vous observerez les devantures des grandes banques françaises. Les chocolats suisses, les frites luxembourgeoises et l'aquarium de Monaco perdront sans doute également de leur folklore...

Voici en effet un panorama des techniques de blanchiment d'argent, du petit casino véreux au grand paradis fiscal touristique. Nous observerons le bouillonnement imaginatif de la criminalité, mais, surtout, nous constaterons à quel point l'actuel système financier international favorise ces pratiques.

Certains des montages financiers et juridiques que nous allons présenter sont complexes. Cette synthèse doit surtout être perçue comme une première sensibilisation à cette "autre dimension" qu'est la finance internationale. Nous espérons enfin que le caractère quelque peu ludique de cette brochure n'occultera pas la réalité sordide et tragique que revêt la criminalité pour toutes ses victimes.

PLAN

I	L'ampleur de la criminalité
II	Pourquoi blanchir l'argent sale ?
III	Les principes du blanchiment



UNITED COLORS
OF POGNON.

Remerciements : un grand merci à Geneviève et Sylvain pour leurs illustrations !

I L'ampleur de la criminalité

Drogue, prostitution, fabrication de fausse monnaie, vols, trafics en tout genre, immigration clandestine... Il est par définition très difficile d'évaluer les profits générés par les activités criminelles. Voici cependant quelques estimations pour les années 90 :

Estimation des profits générés par la criminalité

	milliards d'euros	source
Drogue	300 à 500 /an	PNUCID
Prostitution	60 /an	Europol
Trafic de médicaments	12 /an	OMS
Contrefaçons commerciales	150 à 500 /an	MINEFI
Immigration clandestine	7 /an	<u>Le Monde</u>
Trafic de femmes	4 /an	<u>Le Monde</u>
Trafic de déchets polluants	12 /an	<u>Le Monde</u>

PNUCID = Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues ;
Europol = European Police Office ; OMS = Organisation Mondiale de la Santé ;
MINEFI = Ministère des Finances et de l'Industrie.

Globalement, l'ampleur financière de la criminalité mondiale est estimée à 1 000 milliards de dollars par an. Qui sait où se situe la réalité ? Retenons simplement que les volumes financiers d'origine criminelle sont très importants. Par comparaison, cela représente autant que toutes les dépenses militaires mondiales, environ quatre fois le budget de la France, vingt fois le total des dépenses officiellement consacrées à l'aide au développement par tous les pays industrialisés.*

Mais il faudrait ajouter à ces estimations la fraude et l'évasion fiscale, des pratiques qui profitent surtout aux grandes entreprises et aux contribuables aisés. Rien qu'en France, la fraude fiscale avoisinerait les 30 milliards d'euros par an**. Aux États-Unis, le gouvernement reconnaît que ses pertes en revenus fédéraux dus à l'évasion fiscale s'élèveraient à 225 milliards de dollars chaque année.

* Pour davantage de comparaisons, consulter les tableaux de chiffres des brochures *A qui profite l'aide au développement ?* et *A qui profite la dette ?* (Les renseignements généreux).

** Estimation du centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales de France, pour les années 90.

Enfin, pour parfaire ce tour d'horizon de la criminalité, comment ne pas mentionner les chiffres de la corruption (commissions occultes, détournements de fonds, pots de vins, etc.) ? Selon la Banque Mondiale, le montant total de la corruption, à la fois dans les pays dits "développés" et les pays dits "en voie de développement", est estimé à 1 000 milliards de dollars par an. Autant dire qu'à l'échelle mondiale, le blanchiment d'argent concerne des sommes très importantes.

Drogue : le commerce le plus lucratif du monde

Avec plus de 200 millions de consommateurs, le commerce de la drogue est d'une rentabilité inégalable. L'écart entre le prix payé au producteur et le prix vendu au consommateur est d'un facteur d'environ 2000. Quel autre produit permet un tel taux de profit ? Comparons par exemple le commerce du café et celui de la cocaïne :

Commerce du café : facteur 4

Prix payé au producteur	environ 1,5 \$ au kg*
Prix payé par le consommateur	environ 10 \$ au kg

** si café vendu dans le cadre du commerce équitable.*

Commerce de la cocaïne : facteur 2000

Prix payé au producteur en Bolivie	75 \$ les 250 kg de Coca*
Prix payé au producteur de Colombie	2 300 \$ le kg de cocaïne
Prix de gros payé par les dealers en Europe	34 000 \$ le kg de cocaïne
Prix payé par le consommateur	140 000 \$ le kg de cocaïne

** il faut environ 250 kg de feuilles de coca pour produire un kg de cocaïne.*

Source : observatoire géopolitique des drogues, 1996.

II Pourquoi blanchir l'argent sale ?

La criminalité génère d'importants profits, essentiellement sous forme d'argent liquide*. Comment utiliser ou placer cet argent à la banque sans éveiller les soupçons ?

- **Lorsque les sommes sont faibles**, l'activité criminelle est aisément dissimulable. Par exemple, un étudiant qui revend 150 euros de drogue par semaine pourra facilement dépenser cet argent liquide sans déclencher la suspicion.

- **Lorsque les sommes sont élevées**, le problème se complexifie. Prenons l'exemple d'un proxénète. Imaginons que celui-ci contrôle trois prostituées. Selon Interpol, le chiffre d'affaires d'une prostituée varie entre 80 000 et 110 000 € par an. Notre proxénète récolte donc près de 3 000 € de billets par semaine, en coupures de 10 à 50 €. S'il commence à régulièrement déposer des liasses de billets au guichet de sa banque, une enquête peut être lancée. Pour une bande organisée contrôlant plusieurs centaines de prostituées, la situation devient rapidement intenable**: des "montagnes" de billets s'accumulent chaque semaine. Or les voitures de luxe, les villas ou les yachts ne s'achètent pas en coupures de 10 à 20 €.



* Transportés dans des fourgons blindés plus sécurisés que des ambulances, les billets de banque sont fascinants : entre quelles mains sont passées les coupures de 10 à 20 euros que nous manipulons chaque jour ?

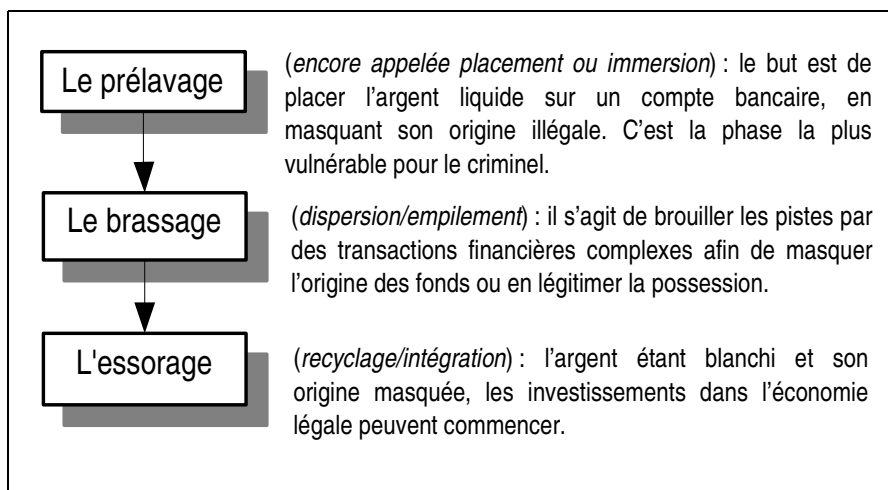
** Ce qui est tout à fait envisageable. Rien qu'en France, on dénombrait entre 12 000 et 15 000 prostituées. En Europe, ce chiffre s'élèverait entre 120 000 et 200 000 (Source : Interpol).

III Principes du blanchiment

Nous avons vu précédemment que la difficulté de toute activité criminelle pourrait se résumer ainsi : comment utiliser l'argent sale sans éveiller la méfiance des autorités ? Comment dissimuler son origine ?

Pas de panique. Les méthodes de blanchiment sont multiples, efficaces et adaptées selon les besoins. Grâce à ces méthodes, il devient possible de recueillir "le beurre, l'argent du beurre et la crème"..." **Le beurre** : l'argent sale sera placé sur un compte d'une banque prestigieuse. **L'argent du beurre** : il sera possible de justifier ou de masquer l'origine des fonds. **La crème** : l'argent sale pourra finalement être investi dans l'économie légale et être source de profits légaux !

Les théoriciens distinguent habituellement trois phases dans le blanchiment d'argent :



Nous allons à présent exposer quelques techniques de blanchiment. Notre liste n'est pas exhaustive. Beaucoup d'autres techniques existent, inventées en permanence. Nous présenterons d'une part quelques techniques de « prélavage », puis des techniques de « brassage », sachant que ces phases sont souvent entremêlées. Nous nous attarderons sur les paradis fiscaux, non seulement parce qu'ils sont les pivots de ce système, mais également parce qu'ils occupent une place centrale dans l'économie mondiale (ce qui est moins connu).

III.1 Quelques techniques de "prélavage"

Nous allons présenter 11 techniques de « prélavage », en nous attardant plus spécialement sur la dernière : les paradis fiscaux. Attention, certaines techniques nécessitent un effort de visualisation...

Fractionner les dépôts bancaires

Il suffit de déposer l'argent sale, par petites sommes, sur des comptes bancaires. En France, le seuil légal de déclaration, c'est-à-dire de lancement d'une petite enquête sur l'origine des fonds, s'élève à 7 600 euros environ. Cependant, un banquier peut donner l'alerte pour moins que cela s'il juge les dépôts suspects. Cette technique reste limitée au blanchiment de petites sommes, sauf si des guichetiers complices omettent de déclarer un dépassement du seuil d'alerte.

Déclarer de faux gains aux jeux

Cette technique consiste à acheter des plaques de jeux au casino avec de l'argent liquide, puis, quelques heures plus tard, les convertir en argent versé par le Casino. A la question « *Comment avez-vous gagné cet argent ?* », la réponse sera « *Je l'ai gagné au jeu. La preuve, voici un bon de versement du casino* ». L'idéal est évidemment d'être criminel et propriétaire de casino. Il existe également des techniques via le PMU ou la loterie : il suffit que des gérants soient complices et donnent le "ticket gagnant".

Acheter des objets de luxe

Voitures, objets d'art, bijoux, parfums, antiquités... De nombreux objets de luxe peuvent être payés en argent liquide. Cela permet de les revendre à une boutique complice, ou tout simplement d'accéder à un certain train de vie. Un dérivé de cette méthode est nommée "la fourmi japonaise" : au Japon, un trafiquant remet à plusieurs complices des sommes en argent liquide d'origine criminelle pour un montant de 3 000 à 4 500 € et des billets d'avion pour Paris. A Paris, les "touristes" achètent avec cet argent des produits de luxe (parfums, sacs, bijoux) puis retournent au Japon pour livrer leurs achats. Les objets vendus sont alors commercialisés comme "articles de Paris" dans des boutiques de luxe japonaises appartenant au trafiquant.

Mélanger l'argent sale aux recettes d'un commerce complice

Sont concernés : les pizzerias, lavomatics*, librairies, boulangeries, bijouteries, casinos, hôtels... Bref, tous les commerces où les clients paient généralement en liquide, et où il est facile de falsifier le nombre réel de clients.

Cette technique consiste tout simplement à mélanger les billets d'argent sale au reste de la caisse, puis à tricher sur la comptabilité. Comment vérifier que le nombre de clients déclarés par une pizzeria est falsifié ? A moins de contrôler chaque jour le restaurant, c'est quasiment impossible.**

Si une bande organisée contrôle une série de magasins, l'intégration des sommes liquides d'origine criminelle dans les revenus du commerçant s'appelle "la technique du millefeuille". Cette technique reste limitée : on ne peut pas raisonnablement déclarer 50 millions d'euros de chiffre d'affaires avec une seule pizzeria. Le plus efficace pour une mafia sera le contrôle d'une chaîne d'hôtels ou de restaurants.

Cette technique peut également être utilisée avec des associations, des artistes ou des fondations. Plus une institution semble vertueuse, moins elle éveille les soupçons. Un chanteur, une association caritative ou la banque d'une institution réputée peuvent participer à un blanchiment d'argent en percevant des commissions. Par exemple, un chanteur peut surévaluer les entrées des concerts, une association peut falsifier le montant des dons privés, la banque d'une fondation peut prêter son image pour couvrir des montages financiers criminels, etc. De nombreux scandales ont déjà éclaté à ce sujet : ARC, la banque Ambrosiano du Vatican, la BCCI, etc.***



* L'origine du mot blanchiment serait d'ailleurs la suivante : à l'époque de la prohibition, les gangsters américains investirent leurs revenus illicites dans une chaîne de laveries automatiques. Les chiffres d'affaires de ces entreprises devenaient incontrôlables, puisque les revenus de ces laveries étaient encaissés en argent liquide.

** Evidemment, si une rue est pleine de pizzerias accolées les unes aux autres, cela devient vite suspect. Mais ce type de configuration ne se rencontre jamais... (allusion ironique à une rue de Grenoble où près de 30 pizzerias sont accolées).

*** cf. *Un juge en Italie*, Ferdinando Imposimato, éd de Fallois, Paris, 2000.

Mettre des oeuvres d'art aux enchères

Il s'agit pour le blanchisseur de mettre des œuvres d'art aux enchères. Un complice les achète en liquide avec l'argent sale (en règle générale, on paie en liquide dans ce type d'enchères). Le blanchisseur reçoit ensuite un chèque du commissaire priseur. A la question « *Comment avez-vous gagné cet argent ?* » la réponse sera « *J'ai vendu des œuvres d'art. La preuve, voici la certification du commissaire priseur* ».

Rater volontairement un envoi à l'étranger

Cette technique consiste à se présenter au guichet d'un bureau de poste avec une somme d'argent liquide inférieure au seuil de déclaration, et demander à l'envoyer par mandat au crédit d'une personne fictive dans un pays lointain. Au bout de trente jours, personne n'étant allé retirer l'argent au bureau de poste du destinataire, il suffit de demander le remboursement du mandat, qui s'effectuera par un chèque tiré sur le trésor public. Voici l'argent « prélevé » !

Utiliser la technique " Hawala "

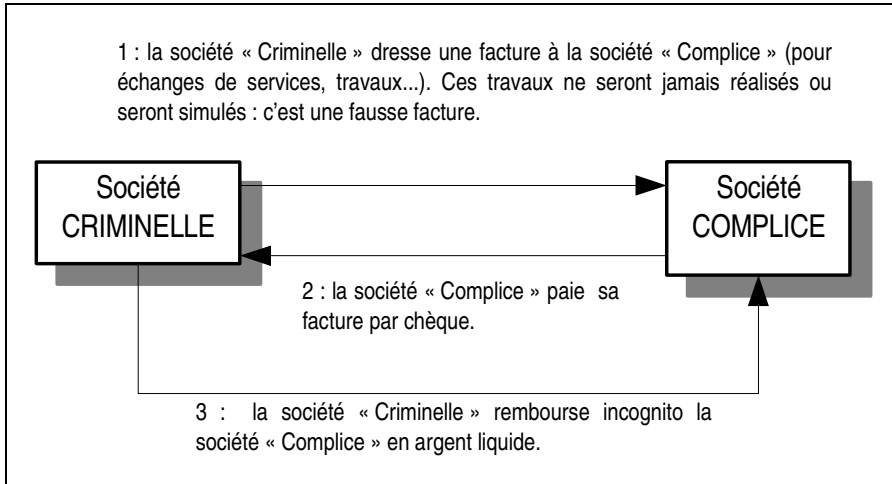
Dans des communautés très soudées (ethnie, bande organisée, confrérie), "l'hawala" désigne des opérations commerciales informelles basées sur la confiance. Toute transaction est possible : échange d'argent liquide contre des armes, contre un virement bancaire, contre une villa, etc. C'est "grosso modo" une extension de ce que nous faisons lorsque nous prêtons, donnons ou achetons des objets ou de l'argent au sein de nos familles ou parmi nos ami(e)s. En cas d'enquête, il suffit de justifier ces transactions par des héritages ou des dons de membres de la communauté.

Utiliser les services d'une société d'assurance

Certains produits de sociétés d'assurance peuvent être acquis en espèce, comme les bons de capitalisation ou les contrats d'assurance vie. Il suffit de les payer en liquide, puis de dénoncer le contrat le mois suivant. La compagnie d'assurance rembourse alors par chèque : voici l'argent « prélevé ». Il ne reste plus qu'à déposer ce chèque émanant d'une compagnie d'assurance à la banque. D'éventuelles complications au sein de la société d'assurance facilitent ce genre d'opérations. Notons que, parfois, le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie est inconnu : c'est une clause testamentaire déposée chez un notaire –*donc soumise à secret professionnel*– qui contient son identité.

Rédiger des fausses factures

Cette technique suppose l'existence de deux sociétés complices pouvant prétendre à des rapports commerciaux : une société contrôlée par un groupe criminel, que nous nommerons « CRIMINELLE » ; une autre société que nous nommerons « COMPLICE », non mafieuse, ayant besoin d'argent liquide (par exemple pour nourrir une "caisse noire" de l'entreprise).



A la question « *Comment avez-vous gagné cet argent ?* », la réponse sera « *J'ai effectué un travail pour la société COMPLICE, voici son chèque et la facture.* ». Notons que cette technique marche également en surfacturant des factures réelles.

Transporter l'argent sale à l'étranger

Après passage au bureau de change pour convertir de l'argent liquide en devises (de préférence en grosses coupures pour faciliter le transport... merci les billets de 500 € !), il suffit d'envoyer physiquement l'argent liquide vers des pays moins rigoureux sur le blanchiment, par exemple la Russie. Certains pays (hors paradis fiscaux) proposent des comptes bancaires anonymes. C'est le cas de l'Autriche qui, pour environ 8 millions d'habitants, possède 25 millions de comptes anonymes... Il est possible d'y déposer des sommes sans avoir de compte à rendre sur son identité.

Mais les "meilleurs" pays où transporter l'argent sale, ce sont les paradis fiscaux...

Les paradis fiscaux au coeur du blanchiment

Les réseaux du crime organisé n'ont fait que suivre les chemins tout tracés par les entreprises multinationales et qu'emprunter les multiples circuits d'occultation que la plus fine fleur des avocats, notaires et banquiers londoniens, luxembourgeois et genevois ont su inventer.

Thierry Godefroy, Pierre Lascoumes,
Le capitalisme clandestin, La découverte, 2004

Sans rentrer dans les détails, retenons qu'un paradis fiscal est un territoire ou un État présentant les caractéristiques suivantes :

- **Système fiscal réduit** : Les impôts sur les revenus, les bénéfices ou la fortune sont inexistants ou réduits, les droits de succession sont avantageux, etc.
- **Absence de coopération judiciaire internationale** : Les paradis fiscaux freinent ou refusent toute coopération avec la Justice des autres pays.
- **Immunité judiciaire** : Alors qu'en France le blanchiment est considéré comme un crime, la plupart des paradis fiscaux ont en matière de criminalité économique une législation laxiste ou non appliquée.
- **Secret bancaire quasi absolu** : Il est extrêmement difficile de connaître l'identité des personnes y déposant des fonds. La législation des paradis fiscaux prévoit généralement des sanctions lourdes si les employés de banque transgressent cette règle.*

Les paradis fiscaux constituent ainsi de véritables “boîtes noires” au sein de l'économie mondiale. Toutes ces dispositions visent à attirer les détenteurs de capitaux, quelle que soit l'origine des fonds. Les paradis fiscaux proposent une multitude de montages financiers et structures juridiques permettant l'évasion fiscale, la dissimulation de revenus ou de bénéfices, l'optimisation de la gestion des capitaux. Les formalités sont généralement réduites au minimum. Un "bataillon" de juristes, de banquiers, d'experts-comptables et d'experts fiscalistes proposent leurs services aux entreprises et aux particuliers.

* Un exemple : au Liechtenstein, une employée d'un cabinet d'avocats a été licenciée et subit procès sur procès de la part de son ancien employeur. Motif ? Elle a brisé le secret bancaire en demandant à ce que des poursuites soient engagées contre un client dont elle avait identifié les opérations comme étant liées à un trafic d'organes, et ce à l'entière connaissance de son employeur. Notons qu'avec le progrès des transplantations, le trafic d'organes se développe. Des personnes vendent leur rein pour 2500 dollars alors que les receveurs les paient entre 100 000 et 200 000 dollars.

Pour le blanchisseur, l'utilisation des paradis fiscaux nécessite une organisation sophistiquée (il faut se rendre sur place, connaître des banques, des avocats, etc.) mais elle permet de blanchir des flux financiers très importants. Les bandes puissamment organisées ne sont pas les seules concernées : les clients des paradis fiscaux sont également des entreprises, des politiciens, des hommes d'affaires, des célébrités, des services secrets... voire même des petits commerçants !*

Un rouage central de l'économie

Contrairement aux idées reçues, les paradis fiscaux ne sont pas un "sous-système" à la marge de l'économie mondiale : ils en sont un des rouages. Les actifs financiers dans les paradis fiscaux représentent plus de 50% des actifs internationaux. Plus de la moitié des fonds déposés dans le monde le sont maintenant dans des paradis fiscaux, ce qui représente plus de 8 000 milliards de dollars. Les îles Caïmans totaliseraient à elles seules 500 milliards de dollars dans ses 600 banques, représentant ainsi la 5^{ème} place financière mondiale.**

La majorité des grandes banques et entreprises européennes ou nord-américaines ont des succursales dans l'ensemble des paradis fiscaux. C'est par exemple le cas de la BNP Paribas, présente aux Bahamas et aux îles Caïmans. Idem pour le Crédit Agricole, la CIC, le Crédit Lyonnais, Natexis Banques Populaires, la Société Générale, etc. Les grandes sociétés françaises ont également des filiales installées dans des paradis fiscaux. Air France détient 45% de la société de leasing Air France Leasing Partners, logée aux Antilles néerlandaises. Thomson possède une société commerciale à la Barbade. Schneider détient deux filiales aux Bermudes. Renault dispose d'une société financière en Suisse. Nous pourrions allonger cette liste...

LES BANQUES SUISSES ACCUSÉES DE BLANCHIR DES FONDS CRIMINELS !



* Artisans, petits commerçants, architectes, en somme des gens qui reçoivent régulièrement de l'argent "au noir" dans le cadre de leur travail, ou souhaitent ne pas déclarer l'ensemble de leur chiffre d'affaires.

** Avec un nombre de banques et de sociétés « offshore » (respectivement 600 et 50 000) supérieur à celui de ses habitants (40 000) ! 43 des 50 premières banques mondiales y ont des établissements.

Une souveraineté de façade

Les paradis fiscaux se sont développés grâce au soutien actif des États occidentaux, États-Unis et Europe en tête. Leur existence est d'ailleurs parfaitement légale au regard de la législation internationale. Il ne s'agit pas de territoires "pirates" se développant à l'insu des États "légaux". 95 % des paradis fiscaux sont d'anciens comptoirs ou colonies britanniques, français, espagnols, néerlandais, américains, restés dépendants des puissances tutélaires. Environ la moitié est sous pavillon britannique.

La souveraineté affichée par les paradis fiscaux est donc très relative, et ne porte souvent que sur le domaine fiscal. Prenons l'exemple du Royaume-Uni. Comme le déclarait un procureur de New York en 1998 : « *Les îles Caïman appartiennent à la Couronne britannique. Leur gouverneur comme leur ministre de la Justice sont nommés par Londres. Le Royaume-Uni a donc le pouvoir de mettre un terme au laisser-faire dans sa colonie, mais il n'en fait rien.* »^{*} Il en est de même pour les Bermudes ou les îles Vierges.

Les États-Unis ont également encouragé ces pratiques, même sur leur propre sol. Par exemple, les petits États du New Jersey et du Delaware sont des hauts lieux des activités « offshore »^{**} : impôts quasi-inexistants, anonymat, etc. Plus d'un demi-million de sociétés y ont élu domicile, dont près de 60% du top 500 du magazine *Fortune*. Le groupe Enron y avait abrité quelques 675 sociétés.

Les États-Unis ont également encouragé leurs sociétés exportatrices à recourir aux paradis fiscaux pour accroître leur performance économique : les îles Vierges et la Barbade sont concernées. Ainsi, depuis 1984, les États-Unis autorisent leurs multinationales à domicilier une partie de leurs activités dans des paradis fiscaux tels que les îles Vierges ou la Barbade. Les entreprises vendent à prix coûtant leurs produits à une Foreign Sales Corporations (FSC) qui à son tour les exporte. Ces mouvements restent fictifs et ne donnent lieu qu'à des écritures comptables. Mais grâce à ce montage, la majeure partie des bénéfices obtenus échappe à l'impôt américain. Pour l'État américain, il s'agit là d'une sorte de subvention indirecte pour favoriser ses entreprises. *Boeing* a été la première à bénéficier de ce dispositif, suivi par *Kodak*, *Microsoft*, *Union Carbide*, *Kellog*, les céréaliers, les sociétés pétrolières et les constructeurs d'automobiles. Ce type de montage, qui facilite aussi le versement de pots-de-vin aux responsables des pays acheteurs, est fréquent dans des secteurs comme l'aviation commerciale, l'armement ou le bâtiment et travaux publics.

* cité dans *Le capitalisme clandestin*, Godefroy&Lascoumes, La découverte, 2004.

** Les activités « offshore » désignent des opérations commerciales, financières ou autres menées par des sociétés basées dans un paradis fiscal, mais seulement effectuées en dehors de ce pays.

La France n'est pas en reste, puisqu'elle ferme largement les yeux sur la situation de Monaco et Andorre, territoires pourtant sous tutelle et à souveraineté partielle. Pire, elle étend ses paradis fiscaux. Ainsi, depuis décembre 2003, le gouvernement français a accordé aux îles de Saint Martin et de Saint Barthélemy le statut de collectivités locales autonomes à indépendance fiscale. Jusque-là, ces îles dépendaient de la Guadeloupe. Cette décision est en totale contradiction avec les engagements français européens et internationaux. Ces îles sont pourtant réputées être des hauts lieux du blanchiment et carrefours de trafics en tout genre.

Au total, plus d'une cinquantaine de paradis fiscaux sont répartis aux quatre coins de la planète :

- **Amérique centrale** : Belize, Costa Rica et Panama.
- **Asie/Pacifique** : Hongkong, Labuan, Macao, Iles Mariannes, Iles Marshall, Nauru, Niue, Samoa occidentales, Singapour, Vanuatu.
- **Europe et Méditerranée** : Suisse, Luxembourg, Andorre, Chypre, Gibraltar, Guernesey, Jersey, Liechtenstein, Madère, Malte, Île de Man, Monaco.
- **Moyen-Orient** : Bahrein, Doubaï, Liban.
- **Océan Indien** : Iles Maurice, Iles Seychelles.
- **Îles ou archipels des Caraïbes** : Anguilla, Antigua et Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Montserrat, St Kitts et Nevis, Ste Lucie, St Vincent, Iles Turks et Caicos, Iles Vierges britanniques.



Enfin, 6 États autorisent l'offre de services offshore à partir de certains points de leur territoire : États-Unis, Irlande, Maroc, Royaume-Uni, Taiwan, Thaïlande.

Les paradis fiscaux au coeur des scandales

Les paradis fiscaux sont impliqués dans presque tous les grands scandales médiatisés ces dernières années.

Fraude boursière : liquidation d' Enron

Fin 2001, le groupe Enron déclare faillite. Septième entreprise des États-Unis, une "perle" du capitalisme dont on découvre qu'elle a utilisé de façon industrielle les paradis fiscaux (près de 700 filiales dans les seules îles Caïman et autant au Delaware) pour truquer ses résultats, ne pas payer d'impôts et dissimuler ses dettes, en toute complaisance avec le cabinet d'audit Arthur Andersen et des grandes banques renommées. Un exemple : les contrats circulaires. Une société coquille vide vend un contrat de fourniture de gaz à une banque. Dans le même temps, elle passe une commande de gaz équivalente au groupe Enron. Pour boucler le tout, la banque revend secrètement à Enron un contrat de fourniture de gaz similaire pour une somme plus élevée. L'opération est évidemment fictive : aucune transaction réelle, aucune livraison de gaz. Ce jeu d'écriture permet à Enron de gonfler son chiffre d'affaires et à la banque de faire des bénéfices. La faillite d'Enron a laissé un trou de 40 milliards de dollars environ.

Françafrique : affaire Elf

Elf a été créée en 1967 pour, entre autres, servir de faux-nez au financement et à l'action des services secrets français en Afrique. Elle abritait plusieurs centaines de barbouzes, entretenait des sociétés de mercenaires, participait au montage de coups d'État : on a même retrouvé dans les coffres de la Tour Elf les traces écrites de l'organisation de l'un d'entre eux, au Congo-Brazzaville. Depuis Genève et d'autres paradis fiscaux, Elf a organisé le drainage des énormes marges occultes sur l'exploitation de l'or noir africain : production non déclarée au large des côtes, sous-évaluation des redevances, surfacturation des investissements et prestations, arnaques sur le préfinancement des productions futures, commissions occultes, etc.*

Marée noire : naufrage du Prestige

En novembre 2002, le pétrolier Prestige s'échoue au large des côtes de la Galice. Son propriétaire : une société enregistrée au Libéria. Son affrèteur : basé en Suisse. Le propriétaire de l'affrèteur : une holding russe ayant transféré ses activités à Gibraltar. La société incriminée ne prévoit évidemment pas le moindre sou pour les dégâts économiques, sociaux et écologiques causés par la marée noire. Le simple nettoyage des côtes est estimée à plusieurs milliards de dollars. Notons que les pavillons de complaisance représentent actuellement 40 % de la flotte mondiale. (cf. *Pourquoi l'Erika a coulé*, François Lille, L'esprit frappeur, 2000)

* Pour plus de précisions, cf. brochure *Que fait la France en Afrique ?* (Les renseignements généraux).

Licenciements sauvages : affaire « Glencore »

Usine Metaleurop : 2 000 licenciements sauvages et un site pollué laissé en l'état. Le premier ministre parla à l'époque de « patrons voyous » et engagea une procédure judiciaire... pour découvrir sa propre impuissance. Car l'actionnaire principal de Metaleurop, la société Glencore, appartient à un actionnaire installé en Suisse.

Terrorisme : affaire « Ben Laden »

Ben Laden était l'héritier multimillionnaire d'une grande famille saoudienne. Plusieurs enquêtes ont fait apparaître des connexions entre Ben Laden et la BCCI (Bank for Coordination and Commerce International) enregistrée au Luxembourg. La Bank of America en était actionnaire à 25%, aux côtés de Saoudiens et de souverains des émirats arabes. La BCCI comptait parmi sa clientèle le terroriste Abou Nidal, le général Noriega, ou encore le marchand d'armes Kashoggi, entre mille autres du même acabit. Des pratiques massives de prêts adossés et de prêts à des actionnaires conduisirent la banque à des pertes estimées à près de 4 milliards de dollars, et donc à la faillite.

Corruption : affaire « Léotard »

Courant 1996, le Parti Républicain a un problème financier à résoudre (crédit-bail pour l'occupation de ses locaux à Paris). Il est reproché à l'ex ministre de la Défense et son directeur de cabinet d'avoir prélevé 5 millions de francs en liquide sur les comptes spéciaux qui leur avaient été alloués lorsqu'ils étaient en fonction sous le gouvernement Balladur de 1993 à 1995. Ces fonds ne pouvant être utilisés directement sans déclencher des soupçons, une opération de blanchiment a été montée. Un sac contenant 5 millions de francs est transporté dans les locaux du Fondo, un organisme italien. L'origine réelle de ces fonds est dissimulée par un militant du Parti républicain : il produit une fausse attestation prétendant que cet argent liquide provient de ses revenus personnels. Puis deux cadres du Fondo se rendent au Luxembourg avec les billets pour les déposer sur un compte créé pour l'occasion à l'American Express Bank. Ensuite, la banque adresse un chèque du même montant tiré sur le compte du Fondo au crédit du compte du Parti républicain. A Paris, un notaire vire ces fonds au crédit d'une société civile immobilière pour permettre à cette dernière de devenir propriétaire des locaux. Le parti étant actionnaire de cette société, il prend possession du bien immobilier... Notons que le directeur de cabinet, Renaud Donnedieu de Vabres, a été promu ministre de la Culture dans le gouvernement Raffarin III.

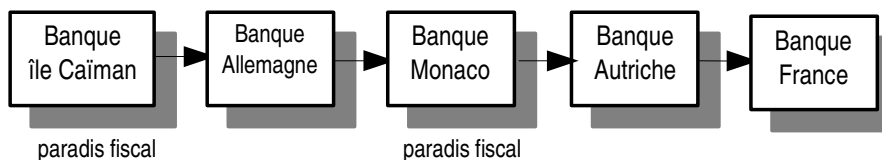
Nous pourrions allonger cette liste : affaires « Kremlingate » (corruption), « Angolagate » (ventes d'armes, blanchiment), « Parmalt » (fraude industrielle, Italie), « office des HLM de Paris » (fausses factures), « Dumas » (détournement d'argent public), « MNEF » (idem), « Méry » (fausses factures), etc.

III.2 Quelques techniques de "brassage"

Grâce aux techniques de « prélevage », l'argent sale a été déposé sur un compte en banque sans éveiller de soupçons. Il faut désormais définitivement brouiller les pistes, puis rapatrier cet argent sur un compte "propre" d'une grande banque réputée, en légitimant au maximum son origine : ce sont les techniques dites de « brassage ». Nous allons vous présenter 5 techniques possibles. Celles-ci peuvent s'entremêler, s'additionner ou se compléter entre elles. Il y a en sûrement beaucoup d'autres.

La "valse" des transferts bancaires

Il s'agit de transférer l'argent de comptes en comptes, entre des banques de plus en plus renommées. Chaque banque se couvre par la respectabilité de plus en plus forte de la banque précédente*. Ainsi, à partir d'un compte sur un paradis fiscal, l'argent va être viré sur un compte d'une petite banque allemande peu regardante, puis sur un compte à Monaco, puis en Autriche, puis en France. Il sera très difficile pour un enquêteur de faire le lien entre le dépositaire final du compte et l'origine des fonds, puisque ces sommes transitent par des paradis fiscaux.



Cette technique est facilitée par l'opacité et la rapidité des systèmes de transferts bancaires. Les virements bancaires internationaux sont principalement gérés par l'organisme SWIFT. Son système électronique assure environ 1,6 millions de transferts de fonds par jour. Normalement, tout ordre de virement doit porter l'identité du porteur d'ordre. Or TRACFIN** a déjà mis en évidence des ordres de transferts de fonds via SWIFT où l'identité du donneur d'ordre était inexistante.

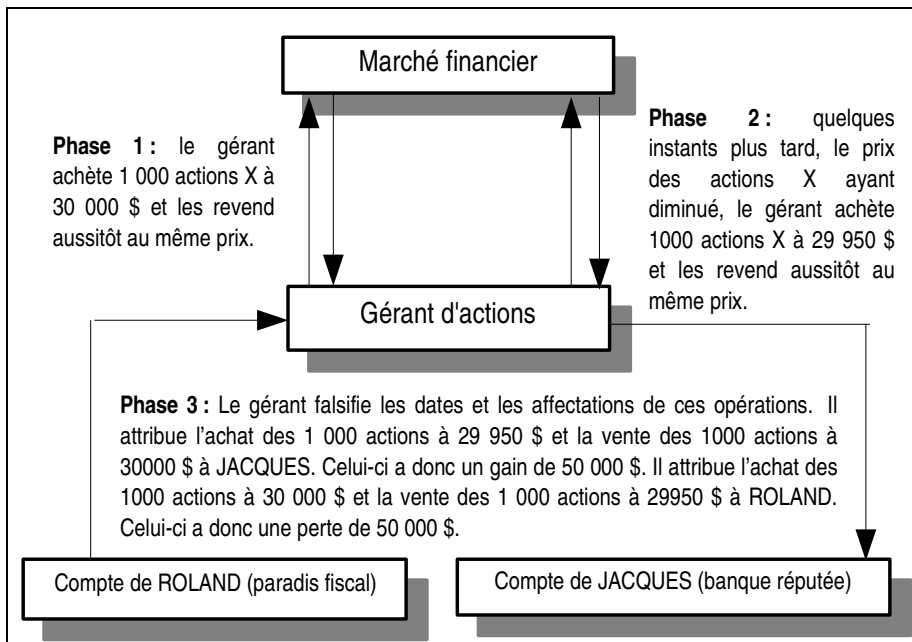
* Notons que les banques réputées tiennent cependant à conserver une image vertueuse. C'est pourquoi elles traquent toute occasion médiatique de démontrer qu'elles ne sont pas le réceptacle d'argent sale.

** **TRACFIN** est un service administratif français rattaché au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Créé en 1990, il reçoit et traite les déclarations de soupçon des acteurs économiques potentiellement exposés aux circuits financiers clandestins et au blanchiment de l'argent. Ses moyens sont limités : TRACFIN comprend une trentaine d'enquêteurs et analystes financiers pour toute la France.

Les transactions sur les marchés financiers

Le fonctionnement des marchés financiers est complexe. "Monep", "Matif", "options", "puts and calls", "swaps"... Impossible de détailler ici les différents montages financiers possibles*. Retenons simplement que les possibilités de blanchiment sont très importantes.

Détaillons par exemple la technique dite de « l'aller-retour ». Celle-ci nécessite un gérant de portefeuille d'actions possédant deux clients complices : un client propriétaire d'un compte dans une banque réputée (appelons-le JACQUES) ; un client propriétaire d'un compte dans un paradis fiscal (appelons-le ROLAND). But de l'opération : blanchir l'argent de ROLAND en le transférant sur le compte de JACQUES. Un virement direct du compte de ROLAND vers celui de JACQUES est risqué : une banque réputée pourrait refuser un transfert venant d'une banque d'un paradis fiscal. Le gérant de portefeuille va donc procéder de la manière suivante :

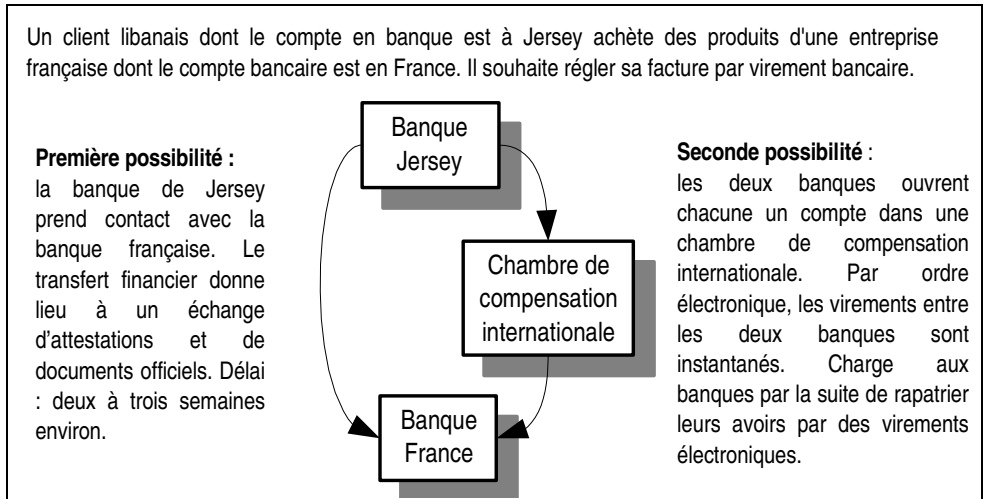


Étant donné le volume journalier des échanges sur les marchés financiers, cette opération de « vases communicants » passe inaperçue. JACQUES recevra son paiement de la chambre de compensation des marchés financiers. Officiellement, il a gagné de l'argent en spéculant.

* Pour des explications claires du fonctionnement des marchés financiers, lire *Un monde sans lois*, cf. bibliographie.

Les chambres de compensation internationale

En 2001, le livre *Révélation\$* crée une "tempête" dans le milieu bancaire international. Il s'agit d'une enquête menée par le journaliste Denis Robert sur des organismes financiers totalement inconnus du grand public : les chambres de compensation internationales, nommées aussi "sociétés de clearing". Leur but est de faciliter les échanges interbancaires. Un exemple :



Il n'existe que deux chambres de compensation internationale sur la planète : Clearstream, basée au Luxembourg, et Euroclear, domiciliée à Bruxelles. Elles ne sont soumises à aucun contrôle financier extérieur. Environ 3 500 banques (sur les 7 000 institutions financières de la planète) possèdent un compte dans ces chambres de compensation, dont de nombreuses banques domiciliées dans des paradis fiscaux. Les chambres de compensation sont donc en quelque sorte "la banque des banques". Les transactions effectuées s'élèveraient à environ 50 000 milliards de dollars par an, ce qui est gigantesque.

Grâce aux témoignages d'anciens salariés, Denis Robert a mis en évidence l'existence d'environ 8 000 comptes non publiés au sein de Clearstream, c'est à dire l'existence de transactions secrètes. Potentiellement, ces chambres de compensation peuvent être les plus grands centres de blanchiment du monde. Certains parlent de 500 milliards de dollars blanchis par année ! De grandes banques françaises sont concernées.*

* Après la publication de *Révélation\$*, et avant même l'ouverture d'une enquête par la justice, la direction de Clearstream a été renouvelée. Clearstream a également changé de siège et d'actionnariat, elle est aujourd'hui la propriété d'une société de bourse allemande. Depuis 2001, procès en diffamations et enquêtes se succèdent. Les tentatives d'étouffement de l'affaire sont importantes. Notons qu'au Luxembourg, le procès de Clearstream a abouti à un non-lieu fin 2004.

La liste des comptes d'une société de Clearing est de fait une formidable photographie de la planète financière. Il suffirait de voir tous les transferts effectués dans ces chambres de compensation pour comprendre les dessous de l'économie planétaire. Or le secret bancaire s'y oppose. Pourtant, comme dans les paradis fiscaux, aucune trace de la circulation des capitaux, licites ou non, ne s'égare. Il est en effet essentiel de conserver la preuve des transferts : en cas de litige, il faut pouvoir retrouver la trace des virements. C'est pourquoi les opérations de chaque banque sont conservées sur des microfiches.

Le Luxembourg, grand centre de blanchiment ?

CERTES
MAIS PARFOIS
NOUS BOYVONS DU
CAFÉ ÉQUITABLE

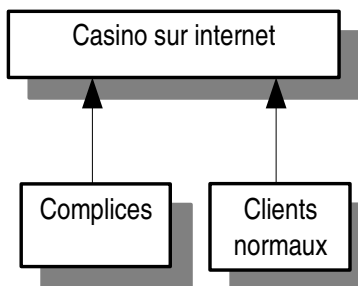


Les services sur internet

Les casinos ou autres services en ligne sur internet décuplent les possibilités de blanchiment. Le principe est globalement le même que pour un blanchiment par "pizzeria". Mais cette fois-ci, les transactions bancaires remplacent l'argent liquide. Un exemple :

Phase 1 : Le blanchisseur crée en toute légalité un casino en ligne sur internet. Il ouvre un compte bancaire, en France, pour cette nouvelle société qu'il vient de créer.

Phase 2 : Des complices placent de l'argent sale dans différentes banques sur la planète, par petites sommes. Puis ils jouent au casino, en payant par virement bancaire, et, comme par hasard, perdent tout leur argent.



Phase 3 : Notons que le blanchisseur peut également faire des bénéfices grâce aux clients "normaux" qui jouent au casino sur le Net.

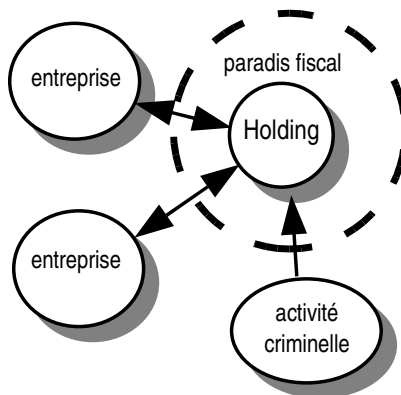
Le blanchisseur pourra ainsi justifier son chiffre d'affaires. Les enquêteurs auront beaucoup de mal à remonter jusqu'aux sources des différents utilisateurs et donc à faire le lien entre le blanchisseur et ses complices. De plus, la législation internationale est encore très faible dans ce domaine.

Les Holdings, trusts et fiducies

Ces trois structures juridiques et financières permettent aux blanchisseurs de bénéficier du secret bancaire.

- Un Holding

Il s'agit d'une société dont l'activité consiste à prendre des participations dans d'autres sociétés. La plupart du temps, un Holding recueille les revenus versés par ses filiales (dividendes, intérêts de prêts, royalties, redevances de brevets, etc.) et en coordonne la politique de redistribution. Les fonds pourront être distribués à la société mère, réinvestis ou prêtés aux filiales. Le Holding permet de localiser les bénéfices du groupe dans le pays qu'il choisit, et donc d'échapper aux impôts. Implanté dans un paradis fiscal, un Holding permet de mélanger les produits d'activités criminelles et les bénéfices de sociétés légales, car le secret bancaire protège ces opérations. Les Holdings sont souvent utilisés pour dissimuler l'identité des véritables propriétaires des capitaux.*



- Une société « Offshore »

Il s'agit d'une société autorisée à mener des activités uniquement en dehors du pays où elle a été constituée. Située dans un paradis fiscal, elle est soumise au secret bancaire et industriel. Si elle présente des activités économiques légales, elle sera un outil idéal pour dissimuler un mélange d'argent sale avec des bénéfices légaux. Chaque année, environ 140 000 sociétés « offshore » se créent dans les paradis fiscaux.

Le secret professionnel

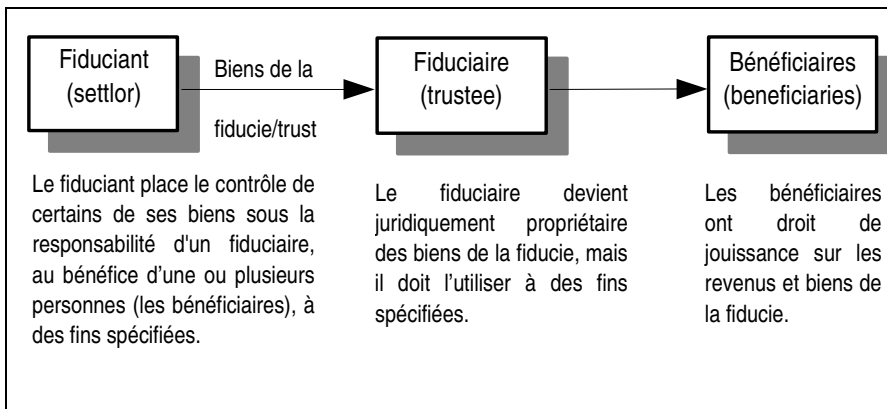
Les techniques exposées précédemment nécessitent le soutien ou le conseil d'intermédiaires financiers, de banquiers, d'assureurs ou de notaires. Même s'ils sont la plupart du temps tenus au secret professionnel, la législation les encourage à dénoncer toute opération suspecte. Autant préciser que ceci est rare. D'autant plus que, même s'il est sincère, un notaire peut subir des pressions : si une enquête est menée, le criminel sait d'où viendra la fuite.

* Notons que la quasi-totalité des multinationales possèdent des Holdings : citons par exemple le Holding "Renault Finances", établi en Suisse, ou encore le Holding "Unilac" de Nestlé, établi dans les Caraïbes.

- Trusts et fiducies

Ces dispositifs légaux sont destinés à la gestion de biens au bénéfice de certaines personnes ou de certaines fins. Par exemple, il s'agit de consolider ou d'administrer la répartition d'héritages, d'aider à la gestion financière de sociétés, de créer des fonds communs de placement, de gérer des fonds pour des œuvres caritatives, ou encore de parrainer des manifestations ou institutions culturelles.

La relation juridique est la suivante :



Si la fiducie est clairement définie et rendue publique, le blanchiment est impossible. Mais dans certaines fiducies, les bénéficiaires ne sont pas désignés par leur nom mais par une "catégorie générale". De plus, des règles de confidentialité peuvent être incorporées afin de masquer l'identité du propriétaire ou bénéficiaire réel des biens de la fiducie.

La fiducie peut donc devenir un outil de « brassage » efficace. Si le fiduciaire est complice, il effectuera un transfert de l'argent sale du fiduciant vers des comptes en banque appartenant au bénéficiaire. Les questions de l'enquêteur se briseront sur le secret professionnel.

Notons que des fiduciaires sont présentes dans la plupart des affaires médiatisées ces dernières années : Affaire Schuller (fausses factures, HLM) : fiduciaire Veripol. Affaire Dumas (détournement), affaire de l'ARC (détournement), affaire de la MNEF (détournement) : fiduciaire de Lugano dirigée par Carlo Pagani. Affaire Méry (fausses factures, HLM) : fiduciaire Gestoval. Nous pourrions multiplier les exemples.

III.3 Étape finale : "l'essorage"

Le « brassage » achevé, la provenance de l'argent ne peut éveiller le doute que pour un œil averti. Voici venu le moment de « l'essorage ». Il s'agit tout simplement de dépenser dans l'économie légale l'argent issu de la criminalité.

Étant donné les sommes en jeu, la puissance de la criminalité sur l'économie légale est loin d'être négligeable. A l'échelle mondiale, cela représenterait tout de même plus de 1 000 milliards de dollars par an, soit entre 5 et 10% du Produit Intérieur Brut mondial.

En France, environ 120 milliards d'euros seraient sous l'influence d'organisation criminelle*. Chaque année, 6 milliards d'euros « sales » rentreraient dans l'Hexagone. Principaux secteurs visés : le BTP, les marchés publics, l'économie des loisirs. Au Royaume-Uni, les services des douanes estiment les flux d'argent sale « essorés » dans l'économie britannique à 37 milliards d'euros par an. En Russie, un rapport de la Banque mondiale de 1997 estimait que le contrôle de l'économie par la mafia s'élevait à 40%. En Italie, une étude de la *Guardia di Finanza* datant de 1989 évaluait les capitaux brassés par la mafia à plus de 30 milliards d'euros.

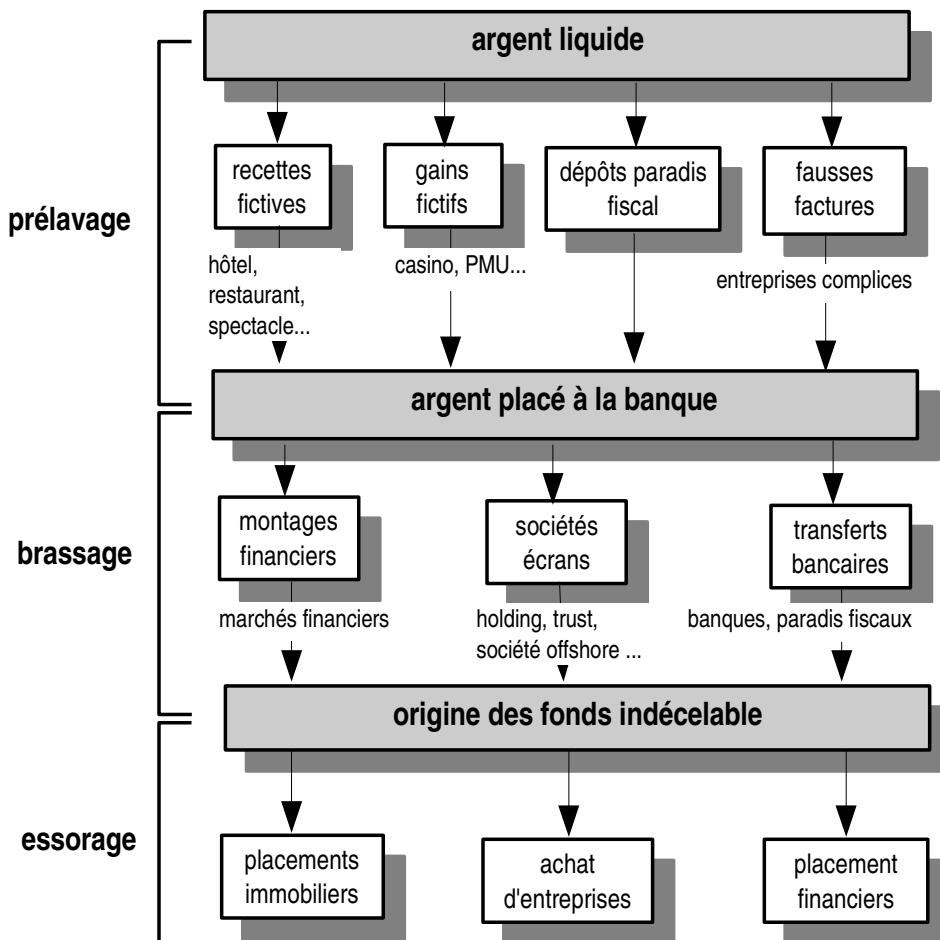
L'essorage en Italie

« J'étais curieux de savoir comment don Mario [mafia italienne] recyclait ses capitaux. Je découvris qu'ils étaient injectés dans les circuits légaux, polluant l'économie. Les sommes fabuleuses des trafics de drogue, du racket, de la prostitution des femmes et d'enfants, des enlèvements, des hold-up, des vols d'oeuvres d'art, de la corruption, de la traite des mineures, du trafic des immigrés clandestins, de celui des autos, étaient blanchies dans les grands hôtels de Rome, de Milan, de Nice, de Miami Beach, de Montecarlo, dans les Bourses de Londres et de Wall Street, dans des sociétés import-export de Milan et de Hong-Kong, dans des sites touristiques, notamment aux Maldives, dans l'acquisition de splendides villas, dans les casinos de France et les salles de jeu de Las Vegas, dans les banques du Vatican et de l'État italien, dans des tableaux de Picasso, suspendus aux murs des salons d'hommes fortunés du monde entier. »

D'après *Un juge en Italie*, Ferdinando Imposimato, éd de Fallois, 2000

* *La lutte contre le reyclage de l'argent du crime organisé*, Dominique Garabiol, Bernard Gravet, juin 2000.

Résumé : les étapes du blanchiment



En guise de conclusion

Les députés français Vincent Peillon et Arnaud Montebourg ont mené de 1999 à 2002 une « commission parlementaire contre le blanchiment ». Leurs enquêtes ont concerné le Liechtenstein, la Suisse, Monaco, le Luxembourg, la City de Londres, les territoires dépendants de la Couronne (Gibraltar, île de Man, Jersey) et enfin la France (surtout le Sud-Est).

Après trois ans de mission parlementaire, le député Vincent Peillon exprimait son découragement : *« D'un côté, une dénonciation haute et ferme de la criminalité, du trafic de drogues, d'armes, de personnes. De l'autre, un progrès exponentiel de ces mêmes trafics. D'un côté, une production vertigineuse de lois, de directives, de conventions, de recommandations ; une débauche de forums, de symposiums, de colloques, de groupes formels et informels ; une démultiplication d'organismes et de groupes spécialisés. De l'autre, le pullulement des paradis fiscaux, la prolifération des sociétés écrans, les blocages de la coopération policière et judiciaire internationale, la prospérité de la corruption et du crime. »*

Dans ce contexte de double-discours, la mission parlementaire contre le blanchiment voulait mobiliser les opinions publiques et faire pression sur les pouvoirs politiques. Hormis certaines avancées (par exemple la création ou le renforcement de cellules anti-blanchiment au Luxembourg, à Londres et à Monaco), ces travaux butent contre un "mur d'argent" protégé par un milieu politique apparemment complice. Depuis 2002, les procédures engagées par la commission parlementaire française contre le blanchiment sont restées lettres mortes.

Pourtant, si les acteurs dominants de la politique ou de l'économie souhaitent réellement lutter contre les paradis fiscaux, ils le pourraient. Contrairement aux discours qui présentent les paradis fiscaux comme des territoires "pirates", ces derniers se développent dans les "faux plis" de l'économie officielle et de la souveraineté de leur tuteur. Monaco est un confetti sous tutelle française. Le Luxembourg possède sur son territoire une mémoire de toutes les transactions internationales mondiales. Londres exerce une tutelle directe sur les îles de Guernesey et Jersey ainsi que, de façon moins ostensible, sur les îles Vierges, les îles Caïman, etc. De quoi dénicher la plupart des activités criminelles. Nous pourrions multiplier les exemples.

Mais transparence, régulation et contrôle ne sont pas les valeurs propagées par le capitalisme international. Comme le précise Jean de Maillard, *« La finance moderne et la criminalité organisée se renforcent mutuellement. Elles ont toutes les deux besoin, pour se développer, de l'abolition des réglementations et de la suppression des contrôles étatiques. »* En ce sens, il est illusoire de vouloir supprimer le blanchiment d'argent, la grande corruption, tout en maintenant ces "zones d'opacité". Ce qui est en jeu est la suppression des paradis fiscaux.

Le dumping fiscal "par le bas" provoqué par le jeu auquel se livrent les principaux acteurs commerciaux, bancaires et économiques de la planète, ainsi que le développement sans précédent de la criminalité mondiale, semblent donc se rejoindre dans un même élan.

D'un côté, ses bénéficiaires sont peu nombreux mais puissants : détenteurs de capitaux, banquiers, intermédiaires financiers, criminels, trafiquants et services secrets. La majeure partie des classes dirigeantes et des acteurs dominants de l'économie tient à développer ces zones de fiscalité privilégiée et de secret bancaire.

De l'autre, ses victimes sont légion, à travers toute la planète : marées noires, délocalisations "sauvages", coupe des budgets publics, destruction des solidarités construites par un siècle de luttes sociales. Il est temps qu'un mouvement social fasse vaciller ce schéma tragique.

Le rôle superficiel du GAFI

Dans le *no man's land* politique de lutte contre les paradis fiscaux, il faut cependant mentionner l'existence du **GAFI** (*Groupe d'Action Financière contre le Blanchiment de capitaux*). Cet organisme rassemble des experts juridiques et financiers de 31 pays membres, dont la France, le Canada, les États-Unis, le Japon, mais aussi des paradis fiscaux comme le Luxembourg, la Suisse, Singapour... Ceux-ci ont rédigé 40 recommandations constituant un plan d'action complet pour lutter contre le blanchiment de capitaux. Mais cette structure est sans réel pouvoir, et la motivation des pays membres pour appliquer les recommandations du GAFI reste très limitée. Tout en tenant un discours "antiblanchiment", le gouvernement français a par exemple créé deux nouveaux paradis fiscaux près de la Guadeloupe. Autre exemple : le GAFI a récemment retiré la Russie de sa liste des pays non coopératifs en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Motif ? Le gouvernement russe a enfin voté une législation contre le blanchiment. Cependant, aucun système d'application de cette loi n'est mis en place. Notons que la « liste noire » du GAFI, qui comptait plus de 20 pays lors de sa création en juin 2000, n'inclut désormais que trois pays, à savoir la Birmanie, Nauru et le Nigeria. Le rôle très superficiel du GAFI illustre le manque de volonté des gouvernements concernés pour s'attaquer au coeur du problème.



Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est trop concise pour être exhaustive. Voici des ouvrages pédagogiques et complets pour approfondir le sujet :



Les milliards noirs du blanchiment

Vincent Peillon, Hachette, 2004

Un résumé des résultats de la commission parlementaire française contre le blanchiment. Ces enquêtes concernent le Liechtenstein, la Suisse, Monaco, le Luxembourg, la City de Londres en enfin la France (surtout le Sud-Est). Les rapports complets sont disponibles sur le site internet ou à la librairie de l'assemblée nationale.

La boîte noire

Denis Robert, Les arènes, 2002

Récit de l'enquête sur les chambres de compensation internationale, pivots de l'économie mondiale, mémoires de toutes les transactions financières, accusées de constituer un gigantesque centre de blanchiment. Ce livre "explosif" fait suite à *Révélation*\$, paru en 2001.



Un monde sans loi

La criminalité financière en images

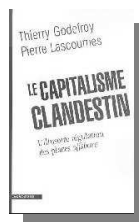
Jean de Maillard, Pierre-Xavier Grézaud, Stock, 1998

Un ouvrage très pédagogique qui explique, par des images et des schémas, les "liaisons dangereuses" entre la planète financière et la grande délinquance : historique des paradis fiscaux, présentation des trafics criminels et des techniques de blanchiment. Remarquable.

Le capitalisme clandestin

Thierry Godefroy, Pierre Lascoumes, La découverte, 2004

Une étude très précise du fonctionnement des paradis fiscaux, de la responsabilité des grands États dans leur développement. Ce livre détaille également la plupart des grands scandales où sont impliqués des paradis fiscaux. Il montre combien il est illusoire de vouloir lutter contre la criminalité tout en maintenant ces "zones d'opacité".



Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

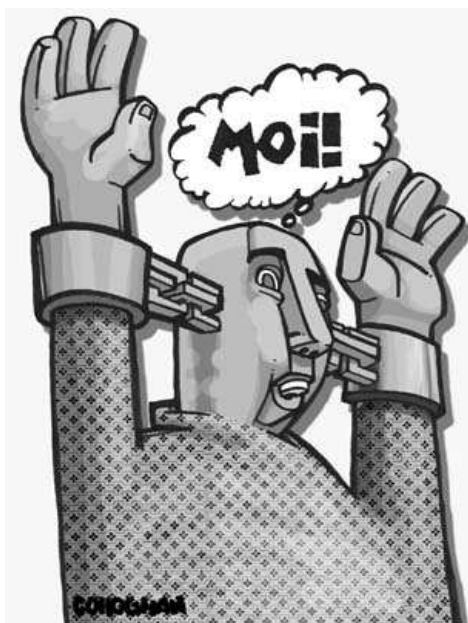
I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

LA CULTURE DU NARCISSISME



***Les impacts du système capitaliste
sur notre psychisme***

Pourquoi cette brochure ?

Quel est l'impact du capitalisme sur notre psychisme ?

En 1979, le penseur américain Christopher Lasch proposa une interprétation psycho-sociologique des "middle-class" américaines dans son ouvrage *La culture du narcissisme**. Il y exposait comment, selon lui, la société capitaliste américaine produit des individus à tendance narcissique. Est-ce encore d'actualité ? Cela se limite-t-il aux seules classes moyennes américaines ? Il nous a semblé que cette analyse dépassait le cadre de son étude initiale. Nous avons donc tenté de rédiger une courte synthèse librement inspirée et volontairement réactualisée de cet ouvrage.

La concision -et donc le caractère quelque peu caricatural- de cette brochure suscitera sans doute un certain scepticisme. Les généralisations présentées ici mériteraient nuances et approfondissements. Qui pourrait, en effet, décrire la complexité de chaque individu par l'esquisse de quelques traits prétendument valables pour tous ? Cet exposé ne se base pas sur une analyse sociologique fine de la réalité. Il s'agit juste d'une tentative de mise en lumière des tendances psychiques qui nous semblent dominantes.

A la lecture des descriptions psychologiques qui vont suivre, une petite voix du fond de votre conscience soufflera peut-être « *tiens, mais c'est moi ça !* ». Soyons clairs : le but de cette brochure n'est pas d'éveiller des sentiments de culpabilité. Certes, il nous a semblé que les descriptions de Lasch nous invitent à examiner ce qui, au cœur de nos relations et de notre intimité, au centre de nos modes de pensée et de notre inconscient, est profondément capitaliste (ou pourrait être interprété comme tel). En cela, elles susciteront peut-être en chacun-e de nous un débat avec sa conscience. Mais, au-delà de son approche psychologique, cette analyse est avant tout une critique politique : elle soutient que le narcissisme n'est pas le propre de la nature humaine mais un phénomène social.

Enfin, précisons que notre propos n'est pas d'exposer en toute rigueur ce que pense Christopher Lasch, ni ce qu'il "faut" penser de ce qu'il pense. En ce sens, nous ne pouvons que vous conseiller la lecture de *La culture du narcissisme*.

Fructueuse lecture.

Remerciements : un grand merci à Matthieu Colloghan pour ses illustrations !

* réédité en 2000, voir bibliographie.

Quelques définitions en préambule...

Extraites du dictionnaire Petit Robert

Narcisse

1. Plante monocotylédone (amaryllidacées) bulbeuse, herbacée, à fleurs campanulées blanches très odorantes, ou jaunes.
2. De Narcisse, personnage de la mythologie qui s'éprit de lui-même en se regardant dans l'eau d'une fontaine, et fut changée en la fleur qui porte son nom.

Narcissisme

Admiration de soi-même, attention exclusive portée à soi.



« Le narcissisme est un concept qui ne nous fournit pas un déterminisme psychologique tout fait, mais une manière de comprendre l'effet psychologique des récents changements sociaux. [...] De fait, le narcissisme semble représenter la meilleure manière d'endurer les tensions et anxiété de la vie moderne. Les conditions sociales qui prédominent tendent donc à faire surgir les traits narcissiques présents, à différents degrés, en chacun de nous ».

Christopher Lasch, *La culture du narcissisme**

* Dans la suite de cet exposé, tous les encadrés, les citations en début de chapitre et les citations mises entre guillemets qui ne comportent pas le nom de leur auteur sont de Christopher Lasch, extraits du livre *La culture du narcissisme*.

I Les hantises collectives

« Des avis de tempête, des présages de malheur, des allusions à des catastrophes hantent notre temps. Le sens de "choses-en-train-de-finir", qui a donné forme à tant de productions littéraires du XXème siècle, s'est maintenant largement répandu dans l'imagination populaire. »

Des hantises peuplent l'imaginaire collectif. Elles favorisent l'émergence du narcissisme. Quelles sont-elles ?

L'individu occidental ressent la brutalité de la société. Il sait que les injustices y sont importantes, que la pauvreté et les inégalités progressent. Il voit les mendiants dans la rue, les chiffres du chômage. La société ne lui apparaît pas comme un système harmonieux ou bienveillant, mais plutôt comme un univers de conflits, avec des perdants et des gagnants, des dominants et des dominés.

Il a conscience des menaces qui pourraient ravager l'humanité, qu'elles soient d'ordre écologique (virus, catastrophe nucléaire, réchauffement climatique...), social et/ou politique (guerre, terrorisme, surpopulation, famine...). Ces apocalypses sont régulièrement brandies par les médias. Elles lui apparaissent à la fois proches et lointaines. Proches dans la mesure où il en entend souvent parler. Lointaines dans la mesure où il n'a pas prise sur elles. L'individu occidental se sent dépassé. *« Chaque reportage lui présente une nouvelle catastrophe, arbitraire, imprévisible, sans aucune continuité avec le jour précédent. »* Il se sent tout petit face à ces gigantesques problèmes. Convaincu que ses gestes quotidiens auront peu d'impact, il ne voit pas comment il pourrait, à son niveau, changer quoi que ce soit.



Il sait que sa vie pourrait être bouleversée à tout instant. Il n'est pas à l'abri d'un accident, d'un licenciement, d'une agression, d'une maladie fulgurante, d'une souffrance intenable. Il va mourir, et il le sait. Plus le temps passe, plus cette pensée le hante. La vieillesse lui semble être une souffrance socialement cachée ou niée. Il pourrait se retrouver dans une maison de retraite sordide où, chaque jour, la pauvreté relationnelle s'ajoute aux souffrances physiques.

Quel est le sens de sa vie : la réussite professionnelle ? L'amour parfait ? Des enfants ? La quiétude ? L'individu occidental cherche du sens. Un profond vide intérieur l'étreint, une insatisfaction permanente, une frustration profonde. Il ne trouve pas de conduite claire à suivre. Les religions lui paraissent généralement désuètes ou dangereuses. Ce sentiment est accentué par les contradictions flagrantes de la plupart de ceux qui les pratiquent autour de lui. Même s'il tente parfois de se fixer une éthique personnelle, celle-ci est extrêmement difficile à atteindre, ce qui le culpabilise encore davantage. Pourtant, il rêve de devenir un grand sage apaisé et serein au milieu du tumulte social.

Son environnement social est globalement aride et impersonnel. Il peut, bien sûr, créer des liens amicaux dans son entourage, construire sa "tribu bienveillante". Mais les comportements égoïstes, agressifs et impersonnels constituent son quotidien, dans les transports en commun, dans les magasins, sur les routes, sur les plages, etc. Ses relations professionnelles sont également superficielles, le plus souvent empêtrées dans des rapports hiérarchiques ou intéressés. Il se sent interchangeable, stressé, fatigué, dans l'attente du bouquet compensatoire "salaire-congés payés".

La menace médiatique

« Pris dans un flux d'informations instantanées, surabondantes, omniprésentes et kaléidoscopiques, l'individu se sent au milieu d'un carrousel qui tourne autour de lui et n'y découvre aucun point fixe, aucune continuité : c'est le premier effet de l'information sur lui. Même pour les événements majeurs, il a une peine inouïe à se former une vision juste au travers et au moyen des mille petites touches, variables de couleur, d'intensité, de dimensions, que lui apporte le journal. Dès le lendemain surgit un nouveau paquet d'informations qui exigent une nouvelle mise au point qu'il n'aura pas le temps de faire. Comme de plus, l'information est presque toujours de l'ordre de l'accident, de la catastrophe ou de la guerre, il a l'impression de vivre dans un monde incohérent où tout n'est que menace. »

Jacques Ellul, *Le système technicien*, éd Le Cherche-midi, 2004

A l'école, au travail, dans les magasins, dans ses loisirs, il évolue dans un univers d'indifférence, de relations éphémères, de rapports marchands. Son univers familial lui-même lui semble déstructuré ou destructurable. Qui n'a pas entendu parler autour de lui de divorces, de familles dépecées, de luttes intestines entre fratries, d'enfants placés, de couples en souffrance ?

L'individu occidental n'a généralement aucun espoir de réel changement social ou politique. Les sphères de pouvoir lui paraissent lointaines, déconnectées de sa vie quotidienne. Il perçoit la "politique" comme un monde de corruption, de manipulation, de mensonge. Il n'y croit pas ou plus. Sa citoyenneté de soi-disant "démocrate" est vide, superficiellement sollicitée pour des élections dont les candidats ont été sélectionnés d'avance et dont il n'a qu'une vague connaissance des programmes, ou encore pour des campagnes de sensibilisation comme celles sur la sécurité routière, la contraception ou le tabagisme. La législation lui semble extrêmement complexe, incompréhensible - et d'ailleurs rarement expliquée. Il ne connaît que très partiellement ou confusément le fonctionnement de l'État ou de l'administration. Il est dépendant des experts pour comprendre cet univers (avocat, juriste, ingénieur, etc.).*

Toutes ces pensées ne forment pas un "Tout" conscient en permanence dans le psychisme de chaque individu. Elles émergent plutôt de manière éparse, dans l'état de demi-conscience d'un réveil blafard, au creux d'un cauchemar, en filigrane d'une discussion, d'une pensée ou d'un soupir. C'est bien souvent un sentiment diffus, aussi bien dans la sphère consciente que dans l'inconscient. Mais ce climat social plonge l'individu occidental dans une angoisse sourde et latente. Au plus profond de lui, bien qu'il n'en ait pas forcément toujours conscience, il est désespéré.

Narcisse est prêt à naître.

* cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généreux).

II Les stratégies de défense de Narcisse

« Le désastre qui menace, devenu une préoccupation quotidienne, est si banal et familier que personne ne prête plus guère attention aux moyens de l'éviter. Les gens s'intéressent plutôt à des stratégies de survie, à des mesures destinées à prolonger leur propre existence ou à des programmes qui garantissent bonne santé et paix de l'esprit. »

Né du désespoir, Narcisse va rechercher le soulagement. L'être humain ne peut, en effet, raisonnablement vivre dans un tel climat d'angoisse et d'insécurité. Inconsciemment, son psychisme va mettre en place toute une série de mécanismes de défense.

1. Se replier sur le présent

L'avenir est menaçant, la mort inévitable ? Nous ne pouvons pas lutter contre les menaces personnelles et collectives qui planent sur nos têtes ?

Autant ne pas y penser et vivre pour soi les instants qui restent. Narcisse se replie sur le présent, concentre son attention sur la journée, la semaine, l'année, les prochaines vacances. Ses projets de vie dépassent rarement la dizaine d'années ou l'espace temporel d'un crédit immobilier.

De la même manière que Narcisse évite de trop souvent penser à l'avenir, son passé l'intéresse peu. D'ailleurs, les seuls moments où il a étudié l'Histoire, ce fut à l'école. Ce n'était guère passionnant : de grandes dates historiques, des leçons à apprendre pour des examens (entre un cours de maths et un cours de biologie), une vision de l'Histoire aplanie et impersonnelle évitant généralement d'aborder réellement de front les destins des individus "non célèbres" (c'est-à-dire la majorité de la population -le destin des femmes étant encore plus fréquemment occulté), les plaies sociales encore béantes.* Ce désintérêt pour l'avenir et le passé est caractéristique d'une mentalité de survie. Narcisse va rechercher à combler ses besoins immédiats, afin d'accéder à un soulagement, ici et maintenant.

* Pour la France, citons par exemple : la Commune de Paris (1871), la guerre d'Algérie (1956-1962), l'accident nucléaire de Tchernobyl (1986), le génocide du Rwanda (1994)... autant d'événements très rarement abordés dans l'enseignement secondaire.

2. Se désintéresser de la "politique" et se divertir

Société inhumaine, travail éreintant, désastres menaçants... Vous connaissez tous cette petite phrase si souvent entendue : "De toute façon, on ne peut rien faire"... L'attitude de Narcisse reflète « *la perte de tout espoir de changer la société, et même de la comprendre* ». Il n'a aucune réelle espérance dans l'action étatique ou dans la participation au monde politique. Lorsque Narcisse vote, c'est généralement sans grande conviction ; il ne s'implique dans aucun parti ou syndicat.*

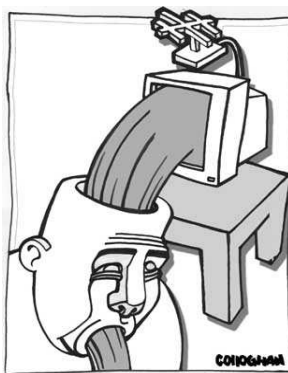
Face au constat d'impuissance, autant se divertir : penser à soi et aux siens, se reconforter par la consommation de multiples gadgets ou de loisirs renouvelables à profusion. La publicité n'en propose-t-elle pas chaque jour ?**

Pourtant, pourquoi Narcisse ne puise-t-il pas dans son insatisfaction et son désespoir l'énergie nécessaire pour construire une autre politique, d'autres modes de vie, un autre univers social et relationnel ? Pourquoi ne tente-t-il pas de changer ses conditions de travail, de modifier sa vie ?

Ces projets demandent une énergie importante, une prise de risque, des bouleversements de vie, un saut dans l'inconnu. Pourquoi troquer une position inconfortable mais habituelle, presque prévisible, contre un bouleversement de vie incertain, risqué, et donc encore plus angoissant ? Narcisse recherche la position la plus confortable et rassurante à court terme, celle qui apporte le plus de soulagement immédiat. Il apprend à « *établir une étrange et paisible relation d'habitude avec la catastrophe sociale qu'il pressent en lui et autour de lui.* »

Soyez vous-même : chouchoutez-vous !

Publicité pour un magasin de vente par
correspondance



**On ne fait qu'un tour dans la
vie, alors prenez ce qu'elle a
de meilleur.**

Publicité pour une bière

* Notons que paradoxalement, Christopher Lasch nourrissait des espoirs dans cette « *apathie des électeurs* ». Si elle se basait réellement sur un « *scepticisme justifié à l'égard d'un système politique dans lequel le mensonge public est devenu endémique et banal* », alors cette « *indifférence à la politique pourrait bien signifier un refus grandissant des citoyens de participer à un système politique qui les traite en consommateurs de spectacles préfabriqués. Ce comportement, en d'autres termes, pourrait indiquer non pas un retrait de la chose politique, mais bien plutôt le début d'une révolte politique générale* ».

** cf. brochure Pub : *La conquête de notre imaginaire* (Les renseignements généreux).

La pub, dopant du narcissisme

Omniprésente, la publicité joue un rôle fondamental dans la construction de l'imaginaire collectif. Elle nourrit le psychisme de Narcisse. Ce dernier y puise aussi bien sa jubilation apparente que son profond désespoir.

« A une époque moins complexe, la publicité se contentait d'attirer l'attention sur un produit et de vanter ses avantages. Maintenant, elle fabrique son propre produit : le consommateur, être perpétuellement insatisfait, agité, anxieux, blasé. La publicité sert moins à lancer un produit qu'à promouvoir la consommation comme style de vie. Elle "éduque" les masses à ressentir un appétit insatiable, non seulement de produits, mais d'expériences nouvelles et d'accomplissement personnel. Elle vante la consommation, remède universel aux maux familiers que sont la solitude, la maladie, la fatigue, l'insatisfaction sexuelle. Mais simultanément, elle crée de nouvelles formes de mécontentements, [...] utilise et stimule le malaise de la civilisation industrielle. Votre travail est ennuyeux et sans signification ? Il vous donne un sentiment de fatigue et de futilité ? Votre existence est vide ? Consommez donc, cela comblera ce vide douloureux. [...]

La propagande de la marchandise sert une double fonction. Premièrement, elle affirme la consommation comme solution de remplacement à la protestation et à la rébellion. [...] Le travailleur fatigué, au lieu de tenter de changer les conditions de son travail, cherche à se revigorer en renouvelant le cadre de son existence, au moyen de nouvelles marchandises et de services supplémentaires. En second lieu, la propagande de la marchandise, ou de la consommation de celle-ci, transforme l'aliénation elle-même en une marchandise. [...] Elle promet de pallier tous les malheurs traditionnels, mais elle crée aussi, ou exacerbe, de nouvelles manières d'être malheureux : l'insécurité personnelle, l'anxiété quant à la place de l'individu dans la société, l'angoisse qu'ont les parents de ne pas être capables de satisfaire les besoins de leurs enfants. [...]



Bien qu'elle serve le statut quo, la publicité s'est néanmoins identifiée à un changement radical des valeurs, à une "révolution dans les manières et la morale". [...] Le dispositif de promotion de masse [...] se met du côté de la femme (ou fait semblant) contre l'oppression masculine, du côté de l'enfant contre l'autorité de ses aînés. Il est logique, du point de vue de la création de la demande [consommation] que les femmes fument et boivent en public, qu'elles se déplacent librement [...] L'industrie de la publicité encourage ainsi une pseudo-émancipation [...] et déguise sa liberté de consommer en autonomie authentique. De même, elle encense et glorifie la jeunesse dans l'espoir d'élever les jeunes au rang de consommateurs de plein droit, avec téléphone, télévision, appareil haute-fidélité dans sa chambre [...] Mais si elle émancipe femmes et enfants de l'autorité patriarcale, ce n'est que pour mieux les assujettir au nouveau paternalisme de la publicité, des grandes entreprises industrielles et de l'État. »

3. Être dévoré par son envie de dévorer

« Les gens se plaignent d'être incapables de sensation. Ils sont à la recherche d'impressions fortes, susceptibles de ranimer leurs appétits blasés et de redonner vie à leur chair endormie. [...] Ils bouillonnent d'une colère intérieure à laquelle une société bureaucratique, dense et surpeuplée, ne peut offrir que peu d'exutoires légitimes. »

Les appétits de Narcisse sont énormes. Il cherche un but, un idéal, une obsession à embrasser. Il est le candidat idéal aux fantasmes de richesse, de puissance, de pouvoir et de beauté*. Mais dans le même temps, il a conscience que ces appétits le rongent, qu'ils sont la source de son insatisfaction permanente. Au fond de lui, il voudrait se libérer de cette avidité, trouver une certaine quiétude, un repos.

L'indifférence et le détachement peuvent permettre à Narcisse de trouver une illusion de soulagement dans la tempête intérieure de désirs qui le dévorent. Cette attitude consiste à « *être là tout en étant essentiellement ailleurs* », tenter de se préserver d'une existence insupportable en se distanciant de celle-ci, en dissociant sa vie de sa pensée. Narcisse tend vers la psychose.



Il apprend, en effet, à ne pas tirer les conséquences de ses pensées, à nier à la fois l'évidence de sa réalité sociale et l'évidence de son désir de changement profond. Son détachement, ses phases de découragement, son immense lassitude témoignent d'un désir grandissant, impalpable ou épisodique mais profond de « *tout lâcher* ». Reste aussi la voie des sensations fortes, l'alcool ou la drogue qui dissolvent le désir dans d'ardentes sensations de bien-être."

* La publicité ne s'y trompe pas. cf. brochure *Pub : La conquête de notre imaginaire* (Les renseignements généreux).

** Mais comme le souligne François Brune dans *Le bonheur conforme* : « *Les drogués passent pour des marginaux qui fuient la société de consommation. En réalité, ils sont dans sa logique profonde, ils en sont les fruits les plus conséquents. La rencontre entre désir d'absolu et culture hédoniste produit la consommation de "paradis" artificiels...* »

4. Se réfugier dans un cynisme confortable

Le fatalisme fébrile sert de toile de fond à l'hédonisme à court terme d'un individu secrètement désespéré.

François Brune,
Le Bonheur conforme, éd Gallimard, 1996

Narcisse se réfugie dans le détachement critique et la distanciation ironique. Par la plaisanterie, la moquerie et le cynisme, il a en effet le sentiment que ses limites et ses craintes présentent moins d'importance. *« Il donne ainsi aux autres et à soi-même, en démythifiant, l'impression de sublimer la réalité, même quand il s'y plie et fait ce qu'on attend de lui. »* Par le cynisme, il se sent supérieur, même si son cynisme est né d'un sentiment inconscient de se sentir justement dépassé par les contraintes de son existence.

Ce détachement ironique masque sa profonde souffrance. Et dans le même temps, il paralyse sa volonté de transformer la société. Sans compter l'admiration que suscite celui qui se montre fin connaisseur de la décadence sociale... Même si le sport qui consiste à décrire sans fin, avec une complaisance variable, la catastrophe présente, n'est qu'une autre façon de dire « c'est ainsi ». L'humour agit *« moins pour prendre quelque distance par rapport à ses angoisses que pour s'insinuer dans les bonnes grâces de son auditoire, obtenir son attention sans lui demander de prendre au sérieux l'auteur ou son sujet »*.

D'ailleurs, Narcisse raffole d'autocritique humoristique. Se railler, c'est toujours charmer et désarmer la critique, s'auto-analyser complaisamment. A grand coups de mensonge, de cynisme, de divertissement, de négation, d'indifférence, Narcisse tente de s'accommoder, de s'arranger avec sa réalité sociale.



Les médias et le narcissisme

Narcisse trouve dans les médias de masse l'une des principales sources de ses angoisses et la confirmation de son impuissance :

- **Une consommation narcissique** : « Que savoure-t-on exactement dans la consommation d'évènements ? Souvent ces mêmes émotions troubles que l'on recherche dans les fictions : la catastrophe (qui m'épargne), la révolte (qui m'honore), la grandeur (du héros emblématique auquel je m'identifie), le suspense (qui va gagner la guerre d'Irak ?), la compassion (provisoire), le sadisme (qui me flatte et que je dénonce aussitôt), bref tout un imaginaire lié à une complaisante dégustation de soi. »*
- **Une illusion de domination du monde** : Les médias nous donnent l'impression que le monde tourne autour de nous. « Plus nous sommes saisis par les événements, plus nous sommes fortifiés dans le sentiment que l'époque existe bien, et que nous nous situons en plein centre, dans ce fameux cœur de l'actualité que les journalistes poursuivent comme le Saint Graal ».*
- **Une illusion de participation collective au théâtre du monde** : « L'événement satisfait notre besoin d'un faux semblant de vie démocratique. On se laisse gagner par la vague idée qu'il nous fait citoyens par le seul fait qu'on se branche sur lui, qu'on devient peuple souverain en absorbant ensemble et en direct les mêmes nouvelles (notamment politiques), et qu'il suffira d'en parler pour accéder au statut d'Opinion... Bref, à condition de le suivre assidûment, l'événement nous offre l'illusion d'une participation collective sous les espèces d'une consommation consensuelle. »*
- **Éloge de la fuite** : L'actualité est un divertissement permettant de fuir l'angoisse métaphysique, d'oublier l'ennui du quotidien. En arrière-fond s'exprime « la peur de la mort : non pas la mort comme un simple épisode terminal de l'existence, mais la mort au présent, c'est-à-dire à chaque moment la fin de chaque moment, ce que conjure précisément l'actualité en apportant à chaque instant une nouvelle, un renouveau [...] l'événement idéal étant celui qui [...] nous fait compatir à la mort des autres, tout en nous faisant oublier la nôtre... »* Il s'agit de « conjurer le sentiment que nous poursuivons une existence mortelle par l'illusion que nous ne cessons de *muer* avec l'époque en mutation. »*

* Toutes ces citations sont extraites de *De l'idéologie aujourd'hui*, François Brune, Parangon, 2004.

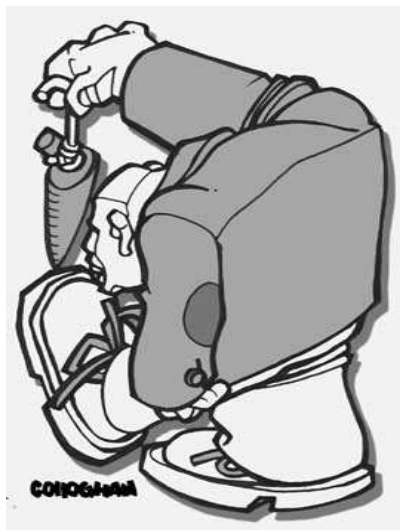
5. Rechercher la valorisation de soi

« Puisque la société n'a pas d'avenir, il est normal de vivre pour l'instant présent, de fixer notre attention sur notre propre "représentation privée", de devenir connaisseurs avertis de notre propre décadence, et enfin, de cultiver un " intérêt transcendantal pour soi-même". »

Narcisse voudrait sa vie différente, mythifiée, grandiose. Or, comment la mythifier sans le regard des autres pour la contempler, sans un miroir pour se rassurer ? Le narcissisme rend séducteur : Narcisse cherche à ce que les autres l'aiment et l'admirent, reflètent son Moi grandiose. Manipulateur souvent habile, il est doué pour contrôler les impressions qu'il donne à autrui, formaliser et feinter la compréhension, charmer plutôt que convaincre. Il calcule ses expressions pour voir ses effets sur autrui, traque ses imperfections pour améliorer son pouvoir d'impressionner. Narcisse a d'ailleurs le sentiment d'être constamment surveillé par les autres. Mais, au final, il tire peu de satisfaction de ses prestations et, souvent, méprise intérieurement ceux qu'il parvient à manipuler. La dépréciation de son entourage est d'ailleurs systématique.

Parallèlement, Narcisse recherche constamment ceux qui irradient célébrité, puissance, charisme. Être associé aux "grands hommes" ne confère-t-il pas de l'importance ?

Mais « Si Narcisse admire un "gagneur" et s'identifie à lui, c'est parce qu'il a peur d'être rangé parmi les "perdants". Il espère refléter quelque lumière de son astre ; mais une forte proportion d'envie se mêle à ses sentiments, et son admiration tourne souvent en haine si l'objet de son attachement fait quoi que ce soit qui lui rappelle sa propre insignifiance. »



Tout cela ne le satisfait pas. Il s'évalue sans cesse et doute beaucoup de lui-même. Son moral est oscillant et chaotique. Sa désillusion est permanente, source d'animosité et de mécontentement. Narcisse est de tendance dépressive. Quand il prend conscience qu'il devra peut-être vivre sans être célèbre et mourir sans que les autres ne se soient jamais rendu compte de l'espace microscopique qu'il occupe sur cette planète, c'est un coup dévastateur pour son identité. Narcisse a peur de faire partie des "médiocres", des gens "ordinaires", et méprise intérieurement les gens "normaux". D'ailleurs, il raffole de la psychologie, y trouve un support de fantasme d'omnipotence et de jeunesse éternelle, l'équivalent moderne du Salut : « Je trouverai la santé mentale grâce à la psychanalyse ! ». Il est le candidat idéal pour des analyses interminables. Narcisse cherche ainsi à apprendre à s'aimer suffisamment pour ne pas avoir besoin des autres pour être heureux.

La santé mentale, l'équivalent moderne du Salut ?

« N'ayant pas l'espoir d'améliorer leur vie de manière significative, les gens sont convaincus que, ce qui comptait, c'était d'améliorer leur psychisme : sentir et vivre pleinement leurs émotions, se nourrir convenablement, prendre des leçons de ballet ou de danse du ventre, s'immerger dans la sagesse de l'Orient, faire de la marche ou de la course à pied, apprendre à établir des rapports authentiques avec autrui, surmonter la "peur du plaisir". [...] Assailli par l'anxiété, la dépression, un mécontentement vague et un sentiment de vide intérieur, "l'homme psychologique" du XXème siècle ne cherche vraiment ni son propre développement ni une transcendance spirituelle, mais la paix de l'esprit, dans des conditions de plus en plus défavorables. [...] Il se tourne vers [les thérapeutes] dans l'espoir de parvenir à cet équivalent moderne du salut : la "santé mentale". »



6. Ressentir une incapacité relationnelle

Bien qu'il en ressente un désir ardent, Narcisse ne sait pas s'entendre avec autrui. En témoigne son manque de curiosité à leur égard. Bien qu'il sache se mettre en scène, il est, le plus souvent, incapable de *réellement* s'attrister de la peine d'autrui, incapable d'éprouver des sentiments spontanés, incapable de s'intéresser aux autres sincèrement et durablement. Ses relations sont généralement insatisfaisantes. Narcisse est profondément désenchanté sur ses rapports humains, convaincu au fond de lui que la recherche de domination marque toutes les relations.

Pourtant, il proclame régulièrement des valeurs : Amitié, Amour, Intimité, Liberté. Mais, plus il les proclame, plus il a tendance à les fuir. Par exemple, son culte de l'intimité dissimule la crainte de ne jamais la trouver. Sa vie intérieure n'est d'ailleurs pas un refuge. Il la dévoile souvent pour séduire, être acclamé, n'hésite pas à mentir pour déclencher la sympathie. *« Bien que Narcisse puisse fonctionner dans le monde de tous les jours et charme souvent son entourage (l'un de ses meilleurs atouts étant de se livrer à de "pseudos-révélation de sa personnalité"), sa dépréciation des autres, ainsi que son manque de curiosité à leur égard, appauvrissent sa vie personnelle et renforcent "l'expérience subjective du vide" ».*

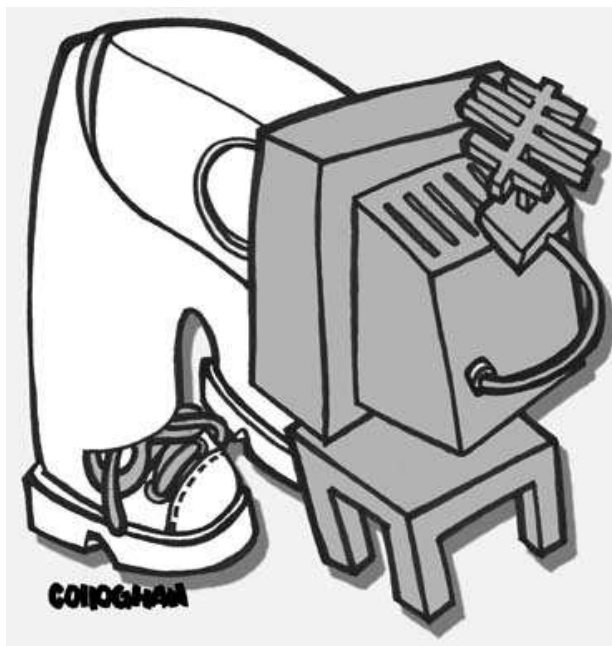
Angoissé par la dépendance et l'engagement, Narcisse préfère les "titillations affectives" et n'assume pas l'entière responsabilité de ses liaisons. Obsédé par la performance, il recherche la satisfaction sexuelle comme fin en soi, fait des demandes extravagantes, rongé par ses propres appétits. L'intensité de ses besoins l'amène à avoir des exigences considérables à l'égard de ses amis et de ses partenaires sexuels. Cependant, tout effrayé qu'il est par l'ardeur de ses besoins profonds, ceux des autres l'horrifient tout autant. Il refoule donc périodiquement ses exigences et ne demande qu'une relation désinvolte sans promesse de permanence d'aucune part. Il cherche à être aimé mais il a peur d'aimer.

« Notre société fait qu'il est de plus en plus difficile pour un individu de connaître une amitié profonde et durable, un grand amour [...] les relations personnelles [...] prennent un caractère de combat. »

Narcisse veut tout, tout de suite, mais ne veut pas s'engager. *« Bien décidé à manipuler les émotions des autres tout en se protégeant soi-même de toute souffrance affective, chacun, par mesure de sécurité, s'ingénie à paraître superficiel, affiche un détachement cynique, qu'il ne ressent qu'en partie, mais qui devient une habitude, et, en tout cas, remplit d'amertume les relations personnelles, ne serait-ce qu'à force d'être proclamé. En même temps, on attend des relations intimes la richesse et l'intensité d'une expérience religieuse. »*

S'il se sent mal à l'aise lorsqu'il lui arrive de faire des demandes, c'est parce qu'il redoute que l'autre ne se sente du même coup autorisé à lui en faire à son tour. Narcisse a du mal à imaginer un besoin affectif qui ne cherche pas à dévorer l'objet auquel il s'attache. Il condamne violemment la jalousie et la possessivité, et se comporte en promiscuité désinvolte, évitant tout engagement affectif mais l'exigeant de son partenaire. Prônant souvent le désengagement affectif comme vertu, Narcisse est le candidat idéal aux théories de "l'amour libre". Mais, passé la période d'euphorie, il est généralement déçu et ressent un profond détachement affectif. Il se plaint d'une incapacité émotionnelle à ressentir quoi que ce soit, « *plus gelé à l'intérieur, plus animé à l'extérieur* ».

Simultanément, Narcisse aspire à se libérer de sa propre avidité et de sa colère, à atteindre un détachement tranquille au-delà de toute émotion, à dépasser sa dépendance à l'égard des autres. Il rêve d'être indifférent aux relations humaines et à la vie elle-même : il pense qu'il serait ainsi capable d'en accepter la précarité.



7. Être à la fois victime et bourreau

Narcisse a tendance à projeter partout les angoisses et agressions qu'il reçoit : dans sa vie intime, professionnelle ou politique. Il reproduit le sentiment d'être instrumentalisé en instrumentalisant, transpose la brutalité de sa vie sociale dans sa vie intime. Toutes les rencontres, même les plus intimes, deviennent alors l'occasion d'utiliser l'autre comme un objet de plaisir ou de pouvoir. Narcisse reproduit souvent inconsciemment, dans ses relations, l'exploitation qu'il ressent ou subit.

La plupart du temps dominé et dépassé par les événements, il saisit toutes les occasions de se comporter en dominant. Par exemple, *« Narcisse connaît souvent une grande réussite dans sa vie professionnelle. Il lui est facile de manipuler les impressions personnelles : la maîtrise qu'il a de leurs subtilités est un atout pour lui dans les organisations professionnelles et politiques où le rendement compte moins que la « visibilité », « l'élan » et un beau « tableau de chasse ». [...] L'environnement interpersonnel surpeuplé de la bureaucratie moderne, dans lequel le travail revêt un caractère abstrait, presque totalement dissocié de son exécution, encourage et souvent récompense, par sa nature même, une réaction narcissique. »*



L'une des caractéristiques du système capitaliste consiste à transformer les victimes en bourreau. Ce statut ambivalent contribue à une fracture mentale et à des comportements sociaux en contradiction les uns avec les autres.

Nous sommes trop inattentifs, ou trop occupés de nous-mêmes, pour nous approfondir les uns les autres : quiconque a vu des masques, dans un bal, danser amicalement ensemble, et se tenir par la main sans se connaître, pour se quitter le moment d'après, et ne plus se voir ni se regretter, peut se faire une idée du monde.

Vauvenargues,
Maximes et pensées, éditions du Rocher, 2003

8. Vivre dans la contradiction

Dans son livre *1984*, Orwell décrivait la "double-pensée", cette capacité de l'être humain d'intérioriser deux affirmations opposées. Cette déstructuration des liens logiques est palpable dans la personnalité de Narcisse. Par exemple :

- Il prône « *la coopération et le travail en équipe tout en nourrissant des impulsions profondément antisociales* » et s'enferme souvent dans des attitudes de « *tolérance hostile* ».
- Il rejette la religion mais apparaît comme un être de croyances, dans la mesure où il délègue sans cesse à d'autres ce qu'il doit penser et faire (experts, entreprises, sectes, etc.).
- Il est extrêmement cynique et désabusé par le monde politique mais continue à voter pour tel ou tel parti.
- Il exalte le respect des règlements mais triche dès qu'il peut. Il se conforme aux normes sociales « *par crainte d'être puni par autrui, mais il se voit souvent comme un hors-la-loi et se représente les autres de cette manière.* »
- « *Il se veut superficiellement détendu et tolérant, ne cherche pas à imposer ses propres certitudes aux autres, mais il se crispe sur ses positions s'il se sent attaqué.* »
- Il bouillonne de désirs et de colère mais se veut sociable, incolore, soumis.
- Il combine le « *sentiment d'une décadence de la société* » avec une « *utopie technologique* ». La certitude que nous courrons à la ruine côtoie une croyance implicite en le progrès de la technique.*

Nous pourrions multiplier ces exemples, et nous en trouverons sans doute de nombreux autour de nous ou en nous-mêmes.

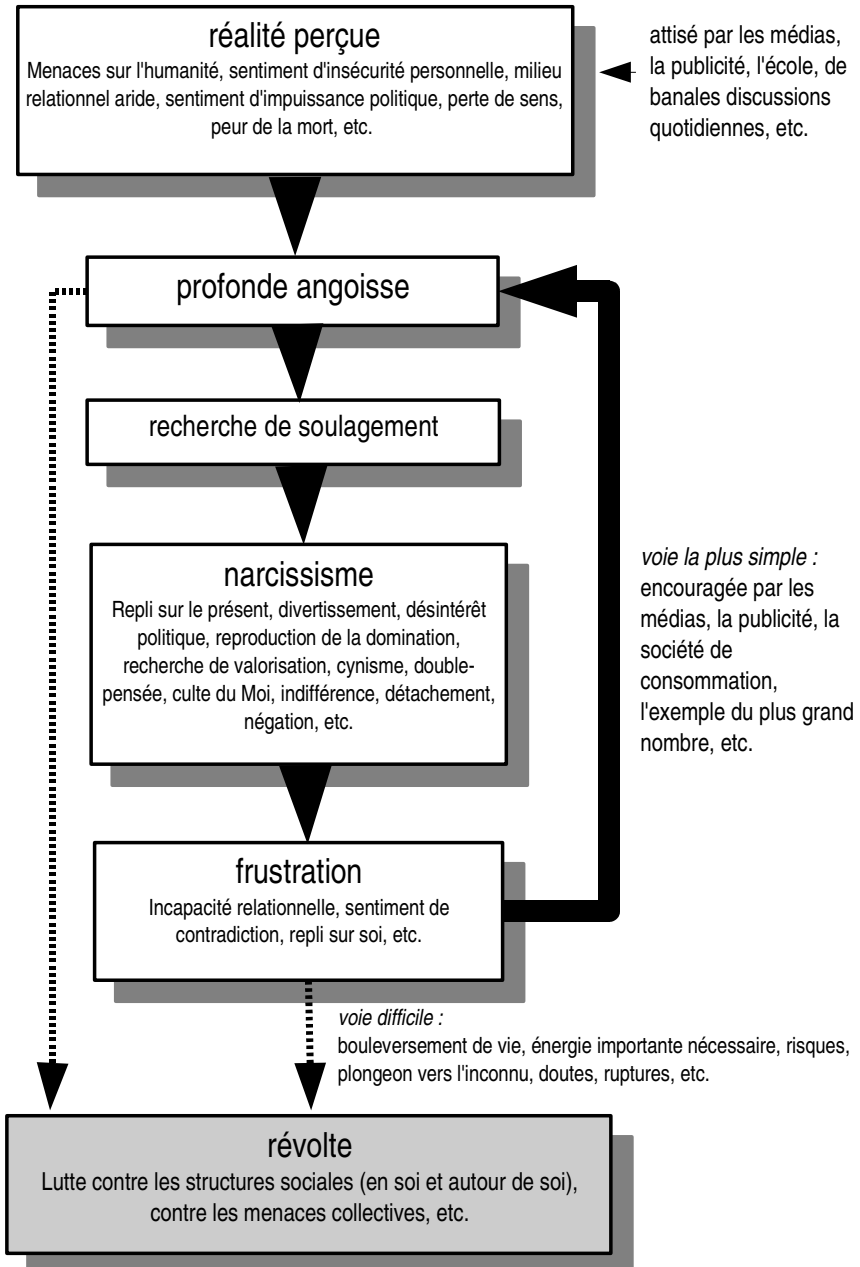
La double-pensée

« La méfiance à l'égard de la publicité, tout en continuant à consommer, le rejet de la politique-spectacle, tout en se passionnant pour ce qui s'y déroule, font de nous des êtres paradoxaux. Ce brouillage idéologique auquel la publicité contribue fortement nous amène à adhérer à des "certitudes" de plus en plus opposées : l'idéal du tout automobile et la saturation des routes, le triomphe de la communication et l'expansion des solitudes, les sirènes de la croissance économique et la marée du chômage. Il faut croire tout et son contraire, ce que l'écrivain Orwell appelait dans *1984* "la double-pensée". Il s'agit d'une véritable fracture mentale où chacun doit faire tenir ensemble les tristes données de l'expérience quotidienne et l'incessante imprégnation d'une idéologie ambiante qui "*positive à mort*". »

François Brune, *De l'idéologie aujourd'hui*, Parangon, 2004

* cf. brochure *Les illusions du progrès technique* (Les renseignements généreux).

Le cercle narcissique



N.B : Attention, il s'agit d'une interprétation des écrits de C.Lasch, nullement d'un schéma scientifique.

Le narcissisme comme phénomène social

Extrait de De notre servitude involontaire, Alain Accardo, Agone, 2001

« Toute société reproduit sa culture - ses normes, ses postulats sous-jacents, ses modes d'organisation de l'expérience - dans l'individu, sous la forme de la personnalité.
Comme le disait Durkheim, la personnalité est l'individu socialisé. »

Christopher Lasch, La culture du narcissisme

La science sociale a mis « en lumière le fait fondamental de la *socialisation*, [...], structuration *simultanée* d'agents collectifs (groupes de toutes dimensions et toutes structures) et d'agents individuels (membres de ces groupes) porteurs de propriétés adéquates. De ce point de vue, la vieille opposition classique individu/société se révèle dépourvue de tout fondement autre qu'une croyance métaphysique. [...] Un système social, quel qu'il soit, existe toujours sous cette double forme : autour de nous sous une forme objective, dans le foisonnement des institutions, appareils, organisations, techniques, classements, distributions, répartitions, réglementations, codes, etc., et en nous sous forme d'ensembles structurés, plus ou moins cohérents et compatibles, de dispositions personnelles, inclinations, tendances, motivations, compétences et aptitudes à fonctionner dans un tel environnement objectif. Pour qu'un système social fonctionne et se reproduise, il faut qu'il y ait une relative congruence entre structures externes et structures internes façonnées par une même histoire. [...] Notre Moi se construit à partir des structures objectives existantes : par le biais de sa socialisation, l'individu en intériorise la logique de fonctionnement et en incorpore les modèles et les normes, au fil des expériences liées à sa trajectoire personnelle. Deux sociétés différentes, ou deux époques historiques différentes d'une même société, ne peuvent façonner le même type d'individu. En retour, à mesure qu'il se construit, l'individu tend à s'autonomiser relativement (à devenir un sujet) et à réagir sur les structures en place pour les reproduire et les modifier tout à la fois dans des proportions variables.

Tel est le contenu sociologique minimum qu'il importe de donner à la notion de social, faute de quoi l'analyse des faits sociaux ne peut que s'enliser dans d'insurmontables antinomies entre un dehors sans rapport avec un dedans et un dedans sans lien avec un dehors. [...] Ainsi donc, lorsque nous proclamons notre hostilité au « système capitaliste », et que toutes les critiques que nous formulons s'adressent exclusivement à ses structures économico-politiques objectivées, il est clair que notre analyse s'est arrêtée à mi-chemin et que nous avons oublié de nous interroger sur la partie intériorisée du système, c'est-à-dire sur tout ce qui *en nous* contribue à faire fonctionner ces structures, causes de tant de dégâts *autour de nous*.

Car enfin, ces structures économique-politiques ne pourraient pas fonctionner sans le concours de ce que certains sociologues ont appelé un « esprit du capitalisme », c'est-à-dire sans une adhésion subjective des individus qui engage, au-delà même des idées conscientes et des sentiments explicites, les aspects les plus profonds et les plus inconscients de leur personnalité, tels qu'ils ont été façonnés par leur socialisation dans le système. [...] Si un système nous produit (ou contribue à nous produire) en tant que membres de tel groupe à telle époque, cela veut dire que, par le biais de mécanismes sur lesquels on est encore loin d'avoir fait toute la clarté, les déterminations sociales que nous intériorisons deviennent véritablement chair et sang. Le social s'incarne en chaque individu, et ses déterminations, une fois incorporées à notre substance, jouent par rapport à notre façon d'être au monde le même rôle à la fois indispensable et non perceptible que nos os et nos tendons jouent dans notre locomotion, [...], elles ne sont plus ressenties comme des contraintes extérieures mais comme des mouvements dont le point de départ se situe dans l'intimité la plus profonde de notre moi. [...]

Il est toujours possible de contraindre une masse d'agents sociaux à l'obéissance en recourant à une répression plus ou moins féroce. Mais un système fonctionnant uniquement à la coercition ne serait pas viable longtemps. Pour éviter d'avoir à casser continuellement des têtes, il vaut mieux façonner durablement les corps et « l'esprit » qui les habite. Pour la longévité d'un système, il faut impérativement que ceux qui le font fonctionner soient disposés à le faire de leur plein gré, au moins pour l'essentiel. Et plus leur adhésion est spontanée, moins ils ont besoin de réfléchir pour obéir, mieux le système se porte. [...]



On comprendra mieux ainsi pourquoi je considère que la critique d'un système capitaliste ne peut s'en tenir aux méthodes traditionnelles de lutte économique et politique, et se contenter de mettre en cause les structures objectives de l'ordre établi (par exemple le marché incontrôlé des capitaux financiers ou la politique de privatisation des services publics ou le caractère technocratique de la construction européenne, etc.), mais qu'elle doit, en outre et en même temps, mettre en cause la part que nous prenons personnellement, même et surtout si ce n'est pas intentionnel, à la « bonne » marche de l'ensemble. Ce retour réflexif de la critique du système sur elle-même est une entreprise difficile car elle ne peut que heurter, de prime abord, la bonne conscience des opposants au système, qui croient généralement avoir assez fait en dénonçant le caractère pernicieux des structures objectives de l'ordre capitaliste en leur refusant leur adhésion expresse, sans même soupçonner en quoi une telle prise de position critique, en raison même de son caractère partiel, peut contribuer au fonctionnement du système. »

En guise de conclusion

Le type de révolution intellectuelle auquel l'oeuvre de Lasch nous invite ne pourra être que très mal accueillie par le public « éclairé », celui qui se sait, par droit divin, situé à jamais dans le camp du *Bien* et de la *Vérité*. [...] sans doute parce que pour lui, une idée n'est pas tant un moyen de comprendre le monde que celui d'apaiser ses propres inquiétudes.

Jean-Claude Michéa, préface de *La culture du narcissisme*

Finalement, qui est Narcisse ? Est-ce une caricature ? Est-ce une description de comportements parfois décelables en nous et autour de nous, à des degrés divers ? Vous avez sans doute noté ou ressenti de multiples contradictions dans cet exposé qui ne se présente pas comme une "bulle de cohérence" mais comme un questionnement sur ce qui, dans notre vie intime et nos rapports personnels, semble constituer les mêmes structures de domination que celles que nous critiquons au niveau politique et social.

Répetons-le, il ne s'agit là que d'*interprétations* de la réalité sociale, réalisées à partir de ce que nous avons compris des analyses de Ch.Lasch. Cet exposé, trop concis, aurait gagné à étudier dans quelle mesure les médias, le système politique actuel, le travail, l'école ou encore la publicité constituent autant d'encouragements et d'exutoires créant et avivant le narcissisme. En effet, nous sommes convaincus que le système actuel a tout intérêt à favoriser la "production" en grand nombre de Narcisses. Par leur conformisme et leur cynisme, ces derniers sont, à court terme, les meilleurs garants de l'ordre établi et de la culture de consommation hédoniste.

Laissons le mot de la fin à Ch.Lasch : « *[Est-ce] criminel que les citoyens blancs de la classe moyenne se complaisent à examiner leur moi, alors que leurs compatriotes moins chanceux luttent et crèvent de faim [?] Il faut cependant comprendre que ce n'est pas par complaisance mais par désespoir que les gens s'absorbent en eux-mêmes, et que ce désespoir n'est pas l'apanage de la seule classe moyenne. [...] L'effondrement de la vie personnelle ne provient pas de tourments spirituels réservés aux riches, mais de la guerre de tous contre tous, qui a toujours fait rage dans les couches inférieures de la population et qui s'étend à présent au reste de la société [...] [le narcissisme] se révélant essentiellement une défense contre les pulsions agressives plutôt qu'un amour de soi.* »

Post scriptum : Le militantisme narcissique

« Le "radicalisme culturel" en vogue est devenu si pernicieux par le soutien qu'il apporte, sans le vouloir, au statut quo, que toute critique de la société contemporaine, qui ne veut pas se contenter des apparences, doit également remettre en question bien des actions qui se réclament du radicalisme. »

Aux États-Unis, les années 1960 ont été marquées par une forte contestation sociale.* Parallèlement aux luttes émancipatrices de la population noire ("Black Power", Martin Luther King, etc.), des mouvements écologistes, féministes, homosexuels, anticapitalistes ou pacifistes ont pris de l'ampleur.** Généralement issues des classes moyennes et étudiantes, ces minorités peu organisées étaient indépendantes des partis et rejetaient les formes de militantisme classique (parti démocrate, syndicats, etc.). Elles pratiquaient des actions directes, du théâtre de rue ou d'autres formes de luttes originales, parfois spectaculaires (kidnappings, guérillas de rue, etc.).

Dans *La culture du narcissisme*, Christopher Lasch s'interroge sur les motivations psychologiques de certains groupes contestataires de cette époque, et tente d'évaluer dans quelle mesure ceux-ci étaient traversés par le narcissisme ambiant. Des expressions du narcissisme étaient par exemple visibles dans la reproduction de dominations au sein de collectifs dénonçant les dominations (chefferies, manque d'écoute, etc.), dans la recherche de valorisation personnelle de nombre de militants (charisme, radicalité pratiquée sur un mode de compétition...), dans la mise en scène des groupes contestataires (look, attitudes, fétiches, recherche du spectaculaire...), le sectarisme identitaire ou encore le manque de réflexion sur l'efficacité des actions entreprises, etc.

« [Certains] radicaux obtinrent si peu de résultats pratiques, en contrepartie de leurs sacrifices, qu'on peut en déduire que, s'ils embrassèrent la cause du radicalisme, ce ne fut pas d'abord parce qu'elle promettait des résultats pratiques, mais parce qu'elle constituait une nouvelle manière de dramatiser leur Moi. »

* Pour une description précise des mouvements sociaux aux États-Unis, nous recommandons *Une histoire populaire des États-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002.

** en grande partie en opposition à la guerre du Vietnam.

Précisons que ces critiques n'avaient pas pour but de légitimer le système dominant mais d'apporter des éléments d'autocritique*. Il s'agissait d'une invitation à ne pas négliger ce qui, dans les pratiques militantes, rejoignait l'imaginaire dominant capitaliste de l'époque. *La culture du narcissisme* vient d'ailleurs compléter d'autres ouvrages de Christopher Lasch sur l'analyse des mouvements politiques de gauche**.

Afin de mieux comprendre les interprétations de Christopher Lasch, il nous a semblé important de replacer ces critiques dans leur contexte historique, en reproduisant ici quelques extraits du dernier ouvrage de Serge Halimi, *Le grand bond en arrière****. Ce dernier essaie d'expliquer pour quelles raisons les mouvements contestataires radicaux des années 1960 ont eu, au final, un impact si faible sur la société américaine.

Ces mouvements étaient en grande partie issus des campus universitaires. En rejet total du parti démocrate (parti dit "de gauche" aux États-Unis), nombre d'étudiants radicaux espéraient, par leur action, une « contagion des soulèvements contre le système ». Mais « les perspectives d'un dépassement de gauche ont été ruinées pour des raisons qui seront récurrentes, aux États-Unis et ailleurs : les contestataires ne savent pas s'adresser à d'autres classes que la leur (ou à d'autres interlocuteurs que les médias, ce qui revient souvent au même) ; ils veulent avant tout célébrer leur radicalité, parfois circonscrite à un petit territoire culturel et "sociétal", leur relativisme des "identités" et du métissage. S'interdisant tout discours collectif, toute affirmation à caractère universel, ils ne peuvent pas parler à des groupes dont le niveau de conscience diffère du leur. Ils n'essaient pas souvent, d'ailleurs. » Il se dégageait implicitement, au sein des revendications écologistes, pacifistes, féministes ou anticapitalistes de l'époque, un mépris à l'égard du prolétariat. « Les étudiants, socialement privilégiés et sans tradition politique [...] voyaient dans la classe ouvrière de leur pays une somme d'embourgeoisement, de matérialisme, de sexisme, de nationalisme et de racisme. »



* Christopher Lasch exprimait souvent sa volonté d'une société qui ne soit pas fondée sur l'exploitation. Il espérait une action politique basée sur l'autonomie, le rejet de la dépendance aux experts, l'abolition des conditions produisant le besoin d'une classe dirigeante, et le renouveau d'actions sur le plan local, alternatives au système capitaliste.

** dont *The Agony of the American Left*, Christopher Lasch, Knopf, 1969.

*** Cf. bibliographie.

Pour toutes ces raisons, selon Serge Halimi, les mouvements contestataires radicaux vont, à l'échelle sociétale, être contre-productifs. *« Involontairement, les étudiants radicaux [...] vont accélérer le basculement à droite des "petits Blanc" », en pleine période de crise économique naissante.*

« Le mépris de classe que leur voue une partie de la gauche radicale, son complexe de supériorité à l'encontre des masses obscurantistes, un refus de créditer leurs adversaires d'intentions respectables, une réticence croissante à soumettre leur politique à l'approbation publique précipitent à droite des millions d'Américains : des ménagères antiféministes qui, par panique identitaire, par peur d'un monde qu'elles ne comprennent plus, se raccrochent désespérément à la famille traditionnelle ; des ouvriers et des employés blancs qui n'apprécient pas les leçons de tolérance raciale que des privilégiés, souvent, entendent leur enfoncer dans le crâne [...] Au total, des millions d'individus obscurs qui souffrent et qui confondent ceux qui souffrent comme eux avec ceux qui les tourmentent désertent les rangs d'une gauche qui paraît les avoir abandonnés, et avec eux un discours sur le bien commun. »*

« Ce que les gens cherchent avec ardeur aujourd'hui [...], [c'est] la santé, la sécurité psychique, l'impression, l'illusion momentanée d'un bien-être personnel. Même le radicalisme des années 1960 a été utilisé, non comme une religion de remplacement mais comme une forme de thérapie par un grand nombre de ceux qui l'ont embrassé, pour des raisons plutôt personnelles que politiques. Une politique "radicale" donnait but et signification à des existences vides. »

Le parti républicain va effectivement utiliser la peur du *« "désordre" que provoquent dans leur existence l'égalité raciale, les manifestations violentes, la "désobéissance civique", la libération des mœurs. »* pour séduire les classes populaires. Ainsi, la contestation radicale *« amplifia la voix de ceux qui réclamaient "la loi et l'ordre". [...] Quiconque cherche à expliquer l'essor du conservatisme américain ne peut que buter sur ce changement de camp d'une fraction des catégories populaires. [...] Pierre Dommergues remarque à propos des États-Unis et de son petit peuple de droite : « ces hommes et ces femmes ne sont pas fascistes. [...] Mais confrontés au chômage et à la dégradation de leur pouvoir d'achat, ils oublient leurs idéaux, s'accrochent à leurs maigres privilèges et remettent en question les acquis égalitaires arrachés par les minorités à une époque de forte croissance. Il suffit de peu pour que ces victimes de l'austérité nouvelle basculent du côté de la réaction. La gauche n'a pas réussi à leur ouvrir les yeux. La droite leur offre une explication, des boucs émissaires et des modalités d'action. »*

Parallèlement, l'énergie contestataire va peu à peu s'essoufler. *« Alors qu'il aurait fallu élargir le mouvement, mobiliser ceux qui ont baissé les bras, combattre la*

* *Le seul et vrai paradis*, Christopher Lasch, Climats, 2002.

tentation du repli racial ou sectaire, les solidarités éclatent. Le système s'enracine, les contestations lui servant même d'aphrodisiaques dans la climatisation, d'hallucinogènes dans l'eau courante. A défaut d'une révolution politique, les convulsions des années 60 débouchent sur un nouveau style – récupérable, lucratif, amusant et "branché". Et la "grande révolution culturelle bourgeoise" régénère cahin-caha un système qu'elle entendait mettre à bas. [...] certaines des aspirations associées à la nouvelle gauche -intégrité individuelle, authenticité, autonomie, créativité, compréhension de soi, libération sexuelle- vont assurément déboucher sur une "culture du narcissisme" dont les aspects les plus détestables envoûteront les publicitaires et contamineront le parti démocrate (culminant dans la fausse sincérité manipulatrice d'un Bill Clinton par exemple). »

« Il ne faut pas cependant se contenter d'ironiser à propos de la "gauche américaine", ne souligner que son isolement social, son culte adolescent de la "génération", ses palabres d'autant plus enflammées que son action militante se cantonne au périmètre de la bibliothèque universitaire. Un historien aussi peu susceptibles que Christopher Lasch de célébrer le culte des acteurs de la "pensée 68" étoilée leur a concédé que, à défaut de révolutionner la société, ils ont communiqué à bien des gens un sentiment de crise, la conscience de l'incapacité du système à répondre à leurs besoins, ce qui a métamorphosé des admirateurs de la démocratie américaine en critiques inflexibles.* »

« L'héritage comporte aussi ses dimensions admirables [...] l'exigence d'une démocratie participative, le refus d'un capitalisme automatisé, autoritaire, destructeur des rapports humains, "société de masse" opérant à la manière d'une machine à fabriquer de l'aliénation, de la passivité et de la solitude. [...] le manifeste de Port Huron appelait au contraire à voter non seulement avec un bulletin de papier, mais avec vos vies entières. L'invocation était sans doute ambitieuse. Et, en définitive, la gauche fut aussi victime... de son âge. Mouvement générationnel réclamant une implication énorme de ses militants ("vos vies entières"), il vit ces derniers s'en détacher au moment de travailler, de se marier, d'élever une famille, de faire des économies, de consommer, de s'établir dans les banlieues, souvent cossues, comme force d'encadrement d'une classe ouvrière que dix ans plus tôt ils brocardaient parce qu'elle osait privilégier des revendications matérielles. Et qu'elle voulait elle aussi gagner sa vie, se marier, faire des enfants, faire des économies, s'établir, consommer... »

Précisons que ces interprétations ne sont pas exhaustives. Nous avons seulement souhaité apporter un autre éclairage sur la pensée de Christopher Lasch. L'échec global des mouvements contestataires des années 1960 aux États-Unis ne s'explique pas seulement par le narcissisme dans lequel la majorité des acteurs de ces mouvements était emprisonnée. D'autres causes peuvent être avancées, et, en premier lieu, la forte répression dont la contestation a été l'objet.**

* *The Agony of the American Left*, Christopher Lasch, 1969.

** cf. *Une histoire populaire des États-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002.

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :

La culture du narcissisme

Christopher Lasch, Climats, 2000 (première édition 1979)

En plus d'approfondir la notion de narcissisme, Christopher Lasch interroge l'évolution du travail, de la politique, des médias, du système éducatif, du sport, la place de l'enfant dans la société américaine... L'introduction de Jean-Claude Michéa présente un point de vue novateur sur les mouvements politiques actuels.



Le grand bond en arrière

Serge Halimi, Fayard, 2004

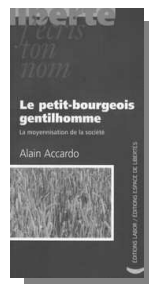
Cette analyse des transformations économiques, sociales et idéologiques de l'Occident depuis 50 ans permet de replacer *La culture du narcissisme* dans le contexte où il a été écrit. Pour des descriptions précises de l'ébullition contestataire des années 1960, nous vous conseillons le récit historique d'Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2002.



Le petit-bourgeois gentilhomme

Alain Accardo, Labor, 2003

Alain Accardo invite les "progressistes" à s'interroger sur la part qu'ils prennent à la reproduction de cet ordre qu'en principe ils combattent. Cet ordre étant établi à la fois à l'extérieur et à l'intérieur de chacun, il ne suffit pas de décréter qu'on le refuse pour rompre avec lui : on ne peut en effet changer le monde sans se changer soi-même, d'autant qu'aujourd'hui les valeurs de repli de la classe moyenne tendent à devenir dominantes.



Culture de masse ou culture populaire ?

Christopher Lasch, Climats, 2001

A travers de nombreux ouvrages, Christopher Lasch a développé une critique radicale du capitalisme moderne. Dans ce livre, il explique comment la culture de masse, homogénéisée, des sociétés modernes n'engendre nullement une "mentalité" éclairée et indépendante, mais au contraire la passivité intellectuelle, la confusion et l'amnésie collective.



Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

L'AGRICULTURE DE DESTRUCTION MASSIVE



***Les conséquences sociales et écologiques
de l'agriculture intensive***

Pourquoi cette brochure ?

Epidémies de "vache folle", pollutions par les pesticides, légumes et fruits insipides, poulets à la dioxine, dumping dans les pays du Sud*... Partout sur la planète, la course au rendement et la recherche du profit maximal produisent des effets dont il n'est pas sûr que nous mesurons l'ampleur. Nous sommes tellement bombardés d'informations éparpillées au sujet de l'agriculture intensive qu'il est bien difficile d'en saisir les mécanismes globaux, et, mieux encore, de pouvoir les expliquer simplement.

L'objectif de cette brochure est précisément celui-là : fournir des points de repères pour qui souhaite appréhender les conséquences sociales et écologiques de l'agriculture intensive. Ce petit exposé n'est évidemment pas exhaustif, étant donné l'étendue du sujet. Parmi de multiples études et analyses, nous avons sélectionné ce qui nous semblait essentiel.

Nous présentons de nombreuses statistiques dans ce texte. Elles sont quasiment toutes issues de rapports d'institutions internationales, en premier lieu la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (www.fao.org). Cependant, nous sommes dans l'incapacité de vérifier ces données officielles. Il convient donc de conserver, malgré tout, un regard critique à leur égard. C'est pourquoi nous avons généralement arrondi les chiffres sélectionnés, afin de nous concentrer sur les tendances qu'ils mettent en évidence.

Fructueuse lecture

PLAN

I	L'agriculture intensive	page 3
II	Impacts sur les pays du Sud	page 14
III	Impacts écologiques : le cas des pesticides	page 22

* Par l'expression *pays du Sud* nous ferons référence aux pays dits "en développement" (en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud) ainsi qu'aux pays de l'Est. Par *pays du Nord*, nous désignerons les pays occidentaux industrialisés (en premier lieu l'Amérique du Nord et l'Europe des 15). Ces conventions, certes simplistes, épousent cependant assez fidèlement la bipolarisation de l'agriculture mondiale.

I L'agriculture intensive

L'ensemble de ce chapitre est un peu fastidieux (beaucoup de graphiques et de chiffres). Mais il nous semble indispensable de comprendre les mécanismes de l'agriculture intensive pour en expliquer ensuite les conséquences.

1. Une productivité incomparable

L'agriculture intensive désigne des techniques agricoles permettant d'atteindre un maximum de rendement avec un minimum de main d'oeuvre. La planète compte environ 1,3 milliards d'agriculteurs. Seuls quelques millions pratiquent l'agriculture intensive, dans les pays du Nord et dans quelques secteurs limités des pays du Sud. Par la motorisation, la mécanisation, la sélection animale et végétale, l'utilisation d'engrais et de pesticides, un agriculteur "intensif" peut cultiver plus de 100 hectares de céréales et obtenir des rendements proches de 10 tonnes par hectare.

Cette productivité est sans commune mesure avec celle des autres paysans sur la planète. En effet, si deux tiers des agriculteurs du monde utilisent des engrais, des pesticides et pratiquent la sélection animale et végétale, ils ne disposent pas de motorisation*. En conséquence, bien que les rendements soient comparables à l'agriculture intensive, les surfaces cultivées par travailleur sont plus faibles : environ cinq hectares pour ceux qui disposent de la traction animale, un seul pour ceux qui ne disposent que d'un outillage strictement manuel. Enfin, le dernier tiers des agriculteurs ne dispose que d'un outillage manuel, sans engrais ni produit de traitement, sans sélection animale ou végétale. Leurs rendements dépassent rarement la tonne par hectare.

Moyen mécanique utilisé	manuel	traction animale	moteurs
Population agricole concernée (millions)	~ 860	~ 430	~ 25
Productivité par travailleur (tonnes)	1-10	10-50	500-1000

Source : M.MAZOYER, *sommet de la FAO*, juin 2002

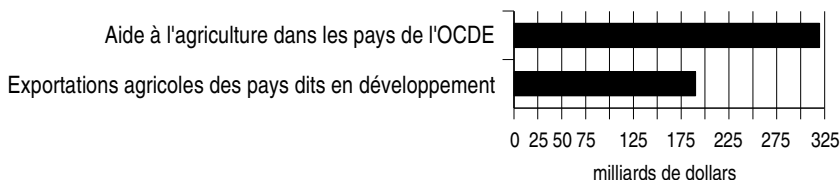
* En 1999, sur un parc mondial d'environ 26 millions de tracteurs, 45% étaient utilisés aux États-Unis et en Union Européenne, 28% en Asie, 15% en Russie et dans les pays de l'Est, 5% en Amérique du Sud et 2% en Afrique. Rapporté à la population agricole active, cela représentait deux tracteurs pour un agriculteur américain, un tracteur pour 150 agriculteurs asiatiques et un pour 400 agriculteurs africains. Source : *statistiques FAO (FAOSTAT)*

2. Des subventions massives

Dès le début des années 60, les gouvernements des pays du Nord ont développé une importante politique de soutien agricole afin d'augmenter :

- *la production*, pour l'autosuffisance alimentaire.
- *la productivité*, afin de favoriser l'afflux de main-d'œuvre vers l'industrie.
- *les exportations*, afin d'améliorer le commerce extérieur.

Pour atteindre ces objectifs, diverses aides publiques ont été mises en place : subventions, crédits à l'exportation*, protection vis-à-vis des importations, etc. Ces mesures nécessitent d'importants financements publics. Actuellement, l'Union européenne y consacre la moitié de son budget, soit environ 50 milliards de dollars, au titre de la Politique Agricole Commune (PAC). Dans l'ensemble de la zone OCDE**, le soutien total à l'agriculture s'est élevé à plus de 300 milliards de dollars en 2002. En moyenne, cela représente plus de 30 000 dollars par agriculteur américain en activité, près de 14 000 dollars par agriculteur européen. A titre de comparaison, les exportations agricoles des pays dits "en développement" s'élevaient la même année à 190 milliards de dollars environ.



source : OCDE, cité dans le magazine BMA de janvier 2003

L'essentiel des subventions est destiné aux gros producteurs. Ainsi, la moitié des subventions européennes est versée à seulement 5% des exploitations agricoles (si on exclut la Grèce), 80% des aides vont à 20% des paysans***. Ces aides placent les agriculteurs du Nord dans une situation de dépendance. Pour la période 1999-2001, le soutien aux agriculteurs des pays de l'OCDE représentait environ 37% du total de la valeur de leur production agricole en sortie exploitation****. En simplifiant, lorsqu'un quintal de céréales rapporte 100 euros à un exploitant agricole, 60 euros proviennent des ventes de sa récolte et 40 euros des aides directes.

* Un crédit à l'exportation est un prêt à conditions favorables pouvant être accordé aux pays acheteurs.

** L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète (voir site <http://www.oecd.org>).

*** Sources : Commission européenne, Confédération paysanne

**** Source : OCDE

3. Des mécanismes de protection

Les pays du Nord ont toujours redouté l'impact des importations sur leur agriculture. Ils ont développé toute une gamme de mécanismes de protection. Citons par exemple :

- *Les mécanismes d'intervention*

La Politique Agricole Commune est un exemple significatif : tout produit importé à l'intérieur de l'Union européenne subit un prélèvement variable, sorte de "taxe" qui correspond à la différence entre son prix d'entrée et le niveau des prix européens. Inversement, pour vendre et compenser la différence entre le prix mondial et le prix européen, il est versé une subvention à l'exportation, appelée restitution. Parallèlement, les pouvoirs publics interviennent pour l'achat et le stockage quand le prix européen se situe en-dessous d'un prix dit « d'intervention », afin de provoquer une remontée des cours. Les stocks sont écoulés quand les prix remontent au-dessus d'un prix dit « d'orientation ». Les produits périssables, dont le stockage est impossible, sont détruits.

- *La substitution de produits ou l'utilisation des biotechnologies*

Certaines denrées, dont les pays du Sud étaient les seuls producteurs, sont maintenant fabriquées industriellement par des biotechnologies ou remplacées par des produits de substitution. Ainsi, en mai 2000, l'Union européenne a voté une directive modifiant la définition de la composition du chocolat pour permettre à diverses huiles végétales de remplacer partiellement le beurre de cacao. Citons également la vanille, dont les exportateurs étaient Madagascar et l'Indonésie. Elle est actuellement produite artificiellement à partir d'essence de pin. Les coûts de production seraient 40 fois inférieurs aux coûts des cultures traditionnelles.

- *Des droits de douane élevés ou progressifs*

La protection aux frontières dont bénéficie l'agriculture dans huit des dix pays de l'OCDE était plus forte en 1996 qu'en 1993. Les droits de douane demeurent de l'ordre de 35% pour les produits agricoles (contre environ 4% pour les produits industriels). De plus, ils augmentent généralement à mesure du niveau de transformation des produits. Par exemple, les États-Unis taxent l'importation de la tomate chilienne à 2,2% pour le fruit brut, mais à 8,7% pour la tomate séchée ou mise en boîte et à 11,6% pour la sauce tomate. Cela permet de contribuer à cantonner les pays du Sud dans l'exportation de produits primaires.

4. De moins en moins de paysans

En France, on recensait 7 millions de paysans après la seconde guerre mondiale. On en compte aujourd'hui moins de 700 000, représentant à peine 4% de la population active. Cet exode rural a touché tous les paysans du Nord. Actuellement, ils ne représentent qu'environ 1% des 1,3 milliards agriculteurs du monde.

	Population agricole active* (en millions)	% / population active du pays	% / population agricole active mondiale
Union européenne	7,6	4,5 %	0,5 %
dont France	0,7	3,5 %	< 0,1 %
États-Unis	3	2 %	0,2 %
Asie	1 040	56 %	80 %
dont Chine	511	67 %	40 %
Afrique	197	57 %	15 %
Russie et pays de l'Est	29	15 %	2 %
Amérique du Sud	27	18 %	2 %

** Personnes travaillant dans l'agriculture, la chasse, les forêts ou la pêche. Source : statistiques FAO, 2001*

Parallèlement, la taille des exploitations augmente. 60% des exploitations françaises de moins de 20 hectares ont disparu entre 1967 et 1997, tandis que le nombre de celles de plus de 50 hectares a quasiment doublé.

La concentration économique accompagne ce processus. En 1997, 10% des exploitations européennes réalisaient plus de 65% des revenus agricoles, les 50% plus petites n'en réalisant que 5%.*

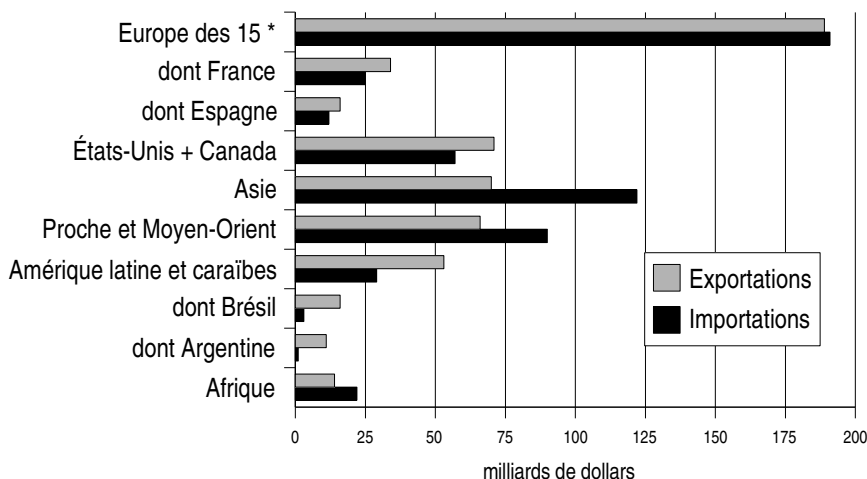
* Rapport d'Orientation 2002 de la Confédération Paysanne.

5. Les champions des exportations

Dès les années 70, le modèle productiviste avait dépassé ses objectifs d'autosuffisance alimentaire. Les stocks de surproduction se comptaient en millions de tonnes, les débouchés intérieurs étaient saturés*. Les pays du Nord se sont alors tournés vers le marché mondial. Forts de leurs excédents subventionnés, ils sont rapidement devenus les champions des exportations agricoles.

Actuellement, 70% des échanges agricoles mondiaux sont réalisés par les pays du Nord. Certains pays sont fortement bénéficiaires comme les États-Unis, le Canada, la France, l'Espagne, ainsi que certains pays dits "en développement" comme le Brésil et l'Argentine. Les 15 plus grands exportateurs représentent à eux seuls 65% du commerce total de produits agricoles.

Commerce de produits agricoles en 2002



* 70% de ces échanges agricoles sont réalisés au sein de l'Europe.

Source : statistiques FAO

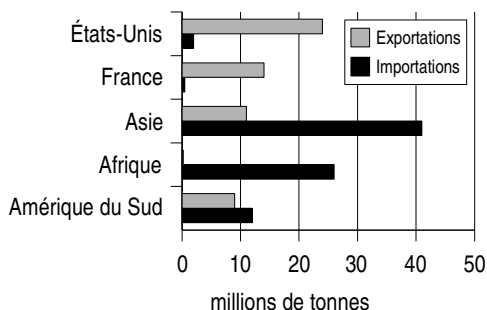
L'agriculture française occupe une place centrale. En 2001, elle était le second exportateur mondial de produits agricoles et alimentaires, juste derrière les États-Unis. En 2002, son excédent commercial avoisinait les 9 milliards d'euros, presque autant que son secteur automobile et aéronautique - respectivement 11 et 12 milliards d'euros la même année. C'est dire l'enjeu économique que représente

* Cette situation de surproduction oriente la gestion des stocks alimentaires vers le gaspillage. Par exemple, sur 1000 salades qui arrivent en grande surface, 500 sont refusées parce qu'elles ne correspondent pas au standard requis, 150 sont retirées un peu plus tard des rayons (abîmées ou invendues). L'agriculture intensive, c'est le gaspillage intensif.

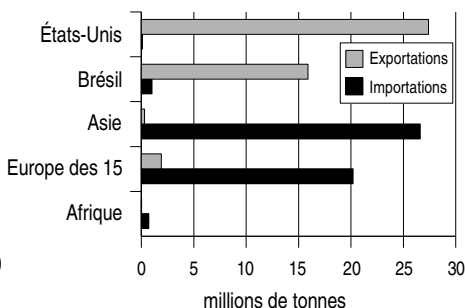
l'agriculture française. En comparaison, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient sont fortement déficitaires dans leurs échanges agricoles. Notons que si l'Amérique latine présente une balance commerciale fortement positive, elle le doit surtout au Brésil et à l'Argentine.

Certains pays du Nord sont leaders sur le commerce de produits dits "de base" : céréales, laits, viande, etc. Le blé, le maïs et le soja sont par exemple les fers de lance de l'agriculture américaine.

Commerce du blé en 2002

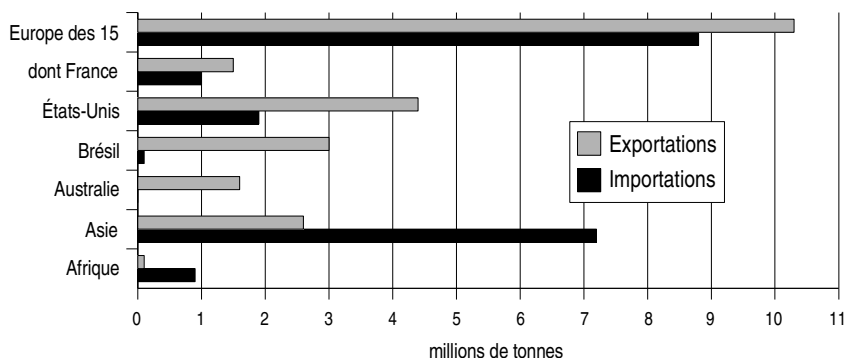


Commerce du soja en 2002



Aux États-Unis, le commerce du soja a rapporté 5,6 milliards de dollars en 2002, celui du blé 3,4 milliards, celui du maïs 5 milliards, soit un total de 14 milliards de dollars. A titre de comparaison, pour tout le continent africain et l'Amérique du Sud, le solde commercial du commerce des fruits et légumes, café, thé, cacao, tabac réunis représentait la même année environ 15 milliards de dollars. Enfin, l'élevage intensif constitue un pivot des exportations des pays du Nord.

Commerce de la viande en 2002



6. La dépendance au pétrole

Pour la production agricole, la transformation et le transport des denrées, l'agriculture intensive nécessite une très grande quantité d'énergie. La chaîne agroalimentaire industrielle dépense 10 kilo-calories pour fournir 1 kilo-calorie alimentaire dans l'assiette des consommateurs (hors énergie consommée pour cuisiner). La haute productivité et le déficit énergétique de l'agriculture industrielle sont entièrement dus à la disponibilité bon marché des hydrocarbures.*

En France, les produits agricoles (comme tous les biens de consommation) circulent en moyenne sur 5000 km. Au niveau mondial, les "périssables" -c'est-à-dire les produits frais- traversent les mers et les airs pour un volume en croissance de 3 à 5% par an. Une laitue cultivée en Californie arrive sur les marchés de Washington après 5 000 km de route et, pour ce seul transport, consomme 36 fois plus d'énergie (en pétrole) qu'elle ne contient de calories. Lorsque la laitue parvient finalement à Londres par avion, elle a consommé 127 fois l'énergie (en pétrole) qu'elle contient.

À titre d'exemple, voici le pétrole nécessaire, "de la fourche à la fourchette", à la production de quelques produits alimentaires (en système productiviste, et en incluant la chaîne agroalimentaire) :

produit	pétrole pour en produire 1 kg	pétrole pour en produire 1 kg en protéines
Porc	2 litres	16 litres
Boeuf	1,5 litres	9 litres
Oeufs	1,5 litres	7 litres
Lait	1 litre	5 litres
Maïs	1 litre	3 litres
Blé	1 litre	2,5 litres
Riz	1 litre	5 litres
Pommes de terre	0,5 litre	3 litres
Tomates	0,5 litre	2 litres
Pommes	0,2 litre	24 litres

Ces chiffres sont des moyennes. De grandes variations peuvent être constatées selon les produits et les pays. Ne sont pas incluses les dépenses énergétiques après la consommation domestique (traitement des déchets). Tous ces chiffres incluent un transport forfaitaire de 1 000 km, par camion. Si 1 kg de produit alimentaire a effectué un trajet plus long, il faut ajouter environ 0,1 litre de pétrole par millier de kilomètres supplémentaire. Si le trajet de 1 000 km a été effectué par avion, il faut estimer la dépense énergétique à 0,5 litre de kérosène par kg d'aliments.

* L'ensemble des données de ce chapitre sont extraites de *Pétrole apocalypse*, Yves Cochet, Fayard, 2005.

La viande, une impasse écologique

La consommation de viande dans les pays occidentaux a énormément augmenté en un siècle. Chaque français mange en moyenne 200 grammes de viande par jour, un américain 300 grammes. Par comparaison, un nigérien en consomme 30 grammes par jour, 20 grammes en Inde, 10 grammes au Bangladesh.

Pour produire à bas prix de telles quantités de viande, l'élevage intensif s'est généralisé. Hormones de croissances, antibiotiques, farines animales, tous les moyens sont bons pour augmenter les rendements et minimiser les coûts, avec les conséquences que nous connaissons : poulet à la dioxine, maladie de la "vache folle", grippe aviaire, etc. Si l'on ajoute à cela la pollution des eaux et surtout les souffrances supplémentaires infligées aux animaux^{*}, le tableau n'est guère reluisant.

De plus, la généralisation du modèle d'alimentation carnée occidentale est impossible à l'échelle planétaire. Si chaque humain consommait autant de viande qu'un Européen, il faudrait quintupler l'ensemble de la production céréalière mondiale, simplement pour nourrir le bétail. En effet, selon la FAO, entre 30 et 50 % des céréales produites dans le monde sont utilisées pour nourrir le bétail destiné à la production de viande (90 % dans le cas du soja). On estime à environ 20 milliards le cheptel des animaux d'élevage. Ce secteur est le plus gros utilisateur de terres agricoles, directement sous forme de pâturages et indirectement pour la production de cultures fourragères et autres aliments du bétail. En 1999, les pâturages permanents représentaient plus de deux fois la superficie des cultures arables et permanentes. Inversement, si toutes les céréales produites pour le bétail au détriment de cultures vivrières étaient réparties de manière égale entre tous les habitants, la population aurait bien plus que ses besoins en protéines. Il faut entre 5 et 20 kg de protéines végétales pour produire 1 kg de protéines animales. Pour produire 1 kg de viande, il faut la même surface de terre que pour cultiver 200 kg de tomates ou 160 kg de pommes de terre, dans le même laps de temps. Notons enfin la consommation accrue en eau : il faut 10 000 à 25 000 litres d'eau pour produire 1 kg de viande, contre 250 à 1 200 litres pour produire 1 kg de céréales.

Enfin, « *la production de viande en général, et particulièrement de viande rouge, engendre des émissions très significatives de gaz à effet de serre. Les très fortes émissions "contenues" dans un kilogramme de viande de boeuf ou de veau ne proviennent pas seulement du méthane émis par l'animal : entrent aussi en ligne de compte les quelques dizaines de tonnes de céréales qu'il faut cultiver -et donc les émanations des engrais et la dépense énergétique afférentes- pour produire une tonne de carcasse. Les choix alimentaires sont très loin d'être neutres vis-à-vis des émissions de gaz à effet de serre : manger un steak d'un demi-kilo, ou parcourir 50 km en petite voiture, c'est à peu près équivalent ! [...] il faut environ 50 fois plus de surface agricole pour faire un kilo de boeuf que pour faire un kilo de blé.* »^{**}

* Sur la souffrance animale, lire *Les cahiers antispecistes* (<http://www.cahiers-antispecistes.org>)

** *L'avenir climatique*, Jean-Marc Jancovici, points, 2002, p175 et 256.

7. La puissance des multinationales

Depuis les années 80, des multinationales de l'agro-alimentaire (transformation et distribution de produits alimentaires) dominent peu à peu l'ensemble du marché mondial des produits agricoles.

... multinationales	contrôlent ... du marché mondial	du ou des ...
4	85 %	semences
6	85 %	blé, maïs, soja
6	85 %	café
3	85 %	thé
3	80 %	cacao
3	80 %	banane

Source : Fédération Internationale des Producteurs Agricoles, 2002

Ces multinationales jouent un rôle central dans les économies des pays du Nord. Aux États-Unis, elles emploient environ 25 % des travailleurs américains (contre 2,7 % pour l'agriculture). Leurs chiffres d'affaires sont très importants. Selon AGRODATA, les ventes de *Nestlé* s'élevaient à 48 milliards de dollars en 1997, 59 milliards pour *Philipp Morris*, 29 milliards pour *Carrefour* (second distributeur de produits alimentaires dans le monde). A elles seules, les firmes nord-américaines contrôlent 50 % du chiffre d'affaires mondial de produits agricoles. Le groupe *Continental/Cargill* assure plus de 40 % des exportations américaines de maïs, 30 % de celles de soja et 20 % de celles de blé. En France, 5 firmes contrôlent près de 95 % des ventes de produits alimentaires.

Les multinationales s'efforcent de contrôler toute la chaîne alimentaire, de la production à la vente. Aux États-Unis, le tiers des produits agricoles est produit par des agriculteurs sous contrat avec des complexes agro-industriels. L'agriculteur devient en quelque sorte un "employé". Par exemple, 70 % des volailles et des œufs américains sont vendus dans le cadre de contrats de production, où les conditions de production sont dictées par l'acheteur industriel.

Les multinationales jouent également un rôle de lobbying au sein des institutions internationales, où elles militent généralement pour la libéralisation du commerce dans les pays du Sud (cf. page 19). Par exemple, le représentant des États-Unis chargé au départ de la négociation de l'Uruguay Round (premier cycle « agricole » de l'Organisation Mondiale du Commerce) était l'ancien vice-président de *CARGILL*, leader céréalier.

Le lobbying est vraiment l'effort numéro 1 interne auquel nous avons décidé d'allouer beaucoup de ressources.

Alain Labergère
président de la Confédération des industries
agro-alimentaires de l'Union Européenne,
janvier 2000

La puissance des multinationales leur permet d'exercer un contrôle des prix, à leur avantage. Lorsque les prix agricoles baissent, les firmes ne les répercutent généralement pas sur les consommateurs mais en profitent pour augmenter leurs marges. Ainsi, alors que le prix mondial du café a baissé de 18 % de 1975 à 1993, le prix a augmenté de 240 % pour les consommateurs américains. De 1990 à 1998, l'indice des prix agricoles à la production a baissé en France de 11 %, tandis que l'indice des prix alimentaires à la consommation a augmenté de plus de 10 %. De 1990 à 1996, la baisse de 17 % du prix de la viande bovine à la production s'est accompagnée d'une hausse de 8 % du prix à la consommation.

Au final, les prix augmentent pour les consommateurs et les revenus diminuent pour les paysans. Depuis 1950, la part revenant aux agriculteurs dans le prix payé par le consommateur n'a cessé de baisser. Pour toute la consommation alimentaire, elle est passée de 40 % en 1952 à 21 % en 1997.

Les multinationales des OGM*

Les cultures transgéniques commerciales se développent de plus en plus. Elles représentaient 67 millions d'hectares en 2003". Les États-Unis et l'Argentine arrivent de loin en tête. D'autres pays adoptent ou effectuent des essais de cultures transgéniques : France, Espagne, Mexique, Bulgarie, Ukraine, Chine, Roumanie, Russie, Afrique du Sud, Australie, Brésil. Les cultures transgéniques concernent en premier lieu le soja et le maïs, fers de lance de l'agriculture américaine.

Répartition en 2000



source : infogm (<http://www.infogm.org>)

* Il faut plutôt parler d'organismes transgéniques, c'est-à-dire issu du mélange de gènes d'espèces différentes. Car tous les animaux et presque toutes les plantes sont *génétiquement modifiés* : ils sont le résultat original d'un brassage de dizaines de milliers de gènes avec quelques mutations...

** soit, à titre de comparaison, le triple des surfaces sous certification "agriculture biologique".

Les multinationales des OGM (suite)

Le commerce des cultures transgéniques est concentré et lucratif. En 1998, 3 multinationales contrôlaient la quasi intégralité du marché américain des semences transgéniques : Monsanto (88%), Aventis (8%) et Novartis (4%). Le chiffre d'affaire mondial des plantes transgéniques augmente chaque année. Il s'élevait en 1999 à 2,2 milliards de dollars.

UNITED COLORS OF POGNON.

Le caractère génétique introduit dans les cultures transgéniques concerne essentiellement la tolérance aux herbicides (74 % des cultures en 2000). But recherché : commercialiser des plantes avec un herbicide lié, produit de préférence par la même firme. On est bien loin des vœux pieux des Nations Unies qui préconisent le développement des OGM pour « *améliorer le sort des populations du Tiers Monde* », sans préciser que la faim dans le monde n'est pas une affaire de technologie mais de politique. Les multinationales contrôlant la commercialisation d'OGM ne sont évidemment pas philanthropiques. Elles se tournent vers des secteurs promettant des profits, ce qui correspond évidemment mieux à leurs intérêts que la sécurité alimentaire mondiale. Que l'on songe également à la tentative de commercialiser des semences stériles (cf. *Terminator*).

Les OGM se dispersent dans l'environnement et se retrouvent de plus en plus dans les aliments. Ainsi, en janvier 2002, le magazine *60 millions de consommateurs* dévoilait une étude indiquant des traces d'OGM dans 36 des 103 denrées alimentaires analysées contenant du soja et du maïs, à des doses inférieures à moins de 1 % (pourcentage au-delà duquel le fabricant doit mentionner la présence d'OGM sur l'étiquette du produit).

Enfin, le débat sur les OGM soulève celui de la brevetabilité du vivant. Depuis la fin des années 70 (depuis 1998 en Europe), tout organisme modifié ne fût-ce que d'un seul gène, peut être breveté. L'intérêt commercial est essentiel. Le brevet une fois déposé, personne ne peut l'exploiter sans autorisation. Étant donné que les moyens de recherche des pays du Sud, qui possèdent 80 % de la biodiversité mondiale, sont sans commune mesure avec ceux des pays du Nord, il est aisé de comprendre à qui profite ce système de brevetabilité. Chaque brevet restreint le libre accès à un patrimoine génétique appartenant à l'ensemble de l'humanité.

Source : infogm (<http://www.infogm.org>)

II Conséquences sur les pays du Sud

Nous avons présenté les caractéristiques générales de l'agriculture intensive des pays du Nord. Examinons à présent comment cette agriculture se développe au détriment des pays du Sud.

1. Le dumping

Fortement subventionnés, les produits agricoles occidentaux sont exportés à des prix imbattables. Quelques exemples* :

- *Viande de poulet* : en 2000, la viande de poulet en provenance de l'Union européenne était vendue à 1100 FCFA/kg environ sur le marché de Dakar. La viande de poulet locale, elle, était vendue à 1535 FCFA/kg. Depuis 1999, les importations de poulet congelé ont été multipliées par dix, entraînant la faillite de plus de la moitié des élevages locaux.
- *Viande bovine* : en 1991, la viande bovine en provenance de l'Union européenne arrivait à 4,5 F/kg en Côte d'Ivoire (après avoir reçu une subvention de 13 F/kg), pour être revendue au détail à 10 F/kg, contre 19 F/kg pour la viande locale. Ce type d'exportation aurait fait chuter les exportations traditionnelles du Niger, du Mali et du Burkina Faso de 430 000 têtes de bétail en 1980 à 250 000 en 1988.
- *Blé* : en Afrique noire, l'importation croissante de blé fortement subventionné y a rendu non rentable la fabrication de substituts au pain et gâteaux, techniquement possible avec 50 % des produits locaux.
- *Lait* : le lait subventionné exporté a réduit la production de produits laitiers de près de moitié en Afrique, Asie du Sud-Est et autres régions du Sud.

Nous pourrions multiplier les exemples. Pour la Commission européenne, cette situation est malgré tout positive : les exportations de produits européens à bas prix permettent aux consommateurs des pays du Sud de bénéficier de prix avantageux. Mais quand, du même coup, les paysans du Sud disparaissent, n'est-ce pas un cercle vicieux ? Le dumping prive inexorablement les pays du Sud de leur indépendance alimentaire. Résultat : des millions de petits producteurs vivent dans une précarité de plus en plus forte. Bien souvent, ils fuient les campagnes pour s'entasser dans des bidonvilles périurbains.

* En partie extraits de *L'agriculture, talon d'achille de la mondialisation*, cf. bibliographie.

2. L'endettement

Les pays du Sud sont fortement dépendants des exportations de produits agricoles dits "exotiques". Ces exportations constituent souvent leur principale source de devises. Ainsi, en 2000, le coton représentait plus de 80 % des revenus d'exportation du Bénin, près de 40 % au Burkina Faso. La même année, le café représentait plus de la moitié des revenus d'exportation de l'Ouganda, près du quart au Nicaragua.

Part de l'agriculture dans le total des exportations en 1995-97	
Soudan	94 %
Tchad	68 %
Guatemala	62 %
Mali	59 %
Cuba	56 %
Côte d'Ivoire	55 %
Argentine	45 %
Bolivie	30 %
Vietnam	23 %

Source: Banque mondiale, FAO, CADTM

A partir des années 70, les pays du Sud ont intensifié leurs exportations, encouragés -ou forcés- en ce sens par les puissances occidentales. Le Fonds Monétaire International exige notamment que les pays du Sud développent leurs exportations afin de générer davantage de devises pour rembourser leurs dettes.* Au final, la production des principales matières premières agricoles a augmenté d'un tiers depuis le début des années 80. Mais, comparativement, la demande mondiale a peu augmenté. Cette situation de surproduction a entraîné une baisse des prix.

Produit	1980	1990	2000	Unité
Café	481,4	197,2	190,9	Cents/kg
Thé	230,5	205,8	186,4	Cents/kg
Huile de palme	810,7	289,9	308,2	\$/tonne
Riz Thaï	570,5	270,9	201,2	\$/tonne
Sucre	87,7	27,7	17,9	Cents/kg
Coton	286,4	181,9	129,5	Cents/kg

Prix en dollars constant de 1990, *Source : Banque Mondiale, Global Development Finance 2001*

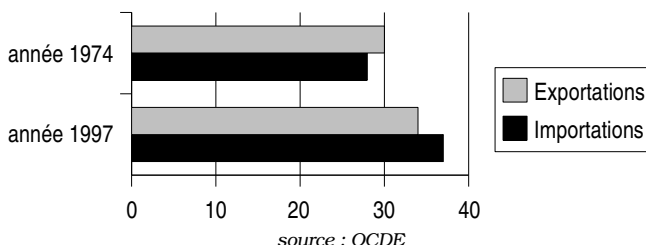
* Plus de détails dans la brochure *Pourquoi la dette des pays du Sud*, Les renseignements généreux.

Comment maintenir les revenus lorsque les prix du marché mondial s'effondrent ? Première possibilité : accroître le volume de la production. C'est précisément ce qu'ont fait de nombreux exportateurs de matières premières. Bien entendu, il s'agit d'un cercle vicieux : les producteurs du Sud exportent davantage, ce qui fait chuter les cours, puis ils cherchent à augmenter encore le volume de leurs exportations, ce qui produit les mêmes résultats. Un exemple : entre 1996 et 2000, le Ghana a accru sa production de cacao de 320 000 à 450 000 tonnes. Mais, dans le même temps, les prix ont chuté de 40%. Par conséquent, la valeur de la production à l'exportation a baissé d'un tiers en termes de devises étrangères.

Parallèlement, les produits manufacturés exportés par les pays du Nord sont de plus en plus chers. Entre 1980 et 1998, les prix internationaux des produits manufacturés ont augmenté de 40%, alors que ceux des produits agricoles ont globalement diminué d'environ 35%.

Au final, les pays du Sud sont face à une crise économique : d'un côté, ils sont de plus en plus nombreux à exporter toujours davantage dans des conditions de moins en moins avantageuses ; de l'autre, les produits manufacturés qu'ils importent sont de plus en plus chers. Entre 1974 et 1997, la part des pays du Sud dans les exportations agricoles et alimentaires mondiales est passée de 30 à 34%. Mais dans le même temps, leur part dans les importations mondiales a augmenté de 28 à 37%. Cela signifie que, globalement, le commerce agricole des pays du Sud est déficitaire.

Commerce agricole des pays du Sud
en pourcentage du commerce agricole mondial



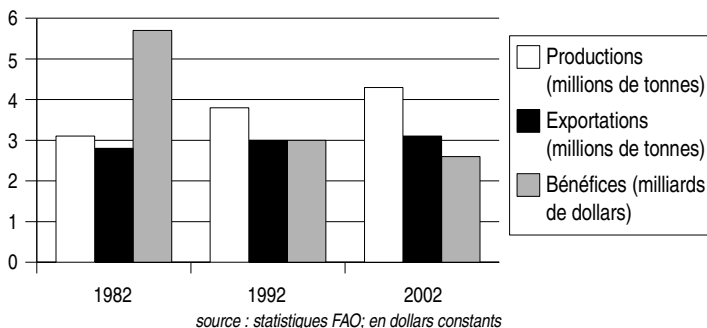
Notons enfin que la plupart des matières premières sont exportées *non transformées* par les pays du Sud. Cela signifie que la valeur ajoutée par la transformation demeure dans les pays industrialisés. Les pays du Sud produisent par exemple plus de 90 % des graines de cacao, moins de 50 % du beurre de cacao, un tiers de la poudre de cacao et seulement 4% du chocolat. L'Allemagne moule plus de cacao que le plus gros producteur du monde, la Côte d'Ivoire. En 2000, les ventes à l'exportation des pays producteurs de cacao s'élevaient à 2 milliards de dollars, alors que les ventes de chocolat dans les pays industrialisés représentaient plus de 60 milliards de dollars.

Davantage d'exportations, moins de devises

l'exemple du café

Les pays industrialisés représentent les deux tiers de la consommation mondiale de café, soit 4,5 kg/habitant/an environ. La consommation par habitant y est restée pratiquement constante pendant deux décennies. En revanche, la production de café dans les pays du Sud a augmenté (+ 25 % entre 1990 et 2000) et les prix à l'exportation ont baissé. Pour les pays du Sud, cela signifie davantage d'exportations pour de moins en moins de devises. Dans les années 70, les pays producteurs de café percevaient environ 20 % des revenus totaux du café consommé sur la planète. Cette part était tombée à 13 % au début des années 90. Du prix moyen de la tasse de café bue sur un comptoir, l'agriculteur du début de la chaîne de production ne perçoit vraisemblablement que moins de 1 %. Pourtant, le prix du café à la consommation n'a cessé de grimper : les ventes de café à la consommation sont passées en dix ans de 30 à 60 milliards de dollars. Dans le même temps, la part reçue par les pays producteurs de café est tombée de 10 à 6 milliards de dollars.

Le commerce du café vert de l'Amérique du Sud et de l'Afrique réunis :



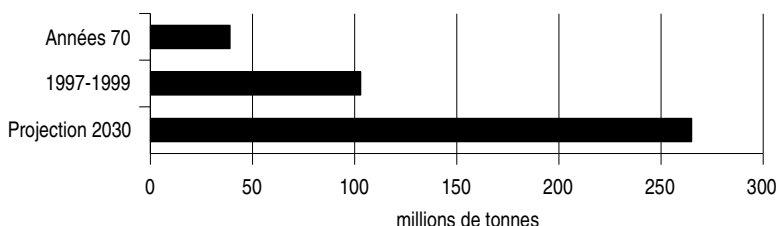
source : *Café commerce*, Geneviève de Boeck, éd OXFAM, 2002

3. La dépendance alimentaire

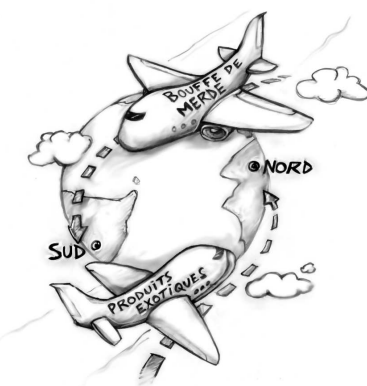
Les pays du Sud sont encouragés à exporter toujours davantage de matières premières à destination des pays du Nord. Ils se trouvent aujourd'hui dans une situation critique : les cultures vivrières sont insuffisantes. C'est pourquoi les pays du Sud importent de plus en plus de céréales des pays du Nord, se plaçant ainsi en situation de dépendance. Selon la FAO, *« les pays en développement vont devenir de plus en plus dépendants des importations de céréales. [...] Cependant, les pays les plus pauvres et qui souffrent de la plus grande insécurité alimentaire auront aussi tendance à être le moins en mesure d'importer des céréales. »**

Cette prévision de la FAO est à rapprocher des chiffres de la faim dans le monde. Sur notre planète, entre 1997 et 1999, 800 millions d'humains ont souffert de la faim tous les jours, près de deux milliards étaient atteints de carences alimentaires. En Asie, 35% de la population était considérée comme sous-alimentée, 34% en Afrique subsaharienne, 11% en Amérique latine et Caraïbes.

Importations de céréales des pays dits « en développement »



Parallèlement, l'aide alimentaire occidentale (très utilisée par les États-Unis) peut être considérée comme un soutien à l'exportation. En effet, les excédents de production sont achetés par l'administration et sont ensuite bradés ou donnés, ce qui permet d'écouler les stocks, de conquérir de nouveaux marchés et d'exercer une concurrence déloyale sur les productions locales. De fait, force est de constater que plus le prix mondial des céréales est bas, plus l'aide alimentaire délivrée par les États-Unis est forte. Ceci n'arrange évidemment pas l'insécurité alimentaire des pays du Sud.



* FAO, rapport sur l'agriculture mondiale à l'horizon 2015-2030 (<http://www.fao.org>).

4. La libéralisation des marchés agricoles

Depuis les années 80, l'agriculture des pays du Sud a été progressivement libéralisée, en grande partie sous la pression du Fonds Monétaire International : retrait de l'État, diminution des droits de douanes, suppression de certains quotas, etc.*

Depuis 1995, ce processus s'amplifie sous l'impulsion de l'Organisation Mondiale du Commerce. Aux agriculteurs des pays du Nord, on fait miroiter la perspective de fabuleux marchés alimentaires à conquérir dans les pays du Sud. Aux pays du Sud, on promet un accès plus facile aux marchés du Nord. Enfin, aux consommateurs de tous les pays, on promet la baisse des prix. Mais comme le souligne le chercheur Jacques Berthelot, *« ne sont en fait comptabilisés que les effets directement marchands des échanges. Tous les effets externes sont passés à la trappe : effets sur l'emploi, aménagement du territoire, environnement, qualité des produits, sécurité alimentaire, etc. »***

« Les marchés agricoles restent hautement protégés et leur libéralisation génèrerait une forte amélioration du bien-être global, duquel les économies émergentes et en transition tireront, dans l'ensemble, avantage. »

site internet de l'OCDE

Parmi les mesures dictées par l'OMC, notons la diminution des subventions directes (taxes, douanes, restitutions à l'exportation).*** Néanmoins, l'OMC autorise les aides dites *découplées* (aides générales de l'État, assurance-revenu, mesures agri-environnementales, etc.). Cette distinction est de taille puisque seuls les pays du Nord ont le potentiel économique pour *découpler* leurs aides. Ces derniers ont d'ailleurs entamé ce processus de transformation de leurs aides directes en aides découplées. Les États-Unis ont par exemple voté en 2002 une loi accroissant de près de 80% ces dernières.

Autre mesure dictée par l'OMC : tous les pays doivent ouvrir leur marché intérieur agricole aux importations, et ce sans droits de douane****. Par exemple, la Corée du Sud, autosuffisante en riz, doit désormais en importer. Combien de paysans du Sud vont disparaître du fait de la concurrence accrue avec les paysans du Nord, mieux équipés, plus productifs, subventionnés ? Contrairement à ce qu'affirment les institutions internationales, la libéralisation accroît l'appauvrissement et la dépendance des pays du Sud.

* cf. brochure *Pourquoi la dette des pays du Sud*, les renseignements généreux.

** *L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation* (voir bibliographie).

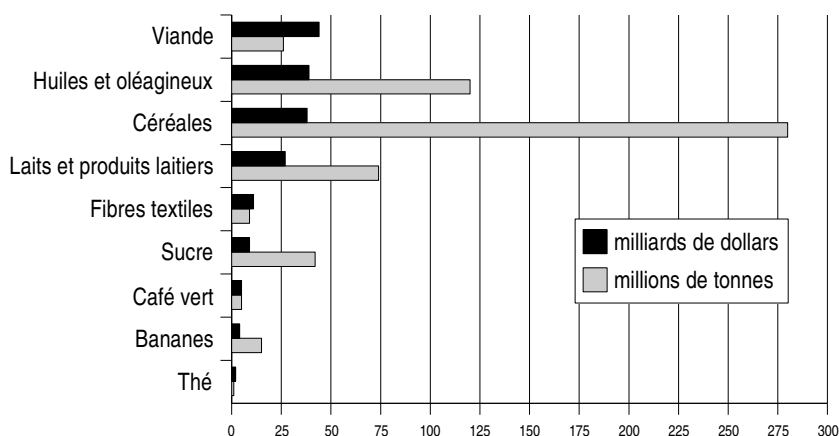
*** Les pays dits « développés » doivent les réduire de 36%, les pays dits « en développement » de 24%. Enfin, les pays dits « les moins avancés » ne sont pas contraints à prendre ces engagements.

**** à hauteur de 4% de la consommation intérieure pour les pays du Sud, 5% pour les pays du Nord.

Les échanges agricoles

Depuis 40 ans, le commerce mondial des matières premières agricoles augmente plus vite que la production agricole. Cependant, la part des échanges agricoles dans le commerce mondial diminue. Dans les années 60, elle représentait 25% du commerce mondial (en valeur). En 2001, ce chiffre est tombé à 9%, soit autant que le commerce de l'industrie automobile. En revanche, les échanges de produits manufacturés progressent sans cesse. Ils représentent désormais 75% des échanges mondiaux (4500 milliards de dollars environ).

Principales exportations mondiales en 2002 (estimations)



N.B : ce graphique ne prend pas en compte le total des fruits et légumes.

Ce graphique met en valeur l'importance économique du commerce de la viande. Les produits d'exportations "exotiques" des pays du Sud (bananes, thé, café...), bien que lucratifs, sont d'un volume nettement plus modeste.

Notons que ces chiffres sont très faibles comparés aux ventes pour les consommateurs. A titre d'exemple, les ventes au détail de produits alimentaires aux États-Unis étaient estimées à 440 milliards de dollars en 1999.

Source : statistiques FAO

Interlude : qui cueille les fruits des pays du Nord ?

Pour la récolte des fruits et légumes, l'agriculture intensive des pays du Nord s'accompagne d'un recours massif à une main d'œuvre issue de l'immigration clandestine. Les exploitants agricoles sont à la recherche d'une rentabilité maximale par la diminution des coûts de récolte. Or les fruits et légumes sont fragiles et demandent une manipulation délicate, difficilement mécanisable. Pour les choisir à la maturité voulue, rien ne remplace un cueilleur manuel. Enfin, comme les périodes et les volumes des récoltes sont aléatoires, l'agriculture intensive a besoin d'une grande quantité de mains pendant de brèves périodes, mobilisables rapidement.

Malléable, disponible et sous-payée, la main d'œuvre immigrée clandestine est idéale. Son utilisation est donc massive. Selon l'Observatoire Permanent de l'Immigration en Espagne, sur 9 000 travailleurs agricoles officiellement inscrits en Andalousie, on estime à 35 000 le nombre de clandestins. En France, plus de la moitié des travailleurs agricoles saisonniers seraient en situation irrégulière. Absence de protection sociale, salaires dérisoires, non-application du droit de travail voire des droits humains les plus élémentaires, ségrégation (cf. émeutes sanglantes anti-marocaines de El Ejido en Andalousie, en février 2000).... Cette face cachée de l'agriculture intensive est présente dans la plupart des pays européens. Notons que des dynamiques comparables sont présentes dans le secteur du BTP, de la restauration, de la confection ou encore des réseaux de prostitution.

Pourquoi l'agriculture intensive ne fait-elle pas appel à une main d'œuvre locale ? L'ANPE reçoit peu de demandes pour le travail de récolte saisonnière. Exposition aux produits phytosanitaires souvent dangereux, rémunération faible, travail physiquement difficile : seuls des étudiants, chômeurs ou gitans optent occasionnellement pour ce type de travail, le plus souvent « au black ».

Cueillis encore verts et mûrissant pendant leur stockage, bourrés de pesticides, gorgés d'eau et transportés sur des milliers de kilomètres, les fruits et légumes issus de l'agriculture intensive ont également un goût social bien amer.

Sources : Le goût amer de nos fruits et légumes, l'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe, *Forum Civique Européen*, numéro hors série mars 2002. Lire également les articles du mensuel CQFD (<http://www.cqfd.org>).

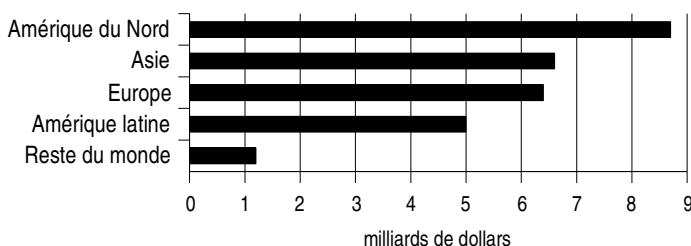
III Pollution : le cas des pesticides

Pollution des eaux (engrais et pesticides), appauvrissement des sols (diminution de l'humus, érosion)*, destruction de la biodiversité (disparition des zones humides et des bocages)... En 40 ans, l'agriculture intensive s'est développée au prix d'une importante dégradation des ressources naturelles. Nous avons choisi d'approfondir ici la pollution par les pesticides.

1. Que sont les pesticides ?

Dérivés des armes chimiques mises au point pendant la première et la seconde guerre mondiale, les pesticides sont des produits toxiques conçus pour tuer les organismes vivants. Les trois grandes familles des pesticides les plus utilisés sont les *insecticides*, les *herbicides* et les *fongicides*. Les principes actifs de certains pesticides ont une durée de vie de plus d'une dizaine d'années. Cela signifie que, bien après leur éventuelle interdiction, ils sont toujours présents dans l'environnement. Le commerce des pesticides est une activité industrielle florissante. En 2000, les ventes mondiales atteignaient environ 28 milliards de dollars. Il s'agit d'un marché de plus en plus ouvert aux pays du Sud.

Ventes mondiales de pesticides en 2000



Source : UIPP

* Selon la F.A.O., environ 10% des terres émergées de la planète sont propices à l'agriculture. Or plus de 50% des terres cultivables seraient dégradées, c'est-à-dire appauvries du point de vue de leur richesse biologique, de leur capacité à filtrer l'eau, parfois atteintes dans leur structure (porosité, formation d'agréats...) ou emportées par l'érosion. En France, le taux de matière organique dans le sol serait passé d'une moyenne de 4 à 2 % en l'espace de 20 ans. Dans le bassin parisien, ce taux frôle le zéro : cela signifie que la production ne résulte que de l'apport continu d'engrais. Pour plus de détails sur la destruction des sols par l'agriculture intensive, lire l'interview de Claude Bourguignon, microbiologiste des sols, disponible sur le site des renseignements généraux.

2. Où sont les pesticides ?

Les pesticides sont partout. Ils se dispersent dans l'environnement, voyagent sur de longues distances par les courants atmosphériques et marins, entrent sous forme de résidus dans notre alimentation, s'accumulent dans les graisses, se concentrent le long des chaînes alimentaires.* Il est cependant difficile de mesurer précisément le niveau de contamination de l'environnement. La pollution est hétérogène, les analyses sont onéreuses et les recherches relativement rares. Néanmoins, voici un certain nombre de données permettant de mesurer l'ampleur de la présence des pesticides...

... dans notre eau

En 1997, la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales françaises mettait en évidence la présence de résidus de pesticides dans un tiers des prélèvements d'eau de consommation française (217 pesticides étaient recherchés). Le Département américain de l'agriculture estime pour sa part que 50 millions d'américains consomment une eau potentiellement contaminée par les résidus de l'agriculture. Les nappes phréatiques sont également touchées. Pour la période 1995-1998, selon l'Institut Français de l'Environnement, le pesticide atrazine est présent dans plus de 50% des cas où il a été recherché dans les eaux souterraines. Les eaux embouteillées ne sont pas forcément épargnées. Une enquête du magazine *Que Choisir ?* a en effet mis en évidence la présence d'atrazine dans certaines eaux de source et minérales.**

Lors de la pulvérisation, 25 à 75% des quantités de pesticides appliquées sur les cultures s'évaporent et se retrouvent ensuite dans les eaux de pluie. Un exemple : entre 1995 et 1996, l'Institut National de Recherche Agronomique de Rennes a installé des stations de mesure de pesticides dans les précipitations. Presque tous les échantillons en contenaient. En 1998, une étude similaire menée aux Pays-Bas mettait en évidence la présence de pesticides dans l'eau de pluie, dont certains interdits depuis des décennies comme l'heptachlore. Au final, les pesticides diffusés dans les champs peuvent faire le tour de la terre, comme en témoigne l'intoxication grave des Indiens Inuits du Canada. Les poissons et les phoques dont ils se nourrissent sont contaminés par les pesticides provenant des rivières, de la mer et des pluies.



* Exemple : le pesticide DDD est présent à 0,014 ppm – parties par millions- dans le lac « Clear » de Californie, à 5 ppm dans le phytoplancton, à 100 ppm dans les poissons, à 2500 ppm dans la grèbe.

** <http://www.quechoisir.org/>

... dans nos maisons

Produits de traitement pulvérisés par les jardiniers amateurs, poussières et particules de terre, colliers antiparasites des animaux domestiques, bombes aérosols, boîtes appâts... L'air intérieur des maisons est parfois plus concentré en pesticides que l'air extérieur. selon L'EPA (agence de l'environnement aux États-Unis), plus de 80% des ménages américains utilisent 3 à 4 pesticides différents dans leur maison. Une étude allemande met en évidence du pesticide perméthrine dans 90% des foyers étudiés.

... dans nos aliments

En 2001, une enquête de la Commission européenne signalait la présence de pesticides dans 36 % des quelques 40 000 échantillons de fruits, légumes et céréales européens analysés (le contrôle portait sur une centaine de pesticides). En France, ce taux atteignait les 54 %, dont presque 10 % au-dessus des seuils autorisés (notamment les laitues : 30 % d'entre elles dépassaient les doses admissibles de pesticides). Une récente étude hollandaise a analysé 100 échantillons de raisins de table : 70 % des raisins contenaient au moins un résidu de pesticide, 35 % à des teneurs plus élevées que la réglementation. Dans l'État de Californie, une étude portant sur plus de 5500 échantillons et 160 substances recherchées a conclu qu'un tiers des fruits et légumes contenaient des résidus de pesticides.

... dans nos corps

Tout adulte européen a accumulé entre 300 et 500 produits chimiques industriels différents qui se retrouvent stockés dans le sang, les urines, le lait maternel, les tissus adipeux et autres organes.

La France, numéro 1 des pesticides

La France était en 2002 le plus gros exportateur mondial de pesticides, (juste devant l'Allemagne et les États-Unis), et le troisième consommateur mondial (avec plus de 100 000 tonnes en 1999). 40 % des pesticides consommés sont utilisés pour la vigne, 10 % sont répartis vers des utilisations autres qu'agricoles (jardinage, espaces verts, voiries, etc.). Premier producteur agricole européen (plus de 20% de la production), la France est notamment le premier producteur de maïs, qui consomme plus de 40 % de la production totale européenne d'herbicides. Rapportée à la consommation par hectare, la France est cependant dans une position moyenne (environ 4,5 kg de pesticides par hectare contre 17,5 pour les Pays-Bas). Elle dispose en effet de la plus grande surface agricole utilisée (plus de 20% de la surface agricole européenne). Paradoxalement, les villes sont les endroits où l'on utilise le plus de désherbants par hectare d'espaces traités. Les golfs et équipements touristiques sont notamment de gros consommateurs d'herbicides (une surface enherbée d'un sol consomme cinq fois plus de pesticides que la même surface cultivée).

Source : FAO, Sénat

3. Les pesticides et la santé

L'impact des pesticides sur la santé est difficile à évaluer : il existe une multitude de pesticides utilisés (entre 500 et 700 rien qu'en France), les études épidémiologiques sont rares*, les recherches fixant les seuils réglementaires admissibles dans les aliments sont réalisées sur des animaux, enfin, l'effet des combinaisons de pesticides est mal connu. Néanmoins, voici quelques pistes suffisamment alarmantes :

Les pesticides organochlorés (chlordane, DDT, Lindane, methoxychlor, etc.) sont considérés comme déclencheurs de tumeurs et de pathologies neurologiques (atteintes de la mémoire, dépression, maladie de Parkinson, etc.). Certains types de cancer, en particulier le cancer du sein et celui des testicules (de plus en plus nombreux) sont liés à la présence d'oestrogènes synthétiques ou xénoestrogènes dans notre environnement (produits par le DDT notamment). Ces substances sont pour la plupart toujours utilisées. Des liens ont été démontrés entre certains pesticides domestiques et des cas de leucémie ou de cancer du cerveau, de l'estomac et de la prostate. Des pesticides et des fertilisants ont été associés à l'apparition des cancers gastriques ou bronchiques, ou encore d'allergies. Les viticulteurs français ont, selon une étude récente, un risque de cancer du cerveau dû aux pesticides de 25 % supérieur à la population générale. De manière générale, la maladie de Parkinson, les sarcomes et les cancers du cerveau sont décelés en proportion très supérieure chez les agriculteurs : 5 % chez eux contre moins de 1 % dans la population totale. Notons que selon la Mutualité sociale agricole, un agriculteur sur dix déclare avoir été victime de troubles après la manipulation de pesticides. Les pesticides constituent donc un risque de santé majeur.**

Chaque année, les pays du Nord interdisent l'utilisation de certains pesticides suite à la découverte de leur risques. Néanmoins, la plupart des pesticides périmés ou interdits dans les pays industrialisés sont envoyés dans les pays du Sud (des centaines de milliers de tonnes selon la FAO). Imaginons les conséquences dans ces pays où les normes de sécurité et les contrôles sont encore plus faibles que dans les pays occidentaux... Enfin, notons que les industries ont tendance à augmenter la toxicité de leurs produits, car les espèces ciblées s'adaptent peu à peu aux produits utilisés.

* De manière générale, les études sur la toxicité des produits chimiques pouvant se retrouver dans notre alimentation sont rares. Sur les 23 millions de substances aujourd'hui répertoriées, seules un millier par an sont testées (source : *Toxiques alimentaires*, Marie Langre, ed Libro, 2004).

** Pour les humains, mais aussi les animaux. Par exemple, on estime qu'aux États-Unis, entre 1977 et 1987, 6 à 14 millions de poissons sont morts, chaque année, à cause des pesticides. (cf. *Pesticides, le piège se referme*, voir bibliographie)

En guise de conclusion

Les nuisances de l'agriculture intensive sont immenses : gaspillage, dégradation de l'environnement, pollution par les pesticides, destruction de la souveraineté alimentaire des pays du Sud, fruits et légumes de qualité lamentable, etc.

Sachant tout cela, que faire ?

D'abord, ne pas nuire. A commencer par le choix de son alimentation : arpenter les marchés de producteurs locaux plutôt que les grandes surfaces, choisir de préférence des produits issus de l'agriculture biologique, expérimenter d'autres types d'alimentation (végétarisme*, végétalisme, etc.), rejoindre une AMAP (Association de Maintien de l'Agriculture Paysanne)**, faire son propre jardin... Des alternatives existent !

Cependant, cette démarche reste insuffisante si nous ne sommes pas plus nombreux à refuser les tomates insipides, les pesticides ou l'agro-alimentaire industriel. Des combats politiques sont également nécessaires. Pour lutter contre l'agriculture productiviste, il est possible de participer aux actions de la Confédération paysanne, des faucheurs volontaires*** ou du mouvement international Via Campesina****.

L'agriculture concerne la vie et l'environnement de tous les êtres vivants de la planète. Espérons qu'elle deviendra de plus en plus « *un axe central de contestation et une référence de la résistance.* »*****

* **S'informer sur le végétarisme** : <http://www.vegetarisme.info/>

** **Pour rejoindre ou créer une AMAP** : <http://alliancepec.free.fr/Webamap/>

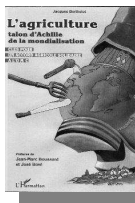
*** **pour rejoindre les faucheurs volontaires** : <http://www.monde-solidaire.org>

**** **Mouvement Via Campesina** : <http://fr.viacampesina.org>

***** José Bové dans *Le monde n'est pas une marchandise*, La découverte, 2000

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici quelques ouvrages pour approfondir...



L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation

Jacques Berthelot, éd L'Harmattan, 2001

Un ouvrage touffu, précis et méticuleusement argumenté. Chiffres à l'appui, Jacques Berthelot décrypte les mécanismes de l'agriculture mondiale et les impacts de l'agriculture intensive occidentale sur les pays du Sud.

Pesticides, le piège se referme

François Veillerette, éd Terre Vivante, 2002

François Veillerette présente ici une synthèse des recherches effectuées sur les pesticides à travers la planète, depuis plusieurs dizaines d'années. Saisissant.



La guerre au vivant

Jean-Pierre Berlan, éd Agone, 1999

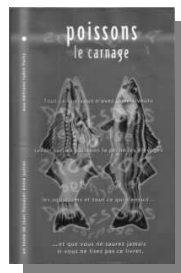
Un recueil d'analyses de différents spécialistes des OGM, dont Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'INRA. Pédagogique, cet ouvrage explique pourquoi la présentation des OGM comme facteur d'amélioration du sort des populations du Tiers Monde est une mystification.

Poissons, le carnage

Joan Dunayer, Ed Tahin-party, 2004

téléchargeable gratuitement sur <http://tahin-party.org>

Après l'agriculture, la pêche intensive ! Selon le PNUD, presque 75 % des zones de pêche sont exploitées à pleine capacité, surexploitées ou épuisées. Environ 30% des espèces marines sont exterminées ou en voie d'extermination. Les coraux et les mangroves ont été divisées par 2 en 40 ans. Alors que les capacités de pêche dans le monde dépasseraient de 30 à 40% les ressources naturelles, les quantités pêchées stagnent voire déclinent depuis plusieurs années.



Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

NUCLÉAIRE : JUSQU'ICI TOUT VA BIEN



***Quelques éléments souvent méconnus
concernant l'énergie atomique***

Pourquoi cette brochure ?

Sommes-nous suffisamment informés pour nous construire une opinion juste sur le nucléaire ?

Cette brochure expose un certain nombre d'informations souvent méconnues sur la sécurité des installations nucléaires, la gestion des déchets radioactifs et la prolifération atomique. Nous nous sommes essentiellement attachés au cas de la France.

Fidèles à la philosophie de nos exposés, nous nous sommes efforcés de rassembler un maximum d'éléments de synthèse, sans pour autant approfondir tous les sujets ni prétendre à l'exhaustivité. En revanche, sur chacun des thèmes abordés, des informations plus précises existent. Vous trouverez notamment en bibliographie une sélection des ouvrages qui nous ont semblé les plus intéressants.

Fructueuse lecture.

PLAN

I	Qu'est-ce que la radioactivité ?	page 3
II	Le nucléaire en France	page 6
III	La sécurité des installations nucléaires	page 9
IV	Les déchets nucléaires	page 15
V	La prolifération atomique	page 21

Un grand merci à Sylvain pour ses illustrations, et au réseau Sortir du nucléaire (www.sortirdunucleaire.org) pour les cartes et schémas transmis.

I Qu'est-ce que la radioactivité ?

La radioactivité a été mise en évidence à la fin du 19^{ème} siècle. Elle désigne des rayonnements émis par pratiquement toute matière présente sur Terre (roches, ultra-violets solaires, etc.). La radioactivité existe donc partout, à des degrés divers, même si les sens humains sont incapables de la percevoir.

1. La fission nucléaire

En 1938 est découverte la *fission nucléaire* : placées dans certaines conditions, des matières radioactives réagissent et produisent une forte énergie thermique pouvant aller jusqu'à l'explosion. Ce phénomène nécessite une certaine quantité de matières hautement radioactives, appelée la *masse critique**. Une première application sera la bombe atomique**. La production d'électricité constitue une seconde application. En créant puis en contrôlant une fission nucléaire, l'énergie thermique produite chauffe un circuit d'eau qui entraîne des turbines produisant de l'électricité. Mais la production électrique nucléaire a surtout un intérêt militaire : une partie de l'uranium (minéral naturel) utilisé dans les centrales nucléaires se transforme par la fission en plutonium (composé artificiel). Or la masse critique du plutonium n'est que de 6 kg environ – le volume d'une orange - contre plus de 200 kg pour l'uranium : la fabrication des bombes atomiques est ainsi facilitée.

2. La fusion nucléaire

Après la seconde guerre mondiale, la *fusion nucléaire* est découverte : soumis à une très forte chaleur (millions de degrés), l'hydrogène et plusieurs éléments radioactifs réagissent et produisent une énergie colossale. L'application militaire de ce phénomène est rapidement trouvée : ce sera la bombe H. L'application "civile" est en recherche depuis de nombreuses années, mais se heurte à des contraintes techniques immenses : comment créer et contrôler des températures avoisinant les 150 millions de degrés ?***

* C'est pourquoi les déchets de haute activité (Plutonium, Uranium, etc.) doivent être maintenus séparés en petits volumes pour éviter l'auto-déclenchement d'une explosion nucléaire.

** En 1945, une bombe à l'uranium est lancée sur Hiroshima, puis une bombe au plutonium sur Nagasaki. Au total : plus de 150 000 victimes immédiates. « *Une révolution scientifique* », titrait *Le Monde* du 8 août 1945...

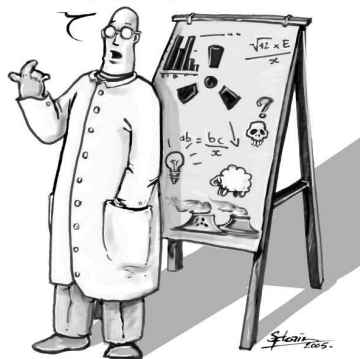
*** Début 2005, le gouvernement français a décidé la construction d'un réacteur expérimental de fusion, ITER, sur le site de Cadarache. Budget prévisionnel : 12 milliards d'euros, échelonnés sur 10 ans.

3. Les effets biologiques de la radioactivité

Les premiers programmes nucléaires se souciaient guère des dangers de la radioactivité. Par exemple, les barreaux d'uranium de la première pile atomique française étaient manipulés à la main. Mais les multiples cas de cancers et de leucémies ont rapidement révélé les effets néfastes de la radioactivité. En effet, l'organisme humain confond certains éléments radioactifs avec d'autres éléments nécessaires à sa physiologie. Par exemple, il fixe dans la glande thyroïde l'iode 131 (radioactif) à la place de l'iode 126, ne distingue pas le strontium 90 (radioactif) du calcium 40, etc. Or l'irradiation ou l'ingestion de ces éléments provoquent des lésions, cancers, troubles physiologiques ou leucémies. La radioactivité a également un pouvoir mutagène : elle modifie la structure de l'ADN, ce qui peut se traduire par des stérilités ou des malformations congénitales chez les enfants nés de parents contaminés avant sa conception*.

Si les effets des fortes doses sont manifestes, il en va tout autrement de la radioactivité diffuse, dont les conséquences peuvent se révéler des dizaines d'années après la contamination. Cependant, des doses annuelles acceptables pour la population ont été définies par les institutions nucléaires. Elles sont largement controversées : les études épidémiologiques sont rares et leurs conclusions âprement discutées (l'étude la plus importante réalisée à ce jour a été menée sur les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki). De plus, de nombreux chercheurs affirment que toute radioactivité, même à faible dose, peut avoir une action mutagène. Ou encore que toute idée de « dose annuelle admissible » est absurde du fait de l'accumulation des éléments radioactifs dans l'organisme.**

" La preuve que les faibles doses de radioactivité
ne sont pas dangereuses :
nous n'avons pas fait d'études épidémiologiques
pour nous en assurer ...
Hé oui, c'est SCI_EN_TI_FIQUE !! "



* Les "enfants de Tchernobyl" en sont des exemples tragiques (cf. *L'héritage de Tchernobyl*, reportage photo disponible auprès du Réseau Sortir du Nucléaire - www.sortirdu nucleaire.org)

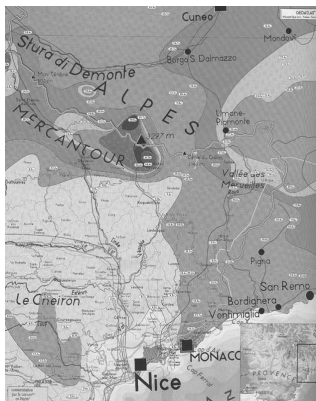
** Selon la Commission Internationale de Protection Radiologique, « toute dose de rayonnement comporte un risque cancérogène et génétique » (rapport de 1990). Au Bélarus, le professeur Youri Bandajevsky a étudié les effets des faibles doses de radiation sur la santé. Il a établi la corrélation entre la contamination interne (alimentation) par le Césium 137 et de nombreuses pathologies. Suite à une machination, ses travaux ont été stoppés, son service démantelé et il a été condamné à 8 ans de travaux forcés. Il a été libéré le 8 août 2005 (cf. comité Bandajevsky www.comite-bandajevsky.org).

Impossible, à notre niveau, de trancher ce débat. D'autant plus que les études épidémiologiques sont complexes : les faibles doses sont délicates à mesurer, leurs effets longs à se déclencher. Les études doivent être menées sur le long terme, concerner une large population, nécessiter une coordination de tous les services de santé : une procédure coûteuse et inaccessible sans une volonté active de l'État. Mais répétons ce constat significatif : aucune étude épidémiologique d'envergure n'a été réalisée sur le sol français, pays pourtant le plus nucléarisé du monde.

Quelle radioactivité dans notre environnement ?

La radioactivité peut être d'origine naturelle (roches cristallines, rayons cosmiques et ultraviolets solaires, gaz radon*, etc.) ou artificielle (retombées des tirs atomiques, rejets courants ou accidentels des installations nucléaires, résidus et déchets nucléaires, radiographies, etc).

Concernant la radioactivité artificielle, le césium 137 en est un très bon indicateur. En effet, celui-ci n'existe pas dans la nature : il s'agit d'un produit de *fission nucléaire*, qui témoigne également de la présence de nombreux autres composés radioactifs. Suite aux essais nucléaires atmosphériques**, dont les retombées se sont diluées sur l'ensemble de la Terre, le césium 137 est actuellement présent sur toute la surface du globe. Mais dans certaines zones, son activité est beaucoup plus forte, notamment suite au nuage de Tchernobyl (cf. encadré page 13). En 2002, la CRIIRAD a publié un atlas de la radioactivité du césium 137 en Europe, plus précis pour la France (cf. bibliographie). Les résultats sont extrêmement inquiétants.



Globalement, la radioactivité artificielle est sans commune mesure avec la radioactivité naturelle. Par exemple, en juin 1997, la radioactivité des effluents rejetés par l'usine de La Hague (Normandie) était plus de 17 millions de fois supérieure à la radioactivité de la mer.

* Le radon, gaz naturel radioactif, est la seconde cause de cancer du poumon après le tabac. S'échappant des sous-sols volcaniques et granitiques ainsi que de certains matériaux de construction, il est présent partout à la surface de la terre.

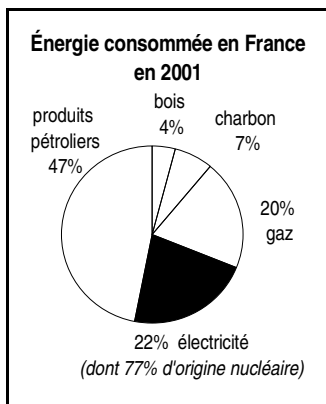
** Environ 500 essais nucléaires atmosphériques ont été réalisés depuis 1945.

II Le nucléaire en France

Si les premiers réacteurs français furent développés dans les années 50, la décision d'équiper la France d'une soixantaine de réacteurs date de 1974, au lendemain de la crise pétrolière.* Au total, 58 réacteurs ont été construits, dont 54 sous licence américaine (technologie *westinghouse*).

Actuellement, l'électricité d'origine nucléaire représente plus de 75% de la production électrique française**. Cependant, l'énergie nucléaire ne représente qu'environ 15% de la consommation énergétique totale française. La France est essentiellement dépendante des produits pétroliers. Notons que l'énergie nucléaire française est exportée : l'équivalent de 12 réacteurs produisent de l'électricité destinée à nos voisins européens, essentiellement en Suisse et en Italie.

La filière nucléaire est relativement complexe. Au départ, l'uranium est extrait sous forme de minerai***, puis acheminé dans des usines pour être transformé en combustible. Ces usines produisent de l'*uranium enrichi*, combustible destiné aux centrales nucléaires, et de l'*uranium appauvri*, stocké ou utilisé à des fins militaires (blindage, obus, cf. page 18). Cette étape nécessite une grande quantité d'énergie : 4 réacteurs sont nécessaires pour la fabrication du combustible nucléaire français. Après son utilisation dans les centrales nucléaires, le combustible usagé est envoyé dans une usine de retraitement (cf. page 19), où sera extrait le *plutonium* généré par la fission nucléaire. Ce *plutonium* est soit stocké, soit utilisé à des fins militaires (bombes), soit mélangé à de l'uranium appauvri pour former du MOX, un combustible réutilisable dans les centrales. Toutes ces étapes génèrent des déchets et des effluents radioactifs.

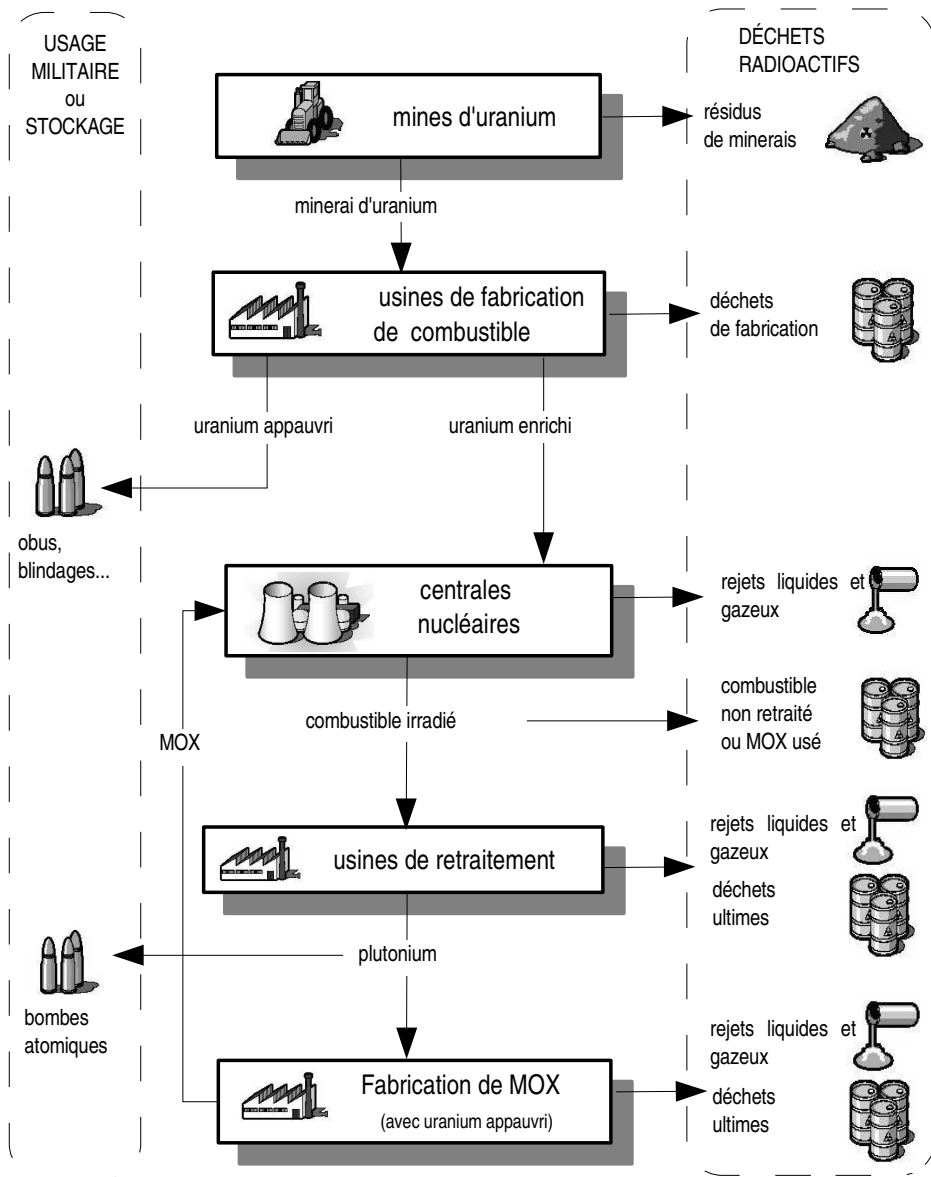


* sur la crise pétrolière, cf. brochure *A qui profite la dette ?*, Les renseignements généraux.

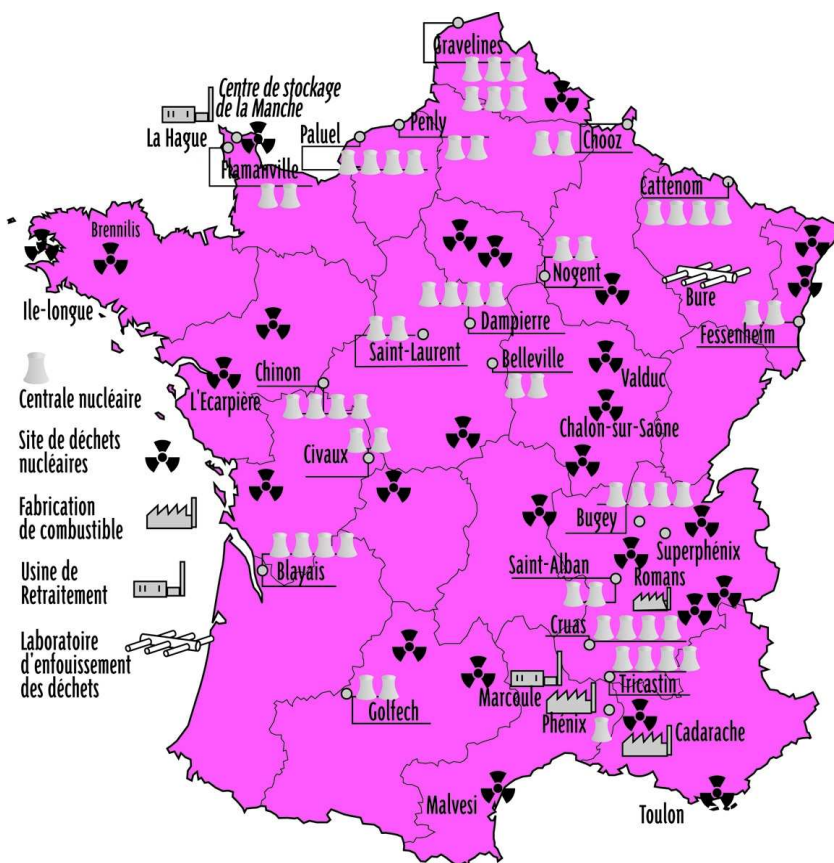
** Un chiffre bien supérieur aux autres puissances nucléaires, qui justifie à la France le titre de "pays le plus nucléarisé du monde". À titre de comparaison, les États-Unis possèdent une centaine de réacteurs, mais ces derniers ne fournissent qu'un cinquième de l'électricité du pays.

*** Actuellement, 100% de l'uranium est importé, essentiellement du Canada ou d'Afrique, notamment du Niger. Dans ce pays, les conditions de travail et de sécurité dans les mines d'uranium sont accablantes (cf. dossier de la *CRIIRAD*, www.criirad.org et des *Amis de la Terre* www.amisdelaterre.org).

Schéma simplifié de la filière nucléaire



Les installations nucléaires en France



Les installations nucléaires dans le monde

Fin 2002, on comptait officiellement 441 réacteurs nucléaires dans le monde, répartis sur 32 pays. Mais 6 pays produisent à eux seuls plus de 75% de l'électricité nucléaire mondiale (États-Unis, France, Japon, Allemagne, Russie, Corée du Sud). En 2000, le nucléaire représentait moins de 5% de l'énergie consommée dans le monde, contre 35% pour les produits pétroliers, plus de 20% pour le gaz, près de 25% pour le charbon, et moins de 5% pour l'énergie hydraulique. Actuellement, très peu de réacteurs nucléaires sont en construction, essentiellement en Asie. En Europe, de nombreux pays refusent cette énergie (Italie -par référendum, après la catastrophe de Tchernobyl-, Danemark, Autriche, Portugal...) ou ont lancé des programmes de sortie du nucléaire (Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Suède...).

III La sécurité des installations nucléaires

Quelle que soit la rigueur de conception et de gestion des centrales, le risque zéro n'existe pas. Erreur humaine, défaillance technique, événement climatique ou acte de malveillance : comme toute usine, les installations nucléaires subissent des incidents, et, parfois, des accidents. La plupart sont minimisés, certains tenus secrets. A ce sujet, il existe cependant une littérature abondante et des informations régulièrement mises à jour. Il s'agit sans aucun doute de la partie émergée de l'iceberg.^{*}

1. En France, des incidents réguliers

Fuite radioactive à la centrale de *Civaux* (1998), inondation à la centrale du *Blayais* (1999), dysfonctionnements à *Cadarache* (2001), surchauffe à *Fessenheim* (2003)... Ces quelques incidents majeurs choisis parmi une liste relativement longue sont les conséquences visibles de dysfonctionnements réguliers.

Pour la seule année 1996, la DSIN^{**} a recensé près de 500 incidents officiels dans les installations nucléaires françaises^{***} : 74 % suite à des erreurs humaines, 26 % suite à des défaillances matérielles. Ces dernières témoignent de l'usure du parc nucléaire français, initialement conçu pour durer 25 ans : déformation des assemblages de combustibles, fragilisation des cuves et des circuits hydrauliques, défauts d'étanchéité, etc. De plus, les rapports de la DSIN notent régulièrement des non-respect de normes de sécurité.

Les récits d'incidents sont nombreux dans la presse spécialisée. On parle de canettes de bière dans les générateurs de vapeur, de clef à molette dans la cuve d'un réacteur, d'ouvertures intempestives de vannes, d'obturation des prises d'eau de refroidissement par des déchets flottants en rivière, etc. Quelques exemples : en juillet 1994, à *Tricastin*, une visseuse de 20 kilogrammes tombe dans la piscine de stockage du combustible : la peau de la piscine est percée et mille litres d'eau contaminée se répandent dans le bâtiment réacteur. En mai 1996, à *Gravelines*, un agent confond le réacteur en marche et celui à l'arrêt.

^{*} Pour un exposé plus détaillé, lire *L'insécurité nucléaire*, Stéphane Lhomme, éditions Yves Michel, 2006.

^{**} Direction de la sûreté des installations nucléaires, organisme étatique d'inspection et de contrôle. Depuis 2002, la DSIN est devenue la DGSNR (Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection).

^{***} 516 incidents répertoriés officiellement en 2002 (source : *Science et Vie*, mars 2004).

A ces problèmes de maintenance s'ajoutent parfois des actes de dégradation volontaire. Ainsi, en décembre 1995, 14 "actes de malveillance" sont perpétrés dans les centrales nucléaires lors des grandes grèves. Par exemple, le 8 décembre, alors que la centrale du *Blayais* tourne à plein régime, du sel est volontairement introduit dans le circuit secondaire d'échange de chaleur d'un réacteur. Autre exemple d'un autre genre mais tout aussi inquiétant : en 1979, *Le Monde* publie un fait divers survenu à *La Hague* : un technicien avait placé des éléments hautement radioactifs sous le siège de la voiture de son chef d'atelier, qui s'évanouit au volant. Il était donc possible de sortir des éléments hautement radioactifs de l'usine.

Qu'en est-il des conditions de travail ? En 1991, des chercheurs du laboratoire de psychologie du travail des *Arts et Métiers* effectuent une enquête au service maintenance de la centrale de *Chinon*. Dans un rapport accablant, ils notent un état de délabrement moral : « *la tricherie est ordinaire [...] Les doutes des agents de la sûreté résultent de ce qu'ils ont des preuves qu'il est possible de dissimuler des travaux non faits ou mal faits. Et que non seulement c'est possible, mais que cela devient une pratique non exceptionnelle.* » D'autres enquêtes de ce type ont abouti à des conclusions similaires. Comment ne pas y songer en lisant ce communiqué de la CGT des Mines-Énergie en avril 2002 : « *L'éclatement du salariat intervenant dans les installations, les pressions incessantes sur le prétendu coût du travail ainsi que la sous-traitance en cascade engendrent des doutes sur la sûreté et la sécurité* » ? Dans un contexte de privatisation d'EDF, comment rester serein ?

Pour terminer ce bref tour d'horizon de la sécurité des installations nucléaires, évoquons les possibilités d'attaque. Une centrale résisterait-elle à l'écrasement d'un boeing 747^{***} ? Ou à l'assaut d'un groupe bien entraîné et bien organisé ?

Une discothèque très "branchée"

Un agent EDF de la centrale de Bugey, dans l'Ain, s'adresse aux journalistes : « *Ce qui nous fait peur, ce sont ces personnes qui volent des systèmes sans se poser de questions [...] J'ai en tête le cas d'un gardien de nuit qui a sectionné un câble de raccordement mettant hors d'usage un groupe électrogène diesel. Il s'occupait de l'éclairage dans une discothèque des environs, et comptait se servir du câble ultraconducteur pour améliorer ses branchements.* » C'est justement à la centrale du Bugey où, le 13 avril 1984, les agents EDF ont dû solliciter tour à tour les trois groupes électrogènes afin de redémarrer les pompes de refroidissement. Un seul a fonctionné, empêchant de justesse la fusion du cœur (Cité dans *Sciences et Avenir*, avril 1997).

* Un exemple des conséquences de la course au profit : en juin 2003, le *Réseau Sortir du Nucléaire* a contribué à révéler qu'EDF avait falsifié des rapports de données sismiques pour s'éviter de lourds travaux de remise aux normes.

** En mai 2006, le réseau *Sortir du Nucléaire* a rendu public un document Confidentiel Défense émanant d'EDF et portant sur la faible résistance de l'EPR (le nouveau réacteur français) aux chutes d'avion de ligne. On peut y lire « *qu'EDF n'envisage pas d'assurer une capacité de résistance vis-à-vis de tout acte de guerre ou tout acte terroriste envisageable* » (rapport téléchargeable sur www.sortirdunucleaire.org).

2. Des accidents nombreux

Officiellement, la probabilité d'un accident nucléaire majeur en France est négligeable. Mais cette affirmation est controversée. Par exemple, le 14 février 1990, *Le Canard enchaîné* publiait des extraits d'un rapport confidentiel d'un inspecteur général pour la sûreté nucléaire. A propos des risques d'accident grave, on pouvait y lire « *Dans l'état actuel de sûreté du parc EDF, la probabilité de voir survenir un tel accident sur une des tranches du parc dans les 10 ans à venir peut être de quelques pour cent.* »

Cependant, ces controverses statistiques nous semblent déplacées. En effet, quelle que soit sa probabilité, *aussi faible soit-elle*, un événement possible signifie qu'il peut se produire. Il ne se mesure pas à l'aune de ses fréquences, pur modèle mathématique intellectuel, mais à celles de ses conséquences, réelles et palpables. Or il suffit d'observer les conséquences de Tchernobyl pour prendre conscience de ce que signifie une catastrophe nucléaire (voir encadré page 13).



Les accidents nucléaires dans le monde

Tchernobyl est loin d'être le seul accident nucléaire que la Terre ait connu. On estime qu'une soixantaine d'accidents graves sont survenus dans le monde depuis 1945. Ainsi, l'explosion de *Tchéliabinsk* (ex-URSS) en 1957, considérée comme l'équivalent de Tchernobyl^{*} : une cuve de produits radioactifs explose, générant un nuage radioactif répandu par le vent sur une traînée de 1000 km de long. La même année, le réacteur de la centrale de *Windscale* (Angleterre) doit être noyé suite à un incendie : un nuage radioactif se répand sur l'Angleterre et atteint le Danemark. Cet accident, considéré comme le plus grave survenu en Europe occidentale, sera officiellement reconnu en 1979, et l'enquête scientifique commanditée par le gouvernement cette année-là montra que l'accident a pu générer des cancers et des anomalies génétiques. En 1979, le réacteur de la centrale de *Three Mile Island* (États-Unis) explose et libère des produits radioactifs dans l'atmosphère. En 1981, un incendie se déclare à l'usine de *La Hague* (France), contaminant 400 agents de l'usine. La contamination du lait et des végétaux des alentours dépassa plus de 300 fois les limites réglementaires.

^{*} Suite à Tchernobyl, on estime que 2,5 millions de curie (voir définition en annexe) de césium 137 ont été éparpillés sur près de 2000 km². A Tchéliabinsk, il s'agirait de 2 millions de curie sur plus de 20000 km².

Citons également l'explosion d'une cuve radioactive à *Oak Ridge* (États-Unis, 1965), l'accident grave de la pile *Silvæ* (Grenoble, 1967), l'incendie de la centrale de *Chevtchenko* (ex-URSS, 1974), la fusion d'éléments combustibles de la centrale de *St-Laurent-des-Eaux* (France, 1980), l'incendie de la centrale de *Vandellos* (Espagne, 1989), l'explosion d'une cuve radioactive à *Tomsk* (ex-URSS, 1993), l'emballlement de la centrale de *Tokai-mura* (Japon, 1999), la fuite radioactive des centrales de *Mihama* (Japon, 2004) et *Temelin* (Tchéquie, 2006)... La liste est longue et se rallonge chaque année*. Chacun de ces accidents a engendré des victimes, des irradiations ou d'importantes pollutions radioactives.

Pour compléter ce panorama des accidents nucléaires, ajoutons :

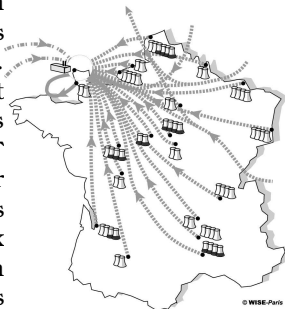
- *les chutes accidentelles d'avions porteurs de bombes*. 6 appareils de l'armée des États-Unis se sont officiellement abattus en mer avec leurs missiles nucléaires. Autre exemple : en 1966, un B52 perd accidentellement ses 4 bombes H au-dessus de Palomarés (Espagne) : une se pose au sol grâce à son parachute, deux contaminent des terrains en s'écrasant sans exploser, la dernière est récupérée en mer.
- *les naufrages de sous-marins nucléaires*. Une dizaine sont connus. Un seul exemple : en 1968, le sous-marin soviétique K27 subit une grave avarie qui irradie tout l'équipage, faisant 5 morts immédiats. Il sera laissé "en observation" pendant 12 ans, puis coulé avec ses réacteurs dans le "cimetière nucléaire" marin de la Nouvelle-Zemble.
- *La chute de satellites alimentés par des piles atomiques*. De nombreux satellites et sondes produisent leur électricité par un mini-réacteur utilisant du plutonium ou de l'uranium enrichi. En 1978, le Cosmos 954, porteur d'un générateur uranium, se désintègre au-dessus du nord-ouest du Canada. La contamination peut également se produire pendant le lancement : en 1998, la fusée Titan 4 explose au lancement avec 30 kg de dioxyde de plutonium.

Qui contrôle les installations nucléaires ?

En France, il existe plusieurs organismes officiels de contrôle et de réglementation du nucléaire : l'IRSN (santé du public et des travailleurs du nucléaire), la DGSNR (sécurité des installations nucléaires, les inspecteurs sont soumis à la loi du secret absolu), la CSSIN et la CLI (information du public), etc. Leur manque d'indépendance est structurel : l'État est à la fois celui qui produit et celui qui contrôle, celui qui décide et celui qui informe. La CRIIRAD a de nombreuses fois mis en valeur les sous-estimations ou les oublis des organismes de contrôle. Par exemple, elle a pris un jour l'initiative de "contrôler les contrôleurs" du poste de contrôle chargé d'analyser les rejets de *La Hague* : la présence d'iode 129 n'avait pas été mentionnée aux maires dans les échantillons testés.

* Le 26 juillet 2006, un accident grave est survenu dans la centrale suédoise de Forsmark. Suite à une panne générale d'électricité, les groupes électrogènes de secours n'ont pas démarré automatiquement, nécessitant une intervention manuelle. L'explosion nucléaire a été évitée de justesse, à quelques minutes près (cf. *Le Figaro*, 09/08/2006).

Pour clore ce tour d'horizon des sources de pollution atomique, mentionnons les transports de matières nucléaires. Ceux-ci sont nombreux, mais tenus secrets. Cependant, au mois de mai 1998, les médias dévoilaient que la COGEMA opérait depuis des années des transports de matières radioactives dans des wagons SCNF contaminés (jusqu'à 500 fois plus que la valeur autorisée). Or plus de 300 convois de combustibles traversent la France chaque année. De nombreux transports s'effectuent également par la route (environ 800 par an dans des poids-lourds banalisés). Ils contiennent souvent du plutonium, dans des conteneurs censés résister à tout type de choc. Environ 150 kg de plutonium circulent chaque semaine entre *La Hague* et l'usine *Mélox* de Marcoule. Ni les élus, ni les populations des villes traversées ne sont prévenues.



Tchernobyl, mensonge d'État

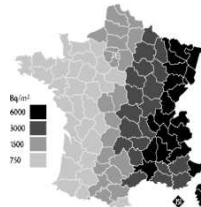
Dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, un des réacteurs de la centrale de Tchernobyl explose, projetant des débris radioactifs à plus de 2000 mètres d'altitude. Poussés par les vents, les nuages contaminés gagnent une grande partie de l'Europe. Le 29 avril, à 2000 km de l'Ukraine, le territoire français est atteint. Le 5 mai, c'est le tour des États-Unis. Si la contamination est maximale autour du lieu d'explosion, elle varie à l'échelle de l'Europe ; les trajectoires des nuages radioactifs et les variations de pluviosité vont provoquer des dégâts très hétérogènes.

En France, les autorités se veulent rassurantes. Le 6 mai, le ministère de l'agriculture affirme que *« le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides consécutives à l'accident de la centrale de Tchernobyl. »* Les communiqués officiels, largement relayés par les médias, soulignent l'inutilité d'un plan d'urgence. Dans le même temps, l'Italie, l'Allemagne ou la Grèce tentent de limiter l'exposition des populations : bétail retiré des pâturages, restriction sur la commercialisation de certains aliments ou encore limitation des voyages à l'Est.

Début mai, un professeur de l'Institut de Physique Nucléaire de Lyon accepte de réaliser des analyses indépendantes, à la demande insistante d'un groupe de Dromois. Les résultats sont tels qu'ils justifieraient un plan d'urgence. Quelques médias réagissent et, bientôt l'État admet que la contamination est plus importante que celle annoncée. Mais l'affaire va être rapidement étouffée par un silence médiatique et une désinformation systématique des instances officielles, publiant des cartes de contamination qui à plusieurs reprises se contredisent les unes les autres.



Scandalisés, des individus s'organisent et créent un laboratoire indépendant, la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité). Cette association se lance dans des campagnes de mesure : elles contredisent toutes les mesures officielles. Depuis 18 ans, la CRIIRAD s'efforce de faire la vérité sur l'impact de Tchernobyl.* Elle a étendu ses actions sur d'autres domaines de contre-expertise (pollution de *La Hague*, transports contaminés, etc.). Récemment, elle a publié un *atlas France et Europe des contaminations radioactives* au Césium 137, fruit de plus de 3 000 mesures réalisées de 1999 à 2001 (cf. bibliographie). Les résultats confirment à quel point l'Est de la France a été fortement touché : certains terrains peuvent être considérés comme des déchets nucléaires.



Désinformation, falsification des mesures radioactives, absence de plans de secours, docilité des médias et de l'essentiel de la communauté scientifique : le bilan de Tchernobyl est accablant. Aujourd'hui encore, aucune étude épidémiologique n'a été réalisée pour mesurer l'impact sanitaire des retombées radioactives. Pourquoi ce mensonge d'État ? Sans doute parce qu'en 1986, il restait encore 20 réacteurs à construire sur le sol français : il ne fallait pas heurter l'opinion publique. Le programme nucléaire s'est toujours construit loin de la démocratie. La santé des habitants n'est pas une priorité et ce choix s'est traduit au plus haut niveau de l'État.

En Ukraine, en Biélorussie et en Russie, les conséquences écologiques et sociales de Tchernobyl sont colossales. Aujourd'hui encore, plus de 2 millions de personnes vivent dans des régions fortement contaminées. Sans compter le devenir des "liquidateurs", ces 800 000 personnes venues de toutes les républiques soviétiques pour nettoyer les zones les plus radioactives autour du réacteur accidenté, sans aucun suivi médical. Dix ans après, des associations tentent de dresser un bilan des victimes et invalides. Au final, même s'il reste impossible à établir précisément, le bilan de la catastrophe est infiniment plus lourd que les 32 morts officiels et les 2000 personnes atteintes d'un cancer de la thyroïde "curable".

Reste une question : que se passerait-il si un tel accident se produisait en France ? Selon un rapport de mars 2004 établi à la demande de l'Autorité de sûreté nucléaire, la France n'a pas de véritable stratégie en cas de grave accident. Les mesures préconisées sont dérisoires : prise de pastilles d'iode (protection du cancer de la thyroïde mais inefficace pour les autres éléments radioactifs), confinement et évacuation des populations (efficacité peu concluante au regard des essais réalisés). Si vous habitez près d'une installation nucléaire, contactez votre préfecture et exigez une copie du plan d'urgence en cas de catastrophe nucléaire. Ce document permet de prendre conscience de l'irresponsabilité des pouvoirs publics et de la tragédie humaine que représente un accident grave.

* Le 31 mai 2006, après 20 ans de procédures juridiques, la CRIIRAD a réussi à obtenir la mise en examen de Pierre Pellerin, directeur en 1986 du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI, service d'alerte du ministère de la Santé), pour « *tromperie aggravée* » concernant l'accident de Tchernobyl. Les premiers éléments d'enquête de la juge d'instruction sont accablants. Affaire à suivre... (cf. *Le Monde*, 13/07/2006)

IV LES DÉCHETS NUCLÉAIRES

Quand les programmes nucléaires ont été lancés, la question des déchets était secondaire, ses conséquences sanitaires et écologiques non étudiées ou minimisées, sa gestion non prévue.

1. D'une absence de responsabilité...

A titre d'exemple, une étude scientifique révélait en 1990 la très importante pollution atomique générée par le centre militaire d'*Hanford* (États-Unis) où fut réalisé le *projet Manhattan*. Des kilos de plutonium furent rejetés dans l'environnement, sans aucune étude épidémiologique sur les habitants alentours.

De manière générale, les pays nucléarisés ont déposé leurs déchets radioactifs dans la mer jusqu'en 1983. Officiellement, au moins 95 000 tonnes ont été immergées, notamment lors de campagnes menées sous le contrôle de l'*Agence pour l'énergie nucléaire* de l'OCDE. Si de nombreuses immersions ont été réalisées à faible profondeur et près des côtes (Manche, golfe de Gascogne, mer du Japon, mer de Kara...), la plupart étaient faites dans des fosses de 4 000 mètres de profondeur. Après un moratoire de 10 ans, ces pratiques sont désormais interdites, quoique encore pratiquées^{*}.

En France, la gestion des déchets d'origine militaire a été d'une irresponsabilité notoire : injection dans les sols, rejet dans les fleuves, incinération à l'air libre, enfouissement en vrac dans des décharges sauvages. Un rapport du CEA daté de 1960 apporte les précisions suivantes au sujet des rejets d'effluents liquides radioactifs d'origine militaire dans le milieu naturel : « *Cette technique est utilisée en France par tous les centres nucléaires. Ceux-ci mettent à profit la proximité : à Saclay, d'étang artificiels créés par Louis XIV pour l'alimentation des grandes eaux de Versailles, à Fontenay-aux-Roses, des égouts de l'agglomération parisienne, à Grenoble, de la rivière Isère, à Marcoule, du Rhône.* » De fait, on retrouve du plutonium jusqu'en Camargue. De même, des déchets et résidus de tritium (substance nécessaire à l'entretien des bombes) sont localisés un peu partout sur le territoire.^{**}

^{*} Notamment par la Russie, cf. reportage *Naufrages en eaux troubles*, Thalassa, France 3, 1998. Autre exemple : le site de l'entreprise *Oceanic Disposal Management* propose des immersions de déchets.

^{**} Un seul exemple : la CRIIRAD a réalisé en 1994 une expertise sur la contamination des eaux potables de Côte d'Or (à la demande du Conseil général). Résultat : les deux tiers des eaux du département contiennent du tritium.

2. ...à un début de gestion insoluble

Il faut attendre 1991 pour qu'une loi sur la gestion des déchets radioactifs soit votée en France^{*}. En attendant d'hypothétiques solutions plus satisfaisantes, cette loi prévoit de stocker les déchets en fonction de leur dangerosité : soit en surface (provisoirement), soit en grande profondeur (définitivement).

Les déchets les moins radioactifs, à vie dite "courte" (de 30 à 300 ans de nocivité radioactive environ), sont compactés, placés dans des fûts métalliques, scellés dans des conteneurs en béton, puis stockés en surface sous une couverture de terre. Le premier centre de stockage, situé près de *La Hague*, les recevait jusqu'en 1994, date à laquelle un nouveau centre a été construit à Soullaines, dans l'Aube. Leur fiabilité semble très relative : ainsi, le Centre de stockage de *La Hague*, qui disposait d'une « garantie de non-fuite » pour trois cents ans, a déjà contaminé la nappe phréatique.**

Les déchets hautement radioactifs ou ceux dont la nocivité radioactive est très longue seront stockés en profondeur à *Bure****. Pour l'instant, ils sont mélangés à du verre en fusion, puis empilés dans des puits ventilés pour les refroidir, majoritairement dans les usines de *Marcoule* et de *La Hague*. EDF a longtemps affirmé que la quantité de ces déchets, principalement issus des réacteurs nucléaires, était très faible. On sait désormais qu'un an de production d'électricité française engendre plus de 3 000 conteneurs de déchets de haute activité de 500 kg chacun environ.

Le projet de stocker ces déchets en profondeur (600 à 800 mètres) est largement critiqué. Les roches d'accueil doivent être sans fissure, hors d'une zone sismique, dépourvue de courants d'eau, et ces conditions doivent être constantes pendant des centaines de milliers d'années. Les fûts hautement radioactifs doivent résister malgré la chaleur constante (même après dix ans de stockage, les déchets sont toujours brûlants). Or aucun scientifique ne sait comment les déchets, leurs emballages et la zone de stockage vont évoluer sur de si longues périodes. Personne ne peut garantir que l'eau, principal vecteur de dissémination, n'atteindra pas les déchets. Le site de Bure a été choisi sans que ces questions aient été résolues. Elles sont pourtant d'autant plus importantes que l'enfouissement est un procédé irréversible. Il ne sera pas possible de récupérer les fûts une fois enfouis, surtout après plusieurs siècles. Comment laisser la possibilité aux générations futures de récupérer les déchets, si des solutions d'élimination sont découvertes ? Le stockage en sub-surface (quelques dizaines de mètres) paraît moins catastrophique.

^{*} Cette loi, dite « Bataille », est à ce jour, la seule loi adoptée en France pour encadrer le nucléaire.

^{**} Des fuites de césium ont également touché la rivière Ste Hélène, proche du centre. Notons que des déchets de haute activité y avait été déposé dans les années 70, dont du plutonium.

^{***} Il s'agira de « *confiner et retarder la migration d'éléments dangereux vers la biosphère* », selon l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs).

Enfin, quelle que soit la solution choisie, comment garantir la mémoire et la sécurité de tels sites ? Comment transmettre, dans 1 000, 10 000 ou plus de 100 000 ans l'emplacement exact des sites d'enfouissement des déchets ? Comment assurer la pérennité de la surveillance des déchets radioactifs pendant des millions d'années ? A cet échelle de temps, nous sommes en dehors de toute rationalité scientifique. Certains experts préconisent l'enfouissement dans les sédiments marins à l'aide de torpilles, le dépôt des déchets dans les zones de subduction des plaques océaniques (complexe), l'évacuation spatiale (cher et dangereux) ou encore la création en Russie d'une immense poubelle nucléaire internationale sur le lieu de l'explosion de *Tchélyabinsk*.

Mais la question des déchets nucléaires ne se limite pas au devenir des fûts hautement radioactifs. Parlons également du manque de gestion des déchets faiblement radioactifs (bétons, sables, ferrailles, charpentes...) contaminés après avoir séjourné dans ou à proximité de sites nucléaires. Que faire également des déchets miniers ? En France, cela représente 50 millions de tonnes abandonnées sur les sites des anciennes mines d'uranium. Autre problème : les scandales de certaines entreprises ou laboratoires nucléaires, privés ou publics, qui soustraient la gestion de leurs déchets à des sociétés peu rigoureuses. Enfin, évoquons l'uranium appauvri, métal radioactif aux qualités balistiques exceptionnelles : meilleure densité que le tungstène habituellement utilisé dans les munitions, inflammable lorsque réduit en poussière. Il est utilisé par l'armée dès les années 70 pour le blindage des chars, des obus perforants, etc. Son utilisation massive lors de la guerre du Golfe constitue un problème de santé publique chez les vétérans de l'armée américaine (à fortiori pour les populations irakiennes, mais les données sont inexistantes).*

Le nucléaire responsabilisera nos enfants ?

En 1979, le magazine *Science et Vie* publiait une controverse entre Marcel Boiteux, dirigeant d'EDF dans les années 70, et le physicien prix Nobel Hennes Alfen. A propos des déchets nucléaires, Alfen s'indignait : « *le réacteur à fission produit à la fois de l'énergie et des déchets radioactifs : et nous voudrions nous servir maintenant de l'énergie et laisser nos enfants et petits-enfants se débrouiller avec les déchets.* » Marcel Boiteux, conscient que les centrales génèrent des déchets ingérables actuellement, répond : « *N'est-il pas une évidente et dangereuse illusion que de vouloir extirper de notre héritage toutes difficultés, toutes responsabilités, que de vouloir transmettre à nos descendants un monde sans problème ?* »

"...et j'irais même plus loin : la pollution, l'irresponsabilité, et la violence du nucléaire sont les meilleures garanties d'un avenir écologique, responsable et pacifique !..."



* cf. *Uranium appauvri, un dossier explosif*, Bruno Barillot, éd Golias, 2001.

3. Le "recyclage", un abus de langage

Une partie de l'uranium utilisé dans les centrales se transforme par la *fission* en plutonium, très recherché pour les applications militaires. L'extraction de cet élément nécessite un traitement complexe. Il sera initialement réalisé en France dans l'usine de *Marcoule*. En 1967, prétextant le "recyclage" du combustible, l'usine Cogema* de *La Hague* est mise en service. Un ministre de l'époque, Robert Galley, reconnaîtra que cette unité devait permettre de garantir la production de plutonium militaire au cas où un accident surviendrait à *Marcoule*.

De fait, l'utilisation du terme "recyclage" pour désigner les activités de *La Hague* est très contestable. Certes, à partir de combustibles usagés, l'usine extrait des matières valorisables (uranium et plutonium). Mais cette opération est très polluante et engendre une grande variété de déchets radioactifs supplémentaires (structures métalliques, boues de traitement, outils, eau contaminée, etc.). C'est pourquoi les normes de rejet de *La Hague* sont plus de 800 fois supérieures aux limites par réacteur de la plus grosse centrale nucléaire française.**

De plus, l'utilisation de l'uranium et du plutonium extrait est elle-même problématique. L'uranium retraité à *La Hague* n'est pas utilisable tel quel mais nécessite une phase dite d'enrichissement avant d'être utilisable comme combustible. Or, aussi incroyable que cela puisse paraître, la dernière phase de traitement est réalisée depuis les années 70 à *Tomsk*, en Sibérie, ce qui multiplie les transports à risque. Quant au plutonium, autrefois recherché par tous les pays désirant "la bombe", il est désormais militairement moins convoité et s'entasse dans l'attente d'une réutilisation officiellement différée (près de 70 tonnes sont stockées à *La Hague*). Pour s'en débarrasser, deux stratégies ont été élaborées :

- inventer une nouvelle génération de centrale utilisant le seul plutonium comme combustible : les surgénérateurs. En France, ce sera le projet *Superphénix*, technologie à haut risque finalement abandonnée suite à de graves incidents.***
- créer un nouveau combustible, mélange d'oxyde d'uranium et de plutonium retraité, utilisable dans certaines centrales actuelles : le MOX.

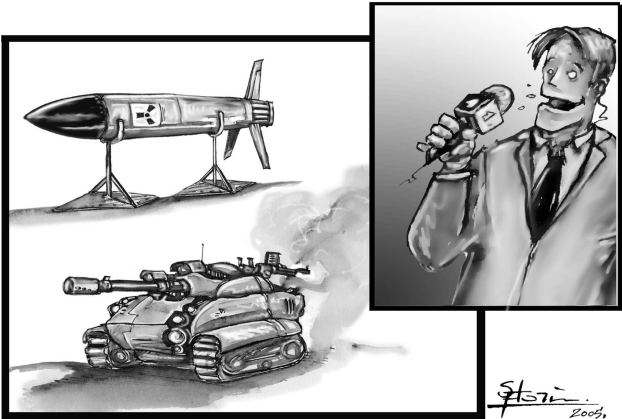
* Compagnie générale des matières premières, dont les principaux actionnaires sont l'État (via le CEA) et TotalFina.

** La pollution de *La Hague* est régulièrement dénoncée. Un seul exemple : en 1997, la CRIIRAD mesure la radioactivité aux environs de la conduite de rejets des effluents de l'usine. Résultats : une radioactivité 3000 fois supérieure au reste de la région.

*** Coût de démantèlement : au moins 2,7 milliards d'euros. Au total, *Superphénix* aura coûté plus de 10 milliards d'euros et fonctionné 9 mois en 10 ans (en temps cumulé).

Toutes ces opérations sont coûteuses, génèrent un grand nombre de transports à risque (*La Hague* retraite également de multiples combustibles étrangers - allemands, japonais, belges, suisses, etc.), et ne résolvent pas la question des déchets : que faire du MOX usagé ? Que faire du plutonium ? Dans ces conditions, parler de "recyclage" est un abus de langage.

" ...Et grâce aux chars d'assaut à pots catalytiques et aux **missiles nucléaires dernière génération 100% recyclables**, nous rappelons à nos chers téléspectateurs que cette 5ème guerre contre l'Irak à reçu le **Label Vert** ! "



Combien de temps les déchets sont-ils dangereux ?

On appelle *période radioactive* le temps nécessaire pour qu'un élément radioactif diminue son activité de moitié. On considère généralement qu'au bout de 10 périodes, la radioactivité de l'élément est presque nulle. Par exemple, cela signifie qu'un baril de plutonium 239, dont la période est de 24 100 ans, sera considéré comme inoffensif au bout de plus de 240 000 ans, soit plus de 25 fois le temps qui nous sépare de la préhistoire.

période radioactive de quelques éléments	
Radon 222	4 jours
Iode 131	8 jours
Césium 137	30 ans
Carbone 14	5 500 ans
Plutonium 239	24 100 ans
Uranium 234	245 000 ans
Uranium 235	710 millions d'années

4. La pollution quotidienne des centrales

Les déchets nucléaires ne constituent pas la seule source de pollution des centrales atomiques. Même en fonctionnement normal, une centrale nucléaire rejette des effluents liquides et gazeux radioactifs :

- Les rejets liquides proviennent des opérations de maintenance (vidanges des circuits), des fuites "normales" ou encore du "pilotage chimique" du réacteur (technique qui génère des "trop-pleins" à évacuer). Ils renferment surtout du tritium. Il faut ajouter à cela de nombreux composés chimiques nécessaires au fonctionnement : chlore, sodium, hydrazine, sulfates, etc. Ces rejets, en partie traités, sont évacués dans les rivières ou la mer. Leur chaleur augmente parfois de plusieurs degrés la température des cours d'eau.
- Les rejets gazeux proviennent essentiellement du dégazage des rejets liquides recueillis et de la ventilation des locaux nucléaires. Ils peuvent renfermer du césium, du tritium et des gaz rares. Ces rejets gazeux sont dissipés dans l'atmosphère.

Bien sûr, la radioactivité rejetée quotidiennement par les centrales nucléaires est sans commune mesure avec celle produite lors d'un accident nucléaire (voir annexe 1). Néanmoins, elle n'est pas négligeable et s'accumule dans l'environnement au fil des ans."

Officiellement, les normes de rejets des installations nucléaires sont calculées pour qu'une personne vivant près de l'usine et consommant des produits locaux ne puisse jamais recevoir plus d'irradiation que la dose maximale admissible. Mais les modes de calcul sont confidentiels et controversés. De fait, il semble que ces normes n'ont pas été choisies en fonction de leur toxicité pour le vivant mais en fonction des possibilités technologiques. Par exemple, le tritium, élément toxique très difficile à piéger, est légalement rejeté.



* L'étanchéité des circuits hydrauliques n'est jamais parfaite : au fil du temps, des fissures apparaissent sous l'action des hautes températures et des matériaux radioactifs. C'est pourquoi les normes officielles tolèrent qu'en marche normale 1% des gaines qui entourent les barres des réacteurs soient fissurées, et donc que l'eau du circuit primaire soit en contact avec les matériaux les plus radioactifs.

** Pour en savoir plus sur les conséquences du nucléaire civil sur la santé publique, un livre majeur : *Sans danger immédiat*, Rosalie Bertell, éd La pleine lune, Canada, 1988.

V La prolifération nucléaire

Jusqu'ici, nous avons décrit quelques conséquences environnementales et sanitaires du nucléaire. Abordons à présent la question de la prolifération de l'arme atomique. Officiellement, il n'existe à ce jour que cinq puissances nucléaires : les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la Chine et la France. Pourtant, le traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) formulé en 1996 par l'ONU désigne 44 pays comme « *disposant des capacités techniques pour développer un armement atomique* ». Comment en est-on arrivé-là ?

Ce sujet est si vaste qu'il pourrait faire l'objet d'une brochure spécifique. Nous allons résumer ici quelques éléments d'*Affaires Atomiques*, une enquête de Dominique Lorentz.* Celle-ci retrace l'accès officieux de certains pays aux technologies nucléaires et bouleverse la vision classique de la politique internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

1. La stratégie de prolifération

En 1950, la Corée du Nord, alliée de l'URSS, envahit la Corée du Sud, alors sous contrôle des États-Unis. Ces derniers s'aperçoivent que la dissuasion nucléaire n'est efficace que pour leur territoire : les États-Unis ne peuvent utiliser l'arme atomique pour défendre un pays allié sans risquer de déclencher une guerre atomique mondiale avec l'URSS. Pour conserver l'effet de dissuasion, chaque allié des États-Unis potentiellement menacé doit être équipé de son propre arsenal atomique. Cette stratégie présente en outre l'avantage de rendre les alliés dépendants des fournisseurs américains et d'instaurer des "équilibres de la terreur" entre des pays rivaux (par exemple entre l'Inde et la Chine, entre l'Iran et l'Irak, entre l'Inde et le Pakistan). Pour Dominique Lorentz, il s'agit pour les États-Unis de la « *pierre angulaire de leur politique de conquête du monde* » après la seconde guerre mondiale.**



* Dominique Lorentz, Les arènes, 2001. Du même auteur : *Secret atomique*, Les arènes, 2002 et *Une guerre*, Les arènes, 1997. Nous nous sommes également inspirés du livre *Le complexe nucléaire*, Bruno Barillot, CDRPC, 2005.

** De son côté, l'URSS ne développa un programme d'envergure qu'avec la Chine, qui accéda à la bombe en 1957, avant de se tourner ensuite vers le bloc occidental dès 1960.

Les premiers pays équipés de la bombe grâce aux États-Unis seront la Grande-Bretagne, la France^{*} et Israël, dès la fin des années 50. Ces pays se feront ensuite, sous couvert d'indépendance, les relais de la dissémination nucléaire orchestrée par les États-Unis. Ils réaliseront les programmes secrets que Whashington ne pouvait mener directement sans heurter l'opinion publique ou le parlement. En effet, la loi *Mac Mahon* de 1946 donnait au Congrès (parlement) des États-Unis le contrôle des transferts de technologie sensible. Or le Congrès aurait refusé que le gouvernement négocie avec la Chine communiste dès 1960, ou avec l'Iran de Khomeiny, figurant alors sur la liste noire des États terroristes. C'est la France qui se fera le relais de la nucléarisation militaire de l'Iran, de l'Irak^{**}, du Japon, de Taiwan, de la Chine, de l'Égypte, etc. Grâce à cette stratégie, les États-Unis se présentaient comme les garants de la non-prolifération, tout en nucléarisant dans l'ombre un grand nombre de pays. Ces manoeuvres ont été rendues possibles par un recours constant aux services secrets et au double-langage. Les archives de la Maison Blanche témoignent par exemple d'un propos édifiant d'Henry Kissinger, secrétaire d'État américain, au Premier ministre chinois Zhou Enlai : « *Vous avez notre accord [pour une coopération nucléaire militaire]. Comme souvent, nous passerons par les Français. Nous émettrons des protestations, mais n'en tenez bien entendu aucun compte.* » (cité dans *Affaires atomiques*). Notons enfin que la stratégie de prolifération sera une source de colossaux profits industriels.

2. En France, les recherches secrètes du CEA^{*}**

En 1945, le général de Gaulle crée le CEA avec l'ambition d'utiliser l'énergie nucléaire pour "faire la bombe". Mais cette option se heurte à l'opposition d'une grande partie du milieu scientifique. « *A peine nommé à la tête du CEA, Frédéric Joliot-Curie se déclarait ouvertement opposé à l'option militaire.* » A l'époque, l'opinion publique partage ces positions pacifistes. Avec la Guerre Froide et les pressions Etats-Uniennes, la Raison d'Etat l'emporte. Joliot-Curie est révoqué en 1950 pour avoir signé l'appel de Stockholm exigeant « *l'interdiction absolue de l'arme atomique* ». En 1951, Pierre Guillaumat est nommé administrateur général du CEA. Cet ancien militaire et agent secret oriente le Commissariat vers le développement de l'arme nucléaire. Il évince les chercheurs susceptibles de sympathies pour le communisme et crée, au sein du CEA, la Direction des Applications Militaires (DAM), structure secrète « *soustraite même au contrôle des parlementaires* ».

^{*} *Affaires atomiques* ébranle le mythe de l'indépendance atomique française. L'enquête expose l'instrumentalisation de la France par les États-Unis qui, dès 1945, finançaient la production française de matériel militaire via le plan *Marshall*.

^{**} En 1973, le premier choc pétrolier bouleverse l'économie mondiale. L'Iran et l'Irak, deux grands pays pétroliers, montent soudain en puissance politique et financière. Le bloc occidental décide de leur apporter simultanément l'arme atomique : cette stratégie financièrement très intéressante permet d'arrimer l'Iran et l'Irak au bloc occidental, tout en misant sur un "équilibre régional de la terreur".

^{***} Toutes les citations de ce chapitre sont extraites du livre *Le complexe nucléaire*, Bruno Barillot, CDRPC, 2005.

L'opinion publique se déclarant majoritairement hostile à l'arme atomique, le CEA se devait de présenter une façade respectable. Elle lui sera fournie par le double-discours et la désinformation. *« Alors même que les dirigeants politiques et la direction du CEA affirmaient publiquement que la France avait choisi de ne pas développer d'options militaires, il fallait donc gérer cette contradiction à l'intérieur même du CEA. Les services de recrutement du personnel en vinrent alors à exercer un contrôle politique minutieux sur les candidats à l'embauche, y compris sur les sites déclarés officiellement "civils", mais orientés vers une finalité militaire. »* Le CEA devient un "Etat dans l'Etat" qui, quelle que soit la succession des gouvernements, entreprend la réalisation de la bombe, *« le tout dans le plus grand secret, notamment à l'égard du Parlement comme pouvait l'autoriser le régime administratif d'exception du CEA. »*

3. Le bluff des traités internationaux

En 1968 est signé le traité de non-prolifération (TNP). Son but officiel : restreindre l'accès à la bombe aux seules grandes puissances. Cependant, l'article 4 de ce traité encourage les échanges aussi larges que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques. Bien loin de freiner la prolifération, la signature du TNP organisa le commerce nucléaire et permit au nucléaire de prendre réellement son essor dans les années 70, passant de la petite industrie à l'industrie lourde.* De même, l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA), censée elle aussi contrôler la prolifération, s'avère en être un parfait défenseur. Son rôle consiste à contrôler les installations nucléaires et en garantir l'usage pacifique. Or le rapport sur la prolifération commandé par l'ONU en 1995 montre que les inspections sont toujours annoncées à l'avance et *« sont effectuées de façon amicale [et ne concernent] que les installations déclarées [...] l'Agence n'a pas le droit de s'assurer par elle-même qu'un État ne dispose pas d'installations clandestines [...] Les rares laboratoires dont la visite est autorisée sont déménagés à la sauvette avant l'arrivée des inspecteurs, et les savants dispersés dans d'innocentes villégiatures avant tout interrogatoire. »* De plus, l'AIEA n'est pas habilitée à prendre des sanctions et ne doit rendre de compte à personne.

Au final, on recense officiellement plus de 16 000 armes nucléaires dans le monde en 2004, et d'innombrables sources de plutonium et d'uranium enrichi, ce qui est peut-être encore plus inquiétant. Car si la mise au point d'une bombe nucléaire nécessite un équipement lourd et des budgets colossaux, la fabrication d'une "bombe sale", bombe classique dont l'ogive est remplie de matières radioactives, est bien plus aisée.**

* La révision du TNP, en mai 2005, s'est conclue sur un échec. Les États-Unis n'ont pas voulu réitérer leurs engagements de réduire leur arsenal nucléaire. (cf. *Le Monde*, 29 mai 2005.)

** L'enquête de Dominique Lorentz jette une lumière crue sur les mécanismes de contrôle des médias, de la Justice et de la classe politique, sujet "explosif" qui rejoint la brochure *Que fait la France en Afrique ?* (Les renseignements généraux). Notons le lien établi entre le nucléaire et la Françafrique dans *Noir Chirac*, François-Xavier Verschave, Les arènes, 2002.

CONCLUSION

Le programme nucléaire français, civil et militaire, a été décidé sans consultation, sans réelle information du peuple français, sans même un débat à l'Assemblée Nationale. Et pour cause : gageons qu'un réel débat de fond signifierait la fin du nucléaire. Cette technologie ne résisterait pas à un examen global de ses impacts sociaux, sanitaires et environnementaux. Le nucléaire nécessite le mépris de la démocratie, le mépris de la population*, le mépris de l'écologie. Cette logique est relancée par la récente décision du gouvernement français de construire un nouveau prototype de réacteur (EPR) ainsi qu'un réacteur expérimental de fusion nucléaire (ITER). Le tout est accompagné d'un discours très médiatisé sur le nucléaire "facteur de développement durable".**



Mais si les travaux d'enquêteurs tels que Dominique Lorentz ou Bruno Barillot dévoilent le degré de cynisme inimaginable atteint par la Raison d'État et les stratégies militaro-industrielles, il n'en va pas de même pour les très nombreux travailleurs quotidiens du nucléaire, ouvriers, ingénieurs et chercheurs qui la plupart du temps défendent cette technologie avec idéalisme. Car le nucléaire porte en lui davantage que ses ambitions stratégiques et financières : il incarne également le mythe bien vivace du Progrès selon lequel « nous trouverons demain la solution technique aux problèmes d'aujourd'hui ».**

Face à ces réalités, que faire ? D'abord, ne pas nuire. Des actes individuels sont indispensables, et possibles, tant les alternatives au nucléaire sont nombreuses. Celles-ci questionnent à la fois la production et la consommation d'énergie.**** Mais, minoritaires, les actes individuels sont insuffisants. Quelques déconnectés d'EDF ne suffisent pas à stopper la construction de l'EPR : il faut être plus nombreux. Construire des éoliennes ne supprime pas la question des déchets nucléaires produits jusqu'ici. La question est donc à la fois individuelle et collective : propager l'information, organiser des actions collectives, enquêter... Des luttes politiques sont à rejoindre ou imaginer, elles n'attendent que nous !

* Que l'on songe au sort réservé aux Polynésiens lors des essais nucléaires français (cf. *Les irradiés de la République*, Bruno Barillot, GRIP, 2003). La plupart des documents relatifs à ces questions sont toujours classés « *secret défense* ».

** Notons que plus de 90 % du budget recherche de l'État français est consacré au programme nucléaire, contre 1 à 2 % pour les énergies renouvelables.

*** cf. brochures *Les illusions du progrès technique* et *Les argumentocs* (Les renseignements généraux).

**** cf. la maison autonome de l'association heol (www.heol.org), ou le livre *La maison des [néga]watts*, Stéphane Bedel, Thierry Salomon, éd Terre Vivante, 2000.

Post scriptum 1 : mesures de radioactivité

Rad, Curie, Becquerel, Sievert... Les unités de mesure de la radioactivité constituent pour le profane un jargon presque incompréhensible. Voici deux précisions sommaires :

1/ L'activité d'un élément radioactif est mesurée en Becquerel (Bq) ou en Curie (1 Curie = 37 milliards de Becquerels).

Quelques repères : La radioactivité...

...dispersée par l'explosion de Tchernobyl (césium 137)	2,5 millions de curies
...dispersée par les 50 essais nucléaires aériens français en Algérie et Polynésie (césium 137)	1,7 millions de curies
...totale des effluents rejetés dans la Garonne par la centrale du Golfech pour l'année 1996 (tritium)	595 curies
...naturelle de l'eau	12 Bq par litre
...des effluents rejetés par l'usine de La Hague (mesure de la CRIIRAD en juin 1997)	210 millions de Bq par litre
...suite aux essais nucléaires atmosphériques (césium 137)	entre 2000 et 8000 Bq/m ² selon les régions de la planète
...suite à Tchernobyl (césium 137)	plus de 50 000 Bq/m ² en certains points du territoire français

(sources : Réseau Sortir du Nucléaire et CRIIRAD)

2/ Les effets des rayonnements sur les organismes vivants sont mesurés en Rem ou en Sievert (1 Sv = 100 Rem).

La relation entre l'activité radioactive et ses effets biologiques dépend de multiples facteurs : type de composé radioactif, âge des individus, mode de dépôt dans les cellules, sensibilité des organes, quantité d'énergie émise, temps d'exposition, etc. Quelques repères : en France, hormis pour les travailleurs du nucléaire, la dose maximale légale est de 1 milliSievert par an. Si 100 personnes sont exposés à 1 Sievert, 5 d'entre elles généreront à terme un cancer. On parle également des Rad ou des Grays (1 Gy = 100 Rad) pour exprimer la quantité d'énergie absorbée par le corps en cas de contamination. Au-delà de 2,5 grays, les effets sur l'humain sont immédiats et irréversibles (chutes de cheveux, brûlures, etc.).

Des appareils financièrement accessibles existent pour mesurer soi-même la radioactivité. La CRIIRAD propose des appareils de mesure de radioactivité, des journées de formation, des travaux pratiques (www.criirad.org).

Post scriptum 2 : argumentocs atomiques

Faut-il nuancer nos critiques à l'égard du nucléaire ? Ses "bienfaits" ne sont-ils pas régulièrement cités dans les médias et les publicités d'EDF* ? Examinons-les rapidement :

- **L'indépendance énergétique ?** >>> 100 % de l'uranium est importé. De plus, l'électricité d'origine nucléaire représente moins de 20 % de la consommation énergétique française, essentiellement dépendante des produits pétroliers.

- **L'électricité à bon marché ?** >>> Le coût actuel ne prend pas en compte le démantèlement des installations nucléaires, la gestion des déchets, les investissements de mise en place de la filière, le coût éventuel d'un accident grave. Deux exemples : la réhabilitation des sites militaires nucléaires aux États-Unis est estimée à 300 milliards de dollars, les investissements de mise en place des installations nucléaires en France sont estimés à plus de 300 milliards d'euros.

- **La lutte contre l'effet de serre ?** >>> La filière nucléaire émet des gaz à effet de serre lors de l'extraction des minerais, de la construction des centrales, du transport des déchets et des combustibles. La France, pays le plus nucléarisé du monde, est aussi l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre. Principaux responsables : les transports par route, avec près de 40 % des émissions de gaz carbonique.

- **Les emplois ?** >>> Le chantage à l'emploi doit-il justifier tous les risques sociaux et écologiques ? De plus, les emplois du nucléaire sont dangereux : que l'on songe à la "gestion par la dose" de l'entreprise EDF. Celle-ci sous-traite certains travaux à des sociétés employant des intérimaires, en les faisant travailler jusqu'à ce que leur dose maximale de contamination légale soit atteinte, avec tous les abus que cela rend possible. Les intérimaires de l'industrie nucléaire, employés dans les zones à haut rayonnement, sont souvent appelés par leurs collègues « viande à Rem » (unité de mesure radioactive).

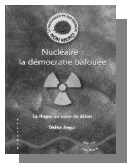
- **Le développement durable ?** >>> Le nucléaire permet effectivement le développement durable de l'impossible gestion des déchets nucléaires.



* EDF dépense plus de 100 millions d'euros par an dans des opérations de communication (380 millions en 1997), soit dix fois plus que son budget "énergies renouvelables". L'image du nucléaire reste cependant globalement négative. En 2000, selon un sondage IFOP, plus d'un Français sur deux était favorable à un arrêt total du nucléaire (plus de 60 % chez les moins de 35 ans).

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :



Le complexe nucléaire

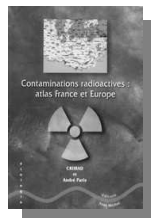
Bruno Barillot, éd RSN/Obsarm, 2005

Un état des lieux complet, historique et pédagogique du nucléaire en France et dans le monde.

Contaminations radioactives : atlas France et Europe

CRIIRAD et André Paris, éd Yves Michel, 2002

Cet atlas regroupe 3 000 mesures de contamination radioactive réalisées de 1999 à 2001 par la CRIIRAD. Les résultats sont accompagnés d'explications pédagogiques, et comparés aux cartes officielles depuis 1986. Le lecteur peut déterminer, qui, de la CRIIRAD ou de l'État, abuse de notre crédulité.



Ce nucléaire qu'on nous cache

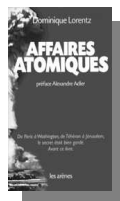
Michèle Rivasi et Hélène Grié, éd Albin Michel, 1998

Un tour d'horizon complet, pédagogique et précis du nucléaire en France.

Affaires atomiques

Dominique Lorentz, éd Les arènes, 2001

Cette enquête documentée explique pourquoi et comment 44 pays ont aujourd'hui la capacité de fabriquer la bombe atomique. Il s'attaque au seul sujet sur lequel il existe un consensus abolu, de Paris à Washington en passant par Téhéran et Jérusalem : le secret nucléaire.



Nous vous conseillons enfin trois brochures exceptionnelles :

- ***Par ici la sortie du nucléaire***, exposé pédagogique du Réseau Sortir du nucléaire, disponible sur <http://www.sortirdunucleaire.org>
- ***Mémento Malville***, analyse des luttes antinucléaires, disponible sur le site de Pièces et main d'oeuvre <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>
- ***Du mensonge radioactif et de ses préposés***, texte disponible auprès de l'association contre le nucléaire et son monde, BP178 75967 Paris cedex 20

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

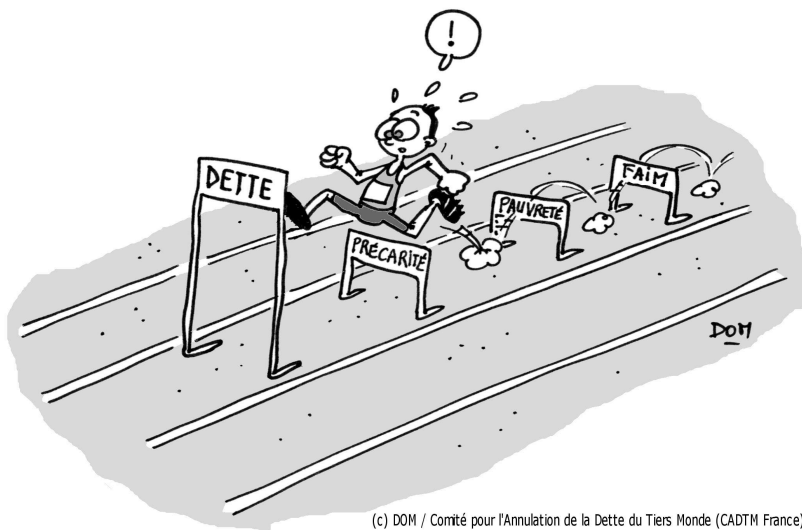
I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

À QUI PROFITE LA DETTE ?



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

Le pillage organisé des pays du Sud

Les renseignements généreux – octobre 2006

Pourquoi cette brochure ?

Le 26 décembre 2004, un tsunami a dévasté une partie de l'Asie. Face à l'ampleur de la catastrophe, une aide internationale de 6 à 8 milliards de dollars a été promise. A première vue, il s'agit d'une somme considérable. Mais, comparés à la dette extérieure publique des cinq pays les plus touchés, ces dons sont dérisoires. Au total, la dette de l'Indonésie, de l'Inde, du Sri Lanka, de la Thaïlande et de la Malaisie s'élève à plus de 300 milliards de dollars. Chaque année, ces pays consacrent plus de 32 milliards de dollars pour le seul remboursement du capital et des intérêts de leur dette extérieure.

Une telle situation ne se limite pas aux pays touchés par le tsunami. La dette extérieure de l'ensemble des pays dits en développement dépasse les 2 600 milliards de dollars. D'où vient cette dette ? Qui sont les créanciers ? Comment les emprunts ont-ils été utilisés ? A qui profite la dette ? Peut-on réellement l'annuler ?

Nous sommes tellement bombardés d'informations éparses sur ce sujet qu'il est bien difficile d'en saisir les mécanismes globaux, et, mieux encore, de pouvoir les expliquer simplement. L'objectif de cette brochure est précisément celui-ci : fournir des points de repères pour qui souhaite appréhender pédagogiquement les origines et les conséquences de la dette des pays du Sud.*

Fructueuse lecture.

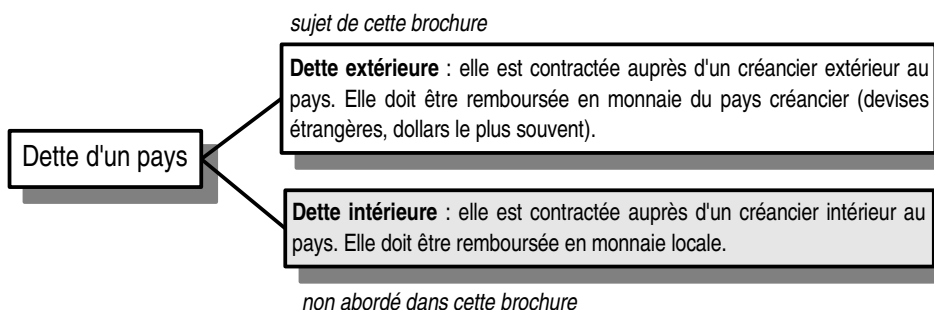
PLAN

I	Les chiffres de la dette	page 3
II	Les origines de la dette	page 7
III	A qui profite la dette ?	page 15
IV	Annuler la dette ?	page 18

* Dans cet exposé, nous utiliserons le sigle PED (Pays En Développement) car les institutions internationales, dont proviennent l'essentiel de nos chiffres, utilisent ce terme. De plus, par "pays du Sud" nous ferons référence aux pays dits "en développement" (en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud) ainsi qu'aux pays de l'Est. Ces conventions, certes simplistes, épousent cependant assez fidèlement les tendances de l'économie mondiale. Par "pays du Nord", nous désignerons les pays occidentaux industrialisés (Amérique du Nord, Japon et Europe des 15).

I Les chiffres de la dette

La plupart du temps, quand les médias parlent de la dette des pays du Sud, ils parlent en réalité de la dette *extérieure* des pays du Sud. Il s'agit des sommes empruntées auprès d'un créancier* *extérieur* au pays, c'est-à-dire empruntées à un autre État, à une banque occidentale, au Fonds monétaire international, etc. Les remboursements de la dette extérieure d'un pays doivent se faire en devises étrangères. Actuellement, environ 60 % des prêts et échanges internationaux se font en dollars.



Voici à présent quelques repères pour mieux comprendre l'importance de la dette des pays dits "en développement".**

1. Le montant total de la dette

En 2004, la dette extérieure des pays dits "en développement" (PED) s'élevait à environ 2 600 milliards de dollars. Les remboursements annuels du capital et des intérêts (appelés *services de la dette*) représentaient, la même année, plus de 370 milliards de dollars.

* Le créancier est celui qui prête de l'argent.

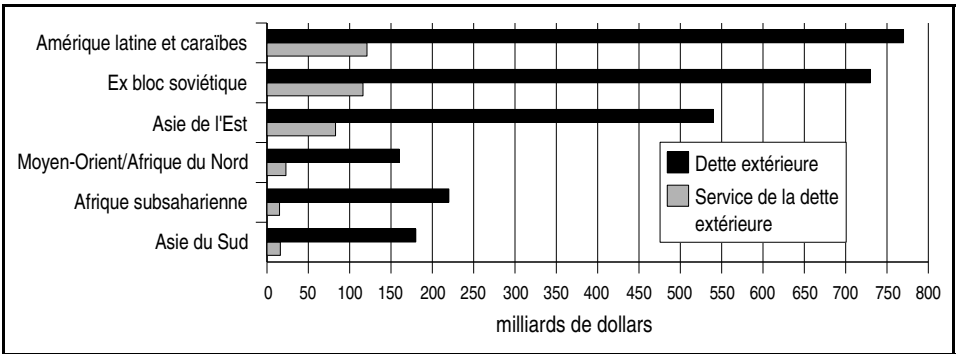
** Quand les sources de ces chiffres ne sont pas indiquées, il s'agit de chiffres du CADTM, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, www.cadtm.org.

2. Les pays les plus endettés

Voici la dette extérieure des pays les plus endettés, pour l'année 2003, en milliards de dollars :

Brésil	Chine	Russie	Argentine	Turquie	Mexique	Indonésie	Inde
235	194	175	166	146	140	134	113

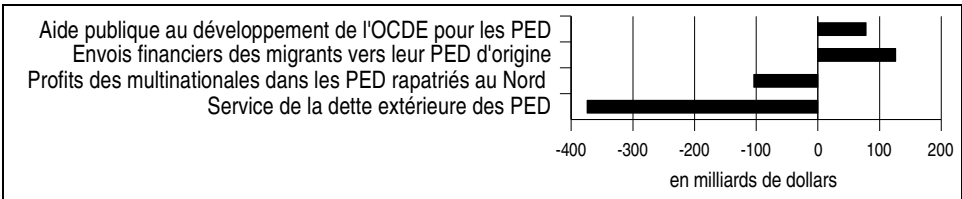
Voici la répartition de la dette suivant les zones géographiques, en 2004 :



3. La dette, principal facteur d'appauvrissement

En 2004, le service de la dette des pays dits "en développement" (remboursements annuels du capital et des intérêts de la dette) était plus de quatre fois supérieur au total de l'aide au développement des pays de l'OCDE*, et trois fois plus important que les envois financiers des migrants vers leur pays d'origine.** Le service de la dette est également supérieur au rapatriement des bénéfices des multinationales installées dans les pays dits "en développement" vers les maisons-mères des pays du Nord.

Comparaison de plusieurs montants entrants ou sortants des pays dits "en développement"



* L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète, tous officiellement attachés « à la démocratie et l'économie de marché » (voir <http://www.oecd.org>).

** Pour plus de détails sur l'aide au développement, cf. *A qui profite l'aide au développement ?* (Les rens. généreux).

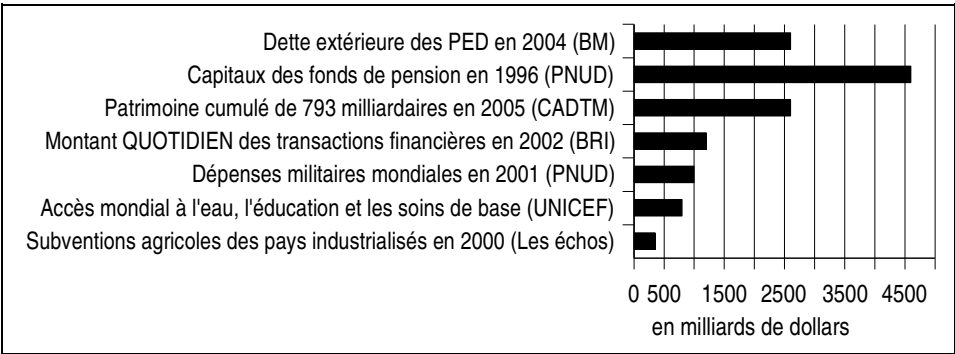
La dette constitue un facteur d'appauvrissement considérable, qui pèse lourdement sur les budgets des pays dits "en développement". En 2000, le paiement du service de la dette représentait environ 38 % du budget des États d'Afrique subsaharienne. Voici également la comparaison entre le service de la dette et les budgets liés aux services sociaux de quelques pays pendant la période 1992 - 1997 :

Pays	En pourcentage du budget	
	Services sociaux	Service de la dette
Cameroun	4 %	36 %
Côte d'Ivoire	11,4 %	35 %
Kenya	12,6 %	40 %
Zambie	6,7 %	40 %
Niger	20,4 %	33 %
Nicaragua	9,2 %	14,1 %

Source : PNUD 2000

4. La dette comparée à d'autres indicateurs mondiaux

Voici quelques comparaisons économiques, à manier avec précautions* :



Sources : BM = Banque Mondiale, PNUD = Programme des Nations-Unies pour le Développement, CADTM = Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, BRI = Banque des Réglements Internationaux, UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

* Attention, il s'agit de chiffres officiels approximatifs et difficilement vérifiables. De plus, ces indicateurs ont été établis à des années différentes, ce qui rend peu pertinent leur stricte comparaison. Enfin, nous comparons ici des stocks de capitaux avec des flux de capitaux, ce qui n'est pas rigoureux. Pour toutes ces raisons, il convient d'être prudent dans l'interprétation de ces graphiques. Limitons-nous à observer les tendances générales qu'ils révèlent.

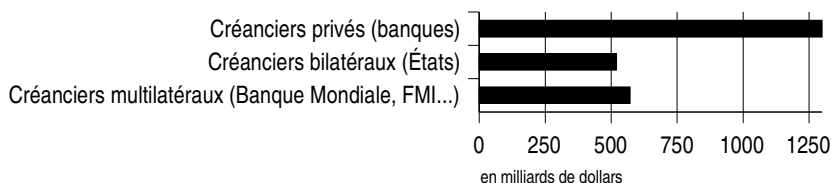
5. Les créanciers de la dette

Quelques définitions au préalable :

- *A propos des emprunteurs* : la dette extérieure d'un pays peut être *privée* si l'emprunteur est un organisme privé (entreprises, banques...); *publique* si l'emprunteur est l'État.* Pour l'ensemble des pays dits "en développement", la dette extérieure privée représente 38 % environ, la dette extérieure publique 62 %.

- *A propos des créanciers* : La dette extérieure publique, c'est-à-dire les sommes dues par l'Etat, est dite *bilatérale* si le créancier est un autre État ; *multilatérale* si le créancier est une institution multilatérale** comme le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale ; *privée* si le créancier est une banque.

58 % des créanciers des pays dits "en développement" sont des banques, 22 % des institutions multilatérales (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International...) et 20 % d'autres États. Cette répartition dépend évidemment de chaque pays. Mais elle apporte une information essentielle : lorsque des États occidentaux annoncent d'hypothétiques annulations de dette, celles-ci ne concernent que sa part *bilatérale*, voire sa part *multilatérale* via les institutions financières internationales que ces États pilotent. Par conséquent, même si les États occidentaux annulaient toutes les dettes des pays dits "en développement", il resterait encore la part *privée*, celle des banques.



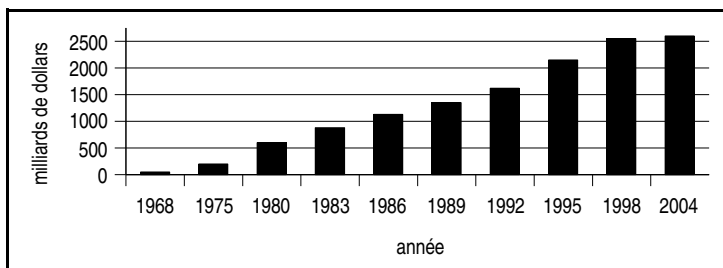
* ou un organisme dont l'État garantit la dette. Quand l'Etat garantit la dette d'un emprunteur, il s'engage à rembourser le créancier à la place de l'emprunteur si celui-ci est finalement incapable de rembourser l'emprunt.

** Une institution est dite multilatérale si elle est financée et dirigée par plusieurs pays.

II Les origines de la dette

La dette extérieure des PED augmente fortement depuis la fin des années 70. Comment expliquer cette situation ?

Évolution de la dette extérieure des PED



Nous allons préciser les principales causes de cette évolution, à travers le détail de quelques étapes marquantes. Il ne s'agit évidemment que de repères méritant approfondissement.

Années 60 : la période "eurodollars"

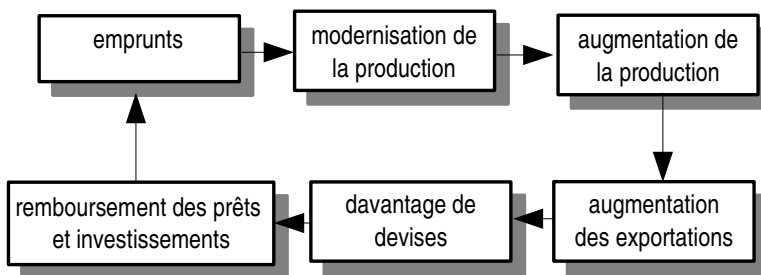
Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis financent la reconstruction des pays occidentaux dévastés. En 1947, ils lancent notamment le *plan Marshall* (du nom du secrétaire d'État des États-Unis) ; l'équivalent de 90 milliards de dollars actuels (12,5 milliards de dollars de l'époque) sont débloqués pour aider 16 pays d'Europe occidentale à reconstruire leur économie et redevenir des partenaires commerciaux. Les États-Unis encouragent également l'investissement de leurs entreprises en Europe. Dans ces années, ils servent en quelque sorte de banquiers à l'ensemble du monde.

Au final, des sommes importantes circulent dans les banques occidentales. Les économies européennes et japonaises sont dynamisées par les moyens financiers qui leur sont fournis. La croissance économique s'installe, les capitaux se réinvestissent et les États-Unis profitent du retour des investissements qu'ils ont favorisés.

Cette période coïncide avec la décolonisation et l'émergence du concept de *développement**. Les banques occidentales se bousculent pour proposer aux nouveaux gouvernements des PED de nombreux prêts pour investir et financer leur modernisation. A cette époque, les taux d'intérêts** sont faibles (*de l'ordre de 4 à 5%*) et donc fortement incitatifs. C'est l'époque dite des « Trente Glorieuses » ; l'activité économique européenne est florissante, les banques européennes regorgent de liquidités (on les appelle les "eurodollars"). Pour faire fructifier cet argent, elles ont besoin d'effectuer des placements, notamment sous forme de prêts aux PED.

Les dirigeants des PED vont rapidement jouer le jeu ; les prêts favorisent une modernisation qui permet d'augmenter les volumes de production de matières premières, donc les volumes d'exportation, donc les devises. Priorité est donnée à l'exploitation accélérée des ressources naturelles (minerais, pétrole, gaz, etc.) et aux produits agricoles de rente (café, cacao, coton, thé, arachide, sucre, etc.). Les devises ainsi générées sont alors suffisantes pour rembourser les prêts et investir de nouveau. Dans la logique productiviste, tout va pour le mieux. Une partie s'évapore même au profit de dirigeants peu scrupuleux (voir chapitre IV).

Le cercle de l'emprunt



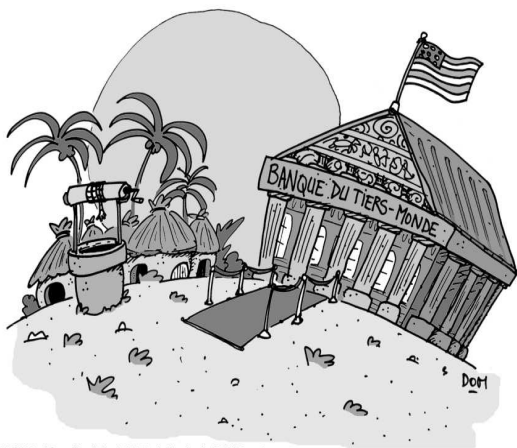
* Sur la réalité de la décolonisation et du développement, notamment pour les anciennes colonies françaises, lire les brochures *Que fait la France en Afrique ?*, *A qui profite l'aide au développement ?* et *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

** Quand A prête de l'argent à B, B rembourse le montant prêté par A (le capital), mais aussi une somme supplémentaire appelée intérêt, afin que A ait intérêt à effectuer cette opération financière. Le taux d'intérêt plus ou moins élevé sert à déterminer l'importance des intérêts. Prenons un exemple très simple. Si A emprunte 100 millions de dollars sur 10 ans à un taux d'intérêt fixe de 5 %, il va rembourser la première année un dixième du capital emprunté initialement (10 millions de dollars) et 5 % du capital dû, soit 5 millions de dollars, donc en tout 15 millions de dollars. La seconde année, il rembourse encore un dixième du capital initial, mais les 5 % ne portent plus que sur 90 millions de dollars restants dus, soit 4,5 millions de dollars, donc en tout 14,5 millions de dollars. Et ainsi de suite jusqu'à la dixième année où il rembourse les derniers 10 millions de dollars, et 5 % de ces 10 millions de dollars restants, soit 0,5 millions de dollars, donc en tout 10,5 millions de dollars. Sur 10 ans, le remboursement total s'élèvera à 127,5 millions de dollars. En général, le remboursement du capital ne se fait pas en tranches égales. Les premières années, le remboursement porte surtout sur les intérêts, et la part du capital remboursé croît au fil des ans. Ainsi, en cas d'arrêt des remboursements, le capital restant dû est plus élevé...

1968 : Banque Mondiale en guerre froide

La Banque Mondiale est une institution internationale créée après la seconde guerre mondiale. Elle avait pour but, à son origine, de contribuer au financement de la reconstruction des économies d'après-guerre. En 1968, l'ex-secrétaire à la défense des États-Unis et "chef d'orchestre" de la guerre du Vietnam, *Robert Mac Namara*, prend la présidence de la Banque Mondiale. Sous son impulsion va être menée une politique d'incitation à l'emprunt pour les PED. De 1968 à 1973, la Banque Mondiale va effectuer davantage de prêts qu'entre 1945 et 1968.* But officiel : développer les PED en les modernisant. Mais, dans un contexte de guerre froide, cette politique de prêts massifs constituait surtout un instrument de fidélisation de la clientèle du Tiers-Monde au service de l'Occident.

De fait, la Banque Mondiale a soutenu des tyrans notoires : Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990, la dictature argentine de 1976 à 1983, le dictateur Mobutu au Zaïre de 1965 à 1997, Ferdinand Marcos aux Philippines de 1965 à 1986... Nous pourrions allonger cette liste.**



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide. Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le bien-être du pays mais s'il conduisait à une situation stable, étant donné les réalités géopolitiques mondiales.

Joseph Stiglitz
ex économiste en chef de la
Banque Mondiale
La grande désillusion, Fayard, 2002

* Au total, la Banque Mondiale a prêté l'équivalent de 360 milliards de dollars actuels entre 1945 et 2001. Notons qu'actuellement elle réalise plusieurs milliards de dollars de bénéfices, chaque année, grâce au remboursement des prêts passés. Le mode de fonctionnement non démocratique de la Banque Mondiale et ses décisions sont fortement critiquées. Le système adopté pour les États-membres est "1 dollar, 1 voix". Les États-Unis possèdent plus de 17 % des droits de vote (ce qui leur fournit une minorité de blocage), alors que le groupe formé par 24 pays d'Afrique subsaharienne n'en détient que 2 %.

** Pour plus de détails, lire *Banque Mondiale : le coup d'Etat permanent*, Eric Toussaint, Syllepse/CADTM, 2006.

1971 : les États-Unis mettent fin au S.M.I.

En 1944, les États-Unis avaient contribué à créer le *Système Monétaire International*. Il s'agissait d'un ensemble de règles et de mécanismes pour stabiliser le cours des monnaies occidentales en garantissant leur convertibilité en or (et donc en restreignant le volume d'argent en circulation, pour éviter l'inflation). Le dollar était alors la référence, car les États-Unis possédaient, en 1945, près de 75% des réserves mondiales d'or.

Mais à la fin des années 60, pour ne pas freiner leur propre développement ni amoindrir leur hégémonie mondiale, les États-Unis refusent de limiter les volumes de dollars en circulation ; ils fabriquent beaucoup plus de dollars qu'ils ne sont autorisés à le faire selon le S.M.I. Étant donné que trop de dollars circulent, la valeur du dollar s'affaiblit. Les partenaires commerciaux de l'Amérique du Nord cherchent alors à se protéger contre la baisse de leurs avoirs en dollars en demandant aux États-Unis de les convertir en or, comme le prévoit le S.M.I. Conséquence : les réserves d'or américaines fondent et les États-Unis imposent dans un premier temps une limitation des demandes de conversion de dollars en or. Mais cette mesure n'est pas suffisante : le pays risque une grave crise financière.

En 1971, les États-Unis décident alors de mettre fin au S.M.I. Cette décision entraîne la variation des monnaies les unes par rapport aux autres. Dans un contexte mondial de baisse de rentabilité du capital, il se produit une inflation et les billets verts affluent dans les grandes banques occidentales. Celles-ci souhaitent à tout prix placer cet argent pour le faire fructifier. Parmi les solutions adoptées, elles vont faire pression pour octroyer des prêts aux PED. Avec succès. L'inflation étant forte et les taux d'intérêts bas, emprunter est particulièrement intéressant.

1973-1975 : choc pétrolier et "pétrodollars"

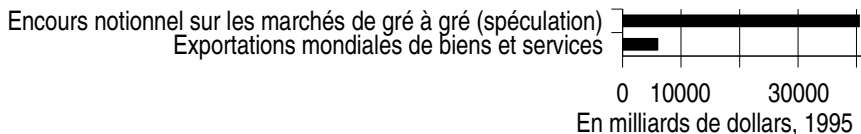
En 1973 se produit le *choc pétrolier* : les pays producteurs multiplient par quatre le prix du baril. Leurs revenus s'envolent. Ces "*pétrodollars*" affluent dans les banques occidentales. Ces dernières vont essayer de placer cet argent en incitant notamment les PED à l'emprunt. Parallèlement, le choc pétrolier entraîne une récession globale au Nord. Les pays industrialisés peinent à écouler leurs marchandises en Occident. Afin d'augmenter le pouvoir d'achat des PED, les pays industrialisés vont proposer des prêts et des crédits à l'exportation. Il s'agit généralement d'aides « liées » (conditionnées à l'achat de produits du Nord) ou de « crédits d'exportations » (subventions pour les multinationales occidentales).

1979 : crise des États-Unis

Les États-Unis tentent de répondre à cette récession économique par un virage ultra-libéral. Le gouvernement augmente les taux d'intérêt. Objectif : attirer les capitaux étrangers pour faire baisser l'inflation et relancer l'économie par de grands projets militaro-industriels. Le résultat est rapidement atteint ; les investisseurs se précipitent vers les États-Unis. Cela réduit d'autant les capitaux disponibles pour les PED : les prêts bancaires s'interrompent net. Pour rester compétitifs, les autres pays s'alignent sur ces taux d'intérêt de 16 à 18%. Comme les PED ont généralement emprunté à des taux d'intérêt variables, c'est à dire indexés sur les taux occidentaux, les intérêts de leurs emprunts s'envolent aussi. Ils sont multipliés par trois ! Face à de tels taux d'intérêt, les PED ne peuvent plus rembourser. La spirale de la dette va se mettre en place, amplifiée par la chute des cours de matières premières.

La spirale de la spéculation

A partir des années 70, des centaines de milliards de dollars affluent dans les banques occidentales. Les détenteurs de ces capitaux sont à la recherche d'une fructification de leur argent autre que dans l'économie classique alors en pleine crise. Ils se tournent vers le secteur bancaire et financier. Les banques occidentales vont désormais chercher tous les moyens possibles pour faire fructifier les fonds placés, notamment via la spéculation boursière, les transactions financières et bien sûr l'incitation aux emprunts. Des paradis fiscaux sont également créés pour soustraire ces capitaux aux taxes et impôts des États, et donc augmenter les bénéfices ; mais également pour effectuer des montages financiers de tout type, loin des règles étatiques ou judiciaires.* Cette dynamique est toujours d'actualité. Le montant des transactions financières (économie dite 'virtuelle') est de l'ordre de 1000 milliards de dollars *par jour*, alors que les échanges de biens et de services internationaux (économie dite 'réelle') sont de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars *par an*.



source : *Un monde sans loi*, Jean de Maillard, Stock, 1998

* cf. brochure *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généreux).

Années 80 : chute du cours des matières premières

La récession des pays industrialisés entraîne une baisse de leurs besoins en matières premières. Or, les PED ont augmenté leur productivité en se modernisant, en grande partie suite à des projets de développement impulsés par les pays du Nord. La surproduction conjuguée à la chute de la consommation entraîne l'effondrement des prix. Rappelons que les exportations de matières premières constituent pour les PED le principal moyen d'obtenir des devises étrangères (dans lesquelles les remboursements de la dette extérieure doivent être effectués).

La dépendance des PED vis-à-vis des exportations de matières premières

pays	principal produit d'exportation	part de ce produit dans les revenus d'exportation en 2000
Bénin	coton	84 %
Mali	coton	47 %
Burkina	coton	39 %
Ouganda	café	56 %
Rwanda	café	43 %
Mauritanie	pêche	54 %
Guinée	bauxite	37 %
Niger	uranium	51 %

Source : FMI 2002

La chute des cours mondiaux

Produit	1980	1990	2000	Unité
Café	481,4	197,2	190,9	cents/kg
Thé	230,5	205,8	186,4	cents/kg
Huile d'arachide	1192,7	963,7	709,6	\$/tonne
Huile de palme	810,7	289,9	308,2	\$/tonne
Soja	411,4	246,8	210,6	\$/tonne
Riz Thaï	570,5	270,9	201,2	\$/tonne
Sucre	87,7	27,7	17,9	cents/kg
Coton	286,4	181,9	129,5	cents/kg

Prix exprimés en dollars constants (référence 1990)

Source : Banque Mondiale, *Global Development Finance 2001*

1982 : la crise de la dette

Résumons : dans les années 80, les PED possèdent moins de devises et doivent rembourser un endettement passé dont les intérêts ont été multipliés par trois. La spirale de la dette s'enclenche. Le Sud va même être contraint d'emprunter à taux d'intérêt élevé pour rembourser sa dette.

Rapidement, la situation devient économiquement intenable. Le Mexique est le premier pays à se déclarer insolvable en 1982. L'annonce crée un choc mondial dans la sphère financière. Les créanciers occidentaux prennent peur. Les pays de la Triade (Europe occidentale, États-Unis, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande) demandent au Fonds Monétaire International (FMI)* d'intervenir. Celui-ci va alors, au cas par cas, fournir des prêts à taux préférentiels et des aides conditionnées au remboursement des banques et autres créanciers privés.

Parallèlement, les pays du Nord s'organisent. Les acteurs concernés par ce problème se regroupent, notamment au sein du *Club de Londres*, rassemblant les grandes banques et créanciers privés, et au sein du *Club de Paris*, regroupant 19 États de la Triade. Ces derniers se réunissent environ une fois par mois à Paris. Il s'agit d'un groupe informel dont l'objectif est clairement annoncé sur leur site internet : « *Les créanciers du club de Paris souhaitent recouvrer au maximum leurs créances. Ainsi, ils demandent le paiement immédiat d'un montant aussi élevé que possible.* » Le Club de Paris ne négocie un rééchelonnement de dette qu'avec un pays ayant passé au préalable un accord avec le FMI, c'est à dire ayant lancé un Plan d'Ajustement Structurel (P.A.S.)**.



(c) DOM / Contré pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

* Créé en même temps que la Banque Mondiale, le FMI était chargé, à l'origine, d'assurer la stabilité monétaire internationale après la seconde guerre mondiale.

** Les P.A.S ont été récemment rebaptisés : « cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté »... Mais le contenu reste quasi-identique.

FMI : pompier ou pyromane ?

Le FMI propose aux pays endettés ayant des difficultés financières (et donc à qui plus personne ne veut prêter sans garantie) d'apporter sa garantie, afin de lui permettre l'accès aux capitaux internationaux. Mais à une condition : la mise en place, dans ce pays, d'un Plan d'Ajustement Structurel dont le but est de dégager des ressources financières pour le remboursement des prêts. Les principales mesures sont :

- abandon des subventions aux produits et services de première nécessité : pain, riz, lait, sucre, combustible... ;
- austérité budgétaire et réduction des dépenses, en général baisse drastique des budgets sociaux “non-productifs” (santé, éducation, subventions aux produits de base) ;
- dévaluation de la monnaie locale ; taux d'intérêt élevés, pour attirer les capitaux étrangers avec une rémunération élevée ;
- production agricole toute entière tournée vers l'exportation (café, coton, cacao, arachide, thé etc.) pour faire rentrer des devises, donc réduction des cultures vivrières et déforestation pour gagner de nouvelles surfaces ;
- ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières ; libéralisation de l'économie, notamment abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes ;
- fiscalité aggravant encore les inégalités avec le principe d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la préservation des revenus du capital ;
- privatisations massives des entreprises publiques, etc.

L'impact des PAS est fortement critiqué. Le but du FMI n'est pas d'atténuer les effets de la crise économique sur les populations les plus fragiles, mais de garantir aux créanciers le fait que les remboursements seront effectués en priorité. Ainsi, en 1997, le FMI a prêté 105 milliards de dollars en Asie, 31 en Turquie en 1999, 21 en Argentine en 2001... qui sont immédiatement ressortis du pays en direction de leurs riches créanciers.



III A qui profite la dette ?

Bonne question... Où sont passées les gigantesques mannes financières prêtées aux pays dits "en développement" ?

- **Dans la modernisation de la production** pour exporter davantage de matières premières : méga-projets énergétiques ou infrastructurels (barrages, centrales électriques, routes, etc.). Notons que ces projets sont souvent dénoncés pour leur inadaptabilité (c'est la fameuse appellation "d'éléphants blancs"...) ou alors pour leur seul intérêt commercial vis à vis des multinationales. Ainsi, la ligne haute tension de 1900 km reliant le barrage d'Inga jusqu'au Katanga au Congo-Kinshasa et alimentant en énergie l'extraction de minerais, n'apporte même pas l'électricité aux villages qu'elle survole. Autres exemples récents : le pipe-line Tchad/Cameroun d'une longueur de 1000 km ou le pharaonique barrage des trois Gorges en Chine. Le but est d'améliorer le rendement d'exploitation de matières premières, souvent au profit de multinationales occidentales.*

- **Dans l'achats de produits occidentaux** : armes, outils, denrées... pas toujours bon marché ni adaptés aux besoins locaux.**

- **Dans le détournement** par des réseaux politico-mafieux locaux ou internationaux. Quelques exemples : la fortune de Mobutu Sese Seko, dictateur à la tête du Zaïre pendant plus de 30 ans, était estimée au moment de son décès à 8 milliards de dollars, soit l'équivalent des deux tiers de la dette de son pays. En 1986, la dette extérieure d'Haïti s'élevait à 750 millions de dollars lorsque la famille Duvalier, qui a gouverné d'une main de fer pendant trente ans, a pris la fuite vers la Côte d'Azur française avec une fortune évaluée à plus de 900 millions de dollars. En Indonésie, la fortune de la famille du président Suharto était estimée à 40 milliards de dollars au moment où il a été chassé du pouvoir en 1998 après 32 ans de règne. Quand le FMI et la Banque Mondiale prêtent de l'argent à des pays dirigés par des tyrans notoires, ils se doutent bien que de nombreux emprunts alimentent des comptes en Suisse ou à Monaco.

- **Dans le remboursement de la dette passée**, tout simplement.

* cf. brochure *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux).

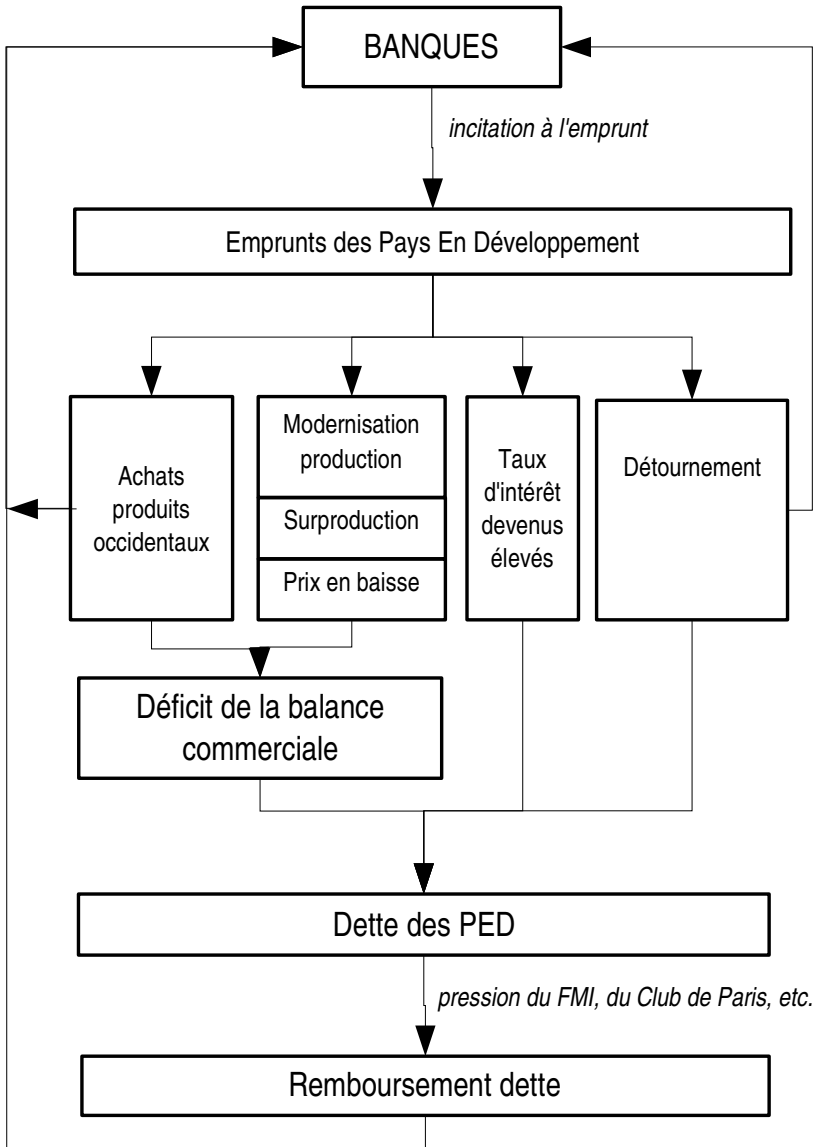
** cf. les *dossiers noirs* des associations Survie et Agir Ici.

Malgré tout, ce système continue. Il continue parce que les emprunts et la dette étaient et sont toujours bénéfiques aux acteurs dominants du capitalisme mondial : les dirigeants des pays du Sud, des banques du Nord et des pays industrialisés.

- **Bénéfices pour les dirigeants des pays du Sud** : Les prêts permettent un accès immédiat et aisé à de grosses sommes d'argent. C'est le jeu de la "patate chaude" : « à moi l'argent ici et maintenant, au prochain le remboursement ! ».
- **Bénéfices pour les banques du Nord** : L'argent revient, en partie, dans les banques (remboursements + intérêts + détournements) et peut être réinvesti ou prêté ailleurs. Selon la Banque Mondiale, le total des remboursements des PED de 1980 à 2004 s'élève à 5 300 milliards de dollars. Or, en 1980, la dette était de 540 milliards de dollars, et, en 2004, de 2 600 milliards de dollars ! Conclusion : pour 1 dollar emprunté en 1980, les PED ont remboursé presque 10 dollars et doivent encore 5 dollars. C'est dire combien le marché de la dette est juteux pour les banques. Autre exemple : en 2003, les dépôts en liquidité des habitants des PED dans les banques du Nord s'élevaient à 1 400 milliards de dollars environ. Dans le même temps, les prêts de ces mêmes banques aux PED se chiffraient à 700 milliards de dollars environ. Conclusion : les PED jouent aussi le rôle de créanciers des banques du Nord.
- **Bénéfices pour les pays industrialisés** : Non seulement les emprunts et les politiques d'ajustement structurel ont ouvert des marchés pour les produits d'exportation du Nord, mais la dette constitue également un instrument politique intéressant ; si un État du Sud menace de ne plus payer, il suffit de menacer ses dirigeants de geler leurs fortunes placées... dans des banques occidentales ! C'est pourquoi la dette peut être considérée comme un outil de *néo-colonisation*. Un exemple parmi d'autres : Depuis la crise de 1994, les revenus des exportations de pétrole du Mexique transitent par un compte situé aux États-Unis, et un magistrat américain a l'autorisation de bloquer les flux de ce compte vers le Mexique si ce pays ne rembourse pas sa dette. Les États ainsi dominés par le FMI perdent leur souveraineté. Comme l'explique Eric Toussaint du CADTM, la dette est un formidable outil politique : *« imaginons que je possède une banque occidentale et que je souhaite gagner un marché dans un pays en développement (c'est-à-dire l'amener à emprunter de l'argent à ma banque). Pour cela, je propose au chef d'État d'un PED qu'il effectue un emprunt dans ma banque au nom de son État, en contrepartie de quoi je déposerai dans le même temps sur des comptes ouverts dans ma banque une partie des sommes que j'ai prêté à son État et qui deviendront sa propriété personnelle. Cette incitation à la corruption est très intéressante pour ma banque. D'une part, une partie des montants que j'ai prêtés revient dans ma banque et peut donc être reprêtée à d'autres clients. D'autre part, si un jour le chef d'État en question considère que la dette de son pays ne peut plus être remboursée, je peux utiliser les sommes déposées, sans statut légal, dans les coffres de ma banque comme moyen de pression sur lui, pour qu'il reprenne les paiements. Il s'agit là d'une pratique systématique dans les milieux bancaires internationaux. »*

La spirale de la dette

Voici une tentative pour résumer les mécanismes de la dette :



IV Annuler la dette ?

« *Annulons la dette !* »... pour la retrouver identique dans 20 ans ? Au fond, notre exposé sous-entend que ce sont les *mécanismes* de formation de cette dette qui sont à remettre en cause. Ces mécanismes révèlent combien la dette est un puissant transfert de richesse du Sud vers le Nord, en lien avec une criminalité financière et politique considérable. C'est donc à ceux-ci qu'il faut s'attaquer. L'annulation de la dette n'est qu'une étape, certes indispensable, mais qui ne doit pas masquer d'autres enjeux plus profonds : la remise en cause du capitalisme, système social injuste et incapable de répondre aux besoins des populations.

Les instances occidentales sont bien conscientes de la mauvaise image de la dette vis-à-vis de l'opinion publique. C'est pourquoi, depuis le début des années 90, elles développent tout un discours médiatique sur l'annulation de la dette. Mais la réalité est bien différente :

- ♦ Au sommet du G7* en 1996, les puissances occidentales ont lancé l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). Il ne s'agissait pas d'annuler la dette, mais de la rendre "soutenable", notamment par des plans d'ajustement structurel du FMI. 42 PED sont concernés sur 165. Il s'agit toujours d'une démarche de créanciers préoccupés, avant tout, par la poursuite de leurs remboursements.
- ♦ Le FMI et la Banque Mondiale effectuent parfois des *rééchelonnements* de dette**. Dans le cadre de l'initiative PPTE, ils peuvent annuler des parties de dette mais piochent dans un "trust fund" alimenté par les pays riches pour se rembourser.
- ♦ Le Club de Paris allège seulement la partie bilatérale de la dette***. De véritables annulations bilatérales se sont vues dans l'Histoire, mais elles sont généralement accompagnées de compensations politiques : le départ du pacte de Varsovie dans le cas de la Pologne, le soutien dans la guerre contre l'Irak en ce qui concerne l'Egypte, le soutien contre la guerre en Afghanistan dans le cas du Pakistan, etc.

* Le G7 réunit les pays les plus puissants de la planète : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon. Leurs chefs d'Etat se réunissent chaque année généralement fin juin, début juillet. Depuis 2002, le G7 a été rejoint par la fédération de Russie, devenant le G8.

** Modification des termes d'une dette, par exemple en modifiant les échéances ou en reportant les paiements du principal et/ou des intérêts. Le but est en général de donner un peu d'oxygène à un pays en difficultés en allongeant la période des remboursements pour en diminuer le montant ou en accordant une période de grâce où les remboursements n'ont pas lieu.

*** Voir notamment les crédits commerciaux garantis par la COFACE, cf. brochure *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux)

Et la dette publique des pays occidentaux ?

Les pays occidentaux fonctionnent effectivement avec une dette publique énorme. La dette publique de la France a passé le seuil des 1 000 milliards d'euros en mars 2004. Quasiment 10% du budget 2005 est consacré au remboursement des intérêts !

Cette dette publique est née dans les années 70, suite à la récession. Pour relancer l'économie, les gouvernements occidentaux ont créé des emplois publics, lancé de grands projets étatiques (en France : TGV, Minitel, Ariane, etc.) ou de grands travaux militaires. Ils ont aussi subi de plein fouet la hausse des taux d'intérêts. Ce sont les banques privées, les compagnies d'assurance et les fonds de pension qui sont les principaux créanciers des États occidentaux. Le service de la dette des pays occidentaux est donc également élevé. Mais méfions-nous quand nous comparons les chiffres : un dollar n'a pas le même poids pour un Français que pour un Malien.*



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CAOTM France)

L'annulation de la dette produirait-elle une crise économique au Nord ?

Voici une question souvent posée.** Gageons qu'une annulation serait sans grave conséquence sur l'économie mondiale, bien que le profit de certains capitalistes diminuerait. En revanche, les conséquences seraient très importantes pour les PED. L'annulation pourrait constituer un puissant facteur de relance de l'économie mondiale. Mais au profit de qui ? Parler de relance de l'économie sans mettre en question l'organisation politique actuelle nous semble une impasse. A travers la dette, c'est toute la question des conditions dans lesquelles se forme la richesse, au niveau national et mondial, qui est en jeu.***

* Ceci dit, la comparaison de la dette des pays riches ou pauvres avec leur Produit Intérieur Brut donne des résultats assez proches. Par exemple, en 2002, la dette publique de la France représentait environ 70% de son PIB (pourcentage similaire pour les États-Unis). Au Mali, ce pourcentage avoisine les 80%.

** Il y a deux siècles, l'abolition de l'esclavage générerait le même type d'inquiétude (cf. *Une histoire populaire des États-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002)

*** Lire à ce sujet la brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généreux)

Il y a actuellement environ 7 000 grosses banques dans le monde. Afin de minimiser les risques d'insolvabilité des pays du Sud, ces banques ont réalisé entre elles des échanges de dettes des pays du Sud, constituant un véritable "marché de la dette". Pour une banque, mieux vaut en effet posséder plusieurs "petits bouts de dette" qu'une grosse dette faisant courir le risque d'une insolvabilité de l'État en question. Une spéculation active s'est ainsi mise en place depuis le début des années 80.

Depuis quelques années, d'autres acteurs économiques se sont lancés dans ce "commerce de la dette" : les compagnies d'assurances, les fonds de pension*, les mutual funds**... La philanthropie ne semblant pas être un argument recevable dans ce milieu, comment convaincre les banques occidentales d'agir autrement, sans bouleversement politique ? Notons que des mouvements sociaux tels que le CADTM tentent de faire juridiquement émerger les notions de "réparations", de "dette historique", de "dette odieuse" pour contraindre les riches créanciers du Nord à abandonner leurs créances.

Le concept juridique de dette odieuse

Bien souvent, les populations d'aujourd'hui remboursent une dette qui a permis d'acheter les armes responsables de la disparition des leurs ; que l'on pense aux 30 000 disparus en Argentine sous la dictature (1976-1983), aux victimes du régime d'apartheid en Afrique du Sud (1948-1994) ou du génocide au Rwanda (1994). L'argent emprunté servait aussi à alimenter les caisses noires des régimes en place, pour compromettre les partis d'opposition et financer des campagnes électorales coûteuses et des politiques clientélistes. En droit international, on considère « odieuses » les dettes contractées par un gouvernement, qu'il soit démocratique ou dictatorial, dans le but de soumettre un peuple à la domination coloniale. En 1898, c'est cet argument qui a permis à Cuba (devenu indépendant) d'obtenir l'annulation des dettes réclamées par l'Espagne (ex puissance tutélaire). La dette peut également être considérée comme « odieuse » si elle a été contractée sans le consentement du peuple. En Afrique, les « dettes de régime » (dettes contractées par les dirigeants au pouvoir), qui constituent une part très importante du stock de la dette, devraient donc être annulées. De nombreux juristes internationaux, soutenus par des associations comme le CADTM, se battent en ce sens.

* Un fonds de pension collecte une part du salaire mensuel de ses clients et spéculé sur les marchés financiers pour faire fructifier ce capital collecté. Le but est double : primo, assurer à ses clients une retraite à la fin de leur carrière ; secundo, dégager des bénéfices supplémentaires pour leur propre compte. Ces deux objectifs sont aléatoires et à de nombreuses reprises, des salariés se sont retrouvés sans économies ni retraite à la suite de faillites retentissantes, comme l'empire de Robert Maxwell au Royaume-Uni. Ce système de retraite par capitalisation est généralisé dans les pays anglo-saxons.

** Fonds d'investissement collectif aux États-Unis, équivalent des Sicav. Une Sicav est une Société d'Investissement à Capital Variable, c'est-à-dire la gestion collective par une banque de fonds collectés auprès de clients. Ce système est similaire à celui des Fonds Communs de Placement ou des Mutual Funds anglo-saxons et il participe à la concentration financière, source de bulles spéculatives et de crises financières (effet moutonnier).

Certains pays du Sud ont-ils tenté d'annuler leur dette ?

En 2005, l'Argentine s'est illustrée par une importante réduction de sa dette extérieure, situation rarissime dans les pays du Sud. Résumons les faits :

De 1980 à 2000, l'Argentine était considérée comme le "modèle" du FMI et appliquait à la lettre les plans d'ajustement structurel : licenciement massif de fonctionnaires, privatisation des entreprises publiques, gel des salaires, diminution drastique des budgets de l'éducation et de la santé, etc. Ces mesures, officiellement prises pour "relever" l'économie du pays, contribuèrent à déclencher une crise financière en 2001. Le FMI refusant d'effectuer de nouveaux prêts, les marchés financiers furent pris de panique et les capitaux quittèrent massivement le pays. Fin 2001, l'Argentine plongea dans une crise sans précédent : la pauvreté et le chômage explosèrent (sur les 36 millions d'Argentins, 14 millions vivaient officiellement sous le seuil de pauvreté), les réserves financières furent épuisées, le peuple se souleva, trois gouvernements furent destitués en une semaine... La dette extérieure publique de l'Argentine s'élevait alors à 144 milliards de dollars, dont 84 dus au secteur privé et 60 aux institutions financières internationales. Le FMI se décida cependant à prêter de nouveau pour calmer la révolte sociale en cours. La spirale de la dette s'amplifia, celle-ci atteignant 191 milliards en 2004.

De 2003 à 2005, le gouvernement argentin tenta de négocier un accord avec les créanciers privés, proposant une réduction de 75 % de la dette. Les créanciers, le G7 et le FMI firent alors pression sur le gouvernement afin qu'il améliore son offre. Après de multiples négociations, une nouvelle proposition fut mise sur la table et acceptée par les créanciers. Bilan de l'opération : une réduction de dette de l'ordre de 25 %, des délais de paiement allongés, des taux d'intérêts réduits. Mais cette restructuration ne met pas fin au transfert de richesses : par exemple, alors que la moitié de la population vit dans la pauvreté, l'Argentine rembourse plusieurs milliards de dollars au FMI chaque année. La logique capitaliste continue : tenue de rembourser les créanciers, l'Argentine contracte de nouveaux prêts et s'endette. De surcroît, l'obtention de ces nouveaux prêts est conditionnée par l'application de mesures de libéralisation massive, de privatisation systématique et de nouvelle réduction des budgets sociaux.

Le gouvernement argentin, en choisissant la "solution de marché", est passé à côté de l'opportunité historique de remettre en cause la légitimité même de cette dette. Occultant la responsabilité du FMI dans l'apparition et l'approfondissement de la crise, le gouvernement accepte de rembourser les organisations multilatérales. Une partie importante de la dette est pourtant reconnue par la Cour fédérale argentine comme odieuse et illégitime. L'Argentine a en effet connu au cours des dernières décennies des dictatures militaires violentes qui les ont mené au surendettement, avec l'entier soutien du FMI. A l'époque, le seul but était de conforter la junte au pouvoir et d'arrimer l'économie de ces pays au modèle néolibéral dominant.*

* Les données de ce chapitre sont intégralement extraites du dossier thématique *Argentine* du CADTM, www.cadtm.org

En guise de conclusion

La dette constitue un puissant système de transfert de richesses des pays du Sud vers les pays du Nord*. Elle révèle non seulement des mécanismes économiques inégalitaires, mais également des choix politiques de type néo-colonial de la part des États du Nord, des banques privées et de la Banque Mondiale. En arrière-fond, elle dévoile une gigantesque criminalité politique et financière. Tout cela se poursuit au moment où vous lisez ce texte.

Une hypothétique annulation ne suffirait pas. C'est tout un système économique et politique qui est en cause. Pour les acteurs dominants du capitalisme mondial, la dette des pays du Sud génère suffisamment de profits pour qu'ils maintiennent cette dynamique de paupérisation, en toute connaissance de cause, au mépris des conséquences sur les populations concernées. Il s'agit bien d'un *appauvrissement organisé*.

Les populations occidentales sont également concernées par cette économie mondiale à l'allure de casino. Au Nord, on parle d'austérité ou de rigueur, et non d'ajustement structurel, mais les logiques qui sous-tendent les politiques appliquées au Nord et au Sud sont de la même veine : un système de canalisations très complexes, au service d'intérêts capitalistes privés, permettant d'accumuler un maximum de richesses, au détriment des biens publics.

A nous de rejoindre ou de créer les mouvements sociaux qui tentent de renverser ces logiques capitalistes, injustes et criminelles.



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

Remerciements : nous remercions Damien Millet et Isabelle Likouka du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) pour leur relecture et leurs multiples conseils. Mais également Dom pour ses illustrations.

* C'est pourquoi certains proposent de remplacer l'expression PED ou Pays du Sud par « pays appauvris ».

Post Scriptum 1 : la véritable dette extérieure...

Lettre d'un chef indien aztèque aux gouvernements européens*

Extrait du livre *Sortir de l'impasse, dette et ajustement*
Eric Toussaint et Arnaud Zacharie, éd Syllepse, 2002

Eh bien me voici, moi, *Guaipuro Cuauhtémoc*, descendant des peuples qui, il y a quarante mille ans, peuplaient l'Amérique. Je suis venu à la rencontre de ceux qui l'ont rencontrée il y a cinq cents ans. Voici donc que nous nous rencontrons tous : nous savons qui nous sommes et il ne nous en faut pas plus. Nous n'aurons jamais rien d'autre.

Mon frère douanier européen me réclame un papier écrit avec un visa pour découvrir ceux qui m'on découvert avant. Mon frère usurier européen me réclame le paiement d'une dette contractée par Judas, quelqu'un, en vérité, que je n'ai jamais mandaté. Mon frère usurier européen m'explique que toute dette se paie avec des intérêts, quand bien même il faudrait pour cela vendre des êtres humains et des pays entiers, sans leur demander leur consentement. Et voilà, moi je les découvre.

Moi aussi je peux réclamer mon dû, moi aussi je peux réclamer des intérêts. Les Archives des Indes font état, avec force papiers, force reçus et signatures, de ce que, entre les seules années 1503 et 1660, sont arrivés à San Lucar de Barrameda (Espagne), 185 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, en provenance d'Amérique. Pillage ? Cela ne me viendrait pas à l'idée ! Ce serait penser que nos frères chrétiens ne respectent pas leur septième commandement. Spoliation ? Dieu me garde d'aller imaginer que les Européens, à l'image de Caïn, tuent puis dissimulent le sang de leur frère ! Génocide ? Ce serait là accorder du crédit à des calomnieurs, comme *Bartolomé de Las Casas*, et tous ceux qui ont qualifié la rencontre de « destruction des Indes », ou à des extrémistes comme le docteur *Arturo Pietri*, qui affirme que l'essor du capitalisme et de la civilisation européenne actuelle est le fruit de l'inondation en métaux précieux que vous, mes frères européens, avez arrachés des mains de ceux qui, en Amérique, sont aussi mes frères !

Non ! Ces 185 mille kilos d'or et ces 16 millions de kilos d'argent doivent être considérés comme le premier d'entre les divers prêts à l'amiable consentis par l'Amérique en faveur du développement de l'Europe. Penser le contraire reviendrait à établir l'existence de crimes de guerre, ce qui ouvrirait un droit à, non seulement exiger le remboursement immédiat, mais même une indemnisation pour dommages et préjudices. Moi, *Guaipuro Cuauhtémoc*, je préfère croire en l'hypothèse la moins

* L'authenticité de ce texte reste à vérifier. Mais cela n'enlève rien à la pertinence de son contenu...

offensante à l'égard de mes frères européens. Des exportations de capitaux aussi fabuleuses n'ont été rien d'autre que la mise en place d'un plan Marshall-tezuma mais pour garantir la reconstruction de la barbare Europe ruinée par ses guerres déplorables contre les musulmans cultivés, défenseurs de l'algèbre, de l'architecture, du bain quotidien et autres apports supérieurs de la civilisation.

Voilà pourquoi, passé ce cinquième centenaire du prêt, nous sommes en droit de nous poser des questions : nos frères européens ont-ils fait une utilisation rationnelle ou tout au moins productive des ressources si généreusement avancées par le Fonds indo-américain international ?

Nous sommes au regret de répondre : non. Du point de vue stratégique, ils les ont dilapidées en batailles de Lépante. Invincibles Armadas, troisièmes Reichs et autres formes d'extermination mutuelle, pour être au bout du compte, sous l'occupation des troupes gringos de l'OTAN, comme le Panama (mais sans le canal). Du point de vue financier, au bout d'un moratoire de 500 ans, ils se sont montrés tout aussi incapables de régler capital et intérêts que de se passer des rentes monétaires, des matières premières et de l'énergie bon marché en provenance du Tiers Monde.

L'affirmation de Milton Friedman, selon laquelle une économie assistée ne pourra jamais fonctionner, vient corroborer ce tableau; déplorable et nous oblige à leur réclamer - pour leur propre bien - le paiement du capital et des intérêts, paiement que nous avons si généreusement repoussé de siècle en siècle. Ceci dit, il est bien clair que nous ne nous abaisserons pas à réclamer à nos frères européens les taux flottants - odieux et cruels - de 20% et jusqu'à 30% que nos frères européens font payer aux peuples du Tiers Monde. Nous nous limiterons à exiger la restitution des métaux précieux avancés, plus un modique intérêt fixe de 10% par an, intérêt composé sur les 300 dernières années.

Sur cette base, et en application de la formule européenne de l'intérêt composé, nous informons nos découvreurs qu'ils ne nous doivent, au titre d'un premier paiement de leur dette, qu'une quantité de 180 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, chacune élevée à la puissance 300. C'est-à-dire un nombre qui, s'il fallait l'exprimer ferait appel à plus de trois cents chiffres et dont le poids dépasserait largement celui de la terre.

Comme elles pèsent ces masses d'or et d'argent ! Que pèseraient-elles si on calculait leur équivalent en sang ? Alléguer que l'Europe en un demi-millénaire n'est pas parvenue à générer des richesses suffisantes pour régler ce modique intérêt reviendrait à admettre son échec financier absolu et/ou l'irrationalité démentielle des présupposés du capitalisme.

Il est vrai que nous ne nous soucions pas, nous Indo-Américains, de telles questions métaphysiques. Mais ça oui, nous exigeons la signature immédiate d'une lettre d'intention qui impose une discipline aux peuples endettés du vieux continent et les oblige à remplir leur engagement pour une privatisation ou une reconversion rapide de l'Europe, afin que cette Europe nous soit livrée tout entière au titre du premier règlement d'une dette historique.

Les pessimistes du vieux monde disent que leur civilisation est en pleine banqueroute et que cela les empêche de remplir leurs engagements financiers ou moraux. Si tel était le cas, nous nous contenterions de recevoir en paiement la balle avec laquelle ils ont tué le poète. Mais ce ne sera pas possible : cette balle est le cœur de l'Europe.

Tables de la loi de l'entrepreneur moderne de l'économie mondialisée

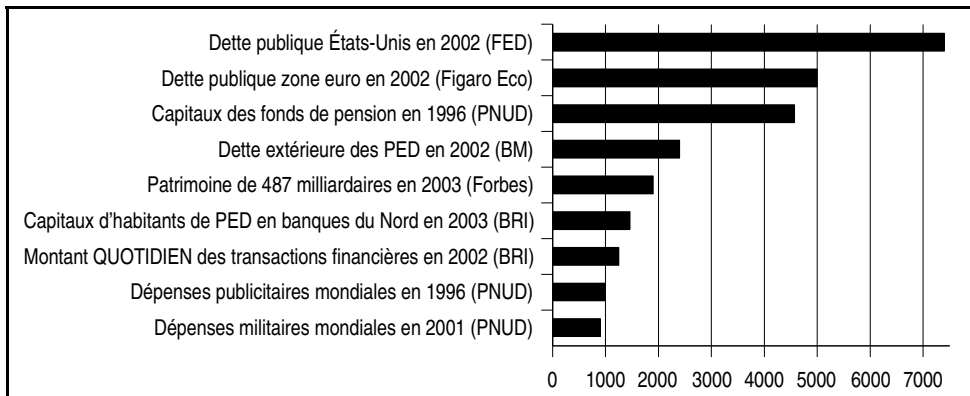
1. Passez le rouleau compresseur culturel occidental pour dynamiter les structures sociales traditionnelles.
2. Corrompez les dirigeants afin qu'ils endettent le pays.
3. Pressez les populations à abandonner l'économie locale d'autonomie pour rembourser la dette.
4. Délocalisez la production des pays occidentaux.
5. Réduisez en esclavage économique les populations afin de produire pour rien.
6. Faites transiter les marchandises à travers le globe en négligeant l'impact écologique de ces transports.
7. Désinformez : « c'est grâce à nous que ces gens ont du travail et s'extrait de leur condition misérable. »
8. Reversez 0,01 % de vos bénéfices à des associations humanitaires, vous êtes « éthique ».
9. Bravo, vous avez réussi ! Vous êtes admiré de tous et célébré par les médias.

Extrait de la revue *Casseurs de Pub*, 2001

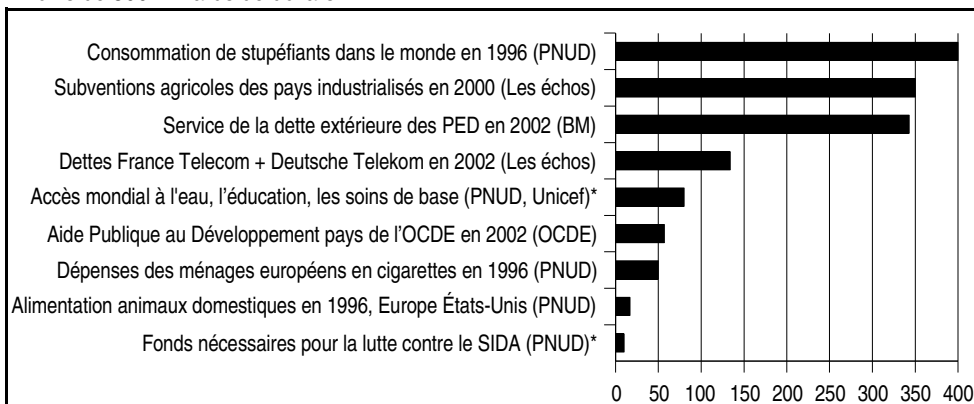
Post Scriptum 2 : quelques chiffres

Voici deux graphiques rassemblant quelques indicateurs de l'économie mondiale[#] :

Plus de 500 milliards de dollars



Moins de 500 milliards de dollars



Abréviations : les initiales entre parenthèses indiquent les sources. L'étoile signifie "pendant 10 ans". FED = Fonds Européen pour le Développement ; Figaro Eco = journal du même nom ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement (ONU) ; BM = Banque Mondiale ; Forbes = magazine économique américain ; BRI = Banques des Réglements Internationaux ; OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Economique, regroupant 29 nations parmi les plus riches du monde ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (ONU).

[#] Attention, il s'agit de chiffres officiels approximatifs et difficilement vérifiables. De plus, ces indicateurs ont été établis à des années différentes, ce qui rend peu pertinent leur stricte comparaison. Enfin, nous comparons ici des stocks de capitaux avec des flux de capitaux, ce qui n'est pas rigoureux. Pour toutes ces raisons, il convient d'être prudent dans l'interprétation de ces graphiques. Limitons-nous à observer les tendances générales qu'ils révèlent.

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive...



50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale

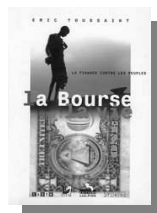
Eric Toussaint, Damien Millet, éd Syllepse/CADTM, 2002

Un livre très pédagogique : schémas, questions-réponses, explications concises et précises. Une excellente première approche des institutions internationales et de la problématique de la dette.

La finance contre les peuples. La bourse ou la vie

Eric Toussaint, éd Syllepse/CADTM, 2004

Encore un ouvrage très pédagogique permettant de mieux comprendre l'économie mondiale : son histoire, ses mécanismes et les inégalités qu'elle produit.



L'envers de la dette

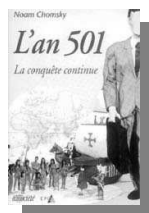
François-Xavier Verschave, éd Agone, 2001

Par cette enquête, nous quittons l'univers abstrait des chiffres économiques pour rentrer au coeur des mécanismes de criminalité financière et politique. Le passé récent de l'Angola et du Congo-Brazzaville montre le lien étroit entre dette, armes et pétrole, pour les plus grands bénéfices des compagnies occidentales.

L'an 501, la conquête continue

Noam Chomsky, éd écosociété, 1995

Cet ouvrage replace l'état actuel des relations internationales dans le contexte historique. Il explique notamment comment les mécanismes de la dette constituent un élément de la politique impérialiste du Nord sur le Sud.



Enfin, nous vous conseillons l'excellent site internet du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde. Il contient de multiples analyses actualisées, des dossiers thématiques par pays, des archives sonores, etc. <http://www.cadtm.org>

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

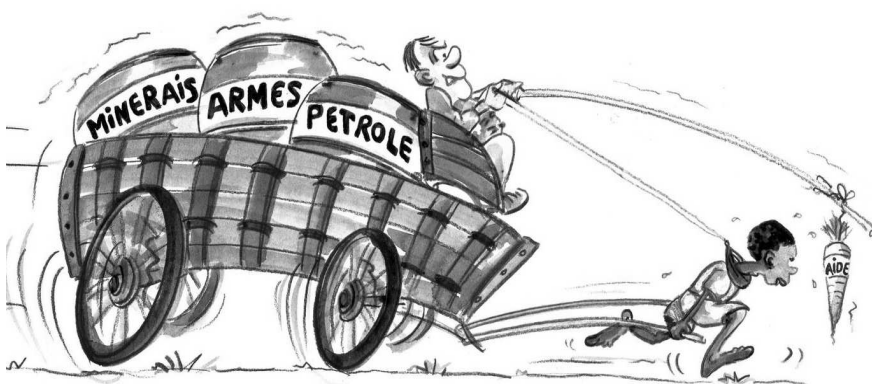
I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

À QUI PROFITE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ?



***Les contradictions
de l'aide publique française au développement***

Pourquoi cette brochure ?

Chaque année, l'État français dépense plusieurs milliards d'euros au titre de *l'aide publique au développement* (APD).

Officiellement, le développement désigne la volonté des pays industrialisés d'aider les pays dits « sous-développés », d'anciennes colonies généralement. Depuis cinquante ans, de nombreuses institutions ont été créées en ce sens : ministères spécialisés, Programme des Nations Unies pour le Développement, Banque Mondiale, Fonds Européen de Développement, etc. Ces dernières années, l'ensemble des pays de l'OCDE* a consacré entre 50 et 80 milliards de dollars par an pour l'aide publique au développement.

Cependant, cette version officielle est très controversée. L'aide au développement est notamment accusée d'être un instrument de politique étrangère permettant de conserver une influence sur les anciennes colonies.**

L'aide publique au développement : outil de solidarité internationale ? Mécanisme de domination du Nord sur le Sud*** ? Jugeons l'arbre à ses fruits en examinant ce que nous savons de la répartition et du devenir de l'aide publique française au développement.

PLAN

I	Les chiffres de l'aide au développement	page 3
II	Qui bénéficie de l'aide ?	page 6
III	L'aide est-elle détournée ?	page 18

* L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète, tous attachés « à la démocratie et l'économie de marché » (voir site www.oecd.org).

** Nous avons consacré une brochure sur l'origine et les effets du concept de développement : *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

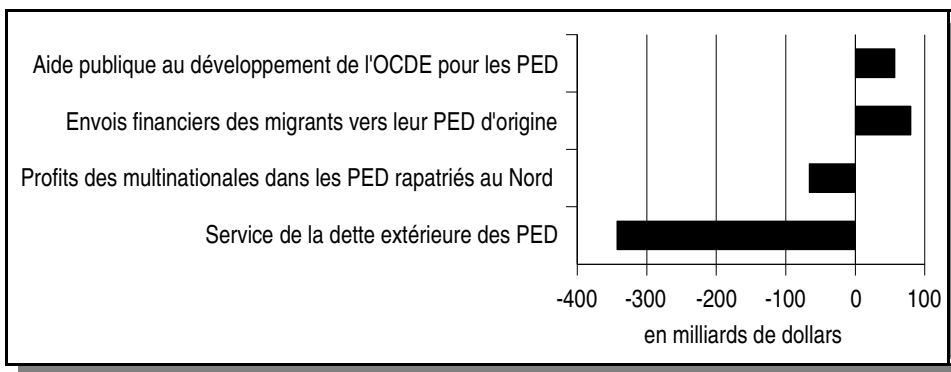
*** L'expression *Pays du Sud* est une manière de rassembler les expressions *pays en développement*, *pays sous-développés* ou encore *pays du Tiers-Monde*, en se référant au schéma selon lequel les pays riches sont au Nord de la planète, les pays pauvres au Sud. Vision évidemment simpliste, que nous utiliserons toutefois par souci de commodité.

I Les chiffres de l'aide au développement

En 2005, l'État français a consacré environ 8 milliards d'euros pour l'Aide Publique au Développement. Cela représente environ 2,5% de son budget annuel et 0,47% de son Produit Intérieur Brut.* La France est l'un des pays qui a le plus réduit son APD depuis une dizaine d'années. Entre 1994 et 2000, cette somme a diminué de 30% environ. Néanmoins, depuis 2002, elle est en légère hausse.**

Comparé à d'autres indicateurs économiques tels que la dette des pays du Sud, le poids de l'aide publique au développement dans les flux financiers internationaux est faible.

Transferts financiers pour l'ensemble des pays dits en développement (PED), en 2002



N.B : Le service de la dette représente le remboursement annuel de la dette et des intérêts.

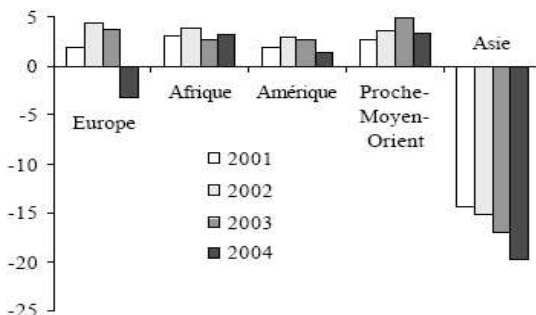
Source : Banque Mondiale, OCDE

* Le PIB de la France atteignait près de 1 500 milliards d'euros en 2002. En 1970, la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement avait fixé comme objectif aux pays de l'OCDE une APD au moins égale à 0,7% de leur PIB. Les autres pays industrialisés sont également en dessous du seuil de 0,7%, à quelques exceptions près (Danemark, Norvège, Pays-Bas, Luxembourg, Suède).

** Cette hausse est toute relative. Elle est essentiellement due à l'augmentation des annulations ou réductions de dette comptabilisées dans le budget de l'APD (voir chapitre II). Comme nous le verrons pas la suite, les principales activités financées sont très éloignées des besoins prioritaires des populations.

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle la France donne plus d'argent aux pays en développement qu'elle n'en reçoit, une analyse des flux économiques met en évidence une tendance globalement bénéficiaire pour la France dans ses échanges avec les pays du Sud. Ainsi, selon le *Centre Français du Commerce Extérieur*, la France a dégagé 29 milliards d'euros de bénéfices commerciaux avec l'Afrique (principale destination de l'APD) entre 1989 et 1998, tandis qu'elle lui a versé sur la même période 21 milliards d'euros d'aides.

Solde commercial de la France par zone géographique



(en milliards d'euros, hors matériel militaire) Source : Douanes françaises

De manière générale, l'étude du fonctionnement de l'économie mondiale met en évidence combien les pays industrialisés fonctionnent davantage comme des *pompes à capitaux* que comme des *généreux donateurs*.*

L'aide des migrants plus forte que l'aide officielle

On considère que les migrants envoient de 10 à 20% de leurs revenus à leur famille restée dans leur pays d'origine. Ces montants ont considérablement augmenté ces dernières années et dépassent les 80 milliards de dollars annuels. L'aggravation de la crise économique internationale et la détérioration des conditions de vie des populations des PED semblent avoir provoqué un renforcement de la solidarité de la part des migrants établis dans les pays "riches", bien qu'eux-mêmes soient touchés par la récession. Notons que ces envois, généralement effectués sous forme de virement bancaire, constituent une manne lucrative pour les banques occidentales : elles gardent entre 7 et 18% du montant envoyé (soit plus de 10 milliards de dollars par an).

* Ces mécanismes de "guerre économique" sont décrits dans les brochures *A qui profite la dette ?* et *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

Comparons quelques chiffres

	milliards €	année	source
Aide Publique au Développement France	5,9 /an	2003	OPCF
Budget France	266 /an	2002	MINEFI
Budget éducation nationale	61 /an	2002	MINEFI
Budget de la défense	38 /an	2002	MINEFI
Budget Justice	5 /an	2002	MINEFI
APD des États-Unis	11 /an	2001	OCDE
APD du Japon	10 /an	2001	OCDE
APD des pays de l'OCDE	57/an	2002	OCDE
Dette extérieure des pays du Sud	2 400	2002	BM
Service de la dette extérieure des pays du Sud*	343 /an	2002	BM
Montant quotidien des transactions financières	1 250 /jr	2002	BRI
Capitaux des fonds de pension	4 570	1996	PNUD
Patrimoine des 487 milliardaires de la planète	1 900	2003	Les échos
Dépenses publicitaires mondiales	1 000 /an	1996	PNUD
Dépenses militaires mondiales	900 /an	2001	PNUD
Consommation de stupéfiants dans le monde	400 /an	1996	PNUD
Dépenses ménages européens en alcools forts	100 /an	1996	PNUD
Profits rapatriés du Sud par les multinationales	66 /an	2002	BM
Dépenses ménages européens en cigarettes	50 /an	1996	PNUD
Dépenses ménages européens et américains pour l'alimentation des animaux domestiques.	17 /an	1996	PNUD
Fonds nécessaires pour la lutte contre le sida	10 /an**	2002	PNUD
Fonds nécessaires pour un accès à tous à l'eau, l'éducation, les soins de base	80 /an**	2000	PNUD, UNICEF

Glossaire : OPCF = Observatoire Permanent de la Coopération Française, MINEFI = Ministère de l'Economie et des Finances, OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Economique, BM = Banque Mondiale, BRI = Banque des Réglements Internationaux, PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement, UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

Attention, il s'agit de chiffres officiels approximatifs et difficilement vérifiables. De plus, ces indicateurs ont été établis à des années différentes, ce qui rend peu pertinent leur stricte comparaison. Enfin, nous comparons ici des stocks de capitaux avec des flux de capitaux, ce qui n'est pas rigoureux. Pour toutes ces raisons, il convient d'être prudent dans l'interprétation de ce tableau. Limitons-nous à observer les tendances générales qu'il révèle.

* Service de la dette = remboursements annuels augmentés des intérêts. ** Pendant 10 ans

II Qui bénéficie de l'aide ?

L'aide publique au développement se répartit en une part *bilatérale* et une part *multilatérale* :

- **la part bilatérale** : aide de l'État français à un autre État. Même si l'argent peut transiter par des associations ou des entreprises, c'est l'État français qui décide du pays bénéficiaire. Environ deux tiers de l'APD sont ainsi concernés.
- **la part multilatérale** : contribution de l'État français aux institutions financières internationales (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale...) ou à des organismes de développement (Fonds de Développement Européen, ONU...). Cela concerne environ un tiers de l'APD. Notons que le volume de l'APD multilatérale tend à augmenter en proportion.

1. L'aide multilatérale

L'aide multilatérale est destinée aux institutions financières ou organisations internationales officiellement engagées dans des programmes de coopération économique, sociale ou humanitaire. Voici sa répartition moyenne pour la France :

60-70 %	Union Européenne (Fonds Européen de Développement essentiellement)
20-30 %	Banque Mondiale
5-10 %	Fonds Monétaire International
5-10 %	Organisme des Nations Unies (PNUD, UNESCO, UNICEF, HCR, CNUCED, etc.)

Source : Assemblée nationale 2002

Nous connaissons mal le fonctionnement et l'impact des organismes de développement de l'Union Européenne. Nous n'évaluerons donc pas le devenir de l'APD française au sein de ces instances. Notons cependant que le Parlement européen n'exerce quasiment aucun contrôle sur les projets du Fonds Européen de Développement. Ces derniers sont gérés par la diplomatie des pays donateurs. En revanche, les politiques de la Banque Mondiale et du FMI font l'objet de larges études d'impact. Elles ont largement contribué à l'imposition du modèle néo-libéral dans les pays du Sud et sont accusées d'avoir provoqué le délabrement des systèmes d'éducation et de santé, la surexploitation des ressources naturelles à des fins d'exportation, la montée du chômage, etc.*

* Pour plus de détails, cf. brochure *A qui profite la dette ?* (Les renseignements généreux).

2. L'aide bilatérale

Le devenir de l'APD bilatérale française est complexe :

- **Elle est gérée par une multitude d'acteurs étatiques** : le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère des Affaires Etrangères*, le Ministère de l'éducation Nationale, les conseils régionaux et généraux, l'Agence Française de Développement, le Secrétariat d'État à la Coopération, etc. Cette pluralité des centres de décision entraîne des discordances ; il n'existe pas de stratégie commune autour d'objectifs largement acceptés.
- **Sa destination est obscure**. Il est très difficile d'obtenir des renseignements précis quant aux lignes budgétaires affectées à l'APD bilatérale. Il n'existe pas de tableau récapitulatif de toutes les opérations menées à ce titre. Le Parlement français n'a pas accès aux affectations précises de l'APD. La cour des comptes elle-même déplorait, en 1996, le manque de contrôle financier sur l'APD bilatérale française.

Dans ces conditions, comment identifier la destination précise de ces fonds ? Comment en mesurer l'impact ?

APD, un chiffre établi a posteriori ?

« ... l'APD n'existe pas : personne ne la conçoit, ne l'organise ou la supervise. Ce qu'on appelle APD est seulement un chiffre établi après coup par nos comptables publics. Ils y intègrent l'ensemble des dépenses relatives aux relations avec un quelconque pays du 'Sud' (y compris la Corée du Sud ou Israël...). Ils se demandent seulement si l'étiquette 'développement' qu'on pourrait accoler à ces dépenses n'est pas tellement aberrante qu'elles seraient rejetées par le jury – le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. Inutile de le préciser, les administrations qui ont ordonné ces dépenses n'ont, très généralement, jamais songé à inscrire leur action dans une stratégie de développement. Comme tous les pays industrialisés pratiquent le même habillage, le jury est très coulant : on y discute par exemple de la recevabilité de la remise des dettes liées à des achats d'armes. »

F.X. Verschave, *La Françafrique*, éd Stock, 1998

* Depuis 1998, le ministère de la Coopération -créé en 1959, héritier du ministère des Colonies, puis de l'Outre-mer- est rattaché au ministère des Affaires étrangères.

Quels sont les pays bénéficiaires ?

Jusqu'en 1998, l'APD bilatérale était principalement dirigée vers nos anciennes colonies, c'est-à-dire les pays d'Afrique francophone. En 2004, l'Afrique sub-saharienne a par exemple obtenu 55% de l'APD totale française, contre 12% pour les pays d'Afrique du Nord.

En 1998, a été créée la *Zone de Solidarité Prioritaire*, une liste des 60 pays les plus pauvres devant bénéficier de l'APD française. En réalité, la France octroie davantage d'aide aux pays à revenu intermédiaire ou aux pays exportateurs de matières premières – commercialement intéressants. De plus, elle bénéficie à nombre de régimes dont le caractère « démocratique » est pour le moins contestable, comme le Tchad, le Gabon, le Cameroun, etc.

De manière générale, l'aide occidentale se concentre vers les pays suscitant un intérêt géostratégique, commercial ou économique. *« A titre d'exemple, à la fin des années 80, des pays comme Israël et la Jordanie, au premier plan des enjeux proche-orientaux, recevaient respectivement une aide de 110 et 280 dollars par habitant, contre 20 pour l'Éthiopie et 15 pour le Bangladesh. Lorsque la Guerre du Golfe éclate, les États-Unis annulent près de la moitié de la dette égyptienne en échange de son ralliement au bloc occidental, et comptabilisent cette réduction dans leur budget d'aide publique au développement. Plus récemment, la hausse de l'APD américaine constatée en 2001 résulte pour l'essentiel du soutien financier de plus de 600 millions de dollars accordé en un temps record au Pakistan à la suite des événements du 11 septembre^{*}. Similairement, la guerre déclenchée en Irak au printemps 2003 a donné lieu à une augmentation massive des crédits de l'agence de coopération USaid, pour la reconstruction du pays, profitant quasi exclusivement aux entreprises américaines. »^{**}*



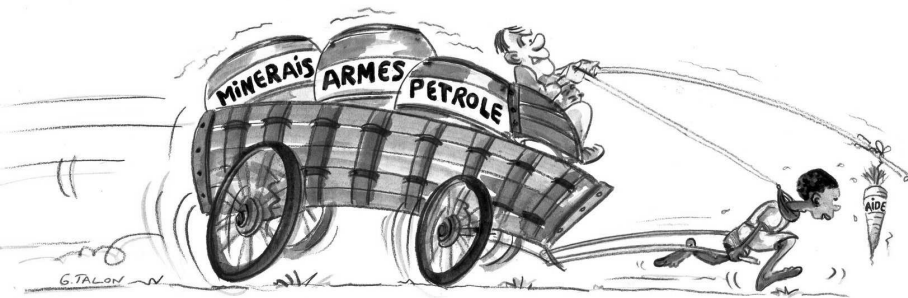
* Une grande partie de cette aide était destinée à renforcer la sécurité du personnel américain présent sur place.

** L'aide publique au développement, Guillaume Olivier, Charles Léopold Mayer, 2004.

De fait, deux tendances semblent guider la répartition de l'APD bilatérale française :

1. Plus le pays est pauvre, moins il reçoit.

Source : OCDE 2002	% APD France	% APD France	Évolution
	1989-1990	1999-2000	
Pays les Moins Avancés (liste définie par l'ONU)	42,0%	29,6%	-29,0%
Pays à faible revenu (PNB/habitant < 760 \$)	33,8%	27,3%	-19,0%
Pays à revenu intermédiaire (761 \$ < PNB/habitant < 9 360 \$)	24,4%	43,0%	76,0%
Pays à revenu élevé (PNB/habitant > 9 360 \$)	0,0%	0,2%	0,2%



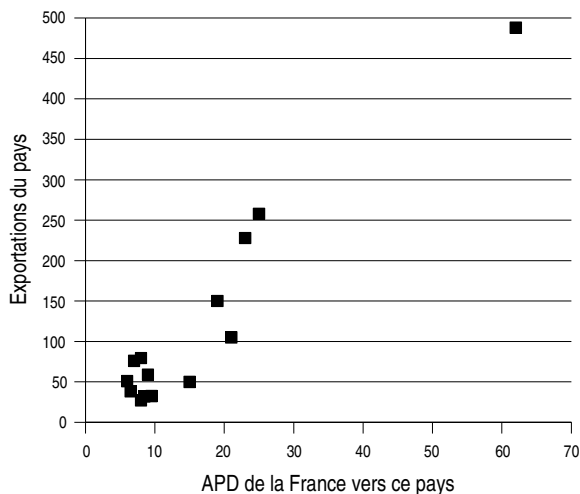
2. Plus le pays exporte des matières premières, plus il reçoit.

Il existe une corrélation (proche de 80%) entre le volume d'exportation du pays (pétrole, bois, cacao, minerais, etc.) et l'APD bilatérale française reçue.

Comparaison APD/Exportations
Moyenne entre 1992-1997, en € / habitant

Pays	APD France	Exportations
Gabon	68	2460
Congo-Brazz	62	488
Côte d'Ivoire	25	258
Mauritanie	23	228
Sénégal	21	105
Cameroun	19	150
Centrafrique	15	50
Tchad	9,5	32,5
Togo	9	59
Niger	8,5	32
Madagascar	8	27
Guinée	8	79,5
Bénin	7	76
Mali	6,5	38,5
Burkina Faso	6	51

Source : PNUD 1999, CNUCED, bilans annuels globaux des services de la coopération française.



Un bilan officiel de l'APD française : le rapport Tavernier

À notre connaissance, le dernier bilan officiel et global de l'APD française remonte à juin 1998. Sur environ 170 personnes consultées pour réaliser cette étude, la quasi totalité sont des dispensateurs ou des relais de « l'aide » : aucune ne représente les bénéficiaires potentiels, ceux dont, théoriquement, la pauvreté devrait se trouver allégée. De même, le responsable du bilan, le député socialiste Yves Tavernier, n'a rencontré aucun représentant des citoyens français mobilisés dans les Organisations de solidarité internationale (OSI, ou ONG). Ni aucun des universitaires et experts qui, depuis des années, scrutent en profondeur les fonctionnements de l'APD.

L'affectation de ces fonds, détaillée par Yves Tavernier, montre des objectifs fort disparates, et confirme l'incapacité à concevoir un vrai projet de solidarité internationale. On y insiste sur la promotion des entreprises et de l'audiovisuel français, on cherche à développer l'influence française à Bruxelles et à New York, à accroître le prestige de la francophonie. On compte même en APD, dans les pays du "pré carré", le coût de la scolarisation des élèves français...

Le caractère opaque de l'APD est mis en évidence : « *[Dans] notre dispositif, [...] le Parlement n'est pas associé. [...] Il vote de manière dispersée les crédits. [...] Chaque intervenant sur place reflète les orientations reçues de l'autorité parisienne dont il dépend. [...] La France ne définit pas explicitement les priorités de son aide à un pays donné. [...] L'approche stratégique semble absente* ».

Enfin, l'APD est présentée comme un moyen de « *soutenir les entreprises françaises, projet par projet* », de « *permettre aux entreprises de se placer suffisamment en amont des projets et de bénéficier d'un avantage d'antériorité lors de l'octroi des financements* »; il s'agit de s'intéresser au « *taux de retour commercial* ». De même, l'objectif premier des contributions françaises aux institutions de l'aide multilatérale est d'y « *bénéficier d'un effet de levier* » pour nos entreprises, d'y accroître notre « *influence* » pour permettre, par exemple, le renflouement d'un État client. L'objectif central de notre coopération culturelle n'est pas la lutte contre l'insuffisance ou la dégradation des systèmes d'éducation primaire, c'est « *l'universalité de la présence de nos idées, de nos arts et de nos convictions. [...] L'axe central de ce réseau de relations est normalement la francophonie.* »

Extraits d'un texte d'Eric Toussaint, *À qui profite l'Aide Publique au Développement ?*
(disponible sur <http://www.cadtm.org>)

A quoi sert l'aide bilatérale française ?

Le tableau suivant est une tentative pour synthétiser les destinations de l'APD bilatérale, par recoupement et à partir des informations que nous avons obtenues. **Attention, ces chiffres sont très approximatifs. Ils doivent surtout être perçus comme des ordres de grandeur.**

Destination	Description	% APD bilatérale
Opération sur la dette	Rééchelonnement de la dette ou révision des taux d'intérêt. Parfois annulation de dette.	30-40 %
Coopérants	Envoi de coopérants pour des projets techniques, scientifiques ou culturels. On recensait 3 250 coopérants en 2001. Les salaires de ces coopérants sont généralement élevés, de l'ordre de 4 500 à 23 000 € par mois.	20-25 %
Promotion de la Francophonie	Projets culturels francophones, enseignement du français.	15-25 %
Aide-projet	Financement pour l'étude et la réalisation d'équipements, d'infrastructures (ex : eau/assainissement), de programmes d'actions (ex : santé, éducation). Jusqu'en 2002, un tiers de cette aide était « liée » : les dons ou prêts étaient conditionnés par l'octroi des travaux à une entreprise française.	5 à 10 %
Armée	Envoi de professionnels français pour former l'armée locale, la gendarmerie, etc.	3 %
Aide budgétaire	Dons versés directement à un État. Le parlement français n'est pas informé. La nature de ces dons est inaccessible au public. Cette somme a fortement diminué ces dernières années, suite aux soupçons de détournement notoire dont elle faisait l'objet.	1 %
Aide à l'ajustement structurel	Il s'agit essentiellement de soutien aux programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI dans certains pays.	1 %

Sources : OCDE, Politis

Cette répartition appelle plusieurs commentaires :

– **Armée**

Quelle est la pertinence de l'affectation de la coopération militaire dans le budget de l'aide publique au développement ?*

– **Aide-projet**

La part destinée aux infrastructures eau/assainissement, à des programmes de santé ou à des programmes d'éducation de base est relativement faible. Elle tend d'ailleurs à baisser ; sa part dans le total de l'APD est passée de 14% à 10% entre 1994 et 1998.

– **Francophonie**

Pourquoi la part réservée à la promotion de la francophonie est-elle si importante ? Le projet de loi de finance 2001 sur la coopération française au développement donne le ton : « *La coopération culturelle, scientifique et technique de la France participe au renforcement de l'image et du rôle de notre pays en Europe et dans le monde. Elle contribue à la diversité culturelle, en offrant notamment une alternative aux influences anglo-saxonnes.* » Explicite... Mais est-ce de "l'aide au développement" ?

– **Coopérants**

Les salaires des coopérants sont étonnamment élevés. Gagner 10 000 euros par mois dans des pays où les salaires moyens sont cent fois plus faibles nous interpelle. N'y a-t-il pas là comme une contradiction ? Sans compter le fait que de nombreux témoignages remettent en cause l'efficacité des projets de coopération et la réelle motivation des acteurs du développement français (voir encadré page suivante).

* Plusieurs gouvernements des pays industrialisés incluent (ou envisagent de le faire dans le futur) le coût de leur participation à des opérations de "maintien de la paix" dans l'APD.

Le comportement des coopérants français : appel à témoignages



Nous avons recensé une vingtaine de témoignages de personnes de notre entourage ayant travaillé, en tant que coopérant, volontaire ou chargé de mission sur des projets dits de *développement*. Ces témoignages sont souvent très critiques : coopérants se comportant comme des coloniaux, racisme latent, laxisme, recherche du profit, corruption, etc. Nous sommes à la recherche d'autres témoignages ; contactez-nous !

– **ONG**

Quand on pense au développement, on pense souvent aux ONG. Or, au total, moins de 1% de l'APD bilatérale française leur est consacré*. De plus, plusieurs ONG ont des rôles douteux ou contestables** ; la part d'APD destinée à de « réels » projets de développement menés par des ONG paraît donc très faible.

– **Opérations sur la dette**

Il suffit qu'un prêt soit consenti à un taux inférieur à celui du marché pour qu'il soit considéré comme une aide, et cela même s'il est ensuite remboursé jusqu'au dernier centime par le pays bénéficiaire. La majorité des opérations sur la dette concerne des contrats purement commerciaux ayant peu à voir avec des projets de développement socio-économique.

De plus, les opérations sur la dette d'un pays peuvent également donner lieu à des rachats de créances par des investisseurs français. Il s'agit des programmes de conversion de la dette : des groupes privés, français par exemple, rachètent une partie de la dette d'un pays à un prix inférieur à sa valeur réelle et « l'échangent » contre une partie du capital d'une grande entreprise locale, privée ou privatisable. Par exemple, en Jordanie, les groupes France Telecom, Lafarge, Société Générale et ACCOR ont profité d'une conversion de dette de 45 millions d'euros pour investir massivement dans le pays. Dans quelle mesure les pays du Sud ne « bradent-ils » pas le capital de leurs entreprises ?

Enfin, la dette peut porter sur des crédits d'exportation en partenariat avec des organismes très controversés tels que la COFACE (voir encadré page suivante). Pour finir, concernant les prêts accordés à taux préférentiels, notons que les États « bénéficiaires » de l'aide française remboursent maintenant plus qu'ils ne reçoivent. Ainsi, en 2002, la France a perçu 326 millions d'euros de plus en remboursements qu'elle n'a consenti en nouveaux crédits. Les pays pauvres remboursent la France ; celle-ci leur reverse l'argent et le comptabilise dans l'APD. Cela revient à faire payer aux pays du Sud une partie de l'aide que la France leur octroie. Les pays donateurs s'enrichissent au dépens des pays qu'ils sont censés aider.***

* *L'aide au développement*, Guillaume Olivier (voir bibliographie).

** cf. *La Françafrique*, F.X. Verschave, Stock, 1998.

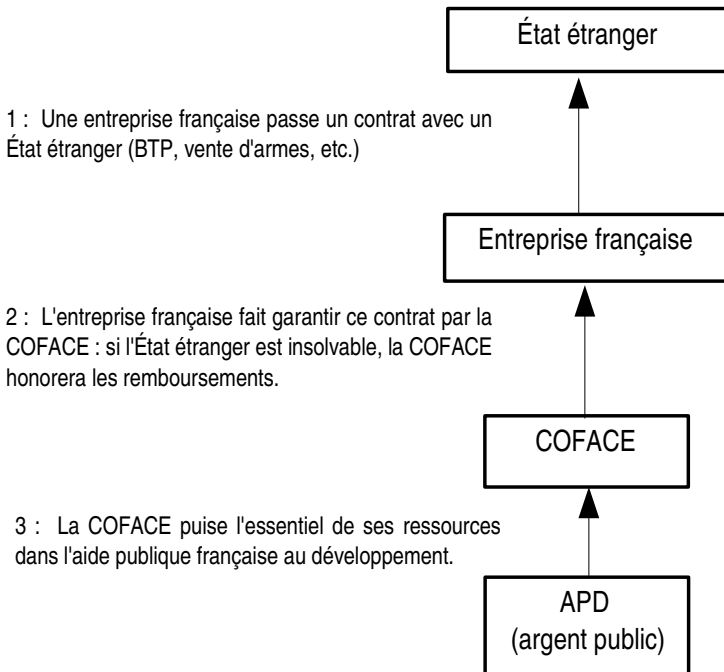
*** Selon la Banque Mondiale, les États industrialisés ont reçu, en 2002, deux fois plus d'argent sous forme de remboursement de la part des PED (environ 37 milliards de dollars) que ce qu'ils leur apportaient sous forme de prêts (environ 19 milliards de dollars).

Le scandale de la COFACE

Lorsqu'une société française passe un contrat avec un État, elle peut décider de se prémunir d'un éventuel défaut de paiement. Pour cela, elle peut demander une garantie de la part d'une agence de crédit public à l'exportation ; si l'État est insolvable, l'agence remboursera l'entreprise française. Ces agences de crédit public à l'exportation ont été mises en place pour encourager les exportations réalisées par les entreprises des pays du Nord.

En France, la COFACE détient le monopole de cette activité. Elle est en grande partie financée par l'APD française, dans le cadre des opérations sur la dette. Son budget est de l'ordre de 9 milliards d'euros par an.

Schéma de fonctionnement de la COFACE



Le scandale de la COFACE (suite)

La COFACE a souvent garanti des contrats passés avec des États dont la capacité de remboursement était réputée comme quasi nulle. Nombreuses sont les entreprises française ayant signé de juteux contrats pour construire des infrastructures dans de tels pays, quelle que soit leur utilité. Si l'on ajoute à cela les surfacturations des projets, nous avons là un mécanisme de détournement d'argent public exemplaire.

Comme le souligne Thierry Brun (Politis), les budgets de la COFACE sont obscures : « *L'État français, qui engage chaque année environ 9,2 milliards d'euros d'argent public au travers de la COFACE [dont une grande partie de l'APD], a ainsi payé plus de 15 milliards d'euros en 20 ans pour couvrir les déficits de cette agence, sans que personne n'ait vérifié l'efficacité des contrats passés.* » Le parlement français n'a d'ailleurs jamais eu de réel contrôle sur la nature des contrats couverts par la COFACE ni sur le montant exact des « renflouements » opérés par l'État.

Notons enfin qu'un tiers des contrats garantis par la COFACE concerneraient des exportations d'armements. Comme le résume François-Xavier Verschave dans *La Françafrique* (1998), « *en pratique toute réduction de dette est aussitôt compensée par de nouveaux crédits ou garanties à l'exportation. 60% des nouveaux transferts se font au titre de l'aide publique au développement. Une partie sert à rembourser d'autres prêts, une autre gonfle les comptes, en francs suisses ou en dollars, des tyrans locaux. Une autre encore finance des projets coûteux, qui servent essentiellement les intérêts commerciaux des généreux donateurs et de leurs intermédiaires du Sud.* »

**Aide Française au
développement.**



III Une aide détournée ?

Tout le monde sait que les partis politiques sont financés par des détournements de trafics via l'Afrique. L'Afrique sert à blanchir l'argent des partis politiques. C'est scandaleux parce qu'en pervertissant les élites, on fiche en l'air le développement de l'Afrique. Je maintiens que la transparence des circulations de l'argent est un minimum. Le Président y est totalement et farouchement opposé.

Erik Orsenna, écrivain-diplomate, 1994
cité dans *La Françafrique*, éd Stock, 1998

Nous avons vu combien le devenir officiel de l'APD française est à la fois obscure, incontrôlable et largement contestable. Mais de nombreuses critiques vont plus loin, particulièrement en ce qui concerne l'aide envoyée en Afrique. Celle-ci peut, en effet, être perçue comme un instrument de la *Françafrique*.

L'expression *Françafrique* désigne la part immergée de l'iceberg des relations franco-africaines. En 1960, l'Histoire acculait De Gaulle à accorder l'indépendance aux colonies d'Afrique Noire. La France, « meilleure amie de l'Afrique et du développement », se flattait de « protéger » cette nouvelle légalité internationale proclamée. Mais, dans le même temps, De Gaulle chargeait son éminence grise Jacques Foccart d'organiser le maintien de la dépendance, avec la complicité de chefs d'État « amis de la France », soigneusement sélectionnés (jusque dans les services secrets français, comme Omar Bongo au Gabon). Cette confiscation des indépendances nécessitait un contrôle « soft » et « hard ».*

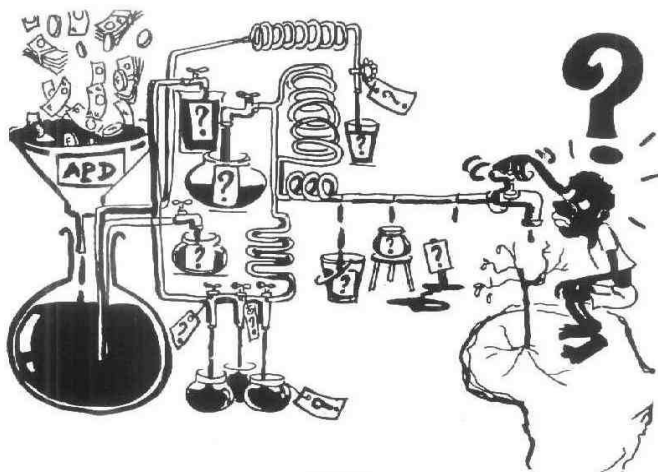
- **contrôle « soft »** : par la corruption des décideurs locaux, la co-organisation des scrutins truqués, l'achat de la solidarité de la classe politique française.
- **contrôle « hard »** : par le financement des polices politiques, des gardes dictatoriales, des milices ou des mercenaires ; l'implication dans les coups d'État ou les guerres civiles.

* Vous trouverez un exposé plus complet dans la brochure *Que fait la France en Afrique ?* (Les renseignements généraux).

Ce contrôle des pays « indépendants » ne pouvait se financer que secrètement, via les paradis fiscaux. Ces derniers permettent en effet de réaliser tout type de montages financiers, en toute opacité : détournement de l'aide publique au développement, pillage des ressources, trafics d'armes, blanchiment d'argent, etc.

Dans ce contexte, l'APD française en Afrique, loin d'œuvrer pour le développement, a en réalité plusieurs fonctions :

- **Maintenir au pouvoir les régimes « amis » de la France**, et si possible étendre leur influence.
- **Favoriser le détournement des ressources africaines**. Chaque exploitation lucrative de matières premières (pétrole, uranium, manganèse, bois exotiques, or, cobalt, diamants, cacao, café, pétrole, banane, coton, etc.) est accompagnée d'un mécanisme « d'aide » qui permet de mieux exploiter la rente (investissements pour améliorer la production, corruption des élites locales, travaux permettant un meilleur accès à ces ressources, etc.).
- **Faciliter la vente d'un certain nombre de productions françaises** réalisées par quelques grandes entreprises avec des marges confortables, parfois inouïes, avec une éventuelle redistribution aux partis politiques français.



Les « éléphants blancs »

Nombre de « grands projets » réalisés dans le cadre de l'aide au développement ont été critiqués pour leur inutilité ou leur mauvaise réalisation. Ils ont souvent été ironiquement baptisés les « éléphants blancs ». Dans une étude réalisée en 1985, les auteurs de *Besoin d'Afrique* (Fayard, 1992) notaient que « sur 343 projets de grande envergure, 195 fonctionnaient mal et 79 étaient purement et simplement arrêtés [...] Une grande partie de ces "échecs" ne sont pas dus à des erreurs d'appréciation. Ils correspondent aux intérêts bien compris de quelques firmes qui investissent avec la garantie financière de l'État français. »

« Si l'Afrique n'est plus un partenaire commercial privilégié (la zone franc représente 3% des échanges extérieurs de la France), elle est le terrain de quelques monopoles lucratifs réservés à une poignée de privilégiés. Ainsi Bolloré – l'une des grandes multinationales en Afrique, qui opère dans le secteur du tabac, du transit, du transport et de l'agro-industrie – est en première ligne lorsque la CFD [prédécesseur de l'Agence Française de Développement] donne quelques dizaines de millions de francs à Madagascar pour relancer le secteur du tabac. Toujours avec l'argent public, Alcatel a pu installer des centraux téléphoniques en Ouganda, alors que le réseau ne fonctionne pas. Et Thomson a pu livrer à Libreville et Kinshasa des « cités informatiques » ultramodernes, condamnées à rester dans leurs emballages ! Quant à Bouygues, il réalise le tiers de son chiffre d'affaires BTP en Afrique dans des projets somptuaires, tels le complexe universitaire de Yamoussoukro ou la mosquée de Casablanca.. »

Extraits de *L'aide publique au développement*, Anne-Sophie Boisgallais et François-Xavier Verschave, éd Syros, 1994

Au final, seule une faible partie de l'APD vise véritablement à réduire l'extrême misère des populations du Sud. Et si certains coopérants et ONG de développement subventionnés par l'APD font du bon travail, à faible coût, cette facette « vertueuse » de l'aide au développement légitime tout le reste. En réalité, cette aide est littéralement sabotée. Malgré les dépenses gigantesques officiellement consacrées aux États d'Afrique Francophone, la situation politique et économique de ces pays, après quatre décennies de "coopération", est révélatrice ; on devine que la rente a très peu profité aux populations. Pire, leurs dettes sont gigantesques.

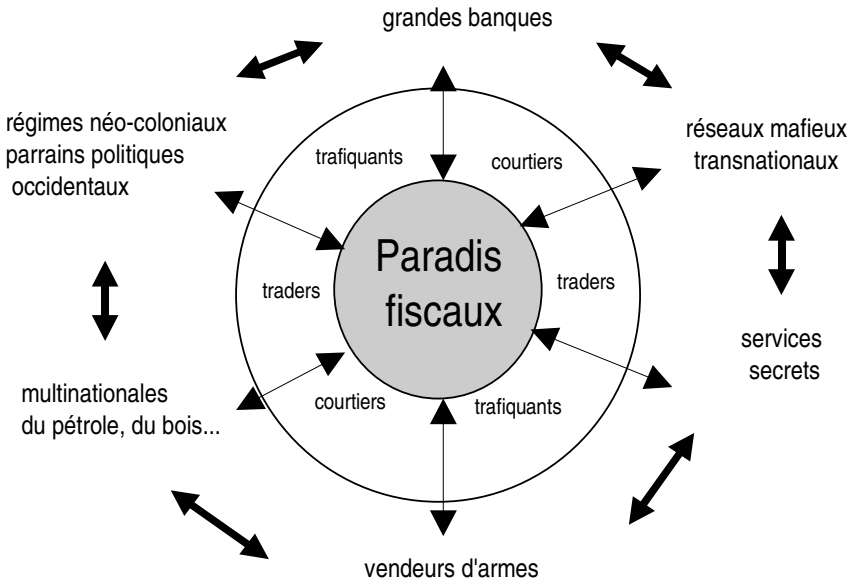
Les observateurs critiques des relations franco-africaines parlent de plus en plus de *Maftafrique* ; ce terme désigne la connexion entre les agents et les flux financiers occultes des grandes puissances, sous la houlette des principaux services secrets. Dans ce dispositif, les paradis fiscaux jouent un rôle pivot.

« En France, les rétro-commissions et les "porteurs de valises à billets" enrôlent dans ce processus prédateur un nombre suffisant de cadres et responsables d'entreprises, de politiciens, d'intermédiaires, de membres et correspondants des services spéciaux; comme commence à le découvrir le grand public dans le cadre des nombreuses affaires liées à Elf, Falcone, Glencore, etc. »

*Les circuits de captation des rentes sont organisés en réseaux internationaux, souvent nés des circonstances : des officiers et agents des services de renseignement ont pantouflé dans les grands groupes français, des ex-cadres pétroliers servent dans les ambassades, d'anciens politiciens français encadrent aujourd'hui des sociétés privées présentes en Afrique. D'innombrables intermédiaires commerciaux et financiers français, russes, israéliens, libanais, américains ou sud-africains proposent clefs en main des montages de plus en plus sophistiqués, mêlant les flux physiques et financiers, spéculant sur les dettes des États, plaçant les sommes perçues ou confiées au Luxembourg, au Liechtenstein, à Andorre, etc. »**

* *L'aide publique au développement*, Guillaume Olivier, éd Charles Léopold Mayer, 2004.

L'essoreuse de richesses africaines



Conclusion

Le volume financier de l'aide publique au développement semble dérisoire pour compenser les dynamiques inégalitaires de l'économie mondiale.

De plus, la destination officielle de l'aide publique française au développement est opaque, incontrôlée, pécunie de contradictions. Les accusations de détournement dont elle fait l'objet sont multiples et argumentées. Les principales activités financées semblent très éloignées des besoins prioritaires des populations.

Enfin, le manque de succès de l'aide au développement nous est généralement présentée comme la preuve que les pays du Sud sont des "puits sans fond" qui engouffrent indéfiniment l'aide occidentale. En réalité, l'aide occidentale est un moteur de profit politique et économique pour les puissances occidentales.

Dans ces conditions, l'aide publique au développement agit comme le révélateur d'une situation politique inacceptable et d'un contexte mondial désastreux. Cette situation pose également la question de la nature de notre actuel régime politique : sommes-nous en démocratie ?



* cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généraux).

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet...



L'aide publique au développement, un outil à réinventer

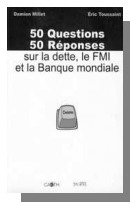
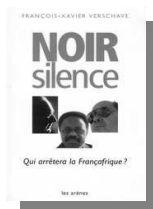
Guillaume Olivier, Charles Léopold Mayer, 2004

Une minutieuse analyse de l'aide au développement, qui prolonge et réactualise un ouvrage du même nom réalisé par François-Xavier Verschave et Anne-Sophie Boisgallais en 1994.

Noir Silence

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2001

Une description de la politique française en Afrique : l'imposition de gouvernements dictatoriaux, des complicités entre hommes politiques français et trafiquants en tout genre (armes, diamants, drogue, blanchiment d'argent, etc.), des mécanismes de détournement de l'Aide Publique au Développement, etc.



50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale

Eric Toussaint et Damien Millet, Syllepse/CADTM, 2002

Une analyse pédagogique du fonctionnement de l'économie mondiale, des inégalités Nord/Sud, du rôle des institutions internationales, etc.

Des ruines du développement

Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva, Le Serpent à Plumes, 2003

Une bonne introduction pour qui souhaite questionner la philosophie du « développement », et sa réalité.



Post Scriptum 1 : les cotons tiges

Par une militante d'une association de solidarité internationale

« Quand je suis rentrée dans mon association de solidarité internationale, je me voyais déjà avec une pelle et des seaux creuser des puits au fin fond du désert. Je croyais que les pays occidentaux aidaient les pays du Sud, que pauvreté et misère diminuaient de plus en plus, que les guerres étaient la cause de dictatures locales. En trois ans, ma vision a totalement changé. J'ai bien été forcée de constater qu'une cause majeure de la misère des pays du Sud est le système économique occidental qui pompe la richesse de ces pays, notamment par le biais de la dette et des plans d'ajustements structurels. Les rapports du PNUD, pourtant réputés consensuels, prouvent que pauvreté et misère augmentent, que les inégalités s'accroissent. Il suffit d'ailleurs de voir la progression du sida, malaria, analphabétisme...

J'ai aussi compris que la cause des guerres africaines est à chercher du côté des réseaux politico-mafieux européens et américains, des multinationales comme Elf, de la DGSE, des vendeurs d'armes, des sociétés de mercenaires occidentaux. J'ai découvert que le président français et toute sa clique sont impliqués dans toutes ces affaires horribles (Rwanda, Burkina, Côte d'Ivoire, Congo...), comme l'ont été M. Mitterrand et son fils vendeur d'armes, comme le sont M. Pasqua et son fils qui est également un vendeur d'armes. J'ai découvert qu'il y a à l'Elysée une 'cellule africaine' qui en sous-main court-circuite le Ministère des Affaires Etrangères. J'ai découvert que l'aide publique française au développement est massivement détournée. Jamais je n'aurais imaginé découvrir autant de cynisme et de mépris pour l'humain chez nos gouvernants. Aujourd'hui je sais que la vraie lutte est à mener ici, au niveau politique, mais je ne sais pas vraiment comment faire.

Dans mon association de solidarité internationale, c'est un peu comme si nous épongions la fuite d'un barrage avec un coton-tige sans chercher à arrêter ceux qui sont en train de le détruire avec des bulldozers. Le pire, c'est que ce sont souvent ces derniers qui nous distribuent les cotons-tiges... »

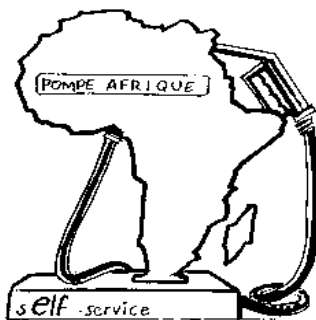


Post Scriptum 2 : *inimaginable* ?

Extrait de *La Françafrique*, F.X. Verschave, Stock, 1998

« Il ne choque personne qu'avec l'argent de l'APD on offre un Mystère 20 au richissime Bongo, puis que l'on rénove luxueusement son DC 8 personnel, qu'on achète un autre Mystère 20 au président centrafricain Kolingba ou, pour quelques 100 millions de francs, un Falcon 50 au général Habyarimana – l'équivalent du budget annuel de coopération civile franco-rwandaise (avant 1994). [...] Nous mesurons l'étendue de la corruption qui gangrène le système français de coopération. Mais l'aide n'est pas seulement gaspillée : elle conforte le pouvoir de clans dictatoriaux, totalitaires ou pseudo-démocratiques, tout en discréditant l'État, le bien commun, le service public. En France, elle finance largement les écuries politiques, en direct ou par le biais de rentes diverses – du pétrole, d'autres matières premières, des importations, etc. Nous découvrons que ces milliards dévoyés se mêlent aux flots de la corruption hexagonale : l'argent razié sur les HLM d'Ile-de-France, par exemple, rejoint d'étranges trafics ivoiriens (armes et bananes). Tout cela a stimulé chez les ténors de la classe politiques des besoins colossaux. [...]

Prenons le dictateur très riche d'un pays pauvre ou très pauvre, comme le fut par exemple Moussa Traoré au Mali. Personne ne s'étonne que le pays n'arrive ni à boucler son budget, ni à régler ses dettes – d'autant moins que l'État est pillé par le clan au pouvoir. En temps ordinaire, le chef d'État africain tire la sonnette à Paris : pour se faire mieux entendre, il ajoute parfois quelque chantage, dont les moyens ne manquent pas. Preuves compromettantes des partages de gâteaux précédents, ou de contributions variées aux campagnes électorales du « parent » français. Cassettes vidéos témoignant d'ébats torrides ou de postures délicates, montrant des remises de diamants et d'autres cadeaux précieux. Un conseiller ministériel très bien placé me signalait le cas de l'assassinat d'un ressortissant français, avec le message à la clé : "*si l'aide n'est pas versée, il y en aura un autre.*" On verse. Mais il n'est pas besoin d'insister beaucoup, car la suite est bien connue : sitôt la somme versée, une grande partie ou même la totalité remplit des valises de billets CFA, emmenées par avion à Genève ou dans une autre place financière ; les billets neufs sont convertis en francs français, le magot est partagé avec le décideur politique parisien et s'en va dans des coffres sûrs ou des paradis fiscaux. »



Post Scriptum 3 : *recette du pillage*

Comment capter les ressources africaines ?

Recette en 8 leçons :

1. D'abord, faire en sorte qu'un militaire prenne le pouvoir dans un pays d'Afrique francophone.
2. Le soutenir militairement et le renforcer en plaçant sa famille et ses proches à tous les postes clés des institutions étatiques et des projets financés par les bailleurs de fonds.
3. Encadrer et contrôler son action en plaçant, discrètement, près du pouvoir, des conseillers militaires et diplomatiques français, sans oublier une bonne dose de services secrets.
4. De là, organiser des pseudo-élections pour obtenir le statut de « démocratie » et la reconnaissance internationale. A présent, le pillage des ressources peut commencer.
5. Confier l'exploitation du pétrole, du bois ou des minerais à des firmes internationales ou à de grandes banques. Pour cela, laisser des intermédiaires financiers négocier, auprès du gouvernement, l'achat de permis d'exploitation des ressources du pays sur plusieurs décennies.
6. « Arroser » par la même occasion le clan présidentiel, qui à son tour remerciera généreusement ses amis français et étrangers, rétribuera sa garde présidentielle et distribuera les miettes à la population.
7. Enfin, pour couronner le tout, saisir toutes les occasions de parler dans les médias de la nécessité du développement, d'exprimer sa compassion pour « les pauvres Africains ».
8. Si besoin est, utiliser une infime partie des fonds détournés pour soutenir une association humanitaire.

Le tour est joué, vous voilà futur millionnaire !

D'après L'aide publique au développement, un outil à réinventer,
Guillaume Olivier, éd Charles Léopold Mayer, 2004

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

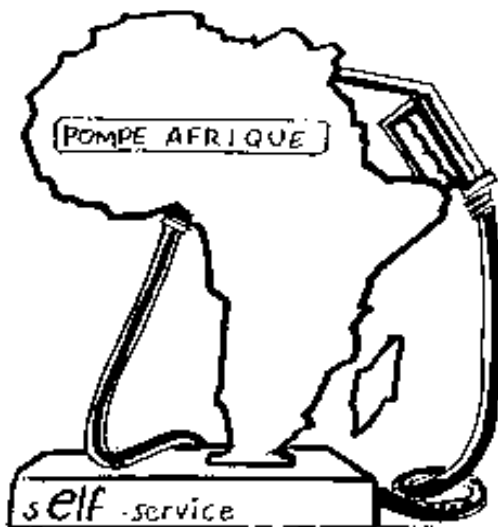
I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

QUE FAIT LA FRANCE EN AFRIQUE ?



*La Françafrique, ou la face cachée
de la politique française en Afrique*

Pourquoi cette brochure ?

De même que les États-Unis ont leur arrière-cour en Amérique latine, la France a besoin d'avoir son arrière-cour en Afrique.

Georges Serre, conseiller d'Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères, 1998

Guerres civiles, dictatures, pauvreté, analphabétisme, malnutrition... La situation catastrophique de l'Afrique francophone soulève de nombreuses questions. Pourquoi tant de misère dans des pays si riches en matières premières ? A qui profite l'argent du pétrole, de l'uranium, du diamant, du bois, des minerais ? Comment expliquer la présence permanente de l'armée française dans ses anciennes colonies ? Pour quelles raisons le gouvernement français reçoit-il régulièrement, avec tous les honneurs de la République, des dirigeants africains parvenus au pouvoir par des coups d'Etat ou des élections truquées ?

En 1998, François-Xavier Verschave, alors président de l'association *Survie*^{*}, publie *La Françafrique, le plus long scandale de la République*. Cette enquête dévoile la face cachée des relations franco-africaines : la confiscation des indépendances, le pillage des matières premières, le soutien de dictatures, la complicité de génocide au Rwanda. Cette analyse sera progressivement étayée par une dizaine d'ouvrages dont *Noir Silence* (2000), *L'envers de la dette* (2001), *Nérophobie* (2005), etc.

Cette brochure s'adresse à celles et ceux qui n'ont jamais entendu parler de la Françafrique, ou connaissent bien cette expression mais cherchent à synthétiser leurs idées. L'exercice est périlleux : comment résumer plusieurs dizaines de milliers de pages d'enquête ? Cet exposé est forcément caricatural et incomplet. Mais nous espérons qu'il fournit des repères et l'envie d'en savoir davantage.

Fructueuse lecture.

PLAN

I	La confiscation des indépendances	page 3
II	De la Raison d'État à la Mafiafrique	page 8
III	Le bilan de la Françafrique	page 15
IV	Questions - réponses	page 18

* cf. post scriptum page 30.

I La confiscation des indépendances

Certes, au temps où la colonisation était la seule voie qui permit de pénétrer des peuples repliés dans leur sommeil, nous fûmes des colonisateurs, parfois impérieux et rudes. Mais au total, ce que nous avons, en tant que tels, accompli laisse un solde largement positif aux nations où nous l'avons fait.

général De Gaulle, président de la république française, 31 janvier 1964

Pour mettre à jour les mécanismes de la Françafrique, il nous faut remonter aux origines de la décolonisation. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Etat français se confronte aux désirs d'émancipation de la plupart de ses colonies (Indochine, Algérie, Cameroun...). Lorsque le général De Gaulle prend le pouvoir en 1958, l'opinion publique est de plus en plus favorable à la décolonisation, tout comme les États-Unis et l'URSS qui espèrent rallier à leur panache les peuples décolonisés^{*}. Cependant, De Gaulle ne souhaite pas l'indépendance de l'empire colonial français, et ce pour au moins trois raisons :

- **une raison économique** : l'Afrique permet à la France d'accéder aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole. Elle est également source de profits pour les sociétés coloniales (cacao, bananes, bois, café, etc.).
- **une raison politique** : en pleine période de "Guerre froide", la France, alliée du camp occidental, souhaite éviter la propagation du communisme dans ses colonies.
- **une raison inavouable** : le détournement des rentes africaines finance le mouvement gaulliste, via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement.

Politiquement acculé, le président De Gaulle enclenche finalement le processus de décolonisation dans les années 60.^{**} Mais tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il charge son bras droit *Jacques Foccart* de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens illégaux et occultes.

* Pour plus de détails sur les ambitions des deux super-puissances à cette époque, cf. *L'an 501, la conquête continue*, Noam Chomsky, Écosociété, 1995 ; *Une histoire populaire des États-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002.

** Hormis pour ce qu'on appellera plus tard les Territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie, ainsi que quelques points d'appui stratégiques comme les Comores et Djibouti.

Jacques Foccart est à l'époque un personnage très puissant : secrétaire général de l'Élysée, il dirige la plupart des services secrets*, supervise les nominations aux principaux postes du parti gaulliste et de l'État, pourvoit enfin aux finances du gaullisme. Il va brillamment orchestrer cette mission de confiscation des indépendances.

Sa principale stratégie sera la mise en place de dirigeants africains favorables à la France par l'élimination physique des leaders et mouvements indépendantistes. La guerre contre les indépendantistes camerounais (1957-1970) fut la plus violente, avec des méthodes dignes de la guerre du Vietnam : des centaines de milliers de victimes, l'assassinat des leaders Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Moumié en 1960, Ouandié en 1970. Cette guerre servit de leçon à tous ceux qui pouvaient avoir des velléités de résistance. Citons également l'assassinat du président indépendantiste togolais Sylvanus Olympio en 1963, sous la supervision des services français. L'assassin, Etienne Eyadéma, s'installa ensuite plus de 40 ans au pouvoir et devint « l'ami personnel » du président Jacques Chirac. Son fils Faure Gnassingbé lui a succédé en 2005 par le biais d'élections frauduleuses et d'une sanglante répression des opposants.** Bon nombre des chefs d'État choisis par Foccart ont été formés dans les écoles militaires françaises. Certains appartenaient aux services secrets français, comme Omar Bongo, actuel président du Gabon, ceci depuis... 1967 !

Des accords sont ensuite passés avec les dirigeants de ces pays officiellement décolonisés. Depuis plus de quarante ans, les pays francophones situés au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et militaires, conçus comme si ces états ne devaient jamais devenir indépendants. Citons l'Accord de défense du 24 avril 1961 entre la France, la Côte d'Ivoire et le Niger concernant les « *matières premières et produits stratégiques* » (hydrocarbures, uranium, lithium...). Cet accord stipule que ces pays, « *pour les besoins de la défense, réservent par priorité leur vente à la République française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure, et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle* » et « *lorsque les intérêts de la défense l'exigent, elles limitent ou interdisent leur exportation à destination d'autres pays* ». Certains accords peuvent comporter des clauses non publiées au Journal Officiel*** et ignorées du Parlement français. Par exemple, le Journal Officiel du 21 novembre 1960 précise que « *la République gabonaise a la responsabilité de sa défense intérieure, mais elle peut demander à la République française une aide dans les conditions définies par les accords spéciaux.* »

* Petite anecdote : en 1969, *Le Canard enchaîné* dévoilait l'existence d'un dispositif permettant à Jacques Foccart d'enregistrer les conversations du palais de l'Élysée. L'affaire fut connue sous le nom de "commodore à Foccart"... Notons que Jacques Foccart publia ses sulfureuses mémoires politiques deux ans avant sa mort (*Foccart parle*, Fayard, 1995).

** cf. *Le choix volé des Togolais*, L'Harmattan, 2005 ; *Le Togo : de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Gilles Labarthe, Agone, 2005. En septembre 2006, Faure Gnassingbé a été reçu en France, avec tous les honneurs de la République.

*** Le Journal officiel est le quotidien édité par l'État français dans lequel sont consignés tous les événements législatifs (lois, décrets), réglementaires (arrêtés), déclarations officielles et publications légales.

Ces accords secrets prévoient généralement l'organisation, l'encadrement et l'instruction des forces armées des Etats "décolonisés", ainsi qu'une intervention militaire française en cas de menace extérieure. Enfin, des bases militaires françaises sont implantées sur le continent africain de manière permanente. Actuellement, celles-ci sont situées à Dakar (Sénégal), N'Djamena (Tchad), Djibouti, Libreville (Gabon) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Elles regroupent un total de plusieurs milliers de soldats. Lorsque la France ne peut agir directement, l'utilisation de mercenaires complète le dispositif. Les plus célèbres sont Bob Denard et Paul Barril, impliqués dans de nombreux "coups tordus" aux Comores, au Bénin, au Gabon, en Angola, au Zaïre, etc."

Jacques Foccart élabore ainsi un *réseau* contrôlé depuis l'officieuse *cellule africaine de l'Elysée* et entretenu par une série de correspondants : officiers des services secrets, hommes d'affaires, fonctionnaires, conseillers, etc. Chaque président africain est encadré par les services secrets français, soi-disant chargés de sa sécurité, et par de multiples conseillers. Pour éliminer tout risque d'opposition intérieure, des polices politiques tortionnaires sont mises en place, formées à l'école française et aux méthodes expérimentées en Algérie.

Cette stratégie permet de maintenir le système de domination et d'exploitation coloniale tout en donnant l'impression qu'il y a bien indépendance, puisque c'est un homme originaire du pays qui gouverne. Elle permet également à la France de maintenir sa position dominante dans les institutions internationales, telles que l'ONU, les Etats d'Afrique francophone, officiellement indépendants, s'alignant généralement sur les choix de l'ancienne métropole.

La domination politique et militaire des anciennes colonies s'accompagne enfin d'une domination économique, via le franc CFA, contrôlé par la Banque de France. Initialement « *franc des Colonies Françaises d'Afrique* », il sera rebaptisé en 1960 « *franc des Communautés Financières Africaines* » pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, « *franc de la Coopération Financière d'Afrique centrale* » pour le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Le franc CFA était convertible directement en franc français jusqu'en 1993, ce qui facilitait l'évasion monétaire. En janvier 1994, il sera brutalement dévalué de 50%, décision entraînant de lourdes conséquences sur les populations.



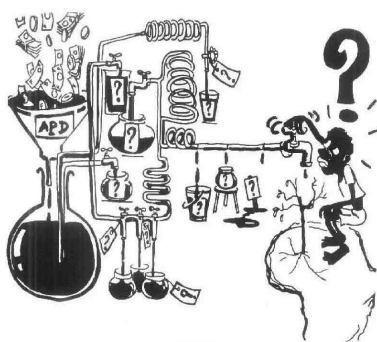
* La base de N'Djamena devrait fermer sous peu dans le cadre d'un redéploiement militaire français en Afrique.

** cf. *La privatisation de la violence. Mercenaires et Sociétés militaires privées au service du marché*, Xavier Renou, Agone, 2006 ; *Le boom du mercenariat*, ouvrage collectif, Damoclès, 2001.

Parallèlement, sous l'impulsion des États-Unis émerge le concept de *développement* : les pays occidentaux sont incités à aider leurs anciennes colonies, rebaptisées *pays sous-développés**. La France met ainsi en place toute une gamme d'institutions chargées de la coopération et du développement. Les dépenses affectées à cet effet sont rassemblées sous l'appellation *Aide Publique au Développement* (APD). L'État français y consacre 30 à 40 milliards de francs chaque année. Loin d'œuvrer pour le développement de l'Afrique, l'APD a en réalité plusieurs fonctions :

- *soutenir financièrement les régimes "amis" de la France*, et si possible étendre leur influence.
- *favoriser le détournement des ressources africaines*, en améliorant l'exploitation des matières premières (meilleurs outils de production, construction de voies d'accès, corruption des élites locales) : pétrole, uranium, manganèse, bois exotiques, or, cobalt, diamants, cacao, café, pétrole, banane, coton, etc.
- *aider à vendre un certain nombre de productions françaises* réalisées par quelques grandes entreprises avec des marges confortables, parfois inouïes, bien souvent accompagnées de "pots-de-vin" pour des partis politiques français. Ce sont par exemple les aides dites *liées* : leur octroi est conditionné au choix d'une entreprise française pour la réalisation du projet.

Le reste de l'APD sert à la promotion commerciale, à la défense de la Francophonie, au prestige de la France, voire même aux bourses scolaires des enfants d'expatriés, ou encore au coût de la rétention et de l'expulsion des immigrés clandestins.** Au final, seuls quelques pourcentages de l'aide visent réellement à réduire l'extrême misère qui touche les anciennes colonies françaises.



Malgré tout, certains coopérants et ONG de développement subventionnés par l'APD font du bon travail, peu coûteux. Nombre d'actions de base, en particulier dans la santé, sont utiles et peu onéreuses. Mais cette facette "vertueuse" du développement légitime tout le reste. En réalité, le développement est littéralement saboté. Malgré les dépenses gigantesques officiellement consacrées aux États d'Afrique francophone, la situation catastrophique de ces pays après quatre décennies de "coopération" est révélatrice : on devine que l'aide au développement a très peu profité aux populations.

* cf. brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

** pour plus de détails, cf. brochure *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux).

Pendant toute cette période, les discours des différents gouvernements se sont parés d'un "manteau de vertu" : la France « *meilleure amie de l'Afrique et du développement* », « *patrie des Droits de l'Homme* », la lutte contre l'influence hégémonique anglo-saxonne, etc. Notons à ce propos que même si le gouvernement français affichait une distanciation avec les États-Unis, les passerelles entre les services secrets, les hommes d'affaires ou les militaires français et américains étaient beaucoup plus fortes que l'on pourrait imaginer. Les réseaux franco-africains étaient en lien étroit avec le dispositif clandestin de la Guerre froide : la France jouait son rôle dans l'échiquier géopolitique occidental.

Le financement du contrôle des anciennes colonies ne pouvait se faire qu'illégalement. Ainsi, des firmes françaises chargées d'approvisionner l'Hexagone en matières stratégiques sont investies par les services secrets. La société *Elf* est créée en 1967 par Pierre Guillaumat*, ancien militaire et agent secret, pour servir entre autres de couverture au financement et à l'action des services secrets en Afrique. Elle a organisé le drainage d'énormes marges occultes sur l'exploitation de l'or noir africain : production non déclarée au large des côtes, surfacturation des investissements et des prestations, arnaque sur le préfinancement des productions futures, etc. Tout cet argent permet le contrôle des pays producteurs : corruption des décideurs locaux, co-organisation de scrutins truqués, achat de la complicité de la classe politique française, financement de polices politiques, de gardes dictatoriales, de milices ou de mercenaires, implication dans des coups d'État ou des guerres civiles.** *Elf* (désormais Total) a cogéré de cette manière au moins le Gabon, le Congo-Brazzaville et le Cameroun. Elle a joué un rôle déterminant dans la politique française au Nigeria et en Angola. Par exemple, *Elf* finançait les deux parties en conflit dans la guerre civile angolaise qui opposait depuis 1975 le gouvernement et un mouvement rebelle, l'UNITA. Ce double-jeu permettait, entre autres, d'affaiblir la capacité de négociation de l'État au moment de vendre son pétrole.

En plus des trafics de drogue et du blanchiment d'argent via les loteries, casinos ou paris hippiques, quantité de PME et de petites entreprises (fournitures, armements, trafics divers) financent les services secrets. Une partie des fonds gigantesques de la rente du pétrole ou des matières premières, et des commissions sur les ventes d'arme, est récupérée par ces services qui multiplient ainsi les crédits votés à leur intention par le Parlement français. Enfin, la prolifération des paradis fiscaux permet l'évasion de capitaux et le blanchiment d'argent, en toute opacité.*** La *Françafrique*, confiscation des indépendances, s'installe durablement en Afrique francophone. Une génération de décideurs, en France comme en Afrique, s'habitue ainsi au détournement des richesses africaines.

* Auparavant, Pierre Guillaumat était administrateur général du Commissariat à l'Energie Atomique. Il orchestrait les recherches secrètes sur la bombe atomique (cf. brochure *Nucléaire : jusqu'ici tout va bien*, Les rens. généraux).

** cf. L'édifiante affaire *Elf*. Pour un aperçu pédagogique, voir le documentaire *Elf, une Afrique sous influence*, Fabrizio Calvi, 136 mn, 2000 ; ne pas manquer également l'excellente pièce *Elf la pompe Afrique*, www.unpasdecote.org

*** cf. brochure *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généraux)

II De la Raison d'État à la Mafiafrique

J'ai dû recevoir dans mon bureau quatre cents assassins et deux milles trafiquants de drogue. On ne peut pas ne pas se salir les mains avec l'Afrique.

Bruno Delaye, ex-responsable de la cellule africaine de l'Elysée, *Le Figaro*, 12/01/1998

Lorsqu'en 1974, le président Giscard d'Estaing limoge Jacques Foccart*, le réseau pyramidal de ce dernier, privé de tête, semble voué à l'éclatement. L'effondrement du bloc soviétique et de l'apartheid vont également fragmenter les enjeux politiques africains. Le réseau initial de Jacques Foccart, dont la stratégie de *Raison d'État* était directement contrôlée par l'Élysée, va apparemment se dissoudre en plusieurs réseaux développant leurs propres stratégies. La politique africaine de la France semble désormais ne plus relever de décisions centralisées, fussent-elles inavouables, mais être le résultat aléatoire d'un "jeu de fléchettes" autour d'enjeux alléchants : le détournement de l'aide publique au développement, l'exploitation lucrative des matières premières, le financement parallèle de la vie politique française, un "terrain de jeux", de primes et de promotions pour les militaires, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et de drogues.

La Françafrique se transforme en une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et en lobbies, parmi lesquels nous citerons :

- **Des réseaux politico-affairistes**, dont le néogaullisme constitue la "colonne vertébrale". Les plus puissants seront ceux de Charles Pasqua et de Jacques Chirac. Ce dernier réussit en 1986 à s'accaparer une grande partie des réseaux françafricains en nommant Jacques Foccart son conseiller personnel à Matignon, profitant ainsi de son "héritage" et de ses conseils. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, dont le fils dirigea de 1986 à 1992 la cellule africaine de l'Elysée, ont aussi développé leurs propres réseaux, articulés aux précédents. D'autres personnalités politiques ont également cherché à cultiver des réseaux françafricains, de moindre importance : Alain Madelin, Michel Rocard, Michel Roussin après son émancipation du giron chiraquien, etc. Tous ces réseaux se tissent avec une complicité entre la droite et la gauche de l'échiquier politique. Réactivés généralement à l'approche des élections, ils permettent -entre autres- le financement occulte de partis politiques.

* Jacques Foccart fut ensuite conseiller pour l'Afrique du président Georges Pompidou, puis conseiller personnel de Jacques Chirac à Matignon (1986-1988), puis à l'Élysée de mai 1995 jusqu'à sa mort en 1997.

- **La cellule africaine de l'Elysée et le COS** (Commandement des Opérations Spéciales), deux structures directement reliées au président de la République et agissant en dehors de tout contrôle démocratique.
- **Les principaux services secrets.** La DGSE (contre-espionnage) est très présente en Afrique, mais aussi la DRM (renseignement militaire), la DST (surveillance du territoire), le SCTIP (coopération et renseignement policiers au service des ministres de l'Intérieur), ou encore la DPSD (sécurité militaire), des membres de celle-ci s'étant illustrés dans le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires. En France, le fonctionnement et le financement de ces services restent opaques, sans contrôle démocratique.
- **Le lobby militaire.** Le haut état-major français est majoritairement constitué d'officiers ayant fait une carrière accélérée en Afrique. Pour ces derniers, il est hors de question que l'armée française se détache d'une Afrique qui constitue en quelque sorte leur identité, la source de nombreux privilèges.
- **Des multinationales** aux stratégies de monopole : TotalFinaElf, Bouygues et Suez (BTP, eau), Bolloré* (transports), Rougier** (bois), Pinault (distribution), Castel (boissons), etc.
- **L'extrême droite et les mercenaires.** Les passerelles sont nombreuses entre des sociétés de mercenaires agissant en Afrique et le fameux "Département Protection Sécurité" (DPS) du Front National. Notons le recours de plus en plus fréquent aux sociétés de mercenaires, dotées d'armement lourd, dans les "zones grises" de la planète – dont beaucoup en Afrique.***
- **Un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie**, notamment la Grande Loge Nationale Française (GLNF). Située très à droite, c'est la seule grande obédience française rattachée à la très puissante franc-maçonnerie américaine. Presque tous les "présidents" agréés par la Françafrrique y ont été initiés (Bongo, Sassou N'Guesso, Biya, Déby, Compaoré...) ainsi qu'un panel de plus en plus déterminant de personnalités françaises de la politique, la finance, les industries sensibles (*c'est-à-dire ?*), l'armée, les services secrets, les médias (TF1 en tête), la justice.**** Pour gérer autant d'actions illégales et générer, faire circuler et répartir autant d'argent sale, il faut des réseaux d'initiés, habitués au secret.

* cf. Bolloré : *monopole, service compris*, ouvrage collectif, L'harmattan, 2000.

** cf. *Les pillards de la forêt, exploitations criminelles en Afrique*, F.X. Verschave, Arnaud Labrousse, Agone, 2002.

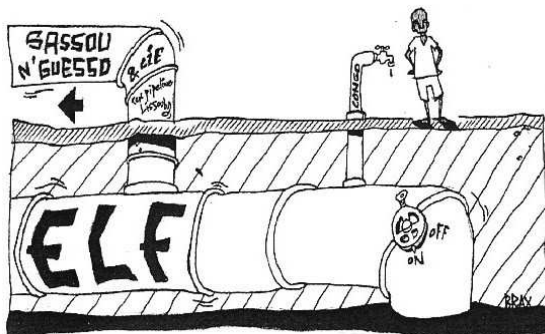
*** cf. *La privatisation de la violence*, déjà cité.

**** Née au début du XXème siècle, la GLNF s'est appelée la *Grande Loge de France et des Colonies*, et abritait le lobby colonial en son siège de Neuilly. cf. *Les frères invisibles*, de G.Ottenheimer et R.Lecadre, Albin Michel, 2001.

Ajoutons enfin des ONG de façade, des trafiquants en tout genre et bien sûr la mafia transnationale : dans un contexte de concurrence exacerbée entre grandes puissances, la criminalité financière et internationale (russe, israélienne, libanaise, chinoise, américaine) convoite à son tour le continent africain, drainant un cortège de marchands d'armes, intermédiaires, spéculateurs, trafiquants, blanchisseurs d'argent, etc.

Ces réseaux s'entremêlent. Gage d'assistance mutuelle et d'omerta, des "solidarités" se sont tissées entre la classe politique, la hiérarchie militaire, les Services, la justice, les médias, les groupes industriels, la haute finance, les administrations. En témoigne le parcours de certains acteurs incontournables de la Françafrique, tel Michel Roussin, ancien n°2 de la DGSE, proche de la GLNF, directeur du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (et à ce titre mis en cause dans la gigantesque razzia sur les marchés publics franciliens), ministre de la Coopération en 1993, haut responsable du groupe français Bolloré (qui a, entre autres, le monopole des transports en Afrique francophone), "Monsieur Afrique" du MEDEF. Ou encore Jérôme Monod, ancien PDG de Suez-Lyonnaise des Eaux, ancien secrétaire général du RPR, éminence grise de Jacques Chirac, expert à la Banque Mondiale. Citons également Bernard Courcelle, ancien membre du groupe 11 (*elf* en allemand), groupe de mercenariat actif en Afrique, ancien responsable de la sécurité du groupe Luchaire (qui fournit des armes à l'Irak et l'Iran). De 1990 à 1993, il est chargé de la sécurité du musée d'Orsay (où Anne Pingeot, madame Mitterrand bis, est conservatrice), puis, en 1994, il devient directeur du DPS de Jean-Marie Le Pen, avant d'être brièvement directeur de la garde-présidentielle du président congolais (Congo-Brazzaville) Denis Sassou Nguesso, et, enfin, chargé de la sécurité des installations pétrolières françaises au Gabon. Nous pourrions multiplier les exemples.

Toute cette illégalité prospère confortablement : en Afrique francophone, les contrôles sont impossibles, tant les traces écrites et leur conservation restent peu développées. Summum de l'opacité, les paradis fiscaux constituent la pierre de voûte de ce système en permettant le blanchiment de l'argent "françafricain" en toute impunité. L'énorme masse d'argent détournée installe ces réseaux dans une formidable opulence et capacité corruptrice. Ils s'autonomisent en un système quasi-mafieux. En arrière-plan, un insondable mépris à l'égard des populations africaines de ces pays.



Les réseaux de la Françafrique constituent en effet les meilleurs systèmes de prédation des richesses africaines. Ils permettent d'effectuer tout type de montages politico-financiers :

- un ministre de l'Intérieur incite ses services secrets à attiser une guerre civile dans un pays d'Afrique et faire en sorte que les deux factions ennemies s'approvisionnent en armes auprès d'une entreprise créée par des proches de ce même ministre de l'Intérieur.
- un homme politique proche du Ministère des affaires étrangères s'arrange pour débloquer une partie de l'aide publique au développement vers un pays d'Afrique. Le chef d'État africain "remerciera" son bienfaiteur par un virement sur un compte en Suisse.
- un ministre fait en sorte de confier un grand "projet de développement" (barrage, pipe-line, etc.) à une grande multinationale française qui "remerciera" le décideur par quelques virements bancaires au profit d'un parti politique.
- un président de Conseil Général confie tous les projets de "coopération décentralisée" de son département à une entreprise d'un de ses amis. Celui-ci surfacturera les constructions et enverra un certain pourcentage sur le compte du président dans un paradis fiscal.

L'exemple de l'*Angolagate* est significatif. Lors de cette affaire de vente d'armes au gouvernement angolais, de nombreuses personnalités françaises ont touché des commissions, légales ou non. Cette vente a été pilotée par un intermédiaire franco-canadien, Pierre Falcone, et un homme d'affaires franco-israélo-canado-angolais d'origine soviétique, Arcadi Gaydamak, proche des services de renseignement russes et de certains oligarques russes. La banque *Paribas* (aujourd'hui *BNP-Paribas*) est impliquée. Parmi les personnalités soupçonnées d'avoir reçues des commissions, citons Jean-Christophe Mitterrand, Paul-Loup Sulitzer, Jacques Attali. Incarcéré de 2000 à 2001, Pierre Falcone a finalement été nommé par le gouvernement angolais ambassadeur de ce pays à l'Unesco en 2003, ce qui lui assure une immunité diplomatique. Arcadi Gaydamak est en fuite en Israël mais reste toujours actif. En mars 2006, il songeait à racheter le journal *France-Soir*, moribond, par le biais de son groupe de presse *Moscow News*. En décembre 2000, Jean-Christophe Mitterrand sera écroué pour « *complicité de trafic d'armes, trafic d'influence par une personne investie d'une mission de service public, recel d'abus de biens sociaux, recel d'abus de confiance et trafic d'influence aggravé* ». Il sera libéré le 11 janvier 2001 après avoir accepté le versement d'une caution de 5 millions de francs, réunie par sa mère Danielle Mitterrand.*

Vous trouverez dans les ouvrages cités en bibliographie de nombreux exemples concrets illustrant ce type de montage. La *Françafrique* désigne tout ce système de connivences entre des potentats africains installés ou protégés par Paris, et leurs parrains français, politiques, militaires et financiers.

* cf. *Les affaires sous la guerre*, Global Witness, Agone, 2003.

L'essoreuse de richesses africaines

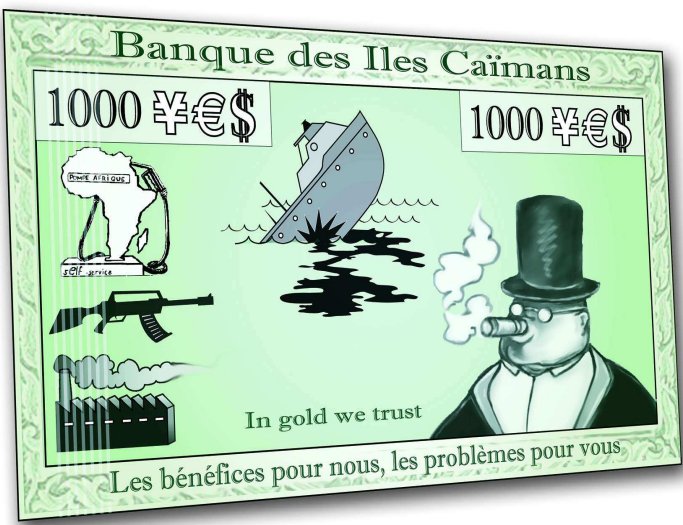
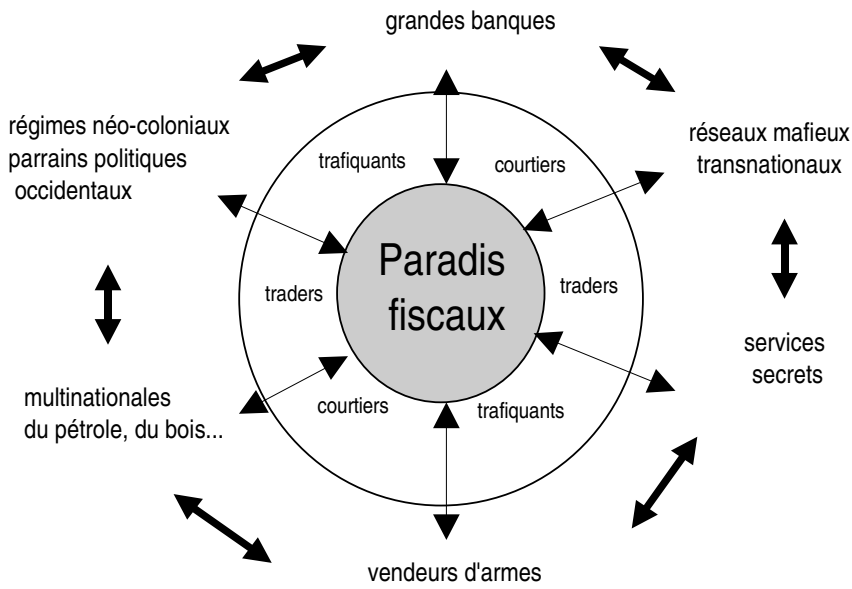


Illustration : le "réseau Pasqua"

Omniprésent dans les ouvrages consacrés à la Françafrique, le "réseau Pasqua" était considéré dans les années 80 comme l'un des plus puissants réseaux d'influence de la Vème République française.

Activiste du parti gaulliste, le RPF, puis du RPR, Charles Pasqua était un proche de **Jacques Foccart**, avec qui il fonda le tristement célèbre Service d'Action Civique.* Ministre de l'intérieur de 1986 à 1988, puis de 1993 à 1995, il a contribué à créer la SOFREMI, Société française d'exportation du ministère de l'Intérieur, dont les actionnaires étaient l'État, Thomson et Alcatel. La SOFREMI était spécialisée dans les ventes d'armes et fut impliquée dans l'*Angolagate* via l'un de ses intermédiaires **Pierre Falcone**. Le fils de Charles Pasqua, **Pierre-Philippe Pasqua**, était lui-même spécialisé dans les ventes d'armes, via la société CECRI.

Le "réseau Pasqua" était actif au sein de l'entreprise Elf, via **Alfred Sirven**, proche des services secrets, ou encore **André Tarallo**, tous deux mis en cause dans l'affaire Elf et accusés d'avoir détourné des centaines de millions de francs. Citons le rapport de la mission d'information parlementaire *pétrole et éthique*, qui en 1999 précisait que « *les réseaux de M. Charles Pasqua restent très actifs et intéressent fortement les gouvernements africains [...] Les corses sont très présents dans la police, l'armée, la criminalité organisée, le personnel politique. Ils étaient représentés par André Tarallo dans le domaine du pétrole et par M. Bernard Dominici au ministère des Affaires étrangères.* »

Charles Pasqua était un intime des frères **Feliciaggi**, hommes d'affaires corses spécialisés dans les loteries et casinos, en France comme en Afrique. Robert Feliciaggi est notamment impliqué dans l'affaire du casino d'Annemasse : il aurait financé la campagne européenne de Charles Pasqua en échange d'une autorisation d'implanter ce casino. Les frères Feliciaggi étaient eux-mêmes en relation étroite avec **Nadhami Auchi**, banquier pionnier de l'interconnexion des paradis fiscaux, ancien actionnaire n°1 de la BNP Paribas et n°5 d'Elf, principal actionnaire de la Banque continentale du Luxembourg, réputée pour ses opérations de blanchiment, qui est aussi la banque du Hutu Power, le parti génocidaire rwandais.

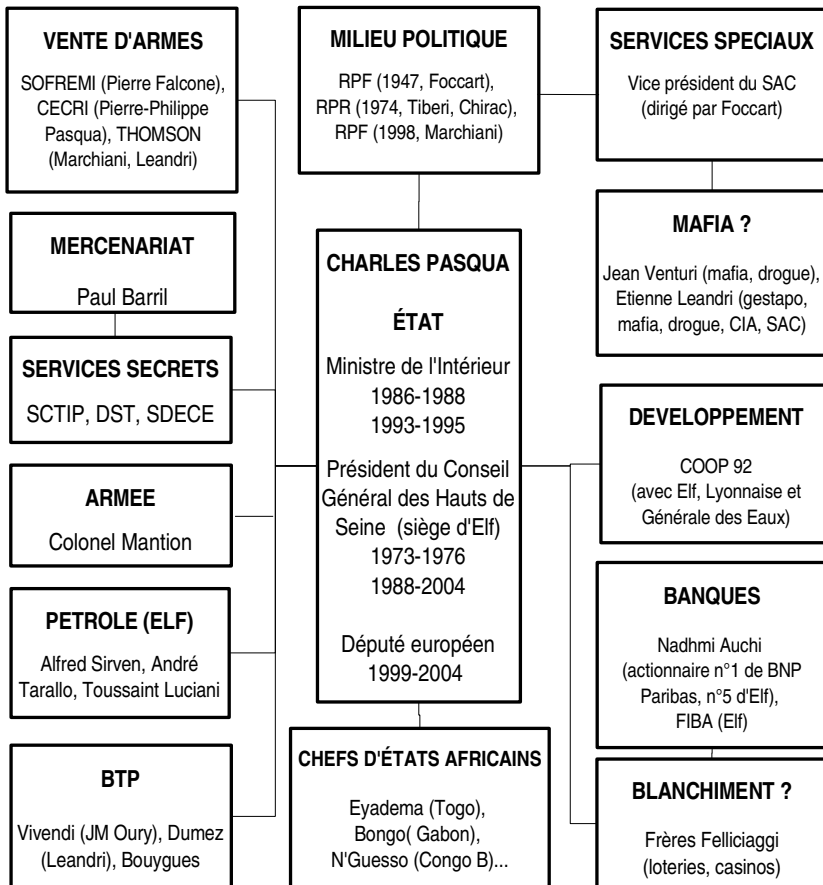
Président du Conseil Général des Hauts de Seine pendant presque 20 ans, Charles Pasqua avait constitué, avec Elf, Bouygues, la Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux, une Société d'Economie Mixte baptisée Coopération 92. Au titre de la coopération décentralisée, cette société recevait 1% du budget départemental, soit 70 millions de francs par an, pour des destinations troubles. Enfin, Charles Pasqua avait tissé de nombreuses relations avec les potentats africains. Dans *Le Monde* du 4 mars 1995, il déclarait : « *Je suis copain avec tous les chefs d'Etat africains. J'ai avec eux des relations directes.* ». Charles Pasqua a enfin contribué à la carrière politique de **Nicolas Sarkozy**, devenu lui aussi président du conseil général des Hauts de Seine, puis Ministre de l'intérieur."

* service d'ordre du parti gaulliste, cf. *Histoire du S.A.C., la part d'ombre du gaullisme*, François Audigier, Stock, 2003.

** sur les relations Pasqua/Sarkozy, cf. *Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus*, Victor Noir, Denoel, 2005.

Schéma simplifié du "réseau Pasqua"

Ce schéma a été réalisé à partir de plusieurs ouvrages de François-Xavier Verschave. Il donne un aperçu de ce que peut être un réseau franc africain : une chaîne de relation liant le milieu politique, l'État, les services secrets, des trafiquants d'armes, des multinationales du pétrole et du BTP, l'armée, des banques, et même une association humanitaire. Attention, précisons que le "réseau Pasqua" n'est pas baptisé ainsi parce que Charles Pasqua serait son "Grand Manitou", mais parce que tous les protagonistes présentés dans ce schéma sont plus ou moins liés avec lui. Il s'agit de "petits bouts d'iceberg" mis en lumière suite aux affaires *Elf*, *Angolagate*, *Falcone*, *office des HLM d'île-de-France*, etc.



III Le bilan de la Françafrique

Je suis fier de l'oeuvre coloniale de la France. Il n'y a que les intello-gaучo-masochistes pour critiquer cela. C'est pourtant une image superbe de la France.

Jacques Chirac, *Libération*, 12/03/1988

Quarante ans de Françafrique, ce sont des millions de morts, des centaines de milliards de francs détournés, des peuples méprisés, des milliers d'assassinats :

- **Génocides, massacres, tortures** : massacre des Bamilékés au Cameroun de 1957 à 1970 (des centaines de milliers de victimes), complicité de génocide au Rwanda en 1994* (un million de morts), litanie de massacres au Tchad (au moins 100 000 morts depuis 1980, des dizaines de milliers de personnes violées et torturées), installation, formation, équipement et absolution de polices tortionnaires, etc.
- **Des assassinats de personnalités symbolisant l'émancipation de l'Afrique** : les présidents togolais et burkinabè *Sylvanus Olympio* (1963) et *Thomas Sankara* (1987), l'assassinat en plein centre de Paris de l'opposant tchadien *Outel Bono* (1973) ou de *Dulcie September*, représentante du parti anti-apartheid de *Nelson Mandela* (1988), etc. Sans compter les innombrables assassinats ou morts sous la torture de "gêneurs" ordinaires, tel le journaliste burkinabè *Norbert Zongo* (1998).
- **Des assassinats de ressortissants français** : notamment au Cameroun (plusieurs prêtres et religieux), en Guinée équatoriale, à Djibouti (assassinat du juge *Borrel* en 1995).



* cf. brochure *Rwanda 1994* (brochure *Survie*) et les travaux de la Commission d'Enquête Citoyenne (<http://cec.rwanda.free.fr>) présentés dans *L'horreur qui nous prend au visage*, ouvrage collectif, Karthala, 2005.

- **Des guerres** : guerre du Biafra en 1967, guerre civile en Angola de 1975 à 2001, au Liberia entre 1989 et 2003, en Sierra Leone depuis 1991, au Congo-Brazzaville (1997-2003). Quelque trois millions et demi de morts au total.
- **L'investiture "démocratique" des dictateurs par un truquage systématique des élections** (au Cameroun, au Togo, au Tchad, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville, etc.).
- **Une incroyable prédation des richesses** pétrolières, minières et agricoles, remplacées par une dette abyssale et inique.**

Cette liste peut paraître caricaturale. Elle n'est pourtant pas exhaustive. Vous trouverez des exemples précis dans les ouvrages présentés en bibliographie. Attention, nous n'affirmons pas que seuls les réseaux français cités précédemment sont la cause de ces atrocités. Nous affirmons néanmoins que toutes ces opérations ont, au minimum, reçu des soutiens logistiques, militaires ou financiers français. La responsabilité de nombre de nos représentants politiques est en jeu. Tous les Présidents de la République et leurs Premiers ministres depuis 1958 cultivent ou tolèrent ce système devenu chaotique, incontrôlable et criminel, aux caisses noires gigantesques. L'opposition gauche/droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » – c'est-à-dire les partis de droite et le PS – sont pris dans l'engrenage françafricain.

La Françafrique, c'est du passé ?

Ces dernières années, certains articles dans des journaux tels que *Le Monde*, *Libération* ou *Le Figaro* affirment : « *la Françafrique, c'est fini* ». Pourtant, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux. Les réseaux françafricains ne font pas partie du passé. Ils sont encore puissamment actifs, plus que jamais depuis la réélection de Jacques Chirac. Il suffira de contacter l'association Survie pour être informé des derniers épisodes en la matière.

Citons par exemple, à l'approche des élections présidentielles de 2007, les tournées africaines des deux candidats pressentis de l'UMP, Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. Un article de *Libération* du 6 décembre 2005 évoquant la possibilité d'une candidature indépendante de Dominique de Villepin faisait dire à un ministre chiraquien (resté anonyme) que l'actuel Premier Ministre n'aurait pas de mal à drainer des fonds car « *certains chefs d'entreprise n'hésiteront pas à l'aider [...] sans parler de ses réseaux dans la Françafrique.* ». Si c'est un ministre qui le dit !

** cf. la brochure *A qui profite la dette ?* (Les renseignements généreux)

Notons que depuis quelques années, la Françafrique est contaminée par la mondialisation, et, réciproquement, ses méthodes font école chez les acteurs de la mondialisation. Ainsi, depuis le scandale de l'*Angolagate*, on observe dans certaines régions d'Afrique centrale une inclusion de la Françafrique dans une *Mafiafrique* connectant les agents et les flux financiers occultes des grandes puissances du globe, sous la houlette des principaux services secrets. Les structures de criminalité et de corruption ont de plus en plus une dimension planétaire. Le leadership américain - qui a toujours influencé le dispositif français - cherche à mieux l'asservir ou le vassaliser dans le cadre de la "nouvelle Guerre froide", ce qui accentue les clivages au sein des réseaux français.

Le "pré-carré" français



IV Questions - réponses

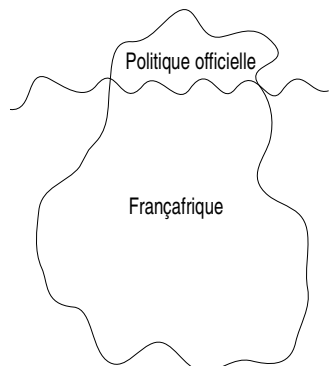
Nous rassemblons ici un certain nombre de questions-réponses habituellement soulevées suite aux présentations publiques de la Françafrique.

1. Quelles sont vos sources ?

Elles proviennent pour l'essentiel des ouvrages réalisés ou édités par l'association Survie. Celle-ci croise quatre sources d'informations :

- la presse et la documentation françaises : depuis 1993, l'association suit tout ce qui se publie en France sur les relations franco-africaines et leur contexte (analyses et reportages de journalistes, rares travaux universitaires, etc.). Les affaires Elf et Angolagate ont notamment apporté de précieux renseignements.
- la presse et la documentation étrangères : Survie recueille les articles et travaux en français publiés hors de France (Belgique, Afrique, etc.). Une attention, moins exhaustive, est aussi portée aux publications anglophones.
- des correspondants : en vingt ans, l'association a développé des liens de confiance avec un nombre important de journalistes, experts, responsables et militants associatifs dans le monde entier.
- des témoignages d'anciens ou actuels habitant-e-s de pays d'Afrique francophone : Survie en a reçu des milliers. Ils sont d'autant plus nécessaires qu'en Afrique la tradition orale l'emporte encore sur la documentation écrite.

Néanmoins, comme le soulignait François-Xavier Verschave, ancien président de Survie, *« les informations sont parfois difficiles à prouver. Par définition, illégalité et criminalité, opérations des services secrets ou détournements financiers ne s'affichent pas ouvertement. Les traces écrites sont rarissimes. La face émergée de l'iceberg, politiquement correcte, est si visible qu'elle en est fascinante. Décrire le plus important, c'est-à-dire les 90 % immergés de la relation franco-africaine (la Françafrique) suppose un travail considérable et difficile de recherche documentaire, de recueil de témoignages et de recoupements. »*



L'iceberg de la politique française en Afrique

2. Si tout cela est vrai, pourquoi le silence des médias ?

Dans ces pays là, un génocide c'est pas trop important.

Déclaration faite par le Président François Mitterrand à l'un de ses proches au cours de l'été 1994, rapportée par Patrick de Saint-Exupéry, *Le Figaro*, 12/01/1998.

Les mécanismes de la Françafrique sont tellement scandaleux que s'ils étaient mieux connus, la population française marquerait probablement son indignation. Les réseaux françafricains ne peuvent exister que dans l'opacité.

Jusqu'à présent, malgré les incessantes sollicitations de la part de l'association Survie, le mur du silence des médias n'a été franchi que sporadiquement. Les révélations sur les scandales franco-africains restent ponctuelles (hors procès *Elff*), vite noyées dans le flux des informations. Sauf cas exceptionnel, les principaux quotidiens et hebdomadaires comme *Libération*, *Le Monde*, *L'Express*, *Le Figaro* ou *Le Nouvel Observateur* ne parlent jamais de la Françafrique, ou alors pour affirmer qu'elle n'existe plus. *Le Monde Diplomatique* y compris se contente d'effleurer ce sujet*. Plus un média est réputé, plus il est convoité par ceux qui ont en charge la désinformation : les services de « renseignement ». Leurs anciens directeurs exposent dans leurs Mémoires les différentes façons de circonvenir les journalistes. Les Renseignements Généraux exercent un véritable fichage de la vie professionnelle et privée des dizaines de milliers de journalistes. Cela offre des moyens de pression considérables.** Nombreuses sont aussi les passerelles entre les réseaux françafricains et les propriétaires ou dirigeants des grands médias. Ces derniers sont quasiment tous aux mains de groupes privés, grands corrupteurs et/ou marchands d'armes, tels que *Bouygues*, *Suez*, *Dassault* ou *Lagardère*. Ils n'ont pas intérêt à divulguer la réalité de la Françafrique.***

Néanmoins, ces informations circulent. De bouche à oreille, dans le milieu militant, par le biais des journaux associatifs, de quelques articles deci- delà, par exemple dans *Charlie Hebdo*, *Politis*, *Témoignage chrétien* ou *Silence*. Mais également dans les milieux diplomatiques, associatifs et universitaires, à l'étranger surtout, via le mensuel *Billets d'Afrique* et plus d'une vingtaine d'ouvrages. Les livres *La Françafrique* et *Noir silence* ont énormément circulé. Le chanteur ivoirien *Tiken Jah Fakoly*, grâce à ses albums intitulés *Françafrique* et *Coup de gueule*, rencontre un

* cf. *Le Monde Diplomatique*, *champion de l'anti-impérialisme sélectif*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

** cf. *Françafrique, les médias complices*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

*** cf. brochure *Réinventer les médias*, Les renseignements généraux.

Notons que certains journalistes militent parfois contre l'orientation de leur rédaction. C'est un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry, qui a remis en lumière l'affaire du Rwanda, en 1998, alors qu'elle commençait à être enterrée. Il a réalisé une série de reportages extraordinaires sur le rôle de l'armée française au Rwanda*. François-Xavier Verschave a également été invité plusieurs fois sur LCI, pour exposer une heure durant les rouages de la Françafrique. Or LCI appartient à Bouygues... Même chose pour des interviews substantiels sur RTL, Europe 1 ou France-Inter. Mais de telles failles restent peu de temps ouvertes.

Enfin, les médias de masse ne favorisent pas la construction d'une pensée critique mais développent plutôt une mentalité de papillonnage. L'affaire *Elf* est un révélateur de la capacité du système médiatique à étouffer ce qui dérange : les explications des journalistes sont tellement confuses ou fragmentées que les citoyens ne font pas le lien entre elles, ou alors se limitent à une vague indignation, ce fameux « *de toute façon, ils sont tous pourris* » qui fait actuellement office de manteau de lucidité.



** cf. *Informer sur l'Afrique*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

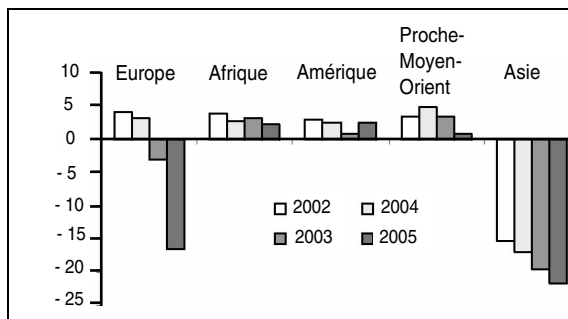
3. L'Afrique est-elle si importante pour la France ?

La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique.

Nicolas Sarkozy en visite au Mali, *Le Figaro*, 19 mai 2006

L'Afrique francophone est d'une importance majeure pour les entreprises françaises. En 2003, le solde (bénéfices) du commerce extérieur de la France en Afrique était de 3,2 milliards d'euros, soit l'équivalent du solde avec l'Europe. En 2002, le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique s'élevait à 2637, en hausse de 13% par rapport à l'année précédente. Au Congo Brazzaville et au Gabon, le pétrole enrichit *TotalFinaElf*, qui affichait, en 2005, un bénéfice record de 12 milliards d'euros. Au Cameroun, au Congo Brazzaville et au Gabon, le bois fait la fortune de *Bolloré* (1 milliard de chiffres d'affaires en 2004) et de *Rougier*. Meubles en Okoumé, planchers en Azobé, escaliers et portes en Sapelli ou Moabi, toutes ces essences menacées de disparition sont largement utilisées en France, premier importateur européen de bois africain. Au Mali, l'or est une manne pour la *Somadex*, une filiale de *Bouygues**. Au Niger, l'uranium est exploité par la *Cogema*, assurant plus de 50% de l'approvisionnement des centrales françaises. Nous pourrions encore citer le commerce du diamant en Centrafrique, du gaz en Algérie**, des phosphates au Togo et au Maroc. Mais également les produits agricoles (café, ananas, cacao, arachide, canne à sucre...) et les services (transport, eau, BTP, télécoms...). En 2004, *Bouygues* a réalisé 1,2 milliards de chiffres d'affaires en Afrique. Enfin, le commerce des armes est très lucratif. Entre 1996 et 2003, les exportations d'armes de la France en Afrique ont représenté 30 milliards d'euros (*Dassault*, *Lagardère*...).

Solde extérieur de la France par zone géographique, en milliards d'euros



source :
Ministère des
Finances et de
l'Industrie

* cf. documentaire *Le prix de l'or*, Camille de Vitry, 94mn, 2004.

** cf. *La Françalgérie*, Lounis Aggoun, Jean-Baptiste Rivoire, La découverte, 2004.

4. L'association Survie a-t-elle été attaquée en Justice ?

À deux reprises (sans compter des procédures accessoires), son président François-Xavier Verschave a été traîné devant un tribunal :

- **Attaque en diffamation par Charles Pasqua.** En 1999, le Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné François-Xavier Verschave pour diffamation envers l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Celui-ci demandait 5 millions de francs de dommages et intérêts. Il a obtenu 1 franc. Sur treize passages de l'ouvrage *La Françafrique* qui accusaient gravement son action en Afrique, Charles Pasqua n'en a attaqué qu'un seul, composé de deux phrases. Pour le Tribunal, « *il était parfaitement légitime pour Monsieur Verschave, président de l'Association Survie, d'attirer l'attention du lecteur sur les effets de la politique française en Afrique et de faire connaître sa thèse selon laquelle le gouvernement français a soutenu des gouvernements africains inspirateurs et auteurs de génocides. L'ensemble des pièces produites et des témoignages recueillis démontrent que Monsieur Verschave a procédé à une enquête particulièrement sérieuse et possède une connaissance très approfondie des problèmes africains et des relations franco-africaines* ». Mais « *il a manqué à son obligation de prudence* » en personnalisant « *la responsabilité politique de la France et présentant Monsieur Pasqua, ministre de l'Intérieur, comme complice des crimes les plus abominables* ». Le Tribunal estime cependant que « *le rôle en Afrique de Monsieur Pasqua et de ses "réseaux" est manifeste* ».
- **Attaque pour "offense à chef d'État".** En 2001, François-Xavier Verschave a été accusé « d'offense à chef d'État » par trois "présidents" africains pour son ouvrage *Noir Silence*. Ce chef d'accusation, vestige de la cinquième République interdit quiconque de porter atteinte à l'image d'un chef d'État. Plusieurs jours d'un procès incroyable, où se sont multipliés témoignages et argumentations accablantes pour les trois chefs d'État en question, ont abouti à la relaxe de F.X. Verschave par le Tribunal de grande instance de Paris (relaxe confirmée en appel). Ce procès spectaculaire a été intégralement retranscrit dans l'ouvrage *Noir procès* (voir bibliographie). Ce procès, qui aurait pu signifier la disparition de SURVIE, a au contraire renforcé sa notoriété et la crédibilité de ses affirmations.

Les deux procès intentés à l'association Survie, évidemment occultés par les médias, ont été exemplaires, par l'argumentaire développé, au point de surprendre l'accusation. Mais l'auteur de *Noir silence* a eu également à subir plusieurs procès annexes, de la part du personnage-clé de l'Angolagate, Arcadi Gaydamak, ou de l'ancien numéro 2 de la DGSE, Pierre Lethier. Ceux-ci ont eu gain de cause, bien qu'ils admettent les gains colossaux de leur fonction d'"intermédiaire" et qu'ils aient tous deux fui les mandats d'arrêt de la justice française.

Si la Françafrique est si puissante, pourquoi ne contrôle-t-elle pas la Justice française ? Il n'y a pas *une* justice mais *plusieurs* justices, selon les enjeux médiatiques, les complicités et les réseaux de corruption. Bien que les réseaux de manipulation soient extrêmement puissants, toutes les institutions françaises ne sont pas intégralement manipulées et contrôlées. Il n'y a pas "une tête pensante qui contrôle tout" mais plutôt des "essaims dans la confiture".

L'affaire *Elf* est à ce sujet révélatrice. Les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont subi des menaces de mort et des pressions pour avoir mis à jour des complicités dans toutes les institutions françaises, de la police aux médias.* Néanmoins, elles ont aussi bénéficié de soutiens et de protections. L'instruction a été menée à son terme, même si les conclusions du procès témoignent d'une volonté d'étouffement de l'affaire. Là réside un espoir de changement : la "République souterraine", dont les réseaux françafricains sont un des pivots, ne contrôle pas encore en permanence l'ensemble de la chaîne judiciaire et policière. Ceci étant dit, vu le manque d'indépendance structurel de la Justice française**, et depuis que l'Etat UMP monopolise le pouvoir, des juges placés à des postes stratégiques peuvent aisément bloquer les affaires délicates.



* cf. *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?*, Eva Joly, Les arènes, 2003.

** Sur le fonctionnement de la Justice française, cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* Les rens. généreux.

5. L'Afrique n'est-elle pas culturellement rétive à la démocratie ?

Si six millions d'Israéliens pouvaient, par un échange standard démographique, prendre la place des Tchadiens à peine plus nombreux, le Tibesti fleurirait et une Mésopotamie africaine naîtrait sur les terres fertiles entre Logone et le Chari. Qu'est-ce à dire ? Que les Africains sont des incapables pauvres d'esprit, des êtres inférieurs ? Sûrement pas. Seulement leur civilisation matérielle, leur organisation sociale et leur culture politique constituent des freins au développement.

Stephen Smith, *Négrologie*, Hachette, 2004^{*}

« Dans l'imaginaire occidental, l'Afrique reste un vaste cliché^{**} : savanes-pleines-d'animaux-sauvages, folklores exotiques... Il n'y a pas jusqu'aux épidémies et famines chroniques, jusqu'aux guerres tribales, ethniques ou claniques et aux dictatures sanguinaires qui ne soient systématiquement convoquées au grand carnaval des idées reçues. L'Afrique serait rétive à la «démocratie», incapable de se «développer»... Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de nier l'existence de famines ou de dictatures, bien réelles hélas, mais de critiquer le caractère de fatalité africaine qu'on leur prête volontiers en Occident.

Le premier stéréotype dont pâtissent les populations des pays africains est ce «l'Afrique» qui gomme la diversité des réalités politiques et économiques et renvoie chaque pays au seul contour géographique d'un continent : il fonctionne de la même manière que les discours biologisants qui figent les individus dans une nature ou une tradition indépassables. Il suffit de parcourir les dépliants des agences de voyages pour comprendre qu'aller «là-bas», c'est encore, sinon apporter la civilisation, du moins se conforter dans la croyance que l'Occident est l'unique civilisation, celle vers laquelle tous les pays devraient avancer.

Cette vision occidentale de «l'Afrique» est directement issue du racisme colonial. Les discours ont simplement été remis au goût du jour : les individus sont moins donnés comme les représentants d'une race différente («les Noirs») que d'une culture différente («les Africains»). Les discours culturalistes (cf. citation de S.Smith citée plus haut) se surimposent aujourd'hui aux discours racistes ; les uns et les autres permettent de justifier l'exploitation et les traitements discriminatoires qui fondent le néo-colonialisme. Le schéma ne change guère, l'Occident demeure imbu d'une supériorité établie selon ses propres critères. Il suffit de voir l'enjeu idéologique que représente la grand-messe de la francophonie...

^{*} Pour une réponse à ce livre raciste, lire *Nérophobie*, Verschave, Tobner, Diop, Les arènes, 2005.

^{**} L'ensemble de ce chapitre est extrait de *France-Afrique : le crime continue*, éditions tahin-party, 2000. Ce livre est téléchargeable gratuitement sur <http://tahin-party.org/verschave.html>

En contrepoint du mythe de l'Afrique «sauvage et naturelle», survit celui de la France* «généreuse et porteuse de progrès». Alors que sa politique africaine est meurtrière, la France conserve, aux yeux de l'opinion internationale, l'image fantôme de pays des «droits de l'Homme», et demeure convaincue que le reste du monde ne peut se passer de ses Lumières. [...] La bonne conscience de l'opinion s'appuie sur une complaisance dans le non savoir qui est en elle-même une complicité. L'ignorance est aussi savamment entretenue : les leçons de l'école ou des médias ne nous apprennent presque rien des colonialismes passés et présents. «Notre» histoire nous est présentée comme une épopée glorieuse et on ne dit jamais que la colonisation est criminelle et n'aurait jamais dû se produire. Sur le néo-colonialisme actuel, le silence se fait plus pesant encore.

Si nous pouvions intervenir sur la politique étrangère du gouvernement, encore faudrait-il que nous puissions nous prononcer en connaissance de cause. «L'accueil» que, de ce côté-ci de la Méditerranée, nous réservons aux sans-papiers et aux migrants en général, n'est pas sans rapport avec ces politiques africaines : les quelques non-blancs qui ont acquis droit de cité, pour avoir contribué par exemple à la victoire de l'équipe nationale de football, risquent fort de servir d'alibis en occultant le travail précaire, les contrôles et les coups de matraque, les insultes quotidiennes et la fréquente clandestinité qui attendent les autres « prétendants » à la France. Tout nous serait dû. Rien ne nous serait imputable. Concrètement, tout est pour nous, occidentaux. Pourtant la Terre n'est pas le centre de l'Univers, la France n'est pas le centre du monde. Décoloniser l'Afrique. Défranciser le monde. Vaste tâche, vu l'ampleur des dégâts. »



* L'éditeur tahin-party aime supprimer les lettres capitales de certaines entités.

6. Quelle est la responsabilité des populations africaines ?

Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus !

Jacques Chirac, interrogé hors micro sur l'évolution démocratique du continent africain

Le Canard enchaîné, 28/07/1999

Les chefs d'État locaux et leur entourage ont une énorme part de responsabilité dans la Françafrique. Celle-ci n'existerait pas s'ils refusaient de jouer aux "gouverneurs à la peau noire", sous les applaudissements d'une cour de profiteurs : sabotage du développement, accumulation de la dette, corruption systématique. Décuplées par le boom démographique et la crise économique, les tensions sociales sont fortes. Les chefs d'État africains à qui la Françafrique répète depuis des décennies « *Profitez de l'économie de rente de vos pays et partagez-là avec nous* » sont bouffis de corruption. Ils s'entourent de gardes présidentielles ethniques, claniques, constituées des gens de leur village. S'ils sont trop attaqués, ils recourent au langage raciste du bouc émissaire, stratagème politique classique consistant à dresser une partie de la population contre une autre en exacerbant les clivages ethniques (les événements récents en Côte d'Ivoire en sont un exemple). Contre ceux qui parlent de la fatalité des « guerres tribales africaines » à propos du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire, affirmons au contraire que les conflits soi-disant "ethniques" sont en réalité instrumentalisés par des dirigeants politiques à bout de souffle, prêts à tout pour rester au pouvoir.

Misère économique, inégalités sociales, les pouvoirs françafricains sont en effet contestés. Il leur faut à tout prix canaliser le mécontentement vers d'autres cibles que le pouvoir en place. Au jeu de la communication, l'important n'est pas la vérité mais la crédibilité. Ils n'hésitent pas ainsi à jouer le double-langage, rejetant par exemple tous les problèmes sur la France et sa trop grande influence, sans révéler qui sont leurs "parrains".

Le double langage n'est évidemment pas l'apanage des dirigeants africains. C'est un "sport" largement pratiqué en France. Aux magistrats, qu'il aimerait définitivement censurer quant à son propre cas, le Président de la République a déclaré le 11 janvier 2002, lors de la rentrée solennelle de la Cour de Cassation : « *La société démocratique est, par essence, une société de responsabilité. [...] Rien ne serait pire que de laisser s'étendre le sentiment de l'impunité.* » Rappelons que le même Jacques Chirac avait déclaré en 1995 : « *Les Africains ne sont pas assez mûrs pour la démocratie et le multipartisme* ». Les hommages du vice à la vertu ont de quoi donner le vertige.

En guise de conclusion

Vous en savez déjà suffisamment. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences.

Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, Le serpent à plumes, 1998

Françafrique. L'astuce du jeu de mots ferait presque sourire : France-Afrique, France-à-fric*... Depuis quarante ans, la politique française en Afrique vise essentiellement à exploiter ses ressources naturelles et politiques. Les profits sont immenses. C'est pourquoi les armes importent peu : la corruption, le meurtre, la manipulation et la guerre. Ainsi, la France, soi-disant « *patrie des droits de l'Homme* », a soutenu les inspireurs et auteurs du génocide rwandais**, dans un silence médiatique assourdissant.

Depuis 1998, de nombreuses publications ont étayé les analyses de *La Françafrique*. Les mobilisations militantes se sont multipliées (L'association *Survie* compte près de 1800 adhérents). Des artistes ont rejoint la lutte (Tiken Jah Fakoly, Tryo, Dub Incorporation...). Une *Commission d'Enquête Citoyenne* a démontré l'implication de la France lors du génocide rwandais.*** Peu à peu, les médias sont obligés de réadapter leur discours. Désormais, pour les "spécialistes officiels" des questions africaines, « *la Françafrique n'existe plus* ». Elle existait donc... Mais serait morte ? Pourtant, répétons-le, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux. Plus que jamais, nous devons dénoncer la politique africaine de la France. Plus que jamais, nous devons soutenir et tisser des passerelles avec les résistances africaines.

Reconnaissons-le, ces révélations sont extrêmement inconfortables. Elles jouent même pour beaucoup un rôle d'électrochoc. Impossible de s'impliquer par la suite dans des actions de développement au sein d'ONG avec le même regard. Impossible d'envisager des actions politiques de la même manière. Notre perception de la réalité en sort bouleversée. Il faut tirer les conséquences, remettre en question ses

* Notons que le terme *Françafrique* a initialement été inventé en 1955 par Houphouët Boigny, pour définir les bonnes relations qu'il voulait établir avec la France coloniale.

** cf. documentaire *Tuez-les tous, La France au Rwanda*, Raphaël Glucksmann, 94 mn, 2005.

*** cf. *L'horreur qui nous prend au visage*, Commission d'Enquête Citoyenne, Karthala, 2005.

certitudes, ce qui est bien difficile. Le pari de l'association *Survie* pourrait se résumer ainsi : si tout le monde savait réellement ce qui se passe, la qualité et la quantité d'indignation produiraient un changement. Est-ce réaliste ? L'avenir le prouvera, si nous sommes nombreux à œuvrer dans ce sens.

Cependant, la fin de la Françafrique viendra essentiellement de son rejet par les populations africaines. Mais si la France continue à éliminer ou reléguer ceux qui veulent changer les choses, cela prendra peut-être dix ou quinze ans de plus. Durant cette période, combien de guerres ou de massacres peuvent se produire ?

Le rôle modeste que nous pouvons avoir est, en informant et dénonçant, de gêner ou entraver la poursuite de ces manœuvres occultes. Ce n'est ni suffisant, ni décisif, mais néanmoins non négligeable. Nous pouvons également soutenir les résistances africaines, souvent impossibles ou bridées à cause de la répression en Afrique, de la faiblesse des médias indépendants. Nous pouvons tous, à notre niveau, jouer le rôle de "caisse de résonance", et montrer aux habitant-e-s des pays concernés que tous les Français ne souscrivent pas à la Françafrique, et que certains savent dénoncer les responsabilités de leur propre pays.

Rêvons un peu. Si un chanteur, une personnalité médiatique, un journaliste ou un homme politique connu reprenait le flambeau ? Si de puissantes actions collectives se mettaient en place ? Si des comités locaux se créaient dans toute la France ? Le scandale de la Françafrique contient de quoi miner l'arrogance et la duplicité de la monarchie installée en 1958, que nous nommons trop promptement "démocratie", de quoi animer le désir d'un système politique où l'impunité ne serait plus la règle.

La véritable indignation n'aboutit ni à l'amertume, ni au cynisme, ni à la résignation. Elle est une révolte, une envie de trouver la réponse : « *Que puis-je faire à mon niveau pour changer cela ?* ». Nous pensons qu'individuellement et collectivement nos possibilités sont importantes, sans doute beaucoup plus que nous l'imaginons. Ce que l'association *Survie* a créé avec un millier de militants témoigne de ce que pourrait produire une plus large mobilisation. Ne léguons pas ce monde d'impunité à nos enfants. À notre niveau et en nous fédérant, transformons cette société.

* On l'oublie souvent, mais l'accession au pouvoir du général De Gaulle s'est faite par un coup d'état. cf. Emission *Les détectives de l'histoire - 13 mai 1958 : De Gaulle a-t-il fait un coup d'état ?*, France 5, avril 2006.

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :



La Françafrique

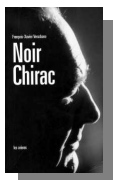
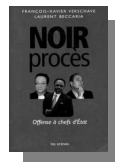
François-Xavier Verschave, Stock, 1998

Sans doute la meilleure "porte d'entrée" pour comprendre la politique de la France en Afrique. L'histoire de la confiscation des indépendances est détaillée pour chaque pays d'Afrique francophone.

Noir procès

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2001

Retranscription du procès pour « offense à chef d'État » lancé par trois chefs d'État africains suite à la publication de *Noir Silence* en 2000 par F.X. Verschave. Un ouvrage pédagogique et très vivant.



Noir Chirac

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2002

Cet ouvrage aurait pu s'intituler *La mafiafrique* car, loin de s'intéresser au seul personnage de Jacques Chirac, il détaille les multiples réseaux de type mafieux qui gravitent autour de la politique française en Afrique. Un ouvrage "explosif".

Les affaires sous la guerre

Global Witness, Agone, 2003

Une étude précise et pédagogique de l'affaire "Angolagate". On y retrouve des multinationales du pétrole, des hommes d'affaires, des trafiquants en tout genre, mais aussi Charles Pasqua ou encore Jean-Christophe Mitterrand, etc.



Enfin, nous vous recommandons les sites internet suivants :

- **www.survie-media.info** : documents audiovisuels sur la Françafrique.
- **www.survie-france.org** : site officiel de l'association Survie.
- **www.pressafrique.com** : ressources sur la Françafrique.
- **www.billetsdafrique.info** : Billets d'Afrique, le mensuel de l'association Survie.
- **www.stop-francafrique.com** : cartes pédagogiques de la Françafrique.
- **www.afrique21.org** : revue des alternatives africaines.

Post scriptum : l'association Survie

L'expression *Françafrique* est directement liée aux combats de l'association Survie. Sa devise est *donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants*. Pourquoi ce nom ? Pourquoi cette devise ? Quel rapport avec la Françafrique ? Plongeons-nous rapidement dans l'histoire de cette association.

D'une démarche consensuelle...

Tout commence en 1981. Un rapport des Nations Unies affirme que 40 000 enfants meurent chaque jour faute de nourriture et de soins élémentaires. Pourtant, ne vient-on pas de célébrer *l'année de l'enfance* ? Révoltés, quelques amis dont Jean Fabre et le Prix Nobel Adolfo Perez Esquivel se réunissent autour d'une conviction commune : discours humanistes et œuvres charitables sont dramatiquement insuffisants, la faim est un problème politique. Pour interpeller les élus et les responsables politiques, ils décident de lancer une campagne internationale et rédigent un Manifeste-Appel contre l'extermination par la faim, rapidement signé par 54 prix Nobel (126 aujourd'hui). Les premières campagnes sont lancées en Belgique et en Italie sous l'appellation *campagne Survie*. La mobilisation de dizaines de milliers de citoyens se conclura quelques années plus tard par le vote des Parlements belges et italiens en faveur de lois débloquant plus de dix milliards de francs pour des projets de lutte contre la famine.

En 1983, la campagne Survie commence en France. Elle obtient l'appui de plus de 8 000 maires, mais l'Élysée fait la sourde oreille. Pour l'élection présidentielle de 1988, Survie conçoit et anime une campagne *Solidarité ici et là-bas*, demandant une loi contre la grande pauvreté en France, une loi pour la survie et le développement dans les pays les plus pauvres. La première demande sera en partie entendue avec la loi sur le Revenu Minimum d'Insertion. Pour la seconde, l'objectif est de débloquer un millième des ressources françaises (sept milliards de francs) pour un usage beaucoup plus ciblé et contrôlé que les 40 milliards annuels de l'aide au développement classique, très majoritairement dévoyée de son objet. Des actions médiatiques et symboliques sont organisées, telles ces 40 000 bougies allumées dans le jardin du Palais Royal pour symboliser la mort quotidienne de 40 000 enfants, mais aussi, en 1993, la signature et la mobilisation de la quasi-totalité des footballeurs professionnels. Une proposition de loi, rédigée par cinq députés (PS, RPR, UDC, UDF, PC), rallie progressivement les signatures de 72 % de leurs collègues : du jamais vu ! Malgré cet élan et toute la dynamique des militants de Survie, le gouvernement n'inscrira jamais cette proposition de loi à l'ordre du jour.

En 1994, un génocide s'accomplit au Rwanda. L'impossibilité de donner un minimum de crédibilité et d'efficacité à l'aide publique française au développement confirme ce que l'association SURVIE ressent de plus en plus fortement au gré des rencontres, des analyses, et des témoignages : *les centres du pouvoir ne veulent pas toucher à cette manne financière parce qu'ils en profitent*. La coopération est un système confus, opaque et corrompu qui couvre un foisonnement de pratiques illégales et criminelles. Renforcée par la révélation des complicités françaises avec les responsables du génocide rwandais, la compréhension du système *Françafrique* commence à germer. Loin d'être marginale, la criminalité économique et politique est centrale. Survie change de stratégie : il faut à tout prix dévoiler cette inimaginable réalité aux citoyens français.

...à la dénonciation radicale...

Dès juin 1994, des militants de Survie défilent tous les jours à Paris avec des panneaux « *Rwanda, j'ai honte... de la politique africaine de la France.* » Neuf mois plus tôt, Survie avait lancé un mensuel, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, pour explorer les mécanismes de détournement de l'aide publique française au développement. L'objet de ce bulletin s'étend à toute la criminalité méconnue de la France en Afrique. Un réseau de correspondants se développe, irriguant Survie de témoignages et d'informations. Fin 1994, Survie lance la série des *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, documents minutieux réalisés en partenariat avec l'association Agir ici. Des ouvrages sur l'implication de la France au Rwanda sont également publiés. En 1998, le président de Survie, François-Xavier Verschave, rédige *La Françafrique*, où il retrace la découverte de ces scandales. L'ouvrage atteint déjà un large public. Deux ans plus tard, il publie *Noir Silence*, un panorama détaillé de la politique française en Afrique. Il est attaqué pour « *offense à chef d'État* » par Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad) et Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville), ce qui contribue à transformer le livre en best-seller (50 000 exemplaires vendus). Plus d'une vingtaine de témoins courageux et édifiants transforment le procès (retranscrit dans l'ouvrage *Noir Procès*) en celui des accusateurs, qui sont déboutés. En 2002 est publié *Noir Chirac*, qui remonte aux sources de l'impunité des décideurs politiques français depuis plus d'un demi-siècle.

...et aux propositions.

La critique de la politique française en Afrique amène Survie à repenser ses propositions. Depuis 1999, elles s'articulent autour de la notion de biens publics à l'échelle mondiale (cf. <http://www.bpem.org>). Cette perspective est développée dans plusieurs ouvrages, en préparation ou déjà publiés (par exemple, en 2003 : *On peut changer le monde*, F.X. Verschave et François Lille, éditions La découverte).

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

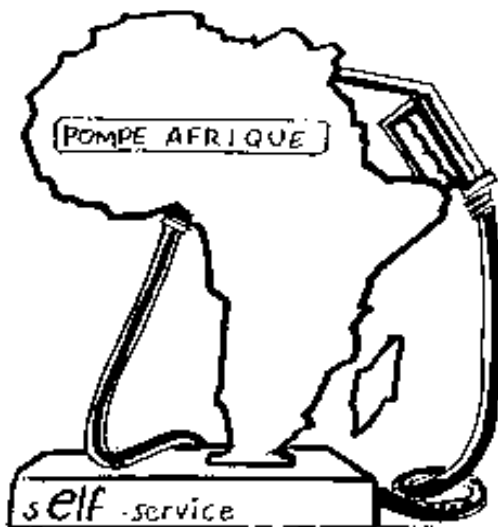
I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

QUE FAIT LA FRANCE EN AFRIQUE ?



*La Françafrique, ou la face cachée
de la politique française en Afrique*

Pourquoi cette brochure ?

De même que les États-Unis ont leur arrière-cour en Amérique latine, la France a besoin d'avoir son arrière-cour en Afrique.

Georges Serre, conseiller d'Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères, 1998

Guerres civiles, dictatures, pauvreté, analphabétisme, malnutrition... La situation catastrophique de l'Afrique francophone soulève de nombreuses questions. Pourquoi tant de misère dans des pays si riches en matières premières ? A qui profite l'argent du pétrole, de l'uranium, du diamant, du bois, des minerais ? Comment expliquer la présence permanente de l'armée française dans ses anciennes colonies ? Pour quelles raisons le gouvernement français reçoit-il régulièrement, avec tous les honneurs de la République, des dirigeants africains parvenus au pouvoir par des coups d'Etat ou des élections truquées ?

En 1998, François-Xavier Verschave, alors président de l'association *Survie*^{*}, publie *La Françafrique, le plus long scandale de la République*. Cette enquête dévoile la face cachée des relations franco-africaines : la confiscation des indépendances, le pillage des matières premières, le soutien de dictatures, la complicité de génocide au Rwanda. Cette analyse sera progressivement étayée par une dizaine d'ouvrages dont *Noir Silence* (2000), *L'envers de la dette* (2001), *Nérophobie* (2005), etc.

Cette brochure s'adresse à celles et ceux qui n'ont jamais entendu parler de la Françafrique, ou connaissent bien cette expression mais cherchent à synthétiser leurs idées. L'exercice est périlleux : comment résumer plusieurs dizaines de milliers de pages d'enquête ? Cet exposé est forcément caricatural et incomplet. Mais nous espérons qu'il fournit des repères et l'envie d'en savoir davantage.

Fructueuse lecture.

PLAN

I	La confiscation des indépendances	page 3
II	De la Raison d'État à la Mafiafrique	page 8
III	Le bilan de la Françafrique	page 15
IV	Questions - réponses	page 18

* cf. post scriptum page 30.

I La confiscation des indépendances

Certes, au temps où la colonisation était la seule voie qui permit de pénétrer des peuples repliés dans leur sommeil, nous fûmes des colonisateurs, parfois impérieux et rudes. Mais au total, ce que nous avons, en tant que tels, accompli laisse un solde largement positif aux nations où nous l'avons fait.

général De Gaulle, président de la république française, 31 janvier 1964

Pour mettre à jour les mécanismes de la Françafrique, il nous faut remonter aux origines de la décolonisation. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Etat français se confronte aux désirs d'émancipation de la plupart de ses colonies (Indochine, Algérie, Cameroun...). Lorsque le général De Gaulle prend le pouvoir en 1958, l'opinion publique est de plus en plus favorable à la décolonisation, tout comme les États-Unis et l'URSS qui espèrent rallier à leur panache les peuples décolonisés^{*}. Cependant, De Gaulle ne souhaite pas l'indépendance de l'empire colonial français, et ce pour au moins trois raisons :

- **une raison économique** : l'Afrique permet à la France d'accéder aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole. Elle est également source de profits pour les sociétés coloniales (cacao, bananes, bois, café, etc.).
- **une raison politique** : en pleine période de "Guerre froide", la France, alliée du camp occidental, souhaite éviter la propagation du communisme dans ses colonies.
- **une raison inavouable** : le détournement des rentes africaines finance le mouvement gaulliste, via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement.

Politiquement acculé, le président De Gaulle enclenche finalement le processus de décolonisation dans les années 60.^{**} Mais tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il charge son bras droit *Jacques Foccart* de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens illégaux et occultes.

* Pour plus de détails sur les ambitions des deux super-puissances à cette époque, cf. *L'an 501, la conquête continue*, Noam Chomsky, Écosociété, 1995 ; *Une histoire populaire des États-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002.

** Hormis pour ce qu'on appellera plus tard les Territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie, ainsi que quelques points d'appui stratégiques comme les Comores et Djibouti.

Jacques Foccart est à l'époque un personnage très puissant : secrétaire général de l'Élysée, il dirige la plupart des services secrets*, supervise les nominations aux principaux postes du parti gaulliste et de l'État, pourvoit enfin aux finances du gaullisme. Il va brillamment orchestrer cette mission de confiscation des indépendances.

Sa principale stratégie sera la mise en place de dirigeants africains favorables à la France par l'élimination physique des leaders et mouvements indépendantistes. La guerre contre les indépendantistes camerounais (1957-1970) fut la plus violente, avec des méthodes dignes de la guerre du Vietnam : des centaines de milliers de victimes, l'assassinat des leaders Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Moumié en 1960, Ouandié en 1970. Cette guerre servit de leçon à tous ceux qui pouvaient avoir des velléités de résistance. Citons également l'assassinat du président indépendantiste togolais Sylvanus Olympio en 1963, sous la supervision des services français. L'assassin, Etienne Eyadéma, s'installa ensuite plus de 40 ans au pouvoir et devint « l'ami personnel » du président Jacques Chirac. Son fils Faure Gnassingbé lui a succédé en 2005 par le biais d'élections frauduleuses et d'une sanglante répression des opposants.** Bon nombre des chefs d'État choisis par Foccart ont été formés dans les écoles militaires françaises. Certains appartenaient aux services secrets français, comme Omar Bongo, actuel président du Gabon, ceci depuis... 1967 !

Des accords sont ensuite passés avec les dirigeants de ces pays officiellement décolonisés. Depuis plus de quarante ans, les pays francophones situés au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et militaires, conçus comme si ces états ne devaient jamais devenir indépendants. Citons l'Accord de défense du 24 avril 1961 entre la France, la Côte d'Ivoire et le Niger concernant les « *matières premières et produits stratégiques* » (hydrocarbures, uranium, lithium...). Cet accord stipule que ces pays, « *pour les besoins de la défense, réservent par priorité leur vente à la République française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure, et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle* » et « *lorsque les intérêts de la défense l'exigent, elles limitent ou interdisent leur exportation à destination d'autres pays* ». Certains accords peuvent comporter des clauses non publiées au Journal Officiel*** et ignorées du Parlement français. Par exemple, le Journal Officiel du 21 novembre 1960 précise que « *la République gabonaise a la responsabilité de sa défense intérieure, mais elle peut demander à la République française une aide dans les conditions définies par les accords spéciaux.* »

* Petite anecdote : en 1969, *Le Canard enchaîné* dévoilait l'existence d'un dispositif permettant à Jacques Foccart d'enregistrer les conversations du palais de l'Élysée. L'affaire fut connue sous le nom de "commodore à Foccart"... Notons que Jacques Foccart publia ses sulfureuses mémoires politiques deux ans avant sa mort (*Foccart parle*, Fayard, 1995).

** cf. *Le choix volé des Togolais*, L'Harmattan, 2005 ; *Le Togo : de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Gilles Labarthe, Agone, 2005. En septembre 2006, Faure Gnassingbé a été reçu en France, avec tous les honneurs de la République.

*** Le Journal officiel est le quotidien édité par l'État français dans lequel sont consignés tous les événements législatifs (lois, décrets), réglementaires (arrêtés), déclarations officielles et publications légales.

Ces accords secrets prévoient généralement l'organisation, l'encadrement et l'instruction des forces armées des Etats "décolonisés", ainsi qu'une intervention militaire française en cas de menace extérieure. Enfin, des bases militaires françaises sont implantées sur le continent africain de manière permanente. Actuellement, celles-ci sont situées à Dakar (Sénégal), N'Djamena (Tchad), Djibouti, Libreville (Gabon) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Elles regroupent un total de plusieurs milliers de soldats. Lorsque la France ne peut agir directement, l'utilisation de mercenaires complète le dispositif. Les plus célèbres sont Bob Denard et Paul Barril, impliqués dans de nombreux "coups tordus" aux Comores, au Bénin, au Gabon, en Angola, au Zaïre, etc."

Jacques Foccart élabore ainsi un *réseau* contrôlé depuis l'officieuse *cellule africaine de l'Elysée* et entretenu par une série de correspondants : officiers des services secrets, hommes d'affaires, fonctionnaires, conseillers, etc. Chaque président africain est encadré par les services secrets français, soi-disant chargés de sa sécurité, et par de multiples conseillers. Pour éliminer tout risque d'opposition intérieure, des polices politiques tortionnaires sont mises en place, formées à l'école française et aux méthodes expérimentées en Algérie.

Cette stratégie permet de maintenir le système de domination et d'exploitation coloniale tout en donnant l'impression qu'il y a bien indépendance, puisque c'est un homme originaire du pays qui gouverne. Elle permet également à la France de maintenir sa position dominante dans les institutions internationales, telles que l'ONU, les Etats d'Afrique francophone, officiellement indépendants, s'alignant généralement sur les choix de l'ancienne métropole.

La domination politique et militaire des anciennes colonies s'accompagne enfin d'une domination économique, via le franc CFA, contrôlé par la Banque de France. Initialement « *franc des Colonies Françaises d'Afrique* », il sera rebaptisé en 1960 « *franc des Communautés Financières Africaines* » pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, « *franc de la Coopération Financière d'Afrique centrale* » pour le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Le franc CFA était convertible directement en franc français jusqu'en 1993, ce qui facilitait l'évasion monétaire. En janvier 1994, il sera brutalement dévalué de 50%, décision entraînant de lourdes conséquences sur les populations.



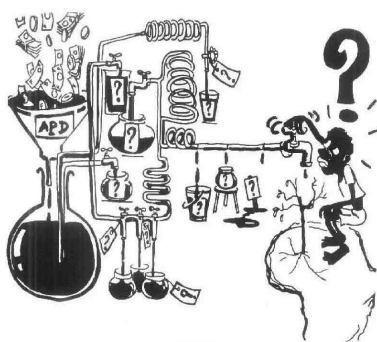
* La base de N'Djamena devrait fermer sous peu dans le cadre d'un redéploiement militaire français en Afrique.

** cf. *La privatisation de la violence. Mercenaires et Sociétés militaires privées au service du marché*, Xavier Renou, Agone, 2006 ; *Le boom du mercenariat*, ouvrage collectif, Damoclès, 2001.

Parallèlement, sous l'impulsion des États-Unis émerge le concept de *développement* : les pays occidentaux sont incités à aider leurs anciennes colonies, rebaptisées *pays sous-développés**. La France met ainsi en place toute une gamme d'institutions chargées de la coopération et du développement. Les dépenses affectées à cet effet sont rassemblées sous l'appellation *Aide Publique au Développement* (APD). L'État français y consacre 30 à 40 milliards de francs chaque année. Loin d'œuvrer pour le développement de l'Afrique, l'APD a en réalité plusieurs fonctions :

- *soutenir financièrement les régimes "amis" de la France*, et si possible étendre leur influence.
- *favoriser le détournement des ressources africaines*, en améliorant l'exploitation des matières premières (meilleurs outils de production, construction de voies d'accès, corruption des élites locales) : pétrole, uranium, manganèse, bois exotiques, or, cobalt, diamants, cacao, café, pétrole, banane, coton, etc.
- *aider à vendre un certain nombre de productions françaises* réalisées par quelques grandes entreprises avec des marges confortables, parfois inouïes, bien souvent accompagnées de "pots-de-vin" pour des partis politiques français. Ce sont par exemple les aides dites *liées* : leur octroi est conditionné au choix d'une entreprise française pour la réalisation du projet.

Le reste de l'APD sert à la promotion commerciale, à la défense de la Francophonie, au prestige de la France, voire même aux bourses scolaires des enfants d'expatriés, ou encore au coût de la rétention et de l'expulsion des immigrés clandestins.** Au final, seuls quelques pourcentages de l'aide visent réellement à réduire l'extrême misère qui touche les anciennes colonies françaises.



Malgré tout, certains coopérants et ONG de développement subventionnés par l'APD font du bon travail, peu coûteux. Nombre d'actions de base, en particulier dans la santé, sont utiles et peu onéreuses. Mais cette facette "vertueuse" du développement légitime tout le reste. En réalité, le développement est littéralement saboté. Malgré les dépenses gigantesques officiellement consacrées aux États d'Afrique francophone, la situation catastrophique de ces pays après quatre décennies de "coopération" est révélatrice : on devine que l'aide au développement a très peu profité aux populations.

* cf. brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

** pour plus de détails, cf. brochure *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux).

Pendant toute cette période, les discours des différents gouvernements se sont parés d'un "manteau de vertu" : la France « *meilleure amie de l'Afrique et du développement* », « *patrie des Droits de l'Homme* », la lutte contre l'influence hégémonique anglo-saxonne, etc. Notons à ce propos que même si le gouvernement français affichait une distanciation avec les États-Unis, les passerelles entre les services secrets, les hommes d'affaires ou les militaires français et américains étaient beaucoup plus fortes que l'on pourrait imaginer. Les réseaux franco-africains étaient en lien étroit avec le dispositif clandestin de la Guerre froide : la France jouait son rôle dans l'échiquier géopolitique occidental.

Le financement du contrôle des anciennes colonies ne pouvait se faire qu'illégalement. Ainsi, des firmes françaises chargées d'approvisionner l'Hexagone en matières stratégiques sont investies par les services secrets. La société *Elf* est créée en 1967 par Pierre Guillaumat*, ancien militaire et agent secret, pour servir entre autres de couverture au financement et à l'action des services secrets en Afrique. Elle a organisé le drainage d'énormes marges occultes sur l'exploitation de l'or noir africain : production non déclarée au large des côtes, surfacturation des investissements et des prestations, arnaque sur le préfinancement des productions futures, etc. Tout cet argent permet le contrôle des pays producteurs : corruption des décideurs locaux, co-organisation de scrutins truqués, achat de la complicité de la classe politique française, financement de polices politiques, de gardes dictatoriales, de milices ou de mercenaires, implication dans des coups d'État ou des guerres civiles.** *Elf* (désormais Total) a cogéré de cette manière au moins le Gabon, le Congo-Brazzaville et le Cameroun. Elle a joué un rôle déterminant dans la politique française au Nigeria et en Angola. Par exemple, *Elf* finançait les deux parties en conflit dans la guerre civile angolaise qui opposait depuis 1975 le gouvernement et un mouvement rebelle, l'UNITA. Ce double-jeu permettait, entre autres, d'affaiblir la capacité de négociation de l'État au moment de vendre son pétrole.

En plus des trafics de drogue et du blanchiment d'argent via les loteries, casinos ou paris hippiques, quantité de PME et de petites entreprises (fournitures, armements, trafics divers) financent les services secrets. Une partie des fonds gigantesques de la rente du pétrole ou des matières premières, et des commissions sur les ventes d'arme, est récupérée par ces services qui multiplient ainsi les crédits votés à leur intention par le Parlement français. Enfin, la prolifération des paradis fiscaux permet l'évasion de capitaux et le blanchiment d'argent, en toute opacité.*** La *Françafrique*, confiscation des indépendances, s'installe durablement en Afrique francophone. Une génération de décideurs, en France comme en Afrique, s'habitue ainsi au détournement des richesses africaines.

* Auparavant, Pierre Guillaumat était administrateur général du Commissariat à l'Energie Atomique. Il orchestrait les recherches secrètes sur la bombe atomique (cf. brochure *Nucléaire : jusqu'ici tout va bien*, Les rens. généraux).

** cf. L'édifiante affaire *Elf*. Pour un aperçu pédagogique, voir le documentaire *Elf, une Afrique sous influence*, Fabrizio Calvi, 136 mn, 2000 ; ne pas manquer également l'excellente pièce *Elf la pompe Afrique*, www.unpasdecote.org

*** cf. brochure *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généraux)

II De la Raison d'État à la Mafiafrique

J'ai dû recevoir dans mon bureau quatre cents assassins et deux milles trafiquants de drogue. On ne peut pas ne pas se salir les mains avec l'Afrique.

Bruno Delaye, ex-responsable de la cellule africaine de l'Elysée, *Le Figaro*, 12/01/1998

Lorsqu'en 1974, le président Giscard d'Estaing limoge Jacques Foccart*, le réseau pyramidal de ce dernier, privé de tête, semble voué à l'éclatement. L'effondrement du bloc soviétique et de l'apartheid vont également fragmenter les enjeux politiques africains. Le réseau initial de Jacques Foccart, dont la stratégie de *Raison d'État* était directement contrôlée par l'Élysée, va apparemment se dissoudre en plusieurs réseaux développant leurs propres stratégies. La politique africaine de la France semble désormais ne plus relever de décisions centralisées, fussent-elles inavouables, mais être le résultat aléatoire d'un "jeu de fléchettes" autour d'enjeux alléchants : le détournement de l'aide publique au développement, l'exploitation lucrative des matières premières, le financement parallèle de la vie politique française, un "terrain de jeux", de primes et de promotions pour les militaires, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et de drogues.

La Françafrique se transforme en une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et en lobbies, parmi lesquels nous citerons :

- **Des réseaux politico-affairistes**, dont le néogaullisme constitue la "colonne vertébrale". Les plus puissants seront ceux de Charles Pasqua et de Jacques Chirac. Ce dernier réussit en 1986 à s'accaparer une grande partie des réseaux français en nommant Jacques Foccart son conseiller personnel à Matignon, profitant ainsi de son "héritage" et de ses conseils. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, dont le fils dirigea de 1986 à 1992 la cellule africaine de l'Elysée, ont aussi développé leurs propres réseaux, articulés aux précédents. D'autres personnalités politiques ont également cherché à cultiver des réseaux français, de moindre importance : Alain Madelin, Michel Rocard, Michel Roussin après son émancipation du giron chiraquien, etc. Tous ces réseaux se tissent avec une complicité entre la droite et la gauche de l'échiquier politique. Réactivés généralement à l'approche des élections, ils permettent -entre autres- le financement occulte de partis politiques.

* Jacques Foccart fut ensuite conseiller pour l'Afrique du président Georges Pompidou, puis conseiller personnel de Jacques Chirac à Matignon (1986-1988), puis à l'Élysée de mai 1995 jusqu'à sa mort en 1997.

- **La cellule africaine de l'Elysée et le COS** (Commandement des Opérations Spéciales), deux structures directement reliées au président de la République et agissant en dehors de tout contrôle démocratique.
- **Les principaux services secrets.** La DGSE (contre-espionnage) est très présente en Afrique, mais aussi la DRM (renseignement militaire), la DST (surveillance du territoire), le SCTIP (coopération et renseignement policiers au service des ministres de l'Intérieur), ou encore la DPSD (sécurité militaire), des membres de celle-ci s'étant illustrés dans le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires. En France, le fonctionnement et le financement de ces services restent opaques, sans contrôle démocratique.
- **Le lobby militaire.** Le haut état-major français est majoritairement constitué d'officiers ayant fait une carrière accélérée en Afrique. Pour ces derniers, il est hors de question que l'armée française se détache d'une Afrique qui constitue en quelque sorte leur identité, la source de nombreux privilèges.
- **Des multinationales** aux stratégies de monopole : TotalFinaElf, Bouygues et Suez (BTP, eau), Bolloré* (transports), Rougier** (bois), Pinault (distribution), Castel (boissons), etc.
- **L'extrême droite et les mercenaires.** Les passerelles sont nombreuses entre des sociétés de mercenaires agissant en Afrique et le fameux "Département Protection Sécurité" (DPS) du Front National. Notons le recours de plus en plus fréquent aux sociétés de mercenaires, dotées d'armement lourd, dans les "zones grises" de la planète – dont beaucoup en Afrique.***
- **Un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie**, notamment la Grande Loge Nationale Française (GLNF). Située très à droite, c'est la seule grande obédience française rattachée à la très puissante franc-maçonnerie américaine. Presque tous les "présidents" agréés par la Françafrrique y ont été initiés (Bongo, Sassou N'Guesso, Biya, Déby, Compaoré...) ainsi qu'un panel de plus en plus déterminant de personnalités françaises de la politique, la finance, les industries sensibles (*c'est-à-dire ?*), l'armée, les services secrets, les médias (TF1 en tête), la justice.**** Pour gérer autant d'actions illégales et générer, faire circuler et répartir autant d'argent sale, il faut des réseaux d'initiés, habitués au secret.

* cf. Bolloré : *monopole, service compris*, ouvrage collectif, L'harmattan, 2000.

** cf. *Les pillards de la forêt, exploitations criminelles en Afrique*, F.X. Verschave, Arnaud Labrousse, Agone, 2002.

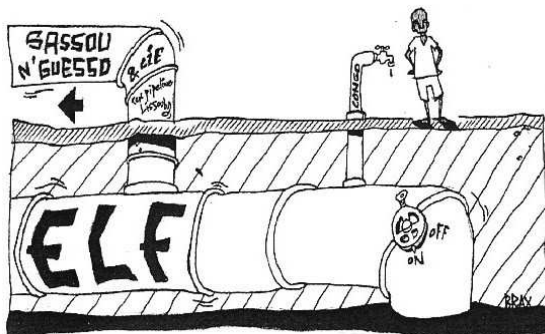
*** cf. *La privatisation de la violence*, déjà cité.

**** Née au début du XXème siècle, la GLNF s'est appelée la *Grande Loge de France et des Colonies*, et abritait le lobby colonial en son siège de Neuilly. cf. *Les frères invisibles*, de G.Ottenheimer et R.Lecadre, Albin Michel, 2001.

Ajoutons enfin des ONG de façade, des trafiquants en tout genre et bien sûr la mafia transnationale : dans un contexte de concurrence exacerbée entre grandes puissances, la criminalité financière et internationale (russe, israélienne, libanaise, chinoise, américaine) convoite à son tour le continent africain, drainant un cortège de marchands d'armes, intermédiaires, spéculateurs, trafiquants, blanchisseurs d'argent, etc.

Ces réseaux s'entremêlent. Gage d'assistance mutuelle et d'omerta, des "solidarités" se sont tissées entre la classe politique, la hiérarchie militaire, les Services, la justice, les médias, les groupes industriels, la haute finance, les administrations. En témoigne le parcours de certains acteurs incontournables de la Françafrique, tel Michel Roussin, ancien n°2 de la DGSE, proche de la GLNF, directeur du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (et à ce titre mis en cause dans la gigantesque razzia sur les marchés publics franciliens), ministre de la Coopération en 1993, haut responsable du groupe français Bolloré (qui a, entre autres, le monopole des transports en Afrique francophone), "Monsieur Afrique" du MEDEF. Ou encore Jérôme Monod, ancien PDG de Suez-Lyonnaise des Eaux, ancien secrétaire général du RPR, éminence grise de Jacques Chirac, expert à la Banque Mondiale. Citons également Bernard Courcelle, ancien membre du groupe 11 (*elf* en allemand), groupe de mercenariat actif en Afrique, ancien responsable de la sécurité du groupe Luchaire (qui fournit des armes à l'Irak et l'Iran). De 1990 à 1993, il est chargé de la sécurité du musée d'Orsay (où Anne Pingeot, madame Mitterrand bis, est conservatrice), puis, en 1994, il devient directeur du DPS de Jean-Marie Le Pen, avant d'être brièvement directeur de la garde-présidentielle du président congolais (Congo-Brazzaville) Denis Sassou Nguesso, et, enfin, chargé de la sécurité des installations pétrolières françaises au Gabon. Nous pourrions multiplier les exemples.

Toute cette illégalité prospère confortablement : en Afrique francophone, les contrôles sont impossibles, tant les traces écrites et leur conservation restent peu développées. Summum de l'opacité, les paradis fiscaux constituent la pierre de voûte de ce système en permettant le blanchiment de l'argent "françafricain" en toute impunité. L'énorme masse d'argent détournée installe ces réseaux dans une formidable opulence et capacité corruptrice. Ils s'autonomisent en un système quasi-mafieux. En arrière-plan, un insondable mépris à l'égard des populations africaines de ces pays.



Les réseaux de la Françafrique constituent en effet les meilleurs systèmes de prédation des richesses africaines. Ils permettent d'effectuer tout type de montages politico-financiers :

- un ministre de l'Intérieur incite ses services secrets à attiser une guerre civile dans un pays d'Afrique et faire en sorte que les deux factions ennemies s'approvisionnent en armes auprès d'une entreprise créée par des proches de ce même ministre de l'Intérieur.
- un homme politique proche du Ministère des affaires étrangères s'arrange pour débloquer une partie de l'aide publique au développement vers un pays d'Afrique. Le chef d'État africain "remerciera" son bienfaiteur par un virement sur un compte en Suisse.
- un ministre fait en sorte de confier un grand "projet de développement" (barrage, pipe-line, etc.) à une grande multinationale française qui "remerciera" le décideur par quelques virements bancaires au profit d'un parti politique.
- un président de Conseil Général confie tous les projets de "coopération décentralisée" de son département à une entreprise d'un de ses amis. Celui-ci surfacturera les constructions et enverra un certain pourcentage sur le compte du président dans un paradis fiscal.

L'exemple de l'*Angolagate* est significatif. Lors de cette affaire de vente d'armes au gouvernement angolais, de nombreuses personnalités françaises ont touché des commissions, légales ou non. Cette vente a été pilotée par un intermédiaire franco-canadien, Pierre Falcone, et un homme d'affaires franco-israélo-canado-angolais d'origine soviétique, Arcadi Gaydamak, proche des services de renseignement russes et de certains oligarques russes. La banque *Paribas* (aujourd'hui *BNP-Paribas*) est impliquée. Parmi les personnalités soupçonnées d'avoir reçues des commissions, citons Jean-Christophe Mitterrand, Paul-Loup Sulitzer, Jacques Attali. Incarcéré de 2000 à 2001, Pierre Falcone a finalement été nommé par le gouvernement angolais ambassadeur de ce pays à l'Unesco en 2003, ce qui lui assure une immunité diplomatique. Arcadi Gaydamak est en fuite en Israël mais reste toujours actif. En mars 2006, il songeait à racheter le journal *France-Soir*, moribond, par le biais de son groupe de presse *Moscow News*. En décembre 2000, Jean-Christophe Mitterrand sera écroué pour « *complicité de trafic d'armes, trafic d'influence par une personne investie d'une mission de service public, recel d'abus de biens sociaux, recel d'abus de confiance et trafic d'influence aggravé* ». Il sera libéré le 11 janvier 2001 après avoir accepté le versement d'une caution de 5 millions de francs, réunie par sa mère Danielle Mitterrand.*

Vous trouverez dans les ouvrages cités en bibliographie de nombreux exemples concrets illustrant ce type de montage. La *Françafrique* désigne tout ce système de connivences entre des potentats africains installés ou protégés par Paris, et leurs parrains français, politiques, militaires et financiers.

* cf. *Les affaires sous la guerre*, Global Witness, Agone, 2003.

L'essoreuse de richesses africaines

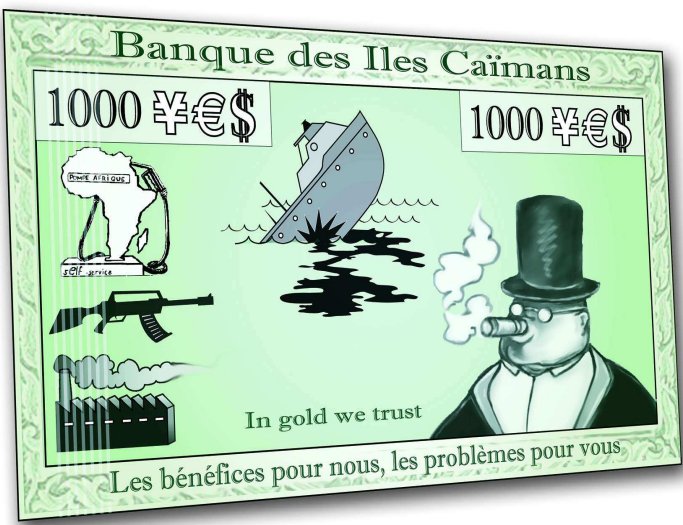
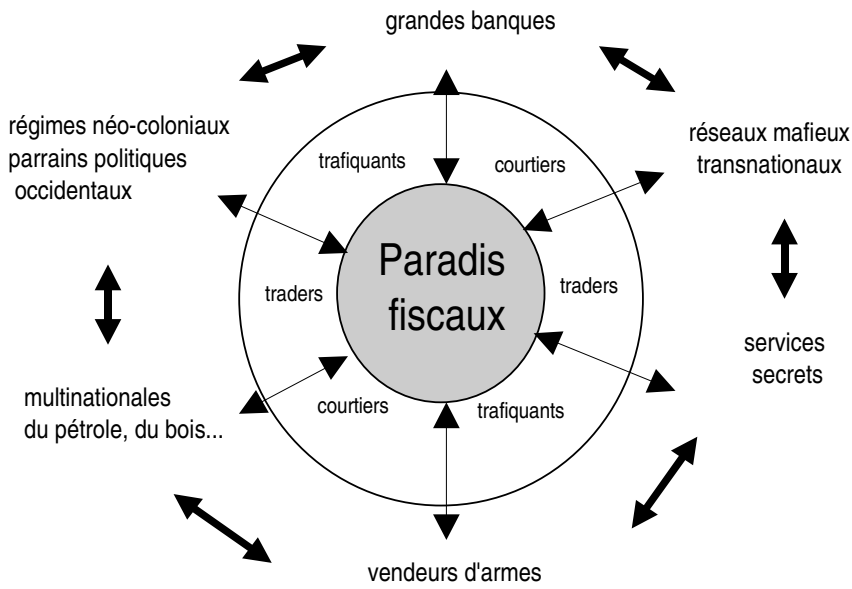


Illustration : le "réseau Pasqua"

Omniprésent dans les ouvrages consacrés à la Françafrique, le "réseau Pasqua" était considéré dans les années 80 comme l'un des plus puissants réseaux d'influence de la Vème République française.

Activiste du parti gaulliste, le RPF, puis du RPR, Charles Pasqua était un proche de **Jacques Foccart**, avec qui il fonda le tristement célèbre Service d'Action Civique.* Ministre de l'intérieur de 1986 à 1988, puis de 1993 à 1995, il a contribué à créer la SOFREMI, Société française d'exportation du ministère de l'Intérieur, dont les actionnaires étaient l'État, Thomson et Alcatel. La SOFREMI était spécialisée dans les ventes d'armes et fut impliquée dans l'*Angolagate* via l'un de ses intermédiaires **Pierre Falcone**. Le fils de Charles Pasqua, **Pierre-Philippe Pasqua**, était lui-même spécialisé dans les ventes d'armes, via la société CECRI.

Le "réseau Pasqua" était actif au sein de l'entreprise Elf, via **Alfred Sirven**, proche des services secrets, ou encore **André Tarallo**, tous deux mis en cause dans l'affaire Elf et accusés d'avoir détourné des centaines de millions de francs. Citons le rapport de la mission d'information parlementaire *pétrole et éthique*, qui en 1999 précisait que « *les réseaux de M. Charles Pasqua restent très actifs et intéressent fortement les gouvernements africains [...] Les corses sont très présents dans la police, l'armée, la criminalité organisée, le personnel politique. Ils étaient représentés par André Tarallo dans le domaine du pétrole et par M. Bernard Dominici au ministère des Affaires étrangères.* »

Charles Pasqua était un intime des frères **Feliciaggi**, hommes d'affaires corses spécialisés dans les loteries et casinos, en France comme en Afrique. Robert Feliciaggi est notamment impliqué dans l'affaire du casino d'Annemasse : il aurait financé la campagne européenne de Charles Pasqua en échange d'une autorisation d'implanter ce casino. Les frères Feliciaggi étaient eux-mêmes en relation étroite avec **Nadhami Auchi**, banquier pionnier de l'interconnexion des paradis fiscaux, ancien actionnaire n°1 de la BNP Paribas et n°5 d'Elf, principal actionnaire de la Banque continentale du Luxembourg, réputée pour ses opérations de blanchiment, qui est aussi la banque du Hutu Power, le parti génocidaire rwandais.

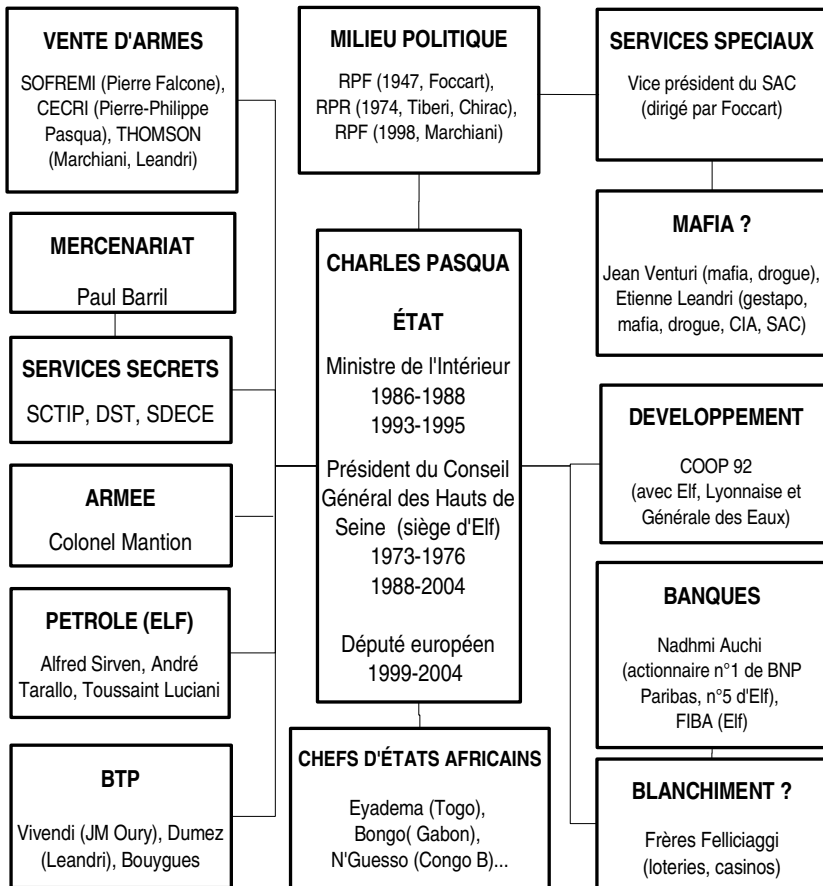
Président du Conseil Général des Hauts de Seine pendant presque 20 ans, Charles Pasqua avait constitué, avec Elf, Bouygues, la Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux, une Société d'Economie Mixte baptisée Coopération 92. Au titre de la coopération décentralisée, cette société recevait 1% du budget départemental, soit 70 millions de francs par an, pour des destinations troubles. Enfin, Charles Pasqua avait tissé de nombreuses relations avec les potentats africains. Dans *Le Monde* du 4 mars 1995, il déclarait : « *Je suis copain avec tous les chefs d'Etat africains. J'ai avec eux des relations directes.* ». Charles Pasqua a enfin contribué à la carrière politique de **Nicolas Sarkozy**, devenu lui aussi président du conseil général des Hauts de Seine, puis Ministre de l'intérieur."

* service d'ordre du parti gaulliste, cf. *Histoire du S.A.C., la part d'ombre du gaullisme*, François Audigier, Stock, 2003.

** sur les relations Pasqua/Sarkozy, cf. *Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus*, Victor Noir, Denoel, 2005.

Schéma simplifié du "réseau Pasqua"

Ce schéma a été réalisé à partir de plusieurs ouvrages de François-Xavier Verschave. Il donne un aperçu de ce que peut être un réseau franc africain : une chaîne de relation liant le milieu politique, l'État, les services secrets, des trafiquants d'armes, des multinationales du pétrole et du BTP, l'armée, des banques, et même une association humanitaire. Attention, précisons que le "réseau Pasqua" n'est pas baptisé ainsi parce que Charles Pasqua serait son "Grand Manitou", mais parce que tous les protagonistes présentés dans ce schéma sont plus ou moins liés avec lui. Il s'agit de "petits bouts d'iceberg" mis en lumière suite aux affaires *Elf*, *Angolagate*, *Falcone*, *office des HLM d'île-de-France*, etc.



III Le bilan de la Françafrique

Je suis fier de l'oeuvre coloniale de la France. Il n'y a que les intello-gaучo-masochistes pour critiquer cela. C'est pourtant une image superbe de la France.

Jacques Chirac, *Libération*, 12/03/1988

Quarante ans de Françafrique, ce sont des millions de morts, des centaines de milliards de francs détournés, des peuples méprisés, des milliers d'assassinats :

- **Génocides, massacres, tortures** : massacre des Bamilékés au Cameroun de 1957 à 1970 (des centaines de milliers de victimes), complicité de génocide au Rwanda en 1994* (un million de morts), litanie de massacres au Tchad (au moins 100 000 morts depuis 1980, des dizaines de milliers de personnes violées et torturées), installation, formation, équipement et absolution de polices tortionnaires, etc.
- **Des assassinats de personnalités symbolisant l'émancipation de l'Afrique** : les présidents togolais et burkinabè *Sylvanus Olympio* (1963) et *Thomas Sankara* (1987), l'assassinat en plein centre de Paris de l'opposant tchadien *Outel Bono* (1973) ou de *Dulcie September*, représentante du parti anti-apartheid de *Nelson Mandela* (1988), etc. Sans compter les innombrables assassinats ou morts sous la torture de "gêneurs" ordinaires, tel le journaliste burkinabè *Norbert Zongo* (1998).
- **Des assassinats de ressortissants français** : notamment au Cameroun (plusieurs prêtres et religieux), en Guinée équatoriale, à Djibouti (assassinat du juge *Borrel* en 1995).



* cf. brochure *Rwanda 1994* (brochure *Survie*) et les travaux de la Commission d'Enquête Citoyenne (<http://cec.rwanda.free.fr>) présentés dans *L'horreur qui nous prend au visage*, ouvrage collectif, Karthala, 2005.

- **Des guerres** : guerre du Biafra en 1967, guerre civile en Angola de 1975 à 2001, au Liberia entre 1989 et 2003, en Sierra Leone depuis 1991, au Congo-Brazzaville (1997-2003). Quelque trois millions et demi de morts au total.
- **L'investiture "démocratique" des dictateurs par un truquage systématique des élections** (au Cameroun, au Togo, au Tchad, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville, etc.).
- **Une incroyable prédation des richesses** pétrolières, minières et agricoles, remplacées par une dette abyssale et inique.**

Cette liste peut paraître caricaturale. Elle n'est pourtant pas exhaustive. Vous trouverez des exemples précis dans les ouvrages présentés en bibliographie. Attention, nous n'affirmons pas que seuls les réseaux français cités précédemment sont la cause de ces atrocités. Nous affirmons néanmoins que toutes ces opérations ont, au minimum, reçu des soutiens logistiques, militaires ou financiers français. La responsabilité de nombre de nos représentants politiques est en jeu. Tous les Présidents de la République et leurs Premiers ministres depuis 1958 cultivent ou tolèrent ce système devenu chaotique, incontrôlable et criminel, aux caisses noires gigantesques. L'opposition gauche/droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » – c'est-à-dire les partis de droite et le PS – sont pris dans l'engrenage françafricain.

La Françafrique, c'est du passé ?

Ces dernières années, certains articles dans des journaux tels que *Le Monde*, *Libération* ou *Le Figaro* affirment : « *la Françafrique, c'est fini* ». Pourtant, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux. Les réseaux françafricains ne font pas partie du passé. Ils sont encore puissamment actifs, plus que jamais depuis la réélection de Jacques Chirac. Il suffira de contacter l'association Survie pour être informé des derniers épisodes en la matière.

Citons par exemple, à l'approche des élections présidentielles de 2007, les tournées africaines des deux candidats pressentis de l'UMP, Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. Un article de *Libération* du 6 décembre 2005 évoquant la possibilité d'une candidature indépendante de Dominique de Villepin faisait dire à un ministre chiraquien (resté anonyme) que l'actuel Premier Ministre n'aurait pas de mal à drainer des fonds car « *certaines chefs d'entreprise n'hésiteront pas à l'aider [...] sans parler de ses réseaux dans la Françafrique.* ». Si c'est un ministre qui le dit !

** cf. la brochure *A qui profite la dette ?* (Les renseignements généreux)

Notons que depuis quelques années, la Françafrique est contaminée par la mondialisation, et, réciproquement, ses méthodes font école chez les acteurs de la mondialisation. Ainsi, depuis le scandale de l'*Angolagate*, on observe dans certaines régions d'Afrique centrale une inclusion de la Françafrique dans une *Mafiafrique* connectant les agents et les flux financiers occultes des grandes puissances du globe, sous la houlette des principaux services secrets. Les structures de criminalité et de corruption ont de plus en plus une dimension planétaire. Le leadership américain - qui a toujours influencé le dispositif français - cherche à mieux l'asservir ou le vassaliser dans le cadre de la "nouvelle Guerre froide", ce qui accentue les clivages au sein des réseaux français.

Le "pré-carré" français



IV Questions - réponses

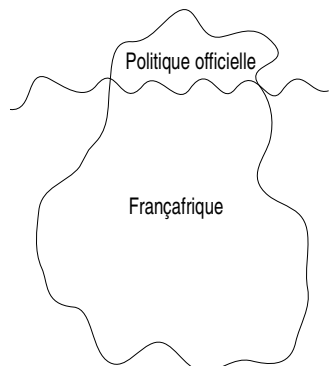
Nous rassemblons ici un certain nombre de questions-réponses habituellement soulevées suite aux présentations publiques de la Françafrique.

1. Quelles sont vos sources ?

Elles proviennent pour l'essentiel des ouvrages réalisés ou édités par l'association Survie. Celle-ci croise quatre sources d'informations :

- la presse et la documentation françaises : depuis 1993, l'association suit tout ce qui se publie en France sur les relations franco-africaines et leur contexte (analyses et reportages de journalistes, rares travaux universitaires, etc.). Les affaires Elf et Angolagate ont notamment apporté de précieux renseignements.
- la presse et la documentation étrangères : Survie recueille les articles et travaux en français publiés hors de France (Belgique, Afrique, etc.). Une attention, moins exhaustive, est aussi portée aux publications anglophones.
- des correspondants : en vingt ans, l'association a développé des liens de confiance avec un nombre important de journalistes, experts, responsables et militants associatifs dans le monde entier.
- des témoignages d'anciens ou actuels habitant-e-s de pays d'Afrique francophone : Survie en a reçu des milliers. Ils sont d'autant plus nécessaires qu'en Afrique la tradition orale l'emporte encore sur la documentation écrite.

Néanmoins, comme le soulignait François-Xavier Verschave, ancien président de Survie, *« les informations sont parfois difficiles à prouver. Par définition, illégalité et criminalité, opérations des services secrets ou détournements financiers ne s'affichent pas ouvertement. Les traces écrites sont rarissimes. La face émergée de l'iceberg, politiquement correcte, est si visible qu'elle en est fascinante. Décrire le plus important, c'est-à-dire les 90 % immergés de la relation franco-africaine (la Françafrique) suppose un travail considérable et difficile de recherche documentaire, de recueil de témoignages et de recoupements. »*



L'iceberg de la politique française en Afrique

2. Si tout cela est vrai, pourquoi le silence des médias ?

Dans ces pays là, un génocide c'est pas trop important.

Déclaration faite par le Président François Mitterrand à l'un de ses proches au cours de l'été 1994, rapportée par Patrick de Saint-Exupéry, *Le Figaro*, 12/01/1998.

Les mécanismes de la Françafrique sont tellement scandaleux que s'ils étaient mieux connus, la population française marquerait probablement son indignation. Les réseaux françafricains ne peuvent exister que dans l'opacité.

Jusqu'à présent, malgré les incessantes sollicitations de la part de l'association Survie, le mur du silence des médias n'a été franchi que sporadiquement. Les révélations sur les scandales franco-africains restent ponctuelles (hors procès *Elff*), vite noyées dans le flux des informations. Sauf cas exceptionnel, les principaux quotidiens et hebdomadaires comme *Libération*, *Le Monde*, *L'Express*, *Le Figaro* ou *Le Nouvel Observateur* ne parlent jamais de la Françafrique, ou alors pour affirmer qu'elle n'existe plus. *Le Monde Diplomatique* y compris se contente d'effleurer ce sujet*. Plus un média est réputé, plus il est convoité par ceux qui ont en charge la désinformation : les services de « renseignement ». Leurs anciens directeurs exposent dans leurs Mémoires les différentes façons de circonvenir les journalistes. Les Renseignements Généraux exercent un véritable fichage de la vie professionnelle et privée des dizaines de milliers de journalistes. Cela offre des moyens de pression considérables.** Nombreuses sont aussi les passerelles entre les réseaux françafricains et les propriétaires ou dirigeants des grands médias. Ces derniers sont quasiment tous aux mains de groupes privés, grands corrupteurs et/ou marchands d'armes, tels que *Bouygues*, *Suez*, *Dassault* ou *Lagardère*. Ils n'ont pas intérêt à divulguer la réalité de la Françafrique.***

Néanmoins, ces informations circulent. De bouche à oreille, dans le milieu militant, par le biais des journaux associatifs, de quelques articles deci- delà, par exemple dans *Charlie Hebdo*, *Politis*, *Témoignage chrétien* ou *Silence*. Mais également dans les milieux diplomatiques, associatifs et universitaires, à l'étranger surtout, via le mensuel *Billets d'Afrique* et plus d'une vingtaine d'ouvrages. Les livres *La Françafrique* et *Noir silence* ont énormément circulé. Le chanteur ivoirien *Tiken Jah Fakoly*, grâce à ses albums intitulés *Françafrique* et *Coup de gueule*, rencontre un

* cf. *Le Monde Diplomatique*, *champion de l'anti-impérialisme sélectif*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

** cf. *Françafrique, les médias complices*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

*** cf. brochure *Réinventer les médias*, Les renseignements généraux.

large succès et a obtenu une Victoire de la musique ! Le groupe français *Tryo* a également consacré dans son dernier album une chanson aux idées de Survie, intitulée *Pompafric*.

Notons que certains journalistes militent parfois contre l'orientation de leur rédaction. C'est un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry, qui a remis en lumière l'affaire du Rwanda, en 1998, alors qu'elle commençait à être enterrée. Il a réalisé une série de reportages extraordinaires sur le rôle de l'armée française au Rwanda*. François-Xavier Verschave a également été invité plusieurs fois sur LCI, pour exposer une heure durant les rouages de la Françafrique. Or LCI appartient à Bouygues... Même chose pour des interviews substantiels sur RTL, Europe 1 ou France-Inter. Mais de telles failles restent peu de temps ouvertes.

Le silence des médias français n'est pas qu'une affaire de manipulation et de corruption. Dans un monde où l'information est devenue un produit commercial, l'Afrique est tout simplement mal placée. Selon les sondages, la situation de ce continent n'intéresse pas les Français." C'est également ainsi qu'est justifiée l'absence de débat sur la politique étrangère de la France dans les campagnes électorales. Enfin, le mot *Afrique* est chargé de fantasmes et de préjugés. Les idées de la Françafrique sont en total décalage avec ce que nous avons appris à l'école ou l'université. Dévoiler ces informations, c'est choquer, s'exposer à la critique, à des pressions, à des procès qui, même s'ils sont gagnés, feront mauvais effet. Les médias ne s'y risquent pas. Leur démarche consiste bien souvent à répondre aux attentes de leurs "clients", non à bousculer leurs idées reçues.

Enfin, les médias de masse ne favorisent pas la construction d'une pensée critique mais développent plutôt une mentalité de papillonnage. L'affaire *Elf* est un révélateur de la capacité du système médiatique à étouffer ce qui dérange : les explications des journalistes sont tellement confuses ou fragmentées que les citoyens ne font pas le lien entre elles, ou alors se limitent à une vague indignation, ce fameux « *de toute façon, ils sont tous pourris* » qui fait actuellement office de manteau de lucidité.



* cf. L'inavouable, la France au Rwanda, Patrick de Saint-Exupéry, Les arènes, 2004.

** cf. *Informer sur l'Afrique*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

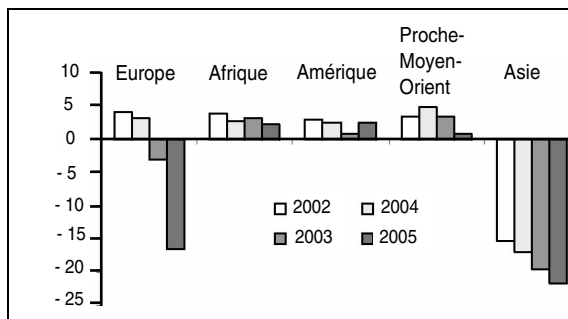
3. L'Afrique est-elle si importante pour la France ?

La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique.

Nicolas Sarkozy en visite au Mali, *Le Figaro*, 19 mai 2006

L'Afrique francophone est d'une importance majeure pour les entreprises françaises. En 2003, le solde (bénéfices) du commerce extérieur de la France en Afrique était de 3,2 milliards d'euros, soit l'équivalent du solde avec l'Europe. En 2002, le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique s'élevait à 2637, en hausse de 13% par rapport à l'année précédente. Au Congo Brazzaville et au Gabon, le pétrole enrichit *TotalFinaElf*, qui affichait, en 2005, un bénéfice record de 12 milliards d'euros. Au Cameroun, au Congo Brazzaville et au Gabon, le bois fait la fortune de *Bolloré* (1 milliard de chiffres d'affaires en 2004) et de *Rougier*. Meubles en Okoumé, planchers en Azobé, escaliers et portes en Sapelli ou Moabi, toutes ces essences menacées de disparition sont largement utilisées en France, premier importateur européen de bois africain. Au Mali, l'or est une manne pour la *Somadex*, une filiale de *Bouygues**. Au Niger, l'uranium est exploité par la *Cogema*, assurant plus de 50% de l'approvisionnement des centrales françaises. Nous pourrions encore citer le commerce du diamant en Centrafrique, du gaz en Algérie**, des phosphates au Togo et au Maroc. Mais également les produits agricoles (café, ananas, cacao, arachide, canne à sucre...) et les services (transport, eau, BTP, télécoms...). En 2004, *Bouygues* a réalisé 1,2 milliards de chiffres d'affaires en Afrique. Enfin, le commerce des armes est très lucratif. Entre 1996 et 2003, les exportations d'armes de la France en Afrique ont représenté 30 milliards d'euros (*Dassault*, *Lagardère*...).

Solde extérieur de la France par zone géographique, en milliards d'euros



source :
Ministère des
Finances et de
l'Industrie

* cf. documentaire *Le prix de l'or*, Camille de Vitry, 94mn, 2004.

** cf. *La Françalgérie*, Lounis Aggoun, Jean-Baptiste Rivoire, La découverte, 2004.

4. L'association Survie a-t-elle été attaquée en Justice ?

À deux reprises (sans compter des procédures accessoires), son président François-Xavier Verschave a été traîné devant un tribunal :

- **Attaque en diffamation par Charles Pasqua.** En 1999, le Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné François-Xavier Verschave pour diffamation envers l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Celui-ci demandait 5 millions de francs de dommages et intérêts. Il a obtenu 1 franc. Sur treize passages de l'ouvrage *La Françafrique* qui accusaient gravement son action en Afrique, Charles Pasqua n'en a attaqué qu'un seul, composé de deux phrases. Pour le Tribunal, « *il était parfaitement légitime pour Monsieur Verschave, président de l'Association Survie, d'attirer l'attention du lecteur sur les effets de la politique française en Afrique et de faire connaître sa thèse selon laquelle le gouvernement français a soutenu des gouvernements africains inspirateurs et auteurs de génocides. L'ensemble des pièces produites et des témoignages recueillis démontrent que Monsieur Verschave a procédé à une enquête particulièrement sérieuse et possède une connaissance très approfondie des problèmes africains et des relations franco-africaines* ». Mais « *il a manqué à son obligation de prudence* » en personnalisant « *la responsabilité politique de la France et présentant Monsieur Pasqua, ministre de l'Intérieur, comme complice des crimes les plus abominables* ». Le Tribunal estime cependant que « *le rôle en Afrique de Monsieur Pasqua et de ses "réseaux" est manifeste* ».
- **Attaque pour "offense à chef d'État".** En 2001, François-Xavier Verschave a été accusé « d'offense à chef d'État » par trois "présidents" africains pour son ouvrage *Noir Silence*. Ce chef d'accusation, vestige de la cinquième République interdit quiconque de porter atteinte à l'image d'un chef d'État. Plusieurs jours d'un procès incroyable, où se sont multipliés témoignages et argumentations accablantes pour les trois chefs d'État en question, ont abouti à la relaxe de F.X. Verschave par le Tribunal de grande instance de Paris (relaxe confirmée en appel). Ce procès spectaculaire a été intégralement retranscrit dans l'ouvrage *Noir procès* (voir bibliographie). Ce procès, qui aurait pu signifier la disparition de SURVIE, a au contraire renforcé sa notoriété et la crédibilité de ses affirmations.

Les deux procès intentés à l'association Survie, évidemment occultés par les médias, ont été exemplaires, par l'argumentaire développé, au point de surprendre l'accusation. Mais l'auteur de *Noir silence* a eu également à subir plusieurs procès annexes, de la part du personnage-clé de l'Angolagate, Arcadi Gaydamak, ou de l'ancien numéro 2 de la DGSE, Pierre Lethier. Ceux-ci ont eu gain de cause, bien qu'ils admettent les gains colossaux de leur fonction d'"intermédiaire" et qu'ils aient tous deux fui les mandats d'arrêt de la justice française.

Si la Françafrique est si puissante, pourquoi ne contrôle-t-elle pas la Justice française ? Il n'y a pas *une* justice mais *plusieurs* justices, selon les enjeux médiatiques, les complicités et les réseaux de corruption. Bien que les réseaux de manipulation soient extrêmement puissants, toutes les institutions françaises ne sont pas intégralement manipulées et contrôlées. Il n'y a pas "une tête pensante qui contrôle tout" mais plutôt des "essaims dans la confiture".

L'affaire *Elf* est à ce sujet révélatrice. Les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont subi des menaces de mort et des pressions pour avoir mis à jour des complicités dans toutes les institutions françaises, de la police aux médias.* Néanmoins, elles ont aussi bénéficié de soutiens et de protections. L'instruction a été menée à son terme, même si les conclusions du procès témoignent d'une volonté d'étouffement de l'affaire. Là réside un espoir de changement : la "République souterraine", dont les réseaux françafricains sont un des pivots, ne contrôle pas encore en permanence l'ensemble de la chaîne judiciaire et policière. Ceci étant dit, vu le manque d'indépendance structurel de la Justice française**, et depuis que l'Etat UMP monopolise le pouvoir, des juges placés à des postes stratégiques peuvent aisément bloquer les affaires délicates.



* cf. *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?*, Eva Joly, Les arènes, 2003.

** Sur le fonctionnement de la Justice française, cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* Les rens. généreux.

5. L'Afrique n'est-elle pas culturellement rétive à la démocratie ?

Si six millions d'Israéliens pouvaient, par un échange standard démographique, prendre la place des Tchadiens à peine plus nombreux, le Tibesti fleurirait et une Mésopotamie africaine naîtrait sur les terres fertiles entre Logone et le Chari. Qu'est-ce à dire ? Que les Africains sont des incapables pauvres d'esprit, des êtres inférieurs ? Sûrement pas. Seulement leur civilisation matérielle, leur organisation sociale et leur culture politique constituent des freins au développement.

Stephen Smith, *Négrologie*, Hachette, 2004^{*}

« Dans l'imaginaire occidental, l'Afrique reste un vaste cliché^{**} : savanes-pleines-d'animaux-sauvages, folklores exotiques... Il n'y a pas jusqu'aux épidémies et famines chroniques, jusqu'aux guerres tribales, ethniques ou claniques et aux dictatures sanguinaires qui ne soient systématiquement convoquées au grand carnaval des idées reçues. L'Afrique serait rétive à la «démocratie», incapable de se «développer»... Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de nier l'existence de famines ou de dictatures, bien réelles hélas, mais de critiquer le caractère de fatalité africaine qu'on leur prête volontiers en Occident.

Le premier stéréotype dont pâtissent les populations des pays africains est ce «l'Afrique» qui gomme la diversité des réalités politiques et économiques et renvoie chaque pays au seul contour géographique d'un continent : il fonctionne de la même manière que les discours biologisants qui figent les individus dans une nature ou une tradition indépassables. Il suffit de parcourir les dépliants des agences de voyages pour comprendre qu'aller «là-bas», c'est encore, sinon apporter la civilisation, du moins se conforter dans la croyance que l'Occident est l'unique civilisation, celle vers laquelle tous les pays devraient avancer.

Cette vision occidentale de «l'Afrique» est directement issue du racisme colonial. Les discours ont simplement été remis au goût du jour : les individus sont moins donnés comme les représentants d'une race différente («les Noirs») que d'une culture différente («les Africains»). Les discours culturalistes (cf. citation de S.Smith citée plus haut) se surimposent aujourd'hui aux discours racistes ; les uns et les autres permettent de justifier l'exploitation et les traitements discriminatoires qui fondent le néo-colonialisme. Le schéma ne change guère, l'Occident demeure imbu d'une supériorité établie selon ses propres critères. Il suffit de voir l'enjeu idéologique que représente la grand-messe de la francophonie...

^{*} Pour une réponse à ce livre raciste, lire *Nérophobie*, Verschave, Tobner, Diop, Les arènes, 2005.

^{**} L'ensemble de ce chapitre est extrait de *France-Afrique : le crime continue*, éditions tahin-party, 2000. Ce livre est téléchargeable gratuitement sur <http://tahin-party.org/verschave.html>

En contrepoint du mythe de l'Afrique «sauvage et naturelle», survit celui de la France* «généreuse et porteuse de progrès». Alors que sa politique africaine est meurtrière, la France conserve, aux yeux de l'opinion internationale, l'image fantôme de pays des «droits de l'Homme», et demeure convaincue que le reste du monde ne peut se passer de ses Lumières. [...] La bonne conscience de l'opinion s'appuie sur une complaisance dans le non savoir qui est en elle-même une complicité. L'ignorance est aussi savamment entretenue : les leçons de l'école ou des médias ne nous apprennent presque rien des colonialismes passés et présents. «Notre» histoire nous est présentée comme une épopée glorieuse et on ne dit jamais que la colonisation est criminelle et n'aurait jamais dû se produire. Sur le néo-colonialisme actuel, le silence se fait plus pesant encore.

Si nous pouvions intervenir sur la politique étrangère du gouvernement, encore faudrait-il que nous puissions nous prononcer en connaissance de cause. «L'accueil» que, de ce côté-ci de la Méditerranée, nous réservons aux sans-papiers et aux migrants en général, n'est pas sans rapport avec ces politiques africaines : les quelques non-blancs qui ont acquis droit de cité, pour avoir contribué par exemple à la victoire de l'équipe nationale de football, risquent fort de servir d'alibis en occultant le travail précaire, les contrôles et les coups de matraque, les insultes quotidiennes et la fréquente clandestinité qui attendent les autres « prétendants » à la France. Tout nous serait dû. Rien ne nous serait imputable. Concrètement, tout est pour nous, occidentaux. Pourtant la Terre n'est pas le centre de l'Univers, la France n'est pas le centre du monde. Décoloniser l'Afrique. Défranciser le monde. Vaste tâche, vu l'ampleur des dégâts. »



* L'éditeur tahin-party aime supprimer les lettres capitales de certaines entités.

6. Quelle est la responsabilité des populations africaines ?

Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus !

Jacques Chirac, interrogé hors micro sur l'évolution démocratique du continent africain

Le Canard enchaîné, 28/07/1999

Les chefs d'État locaux et leur entourage ont une énorme part de responsabilité dans la Françafrique. Celle-ci n'existerait pas s'ils refusaient de jouer aux "gouverneurs à la peau noire", sous les applaudissements d'une cour de profiteurs : sabotage du développement, accumulation de la dette, corruption systématique. Décuplées par le boom démographique et la crise économique, les tensions sociales sont fortes. Les chefs d'État africains à qui la Françafrique répète depuis des décennies « *Profitez de l'économie de rente de vos pays et partagez-là avec nous* » sont bouffis de corruption. Ils s'entourent de gardes présidentielles ethniques, claniques, constituées des gens de leur village. S'ils sont trop attaqués, ils recourent au langage raciste du bouc émissaire, stratagème politique classique consistant à dresser une partie de la population contre une autre en exacerbant les clivages ethniques (les événements récents en Côte d'Ivoire en sont un exemple). Contre ceux qui parlent de la fatalité des « guerres tribales africaines » à propos du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire, affirmons au contraire que les conflits soi-disant "ethniques" sont en réalité instrumentalisés par des dirigeants politiques à bout de souffle, prêts à tout pour rester au pouvoir.

Misère économique, inégalités sociales, les pouvoirs françafricains sont en effet contestés. Il leur faut à tout prix canaliser le mécontentement vers d'autres cibles que le pouvoir en place. Au jeu de la communication, l'important n'est pas la vérité mais la crédibilité. Ils n'hésitent pas ainsi à jouer le double-langage, rejetant par exemple tous les problèmes sur la France et sa trop grande influence, sans révéler qui sont leurs "parrains".

Le double langage n'est évidemment pas l'apanage des dirigeants africains. C'est un "sport" largement pratiqué en France. Aux magistrats, qu'il aimerait définitivement censurer quant à son propre cas, le Président de la République a déclaré le 11 janvier 2002, lors de la rentrée solennelle de la Cour de Cassation : « *La société démocratique est, par essence, une société de responsabilité. [...] Rien ne serait pire que de laisser s'étendre le sentiment de l'impunité.* » Rappelons que le même Jacques Chirac avait déclaré en 1995 : « *Les Africains ne sont pas assez mûrs pour la démocratie et le multipartisme* ». Les hommages du vice à la vertu ont de quoi donner le vertige.

En guise de conclusion

Vous en savez déjà suffisamment. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences.

Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, Le serpent à plumes, 1998

Françafrique. L'astuce du jeu de mots ferait presque sourire : France-Afrique, France-à-fric*... Depuis quarante ans, la politique française en Afrique vise essentiellement à exploiter ses ressources naturelles et politiques. Les profits sont immenses. C'est pourquoi les armes importent peu : la corruption, le meurtre, la manipulation et la guerre. Ainsi, la France, soi-disant « *patrie des droits de l'Homme* », a soutenu les inspireurs et auteurs du génocide rwandais**, dans un silence médiatique assourdissant.

Depuis 1998, de nombreuses publications ont étayé les analyses de *La Françafrique*. Les mobilisations militantes se sont multipliées (L'association *Survie* compte près de 1800 adhérents). Des artistes ont rejoint la lutte (Tiken Jah Fakoly, Tryo, Dub Incorporation...). Une *Commission d'Enquête Citoyenne* a démontré l'implication de la France lors du génocide rwandais.*** Peu à peu, les médias sont obligés de réadapter leur discours. Désormais, pour les "spécialistes officiels" des questions africaines, « *la Françafrique n'existe plus* ». Elle existait donc... Mais serait morte ? Pourtant, répétons-le, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux. Plus que jamais, nous devons dénoncer la politique africaine de la France. Plus que jamais, nous devons soutenir et tisser des passerelles avec les résistances africaines.

Reconnaissons-le, ces révélations sont extrêmement inconfortables. Elles jouent même pour beaucoup un rôle d'électrochoc. Impossible de s'impliquer par la suite dans des actions de développement au sein d'ONG avec le même regard. Impossible d'envisager des actions politiques de la même manière. Notre perception de la réalité en sort bouleversée. Il faut tirer les conséquences, remettre en question ses

* Notons que le terme *Françafrique* a initialement été inventé en 1955 par Houphouët Boigny, pour définir les bonnes relations qu'il voulait établir avec la France coloniale.

** cf. documentaire *Tuez-les tous, La France au Rwanda*, Raphaël Glucksmann, 94 mn, 2005.

*** cf. *L'horreur qui nous prend au visage*, Commission d'Enquête Citoyenne, Karthala, 2005.

certitudes, ce qui est bien difficile. Le pari de l'association *Survie* pourrait se résumer ainsi : si tout le monde savait réellement ce qui se passe, la qualité et la quantité d'indignation produiraient un changement. Est-ce réaliste ? L'avenir le prouvera, si nous sommes nombreux à œuvrer dans ce sens.

Cependant, la fin de la Françafrique viendra essentiellement de son rejet par les populations africaines. Mais si la France continue à éliminer ou reléguer ceux qui veulent changer les choses, cela prendra peut-être dix ou quinze ans de plus. Durant cette période, combien de guerres ou de massacres peuvent se produire ?

Le rôle modeste que nous pouvons avoir est, en informant et dénonçant, de gêner ou entraver la poursuite de ces manœuvres occultes. Ce n'est ni suffisant, ni décisif, mais néanmoins non négligeable. Nous pouvons également soutenir les résistances africaines, souvent impossibles ou bridées à cause de la répression en Afrique, de la faiblesse des médias indépendants. Nous pouvons tous, à notre niveau, jouer le rôle de "caisse de résonance", et montrer aux habitant-e-s des pays concernés que tous les Français ne souscrivent pas à la Françafrique, et que certains savent dénoncer les responsabilités de leur propre pays.

Rêvons un peu. Si un chanteur, une personnalité médiatique, un journaliste ou un homme politique connu reprenait le flambeau ? Si de puissantes actions collectives se mettaient en place ? Si des comités locaux se créaient dans toute la France ? Le scandale de la Françafrique contient de quoi miner l'arrogance et la duplicité de la monarchie installée en 1958, que nous nommons trop promptement "démocratie", de quoi animer le désir d'un système politique où l'impunité ne serait plus la règle.

La véritable indignation n'aboutit ni à l'amertume, ni au cynisme, ni à la résignation. Elle est une révolte, une envie de trouver la réponse : « *Que puis-je faire à mon niveau pour changer cela ?* ». Nous pensons qu'individuellement et collectivement nos possibilités sont importantes, sans doute beaucoup plus que nous l'imaginons. Ce que l'association *Survie* a créé avec un millier de militants témoigne de ce que pourrait produire une plus large mobilisation. Ne léguons pas ce monde d'impunité à nos enfants. À notre niveau et en nous fédérant, transformons cette société.

* On l'oublie souvent, mais l'accession au pouvoir du général De Gaulle s'est faite par un coup d'état. cf. Emission *Les détectives de l'histoire - 13 mai 1958 : De Gaulle a-t-il fait un coup d'état ?*, France 5, avril 2006.

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :



La Françafrique

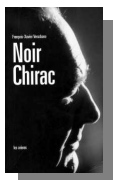
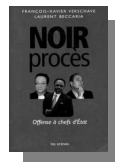
François-Xavier Verschave, Stock, 1998

Sans doute la meilleure "porte d'entrée" pour comprendre la politique de la France en Afrique. L'histoire de la confiscation des indépendances est détaillée pour chaque pays d'Afrique francophone.

Noir procès

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2001

Retranscription du procès pour « offense à chef d'État » lancé par trois chefs d'État africains suite à la publication de *Noir Silence* en 2000 par F.X. Verschave. Un ouvrage pédagogique et très vivant.



Noir Chirac

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2002

Cet ouvrage aurait pu s'intituler *La mafiafrique* car, loin de s'intéresser au seul personnage de Jacques Chirac, il détaille les multiples réseaux de type mafieux qui gravitent autour de la politique française en Afrique. Un ouvrage "explosif".

Les affaires sous la guerre

Global Witness, Agone, 2003

Une étude précise et pédagogique de l'affaire "Angolagate". On y retrouve des multinationales du pétrole, des hommes d'affaires, des trafiquants en tout genre, mais aussi Charles Pasqua ou encore Jean-Christophe Mitterrand, etc.



Enfin, nous vous recommandons les sites internet suivants :

- **www.survie-media.info** : documents audiovisuels sur la Françafrique.
- **www.survie-france.org** : site officiel de l'association Survie.
- **www.pressafrique.com** : ressources sur la Françafrique.
- **www.billetsdafrique.info** : Billets d'Afrique, le mensuel de l'association Survie.
- **www.stop-francafrique.com** : cartes pédagogiques de la Françafrique.
- **www.afrique21.org** : revue des alternatives africaines.

Post scriptum : l'association Survie

L'expression *Françafrique* est directement liée aux combats de l'association Survie. Sa devise est *donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants*. Pourquoi ce nom ? Pourquoi cette devise ? Quel rapport avec la Françafrique ? Plongeons-nous rapidement dans l'histoire de cette association.

D'une démarche consensuelle...

Tout commence en 1981. Un rapport des Nations Unies affirme que 40 000 enfants meurent chaque jour faute de nourriture et de soins élémentaires. Pourtant, ne vient-on pas de célébrer *l'année de l'enfance* ? Révoltés, quelques amis dont Jean Fabre et le Prix Nobel Adolfo Perez Esquivel se réunissent autour d'une conviction commune : discours humanistes et œuvres charitables sont dramatiquement insuffisants, la faim est un problème politique. Pour interpeller les élus et les responsables politiques, ils décident de lancer une campagne internationale et rédigent un Manifeste-Appel contre l'extermination par la faim, rapidement signé par 54 prix Nobel (126 aujourd'hui). Les premières campagnes sont lancées en Belgique et en Italie sous l'appellation *campagne Survie*. La mobilisation de dizaines de milliers de citoyens se conclura quelques années plus tard par le vote des Parlements belges et italiens en faveur de lois débloquant plus de dix milliards de francs pour des projets de lutte contre la famine.

En 1983, la campagne Survie commence en France. Elle obtient l'appui de plus de 8 000 maires, mais l'Élysée fait la sourde oreille. Pour l'élection présidentielle de 1988, Survie conçoit et anime une campagne *Solidarité ici et là-bas*, demandant une loi contre la grande pauvreté en France, une loi pour la survie et le développement dans les pays les plus pauvres. La première demande sera en partie entendue avec la loi sur le Revenu Minimum d'Insertion. Pour la seconde, l'objectif est de débloquer un millième des ressources françaises (sept milliards de francs) pour un usage beaucoup plus ciblé et contrôlé que les 40 milliards annuels de l'aide au développement classique, très majoritairement dévoyée de son objet. Des actions médiatiques et symboliques sont organisées, telles ces 40 000 bougies allumées dans le jardin du Palais Royal pour symboliser la mort quotidienne de 40 000 enfants, mais aussi, en 1993, la signature et la mobilisation de la quasi-totalité des footballeurs professionnels. Une proposition de loi, rédigée par cinq députés (PS, RPR, UDC, UDF, PC), rallie progressivement les signatures de 72 % de leurs collègues : du jamais vu ! Malgré cet élan et toute la dynamique des militants de Survie, le gouvernement n'inscrira jamais cette proposition de loi à l'ordre du jour.

En 1994, un génocide s'accomplit au Rwanda. L'impossibilité de donner un minimum de crédibilité et d'efficacité à l'aide publique française au développement confirme ce que l'association SURVIE ressent de plus en plus fortement au gré des rencontres, des analyses, et des témoignages : *les centres du pouvoir ne veulent pas toucher à cette manne financière parce qu'ils en profitent*. La coopération est un système confus, opaque et corrompu qui couvre un foisonnement de pratiques illégales et criminelles. Renforcée par la révélation des complicités françaises avec les responsables du génocide rwandais, la compréhension du système *Françafrique* commence à germer. Loin d'être marginale, la criminalité économique et politique est centrale. Survie change de stratégie : il faut à tout prix dévoiler cette inimaginable réalité aux citoyens français.

...à la dénonciation radicale...

Dès juin 1994, des militants de Survie défilent tous les jours à Paris avec des panneaux « *Rwanda, j'ai honte... de la politique africaine de la France.* » Neuf mois plus tôt, Survie avait lancé un mensuel, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, pour explorer les mécanismes de détournement de l'aide publique française au développement. L'objet de ce bulletin s'étend à toute la criminalité méconnue de la France en Afrique. Un réseau de correspondants se développe, irriguant Survie de témoignages et d'informations. Fin 1994, Survie lance la série des *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, documents minutieux réalisés en partenariat avec l'association Agir ici. Des ouvrages sur l'implication de la France au Rwanda sont également publiés. En 1998, le président de Survie, François-Xavier Verschave, rédige *La Françafrique*, où il retrace la découverte de ces scandales. L'ouvrage atteint déjà un large public. Deux ans plus tard, il publie *Noir Silence*, un panorama détaillé de la politique française en Afrique. Il est attaqué pour « *offense à chef d'État* » par Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad) et Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville), ce qui contribue à transformer le livre en best-seller (50 000 exemplaires vendus). Plus d'une vingtaine de témoins courageux et édifiants transforment le procès (retranscrit dans l'ouvrage *Noir Procès*) en celui des accusateurs, qui sont déboutés. En 2002 est publié *Noir Chirac*, qui remonte aux sources de l'impunité des décideurs politiques français depuis plus d'un demi-siècle.

...et aux propositions.

La critique de la politique française en Afrique amène Survie à repenser ses propositions. Depuis 1999, elles s'articulent autour de la notion de biens publics à l'échelle mondiale (cf. <http://www.bpem.org>). Cette perspective est développée dans plusieurs ouvrages, en préparation ou déjà publiés (par exemple, en 2003 : *On peut changer le monde*, F.X. Verschave et François Lille, éditions La découverte).

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

PUB : LA CONQUÊTE DE NOTRE IMAGINAIRE



***Les impacts de la publicité
sur notre vie intime et politique***

Pourquoi cette brochure ?

Affiches, panneaux, spots radio, dans la rue, dans le bus ou le métro... Nous ingurgitons des dizaines de milliers d'images et de slogans publicitaires chaque année, des millions en l'espace d'une vie. Quels sont les impacts de ce bombardement permanent sur notre vie intime et politique ? Nous allons tenter d'y répondre, en puisant l'essentiel de notre inspiration dans les analyses de François Brune*.

Certains s'interrogeront peut-être : « *Encore une critique de la publicité ? C'est un lieu commun si souvent dénoncé !* » Et pourtant, instrumentalisation des êtres humains, contrôle social, désinformation, conformisme... *Tout journaliste ou médecin honnête, tout humaniste, tout révolté désirant une transformation sociale, tous trouvent sur leur route l'obstacle de l'idéologie publicitaire.* A l'usure et sur grande échelle, elle corrode les moyens de résistance de l'esprit critique, colonise notre imaginaire, manipule notre intimité, saborde les espoirs de démocratie. *Il faut donc continuer à critiquer et examiner ce qui persiste à nous détruire.*

Fructueuse lecture !

**Cette brochure est
sponsorisée
par MIA-MIAM®,
la pâtée pour chats !**



Remerciements : MIA-MIAM remercie Sylvain pour ses sympathiques illustrations, et la brochure La publicité autour de nous, de Kellie Gardner (Flammarion, 1974) pour lui avoir donné l'idée de ces encarts publicitaires.

* Avec l'accord de François Brune, nous reproduisons en italique un certain nombre d'extraits de ses ouvrages *Le Bonheur conforme* (Gallimard, 1985) et *De l'idéologie aujourd'hui* (Parangon, 2004).

I La manipulation publicitaire

Nous aimons souvent penser que notre esprit critique est suffisamment affûté pour conserver une distanciation par rapport aux messages publicitaires. En sommes-nous si sûrs ? *L'univers publicitaire, par son omniprésence, nous plonge souvent dans un état de somnolence hagarde propice à tous les conditionnements. Nous sommes cet individu du métro qui, un jour, un moment, une seconde, contemple le faux bonheur bronzé des affiches et rêve « soleil-vacances-auto » en vivant « métro-boulot-dodo ».* La publicité utilise de puissantes techniques de manipulation.

1. Les bases du mécanisme publicitaire

Comment naît l'envie d'acheter ?

D'un besoin. Mais si nous achetons seulement ce dont nous avons raisonnablement besoin, nous consommons peu. Or, comment réaliser la croissance économique sans augmenter la consommation ? Notre mode de développement actuel ne peut continuer sa route si la population ne suit pas, c'est-à-dire n'achète pas un maximum d'ordinateurs, de voitures, de télévisions, de fours à micro-ondes, de DVD, etc. Imaginons la situation si les progrès techniques ne trouvaient aucun acheteur !* Il faut donc créer de nouveaux désirs pour générer des besoins supplémentaires.

Comment créer un désir ?

Le moment du désir est le moment du manque. J'ai envie de ce bien, je suis en état de déséquilibre psychique tant que je ne l'aurai pas acquis. Je l'achète, je suis satisfait, je retrouve mon équilibre intérieur jusqu'à nouvel ordre. Créer un manque, une frustration, un déséquilibre psychique, tels sont les principaux buts d'une publicité. Autrement dit, créer un problème pour lui apporter une solution sous forme d'achat. Les rêves de consommation sont des rêves de compensation.



* S'agit-il réellement de progrès techniques ? cf. la brochure *Les illusions du progrès technique* (Les rens. généreux)

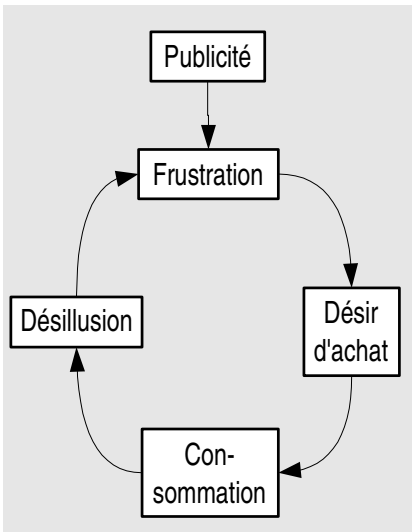
Comment créer un manque ?

D'abord, réveiller ou attiser l'un des désirs les plus profonds de l'être humain : la puissance, de même que tous les désirs s'y rattachant : la supériorité, la jouissance, la beauté, la santé, l'intelligence, la capacité amoureuse, etc. Ensuite, faire croire au consommateur que des produits se chargeront d'apporter facilement cet eldorado. Bref, convaincre que « l'avoir » rime avec « le pouvoir ». Pour parvenir à cet objectif, les techniques de manipulation sont multiples (cf. chapitre suivant).

Comment renouveler l'envie de consommer ?

Pour que le désir soit partiellement satisfait, il faut que le produit consommé apporte un certain soulagement. Mais, pour que l'envie d'acheter se renouvelle, il faut que le produit contienne aussi une nouvelle frustration. Alchimie relativement facile : *aucun objet ne tient vraiment la promesse de ses signes. Quand bien même on possède l'objet symbole de puissance, le marketing environnant nous persuade vite qu'il en existe un autre, plus moderne, plus performant, qui seul redonnera la supériorité.* Résultat : une désillusion chronique pour le consommateur, même si elle ne s'avoue pas. *L'étalage de promesses devient le tableau de nos frustrations, l'offre de la plénitude avive le sentiment de nos manques.* La publicité vise à éveiller le plaisir ET sa frustration.

Le mécanisme publicitaire



2. Quelques techniques de manipulation

Pour anesthésier notre esprit critique, le langage publicitaire utilise de nombreuses techniques de manipulation. *Biologiquement, psychologiquement, sociologiquement, nos comportements sont étudiés. Il faut connaître nos instants de défaillance critique, le moment où nous devenons des cibles idéales.* Notre imaginaire est comme une planète à conquérir. Il s'agit de *remplacer la réflexion par des réflexes*. Plus le public est éduqué, plus il faut faire appel à son inconscient. Voici neuf techniques souvent utilisées :

- **Mimer le réalisme** : Être sérieux, raisonnable, objectif ; voilà qui suscite la confiance. Voix « off » à la tonalité assurée, regards sérieux, cravates, tournures impersonnelles, phrases affirmatives... *La stratégie du réalisme est un procédé consistant à afficher l'intention réaliste pour faire croire à la réalité de ce qu'on dit.*

- **Manipuler nos perceptions** : Rythmes, couleurs, musiques, volume sonore qui augmente pendant les spots publicitaires, les images et les sons suscitent des émotions quasi hypnotiques. *Ils court-circuitent notre pensée pour faire émerger des affects dans la direction voulue par le message publicitaire.**

- **Jouer sur les mots** : Les mots créent en nous des déclics, des sentiments. Certains mots suscitent inconsciemment l'adhésion : démocratie, liberté, justice, bonheur... D'autres, une réaction de rejet ou d'indignation : mort, fascisme, anarchie, guerre, racisme... Certains rassurent par leur appel à l'autorité : science, institution, expérience... La publicité raffole de ces « rails mentaux ». Évoquons également les procédés stylistiques qui déstructurent les liens logiques. *Les hyperboles nous plongent dans la confusion, les métaphores nous éloignent de la réalité, les tautologies pervertissent les principes d'identité, l'antithèse "accroche" l'auditeur en rapprochant des termes contraires.*



* Un seul exemple : observez vos réactions quand vous rentrez dans une grande surface. Lumières scintillantes, couleurs, objets brillants, musique ; dans les premiers instants, nous sommes en état d'hypnose (battement ralenti des paupières, pupilles dilatées). Dans cet état, nous serions plus enclins aux achats impulsifs.

- **Être démagogique** : Un « bon » message publicitaire ne doit pas rappeler de situations désagréables, ne pas aller à l'encontre des convictions morales majoritaires, ne pas proposer un acte compliqué ou pénible.

- **Utiliser le principe d'identification** : « Je suis comme vous, faites donc comme moi : achetez ce produit ». La stratégie d'identification consiste à donner aux gens l'impression de se « reconnaître » dans des situations, des personnages, des comportements qui ne sont pas trop éloignés d'eux mais suffisamment avantageux pour qu'ils aient envie de se projeter dans cette représentation qui va les hausser à leurs propres yeux. Persuadé qu'il se reconnaît dans la publicité, le Français moyen se conforme à ce qu'on lui décrit comme son propre mode de vie. L'évocation sera cependant stylisée. Un trop grand réalisme social risquerait d'enfermer dans sa classe le citoyen censé s'y reconnaître. Tout en lui faisant discrètement sentir le rappel rassurant d'une appartenance, il faut lui offrir la promesse flatteuse d'un dépassement. Toute une batterie de procédés est ainsi employée pour « toucher » le public, plus ou moins intuitivement, mais de façon systématique. Au final, il s'agit de proposer un produit « personnalisé » qui authentifie la « personnalité » de l'acheteur. La personnalisation des produits intervient pour persuader le consommateur qu'il devient une « V.I.P. ». Ce sera cependant toujours par quelque chose en plus qu'on deviendra quelqu'un d'autre, par une conduite d'achat (et donc d'imitation) qu'on va se distinguer, se croire « différent » !

- **Répéter** : Une, deux, dix affiches... Cent fois le même slogan apparaît devant nos yeux. Au fur et à mesure, notre esprit imprime inconsciemment le message. Petit test pour les personnes sceptiques : quelle est la mélodie et la suite du slogan « *Le soleil vient de se ...* » ? (Et pourtant, c'est un slogan ancien...)*.

M m h...
MIA-MIAM® !

M m h...
MIA-MIAM® !

M m h...
MIA-MIAM® !

M m h...
MIA-MIAM® !

M m h...
MIA-MIAM® !

* Si vous ne voyez pas à quoi nous faisons allusion, vous êtes moins atteint que nous, bravo.

- **Récupérer** : Valse célèbre pour le spot d'une banque, nom d'un peintre associé à une voiture, personnage de dessin animé pour vanter un jouet... La plupart des publicités pillent les créations artistiques ou imaginaires. *Elles ne se contentent pas de récupérer ces créations, elles les réduisent à une pulsion d'achat, valorisent les produits en dévalorisant des valeurs.* Les fêtes elles-mêmes perdent leur signification pour devenir des occasions de consommation (Halloween, Noël, Pâques, etc.). La publicité tente de ramener à elle tout ce qui lui échappe, tout ce qui lui est contraire. Gandhi, Marx, Che Guevara... *Plus la réalité publicitaire est conservatrice, plus son discours se veut révolutionnaire.**

- **Faire appel à l'humour** : Détendre l'auditoire est la meilleure manière d'obtenir un préjugé favorable, une prime de crédibilité. *La publicité amuse d'abord pour mettre les rieurs de son côté, pour susciter l'adhésion. L'humour consacre également la fonction ludique de la consommation. Il vient signifier que la publicité est un monde de gratuité. Tous ces spots plaisants sont des jeux sans enjeu (commercial), pourquoi s'irriter contre des spectacles "bon enfant" ? Laissez-vous aller au plaisir humain par excellence, celui de rire ! Et au passage, goûtez les plaisirs de la consommation qui lui sont comme naturellement liés dans l'euphorie des spots. Le rire joue enfin une fonction grégaire. Plus que toute autre, une émotion comique cimente un groupe. Même seul, le rieur s'assimile toujours fantasmatiquement à une assemblée. Malheur à qui protestera au lieu de sourire : il y a honte à ne pas s'amuser comme tout le monde. On devient coupable de s'exclure.*

- **Feindre de s'autocritiquer** : S'autocritiquer, c'est désarmer la critique des autres. *En se parodiant, la publicité se manifeste comme définitivement instituée au point de supporter avec désintéressement l'humour sur elle-même.*

Le Chat Botté, Garfield et Grosminet ont choisi... MIA-MIAM® !

**Alors vous aussi, faites VROU-VROUM avec votre voiture
et venez chercher MIA-MIAM® pour votre chat !**

**Ch'est pour quiqui la bobonne pâtée ?
Ch'est pour mon chachat ! MIA-MIAM® !**

* Vous trouverez d'autres techniques de manipulation dans *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Normand Baillargeon, Lux, 2006 ; *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Beauvois, Joule, PU Grenoble, 2002 ; *Influence et manipulation*, Robert Cialdini, First, 2004.

Ce que la publicité dissimule

Tant que les vaches donnent des yaourts, on ne voit pas les ouvriers s'échiner sur les chaînes de l'industrie agro-alimentaire... Tout est fait pour que, chez le consommateur, l'acte d'achat soit déconnecté de ses réelles conséquences humaines, environnementales et sociales. Jamais la publicité n'explique :

- *l'origine exacte des matières qui constituent le produit.*
- *les processus de fabrication et de diffusion.*
- *le travail humain que cela représente.*
- *les tenants et aboutissants économiques et sociaux de cette production.*
- *l'analyse des caractéristiques objectives du produit, la connaissance pratique de ses qualités à l'usage, les tests comparatifs qui permettent de le situer parmi ses concurrents.*

Pour jouir et gaspiller sans honte, il faut cacher les véritables coûts humains des produits, les lieux et modes de production, les impacts sociaux, etc. Le « voir » de la publicité cache le « savoir » de la vie réelle...

**Découvrez MIA-MIAM® equi +
alimentation biologique issue du commerce
équitable**

Consommons mieux, consommons equi +



**MIA-MIAM® equi +,
parce qu'on peut aimer les chats
et le développement durable.**

3. Érotisme et sexualité

Corps dénudés, seins volumineux, postures lascives... Érotisme et sexualité sont omniprésents dans les messages publicitaires. Il ne s'agit pas seulement de quelques publicités ouvertement "sexy". L'érotisation des produits traverse l'ensemble du discours publicitaire. Il s'agit d'un procédé intentionnel, systématique et calculé.

- Les symboles sexuels explicites

Quel est l'intérêt de symboles sexuels explicites dans un message publicitaire ? Quelle meilleure réponse que cet appel réalisé par les magazines *Lui* et *Playboy* dans la revue *Stratégies** ? « *La volupté inachevée, la possession imaginée sont créatrices de tensions naturellement résolues par leur transfert sur ce qui est possible, concret et réel. Les magazines Lui et Playboy dans lesquels la beauté, le luxe sont à la fois offerts et retenus, dénouent nécessairement les pulsions qu'ils font naître en les détournant vers le contenu publicitaire du Support, transformant l'objet du désir en désir de l'objet. Ce jeu de miroir où le rêve et le vécu s'échangent apparaît comme le mécanisme le plus subtil que l'on puisse concevoir pour orienter l'esprit vers l'action, la consommation, donc l'achat. »*

Voilà qui a le mérite d'être clair.

- Les symboles sexuels inconscients

Très tôt, les publicitaires se sont emparés des théories psychologiques concernant la sexualité, comme par exemple le complexe de castration. Selon Freud, ce complexe consiste, pour les garçons, à redouter de perdre ce qu'ils ont, pour les filles, à se ressentir comme privées de ce qu'ont les garçons. D'où une angoisse/absence essentielle que les humains cherchent à nier ou à compenser. Toute frustration étant l'occasion de greffer un désir d'achat, les publicitaires en quête d'efficacité appliquent ces leçons, non sans schématiser. L'astuce consiste à offrir symboliquement, par les produits, ce dont manquent les humains ; publicités où les shampoings s'allongent lorsqu'une femme les touche, crème glacée dégustée sur un lit, voiture délicatement caressée par des mains féminines, etc.

* cité par François Brune dans *Le Bonheur Conforme*.

- Les impacts sur notre vie intime

L'image de l'amour véhiculée par l'univers publicitaire contribue-t-elle à structurer nos conceptions sexuelles et affectives ? Sans aucun doute, si la vie amoureuse ressemble au cycle des biens de consommation : frustration, désir-fantasme, consommation, désillusion.

De la frustration...

L'omniprésence des publicités sollicitant la libido entretient un état d'hyperfrustration affective et sexuelle ; elle renforce l'importance du sexe comme centre obsessionnel de l'existence.

...au fantasme et à la consommation...

Selon le modèle publicitaire, le partenaire sexuel est un produit, un instrument de jouissance. *L'autre est fondamentalement objet de plaisir, rien de plus. On le désire, on le consomme, au mieux on consomme avec lui. « Moi-mon envie-le produit ». Le tout rejoint le mythe de la performance ; la réussite d'une relation sexuelle se mesure à son taux de jouissance.*

... puis la déception.

Ce plaisir égocentrique s'exprime à court terme, sans profondeur affective. Il ne peut aboutir qu'à la désillusion. Tôt ou tard, l'autre se révèle différent du fantasme-objet qu'on voyait en lui. Il est un sujet libre, qui pense, qui souffre, dont la pensée est complexe.

Heureusement, de nouveaux fantasmes !

Mais l'idéologie publicitaire sait répondre à cette désillusion. On peut trouver mieux, meilleur produit ! Il faut essayer, comparer, changer ; là réside la solution au problème amoureux ! L'ère du *prêt-à-porter produit* l'ère du *prêt-à-jeter...*

**Pour trois
MIA-MIAM® achetés,
un magnifique chat
gratuit !**





Les "antipubs" sont-ils des obsédés sexuels ?

Voici trois arguments généralement avancés par les publicitaires pour minimiser l'impact des symboles sexuels dans la publicité. Présentons également notre contre-argumentation :

- « **Les critiques de la publicité voient des symboles sexuels partout. Ces interprétations sont le fruit de leur propre perversion.** » La parade de l'arroseur arrosé est classique. Qui dénonce la manipulation est aussitôt soupçonné d'être un manipulateur. *Les spots et affiches sont étudiés pour suggérer sans (trop) montrer. Le conditionnement de l'inconscient doit rester inconscient pour agir. Il ne faut pas rater la cible en la choquant. C'est au contraire celui qui lève le voile sur de pareils procédés qui se verra accusé par les gens du métier de faire des projections personnelles sur d'innocentes publicités.*
- « **L'appel à la libido des publicités ne fait que refléter et utiliser des tendances qui préexistent dans l'inconscient des foules.** » Certes, *l'exhibitionnisme du corps-objet et l'instrumentalisation des humains ne sont pas des créations publicitaires. Mais, quel que soit l'inconscient et quelles que soient les foules, rien ne justifie la démagogie de l'inconscient ni la flatterie des foules. Refléter, c'est renforcer.*
- « **Les théories de Freud sont discutables. L'application qui en est faite ne risque guère d'influencer les intéressé(e)s.** » C'est possible. *A moins que l'imprégnation publicitaire ne rende au père de la psychanalyse le service posthume de modeler l'inconscient féminin selon l'image qu'il s'en est faite...*

4. L'illusion de liberté, préalable à la manipulation

Par définition, la manipulation doit être invisible à qui la subit. La première étape de toute aliénation consiste donc à faire croire à son interlocuteur qu'il est libre.

« Sois toi-même ! », « Deviens qui tu es ! », « Libère toi ! »... La rhétorique de la liberté est un pivot de l'idéologie publicitaire. Elle est liée à la pensée néolibérale qui considère la volonté individuelle comme déterminant totalement le destin de la personne. Cette vision est commode puisqu'elle justifie tout le système. Vous critiquez la pub, la télé, l'ordre établi ? Vous êtes un dictateur, puisque les humains sont libres de choisir ! Si la société est ainsi, c'est parce que les humains l'ont choisi comme cela ; elle est le fruit de la liberté collective des individus qui la composent. Qui souhaite une transformation sociale est un manipulateur, un "liberticide".

Cette liberté tant proclamée est étonnante. Des millions de Français allument la télé au même moment, portent les mêmes vêtements ou rêvent d'acheter une nouvelle voiture. Pourquoi tant de conformisme ? De plus, pourquoi tant de souffrance et de misère dans une société libre ? Certains seraient-il "plus libres que d'autres" de vivre comme ils le souhaitent ?

Il nous semble plutôt que *« nous ne sommes pas totalement déterminés par notre milieu, notre histoire et notre situation, mais [que] nous en sommes conditionnés infiniment plus que nous n'aimons le penser. Quand on croit être libre de choisir sa chaîne de télévision, sa lessive ou la couleur de sa voiture, on fait plutôt comme des millions d'autres individus conditionnés pour cela. »** Nos comportements et pensées sont la réalisation concrète de l'imaginaire central actuel, capitaliste : culte du bonheur par la consommation, du pouvoir, etc.

Bien sûr, nous n'affirmons pas que l'être humain n'est ou ne sera jamais libre. Mais nous sommes infiniment moins libres que nous pouvons le penser ou qu'on veut nous le faire croire. La liberté n'est pas un acquis, elle est à conquérir. Le premier pas consiste à prendre conscience de nos chaînes, de nos conditionnements, des manipulations qui se dissimulent derrière notre spontanéité. *A l'encontre d'une idéologie dominante qui proclame la liberté tout en aliénant l'humain, il faut prôner l'idéal d'une personne véritablement consciente, libre et responsable.***

Et pourtant, les chats libres choisissent librement MIA-MIAM®

* Cornélius Castoriadis, *Le Carrefour des Labyrinthes*, éd Seuil, 1996

** Pour un approfondissement, cf. *Introduction à une sociologie critique*, Alain Accardo, Agone, 2006 et *Traité de la servitude libérale*, Beauvois, Dunod, 1994.

5. La première cible : les enfants

Les enfants sont les premières victimes de l'idéologie publicitaire. Selon l'institut d'audience *Médiamétrie*, la publicité représente plus de 10% des programmes consommés par les 4-10 ans.

- **Elle détruit leur esprit critique.** Comment les enfants peuvent-ils distinguer la fiction de la réalité, le discours commercial de la vérité ? *La publicité les habitue à des formes de perception où disparaissent les articulations logiques. Le rythme des spots augmente leur déconcentration, leur bougeotte mentale. L'enfant entre dans la cadence sans se demander où la musique l'entraîne. Il se croit libre de choisir entre tel ou tel fruité : il ne met pas en question l'habitude de boire des jus pétillants et sucrés. Dès le plus jeune âge, il se comporte en être passif qui regarde et qui absorbe, qui dévore des yeux comme du ventre.*

- **Elle les plonge dans un narcissisme infantile.** *Le spectacle des publicités invite l'enfant à se reconnaître dans « l'enfant heureux » vivant dans et par la consommation (de jouets notamment), tout-puissant à réaliser ses désirs. L'enfant s'habitue ainsi à consommer l'image toute sucrée et omnipotente qu'on lui donne de lui-même. Du même coup, on le clôt dans un narcissisme définitif ; pourquoi sortirait-il d'une aussi agréable dégustation de soi ? Pourquoi cesserait-il de s'imaginer petit-roi ? Pourquoi deviendrait-il adulte, sinon pour rester grand enfant par la consommation de grands jouets (voiture, produits de beauté, etc.) ? L'exaltation du mythe de l'enfance, forgé par des adultes sans doute nostalgiques, dévalorise aux yeux des jeunes l'âge mûr et le monde adulte.*

Bien sûr, la publicité n'est pas la seule à exercer le rôle idéologique qu'on peut lui reprocher : les médias, une certaine presse enfantine, les feuillets (et l'utilisation commerciale de leurs héros), la consommation abusive de télévision, les phénomènes de mode et tout ce qui flatte le mimétisme des enfants, tout cela entre en symbiose avec la "philosophie" publicitaire.

**Les petits chatons aiment leur maître
quand il leur sert MIA-MIAM® Kid-Cool+.**

**Si tu veux que ton petit chaton t'aime,
offre-lui tous les jours MIA-MIAM® Kid-Cool+.**

II Impacts politiques de la publicité

L'univers publicitaire façonne l'univers politique. *De manière diffuse et inconsciente*, en faisant croire au citoyen que la consommation va suffire à sa vie socioculturelle et politique, en l'entraînant quotidiennement à la passivité, en l'infantilisant, en encourageant son cynisme, en renforçant son respect des hiérarchies ; *de façon délibérée*, en appliquant les astuces publicitaires aux campagnes politiques.

1. Rendre passif

La publicité nous parle, nous conseille, nous ordonne. Mais nous ne pouvons pas répondre. Nous ne sommes que des récepteurs, non des acteurs. A la longue, *le public prend l'habitude de s'entendre dicter sa conduite, d'être sans cesse assisté et flatté dans ses « choix »*. Cet entraînement à la passivité s'harmonise avec une infantilisation journalière par le discours publicitaire (voix impérieuse, "papa mousseline", "mamy Nova", etc.).

2. Renforcer la hiérarchie

Chaque jour, la loi de la consommation sociale nous est répétée inconsciemment : « avoir plus ou mieux, c'est avoir plus ou mieux socialement ». L'être est réduit aux signes extérieurs de son existence sociale.

Comment accéder au rang supérieur ? Par le produit. Sa qualité garantit la supériorité sociale de l'acquéreur, qu'il s'agisse de culture ou de puissance, d'authenticité ou de noblesse. Avoir une Mercedes, une grande maison, un parfum de luxe ; *toutes ces marques sont là pour que « ça marque » aux yeux des autres. Les superlatifs techniques sont également des comparatifs sociaux. Les modèles sophistiqués, le futurisme ménager, la technologique « avancée » proposent bien plus que des performances techniques : ils symbolisent des styles de vie supérieurs.*

Ce désir d'élévation, encouragé par la publicité, semble vouloir bouleverser les hiérarchies. En réalité, il ne sert qu'à mieux faire accepter de rester dans le rang. Tant qu'une personne fait la course, elle ne pense pas à remettre en question les règles du jeu. *En donnant à tout le monde l'envie de "grimper" dans l'échelle sociale, on pousse en effet les classes "supérieures" à recréer sans cesse leur distance par le renouvellement des modes et la poursuite infinie de la "pointe" du progrès.* Le désir d'élévation suppose un but, une référence à atteindre. C'est le modèle de la bourgeoisie aisée qui est fréquemment choisi comme repère. Il flatte les classes moyennes, qui forment le gros du public ; celles-ci pensent ainsi pouvoir atteindre ce modèle social. La publicité est une ode aux classes sociales dominantes.

Cette idéologie des « gagnants » produit son lot de « perdants » et d'exclus. *Attiser chez quelqu'un le désir de s'élever dans la hiérarchie, c'est en effet inconsciemment lui faire honte au sujet de sa condition réelle : « Tu as vu comme tu es par rapport à ce que tu pourrais être ? Tu as vu comme tu es malheureux comparé à cet homme bronzé, heureux et riche dans sa belle voiture ? »* Le stéréotype de l'homme "bien dans sa peau", heureux dans et par la consommation, accroit à la fois le sentiment de supériorité de ceux qui pensent pouvoir s'approcher de ce modèle, mais aussi le sentiment d'anormalité de tous ceux qui ne le peuvent pas, en raison d'un handicap, d'une moindre condition sociale, etc.



La seule issue à cette honte consiste généralement à trouver plus méprisable que soi. Ainsi, toute ambition est implicitement une forme de mépris ; « on a toujours besoin d'un plus petit que soi. » Ce mécanisme psychique est particulièrement ravageur pour les enfants en pleine construction de leur personnalité. *Les enfants socialement défavorisés sont les plus crédules devant les spots et les plus malheureux de ne pas atteindre le modèle d'enfant aisé qu'on fait miroiter à leurs yeux. Le spectacle de l'enfant bien dans sa peau socialement les met mal à l'aise dans la leur. Dès lors, comment survivre à une telle différence ? La plus simple alternative au « devenir comme » est « l'agir contre ».* Normalisation des uns, délinquance des autres ?

D'autres procédés utilisés par la publicité pour justifier l'ordre établi sont:

- *La simulation fraternelle* : Nombre de spots télévisés décrivent la consommation, par divers milieux, d'un même produit. Les inégalités sociales sont comme supprimées. Les tensions hiérarchiques, désamorçées, se résolvent en une simple différenciation sociologique. Ce principe d'unification a pour fonction de gommer la réalité des inégalités, au moment même où on l'établit.
- *Les clichés animaliers* : Le cadre est un requin, l'ouvrier un éléphant... Décrire une société comme une nature, une faune colorée, c'est légitimer les hiérarchies en les présentant comme des conditions naturelles, inévitables. Certains naissent lion, d'autres castor : il n'y a pas de classes, il n'y a que des races !
- *L'inversion* : La publicité raffole des spots comiques qui inversent la pyramide sociale. Ils minimisent son importance au moment même où ils la rappellent...

Toutes ces astuces ne doivent pas faire illusion. L'ensemble du discours publicitaire ne cesse d'exalter une idéologie de croissance individuelle qui, en conduisant les gens à « se mesurer » les uns aux autres, exacerbe la « hiérarchie » de toutes les catégories. Au lieu d'établir la démocratie dans la différence, on ne fait que renforcer son contraire, la hiérarchie dans la conformité.

L'univers publicitaire ne fait-il que refléter les hiérarchies préexistantes de la société ? Sans doute. Mais refléter la hiérarchie sociale avec une telle constance, c'est la renforcer.

12 ANS DEVANT LA TÉLÉVISION

La télévision est, de loin, le premier vecteur publicitaire. Les spots y sont omniprésents. Un rapide calcul permet d'estimer l'ampleur du conditionnement potentiel. Sachant que chaque Français regarde en moyenne 3h45 la télé chaque jour, et qu'il dort en moyenne 8 heures par jour, il passe plus de 20 % de son activité diurne devant le petit écran, et plus de la moitié de son temps de loisirs. A l'âge de 60 ans, il aura passé plus de 12 ans de sa vie diurne devant la télévision !



3. Développer le cynisme

Observez la réaction généralement suscitée par une publicité de mauvais goût. Une partie du public rit, sans arrière-pensée. Une autre s'abandonne sciemment au rire bête : plus la blague est mauvaise, plus se dilatent les amateurs du « second degré ». Une troisième catégorie clame son mépris, profitant de l'occasion pour se sentir géniale en trouvant plus imbécile que soi. Ainsi, tout le monde est content. Et surtout la publicité ! Car elle cherche moins à prouver sa force qu'à établir sa réalité, s'inscrire dans la mémoire de l'auditeur.

Parmi toutes ces réactions, le cynisme nous semble la plus illusoire. Vécue comme la preuve d'une "lucidité sur le monde", elle renforce en réalité un discours conformiste et favorable à la publicité*. Le cynique trouve plus « débile » l'une que l'autre les pubs de Lee Cooper ou de Wrangler. Cependant, chacune d'elles le familiarise avec l'idée qu'il est normal et désirable de porter un jean, même s'il choisira une autre marque.

**Vous feriez mieux
de sauter le chapitre suivant,
parce qu'il est difficile.**

**Pourquoi vous donner du mal ?
Pourquoi vous forcer à lire cette
brochure ?**

**Penser rend souvent triste.
Souhaitez-vous être triste ?**

**Tous les gens normaux
aiment être heureux**

**comme les chats quand ils
mangent MIA-MIAM® !**



* cf. brochure *La culture du narcissisme* (Les renseignements généreux).

4. Appliquer le marketing à la politique

La communication est à l'action ce que l'aviation est à l'infanterie ; l'aviation doit passer pour que l'infanterie puisse sortir ; c'est lorsqu'on a gagné la bataille de la communication qu'on peut commencer à agir.

Nicolas Sarkozy, interviewé dans *L'Express*, 17/11/05

S'il est possible de manipuler aisément les consommateurs, pourquoi ne pas utiliser les mêmes techniques pour manipuler les électeurs ? Quand les esprits critiques sont éteints, il est possible de faire croire n'importe quoi, de commander n'importe quel comportement. La tentation était trop forte : politiciens et publicitaires se sont engouffrés dans la brèche. La publicité est vite devenue un enjeu politique : une propagande calculée, pensée, dissimulée sous les mots de « communication », « plans média », « marketing politique ».

On retrouve évidemment dans la communication politique les conséquences du langage publicitaire : encouragement à la passivité et au conformisme, passage du statut de citoyen au statut de consommateur/spectateur, infantilisation. *L'individu est invité à juger sur images, choisir sensoriellement, prendre son opinion pour un engagement, confondre la consommation des shows politiques avec l'exercice de sa raison civique.* Il est incité à s'enthousiasmer pour un slogan politique, à s'indigner pour une annonce entendue à la radio. Osons pourtant affirmer que *le bulletin de l'euphorie ne vaut pas mieux que le bulletin de la peur.* Dans les deux cas, la réaction est pulsionnelle, la réflexion est inhibée. *En favorisant l'avènement du marketing politique, l'idéologie publicitaire détruit chaque jour davantage l'idéal de démocratie.**

**Si les chats pouvaient voter,
comme vous, ils choisiraient
MIA-MIAM®**

**car
MIA-MIAM®,
c'est l'idéal des chats
démocratiques**



* cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généreux).

Lessive et politique : même combat !?

« La lessive est avec la politique un des rares domaines où tout le monde achète, participe [...] la communication politique ne peut pas être faite seulement par les militants [...] la publicité politique, c'est Guy Lux. Elle doit concerner tout le monde, les concierges comme les présidents. Elle doit être simple, élémentaire. Elle doit sortir du cœur. C'est un cri, c'est « votez pour moi », c'est « je vous aime ». comment voulez-vous que la France vous comprenne si vous n'avez pas un argumentaire le plus simple et le plus bête qui soit ? Mais il faut que l'on sente derrière ça la conviction, la passion [...] il n'y a aucune différence entre une lessive et un président de la République. Et les deux se choisissent sur une affiche [...] *dubo, dubon, dubonnet*, ce n'était pas mal fichu. *Travail, famille, patrie*, ça voulait dire quelque chose. Et il ne peut en être autrement. Alors, *la majorité aura la majorité*, je ne sais pas si c'était un mauvais slogan, mais curieusement, quand il a été mis des affiches, le Parti Républicain était à 13 et aujourd'hui il est à 23. Alors, des slogans qui font 10 points en trois mois, j'aimerais en trouver tous les jours [...] il faut que les hommes politiques sortent de l'âge de pierre de la communication politique et confient leur budget à une agence comme toutes les marques du monde. »

Publicitaire s'exprimant lors des journées de l'Institut de recherche et d'études sur la publicité, mars 1978, cité par François Brune dans *Le Bonheur Conforme*

Pourquoi lire cette brochure ?

**Pourquoi réfléchir à des choses compliquées,
quand d'autres vivent pleinement les plaisirs de la vie ?**



**Votre chat, par exemple :
il se prélassse, il ronronne, il est heureux. Imitiez-le !
MIA-MIAM® !**

5. Attiser la « double-pensée »

Une large part de la population ressent la manipulation permanente et agressive de la publicité. *Entre les plus faibles qui se laissent influencer (et chacun de nous n'a-t-il pas une part de faiblesse ?) et les plus forts qui savent décoder les situations auxquelles ils sont soumis, toute une « classe moyenne » cherche malgré tout à se protéger d'une influence qu'elle perçoit dans son intention. Plus cette manipulation est ressentie, plus les humains se renferment et perdent confiance dans le monde extérieur. Chacun de nous est à la fois ce fort et ce faible, mais aussi cet être moyen, lassé de se défendre tout le temps, honteux de lâcher prise parfois, et qui se renferme globalement à l'influence d'autrui.*

A grande échelle se développe un rapport au monde suspicieux. La publicité, par la réaction latente de rejet et de renfermement sur soi qu'elle suscite, contribue à vider l'humain de son ouverture au monde, de sa compréhension des autres, de l'écoute des minorités, du réexamen de ses opinions, de l'absence de dogmatisme. Elle est une source de désespoir social.

Mais cette réaction au phénomène publicitaire est ambivalente. *Nous sommes à la fois complices de la consommation et victimes de son agression. La méfiance à l'égard de la publicité, tout en continuant à consommer, le rejet de la politique-spectacle, tout en se passionnant pour ce qui s'y déroule, font de nous des êtres paradoxaux.*

Ce brouillage idéologique, auquel la publicité contribue fortement, nous amène à adhérer à des "certitudes" de plus en plus opposées : l'idéal du tout automobile et la saturation des routes, le triomphe de la communication et l'expansion des solitudes, les sirènes de la croissance économique et la marée du chômage. Il faut croire tout et son contraire, ce qu'Orwell appelait dans son livre 1984 « la double-pensée ». Il s'agit d'une véritable fracture mentale où chacun doit faire tenir ensemble les tristes données de l'expérience quotidienne et l'incessante imprégnation d'une idéologie ambiante qui "positive" à mort.*

Les dépenses publicitaires

Selon l'INSEE, les dépenses publicitaires en France dépassaient les 16 milliards d'euros en 2003. Cela représente environ 230 euros par an pour chacun d'entre nous. La même année, les dépenses publicitaires mondiales s'élevaient à 1 000 milliards d'euros environ, soit l'équivalent des dépenses militaires mondiales.

* cf. *Sous le soleil de Big Brother*, François Brune, L'Harmattan, 2000.

III Publicité et pays du Sud

Mystère, aventure, mer turquoise, sable fin, vacances, soleil et safari...
bronzage garanti !

Enfants rachitiques, guerres, catastrophes naturelles, pauvreté...
indignation assurée !

Cocotiers et misère, offres de vacances et campagnes caritatives, la publicité véhicule deux images apparemment contradictoires des pays du Sud. A nos yeux, ces deux facettes se rejoignent et ne mènent jamais vers la réalité des pays et peuples représentés. Ce sont deux mythes complémentaires ; *le mythe des « heureuses tropiques » flatte les rêveries hédonistes du consommateur occidental ; le mythe de « la misère-à-laquelle-on-ne-peut-rien » devient le piment du plaisir.*

Surtout ne pas chercher les causes de la misère

Dans les campagnes de dons, les photos d'enfants décharnés ne décrivent pas le contexte social, économique et politique qui pourrait expliquer de quoi ils sont victimes. Ils apparaissent systématiquement comme des déshérités en soi, victimes du seul destin (maladies tropicales, sécheresse, famine, guerre lointaine). Passivement, les *"petits noirs" attendent la "manne blanche", l'aide paternelle et financière des pays d'Occident.* Les publicités ne recherchent pas les causes de la misère du Sud. Jamais elles n'évoquent les mécanismes de la dette, le détournement de l'aide au développement, les stratégies impérialistes, le soutien aux dictatures, le lien entre nos modes de consommation et la misère au Sud*. Un regard réaliste sur ces pays serait source de dérangement.

Encourager le spectacle de la pauvreté

Sur un plan purement psychologique, la misère est trop fascinante pour qu'on ne la dévore pas des yeux. C'est un spectacle. *On doit d'autant plus jouir de soi qu'on ne peut rien contre les maux d'autrui. Chacun contempera la dinde de Noël avec ce brin de larme à l'œil qui en augmentera la saveur, on se plaira à déplorer la situation mondiale entre deux plats, et nos vies "heureuses" continueront comme avant, ponctuées - mais bien loin - de morts par millions. En présentant le tiers monde sous un jour le plus souvent catastrophique, les publicités et les médias renforcent le citoyen occidental dans son égocentrisme jouisseur.* C'est d'ailleurs généralement le même regard qui est porté sur les personnes mendiant dans les pays du Nord.

* cf. brochures *Que fait la France en Afrique ?*, *A qui profite la dette ?*, *A qui profite l'aide au développement ?*, *L'idéologie du développement* (Les renseignements généreux).

Promouvoir ce misérable tourisme

Les offres de vacances pour les pays du Sud enferment le touriste dans les images qu'il s'en fait *a priori*. Elles lui promettent le *dépaysement sans le dérangement*, elles l'entraînent à la découverte de l'étrange en prenant bien soin de lui éviter la connaissance de l'étranger. Le roi-touriste part là-bas voir et vivre ce à quoi il s'attendait ici. L'exotisme ne représente qu'une expression paradoxale de l'ethnocentrisme occidental. « *La logique même du tourisme conduit d'ailleurs à l'expansion d'une catégorie d'occupations dont la seule fonction est de satisfaire, sur tous les plans, les touristes. On s'achemine ainsi, dans certaines zones, vers une situation où elles deviennent, comme l'avait prévu Franz Fanon, le "bordel des pays industrialisés" ».*^{*}

Certes, la séduction publicitaire modèle les images des pays du Sud en fonction des mythes occidentaux qui lui préexistent ; la colonisation existait avant la publicité. Mais il y a tout de même une différence entre le reflet d'une mentalité ambiante et l'entretien délibéré d'une mythologie.



Dévoré le Sud ?

Biscuits "Bamboula", Goûters "Savane", glaces en forme de lion, carré de chocolat entre les dents d'une femme à la peau ivoire... Qui pourra évaluer les conséquences sur nos inconscients de toutes ces invitations à "dévoré le Sud" ?

Pour deux MIA-MIAM® achetés, un MIA-MIAM® envoyé en Afrique pour lutter contre la famine.

Soyons solidaires, ensemble

^{*} J. Bugnicourt, cité dans *Le Bonheur conforme*. Selon l'ONU, 10% des quelques 600 millions de touristes parcourant le monde en 2000 avaient le sexe pour seule motivation. En Thaïlande, le chiffre d'affaires lié au tourisme sexuel représenterait 12% du PIB. Dans ce pays, un tiers des femmes engagées dans la prostitution serait constitué de mineures. Le réseau international contre la prostitution et le trafic d'enfants, (ECPAT www.ecpat.net) explique comment « *certains parents vendent leurs enfants pour pouvoir s'acheter des télévisions, réfrigérateurs ...* »

IV De la difficulté de résister

Le combat contre la publicité est inégal. *D'un côté, les individus sont avant tout occupés par l'importante tâche de vivre. Ils ne peuvent lutter que sporadiquement. Personne ne peut maintenir une intelligence critique seize heures par jour à l'égard du discours publicitaire.* De plus, la critique sort rarement du cercle familial, associatif, local. Les rares campagnes d'indignation s'étouffent avec le temps, arrivent toujours "après-coup". Elles font aussi la plupart du temps le jeu de l'idéologie publicitaire : *puisque "tout le monde s'exprime", c'est que nous sommes en démocratie, non ? De l'autre, un ensemble de professionnels de l'aliénation font de ce travail un métier à temps plein et disposent pour conditionner les foules d'armes psychologiques, sociologiques, neurologiques, sensorielles, etc. Les oppresseurs ont une stratégie de débordement : pendant que je m'insurge contre le panneau illégal qui obstrue ma rue, un spot enfonce dans le crâne de mon fils la dernière marque de chaussures à la mode.*

Alors, que faire ?

Nous n'avons évidemment ni slogan ni mot d'ordre. Nous sommes nombreux à avoir choisi de ne plus regarder la télévision, de lancer des attaques contre des panneaux publicitaires illégaux* ou non. Actes souvent dérisoires car sporadiques et isolés. Il nous semble *qu'une action isolée n'a de sens que si elle s'articule dans une stratégie d'ensemble.* Si la critique peut être menée par quelques uns, une transformation sociale ne peut être que collective... A nous de la proposer, de nous regrouper ! Dans tous les cas, reste la lutte intérieure. *L'idéologie publicitaire reflète et aggrave le mal d'un certain homme occidental qui ne sait vivre la vie que sous le signe de l'appropriation. Prendre en photo, retenir au magnétoscope, posséder, épuiser et recommencer à posséder, consommer, saisir au lieu de contempler. L'homme moderne, aliéneur-aliéné, utilise les autres comme instrument de son hédonisme impatient. C'est d'abord en soi que chacun peut lutter contre cet homme-là, si l'on veut venir à bout de l'idéologie qui le flatte. Pourquoi lutter contre l'idéologie de la consommation si notre rapport au monde reste de l'ordre de l'appropriation / assouvissement ?*

Nous rappelons à nos chers clients que les affiches MIA-MIAM® sont protégées par la liberté d'expression commerciale.

Tout acte liberticide sera sévèrement puni.

* Selon l'association *Paysages de France*, parmi le million de panneaux publicitaires disséminés sur le territoire français, un tiers au moins est illégal (<http://paysagesdefrance.free.fr>).

En guise de conclusion

Publicité : tu appelleras liberté de réaliser ton désir la soumission à ceux qui te l'ont inspiré.

François Brune, *Médiatiquement correct*, Parangon, 2004

L'idéologie publicitaire repousse sans cesse plus loin les limites de l'instrumentalisation de l'être humain. Les scènes de sexe, de violence, de moquerie et de cynisme sont présents de manière croissante dans les messages publicitaires. La publicité est de plus en plus omniprésente, dans tous les lieux publics, sur tous les supports possibles. Les classes moyennes -qui constituent sa principale cible- ne s'opposent pas à cette évolution. A la fois complices de l'euphorie consommatrice et victimes de cette agression permanente, leur position ambivalente les paralyse. Ce pli mental est de plus en plus marqué, résultat de dizaines d'années d'influence médiatique et d'aliénation publicitaire.

Parallèlement, les exclus et "frustrés de la réussite" sont de plus en plus nombreux. Ils sont désespérés mais impuissants. Leurs esprits sont trop noyés par les slogans issus du monde politico-publicitaire pour trouver en eux la force et l'imagination d'une lutte efficace. Mais surtout, ils sont soumis à une pression sociale de plus en plus forte de la part de la majorité consommatrice. *Car la grande famille euphorique rejette ceux qui se sentent en dehors du coup. Le consommateur passif et dépendant se montre impatient et agressif dès qu'il se sent dérangé dans ses habitudes de consommation. Face aux critiques dérangeantes, il appelle l'ordre répressif qui le protège dans ses satisfaction égoïstes. Les citoyens infantiles ont besoin d'une société totalitaire. « Je veux, je veux tout, je veux tout de suite » : c'est le règne du désir-tyran, celui de l'enfant gâté, dont la totale dépendance va de pair avec un caractère tyrannique.*

Vision catastrophiste ? Pessimiste ? C'est pourtant la soif enthousiaste et optimiste d'un monde plus humain qui nous anime. *Nous ne refusons pas le plaisir, mais la constante réduction de toutes les joies humaines à des plaisirs consommables. Nous ne refusons pas le désir, mais sa perpétuelle dénaturation en un émiettement d'envies immédiates. Nous ne refusons pas le rêve, mais sa négation profonde dans les mensonges de l'opium publicitaire.*

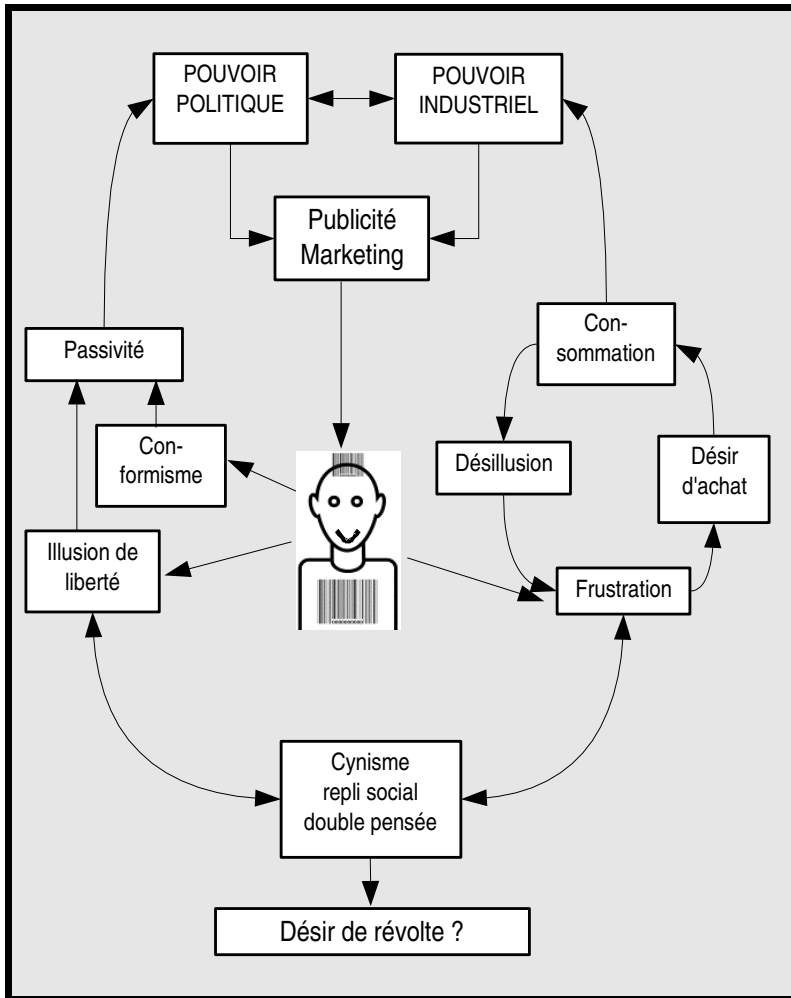
Il ne sera pas dit que nous nous laissons faire.

Et n'achetez pas cette saleté de pât

pâtée MIA-MIAM® , la pâtée qui prend toujours soin de vous

Les conséquences publicitaires

(petit schéma simplifié)



**Allons, vous dramatisez ! Vous voyez tout en noir !
C'est sans doute que vous avez des problèmes personnels.**

**Avez-vous essayé notre nouvelle gamme
MIA-MIAM® *positive attitude* ?**

Post scriptum : vertueuse, la pub ?

Les grandes valeurs de l'Amérique ont été portées par les discours de leurs marques : *Coca-Cola* la jeunesse, *Malboro* la sérénité, *Levis* la liberté, *MacDo* la famille, *Nike* l'engagement personnel...

Jacques Séguéla, publicitaire, *Le Nouvel Economiste*, 26/01/2006.

Sécurité routière, campagnes de contraception ou appels aux dons... La publicité peut-elle être utilisée à bon escient, lors des campagnes d'intérêt général ? A nos yeux, la logique même du langage publicitaire rend dérisoire toute tentative dans ce sens :

- **Dans le cas des dons, la logique reste consommatrice.** A la place du désir d'achat émergent plutôt l'émotion, la pitié, le malaise, un déséquilibre psychique qui peut aller jusqu'à la mauvaise conscience. *Toutes ces publicités laissent croire au citoyen que son comportement d'agent économique supplée à l'exercice de sa vie politique.* Il suffirait de donner un peu de son argent pour changer les choses. Si ce « un peu » apporte sporadiquement des améliorations, cela reste dérisoire, et ne saurait constituer ni une satisfaction, ni de la bonne conscience.

- **Les explications sont infantilisantes.** *Quand bien même on susciterait, provisoirement, des réactions positives mais foncièrement épidermiques, on échouerait en profondeur puisque la "bonne conduite" serait obtenue dans l'inconscience. La nature de la communication publicitaire infantilise le citoyen quand bien même son message est de le rendre responsable. Toute campagne d'intérêt général contribue, en effet, à renforcer chez le citoyen l'habitude de s'entendre donner des leçons, dicter des comportements, des bonnes conduites. Il est maintenu dans une sorte de tutelle idéologique vis-à-vis de laquelle il n'a comme réponse que l'apathie du suivisme ou l'inertie de l'indifférence. Comment la publicité pourrait-elle éveiller ou réveiller le civisme et le sens de la solidarité politique, comment pourrait-elle intéresser les "citoyens" à la vie publique, dès lors que le débat spécifiquement politique, dominé par le marketing et les manœuvres politiciennes, a pour effet de les déconcerner, de les dépolitiser en superficialisant le sens de leurs choix ?*

- **Les campagnes sont banalisées,** *noyées dans la masse, désamorçées par le seul fait qu'elles se confondent avec l'ensemble du phénomène publicitaire.* Une affiche d'enfant handicapé côtoie une publicité pour un shampoing. Ce marketing idéologique ne sert finalement qu'à mieux vendre la publicité, lui servir de caution.

Un peu de pub pour aller (beaucoup) plus loin

Notre brochure est bien trop concise pour être exhaustive...



Le Bonheur Conforme

Essai sur la normalisation publicitaire

François Brune, éd Gallimard, 1985

Un ouvrage pédagogique d'analyse du discours publicitaire et de ses effets sociaux et politiques. Nous nous en sommes fortement inspirés pour réaliser cette brochure.

NO LOGO

La tyrannie des marques

Naomi Klein, éd Actes Sud, 2001

Une enquête de terrain d'une journaliste canadienne sur l'idéologie publicitaire et ses liens avec le milieu industriel, l'esclavage moderne dans les zones franches ou les pays du Sud, etc.



Revue Casseurs de Pub

Tous les ans, en novembre, l'association *Casseurs de Pub* publie une revue critique du discours publicitaire. Vous trouverez sur le site de CdP une bibliographie plus étendue ainsi que de nombreux liens. (www.antipub.net/cdp). A noter que tous les deux mois, CdP publie **LA DÉCROISSANCE, le journal de la joie de vivre**, disponible en kiosque.

MIA-MIAM, un engagement altermondialiste

Nicole Hulat, éd MIA-MIAM, 2005

Depuis de nombreuses années, MIA-MIAM est une entreprise agro-alimentaire à la pointe des innovations en matière de développement durable et de commerce équitable. Mais face aux peurs que suscitent les nécessaires adaptations aux grands défis du XXIème siècle, MIA-MIAM se devait d'expliquer son engagement pour une mondialisation positive. Un livre déjà culte, offert pour chaque achat de trois pâtées MIA-MIAM. N'attendez plus.

MIA-MIAM

**Un
engagement
alter-
mondialiste**

Nicole Hulat

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

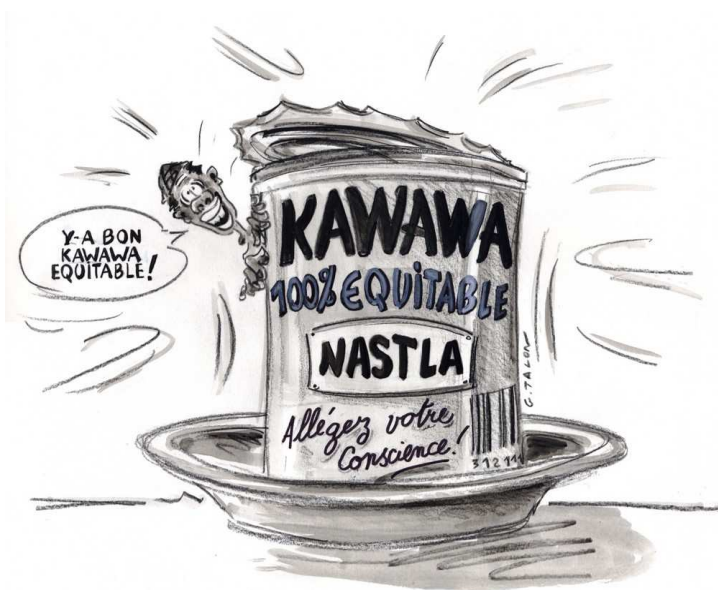
I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

CRITIQUES ET ESPOIRS DU COMMERCE ÉQUITABLE



***Alternative solidaire
ou compromis capitaliste ?***

Pourquoi cette brochure ?

Le commerce équitable rencontre un succès de plus en plus large. En 2005, plus de 70 % des Français avaient entendu parler de cette initiative. Une personne sur deux aurait déjà acheté des produits issus de cette filière*. Par sa force d'évocation positive, le commerce équitable suscite l'adhésion. Il suggère des échanges commerciaux justes, réciproques, solidaires. Il nous est présenté comme une solution efficace pour diminuer les inégalités Nord/Sud, une alternative aux nuisances de la mondialisation capitaliste. Qui oserait s'ériger contre tant de bonnes intentions ?

Nous allons pourtant questionner les présupposés, les principes et la réalité du commerce équitable. Remettre en cause une idée consensuelle est toujours un exercice délicat. Les précédentes versions de cette brochure ont suscité des réactions contrastées, tantôt enthousiastes, tantôt indignées (voir chapitre IV). Nous avons tenu compte des critiques constructives reçues pour rédiger cette nouvelle version.

Fructueuse lecture !

PLAN

I	Critiques du commerce équitable	page 3
II	Un espoir ?	page 21
III	Des alternatives ?	page 23
IV	Réponse aux critiques reçues	page 25

Remerciements : un grand merci à Geneviève et Sylvain pour leurs illustrations.

* sondage Ipsos, mai 2005. Notons que le commerce équitable représente 0,005 % de la consommation totale des ménages français. Les produits qui en sont issus détiennent, suivant les catégories, entre 0,5 % et 1,5 % (c'est le cas du café) du secteur (cf. *Le Monde*, 08/05/2006).

I Critiques du commerce équitable

Nos critiques porteront sur les aspects politiques, économiques, écologiques et idéologiques du commerce équitable. Nous allons expliquer pourquoi nous pensons que le commerce équitable remet peu en cause la domination occidentale sur les pays du Sud ; ne constitue pas une solution à la destruction accélérée de notre environnement ; offre aux multinationales et à l'Etat français un vernis éthique qui masque leurs nuisances ; porte enfin des valeurs qui encouragent la dépolitisation de la population.

1. Longue vie à la domination occidentale

Il s'agit de donner aux producteurs du Sud les moyens de s'engager eux-mêmes dans une dynamique de développement. [...] Le label [Max Havelaar] contribue à l'instauration d'une économie transparente, qui prend en compte les valeurs d'un développement humain et durable.

Extrait du site de l'association Max Havelaar France, février 2005

Le commerce international génère des inégalités ; la mondialisation capitaliste plonge les producteurs des pays du Sud dans la précarité.* A partir de ce constat partagé par tous les acteurs du commerce équitable, nous pourrions imaginer des associations occidentales tenant aux producteurs des pays du Sud le discours suivant : *Vous vivez dans la précarité à cause d'un commerce international injuste ? Nous vous encourageons à lutter contre les politiques internationales et locales qui génèrent ce système inique, à sortir de ce système infernal, à cesser d'exporter et choisir votre propre mode de développement. Révoltez-vous et construisez des alternatives !*

Ce n'est pas le message porté par le commerce équitable. Celui-ci pourrait plutôt se résumer par : *Gardez espoir ! Nous allons créer ensemble un commerce international plus juste, où tout le monde sera gagnant.*

* Sur le commerce international et les mécanismes d'appauvrissement des pays du Sud par les pays du Nord, cf. brochures *A qui profite la dette ? ; L'agriculture de destruction massive ; A qui profite l'aide au développement ? ; Que fait la France en Afrique ?* (Les renseignements généreux).

Pour parvenir à ces fins, le commerce équitable tente de mettre en place, au sein du commerce international, des règles avantageant les petits producteurs par rapport aux conditions commerciales habituelles. Par exemple, les entreprises de transformation et de distribution occidentales s'engagent à acheter les récoltes à un prix minimum garanti ou plus élevé que le cours mondial, à apporter un éventuel soutien technique ou financier. En contrepartie, les coopératives du Sud s'engagent à fonctionner de manière démocratique, à respecter les normes édictées par l'Organisation Internationale du Travail*, à utiliser les bénéfices pour améliorer l'outil de production ou mettre en place des actions de développement (écoles, routes, etc.).**

Autrement dit, il s'agit "d'humaniser" le commerce international pour "corriger" sa tendance inégalitaire et précarisante. En toile de fond, nous retrouvons l'idée selon laquelle capitalisme, équité et justice sociale sont compatibles si des réformes adéquates sont mises en place. Nous retrouvons également l'imaginaire du développement, selon lequel le bien-être économique est l'une des principales sources de bien-être social.***

L'espoir d'une telle initiative réside dans le pari de la *contagion* ; si tous les consommateurs, rebaptisés pour l'occasion « *consommateurs responsables* » ou « *consom'acteurs* », se mettent à boycotter les produits non équitables, toutes les autres filières commerciales et industrielles seront forcées de rejoindre cette alternative. Elles généraliseront des règles sociales bannissant la précarité. Les producteurs des pays du Sud pourront ainsi vivre dignement de leur travail, et les actions humanitaires seront inutiles. C'est le sens du slogan « *Trade, not aid* », "du commerce plutôt qu'une assistance", repris par plusieurs campagnes anglo-saxonnes en faveur du commerce équitable.****



* L'OIT, institution des Nations-Unies, recommande des normes internationales touchant le domaine du travail. Elle n'a aucun pouvoir coercitif.

** Pour plus de détails sur le commerce équitable, cf. association *Max Havelaar* (www.maxhavelaarfrance.org) ou fédération *Artisans du Monde* (www.artisansdumonde.org).

*** cf. brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généreux).

**** Notons que Margaret Thatcher et Ronald Reagan utilisaient ce même slogan pour promouvoir le libéralisme dans les échanges Nord/Sud (cf. *L'an 501*, Noam Chomsky, Ecosociété, 1996).

Ces espoirs sont-ils fondés ? Le commerce équitable peut-il réellement contrecarrer la domination commerciale des pays du Nord ? Il est permis d'en douter. Même si tous les produits du Sud vendus au Nord étaient issus du commerce équitable, l'échange resterait profondément inégalitaire, pour plusieurs raisons :

- **La valeur ajoutée des produits reste au Nord.** Usines de torréfaction, chocolateries, conserveries : la quasi-totalité de l'industrie de transformation des matières premières est occidentale. Comparée au prix de vente final du produit, la part revenant aux petits producteurs reste faible. Elle est de l'ordre de 0,5 à 5 % dans le commerce international classique. Avec le commerce équitable, elle avoisine au mieux les 10 à 20 %*. Mais, globalement, les pays occidentaux -en premier lieu les multinationales- maintiennent leur position dominante. Hormis quelques initiatives exceptionnelles, les petits producteurs du Sud restent dans l'incapacité économique et technique de créer leurs propres filières de transformation. Pour augmenter leurs profits, ils sont contraints de suivre la logique productiviste : toujours plus de rendements, de qualité et de quantité pour espérer davantage de revenus.

- **La logique reste exportatrice.** Les pays du Sud produisent *pour* les pays du Nord. Généralement, eux-mêmes ne consomment pas les produits finis. Par exemple, la consommation de café par les Ivoiriens ou de chocolat par les Colombiens est anecdotique**. Pour réaliser à quel point les pays occidentaux n'ont aucun intérêt à ce que les pays du Sud deviennent réellement autonomes, il suffit d'imaginer la situation si les pays du Sud décidaient d'arrêter de produire et d'exporter des matières premières. L'Occident serait en crise. Métaux, uranium, pétrole, produits alimentaires... : les industries du Nord sont dépendantes d'un apport massif de matières premières du Sud. Depuis la colonisation, le contrôle direct ou indirect des ressources des pays du Sud est l'une des principales motivations des politiques étrangères occidentales.***

- **Les principales causes de l'appauvrissement restent inchangées.** En étudiant les causes de la dette des pays du Sud, nous constatons que le commerce international n'est pas le seul facteur d'appauvrissement. Il faut y ajouter les nuisances de la finance internationale, l'idéologie du développement, les régimes corrompus soutenus ou mis en place par les Etats occidentaux, et surtout les conséquences des politiques internationales des pays industrialisés.**** Par exemple, la situation économique de l'Argentine est principalement le résultat de la politique impérialiste des Etats-Unis. Tout comme la situation du Tchad est principalement le résultat de la politique française.

* Les gains réels du commerce équitable sont cependant controversés, cf. encadré page 7.

** Le constat est similaire à propos du *tourisme équitable*. Les conditions du tourisme sont davantage questionnées que le sens qu'il revêt, à commencer par son manque de réciprocité (cf. brochure *En vacances j'oublie tout ?* Ritimo, 2005).

*** Quelques exemples. En 2003, 50% de l'énergie totale consommée en France était issue du pétrole, importé pour 24% du Moyen-Orient et 22% d'Afrique. En 2001, 78% de l'électricité consommée en France était d'origine nucléaire, mais plus de 60% de l'uranium était importé d'Afrique (source : Ministère de l'économie).

**** cf. brochure *A qui profite la dette ?* (Les renseignements généraux).

Productivisme, économie basée sur les exportations, épuisement des ressources naturelles, faible valeur ajoutée, endettement, népotisme... Depuis la colonisation, ces tendances des relations Sud/Nord sont inscrites au cœur du système capitaliste et impérialiste occidental. Elles ont généralement été reprises et encouragées par l'idéologie du développement.*



Pour rompre avec cette logique de domination, les transformations nécessaires ne sont pas seulement économiques, elles sont avant tout politiques. Comme le soulignait par exemple François-Xavier Verschave à propos de l'Afrique francophone, « *quand vous regardez de près la situation d'un certain nombre de pays d'Afrique, vous voyez que ces pays ont toutes les ressources humaines et matérielles pour s'en sortir. Seulement, les ressources matérielles sont complètement détournées, et les ressources humaines valables sont mises en prison, en exil ou éventuellement corrompues : on a bien affaire à un problème politique.* »** Vu sous cet angle, l'espoir réside moins dans la « consom'action » occidentale que dans l'extension des luttes sociales et des actions collectives pour la démocratie, au Nord comme au Sud.

Le commerce équitable, un "moindre mal" ?

Chaque année, à l'occasion de la *Quinzaine du commerce équitable****, des associations ou des entreprises de commerce équitable invitent des petits producteurs à s'exprimer lors de tournées en France. Ces producteurs sont évidemment enthousiastes. Pour eux, quelles que soient les critiques, le commerce équitable constitue un commerce « *moins pire* » ou « *moins injuste* » que le système classique. Nos critiques leur paraissent souvent déplacées, voire insultantes. De fait, les producteurs du Sud sont très nombreux à souhaiter participer au commerce équitable. Indéniablement, cette initiative suscite un engouement au Sud. On estime entre 1 et 3 millions le nombre de producteurs bénéficiant des conditions du commerce équitable. Il faut bien prendre en compte cette pression des producteurs pour comprendre l'importante motivation des militants occidentaux concernant le commerce équitable. Mais cet engouement ne doit pas endormir notre esprit critique.

* Sur l'histoire de la colonisation, cf. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Eduardo Galeano, Pocket, 2001 ; *Une histoire populaire des Etats-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002 ; *L'an 501*, Noam Chomsky, Ecosociété, 1996 ; *La Françafrique*, F.X. Verschave, Stock, 1998 ; *Exterminez toutes ces brutes*, Sven Lindqvist, Serpent à plumes, 1999.

** conférence à Grenoble, 24/05/2005 (cf. brochure *Que fait la France en Afrique ?* Les renseignements généraux).

*** évènements organisés en France depuis l'an 2000, en mai.

Le label *Max Havelaar*, des gains dérisoires ?

L'association *Max Havelaar* estime que grâce au commerce équitable qu'elle a mis en place, les bénéfices pour les producteurs par rapport au commerce conventionnel représentaient 50 millions d'euros en 2004, et concernaient un million de personnes.* Rapportés au nombre des bénéficiaires, ces bénéfices représentaient une moyenne par personne de 50 euros par an, environ 4 euros par mois. Ces bénéfices ne reviennent pas directement aux producteurs, mais aux coopératives qui reversent la quote-part revenant aux petits paysans qu'après avoir prélevé leurs propres frais de fonctionnement.



Notons qu'en général, l'importateur, le distributeur et le torréfacteur n'ont pas d'efforts financiers à fournir. Commerce équitable ou non, ils réalisent des marges identiques. C'est le consommateur qui paye le surcoût lié au commerce équitable. Sur le prix d'un paquet de café équitable labellisé *Max Havelaar*, environ 20 % seulement concerne la partie « équitable » (effort pour les petits producteurs). Pour donner un ordre de grandeur, sur un paquet coûtant 2,85 euros en magasin, 0,05 euros sont reversés à l'association *Max Havelaar* et 0,6 euros pour le café et la coopérative. Cela représente deux à quatre fois plus que le commerce traditionnel. Ces chiffres officiels doivent être cependant manipulés avec précaution, car il semble difficile de comprendre exactement comment l'association *Max Havelaar* calcule ces ratios.

Les critiques du commerce équitable portent parfois sur le manque d'inspections de la part des organismes certificateurs. L'association *Max Havelaar* possède une cinquantaine d'inspecteurs au niveau mondial. Ce chiffre est très faible rapporté au nombre de producteurs concernés. Les contrôles sont donc peu fréquents et d'une courte durée. De quoi alimenter les suspensions de tricheries et de corruption.

Source : *Les coulisses du commerce équitable*, Christian Jacquiau, Mille et une nuits, 2006

* *Fair(e) Actualités* n°7, Max Havelaar, avril 2005.

2. L'impasse écologique

La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables. Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. Il est temps, je crois, d'ouvrir les yeux.

Jacques Chirac, sommet de la Terre de Johannesburg, 2002

Le transport des bananes s'effectue dans des bateaux frigorifiques spécialisés, des "bananiers". Les bananes sont stockées dans des cales réfrigérées à $\pm 14^{\circ}\text{C}$ pour empêcher leur mûrissement. Ces bananes ont été cueillies la veille. Le voyage dure environ 11 jours.

site internet de l'entreprise Van Damme, février 2005

On estime que le transport maritime génère environ 12 % de la pollution des océans.

Rapport des Nations Unies, 1998

Dans certaines publicités, le commerce équitable est associé au concept de développement durable ou à la préservation de l'environnement. Il s'agit d'une imposture. Dans un monde où tous les produits seraient issus du commerce équitable, la destruction accélérée de notre environnement ne serait pas évitée. Les avions, bateaux et camions qui transportent les produits équitables sur des milliers de kilomètres contribuent au réchauffement planétaire, à la pollution de l'air et des océans. Les emballages des produits du commerce équitable sont identiques aux produits de consommation classiques (suremballages, films plastiques, pas de ventes en vrac, etc.). Ils rejoignent les centaines de kilogrammes de déchets ménagers rejetés chaque année par chaque Français.

Cette critique ne concerne évidemment pas les seuls produits équitables, mais tous les produits consommés en Occident*. En Europe, notre empreinte écologique** est si élevée que si tous les habitants de la planète avaient un mode de vie identique au notre, il faudrait une surface totale équivalente à deux planètes Terre supplémentaires.

* Y compris pour les produits issus de l'agriculture biologique. Par exemple, peut-on raisonnablement parler de « *barres de céréales bio* » quand chacune des barres est emballée individuellement, le tout vendu dans un paquet en carton plastifié, et que les denrées qui constituent la barre ont voyagé, par camion ou avion, sur des milliers de kilomètres ?

** L'empreinte écologique d'un individu désigne la surface en hectares et les ressources nécessaires pour maintenir un niveau de vie constant et assurer l'élimination des déchets produits par cet individu. La moyenne mondiale de l'empreinte écologique est estimée à 2,5 ha par personne. Un-e Européen-e aurait besoin de 5 ha pour maintenir son niveau de vie, un-e Américain-e du Nord 10 ha. Attention, ces chiffres sont approximatifs (cf. <http://fr.wikipedia.org>).

Pour ces raisons, commerce équitable et écologie sont incompatibles. Qui souhaite se nourrir de la manière la plus "écologique" possible consommera des fruits et légumes de saison, produits localement, des céréales cultivées le plus près possible de chez soi, évitera au maximum les produits exotiques, équitables ou non, et éliminera de sa consommation les produits issus de cultures transgéniques ou ayant nécessité l'usage de pesticides et insecticides de synthèse.

Pour expliciter davantage notre position, prenons l'exemple de l'empreinte écologique du jus d'orange. Un produit anodin, banal. Et pourtant... 90% du jus d'orange produit dans le monde est consommé en Europe, au Japon et aux États-Unis. Plus de 80% du jus d'orange bu en Europe provient du Brésil, principal producteur mondial. L'Allemagne est le plus gros consommateur mondial, avec 21 litres par habitant et par an. Le jus d'orange effectue un voyage d'environ 12 000 kilomètres pour aller du Brésil en Allemagne.

La fabrication du jus d'orange nécessite de l'eau et du pétrole. Le pétrole sert comme énergie pour le procédé de concentration du jus, pour le transport et la congélation. L'eau est, quant à elle, évaporée lors de la phase de concentration, puis diluée après l'arrivée en Allemagne. En tout, chaque tonne de jus d'orange brésilien nécessite environ 100 kilogrammes de pétrole et 22 tonnes d'eau. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'énergie utilisée pour obtenir le pétrole et la fabrication des usines de transformation. Aux États-Unis, où la culture des orangers nécessite une irrigation intensive, un litre de jus d'orange nécessite en moyenne 1 000 litres d'eau et 2 kilogrammes de pétrole.



Rapporté aux surfaces agricoles nécessaires, il faut environ 24 mètres carrés de terrain pour produire les 21 litres de jus d'orange que boit annuellement un Allemand. Autrement dit, la consommation totale annuelle de jus d'orange, en Allemagne, nécessite 150 000 hectares au Brésil, soit trois fois plus que la surface consacrée aux cultures fruitières en Allemagne. Si tous les habitants de la planète consommaient autant de jus d'orange, il faudrait des orangeraies sur plus de trois fois la superficie totale d'un pays comme la Suisse. Pour le seul jus d'orange. Équitable ou non.**

** Source sur le jus d'orange : *Vers une écologie industrielle*, Suren Erkman, Charles Léopold Mayer, 2004.

3. La démocratie au fond des caddies

Pour un monde plus juste, faites vos courses.

affiche de l'association *Max Havelaar*, 2006

Les slogans du commerce équitable présentent souvent l'acte d'achat comme un vote démocratique. Le pouvoir d'achat serait pour le « *consomm'acteur* » l'un des derniers pouvoirs disponibles pour "corriger" le système capitaliste. Derrière cette rhétorique, nous retrouvons une idée centrale de la philosophie libérale (qui se présente comme la seule voie possible) : l'idée selon laquelle le consommateur serait roi et orienterait par ses choix de consommation la production de marchandises. La réalité nous semble bien différente. Notre pouvoir de consommateur est en effet très relatif :

- **Les industries influencent nos choix par la publicité.** Dans la rue, à la radio, à la télévision, nous entendons ou croisons 100 à 300 slogans publicitaires par jour, plusieurs millions en l'espace d'une vie. Ce matraquage permanent oriente nos désirs, nous habituant dès l'enfance à envisager le bonheur par la consommation.* Les capacités d'influence des industries sont sans commune mesure avec celles des consommateurs, quand bien même ils se regroupent en association, en mouvements politiques, etc. Rien qu'en 2004, les industriels ont dépensé plus de 11 milliards d'euros en publicité.**

- **Nos choix restent très limités.** Nous pouvons seulement choisir parmi des produits déjà commercialisés.

- **Nous sommes à la merci de toutes les impostures,** tels les pseudo-labels concernant les produits équitables ou biologiques. Car, au-delà des slogans publicitaires et de quelques garanties labellisées, nous ne savons presque rien de ce que nous consommons : lieux et conditions de production, origine exacte des matières qui constituent les produits, impacts écologiques et sociaux, devenir des produits une fois usagés, etc. Le consommateur, même organisé en "Union fédérale des consommateurs"***, n'a qu'un pouvoir très faible sur les industries et une connaissance infime des centaines de milliers de produits commercialisés.

* Pour un exposé détaillé des impacts publicitaires, cf. brochure *Pub : la conquête de notre imaginaire*, Les rens. généreux.

** source : *France Pub* 2005.

*** comme l'*Union Fédérale des Consommateurs*, association regroupant 105 000 consommateurs français et publiant la revue *Que Choisir ?*, www.quechoisir.org.

- **Le concept de pouvoir d'achat est élitiste.** Dans une société marquée par des inégalités économiques croissantes, présenter le pouvoir d'achat comme un pouvoir démocratique, c'est accepter que certains aient plus de pouvoir que d'autres... De fait, les bons produits bio et équitables sont actuellement consommés par les classes moyennes ou aisées*, tandis que les classes populaires consomment les produits "premiers prix". Nous sommes bien loin du principe d'égalité politique, fondement de la démocratie.**

Pour toutes ces raisons, la rhétorique du consomm'acteur nous déplaît. A nos yeux, les changements de société sont davantage le résultat de mobilisations politiques que de comportements économiques individuels***. Si nous voulons un monde plus juste, il ne suffit pas de faire nos courses. Nous refusons de réduire nos choix à un café équitable ou non, dans un supermarché. Nous voulons la disparition des grandes surfaces et de leur logique de profit à tout prix. Pour parvenir à ces fins, nous ne devons pas être des consomm'acteurs, mais des acteurs politiques. Nous devons nous organiser collectivement, participer à des luttes sociales, exiger des transformations politiques et économiques profondes.****

Cette démarche politique n'exclue pas une transformation de nos comportements individuels, bien au contraire. *« Lorsque nous proclamons notre hostilité au "système capitaliste", et que toutes les critiques que nous formulons s'adressent exclusivement à ses structures économico-politiques objectivées, il est clair que notre analyse s'est arrêtée à mi-chemin et que nous avons oublié de nous interroger sur la partie intériorisée du système, c'est-à-dire sur tout ce qui en nous contribue à faire fonctionner ces structures, causes de tant de dégâts autour de nous. »****** Ce que nous reprochons aux principaux acteurs du commerce équitable, c'est de ne pas inscrire leurs actions dans une perspective de lutte sociale plus globale.

On pourra nous répondre que les deux approches sont complémentaires : acheter équitable ET lutter collectivement. Nous constatons cependant que peu d'acteurs du commerce équitable appellent explicitement à rejoindre des luttes collectives. Quand au principal acteur du commerce équitable en France, comme nous allons le voir à présent, sa marge de manoeuvre est réduite.

* Ainsi, « les consommateurs réguliers ou occasionnels de produits labellisés par Max Havelaar appartiennent la plupart du temps aux couches aisées de la population (39% disposent de plus de 3000 euros par foyer) qui ont fait des études supérieures (76%). » (dossier de presse Max Havelaar France, mai 2006)

** Notons au passage que notre pouvoir d'achat dépend essentiellement de notre salaire, lui-même conditionné par notre travail. Or non seulement le marché du travail est en crise, mais il constitue pour beaucoup une aliénation, une activité absurde. cf. *Manifeste contre le travail*, groupe Krisis, disponible sur <http://infokiosques.net> ; *Manifeste des chômeurs heureux*, ouvrage collectif, Le chien rouge, 2006 ; documentaire *Attention Danger Travail*, Carles, Coello et Goxe, 2003.

*** Lire par exemple l'histoire des avancées sociales dans *Quand la Gauche essayait*, Serge Halimi, Arléa, 2000.

**** Pour contrecarrer tout désir de changement, le libéralisme nous est souvent présenté comme une réalité "naturelle" (cf. « *Le libéralisme n'est pas une construction intellectuelle comme le marxisme : le monde a été créé ainsi.* » Jean-Marc Sylvestre, rédacteur en chef à TF1, chroniqueur à France Inter, *VSD*, 20/01/2005). Il s'agit pourtant d'une construction politique et historique qui a nécessité et nécessite toujours des lobbys, des manipulations politiques, de nombreuses interventions étatiques (cf. *Le grand bond en arrière*, Serge Halimi, Fayard, 2004).

***** Alain Accardo, *De notre servitude volontaire, lettre ouverte à mes camarades de gauche*, Agone, 2001.

4. Le vernis éthique

La mondialisation engendre, aujourd'hui, bien des peurs : peur de voir s'aggraver les dangers réels que court notre environnement, peur de voir s'accroître les déséquilibres entre les pays, les régions et les peuples [...] Chez *Carrefour*, nous avons, au contraire, foi dans l'avenir du monde. Présents dans 29 pays, nous vivons cette "mondialisation positive" de l'intérieur, au cœur des populations, et croyons qu'une mondialisation équitable, respectueuse de la diversité de chacun, est possible.

Daniel Bernard, PDG de *Carrefour*, site internet de *Carrefour*, début 2005

Depuis 1999, suite à une campagne de pétitions lancée un an plus tôt**, les produits labellisés *Max Havelaar* ont fait leur apparition sur les rayons des moyennes et grandes surfaces. Désormais, les six groupes qui contrôlent plus de 90 % de la distribution des produits de consommation en France (*Carrefour*, *Leclerc-Système U*, *Casino*, *Cora*, *Intermarché* et *Auchan*) se lancent dans le "commerce éthique". « *Nous avons longtemps hésité avant de nous lancer dans le commerce équitable, mais, aujourd'hui, nous voulons être leader sur ce segment* », affirme par exemple Michel-Edouard Leclerc (*Le Monde*, 08/05/2006).

Les années passant, d'autres multinationales ont rejoint l'initiative du commerce équitable. Citons quatre exemples emblématiques :

- *Accor* a introduit le café labellisé *Max Havelaar* dans ses hôtels de prestige *Sofitel* depuis 2003. « *Sofitel a été choisi, car nous pensions que les CSP plus [catégories socioprofessionnelles supérieures] seraient plus réceptifs à ces produits.* »*** précise le Responsable développement durable du groupe.
- *Mc Donald's* propose du café labellisé *Max Havelaar* dans ses 140 restaurants Suisse, depuis 2003.
- *Nestlé* commercialise depuis 2005, en Angleterre, le *Nescafé Partner's Bend*, « *un café qui aide les paysans, leur communauté et leur environnement* ».
- *Dagris*, multinationale agro-industrielle française spécialisée dans la culture et l'importation de coton, a signé en 2005 un partenariat avec *Max Havelaar* pour développer le « *coton équitable* », avec le soutien du ministère des Affaires étrangères français (subvention de 600 000 euros), tout en continuant à produire une immense majorité de coton non-équitable et en développant les cultures transgéniques.

* Daniel Bernard a été évincé de *Carrefour* en février 2005. Ses indemnités de licenciement se sont élevées à 38 millions d'euros. C'est l'équivalent de plus de 3 000 années de salaire d'une caissière (*Le Nouvel Observateur*, 29 avril 2005).

** Campagne « Exige des produits éthiques » initiée par *Max Havelaar* et relayée par *Attac*, *Artisans du Monde*, le *CCFD*...

*** Novethic, 18/06/2003, cité dans *Les coulisses du commerce équitable*, déjà cité.

Un produit peut-il se dire équitable dans de telles conditions ? Les grandes surfaces sont régulièrement dénoncées pour les conditions de travail de leurs employé-e-s, leur pression sur les producteurs, les prix pour les consommateurs/ice-s, leur manque de considérations écologiques, les impacts sur les commerces de proximité, les affaires de corruption. Le groupe *Accor* est réputé pour les salaires précaires et les conditions de travail déplorables de ses femmes de chambre. *Mc Donald's* est célèbre pour sa "malbouffe" et la précarité de ses salariés. *Nestlé* a été impliqué dans de nombreux scandales, dont celui du lait en poudre dans les pays du Sud.* Enfin, *Dagris*, ancienne Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT) « a été l'un des piliers des réseaux de la *Françafrique* », décrite par François-Xavier Verschave comme « un outil néocolonial important qui a pactisé en son temps avec les dictateurs en place au Mali, au Sénégal, au Cameroun et au Niger. ». Elle est également un fer de lance du développement des OGM.**

Cette situation ne dérange pas l'association *Max Havelaar*, avant tout préoccupée par la volonté d'« aller là où le client se trouve »***. Le président de *Max Havelaar* France présente le choix de *Mc Donald's* comme un « aboutissement positif » : « Aujourd'hui, n'importe quelle entreprise peut décider de consommer biologique ou équitable. La question qui est posée est de savoir s'il faut mettre en place des actions visant à les en empêcher. Notre réponse est claire : nous souhaitons le développement de la consommation de produits du commerce équitable, et ce dans le cadre de deux objectifs prioritaires : d'une part, répondre aux besoins des producteurs défavorisés des pays du Sud, d'autre part, au-delà de la survie de milliers de familles au Sud, contribuer au changement des pratiques du commerce mondial. » (mensuel *Silence*, novembre 2003) Pour le chargé de l'information de *Max Havelaar* Suisse, « en aucun cas il ne s'agit pour nous de jouer les alibis, de redorer le blason de *Mc Donald's* [...] C'est *Max Havelaar* qui infiltre *Mc Donald's* et non l'inverse. » (*Kapital*, www.largeur.com).



* Dans les années 1990, pour augmenter les ventes de lait en poudre, *Nestlé* a mené des campagnes publicitaires intensives, utilisant notamment le personnel des hôpitaux, pour encourager l'allaitement artificiel. Or ce dernier « suppose à l'évidence l'utilisation d'eau, une eau très rarement pure dans le tiers-monde. [...] Il faut aussi que la famille dispose des moyens nécessaires à l'achat des boîtes de lait, faute de quoi la tentation est grande de diluer exagérément la poudre. [...] Les risques sanitaires imputables à l'allaitement artificiel [provoquent] de multiples agressions microbiennes, virales et parasitaires dues à l'eau souillée, au biberon non désinfecté, à l'absence des moyens de conservation [et entraîne] une malnutrition massive due à l'excessive dilution du lait en poudre. [...] C'est ainsi, estime l'Unicef, qu'à l'heure actuelle [1997] un million et demi d'enfants meurent chaque année des effets directs ou indirects de l'alimentation au biberon. » Une situation qui perdure. Ces biberons qui tuent, *Le Monde Diplomatique*, décembre 1997.

** Pour aller plus loin sur tous ces sujets ; les grandes surfaces : *Les coulisses de la grande distribution*, Christian Jacquiau, Albin Michel, 2000 et journal *CQFD* ; *Accor* : 7 jours sur 7 à votre service, Yann Chollet, du Vent, 2002 et *Politis*, 27/06/2002. ; *Mc Donald's* : film *Super size me*, 2004 ; *Dagris* : *Silence* n°323, mai 2005 et *Politis*, 17/03/2005.

*** Contrairement à la fédération *Artisans Du Monde*, qui a choisi une diffusion dans des boutiques essentiellement gérées par des bénévoles. Notons qu'actuellement, selon le type de denrées, 55 à 90% des produits équitables sont distribués par les grandes et moyennes surfaces. La situation est identique pour les produits biologiques.

Il suffit de consulter les sites internet des grandes surfaces et des multinationales en question pour constater l'effet inverse. Les publicitaires instrumentalisent l'image vertueuse du commerce équitable pour "redorer leurs blasons". Proposer ce type de produits est en effet générateur d'une bonne conscience qui peut facilement être détournée au bénéfice d'autres symboles, à commencer par la renommée de l'entreprise. Parce qu'elle proposait, parmi ses 100 000 produits référencés, une dizaine de produits labellisés *Max Havelaar*, la chaîne de grande distribution *Monoprix* n'a pas hésité à s'auto-proclamer « *magasin citoyen* ». *La Redoute* également. Pour le système commercial dominant, le commerce équitable n'est pas un danger. Son image vertueuse est facilement récupérable. Les quelques produits équitables distribués seront de plus en plus brandis pour masquer les autres produits qui ne font l'objet d'aucune réflexion sociale et environnementale.*

Les multinationales n'ont aucun intérêt à développer une réelle conscience sociale et environnementale au sein de la population. Au mieux, elles ont tout intérêt à entretenir la confusion. Ainsi, la campagne publicitaire 2004 de *Carrefour* proclamait « *mieux consommer, c'est urgent* », puis, quelques semaines plus tard, faisait la réclame des produits « *premiers prix* »... Parfaite illustration du concept de "double-pensée" décrit par Orwell dans son roman *1984*. Cette confusion est accentuée par le fait que les slogans équitables sont généralement de même nature que le discours publicitaire dominant : simplification, incitation à la (sur)consommation, appel à l'émotion, infantilisation. Les publicités pour le commerce équitable cherchent à créer une pulsion d'achat assortie de "bonne conscience". Rares sont les appels au raisonnement, aux réflexions sur la situation du monde.**

Les acteurs dominants du capitalisme ne sont pas les seuls à saisir l'intérêt d'instrumentaliser l'image vertueuse du commerce équitable. Ainsi, pour le président Jacques Chirac, « *Promouvoir le commerce équitable, c'est réconcilier l'acte de consommation avec la défense des valeurs éthiques et de dignité humaine, valeurs que la France porte dans les enceintes internationales* »***. Un an plus tôt, le même Jacques Chirac nommait Francisco Van der Hoff, initiateur de la démarche *Max Havelaar* aux pays Bas, Chevalier de la Légion d'Honneur. Il l'accueillait par ces mots : « *Le succès rencontré par cette forme nouvelle de contrat éthique entre le consommateur du Nord et le producteur du Sud témoigne de l'aspiration croissante des citoyens à une économie plus humaine et à une mondialisation plus solidaire. Cette aspiration, nous ne pouvons plus l'ignorer.* » (Palais de l'Elysée, 14/06/2005). Depuis plusieurs années, le ministère des affaires étrangères subventionne l'association *Max Havelaar* France à hauteur de plusieurs millions d'euros.

* Nous retrouvons ici la même problématique de récupération politique et commerciale que pour le développement durable... cf. brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

** Au sujet des effets sociaux du discours publicitaire, lire la brochure *Pub : la conquête de notre imaginaire* (Les renseignements généraux).

*** Discours du 3 mai 2006, *Le Monde*, 08/05/2006.

Voilà donc un président impliqué dans de nombreux scandales, acteur majeur de la Françafrique*, un président dont le gouvernement met en place l'immigration sélective, renforce la police au détriment des services sociaux, abaisse la fiscalité pour les riches, crée des contrats précaires, traite les mouvements sociaux par la répression, impose sans débat public les OGM en plein champs, le renouvellement du parc nucléaire et le développement des nanotechnologies. Et quand cet homme parle de « *valeurs éthiques* » et de « *dignité humaine* » devant la plus grande association française de commerce équitable, celle-ci ne manifeste pas aucune opposition publique.**

Quelle société espère donc l'association *Max Havelaar* ? Une France où se croiseraient dans le ciel des avions ravitaillant les grandes surfaces en produits équitables, et des charters de sans-papiers expulsés vers leurs pays d'origine ? Des étals regorgeant de tablettes de chocolat équitable, tandis que la plupart des pays d'Afrique francophone sont sous la tutelle de dictatures soutenues par l'Etat français ? Un gouvernement dont certains membres se félicitent du commerce équitable, tandis qu'ils sont impliqués dans de nombreux scandales ? Vous ne trouverez sur le site de l'association *Max Havelaar* aucune critique approfondie sur tous ces sujets.

Le commerce équitable, comme le développement durable, est un sujet consensuel qui permet de masquer les antagonismes et la "guerre sociale" en cours. « *L'idée selon laquelle nous partagerions tous les mêmes intérêts (responsables politiques et simples citoyens, millionnaires et sans abri) est un leurre. C'est un mensonge fort utile à ceux qui dirigent ces sociétés modernes où le soutien populaire est nécessaire au fonctionnement sans accroc de la mécanique du quotidien et au maintien de la répartition actuelle de la fortune et du pouvoir.* »*** Sur notre planète, des intérêts gigantesques sont en conflit : l'égalité contre la cupidité, la démocratie contre l'élitisme. la guerre contre la paix, le nationalisme contre l'internationalisme. Les supermarchés, l'Etat français et les multinationales ne sont pas du côté des opprimés. Ils sont au contraire les principaux responsables de la destruction accélérée de notre environnement, de la mondialisation sauvage ou encore de l'accroissement des inégalités. Comment expliquer, dans ce contexte, le succès consensuel d'associations comme *Max Havelaar* ? Comme nous allons le voir, il s'agit en grande partie des effets de l'idéologie du "capitalisme à visage humain", très répandue dans les milieux du commerce équitable.

* Pour des exemples précis, lire *Noir Chirac*, François-Xavier Verschave, Les arènes, 2002 ; *Impunités françaises*, Sébastien Fontenelle, Privé, 2006. Voir également notre florilège de citations, sur le site des renseignements généraux.

** Notons que les autres aspirants au pouvoir, de quelque bord qu'ils soient, souhaitent également développer le commerce équitable. Pour le parti socialiste, « *le commerce équitable apparaît comme un outil parmi d'autres pour accroître le développement et l'autonomie des pays du Sud* » (28/04/06, www parti-socialiste.fr). Pour le Parti Communiste français, « *Aujourd'hui, de plus en plus de nos concitoyens, décident d'entrer dans le cercle du commerce équitable. [...] Ces citoyens contribuent ainsi au dépassement du capitalisme.* » (www.pcf.fr). Même le Mouvement Pour la France affirme vouloir « *placer les futures négociations de l'OMC non pas sous le signe de la libéralisation pure et simple, mais sous le signe du "commerce équitable", ou de la "libéralisation équilibrée"* » (www.mpf-villiers.com).

*** Howard Zinn, *Nous, le peuple des Etats-Unis...*, Agone, 2004, p22.

5. Vers un capitalisme à visage humain ?

Celui qui n'accepte pas la rupture, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du parti socialiste !

François Mitterrand, discours du congrès d'Epinay, 11/06/1971*

Le révolutionnarisme est derrière nous. Il n'y a pas de modèle alternatif [...]. Il faut pousser la logique de la globalisation jusqu'au bout.

Lionel Jospin, sommet de Florence, novembre 1999**

Face aux critiques exposées jusqu'ici, la réponse de la plupart des acteurs du commerce équitable pourrait se résumer ainsi : « *Vous en demandez trop. Le commerce équitable n'est pas un mouvement politique. Nous nous concentrons exclusivement sur l'aide aux petits producteurs.* » Les associations de commerce équitable se présentent d'ailleurs souvent comme « *apolitiques* ».

Apolitique, le commerce équitable ? Bien au contraire, il est hautement *politique*, si par ce terme nous désignons tout ce qui concerne l'organisation d'une société. Partant du principe qu'un "bon" développement est possible, qu'il existe un "bon" capitalisme ou une "bonne" mondialisation***, le commerce équitable propose une réforme des échanges Nord/Sud. Ce faisant, il légitime l'idéologie du développement et de la mondialisation capitaliste. Le concept de commerce équitable, comme celui de développement durable, nourrit l'idée selon laquelle équité ou écologie sont compatibles avec la société capitaliste industrielle, les réseaux de grande distribution, les multinationales, le style de vie consumériste, ou encore les politiques internationales des puissances occidentales. Vu sous cet angle, le commerce équitable n'est pas un simple appui aux petits producteurs des pays du Sud, mais également un appui politique et idéologique au système capitaliste.

Certes, beaucoup de militant-e-s du commerce équitable sont critiques vis-à-vis du système économique actuel, de la spéculation sauvage, du pouvoir des multinationales, de la marchandisation des rapports sociaux, du creusement des inégalités ou encore du travail des enfants. Mais contrairement aux mouvements anticapitalistes, ils ne proposent pas de rupture radicale avec le système dominant.

* cité par Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Fayard, 2004.

** cité par Michel Barrillon dans *Attac, encore un effort pour réguler la mondialisation ?!*, Climats, 2001.

*** cf. « *Le label [Max Havelaar] offre une solution pragmatique et concrète aux aspects négatifs de la mondialisation* », site de l'association *Max Havelaar*, mars 2005.

Ils prônent plutôt son "réaménagement", c'est-à-dire la mise en place de réformes permettant de conserver les "bons" côtés de la mondialisation (le chocolat, les bananes, le tourisme, l'électronique à bas prix, etc.) et supprimer ses "mauvais" côtés (l'esclavage moderne, les délocalisations, la pollution, etc.). Autrement dit, la transformation du capitalisme "sauvage" en capitalisme "à visage humain".

Pour nous, cet espoir est une illusion. Les mécanismes de la Françafrique, la dette des pays du Sud ou encore l'essor des paradis fiscaux et judiciaires montrent à quel point le profit et l'exploitation forcenée constituent le moteur central du capitalisme. Ce système social, basé sur la recherche de gain à tout prix, l'accumulation du Capital et la propriété privée, néglige, structurellement, les besoins de l'humanité. Il est certes possible de mettre en place des contre-pouvoirs permettant d'en limiter les nuisances. Mais fondamentalement, le capitalisme est un système social nuisible.

A nos yeux, il est illusoire de penser que *Total*, *Nike* ou *Coca-Cola* s'intéresseront un jour *réellement* à la liberté et au bien-être des populations.* La raison d'être des multinationales, leur structure juridique même, est la recherche du profit maximal par tous les moyens (exploitation de la main d'oeuvre, délocalisations, pillage des ressources, pollution, ingérence, clientélisme, etc.). Même si des avancées sont possibles, elles ne peuvent être que limitées. Prenons l'exemple du pétrole : les compagnies pétrolières pourraient certes accepter de mieux rétribuer les pays producteurs. Mais en aucun cas elles ne cesseront le soutien aux dictatures ou le clientélisme, condition même de leurs possibilités d'exploiter le pétrole.**

En revanche, les multinationales utiliseront de plus en plus l'image "écologique" ou "éthique" pour faire la promotion de leurs produits. Des constructeurs automobiles comme *Honda* présentent déjà leurs modèles en fonction de leur impact environnemental, avec des slogans comme « *allégez votre conscience* ». Des labels de commerce équitable répondant à des normes moins contraignantes sont en préparation.*** Plus la demande de produits équitables deviendra significative, plus la machine commerciale s'adaptera pour faire du profit avec cette nouvelle tendance, se contentant, pour l'essentiel, de faire coïncider la demande des consommateurs avec l'image des produits proposés. Ces tentatives seront, à coup sûr, des succès, car la machine de propagande commerciale est d'une puissance sans commune mesure avec celle du milieu associatif. Demain, une multinationale peut très bien lancer une campagne sans fondement sur le thème « *Nous contribuons au commerce équitable : chaque produit de notre marque respecte le cahier des charges du commerce équitable* ». Bien que beaucoup de personnes ne soient pas dupes, l'impact sur l'imaginaire collectif est suffisamment important pour donner l'impression que les multinationales sont en mesure d'allier capitalisme, éthique et écologie.

* Vu sous cet angle, les efforts du collectif *De l'éthique sur l'étiquette* (www.ethique-sur-etiquette.org) pour faire adopter des « codes de bonne conduite » aux multinationales semblent limités. (cf. Film *The corporation*, Abbott, Achbar, 2004).

** cf. spectacle *Elf, la pompe Afrique*, Nicolas Lambert, www.unpasdecote.org, disponible en livre et DVD.

*** Depuis juin 2006, Jacques Vabre propose par exemple « *Un café pour agir : responsable, éthique et durable* » sous le label *Rainforest Alliance* (*Le Monde* 2, 03/06/2006).

Dans ces conditions, pourquoi ne pas remettre en cause les fondements même du système capitaliste ? Au lieu de tenter de "changer les règles du jeu", pourquoi ne pas remettre en question le sens du jeu lui-même ? Bien sûr, cette position semble idéaliste. Le jour de la chute du capitalisme n'est pas encore arrivé... Mais, pour qui est convaincu de la nécessité d'une rupture avec les logiques actuelles, il est indispensable de combattre les idéologies qui tendent à éloigner toujours plus loin l'imaginaire anticapitaliste. C'est en ce sens que le commerce équitable peut être soumis à de vives critiques et présenté comme une promotion de "l'horreur atténuée", un endormissement de l'action politique radicale, un facteur de dépolitisation. Si, à l'heure actuelle, le dépassement du capitalisme est un objectif qui paraît lointain et inaccessible, ce "doux rêve" ne nous semble pas plus invraisemblable qu'un "bon" capitalisme, juste, fraternel, écologiste ou équitable. Il est permis de douter qu'un monde où tous les produits seraient équitables verrait la fin des licenciements massifs, du travail aliénant, de la domination Nord/Sud, de la crise écologique, etc. Et les avantages que retirent actuellement les producteurs des pays du Sud grâce au commerce équitable semblent dérisoires comparés à l'extension des crises politiques, sociales et écologiques mondiales.

Pour toutes ces raisons, le commerce équitable peut être perçu comme de "parfaites menottes". Là où le commerce international "classique" crée une pauvreté insoutenable, le commerce équitable pourrait, au contraire, maintenir les populations du Sud en état de survie suffisant, voire confortable... tant qu'ils continuent à exporter leurs ressources naturelles jusqu'à épuisement. Dans quelle mesure le commerce équitable enferme-t-il ainsi les producteurs du Sud dans une logique Nord/Sud tôt ou tard désastreuse ?

*« Ce sont parfois les mêmes qui trouvent pratique, voire "génial", de pouvoir faire leurs courses par Internet ou commander une pizza par téléphone, et qui par ailleurs militent ou pétitionnent contre la précarité et les mauvaises conditions de travail. Comme s'il était possible que les livreurs de pizza (ou toute autre sorte de soutiers de l'économie des services) soient traités décemment par des entreprises de dimension industrielle pour lesquelles la notion de qualité de service se réduit à un temps mesurable (de transport, de dépannage) et à quelques formules stéréotypées imposées aux salariés, afin de réchauffer et réenchanter artificiellement une relation commerciale profondément immergée dans les eaux glacées du calcul bureaucratique-marchand. Bien sûr, il ne s'agit pas d'assimiler tous ceux qui disent oeuvrer pour une « société plus égalitaire » ou une « mondialisation plus humaine » avec les partisans les plus fanatiques de l'ultra-libéralisme. Mais il est crucial de souligner qu'il n'y a pas grand sens à plaquer une idéologie d'amour et de fraternité universelle sur ce que nous sommes en train de faire du monde. »**

Et maintenant, nous vous proposons une petite respiration publicitaire avec...

* Matthieu Amiech, Julien Matthern, *Le cauchemar de Don Quichotte*, Climats, 2004.

KALACHNEQUI®

Les premières kalachnikovs équitables



Cette arme de qualité est fabriquée par la coopérative de petits producteurs russes *Bokchenin*, dans des conditions sociales dignes, sans travail des enfants. Le bois composant la crosse est issu d'une plantation certifiée agriculture biologique. Les balles sont 100% en métaux recyclés. La coopérative *Bokchenin* fonctionne démocratiquement et a reçu le label Mox Houvolitch®.

KALACHNEQUI®

Pour un monde plus juste,
soutenons les guerres *propres et équitables*

Cette fausse publicité est-elle trop provocante ?

Une kalachnikov *équitable*, quelle aberration ! Une arme ne peut être qualifiée d'équitable, tout comme une guerre ne sera jamais propre, ni une roue carrée. Qu'avons-nous donc voulu dénoncer par cette caricature ?

Pour répondre, prenons un autre exemple, celui du cacao. Comme le café, les mangues séchées, les poteries ou les tissus colorés, le cacao semble un produit parfaitement inoffensif. Vraiment ?

Des générations de paysans qui, dans des conditions misérables, passent leur vie à produire des fruits qui partent pour l'exportation et dont ils ne voient jamais le produit fini. Des terres fertiles utilisées au détriment de cultures vivrières. Des vies qui auraient pu s'épanouir autrement que dans la production de cacao, même équitable. La pollution générée par les engrais utilisés et le transport sur de longues distances. Des forêts détruites pour semer les plants. Des plantations mises en place par la colonisation, c'est-à-dire le génocide, l'esclavage, le pillage des richesses, l'extermination de cultures entières*... Le cacao est-il, historiquement et actuellement, un produit si inoffensif ?

Ce que nous tentons d'évoquer, c'est la nécessité d'interroger toutes les implications humaines et écologiques des produits que nous consommons. Si le commerce équitable se dit préoccupé par le contexte social et écologique de fabrication des produits, pourquoi ne pas questionner l'existence même de ces produits ? Remettre en cause la présence de chocolat sur nos étals paraît certes incongru, tant ce produit fait partie du quotidien occidental. Pourtant, la question mérite d'être posée. Pour mesurer un tant soit peu les conséquences de nos modes de vie, il est nécessaire d'être radical, c'est-à-dire d'aller à la *racine* des choses.

* Lire à ce propos l'édifiant premier chapitre du livre d'Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis*, Agone, 2002.

II UN ESPOIR ?

Nous ne cédon pas ici au grand jeu de la surenchère idéologique et verbale. Il ne s'agit nullement pour nous de se conformer à la vieille tradition gauchiste qui consiste à taper le plus fort possible sur les courants dont on se sent le plus proche et dont on veut à tout prix se distinguer.

Matthieu Amiech, Julien Mattern, *Le cauchemar de Don Quichotte*, Climats, 2004

Les critiques exposées jusqu'ici sont acerbes. Bien que nous ne partageons pas l'ensemble des présupposés, des stratégies et des finalités du commerce équitable, cette initiative ne porte-t-elle pas, malgré tout, certains espoirs ?

Le commerce équitable tente de faire naître un questionnement chez les consommateurs : *qu'existe-t-il en amont du produit que j'achète ? ce que je consomme, qui l'a fabriqué ? Dans quelles conditions ? Quelles sont les conséquences sociales et écologiques de mes achats ?* L'un des prolongements possibles de ce questionnement est : *Quelles sont les conséquences de nos actes quotidiens sur notre entourage, sur la société, sur l'environnement ?* Cette recherche peut aboutir à un profond sentiment de révolte à l'égard du fonctionnement actuel du monde. Le commerce équitable contient ainsi un élan d'empathie et de solidarité susceptible de dépasser le seul cadre de la « consom'action ». Nous pourrions illustrer ainsi quelques "déclics" politiques :

- Ce café est équitable. >>> Et les autres cafés ? >>> Et les autres produits ? >>> Par exemple, que serait une voiture équitable ? >>> Est-ce possible ? >>> Quels sont les impacts sociaux et écologiques d'une voiture ? ;
- Le commerce équitable nous fait réfléchir aux conditions sociales de production au Sud. >>> Quelles sont les conditions sociales de production au Nord ? ;
- Les inégalités sont de plus en plus fortes entre pays du Sud et pays du Nord. >>> Et les inégalités au sein des pays du Nord ?

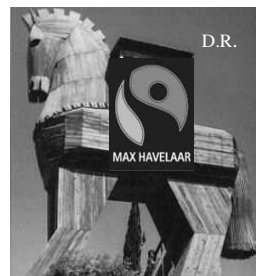
Autrement dit, le commerce équitable, par ses efforts de dénonciation du commerce international actuel, peut constituer pour de nombreuses personnes une invitation à prolonger certains raisonnements. Par exemple, si « *devenir un consommateur responsable, c'est ne pas simplement acheter en fonction du prix ou des caractéristiques propres du produit, mais aussi en intégrant des critères humains et environnementaux* »*, alors les « consomm'acteurs » ne consommeront plus dans les supermarchés mais dans les marchés de producteurs locaux, privilégieront les

* Extrait du site de l'association *Max Havelaar*, mars 2005

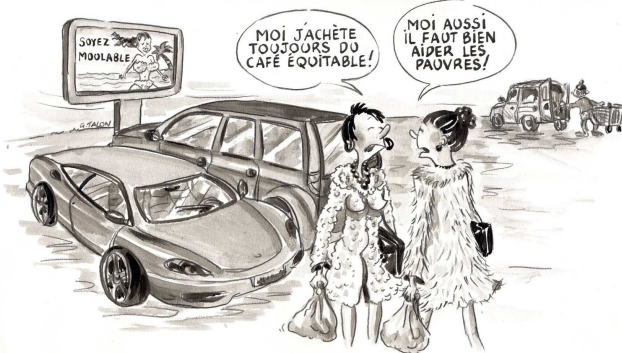
produits locaux, biologiques et de saison, laisseront de côté les produits exotiques, consommeront considérablement moins.

Allons plus loin ; si les « *consommateurs responsables* » s'interrogent sur les racines de l'exploitation Nord/Sud, sur les inégalités croissantes partout dans le monde, sur les causes du désastre écologique, ils risquent fort de remettre en question la société industrielle et le capitalisme dans son ensemble, voire s'engager dans des actions politiques. Osons donc parler de rôle éducatif. La découverte du commerce équitable peut créer une étincelle, un questionnement, des occasions de débat, toucher des personnes habituellement peu réceptives aux questions de solidarité.

Le commerce équitable serait-il une sorte de "cheval de Troie" qui, une fois rentré dans le raisonnement d'un individu, entraîne une série de questionnements aboutissant à des bouleversements de modes de vie, de pensée et d'action politique ? C'est une possibilité. Si les êtres humains ont « *le courage de tirer les conséquences de ce qu'ils savent* »*, le questionnement du commerce équitable peut potentiellement bouleverser notre rapport à l'autre et à la société.



Mais ne nous laissons pas non plus abuser par la gigantesque demande de bons sentiments dans notre société si sèche et aride sur le plan humain. Beaucoup de "Don Quichotte" cherchent des "moulins" pour donner un sens à leur existence. Le commerce équitable est une aubaine pour les personnes en quête de bonne conscience. Il suffit de constater combien sont nombreuses les personnes qui achètent du café labellisé *Max Havelaar* pour le sucrer avec un produit Nestlé ou qui consomment du chocolat équitable tout en roulant au diesel, sans compter ceux qui, dans les pays du nord, font de juteux profits avec le commerce équitable pour acheter pavillons et grosses voitures, sans aucun état d'âme. Pour le dire autrement et avec une pointe d'humour : « *On peut très bien manger bio et boire équitable tout en continuant à exploiter son prochain* ». Or, à nos yeux, c'est incohérent. Si l'on exige de la "justice" et de "l'équité" dans son café, comment ne pas étendre sa réflexion aux autres pans de sa vie ? Si le commerce équitable peut déclencher une contagion de solidarité, il peut aussi rester une réflexion cloisonnée, un achat de bonne conscience élitiste et d'autosatisfaction.



* Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes !*, Le serpent à plumes, 2000.

III Quelles alternatives ?

Antidote livré clé en main avec le poison, l'éthique est consubstantielle à l'immoralité du capitalisme : moins un système est moral, plus il génère de règles, considérations, préceptes, principes, chartes éthiques dont le seul objet est de jeter de la poudre aux yeux du gogo.

Hervé René Martin

La fabrique du diable - La mondialisation racontée à ceux qui la subissent II, Climats, 2003

« Vous critiquez ! Mais que proposez-vous ? Rien ! »

Depuis que nous diffusons cette brochure, nous avons souvent entendu cette critique. Pour de nombreuses personnes impliquées dans le commerce équitable, l'idéal anticapitaliste paraît stérile, tandis que le commerce équitable propose des initiatives concrètes, "ici et maintenant" : modifier sa consommation, développer de nouvelles filières, tenir une boutique bénévolement, sensibiliser la population, etc. Ces actions sont, de plus en plus, soutenues par l'Etat et les collectivités locales, ce qui ouvre de nombreuses perspectives. Cette situation ne fait qu'accentuer l'engouement des militants pour le commerce équitable.

Est-ce à dire qu'en matière de transformation sociale anticapitaliste, seule l'attente du "Grand Soir" est de rigueur ? Bien au contraire, il est possible de vivre "ici et maintenant" en s'efforçant de rompre avec les logiques capitalistes. Bien sûr, les actions que nous allons présenter ici nécessitent un engagement important et peut-être même de nouveaux choix de vie. Il ne s'agit pas de consacrer une partie de son argent ou quelques heures par semaine à une "grande cause". Il s'agit de tenter de « *faire de sa vie un Message* », lutter de toutes ses forces contre un système social inacceptable. Voici quelques pistes :

- **Redévelopper l'économie locale, sur des principes de simplicité.** De nombreuses expérimentations concrètes existent déjà : marchés de producteurs locaux, pratiques de "décroissance"^{***} ou de "simplicité volontaire", écovillages, SEL (Système d'Echange Local), troc, échanges non-marchands, RERS (Réseau d'Echanges Réciproques de Savoirs), jardins collectifs, zones de gratuité, ressourceries (revalorisation des objets jetés en décharge), etc.

* expression de Martin Luther King, cf. *Une histoire populaire des Etats-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002.

** Pour éviter tout contre-sens, précisons que les pratiques de "décroissance" prônent la *diminution* de notre consommation matérielle, mais parallèlement l'*augmentation* des liens sociaux et du temps consacré à l'action politique.

- **Soutenir les luttes sociales et politiques des pays du Sud.** Il s'agit de renforcer les projets d'émancipation politique et d'autonomie locale : cultures vivrières, développement de filières économiques locales, luttes pour la démocratie, etc. Là encore, de nombreuses initiatives existent : associations *Survie*, *CADTM* (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), *Via campesina*, *Action Mondiale des Peuples*, mouvement zapatiste, mouvement des éditeurs indépendants d'Afrique francophone*, etc. Ces luttes sont également liées au soutien, en France, des populations étrangères : les mouvements de sans-papier, les réfugiés politiques et économiques, les actions contre les conditions de détention et la double-peine, etc.

- **Soutenir certaines initiatives de commerce équitable.** Il nous semble important de soutenir certaines initiatives du commerce équitable lorsqu'elles sont clairement conçues comme des solutions provisoires vers des démarches plus radicales ; lorsqu'elles dénoncent le système capitaliste, l'impérialisme des multinationales et de l'Etat** ; lorsqu'elles prônent la simplicité volontaire ; lorsqu'elles affirment que la misère sociale est un problème avant tout politique, qu'il ne suffit pas de faire ses courses pour changer le monde ; lorsqu'elles soutiennent les mouvements sociaux des pays du Sud.

Quelques alternatives à découvrir sur :

La "décroissance", la "simplicité volontaire"	www.decroissance.info , www.simplicitevolontaire.org
Les écovillages	www.rama.1901.org/ev , www.passerelleco.info
Les Systèmes d'Echanges Locaux	www.selidaire.org
Les Réseau d'Echanges Réciproques de Savoirs	www.mirers.org
Les AMAP, les jardins collectifs	http://alliancepec.free.fr/Webamap/
Les ressourceries	www.recycleries-ressourceries.org
Le mouvement squat	http://squat.net/fr
La lutte contre la Françafrique (<i>Survie</i>)	www.survie-france.org
La lutte contre la dette (<i>CADTM</i>)	www.cadtm.org
La lutte contre l'idéologie du développement	www.apres-developpement.org
L'Action Mondiale des Peuples	http://pgaconference.org/fr
Un mouvement international paysan	www.viacampesina.org
Le mouvement zapatiste	http://cspcl.ouvaton.org

* cf. *Où va le livre en Afrique ?* Isabelle Bourgueil, *Africultures*, 2003.

** Nous pensons par exemple à certains magasins *Artisans Du Monde* qui exposent ostensiblement des ouvrages sur la Françafrique dans leurs boutiques ; ou aux initiatives de la *Fédération anarchiste* qui vend des cafés zapatistes.

IV Réponse aux critiques reçues

Commerce éthique : Y'a bon Banania équitable !

François Brune, *Médiatiquement correct*, Parangon, 2004

Parmi toutes les brochures diffusées par les renseignements généreux, cette brochure est celle qui a suscité le plus de réactions, tantôt encourageantes, tantôt indignées, le plus souvent de la part de militants du commerce équitable. Voici quelques réponses aux critiques les plus courantes :

- « *Votre brochure est une insulte aux militants du commerce équitable et aux producteurs des pays du Sud.* » >>> Même si parfois nous sommes un peu provocateurs, notre brochure ne contient aucune insulte. Nous souhaitons susciter un débat argumenté. Le commerce équitable nous est souvent présenté comme une solution idéale, nous en soulignons les contradictions et les limites.

- « *Vos propos sont stériles, car vous représentez un courant minoritaire. Réveillez-vous : la Révolution n'arrivera jamais !* » >>> En quoi le fait que nous soyons minoritaires disqualifie-t-il la pertinence de notre action politique ? En 1939-45, la résistance française n'était-elle pas minoritaire ? Concernant la Révolution, nous l'envisageons avant tout comme un changement lent et progressif, en premier lieu des imaginaires collectifs. C'est pourquoi nous nous efforçons de remettre en question l'imaginaire du développement, du « capitalisme à visage humain », de « l'économie source de progrès social », autant de mythes véhiculés par le commerce équitable, notamment. Nous y opposons l'imaginaire de l'action politique collective, de la relocalisation de l'économie, de l'ouverture des frontières, de la réciprocité, des médias libres, des jardins collectifs, de l'écologie, de la démocratie directe, du fédéralisme, de l'internationalisme, etc.

- « *Votre brochure est nuisible. En décourageant les gens à consommer des produits équitables, vous renforcez la précarité des petits producteurs.* » >>> C'est bien parce que nous voulons que cesse la précarité des petits producteurs et de tous les êtres humains que nous voulons lutter contre les causes profondes des inégalités Nord/Sud, à côté desquelles le commerce équitable paraît bien dérisoire. Notons au passage que pour répondre à cette critique, nous pouvons également demander si la personne qui l'émet roule en voiture. Auquel cas, notons qu'une auto consomme du pétrole, soutien essentiel aux dictatures mises en place en Afrique, ce qui renforce, ce faisant, la précarité de la population. Une voiture est directement plus nuisible qu'une brochure en ce qui concerne les conditions de vie actuelle dans les pays du sud...*

* cf. *Un litre de pétrole, un litre de sang*, texte disponible sur le site des renseignements généreux.

- « *A vous lire, vous êtes purs, vous n'achetez aucun produit exotique. menteurs !* »
>>> Nous n'avons jamais affirmé cela. Nous consommons des produits exotiques, mais le moins possible. Le thé peut être remplacé par des tisanes de plantes locales, le café par la chicorée, l'énergie du pétrole (auto) par celle des jambes (vélo) quand on a encore la chance de pouvoir les utiliser, etc. Il peut être plus difficile pour certain-e-s de se passer de produits comme le chocolat, le sucre de canne, les épices... Nous ne prôtons pas la cohérence totale, impossible d'accès sans une transformation sociale plus profonde. Mais tout au moins pouvons-nous tenter de nuire le moins possible dans notre quotidien.

- « *Vous êtes contre les échanges Nord/Sud ! Vous êtes pour le repli sur soi.* » >>> Nous sommes pour des échanges réciproques et égalitaires. Nous sommes pour la libre-circulation des êtres humains et non pas seulement des marchandises, équitables ou non. Nous sommes pour l'internationalisme des luttes sociales et politiques. Nous refusons le monde que les multinationales et l'Etat nous proposent : une "citadelle" occidentale sous haute surveillance, pompant les ressources du Sud, réduisant les échanges internationaux au tourisme de masse.

- « *Vous préconisez la décroissance ?! Vous êtes donc pour le retour en arrière, pour la misère dans les pays du Sud qui ont besoin de se développer.* » * >>> Nous sommes pour un accès universel à une nourriture et une eau saines, une démocratie directe, un accès libre à l'éducation, etc. Pour y parvenir, nous pensons que les peuples du Sud auraient tout intérêt à remettre radicalement en cause le modèle de développement occidental et créer les conditions de leur autonomie, ce que les Etats industrialisés, avant tout préoccupés par les ressources naturelles et la main d'œuvre des pays du Sud, ont toujours tenté de combattre, d'abord par la colonisation, puis par les fausses indépendances. Si des centaines de millions d'êtres humains souffrent de la faim, de maladies, de l'oppression politique et vivent dans des conditions indignes partout sur la planète, c'est essentiellement parce que le capitalisme est un système fondamentalement injuste, nuisible, incapable de répondre aux besoins de l'ensemble de la population mondiale, et qui nécessite des transformations structurelles profondes.

Si vous souhaitez nuancer ou confirmer nos critiques, témoigner de votre expérience, n'hésitez-pas à nous écrire, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité. Quatrième version, cette brochure s'est considérablement enrichie grâce aux échanges suscités par ses précédentes diffusions.

* Le chantage au développement est récurrent dans les discours impérialistes. « [Ceux qui s'opposent au commerce international] privent les pays en voie de développement de leurs chances de croissance. [...] Ils condamnent les gens à la misère. » George Bush, entretien accordé à des journalistes, rapporté par *Le Monde*, 19/07/2001, cité par Michel Barrillon dans *Attac, encore un effort pour réguler la mondialisation ?!*, Climats, 2001, p42.

Post scriptum : croissance durable ou décroissance ?

La course au moins-disant social, au moins-disant environnemental, même si elle peut apporter un profit illusoire à court terme, est une course à l'abîme. Une course qui compromet l'avenir même de l'humanité par le gaspillage des biens publics mondiaux, la destruction de la biodiversité ou le réchauffement du climat. Une course qui rejette dans l'exclusion des centaines de millions de femmes et d'hommes. A cette course folle, il est une alternative. Humaniser et maîtriser la mondialisation. Poser les bases d'une croissance plus durable et mieux répartie. Telle est la vraie rationalité économique. Car, pour les pays du Sud, le succès économique et le progrès social passent autant par le développement du marché intérieur que par celui des exportations. Car, pour les pays développés, un partenariat respectueux mais exigeant avec les pôles émergents du monde -selon des règles acceptées et appliquées par tous- porte la promesse d'un avenir de croissance et de prospérité partagée. Car, pour les entreprises, un monde de justice et de droit est porteur de bien davantage d'opportunités et de sécurité. Nous ne pourrions pas indéfiniment laisser en marge du mouvement du monde cette partie de l'humanité aujourd'hui reléguée derrière les murs de notre indifférence.

Jacques Chirac, discours au Palais de l'Elysée, 14 juin 2005.

Je ne cherche à convaincre personne. [...] [Je m'adresse à celles et ceux] qui une fois dans leur vie se sont posées la même question que moi (devant leur poste de télévision, au bureau, à l'usine, dans un embouteillage, au supermarché) : « *Qu'est-ce que je fais là, qu'est-ce qu'on est en train de me faire ?* » [...] [J'ai renoncé à] l'illusion d'être entendu de quiconque n'a pas pris conscience, au moins obscurément, que l'organisation indigne du monde le forçait à vivre dans l'indignité. Je m'adresse donc à ceux qui ont trébuché au moins une fois dans leur vie sur le chemin des certitudes et, souffrant de l'injustice du système dominant, souhaitent son réaménagement. IL N'EXISTE PAS D'AMÉNAGEMENT POSSIBLE. Le système-monde actuel (capitalisme + science + industrie) se trouve confronté à un problème insoluble. D'un côté, il ne peut profiter qu'à un petit nombre de nantis sous risque de foutre l'écosphère en l'air. De l'autre, le mouvement d'autoreproduction qui l'anime aspire inéluctablement dans le giron de son "développement" la population de la planète non encore intégrée. Une fois dépossédée de ses moyens de subsistance et piégée à la périphérie, celle-ci n'a alors d'autre ressource que de tenter par tous les moyens de progresser vers le centre pour y gagner en confort ce qu'elle a perdu en liberté. C'est à cette impasse de la pensée que chacun de nous doit désormais se confronter : pour nous permettre de simplement maintenir notre niveau de vie, le capitalisme nous impose une croissance économique infinie, dont nous savons désormais qu'elle est incompatible avec la sauvegarde d'une planète par nature finie. Compte tenu de la croissance démographique prévisible, de la légitime aspiration des peuples de la périphérie à voir leurs besoins satisfaits, de la dégradation du substrat biologique de la planète et de la totale inanité des solutions techno-scientifiques proposées, nous n'avons d'autre issue que d'entrer dans une phase de "décroissance", donnant ainsi le coup de pied de l'âne à une économie mondiale qui n'en demandait pas tant pour se trouver au plus mal.

Hervé René Martin, *La mondialisation racontée à ceux qui la subissent II*, Climats, 2003

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

RÉINVENTER LES MÉDIAS



*L'industrie médiatique
et ses alternatives*

Les renseignements généreux – octobre 2006

Pourquoi cette brochure ?

Nous vivons dans une société où le catalogue des idées disponibles se trouve limité quand certaines autres dominent le débat. Ces idées, ce sont nos parents, l'école, la religion, les journaux, la radio et la télévision qui nous les transmettent. Nous les respirons depuis que nous avons appris à marcher et à parler.

Howard Zinn, *Nous, le peuple des Etats-Unis...*, Agone, 2004

Dès l'enfance, nous sommes habitué-e-s à considérer les médias comme une source fiable d'informations, les journalistes comme des personnes libres. Puis, les années passant, pour peu que notre regard critique s'affine, certains paradoxes nous interpellent : les médias sont censés être neutres, mais ils soutiennent la plupart du temps les pouvoirs politiques et économiques* ; les médias sont censés être les miroirs de la réalité, mais certains sujets sont marginalisés voire occultés ; les médias sont de plus en plus nombreux, mais leur uniformité est souvent flagrante.

Quelles sont les causes et les conséquences de cette situation ? Quelles sont les alternatives possibles ? Fidèles à notre démarche, nous nous sommes efforcés de rédiger une synthèse concise et limpide sur les médias, en rassemblant un maximum de citations et de chiffres marquants. Notre exposé n'est pas exhaustif, mais il présente de nombreuses pistes d'approfondissement. Enfin, « *parce que le langage véhicule des visions du monde, parce que les règles de grammaire méritent d'être questionnées et parfois transgressées, notamment quand elles rayent de la surface d'un papier la moitié des sujets, en faisant prédominer le masculin sur le féminin* », cette brochure a été presque entièrement féminisée.**

Fructueuse lecture !

PLAN

I	L'industrie médiatique	page 4
II	L'imposture journalistique	page 15
III	Effets politiques des médias	page 18
IV	Médias et militantisme	page 20
V	Réinventer les médias	page 22

* Quelques exemples parmi les plus flagrants : globalement, les médias français étaient pour la guerre d'Irak en 1992 et contre en 2003, pour le traité de Maastricht en 1992, contre les grèves de décembre 1995, pour le oui au référendum de la constitution européenne en 2005.

** Pour une explication plus approfondie de cette démarche, cf. <http://infokiosques.net>

Préambule : l'audience des médias

Pour débiter notre exposé, voici quelques repères sur les principales sources d'information des Français-es.

La télévision est de loin le média le plus consulté. Les Français-es la regardent en moyenne 3h30 par jour. Chaque soir, environ dix millions de personnes s'informent au journal télévisé de TF1, cinq millions à celui de France 2. A titre de comparaison, le total des ventes des quotidiens nationaux ne dépassait pas les 3 millions par jour en 2003, 6 millions pour l'ensemble des quotidiens régionaux. Si dans les années 70, plus de la moitié des Français-es lisait un journal tous les jours, ils/elles ne représentent désormais qu'un tiers environ. Quant à la radio, son audience reste relativement forte (par exemple, *France Info* rassemble près de 5 millions d'auditeur/rices), mais elle est également en déclin.*

La diffusion de la presse française, quelques repères

Titre	Ventes (ordres de grandeur, 2005)	Part de marché**
<i>Le Monde</i>	360 000 / jour	16 %
<i>L'Equipe</i>	350 000 / jour	13 %
<i>Le Dauphiné Libéré</i> (Isère)	250 000 / jour	5 %
<i>L'Humanité</i>	50 000 / jour	3 %
<i>Le Nouvel Observateur</i>	540 000 / semaine	15 %
<i>Paris Match</i>	710 000 / semaine	20 %
<i>Le Monde Diplomatique</i>	200 000 / mois	7 %
<i>Femme actuelle</i>	1,2 millions / mois	13 %
<i>CQFD</i>	8 000 / mois	?
<i>Le Chasseur français</i>	500 000 / mois	15 %

* Sources de ce préambule : *Quid*, *Observatoire français des médias* (www.observatoire-medias.info), *Observatoire des inégalités* (www.inegalites.fr), *Association pour le Contrôle de la Diffusion des médias* (www.ojd.com). Notons, en complément, qu'un quart des Français-es ne lit jamais de journaux, un tiers ne lit jamais de livre, la moitié en lit 4 par an maximum (les livres les plus lus sont des livres de cuisine, de bricolage ou des guides de voyages).

** par rapport à sa catégorie. Les catégories sont : presse quotidienne nationale (*Le Monde*, *L'Humanité*), presse quotidienne régionale (*Le Dauphiné Libéré*), presse culturelle et de loisirs (*Le chasseur français*, *Le Monde Diplomatique*, *L'Equipe*), presse de divertissement (*Voici*), presse féminine (*Femme actuelle*), presse périodique d'information générale (*Paris-Match*, *Le Nouvel Observateur*), presse indépendante alternative (*CQFD*).

I L'industrie médiatique

A la base, le métier de *TF1*, c'est d'aider *Coca-Cola*, par exemple, à vendre son produit [...]. Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à *Coca-Cola*, c'est du temps de cerveau humain disponible.

Patrick Le Lay, président directeur général de *TF1*
Les dirigeants face au changement, Editions du Huitième jour, 2004

Dans un régime totalitaire, les médias sont contrôlés par le pouvoir politique ; la censure et la propagande se devinent aisément. Dans les démocraties représentatives occidentales*, les médias sont censés être libres et animés par une exigence de vérité. Dans ces conditions, pourquoi présentent-ils la réalité d'une manière qui favorise les pouvoirs politiques et économiques ? Par quels mécanismes certains sujets sont-ils éliminés, certaines opinions marginalisées ?

Noam Chomsky et Edward Herman proposent quelques réponses dans *La fabrique de l'opinion publique***. Selon cette analyse portant sur trente ans de traitement médiatique aux Etats-Unis***, le conformisme des médias n'est pas le résultat d'un "complot organisé", mais avant tout la conséquence d'une logique économique. Les médias sont devenus des industries capitalistes dont les contraintes financières influent sur le contenu et la qualité des informations.

La fabrique de l'opinion publique décrit cinq facteurs structurels de l'industrie médiatique, comme autant de "filtres" qui sélectionnent, parmi la réalité, les nouvelles publiables, les critiques à marginaliser ou à taire. Ces cinq facteurs structurels sont : la propriété capitaliste des médias, la prédominance des financements publicitaires, la concentration des sources d'information, la puissance des lobbys conservateurs et l'idéologie anticomuniste. Ces deux derniers facteurs constituant à nos yeux une particularité des Etats-Unis, nous ne présenterons ici que les trois premiers, en les illustrant par des exemples français. Nous ajouterons enfin un quatrième facteur structurel : l'influence de l'Etat.

* Sur les limites de la démocratie représentative, cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* Les rens. généreux.

** titre original : *Manufacturing Consent*, 1988. Cet ouvrage a été réédité, réactualisé et traduit en français sous le titre *La fabrique de l'opinion publique*, Le serpent à plumes, 2003.

*** Dont les événements au Guatemala, au Vietnam, au Timor, en Turquie, en Irak, etc. Les auteurs comparent notamment le traitement médiatique des atrocités commises par l'armée des Etats-Unis et celles commises par d'autres armées. Pour un résumé pédagogique, voir aussi le documentaire *Manufacturing Consent : Noam Chomsky and the Media*, 1992.

1. Propriété et concentration des médias

En France comme aux États-Unis, la quasi-totalité des médias sont aux mains de multinationales dont les actionnaires sont principalement préoccupés par la recherche de profits économiques. Souvent cotées en bourse, les industries médiatiques sont sous la pression de propriétaires qui ont l'œil sur les résultats et exigent des retours sur investissement de l'ordre de 10, 25 voire 50%.

Depuis les années 90, ce contrôle capitaliste des médias se double d'une dynamique de concentration. En France, la plus grande partie des médias sont détenus par cinq multinationales : *Bouygues*, *Dassault*, *Lagardère*, *Bertelsmann*, *Vivendi-Universal*, empires financiers dont le chiffre d'affaire oscille entre 10 et 25 milliards d'euros.* Voici le niveau de concentration dans quelques secteurs de l'industrie médiatique française :

- **Télévision.** 4 groupes contrôlent la quasi-totalité des chaînes privées : *Bouygues*, *Bertelsmann*, *Vivendi-Universal* et *Lagardère*. A elles seules, TF1 (*Bouygues*) et M6 (*Bertelsmann*) représentaient 45% de l'audience totale et plus de 75% des recettes publicitaires de la télévision en 2002.
- **Presse.** Deux firmes aux activités militaires, *Dassault* et *Lagardère*, contrôlaient près de 70% de la presse écrite en 2004 (en chiffre d'affaires).
- **Edition.** Deux groupes, *Lagardère* et *Wendel-investissement***, possédaient environ 60% de l'édition française en 2005 (en chiffre d'affaires). Ils produisent à eux seuls 60% des livres de poche, 80% des manuels scolaires, 90% des dictionnaires.
- **Distribution/diffusion de la presse.** En 1947, pour contrer le monopole du groupe *Hachette* dans la distribution de la presse écrite, la Loi *Bichet* permit de confier la distribution à des coopératives. Les plus importantes sont les NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne), et, dans une moindre mesure, les MLP (Messageries Lyonnaises de presse). Cependant, les NMPP sont toujours contrôlées de fait par *Hachette*, désormais filiale de *Lagardère*. Concernant les livres, *Lagardère* est le second libraire de France (réseau *Relay****, magasins *Virgin*) après la *FNAC*. On estime qu'il ne reste que 300 librairies indépendantes en France, contre un millier environ en 1970.****

* Au niveau mondial, 9 multinationales dominent les médias : *Disney*, *AOL-Time Warner*, *Viacom* (propriétaire de *CBS*), *News Corporation*, *Bertelsman*, *General Electric* (propriétaire de *NBC*), *Sony*, *AT&T-Liberty Media* et *Vivendi Universal*.

** Groupe financier dirigé par le baron Ernest-Antoine Seillière, ancien président du syndicat patronal le MEDEF.

*** Un atout de taille : les 850 *relais H* sont répartis dans les lieux publics (gares notamment). En 2004, ils ne représentaient que 2,6% des 32 500 marchands de journaux en France, mais ont réalisé 8,5% des ventes totales (cf. *CQFD* n°23).

**** cf. *Où va le livre ?*, Jean-Yves Mollier, La Dispute, 2003.

La concentration capitaliste des médias est elle-même liée à celle des richesses. En France, une quinzaine de familles* contrôlait environ 35% de la capitalisation de la Bourse de Paris en 2004. Plus de la moitié des dix familles les plus riches de France se sont lancées dans l'industrie médiatique et publicitaire : *Arnault, Dassault, Pinault, Decaux, Bouygues, Bolloré*, autant d'acteurs évidemment intéressés par la perpétuation et l'épanouissement du capitalisme. Mais l'attrait des multinationales pour les médias n'est pas seulement financier. Il est également politique. BTP, armement, distribution de l'eau, automobile, électronique... Ces grands secteurs d'activités industrielles dépendent fortement de l'État et des marchés publics pour leur développement. Dans ce contexte, la possession d'outils médiatiques constitue de redoutables instruments d'influence de la classe politique. Elle renforce des liens pourtant déjà étroits entre le monde industriel et le pouvoir politique.**

Si, au sein de Bouygues, TF1 représente moins de 15% du chiffre d'affaires du groupe, l'activité média peut en revanche être utilisée pour favoriser les autres activités du groupe (BTP, téléphonie...). Comme l'affirmait Francis Bouygues au moment de la privatisation de TF1 : « Il y a des intérêts secondaires découlant de la possession d'un tel outil » (cité dans *TF1, Un Pouvoir*, P. Péan et C. Nick). « Un groupe de presse, vous verrez, c'est capital pour décrocher des commandes. », renchérisait Jean-Luc Lagardère quelques années plus tard (*Le Canard Enchaîné*, 06/11/96).



Par le jeu des participations croisées, la concentration des médias s'accompagne d'un enchevêtrement des intérêts. Par exemple, si *Bouygues* est le premier actionnaire de TF1, les groupes *Pinault* (*FNAC, Printemps, Le Point, Radio BFM...*) et *Arnault* (*La Tribune, Investir, LVMH...*) en sont également actionnaires. De manière générale, les magnats de l'industrie médiatique partagent souvent les mêmes conseils d'administration et savent nouer des alliances fructueuses. En témoigne la relation entre *Dassault* et *Lagardère*, qui contrôlaient ensemble 70% de la presse en 2005 : « Il faut que nous arrivions à une entente et même une coopération étroite avec *Dassault*. » (Arnaud Lagardère, *Les Echos*, 13/06/03).

* Le terme famille est approprié dans la mesure où ces groupes se transmettent généralement de manière héréditaire.

** Les passerelles entre les milieux médiatiques et politiques sont fréquentes. Quelques exemples : les anciens ministres Michel Roussin (UMP) et Jean Glavany (PS) ont rejoint *Bolloré*, Anne-Marie Couderc (UMP) et Frédérique Bredin (PS) ont rejoint *Hachette*, Hubert Védrine (PS) a rejoint *LVMH*. Pour de nombreux autres exemples, cf. *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi, Raisons d'agir, 2005.

Dans quelle mesure la propriété capitaliste des médias influe-t-elle sur le contenu et la qualité des informations ? Citons trois exemples parmi bien d'autres, sélectionnés dans les nombreux ouvrages sur la question*.

- **Libération/Rothschild.** Edouard de Rothschild contrôle 39% du journal *Libération*. En 2005, il affirma : « *Je crois que c'est un peu une vue utopique de vouloir différencier rédaction et actionnaire.* » (France 2, 30/09/2005). En 2000, lors de l'acquisition de 20% du journal par le fonds d'investissement britannique, il exigeait « *un droit de veto sur les principales décisions stratégiques de l'entreprise* » ainsi qu' « *une rentabilité annuelle moyenne sur cinq ans de 22%, ce serait très bien.* » (*Figaro économie*, 14/03/2001 et *Correspondance de la presse*, 01/03/2001). Un message parfaitement assimilé par Serge July, longtemps rédacteur en chef du journal et finalement limogé par Rothschild en juin 2006 : « *L'indépendance, c'est très simple : il faut que ça marche, il faut gagner de l'argent.* » (*Lignes de mire*, FR 3, 18/06/1996)**

- **La Tribune/LVMH.** En 1998, le directeur de la rédaction affirma que « *l'intérêt de l'actionnaire ne doit pas être remis en cause par un journal qu'il contrôle.* » même si cette censure opère « *au détriment du lecteur.* » (*Libération*, 06/05/1998).

- **TF1/Bouygues.** Le 24 juillet 1993, TF1 ouvre son journal sur le décès de Francis Bouygues et y consacre 25 minutes d'apologie (« *magnifique patron* », « *bâtitteur infatigable* », « *carrière sans précédent* »). « *Bouygues construit la mosquée de Casablanca et l'aéroport d'Agadir : le roi du Maroc s'installe au journal télévisé de TF1. Et le monarque enchaîne avec l'émission de Jean-Pierre Foucault, la trop bien nommée Sacrée soirée. Bouygues aimerait s'occuper de plate-formes offshores en Angola : Jonas Savimbi [président angolais] fait irruption au journal de la Une. Bouygues aimerait bien obtenir un contrat de forage de gaz en Côte-d'Ivoire (où son groupe contrôle déjà la distribution de l'eau et de l'électricité) : le président ivoirien surgit au journal de 20 heures. [...] Et les téléspectateurs en savent tout autant sur le pont de l'île de Ré, des bâtiments prestigieux à Hongkong, le pont de Normandie, le Grand Stade de Saint-Denis, le pont de Tanger. Ce dernier projet, dirigé lui aussi [...] par la société Bouygues, permettra de "désenclaver le Rif de quarante ans de sous-développement, de drogue et de contrebande" nous apprit un reportage du 10 août 2005.* »*** En revanche, TF1 passa sous silence la garde à vue de son PDG Patrick Le Lay en 1995, dans une affaire de pot-de-vin, où ne consacra que 13 secondes à la mise en examen pour abus de bien sociaux du PDG de *Bouygues*, Martin Bouygues, dans l'affaire des comptes en suisse de Pierre Botton.

* *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi (déjà cité) ; *Sur la concentration dans les médias*, Observatoire français des médias, Liris, 2005 ; *Almanach critique des médias*, ouvrage collectif, Les arènes, 2005 ; *Pas vu pas pris*, documentaire, Pierre Carles, 1995 ; etc.

** Sur les évolutions de *Libération*, journal aux origines révolutionnaires devenu chantre du libéralisme, lire l'excellent livre de Pierre Rimbart, *Libération, De Sartre à Rothschild*, Raisons d'agir, 2005.

*** Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, déjà cité.

Quelques grandes industries médiatiques en 2005*

Bouygues	N°1 français de la télévision (TF1, LCI, Odysée, Eurosport, Histoire, Cinéstar, Télétoon, TPS, 6 chaînes de la TNT...) ; n°1 français de l'édition vidéo ; participations dans la presse (une partie de <i>l'Humanité</i> , de <i>Métro</i> ...)
Dassault	N°1 français de la presse en 2005. Depuis, Dassault a revendu la plupart de ses titres de presse, et conserve essentiellement <i>Le Figaro</i> .
Lagardère	N°1 mondial de la presse magazine (<i>Paris-Match</i> , <i>Elle</i> , <i>Le Journal du dimanche</i> , <i>Télé 7 Jours</i> , une partie de <i>Marie Claire</i> et de <i>Psychologies magazine</i> ...) ; n°1 français de l'édition (Hachette, Fayard, Grasset, Larousse, Hatier, Marabout, Pluriel, Stock, Le Livre de Poche, Armand Colin, Dalloz, Dunod, Mille et une nuits, Calmann-Lévy...) ; n°1 français de la régie publicitaire (presse, télévision, radio) ; n°2 français de la distribution après la FNAC (Virgin Megastore, Relay...) ; radios (RFM, Europe 1, Europe 2...) ; télévision (MCM, Première, Canal J, Canal Satellite, émissions pour Arte, 3 chaînes de la TNT...) ; quotidiens régionaux (<i>La Provence</i> , <i>Nice-Matin</i> ...) ; une partie du groupe Le Monde (<i>Le Monde</i> , <i>Le Monde Diplomatique</i> , <i>La Vie</i> , <i>Télérama</i> , <i>Courrier international</i> , ...) ; une partie de <i>l'Humanité</i> .
Bertelsmann	N°1 mondial de l'édition ; troisième libraire de France (librairies Privat) ; télévision (M6, TPS, 5 chaînes de la TNT...) ; radios (RTL, RTL2, Fun Radio...) ; presse (<i>Capital</i>) ; n°1 français des clubs de livres (France Loisirs, 3,8 millions d'abonnés).
Vivendi Universal	CanalPlus (5 millions d'abonnés), Canalsatellite (260 chaînes, 3 millions d'abonnés), 5 chaînes de la TNT...
Wendel- investissement	N°2 français de l'édition, à travers la filiale <i>Editis</i> (Plon, La découverte, Robert-Laffont, Presses de la renaissance, Nathan, Le Robert, Retz, Bordas, 10-18, Pocket, Presses de la cité...).
sources : <i>Observatoire Français des Médias</i> (www.observatoire-medias.info) ; <i>Sur la concentration dans les médias</i> (cf. bibliographie) ; et surtout la carte détaillée réalisée par <i>Le Plan B</i> , www.leplanb.org .	

* Attention, cette liste n'est pas exhaustive. De plus, elle ne précise pas le degré de participation de chaque groupe dans chaque média. Enfin, cette liste est susceptible de changement (rachats, fusions, etc.). Pour une liste plus précise et actualisée, consulter l'*Observatoire Français des Médias* et *Le Plan B* (cités ci-dessus).

2. Le financement publicitaire des médias

Les sources de financement d'un média sont de moins en moins le public (ventes, redevance audiovisuelle...) et de plus en plus la publicité. Comme l'a expliqué avec sincérité le directeur de TF1 cité en tête de ce chapitre, le but capitaliste d'un média industriel est de vendre l'attention du public aux annonceurs publicitaires. Voici quelques recettes sans cesse utilisées :

1. Etudier le profil du public (pouvoir d'achat, modes de vie...) par des instituts de sondage et s'en servir pour attirer les annonceurs (voir encadré page 11). Variante : vanter la crédibilité de ses informations, comme Claude Perdriel, propriétaire du *Nouvel Observateur* : « Si je crois à la qualité de l'information d'un journal, je crois et j'accepte plus facilement les pages de publicité que je lis. De plus, comme les articles sont plutôt longs chez nous, le temps d'exposition à la page de publicité est plus grand. » (*Stratégies*, magazine principalement destiné aux publicitaires, 16/12/2004).

2. Fidéliser le public par des abonnements à tarifs cassés, des cadeaux, des promotions, etc. D'une certaine façon, certains journaux "achètent" des lecteur/rices pour ensuite attirer les publicitaires et ainsi financer le journal*.

3. Mutliplier les rubriques publiédactionnelles**, éloges de la consommation : "Les choses de la vie" (*Le Nouvel Observateur*), "Art de vivre" (*Le Figaro*), "Tendances" (*L'Express*), "Aujourd'hui" (*Le Monde*)... Ne pas lésiner sur les suppléments high tech, montres, luxe, voyage, mode, immobilier, cadeaux. Un conseil : éviter au maximum les dossiers "manger bio et local", "se débarrasser du superflu", "éviter la voiture", "vivre sans exploiter la planète", etc.

4. Augmenter la taille ou la durée des réclames, comme aux Etats-Unis, où les téléfilms sont coupés toutes les 20 minutes. Au final, nous subissons plusieurs centaines de publicités par jour, plusieurs millions en l'espace d'une vie.*** Conquérir de nouveaux espaces publicitaires est désormais le leitmotiv des reponsables médiatiques. Un seul exemple : « *Quand Le Monde lance Le Monde 2 et y consacre 3 millions d'euros de publicité, le responsable de l'hebdomadaire résume ainsi son objectif : "Conquérir de nouveaux marchés publicitaires. Le Monde 2 souhaite conquérir à terme trois mille pages supplémentaires" de publicité* » (*Le Nouvel économiste*, 30/01/04). Notons que le journal *Le Monde* est client de l'institut *Impact Mémoire*, un « cabinet-conseil en efficacité publicitaire » créé par un neurologue et des publicitaires.****

* La publicité ayant permis à la presse de se vendre bien au-dessous du prix de revient de chaque numéro, les journaux n'entrant pas dans la logique publicitaire sont défavorisés.

** publicités adoptant le style d'un article de journal.

*** Sur les impacts politiques et intimes de la publicité, cf. brochure *Pub : la conquête de notre imaginaire*, les r. généreux.

**** cf. *Almanach critique des médias* (déjà cité) et revue *Casseurs De Pub* de novembre 2005.

5. Privilégier l'information spectaculaire. Dans la course à l'audimat, l'information est un "produit d'appel" conçu pour générer un maximum de profit. Il doit être consensuel pour intéresser le plus de monde possible*, éliminer ce qui peut "fâcher" et faire perdre de l'audience. Il doit être minuté pour ne pas lasser, rythmé dans une chaîne d'événements pour empêcher le public de "décrocher", faire appel aux émotions plutôt qu'à la raison. Il doit toujours être nouveau ou en avoir l'air : surprendre, ébahir, consterner. Mais les guerres, tsunamis, morts de pape et de princesses, référendums, attentats et autres événements "spectaculaires" ne sont pas quotidiens. Il faut alors *créer l'événement* : sondage choc, fausse nouvelle suivie de vrais démentis ; ou encore ressortir les "marronniers", ces sujets de prédilection de l'industrie médiatique : personnalités publiant un livre, célébration d'une date (mort d'un artiste, commémoration, etc.), dossiers sur la drogue, le salaire des cadres, la rentrée sociale, les enfants de la télé, la prostitution, l'insécurité, les mœurs et pratiques sexuelles, les querelles internes des partis politiques, les maladies bizarres, les faits divers sanglants**, la crise de ceci ou de cela, etc. Dernière solution, *corser l'événement*, c'est-à-dire focaliser sur les moyens techniques qui rendent un événement possible : sortie d'un film, sauvetage spectaculaire, suivi d'une éclipse de soleil par des avions, etc.***

6. Eviter les informations subversives. Les agences publicitaires ne financeront pas des médias mettant sérieusement en cause les activités des grandes firmes de l'automobile, de la grande distribution, de la téléphonie... Eviter également les contenus complexes qui bouleversent les idées reçues de la population, les controverses dérangeantes qui risquent de gâcher l'envie d'acheter et de se divertir - ou alors les traiter sur un mode caricatural ou confus. Sont concernés : les mouvements squat ou féministes, les collectifs de soutien aux détenu-e-s, les collectifs contre la torture ou la répression policière, la situation dans les prisons, les hôpitaux psychiatriques ou les maisons de retraite, les détournements de fonds publics, le commerce d'armes de la France, la destination finale de l'aide publique française au développement, la situation des droits de l'homme dans les pays alliés aux grandes puissances occidentales, les conséquences sociales des politiques de la Banque Mondiale, les nuisances de l'agriculture intensive, la Françafrique, etc.

Au final, ces pratiques entraînent une uniformisation des informations, quel que soit le grand nombre de titres de presse écrite, de chaînes de télévision ou d'éditeurs de livres.

* Ce que Pierre Bourdieu appelait les faits *omnibus*, les « faits divers qui font diversion », cf. *Sur la Télévision*, Pierre Bourdieu, Raisons d'agir, 1997.

** Dans tous ces domaines, qu'il importe la vérité de l'information, l'important est son caractère spectaculaire. En témoigne par exemple « l'affaire du RER D ». cf. *Almanach critique des médias* (déjà cité).

*** Sur l'artifice des événements et leur construction journalistique, cf. l'excellent texte de François Brune, *Ces événements qui n'existent pas*, disponible sur le site des renseignements généraux.

Financement de la presse par la publicité quelques exemples, en %	
20 minutes (gratuit)	100%
Le Nouvel Observateur	70%
Le Figaro	70%
En général (moyenne)	± 50%
Le Monde	30%
L'Humanité	15%
Le Monde Diplomatique	5%
CQFD	0%
source : Casseurs de Pub, nov-2005	

les 8 plus grands annonceurs dans la presse investissements en 2004, millions €	
Renault	87,555
E.Leclerc	87,058
Carrefour	83,752
Peugeot	59,256
Citroën	59,238
Lidl	55,073
France Telecom	47,744
EDF	39,388
source : Stratégies, 10/02/2005	

20 H 05 :

"...terrible attentat à Gaza, où l'on dénombre près de 40 victimes, et 29 personnes encore portées disparues ..."



20 H 07 :

"...et l'Equipe de France remporte donc ce premier match 2 à 0, face à ..."



Faut-il confondre "lecteur" et "Lecteur" ?

Tel était le titre d'une publicité parue dans le journal *Libération* du 25/10/99 pour PQN5, offre permettant aux entreprises de diffuser des publicités dans 5 journaux simultanément. Un bel exemple des efforts de la presse pour attirer les annonceurs par le pouvoir d'achat du lectorat... Jugez plutôt : « Naturellement, tout lecteur mérite le respect. Mais en communication, on a parfois besoin de parler à ceux et celles qui ont un haut pouvoir d'achat, d'influence et de prescription. Donc "lecteur" n'est pas "Lecteur". Il y a ceux qui ont une opinion et ceux qui la font. Il y a ceux qui regardent les annonces et ceux qui achètent. Il y a ceux qui suivent et ceux qui créent les modes. Avec le couplage PQN5, nous offrons aux annonceurs, aux agences et aux décideurs médias l'outil optimal pour toucher un lectorat d'une qualité exceptionnelle. Pour la première fois sont regroupés les 3 grands généralistes (Le Figaro, Libération, Le Monde), le premier quotidien économique (Les Echos) et le quotidien référent du 7ème jour (Le Journal du Dimanche). C'est donc l'offre absolue pour toucher les Lecteurs, avec une majuscule. »

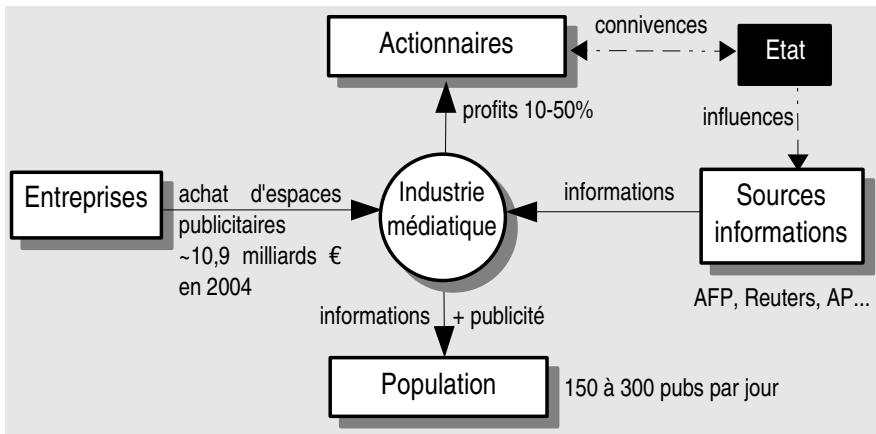
3. La concentration des sources d'informations

Enquêter, recouper et vérifier des informations... Le journalisme d'investigation nécessite du temps et de l'argent. Dans une logique capitaliste, il est plus rentable de privilégier l'information "clé en main", mobilisant moins de journalistes. Cette situation privilégie :

- les groupes capables de réaliser des dossiers de presse ou des sujets prêt-à-diffuser, car disposant de cabinets de communication aux budgets parfois colossaux : multinationales, institutions publiques ou privées, lobbys, etc.
- les agences de presse. Au niveau mondial, trois agences fournissent l'essentiel des informations : l'*Associated Press* (Etats-Unis), *Reuters* (Angleterre) et l'*Agence France Presse* (AFP)*.
- quelques médias "de référence" disposant de moyens d'enquête : les journaux *Le Monde*, *Le Figaro*, *Les échos*, etc.

De nombreux médias se contentent de puiser dans ce type de sources et de les mettre en forme. Les journaux gratuits grand public constituent sans doute le cas extrême de cette démarche. Ainsi, les journaux *20 minutes* et *Métro*, diffusés ensemble à plus d'un million d'exemplaires, totalisent une centaine de journalistes, contre 100 à 250 journalistes par journal dans des quotidiens comme *Libération* ou *Le Monde*, beaucoup moins diffusés. Le succès des journaux gratuits renforce les pires tendances de l'industrie médiatique : une information simpliste, consensuelle, commerciale.

Quelques facteurs structurels de l'industrie médiatique, schéma simplifié



* L'AFP compte 1 200 journalistes, 200 photographes et 2 000 pigistes répartis sur les cinq continents. Elle fournit son information sous forme de textes, photographies et infographies à environ 650 journaux, 400 radios et télévisions, 1500 administrations et entreprises, 100 agences de presse nationales. Au total, directement ou indirectement, elle touche près de trois milliards de personnes.

4. Le pouvoir de l'Etat

L'État français peut être considéré comme un quatrième facteur structurel de l'industrie médiatique. Au niveau national, plusieurs chaînes de télévision et de radio lui appartiennent. Leurs dirigeants sont généralement nommés sur des critères politiques. Ainsi, l'actuel PDG de France Télévision, Patrick de Carolis, est un proche de Jacques Chirac. Tout comme l'actuel PDG de Radio France, Jean-Paul Cluzel, est un intime d'Alain Juppé et proche de Nicolas Sarkozy (il ne cache d'ailleurs pas ses « *idées de droite, catholiques et libérales* »). Au niveau local, les mairies, communautés de communes, conseils généraux et régionaux possèdent de nombreux journaux d'informations. Ils exercent de plus une influence sur les médias locaux par les subventions qu'ils leur allouent.

L'Etat a également une influence sur l'AFP, principale source française d'informations, et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA), organisme de contrôle des médias. Bien que l'AFP soit théoriquement indépendante des pouvoirs publics, l'État français constitue sa principale source de revenu et peut faire des pressions sur les nominations. Même situation pour le CSA, dont les 9 membres sont nommés par le Sénat, l'Assemblée nationale et le président de la République. Actuellement, les 9 membres appartiennent à l'UMP : Dominique Baudis (maire de Toulouse), Sylvie Genevoix (ex responsable à *Madame Figaro*), Marie-Laure Denis (ex cabinet du maire de Paris Jean Tibéri), Agnès Vincent (réalisatrice pour France 3 de l'élogieux documentaire *Bernadette Chirac, première dame de France*), etc.**

Enfin, l'Etat bloque l'accès à certaines informations : documents classés secret-défense, archives non publiques, zones interdites... Est également dénoncé le fichage des journalistes par les services secrets. On trouve notamment dans les mémoires d'anciens des services, comme Yves Bonnet, des explications sur la nécessité de « *"sélectionner" quelques relais fiables et reconnus pour diffuser au bon moment les informations qui conviennent. C'est une sorte de "journalisme sur commande". [...] Le journaliste de confiance, [...] pour prix de sa bienveillance, recueillera des confidences qui deviendront des "scoops"* ». Et de citer quelques interlocuteurs "sympathiques" (qui contesteront sans doute) : Pierre Péan, Charles Villeneuve, Edwy Plenel, etc.*** De là à voir dans les relations opaques de l'Etat et des médias l'une des raisons pour lesquelles certains ouvrages hautement subversifs ont subi une censure médiatique, tels *Affaires atomiques* de Dominique Lorentz ou *La Françafrique* de François-Xavier Verschave, il n'y a qu'un pas.****

* Auteure en 2003 de *La prochaine fois, je le tue !*, livre vengeur contre un jeune qui lui a volé son sac à main dans la rue.

** cf. CQFD n° 27, octobre 2005. Sur le manque d'indépendance de l'AFP et du CSA, cf. www.acrimed.org

*** *Contre-espionnage, Mémoires d'un patron de la DST*, Yves Bonnet, Calmann-Lévy, 2000. Lire également d'autres mémoires d'anciens des services secrets. Par exemple : *Mémoires de l'ombre, Un homme dans les secrets de l'Etat*, Pierre Marion, Flammarion, 1999 ou *Au cœur du secret, 1500 jours aux commandes de la DGSE*, Claude Silberzahn, Fayard, 1995.

**** franchi dans le texte *Françafrique, les médias complices ?*, FX Verschave, disponible sur le site des rens. genereux.

Interlude : les idées saines de Serge Dassault

Serge Dassault est le dirigeant du groupe *Dassault*, présent dans l'aéronautique civile et militaire, la fabrication de logiciels, l'immobilier et les médias. En 2004, *Dassault* a racheté le groupe *Socpresse*, devenant ainsi le n°1 de la presse écrite en France, puis revendant en 2005 la plupart de ses journaux régionaux. Serge Dassault est également sénateur depuis 2004, élu maire de Corbeil Essonnes en 1995 avec les voix du Front National, et enfin la troisième fortune de France (± 10 milliards d'euros en 2003).

A propos de son rachat du groupe *Socpresse*, Serge Dassault a déclaré qu'il devait « *avoir un journal ou un hebdomadaire pour exprimer son opinion [...]. J'en ai assez de me faire insulter dans un certain nombre de journaux parce qu'il y a des gens qui sont incompetents et qui ne connaissent pas les vrais problèmes. Donc, je veux pouvoir répondre. Je souhaite peut-être un jour faire un journal libéral* » (LCI, 21/11/1997) Lors de son rachat du journal *Le Figaro*, Serge Dassault commentait : « *J'ai changé de directeur, j'ai changé la direction, j'ai changé le rédacteur en chef. Donc tout va bien... [Mais] c'est pas terminé, parce que là aussi il faut changer les choses. [...] Il faut que [Le Figaro] soit plus agressif. Il faut qu'on parle de libéralisme, il faut qu'on parle de flexibilité. Il faut qu'il dise l'état d'esprit qui est à gauche. [...] Mais si on n'est pas ultralibéral, si on n'est pas libéral on ne crée pas d'emplois, et si on ne crée pas d'emplois il y a des chômeurs, et s'il y a des chômeurs c'est la pauvreté.* » (RTL, 29/11/2004) Cette référence au libéralisme ne manque pas de saveur quand on connaît la dépendance du groupe *Dassault* vis-à-vis des marchés publics, notamment en matière d'armement. Rien qu'en 2004, le gouvernement de Jacques Chirac a signé pour plus de 3 milliards d'euros de contrat avec *Dassault*.

Terminons ce petit interlude par cet extrait d'un interview donné à France Inter, le 10/12/2004 :

- **Serge Dassault** : « *C'est quoi des idées saines ? Ben c'est les idées qui font que ça marche. Euh, vous savez, par exemple, les idées de gauche sont des idées pas saines. Aujourd'hui, nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent...* »

- **Pierre Weill** : « *Nous sommes en train de crever ?* »

- **SD** : « *Ben oui, oui, on y va tout droit : faut pas travailler, euh, il faut pas gagner beaucoup d'argent, faut partir en vacances... et après ? Eh ben on fabrique plus de produits qui se vendent, ils sont trop chers...* »

- **PW** : « *Mais vous prenez des vacances, vous. Vous gagnez de l'argent.* »

- **SD** : « *Oh, j'en prends assez peu, j'en prends assez peu. Le problème, c'est pas moi. Moi, vous savez, je travaille 70 heures ou plus par semaine, alors j'en suis loin des 35 heures. Euh... quand je dis des idées pas saines, c'est des idées qui trompent le monde... en leur disant, en leur trompant la vérité (sic). Qu'est-ce que c'est que la vérité ? La vérité, c'est la vie. Et la vie, c'est ce qui marche.* »

sources : *Almanach critique des médias*, Les arènes, 2005

* Notons que Marcel Dassault, le père de Serge, a soutenu financièrement le lancement de la carrière de Jacques Chirac et fut longtemps un bailleur de fonds du RPR. Sur la famille Dassault, cf. *Noir Chirac*, FX Verschave, Les arènes, 2002.

II L'imposture journalistique

On se fait encore beaucoup trop d'illusions sur le monde journalistique. Il est aujourd'hui un des plus solides remparts du capitalisme mondialiste. Un journaliste n'est pas nécessairement un individu corrompu, vendu au pouvoir de l'Argent. Je considère même personnellement que les journalistes sont majoritairement des gens honnêtes et sincères. Mais ils sont honnêtement et sincèrement du côté du manche, du pouvoir, des puissants, ils sont des partisans de l'ordre établi même s'il leur arrive d'en critiquer modérément certains aspects. Ils trouvent la société dans laquelle nous vivons plutôt bien faite et agréable dans l'ensemble.

Alain Accardo, *information et mouvement social*

Si nous abordons la question du journalisme après avoir décrit quelques facteurs structurels de l'industrie médiatique, c'est qu'il nous semblait important de dresser au préalable le "décor" dans lequel évoluent les "professionnel-le-s de l'information". Il est ainsi plus aisé de comprendre pourquoi nous mettons sérieusement en cause les grands mythes du journalisme, *l'indépendance* ou *l'intérêt général* alors que les médias sont aux mains de multinationales ; *l'exigence de vérité* alors que l'information est au service d'une logique commerciale ; *la neutralité* alors que s'accumulent les preuves de la complaisance de l'industrie médiatique envers l'ordre établi^{**}. Mais pour mieux expliquer notre défiance vis-à-vis du milieu journalistique, résumons quelques éléments de sa sociologie.^{***}

1. Sociologie du journalisme

Les 35 000 journalistes français-es ne constituent pas un groupe social homogène. Entre un-e présentateur/rice de Journal Télévisé, un-e journaliste de la presse régionale, un-e pigiste de magazine ou un-e éditorialiste renommé-e, les points communs sont faibles, excepté peut-être le milieu social. La grande majorité des journalistes appartient en effet aux couches sociales moyennes et supérieures. Ils/elles sont en général très diplômé-e-s (bac + 5, école de journalisme, Sciences Po ou Université). La sélection sociale à l'entrée de la profession est forte.

* article paru dans le journal *A Gauche*, texte disponible sur le site des renseignements généreux.

** Le parti pris des médias concernant le référendum de mai 2005 pour la constitution européenne constitue sans doute le dernier grand exemple en date. Cf *Almanach critique des médias*, déjà cité.

*** Inspirés des ouvrages *Journalistes précaires*, Alain Accardo, Le mascaret, 1998 ; *Sociologie du journalisme*, Eric Neveu, Poche, 2004.

Un autre point commun de la majorité des journalistes est leur idéologie : « *Pour résumer leur croyance fondamentale, on pourrait dire qu'ils croient sincèrement au bilan finalement positif d'un capitalisme à visage humain, et ils croient que cette croyance n'a rien d'idéologique ni de dépassé. Ils voient bien, par exemple, les innombrables manifestations d'inhumanité de l'ordre capitaliste partout où il a libre cours ; mais ils se refusent à y voir un trait consubstantiel, inhérent à l'essence même du capitalisme, pour en faire un simple accident. Ils parlent de "dysfonctionnements", de "dérives", de "bavures", de "brebis galeuses", condamnables certes, mais qui ne compromettent pas le principe même du système qu'ils sont spontanément enclins à défendre.* »*

Au-delà de ces points communs, le milieu journalistique est très contrasté, marqué par une opposition entre :

- **une classe journaliste dominante**, qui rassemble les responsables de l'industrie médiatique, éditorialistes, présentateurs et journalistes renommés. Ils sont généralement sélectionnés par les propriétaires des journaux et partagent avec les milieux économiques et politiques non seulement des intérêts communs**, mais surtout l'idéologie dominante. Les journalistes les plus influents sont ouvertement favorables aux guerres des puissances occidentales, à la croissance, aux privatisations, aux choix politiques du pouvoir en place. « *Les financiers et les marchands qui ont fait main basse sur l'essentiel des médias n'ont pas besoin de dicter aux journalistes ce qu'ils ont à dire ou à montrer. Ils n'ont pas besoin de violenter leur conscience ni de les transformer en propagandistes. Une fois les postes supérieurs d'encadrement occupés par des professionnels idéologiquement fiables, il n'y a plus qu'à laisser jouer le mécanisme de la cooptation, qui assure, là comme ailleurs, un recrutement évitant, dans la plupart des cas, de faire entrer des renards au poulailler et des hérétiques à la messe. [...] Ainsi les médias sont-ils solidement tenus en main par un réseau à qui il suffit de travailler "comme il sent" pour travailler "comme il doit", c'est-à-dire pour défendre les normes et les valeurs du modèle dominant* ».*

- **une masse de journalistes de plus en plus précaires**, employé-e-s pour produire de l'information le plus vite et le moins cher possible, souvent sous-payé-e-s et pigistes. Leur travail est en général routinier, peu créatif, marqué par la compétition interne et le carriérisme. Les contraintes de temps qui pèsent sur eux/elles sont favorables au recyclage de pensées toutes faites, de préjugés, de lieux communs. Cette situation est renforcée par le conformisme des écoles de journalisme.***

* Alain Accardo, Derrière la subjectivité des journalistes, *Monde Diplomatique*, mai 2000.

** La présentatrice Claire Chazal (TF1) est proche du ministre de la culture Donnedieu de Vabres (UMP) ; la présentatrice Béatrice Schönberg (France 2) est l'épouse de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi (UMP) ; Alain Minc, président du conseil de surveillance du journal *Le Monde*, est un proche du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy (UMP). Ce dernier a d'ailleurs affirmé en 2005 « *J'ai tous les patrons de presse avec moi* » (cité par *Le Canard Enchaîné*, 18/05/05). On pourrait également citer les liens entre Bernard Kouchner et Christine Ockrent, Dominique Strauss-Kahn et Anne Sinclair, etc. Pour de nombreux autres exemples, cf. *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi, déjà cité.

*** cf. *Les petits soldats du journalisme*, François Ruffin, Les arènes, 2003.

2. Le mythe de la neutralité

Les journalistes se présentent souvent comme politiquement neutres. Cette imposture est flagrante si l'on examine la propriété et la finalité de l'industrie médiatique. Nous avons par exemple décrit dans les pages précédentes combien le choix des informations est structuré par une logique commerciale qui privilégie une vision événementialiste, spectaculaire et consensuelle de la réalité. D'une manière plus générale, l'esprit de tout être humain est fortement influencé par son histoire personnelle, sa position sociale, le fait d'être homme ou femme, blanc, noir ou asiatique, etc. Enfin, une information n'est jamais neutre, ne serait-ce que par le choix de sa présentation, c'est-à-dire de tous les facteurs qui influencent la perception d'une information, privilégiant certaines nouvelles et en marginalisant d'autres. Citons quelques-uns de ces facteurs dans le cas de la presse écrite* :

- **La mise en page** d'une information influence l'importance qui lui sera accordée : son emplacement dans le journal (les premières pages et les pages impaires sont les pages privilégiées), sa position dans la page (les angles supérieurs, surtout ceux de droite, constituent la meilleure position), la taille de l'article, la rubrique où l'information apparaît (la meilleure rubrique étant l'éditorial), le choix de la photo associée. L'environnement où l'information apparaît (les articles qui l'entourent, avec leurs titres et photos) peut également devenir un mécanisme très subtil jouant sur l'association plus ou moins consciente d'idées.

- **Le vocabulaire utilisé** est d'une grande importance. Certains termes permettent d'imprégner une information d'une connotation positive (*développement, progrès, croissance, démocratie, liberté, Europe, modéré, emploi*) ou négative (*radical, illégal, anarchiste, fondamentaliste, protectionniste, violent*). Par exemple, pour présenter les privatisations sous un jour favorable, on parlera de *compétitivité* ou de *croissance*. D'une manière générale, l'idéologie capitaliste qui domine l'industrie médiatique se traduit par l'emploi d'un vocabulaire spécifique. Ainsi, certains termes tendent à être remplacés par d'autres : *grève* par *arrêt de travail* ; *armée* par *forces de sécurité* ; *autorités* par *gouvernance* ; *chômeurs* par *demandeurs d'emploi* ; *opprimés* par *exclus* ; *peuple* par *consommateurs, usagers, électeurs* ou *contribuables* ; *patron* par *entrepreneur* ; *travailleurs* par *ressources humaines*, etc.**

Pour toutes ces raisons, et même si ces mécanismes sont généralement utilisés par les journalistes de manière inconsciente, une information est toujours une construction idéologique. « *Tout l'art de la propagande et de la manipulation est de donner l'apparence de la neutralité tout en privilégiant un des camps en présence.* » ***

* Pour un exposé clair et précis de ces facteurs, cf. *Techniques de désinformation, manuel pour une lecture critique de la presse*, brochure disponible sur <http://infokiosques.net>. Sur la manipulation, lire aussi *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Normand Baillargeon, Agone, 2006 ; *La soumission à l'autorité*, Stanley Milgram, Calmann-Lévy, 1994 ; *De l'idéologie aujourd'hui*, François Brune, Parangon, 2005.

** Pour un panorama de cette "novlangue", cf. *LQR, la propagande du quotidien*, Eric Hazan, Raisons d'agir, 2006.

*** Alain Accardo, *Le Monde Diplomatique*, déjà cité.

III Effets politiques des médias

Pris dans un flux d'informations instantanées, surabondantes, omniprésentes et kaléidoscopiques, l'individu se sent au milieu d'un carrousel qui tourne autour de lui et n'y découvre aucun point fixe, aucune continuité : c'est le premier effet de l'information sur lui. Même pour les événements majeurs, il a une peine inouïe à se former une vision juste au travers et au moyen des mille petites touches, variables de couleur, d'intensité, de dimensions, que lui apporte le journal. Dès le lendemain surgit un nouveau paquet d'informations qui exigent une nouvelle mise au point qu'il n'aura pas le temps de faire. Comme de plus, l'information est presque toujours de l'ordre de l'accident, de la catastrophe ou de la guerre, il a l'impression de vivre dans un monde incohérent où tout n'est que menace.

Jacques Ellul, *Le système technicien*, Le Cherche-midi, 2004

Les informations que nous recevons façonnent nos imaginaires, nos représentations du monde, nos désirs. Voici quelques-uns des effets politiques de l'industrie médiatique :

- L'anesthésie de la réflexion. Penser nécessite du temps et du calme. Il suffit d'allumer la télévision pour constater la rapidité d'enchaînement des images et du son. Le cinéaste Peter Watkins a nommé ce style de structure narrative la "monoforme", cette « *manière de découper les films en minuscules petits bouts : cut cut cut toutes les 3 à 5 cinq secondes avec un bombardement incessant de sons, une caméra en perpétuel mouvement. Cette chose, la monoforme, est devenue LE format obligé structurant tous les films télé et quasiment l'ensemble de la production du cinéma commercial. Cut, mouvement, secousse, Bing, Bang, cut, cut, cut. Et le montage est de plus en plus rapide, c'est presque comme les clips sur MTV. Vous êtes entraînés à travers cette structure narrative monolinéaire par ce formatage frénétique et manipulateur [...]. Les coupures (à peu près toutes les trois secondes) maintiennent le suspense, et empêchent l'installation d'espaces de réflexion !* »^{*} A ce titre, le journal télévisé constitue une caricature. Comment approfondir les informations présentées quand plus de vingt sujets sont traités en trente minutes ? L'impératif de concision et de sensation sont favorables à la pensée stéréotypée, aux lieux communs, aux pulsions plutôt qu'à la pensée critique.

^{*} Peter Watkins, cinéaste engagé (*Punishment Park, La Commune, La bombe...*), *Entretien sur la monoforme*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

- **L'entretien de la peur.** Les catastrophes, les guerres, les attentats, les massacres et les faits divers sanglants constituent des sujets de prédilection pour l'industrie médiatique.* Ces événements sont généralement présentés sous un jour arbitraire et imprévisible. Leurs causes sont peu explicitées, l'information étant focalisée sur son caractère spectaculaire. Cette situation alimente le fatalisme de la population. Convaincue que ses gestes quotidiens auront peu d'impact, elle ne voit pas comment elle pourrait, à son niveau, changer le cours des choses. A moins d'espérer un régime politique autoritaire et sécuritaire, thème de prédilection des campagnes électorales depuis 15 ans.

- **Le renforcement de l'ordre établi** et de son idéologie dominante, à travers l'apologie du capitalisme, du progrès technique, du bonheur individuel par la consommation. Les alternatives sont marginalisées ou occultées. La vie politique est réduite aux querelles des partis et aux élections. Si la masse d'informations quotidiennes donne à la population l'illusion d'une participation collective, elle renforce en réalité sa passivité. La communication de masse est conçue à sens unique, du producteur vers le spectateur. Les médias nous parlent, mais nous ne pouvons pas répondre.

- **Le narcissisme.** *« Que savoure-t-on exactement dans la consommation d'événements ? Souvent ces mêmes émotions troubles que l'on recherche dans les fictions : la catastrophe (qui m'épargne), la révolte (qui m'honore), la grandeur (du héros emblématique auquel je m'identifie), le suspense (qui va gagner la guerre d'Irak ?), la compassion (provisoire), le sadisme (qui me flatte et que je dénonce aussitôt), bref tout un imaginaire lié à une complaisante dégustation de soi. »***

Ajoutons à ces effets le mélange incohérent des informations (en quelques secondes, des sujets graves -guerres, catastrophes...- font place à des sujets divertissants -tennis, films...), et nous aboutissons au/à la téléspectateur/rice d'aujourd'hui : distrait-e, conformiste, fataliste, propagateur/rice quotidien-ne de ce que François Brune qualifie de « *pensée anonyme* ». Chacun-e se fait le relais, dans ses discussions quotidiennes, des informations reçues la veille, la plupart du temps déconnectées de son quotidien.***



* notamment des journaux télévisés, principales sources d'information des Français-es. Pour une analyse de la répartition des sujets abordés dans les journaux télévisés, cf. site de l'émission *Arrêt sur image*, www.france5.fr/asi. Pour une critique de l'émission *Arrêt sur image*, voir le film *Enfin pris !* de Pierre Carles.

** Ces événements qui n'existent pas, déjà cité. Sur le narcissisme, cf. également *La culture du narcissisme*, brochure des renseignements généraux.

*** cf. *Les médias pensent comme moi*, François Brune, L'Harmattan, 1996.

IV Médias et militantisme

L'expérience historique concrète de tous ceux qui ont essayé d'instrumentaliser les médias de masse à des fins critiques, subversives et révolutionnaires est que de telles tentatives sont vouées à l'échec. Les militants politiques qui cherchent à changer la société feraient mieux de se consacrer au travail de longue haleine que suppose l'organisation politique plutôt que d'organiser un mouvement en se fiant à des miroirs.

Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?*, Climats, 2001

Nous avons jusqu'ici décrit l'importance de l'industrie médiatique dans la préservation de l'ordre existant. Dans ces conditions, que peuvent espérer les mouvements de transformation sociale de leur rapport avec les médias ? Quel est l'intérêt politique pour des militant-e-s d'accepter des interviews, des reportages, des émissions de radio ou de télévision ? Afin d'alimenter ce vaste débat, voici quelques éléments de réflexion.*

La médiatisation exerce une fascination indéniable, notamment sur les mouvements contestataires naissants. Une tribune médiatique nourrit l'espoir d'informer une large partie de la population, susceptible par la suite de rejoindre le mouvement. C'est également la perspective de s'adresser à des groupes sociaux apparemment peu réceptifs aux autres formes d'interpellation politique (réunions publiques, affiches, tracts, presse alternative...). Cependant, peut-on se servir des grands moyens de communication sans s'y asservir ? Jouer le jeu de l'industrie médiatique, c'est en effet accepter :

- **la spectacularisation.** Utilisant l'information comme un "produit d'appel", l'industrie médiatique cherche à faire d'un mouvement social un spectacle "vendeur" : mises en scène, slogans, images chocs... Corollaire de cette spectacularisation, les explications sur les causes et les objectifs des luttes sociales sont généralement simplistes. Reportages courts, citations tronquées, amalgames grossiers et analyses à l'emporte-pièce constituent souvent le lot commun du traitement médiatique de la contestation. Et ce d'autant plus qu'il est quasiment impossible pour un mouvement social de maîtriser la manière dont leurs prises de parole et leurs actions seront reprises par les médias.

* Toutes ces analyses sont extraites de deux textes : *Le comportement des militant-e-s face aux médias* de Serge Halimi, et *Crédibilité quand tu nous tiens* de Sortidserre, tous deux disponibles sur le site des rens. génériques.

- **la personnalification.** Les médias dominants se focalisent systématiquement sur les leaders et les représentant-e-s de la contestation. Pour peu que ces dernier-e-s soient télégéniques, ils/elles sont invité-e-s dans des émissions où leur vie personnelle (parcours, goûts...) sera davantage questionnée que les objectifs et la pensée des mouvements collectifs qu'ils/elles sont censé-e-s représenter. Cette tendance à occulter la dimension collective des mouvements ne fait que renforcer la dépolitisation de la population, la politique étant réduite à un affrontement entre des personnalités contrastées.

- **la sélection.** Les journalistes choisissent spontanément des interlocuteur/rices qui leur ressemblent, qui s'expriment avec leurs mots et leurs idées reçues. Conformément à leur idéologie dominante, ils/elles sélectionnent les mouvements qui se montrent disposés à accepter des réformes, surtout si leurs représentant-e-s sont prêt-e-s à en débattre dans une émission. En revanche, les mouvements qui visent une transformation plus profonde de la société (anticapitalistes, révolutionnaires, anarchistes...) sont qualifiés d'extrémistes, d'irresponsables, de doux rêveurs. Ou, comme la plupart des mouvements sociaux classiques, ils sont peu à peu banalisés et tus.

- **l'autocensure.** Dans l'espoir d'être médiatisé-e-s, les contestataires sont tenté-e-s de choisir une forme d'action non pas en fonction de ses effets attendus sur l'issue du conflit, mais en imaginant qu'elle intéressera davantage les journalistes (actions spectaculaires, inédites...). Les actions médiatiques deviennent ainsi des actions *pour les médias*. Cette dynamique s'accompagne souvent d'efforts pour ne pas "choquer l'opinion publique", espérant ainsi être rejoints par le plus grand nombre de personnes possibles. Enfin, dans cette tentative d'accéder à l'espace médiatique tout en essayant de conserver une image publique valorisante et d'échapper à l'image stéréotypée véhiculée par les journalistes, les contestataires s'interdisent toute critique radicale de l'industrie médiatique, du rôle des journalistes, etc.

Au final, et ce quels que soient les efforts déployés, les mouvements sociaux sont généralement associés à une image dépréciative qui les présente comme des luttes corporatistes, folkloriques, immatures ou extrémistes. *« Les médias ne sont pas de notre côté. De par leur fonctionnement, leurs présupposés et leurs messages, ils sont toujours plus proches du statu quo que d'une sensibilité au changement social. On peut choisir de les utiliser, à pas de loup et de façon exclusivement stratégique, comme on se saisit d'une partie de l'appareil dominant pour la retourner contre une autre, comme on fait jouer entre elles des rivalités politiciennes, comme on lance un recours en « justice » pour retarder un projet ou une expulsion. Un « coup » médiatique, selon les cas, peut être un moyen de pression très circonstanciel sur les hauts placés, évidemment préoccupés par leur image. Mais attention à ne pas gaspiller trop d'attentes et de forces sur ce terrain miné. Méfiance ! »**

Reste une autre voie à explorer : réinventer les médias

* *Crédibilité quand tu nous tiens, déjà cité.*

V Réinventer les médias

Sommes-nous condamné-e-s à subir l'industrie médiatique, cet obstacle aux projets de transformation sociale ? Fort heureusement, non. Nous pouvons réinventer les médias, c'est-à-dire nous réapproprier d'autres outils d'information, de production et de diffusion d'idées. De multiples initiatives existent, elles ne demandent qu'à être développées et approfondies.

1. S'informer autrement

Informersur des sujets occultés ou maltraités par l'industrie médiatique (luttessociales, écologie, rapport au travail, critique des médias, alternatives, place des femmes, immigration...), tel est le principal objectif des médias alternatifs et indépendants. Ce terme désigne des structures d'information qui ne sont pas financées par la publicité ni contrôlées par des institutions publiques ou privées. Elles fonctionnent généralement de manière participative ou autogérée, et encouragent la libre diffusion de leur contenu.* Les médias alternatifs sont très différents par leur ton, leur qualité, leur périodicité, leur thème de prédilection. Voici cependant quelques repères :**

- **Des journaux.** Plusieurs journaux alternatifs sont diffusés entre 1000 et 15000 exemplaires par numéro. Certains sont diffusés en kiosque : mensuels *CQFD*, hebdomadaire *Le Monde Libertaire*, bimestriels *Le Plan B*, *La décroissance*. D'autres sont diffusés par abonnement ou dans certains lieux spécifiques (librairies, coopératives bio...) : mensuels *S!lence*, *Courant alternatif* trimestriels *Afrique XXI*, *Offensive*, *L'Envolée* et *Passerelle Eco*. Certains journaux associatifs se distinguent également par leur qualité de contenu : *Billets d'Afrique* (mensuel de l'association Survie), *Trait d'Union* (trimestriel de la CRIIRAD), *Aujourd'hui le Nanomonde* (publication de *Pièces et Main d'Oeuvre*). Citons enfin de nombreux journaux locaux : *Ch'Fakir* (Amiens), *La Lettre à Lulu* (Nantes), *Le satiricon* (Toulouse), *Le Ravi* (Marseille), *L'Oursaint* (Toulon), *L'Aiguillon* (Chartres), *Le Caribou Libéré* (Grenoble), etc. Notons que toutes ces publications sont relativement participatives ; il est souvent possible de proposer des articles.

- **Des radios.** Parmi les nombreuses radio libres et associatives, citons radio *Zinzine* (Alpes), radio *libertaire* (Paris), radio *Canuts* (Lyon), radio *kaléidoscope* (Grenoble), radio *Galère* (Marseille), radio *FMR* (Toulouse), etc.***

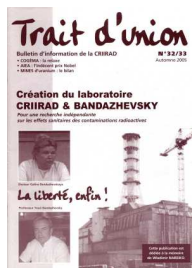
* notamment via le copyleft, forme de copyright qui autorise à copier, utiliser, modifier et distribuer l'œuvre d'un-e auteur-e normalement soumis-e au droit d'auteur-e (cf. www.gnu.org/philosophy/philosophy.fr.html).

** Pour un recensement des médias alternatifs, cf. *Guide des médias alternatifs*, édité par *Le P'tit gavroche*, cf. <http://www.guidaltern.org>. Consulter également les liens du site internet des renseignements généraux.

*** Une liste des radio libres est proposée par le Syndicat national des radio libres, cf. www.snrl.org

- **Des sites internet.** Il existe de nombreux sites internet proposant des informations alternatives en ligne. Citons le réseau mondial *Indymedia* (www.indymedia.org), structures participatives proposant des agendas locaux, des dossiers de fond et des articles en ligne* ; *samizdat* (www.samizdat.net) ; *rezo* (<http://rezo.net>) ; *l'homme moderne* (www.homme-moderne.org) ; *bellaciao* (www.bellaciao.org). Citons enfin quelques très bons sites thématiques : *pressafrique* (France Afrique, www.pressafrique.com), *acrimed* (critique des médias, www.acrimed.org), *observatoire des inégalités sociales* (www.inegalites.org), etc.**

- **Des livres.** Cela peut sembler banal, mais rien ne vaut la lecture d'ouvrages approfondis pour comprendre un événement, une situation ou une réalité sociale. Cela suppose de fouiller les bibliothèques, les librairies, les infokiosques***, etc.



* En France, il existe des *indymedia* à Lille, Marseille, Nantes, Grenoble, Nice, Paris, Toulouse. A Lyon, le site *Rebellyon* (<http://rebellyon.info>) est une initiative comparable.

** Pour une liste plus exhaustive, cf. site internet des renseignements généraux.

*** Les infokiosques sont des bibliothèques alternatives, présentes dans certaines villes (<http://infokiosques.net/>).

2. Produire de l'information

L'industrie médiatique nous habitue à envisager la production de l'information comme une activité réservée aux "professionnel-le-s", aux journalistes. Dès l'enfance, nous sommes éduqué-e-s à nous comporter en consommateurs/trices passifs/ves* d'informations, déléguant aux médias un vaste pouvoir sur notre compréhension du monde et nos idées politiques.

Pour développer notre autonomie vis-à-vis de l'industrie médiatique, nous devons apprendre à produire nous-mêmes de l'information, c'est-à-dire enquêter, écrire des textes, des livres, tourner des vidéos, enregistrer des émissions radio sur des thèmes occultés ou marginalisés par les médias. Un crayon, un caméscope, un enregistreur, un ordinateur, beaucoup de curiosité et un brin d'intelligence (du latin *inter-legere*, c'est-à-dire la capacité à faire des liens entre les éléments glânés), et nous voilà producteur/rices d'informations !

Cette démarche est notamment celle du réseau *indymedia* : il s'agit de créer des outils coopératifs (sites internet, radio, presse) permettant à toutes les personnes qui partagent des critiques et des sensibilités de mettre en commun ce qu'ils/elles savent. L'idée est de nourrir d'exemples locaux, précis, proches et d'autant mieux compréhensibles par les autres habitant-e-s de nos villes les critiques globales du système capitaliste.**



Citons également le travail du collectif grenoblois *Pièces et Main d'Oeuvre*, partisan de *l'enquête critique****. Depuis plusieurs années, ce collectif diffuse des textes qui connaissent une certaine notoriété sur le téléphone portable, les nanotechnologies, les effets sociaux et écologiques de la course à la croissance, les liens entre pouvoir politique, financier, militaire, etc. L'enquête critique consiste à décortiquer la presse locale et nationale, sélectionner les citations et chiffres marquants, trier les informations et les relier entre elles, fouiller dans les bibliothèques et les archives des universités, consulter les sites internet des entreprises et des collectivités locales. Ce travail permet de réaliser le décalage entre la pauvreté de l'information délivrée par les médias et la richesse de ce que nous pouvons glâner nous-mêmes.

* Cette division se retrouve dans toute la société : chefs/salariés, profs/élèves, élus/électeurs, etc.

** Pour des méthodologies d'enquête locale, cf. texte *Enquêter soi-même*, <http://grenoble.indymedia.org>

*** cf. texte *Pour l'enquête critique*, www.piecesetmaindoeuvre.com.

3. Diffuser l'information

En matière de diffusion d'information, l'avantage quantitatif de l'industrie médiatique est considérable. Chaque jour, des millions de Français-es entendent les mêmes discours, regardent les mêmes images. Cette situation paraît incontournable.

Pourtant, de la même manière que nous pouvons produire nous-mêmes des idées, nous pouvons diffuser nous-mêmes des informations. Une initiative d'autant plus importante que la circulation des idées peut être plus puissante que les médias dominants. *« Ce qui me touche le plus, ce n'est pas le discours calibré du speaker à l'écran, mais la conversation avec un-e proche, le débat public où j'ai pu prendre la parole, le texte étonnant qu'une connaissance m'a conseillé, les polémiques qui secouent ma bande de potes, l'échange avec un individu en chair et en os, avec ses expressions, ses attitudes et ses mystères, que je découvre autour d'une activité commune. »*^{*}

Pour contrer l'industrie médiatique, nous pouvons commencer par diffuser et faire connaître les médias alternatifs et indépendants : les présenter à notre entourage, commander des journaux alternatifs par série de dix (tarifs dégressifs) et les vendre à la criée, coller des affiches^{**}. Pour partager nos idées, nous pouvons aussi créer des sites internet^{***}, tenir des tables de presse, réaliser des fresques sur les murs, organiser des débats, des projections de films, mais aussi tout simplement parler avec ses voisin-e-s, des inconnu-e-s, lors des manifestations en marge des cortèges, aborder les personnes, *« écouter, argumenter, il peut y avoir du régal là-dedans, et des liens inattendus. »*^{*}

En matière de diffusion d'idées, citons enfin quelques riches initiatives : la coopérative de diffusion alternative *Co-errances* (www.co-errances.org) ; les infokiosques et les librairies indépendantes (<http://infokiosques.net>) ; l'Agence de Presse Libération (APL) qui, dans les années 70, concurrençait les agences de presse officielle ; *Zalea TV* (www.zalea.org), télévision associative qui réalise partiellement le rêve du cinéaste Peter Watkins, celui d'une télévision *« complexe, calme, non linéaire, prolongée et introspective »*.

A nous d'inventer de nouvelles formes d'expression, de soutenir les initiatives existantes, de faire rayonner nos idées.

^{*} Nous nous inspirons une fois de plus du texte *Crédibilité quand tu nous tiens*, Sortidserre, déjà cité, dont sont tirées toutes les citations de cette page.

^{**} En demandant des affiches aux journaux concernés, ou en réalisant soi-même des affiches originales.

^{***} Attention cependant à ne pas se bercer d'illusions sur l'accès à Internet. Au total, un tiers de la population y avait accès en juin 2004. Seulement un gros quart des ouvriers contre les trois quarts des cadres étaient connectés. Enfin, la démarche de l'internaute est avant tout un acte volontaire issu de connaissances ultérieures.

En guise de conclusion

Des médias de plus en plus concentrés, des journalistes de plus en plus dociles, une information de plus en plus médiocre. Longtemps, le désir de transformation sociale continuera de buter sur cet obstacle. S'il faut néanmoins tempérer la noirceur d'un tel bilan, c'est uniquement en raison des échecs de la propagande. La vie sociale résiste à l'écran. Elle informe davantage que "l'information" sur les mécanismes du pouvoir et sur l'urgence des refus. Les grèves de novembre-décembre 1995 et, dix ans plus tard, la campagne du référendum européen en ont fourni d'éclatants rappels.

Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Raisons d'agir, 2005.

Les brochures des renseignements généreux sont nées d'une révolte face au système médiatique actuel : son amnésie, sa confusion, son uniformisation, sa façon de marginaliser certains sujets, de taire les alternatives sociales. Nous avons tenté depuis lors, avec nos modestes moyens, de produire et de diffuser une information limpide et concise, première approche vers des pistes d'approfondissement.

Bien sûr, comme toutes nos autres brochures, celle-ci mériterait des nuances. Nous avons par exemple peu évoqué les résistances de certain-e-s journalistes qui tentent de combattre, au sein de leurs rédactions, les pratiques dominantes. Pour tempérer le caractère parfois trop monolithique ou caricatural de notre exposé, nous vous conseillons les ouvrages dont nous nous sommes inspirés.

Cependant, et bien qu'elle soit traversée par des courants de dissidence, l'industrie médiatique reste à nos yeux une nuisance globale. Dominée par le Pouvoir et l'argent, elle constitue un redoutable obstacle aux projets de transformation sociale. Elle se fait le relais des dominations politiques et économiques. Elle entretient la passivité et le conformisme de la population. Ne comptons pas sur ces médias pour dénoncer les impasses sociales et écologiques du capitalisme, la Françafrique, les conséquences nucléaires, le détournement de l'aide au développement, etc.

A nous de combattre cette triste réalité par la vigueur de nos pratiques alternatives, par nos critiques des médias dominants, par le développement de médias indépendants. Par nos efforts de lucidité, de créativité et de résistance, réinventons les médias.

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est trop concise pour être exhaustive... Voici quelques ouvrages indispensables pour approfondir le sujet.



Les nouveaux chiens de garde

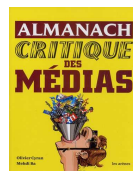
Serge Halimi, Raisons d'agir, 2005 (1997)

Une analyse acerbe des relations entre les médias et les pouvoirs politique, financier et industriel. Une mine de citations.

Almanach critique des médias

Ouvrage collectif, Les arènes, 2005

Enquêtes, décryptage, interviews et « perles » par centaine. 350 pages de concentré d'informations.



Sur la concentration dans les médias

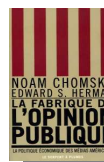
Observatoire français des médias, Liris, 2005

Un livre de référence sur l'état actuel de la concentration dans l'industrie médiatique.

La fabrique de l'opinion publique

Noam Chomsky, Edward Herman, Le serpent à plumes, 2003

Trente ans d'analyse du traitement médiatique aux Etats-Unis.



Les médias pensent comme moi

François Brune, L'Harmattan, 1996

Comment les médias produisent en nous des *discours anonymes* qui envahissent notre imaginaire quotidien.

Sites internet incontournables : *Actions Critique Médias* (www.acrimed.org) et *Observatoire français des médias* (www.observatoire-medias.info).

Enfin, vous trouverez sur le site des renseignements généreux tous les autres ouvrages dont nous nous sommes inspirés pour cette brochure.

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

SOMMES-NOUS EN DÉMOCRATIE ?



***La démocratie représentative,
ses conséquences et ses alternatives***

Pourquoi cette brochure ?

Démocratie. Ce mot évoque la liberté, il éveille en nous des connotations positives. Qui oserait se prétendre « contre la démocratie » ? D'ailleurs, "bonne nouvelle" : la France est une démocratie, plus précisément une démocratie *représentative*. Telle est la réalité enseignée par les professeurs d'éducation civique dans les écoles, tels sont les sous-entendus ou les affirmations de la plupart des médias, tel est l'idéal auquel se réfère la quasi-totalité des politiciens.

Pourtant, comment expliquer, dans une démocratie : des taux d'abstention aux élections si élevés, la présence d'une "caste" de décideurs politiques se renouvelant peu, une désaffection vis-à-vis du militantisme politique et syndical, une litanie de corruption et de criminalité politique, une concentration sans précédent des médias dans les mains d'entreprises privées, la monstruosité de la politique française en Afrique, ou encore l'absence de débat sur le nucléaire ?*

Face à cette réalité, deux hypothèses semblent possibles :

- Soit nous considérons, malgré tout, la démocratie représentative comme le "moins mauvais" des régimes politiques. Ses "dérives" peuvent alors être perçues comme des "accidents" marginaux, presque inévitables du fait de la "nature humaine". De meilleurs contre-pouvoirs, de meilleures lois ou de meilleurs gouvernants produiraient des effets différents.
- Soit nous étudions dans quelle mesure ces faits sont des conséquences directes du système de démocratie représentative, et dans quelle mesure ils ne peuvent être réellement dépassés sans une profonde transformation des institutions politiques.

Cet exposé explore la seconde hypothèse. Nous allons essayer d'expliquer en quoi la démocratie représentative nous semble favoriser les actes de corruption, le mensonge d'État, la tyrannie des groupes privés, l'apathie politique de la population ou encore l'élitisme des représentants. Pour cela, nous nous sommes essentiellement basés sur les écrits de Cornélius Castoriadis, philosophe et politologue contemporain.

Fructueuse lecture.

Remerciements : un grand merci à Sylvain et Geneviève pour leurs illustrations !

* Sur tous ces sujets, cf. brochures *Que fait la France en Afrique ?*, *A qui profite l'aide au développement ?*, *Nucléaire : jusqu'ici tout va bien*, *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généraux).

I Critique de la démocratie représentative

La démocratie représentative consiste à accorder, par le vote et pour une période définie (4, 5, 7 ans...), une délégation irrévocable de pouvoir à des représentants. Tout au long de leur mandat, ceux-ci sont censés gérer les affaires publiques au nom de la volonté du peuple.

Pour Cornélius Castoriadis, ce régime est une « *aliénation*^{*} politique » :

- Les élections constituent une illusion de choix.
- Les représentants sont difficilement contrôlables.
- Les pouvoirs sont concentrés aux mains d'une oligarchie.
- La population est dépolitisée.

Avant de développer ces arguments, précisons que ceux-ci s'appliquent plus particulièrement à la V^{ème} République française. Cependant, cette analyse vise la démocratie représentative en général. Quelles que soient leurs constitutions, les différentes démocraties représentatives occidentales nous semblent présenter des traits communs en matière de répartition des pouvoirs, de corruption, de politique étrangère, d'attitude de la population vis-à-vis du monde politique, etc.”



* Aliénation : Fait de céder ou de perdre un droit, un bien naturel. État de l'individu qui est privé de son humanité et est asservi.

** Pour une histoire de la démocratie représentative et de ses critiques, cf. *Le Peuple introuvable : Histoire de la représentation démocratique en France*, Pierre Rosanvallon, Gallimard, 1998 ; *Principes du gouvernement représentatif*, Bernard Manin, Flammarion, 1995 ; *L'antiparlementarisme en France*, Defraïnes, Que sais-je ?, 1990.

1. Les élections : une illusion de choix

Les élections sont censées permettre aux citoyens de choisir leurs représentants. Mais avons-nous vraiment le choix ?

■ Les candidats sont pré-sélectionnés

L'électeur choisit entre des candidats qui ont déjà été pré-sélectionnés par des partis dont le caractère démocratique est lui-même contestable, selon des critères plus ou moins occultes (luttres de pouvoir, stratégies électorales, groupes d'intérêts, etc.).

■ Les élus peuvent influencer leur réélection

Par la prise de décisions démagogiques avant les élections ou par des stratégies de marketing médiatique, les élus ont la possibilité d'influencer leur réélection. Par exemple, de nombreuses analyses décrivent les rapports entre le pouvoir politique et les médias : réseaux relationnels liant journalistes et Hommes politiques, presse détenue par des industriels et financiers proches des cercles du pouvoir, logiques du "champ médiatique" tendant à transformer les journalistes, la plupart du temps malgré eux, en rouages du parti majoritaire, etc.*

■ Les votes concernent des "courants politiques" et non des décisions précises

Une élection ne définit pas l'application d'un programme mais la nomination à un poste de pouvoir. La population accepte que des décisions politiques précises soient prises par ses représentants, sans consultation publique (hormis quelques cas exceptionnels, comme les référendums). Dans ces conditions, élire un représentant, c'est accepter le risque que ce dernier prenne des décisions contraires à la volonté du peuple, et cela au nom du peuple même**. Certes, les candidats peuvent proposer, pendant leurs campagnes, l'application de mesures précises. Mais, une fois élus, ils n'ont aucune obligation formelle de tenir leurs promesses. Voter pour un candidat repose sur l'espoir que celui-ci agira lors de son mandat avec un état d'esprit conforme à l'idéologie politique qu'il a affichée lors de sa campagne. Or, la plupart du temps, « à peine l'élection faite, passé l'état de grâce », les Français se réveillent de cette gorgée d'eau du Léthé qu'est à

* Les médias dominants, en particulier les médias locaux, loin d'exercer un contrôle sur les affaires publiques, tendent à appuyer les décisions prises par le pouvoir en place. (cf. *Réinventer les médias*, brochures des renseignements généraux, *L'opinion ça se travaille*, Halimi et Vidal, Agone, 2000 ; *Le Monde, un contre-pouvoir ?* Gouteux, L'Esprit frappeur, 1999 ; *Les petits soldats du journalisme*, Ruffin, Les arènes, 2003 ; *La fabrique de l'opinion publique*, Chomsky, Le serpent à plumes, 2003 ; documentaire *Pas vu pas pris*, Pierre Carles, 1999 ; site du Réseau ACRIMED, <http://acrimed.samizdat.net>).

** A cet égard est significative l'absence de débat qui a caractérisé (et caractérise toujours) l'imposition du nucléaire, des chimères génétiques ou, plus récemment, des nanotechnologies (cf. brochure *Les illusions du progrès technique*, Les renseignements généraux).

chaque fois pour eux la dramaturgie électorale. C'est l'heure des reniements gouvernementaux. Pas seulement en 1983 avec Mitterrand, ou en 1995 avec Chirac. Mais aussi bien en 1997, avec Jospin, dont les actions décisives annoncées en cours de campagne se sont vite traduites par une série de renoncements : signature du "pacte de stabilité budgétaire" (dénoncé dans les meetings) ; fermeture de l'usine de Vilvoorde (avec le recours à l'expertise d'un "expert indépendant" connu pour ses convictions pro-flexibilité) ; poursuite des privatisations de fait sous un vocabulaire qui feignait de les récuser (il s'agissait seulement « d'ouvrir le capital aux actionnaires privés »...), etc. »*

L'alchimie des élections

Tous les quatre ou cinq ans, généralement un dimanche, la volonté collective se liquéfie. Elle est recueillie au goutte à goutte dans des vases sacrés appelés "urnes". Ce fluide, après avoir été fortement condensé, est transvasé le soir même dans l'esprit de quelques centaines d'élus qui désormais vont agir pour réaliser et servir la volonté collective...



d'après Cornélius Castoriadis,
Le carrefour des labyrinthes, Seuil, 1996

* François Brune, *De l'idéologie aujourd'hui*, Parangon, 2004.

2. Des représentants incontrôlables

Une fois élus, nos représentants prennent des décisions sans consulter la population. De plus, leur mandat est quasiment irrévocable*. La population offre en quelque sorte une "carte blanche" à ses représentants. Certes, cette carte blanche est tempérée par le cadre légal (la constitution, les lois, la Justice), le verdict des élections (à la fin du mandat) ou d'éventuelles pressions populaires (grèves, manifestations, etc.). Mais ces "contre-pouvoirs" reposent sur deux conditions :

- La connaissance précise des actions menées par nos représentants.

Qui connaît l'emploi du temps de son député ? L'ensemble des décisions adoptées quotidiennement par son maire ? Le budget précis de l'État français ? Bien sûr, certains documents publics permettent d'avoir accès à l'essentiel des décisions prises par nos élus (compte-rendu des conseils municipaux, journal officiel**, etc.). Mais ces informations, quand elles ne demandent pas un effort inouï pour se les procurer, sont souvent complexes pour le "profane". En réalité, la population n'a accès qu'à la part médiatisée de l'action de ses représentants. De plus, rien n'oblige un élu à rendre compte de l'ensemble de ses actions. Dans ces conditions, il est logique que les représentants ne cherchent à médiatiser que les actes politiques susceptibles de les mettre en valeur. Enfin, les motifs des décisions politiques sont parfois secrets. Par exemple, le délai légal d'accès à certaines archives publiques est de plusieurs dizaines d'années.

- L'indépendance du pouvoir et de la Justice.

Celle-ci est extrêmement incertaine. Une fois en place, le Pouvoir peut tenter de contourner ou de contrôler les institutions judiciaires. Par exemple, l'article 64 de la Constitution française stipule que le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire est le Président de la République, assisté par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Le comble de cette situation a été atteint en 2001, lorsque le Président a été personnellement mis en cause par plusieurs juges d'instruction (affaire des "marchés publics d'Ile-de-France" notamment). Les juges réclamaient la mise en examen de Jacques Chirac. La plus haute instance de la Justice française, le Conseil Supérieur de la Magistrature, décida d'examiner la demande des juges. Or le président du C.S.M. n'est autre que... le Président de la République ! Jacques Chirac a évidemment orienté les décisions du C.S.M dans un sens qui lui était favorable, en rejetant les mises en examen.***

* Sauf actes susceptibles d'une procédure judiciaire grave. Cependant, la plupart des élus bénéficient d'une immunité dans l'exercice de leur fonction (cf. députés français et européens, président, etc.).

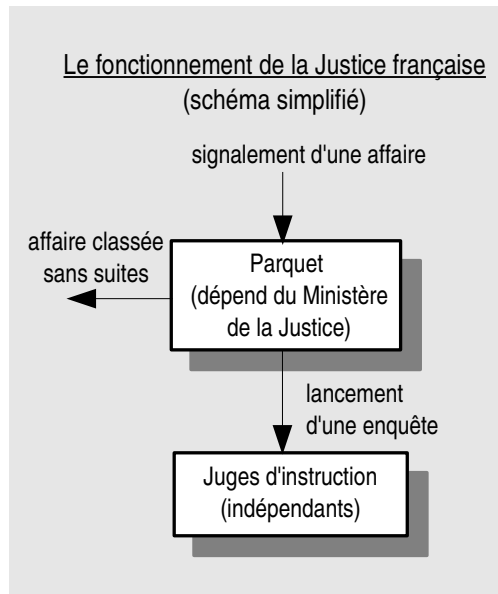
** Le Journal officiel de la République française est le quotidien officiel édité par l'État français dans lequel sont consignés tous les événements législatifs (lois, décrets), réglementaires (arrêtés), déclarations officielles et publications légales.

*** Le même Jacques Chirac a cependant déclaré, le 11 janvier 2002, devant la Cour de Cassation : « *La société démocratique est, par essence, une société de responsabilité. [...] Rien ne serait pire que de laisser s'étendre le sentiment de l'impunité.* » Bel hommage du vice à la vertu.

D'une manière générale, le manque d'indépendance de la Justice française est structurel. Celle-ci est en effet composée de deux institutions : *le Parquet*, qui dépend du Ministère de la Justice, et *l'Instruction*, indépendante des Pouvoirs publics. Pour les affaires de criminalité, ce sont les juges d'instruction qui sont chargés d'enquêter. Cependant, ils ne peuvent s'auto-saisir d'un dossier : c'est le Parquet qui valide ou non le lancement d'une enquête. Si, lors de son enquête, un juge d'instruction découvre des faits nouveaux, il ne peut s'en saisir qu'après avoir reçu une nouvelle autorisation du Parquet. Autrement dit, une enquête n'a aucune chance de démarrer ni d'aboutir sans une coopération du Pouvoir en place. Le Procureur, le Garde des sceaux, le Ministre de la Justice : tous peuvent intervenir pour bloquer une enquête.

Ces constats ont été clairement décrits par les juges d'instruction Eva Joly et Eric Halphen, respectivement chargés des dossiers "Elf" et "marchés publics d'Ile-de-France". Ces juges ont témoigné des conditions éprouvantes de leurs enquêtes, des pressions politiques dont ils ont été l'objet, du manque d'indépendance de la Justice française.*

Un seul exemple : au cours de ses investigations, le juge d'instruction Eric Halphen a mis à jour un certain nombre de faits non directement liés à son enquête : la découverte de 24 millions de francs en espèce dans les bureaux du Parti Républicain, la découverte d'une importante somme d'argent liquide et d'armes dans l'appartement de M. Tibéri alors Maire de Paris, la luxueuse réfection de l'appartement de la Ville de Paris occupé par le fils de M. Tibéri, les nombreux emplois fictifs du RPR, etc. Ces éléments ont parfois été partiellement médiatisés, mais aucune enquête complémentaire n'a été lancée par le Parquet. Pourquoi ? Parce que le Parquet est dirigé par le Ministère de la Justice, c'est-à-dire par le gouvernement en place, c'est-à-dire, au moment de l'enquête, par des anciens membres du RPR.



* *Sept ans de solitude*, Eric Halphen, Denoël, 2002 ; *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?*, Eva Joly, Les arènes, 2003.

3. Conséquence : un système favorisant la corruption

Le système représentatif encourage le développement d'une corruption étendue et diffuse parmi les représentants. Une logique "clientéliste" se met en place :

- **avant même les élections.** L'exemple des États-Unis est significatif : une campagne électorale nécessite beaucoup d'argent. Par exemple, en 2000, l'ensemble des candidats à la présidence des États-Unis ont dépensé, au total, entre 3 et 4 milliards de dollars pour leurs campagnes. Qui finance ces opérations ? Les personnes ou les entreprises qui ont de bonnes raisons d'en donner à un candidat plutôt qu'à un autre, afin de favoriser telle ou telle décision prise par le candidat une fois élu. Or, de fait, le candidat qui obtient le plus de financement pour sa campagne est corrélativement quasiment sûr d'être celui qui sera élu. Par exemple, en 2000, 92 % des représentants et 88 % des sénateurs élus aux États-Unis ont été les candidats qui avaient le plus dépensé pour leur campagne*. Une fois élus, les représentants sont favorables à leurs "sponsors". Dans ces conditions, la politique devient une lutte entre lobbies économiques, les élus se transformant, d'une certaine manière, en représentants... commerciaux.

- **pendant le mandat.** L'accès au pouvoir permet la création d'un vaste réseau relationnel, la responsabilité de décisions financières importantes. Il se crée alors des "structures d'opportunités" permettant de tirer un profit personnel de cette position, de détourner le pouvoir reçu. Tout l'éventail de la criminalité politique et financière est rendu possible, directement ou indirectement, par l'exercice de fonctions politiques : abus de biens sociaux, trafic d'influence, fraude fiscale, détournements d'argent public, corruption, trafics en tout genre, blanchiment d'argent, etc.

Dans ces conditions, les retentissantes affaires politiques des années 1990** ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La criminalité politique est assurément bien plus importante que nous pouvons l'imaginer.

* cf. *Le grand bond en arrière*, Serge Halimi, Fayard, 2004.

** Pour n'en citer que quelques unes : affaires Elf, Angolagate, HLM de Paris, Emplois fictifs du RPR, Urba, Crédit Lyonnais, Falcone, MNEF, etc. Pour un résumé de ces affaires, cf. *Impunités françaises*, Sébastien Fontenelle, Privé, 2006. Cependant, si la Justice est si peu indépendante, comment expliquer le surgissement des scandales des années 90 ? Pour le juge Eric Halphen : « *Les périodes de cohabitation successives ont beaucoup fait pour accroître le nombre de dossiers de corruption. Quand pendant une trentaine d'années un seul courant politique dirige le pays et exerce son contrôle partout, il y a peu de chances que la moindre affaire sorte.* » Cependant, les pressions sont si fortes sur les juges qu'en règle générale « *dans pratiquement toutes les affaires qui touchent des Hommes politiques, il y a des non-lieux, des relaxes, voire des peines insignifiantes.* » Entre janvier 1990 et juillet 1996, sur 186 élus français mis en examen, 39 ont été condamnés. Notons qu'il existe plus de 500 000 élus locaux en France, dont plus de 36 000 maires, plus de 5 000 conseillers généraux ou régionaux, près de 1 000 parlementaires (cf. *Élites irrégulières, essai sur la délinquance d'affaires*, Lascoumes, Gallimard, 1997).

Cette criminalité est d'autant plus importante du fait des liens de dépendance entre pouvoirs politiques, industriels et médiatiques.

BTP, armement, distribution de l'eau, automobile, électronique... Les grands secteurs d'activités industrielles dépendent fortement de l'État et des marchés publics pour leur développement. Dans ce contexte, la possession des médias par les grands trusts français (Dassault et Lagardère pour la presse et l'édition, Bouygues ou la Générale des Eaux pour la télévision, etc.) constitue de redoutables instruments d'influence : de la population d'abord, de la classe politique ensuite.

De plus, les liens entre le monde industriel et les Hommes politiques au pouvoir sont généralement étroits. Par exemple, Marcel Dassault, le père de Serge, avait aidé financièrement au lancement de la carrière de Jacques Chirac et fut longtemps un bailleur de fonds du RPR. Un soutien rentable : rien qu'en 2004, le gouvernement de Jacques Chirac a signé pour plus de 3 milliards d'euros de contrat avec *Dassault*. Autre exemple : aux États-Unis, la société *Boeing* a investi 1,4 millions de dollars dans la campagne de Bush en 2004. La même année, le gouvernement Bush achetait 50% des armes produites par *Boeing*.



Au niveau local, les passerelles entre élus et industriels sont souvent très étroites. Prenons l'exemple de Grenoble. Au début des années 1990, les principales entreprises de l'Isère étaient dirigées par des élus ou des proches de la majorité municipale, tout comme les fédérations et organismes patronaux. Le premier adjoint du maire Alain Carignon était l'ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Isère, et président de la puissante société d'économie mixte *Gaz-Électricité Grenoble* (GEG). Le principal média local, *Le Dauphiné Libéré*, était aux mains du groupe *Hersant*, très proche de la famille Carignon. "L'affaire Carignon" (voir page 11) a mis à jour à quel point tous ces appuis dans le milieu industriel et financier constituaient autant de sources potentielles de financement des activités politiques ou d'enrichissement personnel.*

* cf. *Le système Carignon*, Avillier et Descamps, La découverte, 1995.

4. Un régime oligarchique

Oligarchie : n.f. Du grec *oligarkhia* “commandement de quelques uns”. Régime politique dans lequel la souveraineté appartient à un petit groupe de personnes, à une classe restreinte et privilégiée.

Examinons en quoi la démocratie représentative est une oligarchie.

● **La concentration des pouvoirs**

Dans une démocratie représentative, le pouvoir législatif est théoriquement séparé du pouvoir exécutif. Par exemple, en France, l'Assemblée Nationale, censée représenter la volonté du peuple, doit garantir le contrôle des décisions gouvernementales. En réalité, le pouvoir exécutif domine l'ensemble des pouvoirs :

- **Les parlements.** Les instances délibératives ne sont en général que des chambres d'enregistrement de décisions prises ailleurs par des organismes non représentatifs, c'est-à-dire, surtout, le parti politique majoritaire*. Par conséquent, les décisions importantes ne sont pas prises dans les lieux officiels où elles sont censées être prises. Elles sont prises à huis clos, dans les couloirs ou les lieux de rencontre des gouvernants. Lorsque des propositions de lois arrivent devant le Conseil des ministres ou la Chambre des députés, tout est déjà joué.**

- **L'administration.** Les représentants ont peu de pouvoir sur l'administration. Celle-ci est placée sous le contrôle du gouvernement. Par exemple, le Président nomme la plupart des hauts postes administratifs.

- **La Justice.** Comme nous l'avons évoqué précédemment, le pouvoir exécutif tend à contrôler le pouvoir judiciaire.

Cette concentration des pouvoirs est particulièrement accentuée par la constitution de la V^{ème} République française. D'autres constitutions (III^{ème} et IV^{ème} République française par exemple) sont moins marquées par cette tendance.

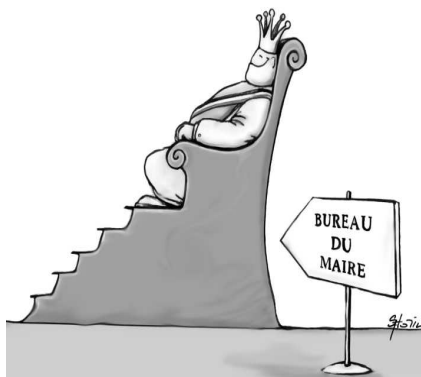
* Or « *les partis ne sont pas de simples groupements d'opinions, ni même des groupements d'intérêts. Ce sont eux-mêmes des appareils bureaucratiques dominés par des clans auto-cooptés.* » Cornélius Castoriadis, *Le carrefour des Labyrinthes*, Seuil.

** Dans *La machine à trahir*, le député Arnaud Montebourg décrit l'absence de pouvoir des parlementaires vis-à-vis du gouvernement, la manipulation de la Justice, l'étendue de la corruption politique (cf. bibliographie).

La concentration des pouvoirs est également manifeste au niveau communal. Un maire concentre les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. Il est à la fois :

- *Le président de l'exécutif* : Le conseil municipal, quand le maire a la majorité, n'est rien d'autre qu'une chambre de validation : ses délibérations sont purement formelles puisque l'opposition est généralement minoritaire, sans pouvoir décisionnaire.
- *Le chef du personnel municipal* : C'est le maire qui, de sa main, valide les embauches.
- *Le représentant de l'État* : Le maire délivre notamment les permis de construire.
- *Le représentant du pouvoir judiciaire* : Il peut exercer une influence sur les nominations de magistrats.

Cette concentration des pouvoirs favorise les stratégies "clientélistes" dans le but d'accéder et de se maintenir à la tête d'une mairie. Ce "clientélisme" peut se manifester sous forme d'avantages consentis à des entreprises (obtention d'un permis de construire, subventions, etc.) en échange de "dons" pour le parti ou d'avantages personnels, sous forme de "services" rendus à des particuliers (embauche dans un service communal, allocations, etc.) en gage de fidélité, la nomination de magistrats "peu regardants" sur les pratiques municipales, etc.



Un exemple significatif nous est fourni par "l'affaire Carignon". En 1994, le maire de Grenoble, Alain Carignon, est mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux et complicité de corruption. "L'affaire Carignon" entraînera une série d'inculpations sans précédent dans le milieu politique et industriel grenoblois. On retrouve au coeur de cette affaire l'essentiel des arguments présentés précédemment : logiques "clientélistes" (attribution des marchés publics, alliances industrielles, etc.) ; manque d'indépendance entre Pouvoir et Justice (la Justice grenobloise n'a jamais lancé de procédure judiciaire contre son maire. C'est la justice lyonnaise qui a permis le lancement de l'enquête) ; position de force pour la réélection (Alain Carignon a favorisé sa réélection en lançant à Grenoble, quelques mois avant les scrutins, un journal gratuit à grande diffusion faisant l'éloge de la politique municipale. Ce journal avait été discrètement financé par la Lyonnaise des Eaux, en contrepartie du contrat de gestion de l'eau grenobloise). Le caractère "systémique" de cette affaire (complicités à tout niveau : administratif, judiciaire, policier, politique, etc.) suggère que s'il ne s'agit là que d'un cas accidentel, c'est surtout parce qu'il a été révélé.

* cf. *Le système Carignon*, déjà cité.

● **La "caste politique"**

L'actuel système politique produit une sorte de "caste politique", une "noblesse d'État" qui vise à préserver et reproduire les intérêts procurés par sa position^{*}. Cette caste tend à être :

- Restreinte, professionnelle et cooptée. L'analyse socio-professionnelle des personnalités politiques met en évidence une grande homogénéité du recrutement (ENA, Polytechnique, Sciences Po, etc.) et des origines sociales (bourgeoisie aisée, aristocratie). Il s'agit d'une véritable « *noblesse d'État* », une sorte d'aristocratie marquée par une tendance à la professionnalisation : « *il faut apprendre la langue de bois, les trucs, les rapports de force, comment traiter avec les adversaires. Cette culture spécifique doit être maîtrisée sur le mode pratique. Il ne s'agit pas seulement d'une culture académique mais d'une culture qui s'apprend en partie à Sciences Po, mais aussi sur le tas, à travers des confrontations. [...] Ce sens du jeu politique est ce qui fait que l'on peut négocier un compromis, que l'on fait silence sur une chose qu'habituellement on dirait, que l'on sait protéger ses amis de manière discrète, que l'on sait parler aux journalistes.* »^{*} Dans ce milieu, la cooptation joue un rôle essentiel. Les personnalités politiques qui ont de véritables responsabilités se font très souvent élire après avoir eu des responsabilités grâce à des relations dans le milieu politique ou industriel ; la caste politique lance médiatiquement ou confie une responsabilité ministérielle à une personnalité qui va ensuite se faire "légitimer" démocratiquement en se présentant dans une circonscription ou une mairie taillée sur mesure.^{**}

- Privilégiée. Hormis ce qui concerne les petites mairies, accéder au pouvoir permet un train de vie aisé : argent, facilités, logements, droits à vie, etc. Les salaires mensuels oscillent généralement entre 2 000 et 15 000 euros (député, sénateur, ministères, présidence, postes administratifs, etc.). Mais les "bénéfices" du rôle de représentant ne sont pas seulement matériels : honneurs, prestige...

Dans ces conditions, la caste politique au pouvoir va, logiquement, avoir tendance à tout faire pour assurer sa réélection, préserver et reproduire ses intérêts. Pour parvenir à ces fins, tous les moyens offerts par les rênes du pouvoir sont possibles : tentative de contrôle des médias, de contrôle de la Justice, création d'un réseau relationnel économique et politique, contrôle des administrations, participation à des réseaux de pouvoir, etc.

^{*} cf. *Propos sur le champ politique*, Pierre Bourdieu, éd PUL, 2000.

^{**} cf. le "parachutage" d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux retracé dans *Juppé forcément*, documentaire de Pierre Carles, 2002.

Pour toutes ces raisons, le sociologue Pierre Bourdieu considère que l'univers politique est devenu un "champ", c'est-à-dire que « *plus [il] se constitue, plus il s'autonomise, plus il se professionnalise, plus les professionnels ont tendance à regarder les profanes avec une sorte de commisération. [...] Si on l'abandonnait à sa propre logique, il fonctionnerait finalement comme un champ artistique très avancé où il n'y a plus de public, comme la poésie, ou l'univers de la peinture d'avant-garde (dans les vernissages les peintres disent qu'ils n'ont plus comme public que leurs propres pairs). [...] Pour des raisons évidentes [élections périodiques], le champ politique ne peut pas aller jusqu'à ces extrémités : ceux qui sont engagés dans ce jeu ne peuvent jouer entre eux sans faire référence à ceux au nom desquels ils s'expriment et devant qui ils doivent, périodiquement, rendre des comptes plus ou moins fictivement.* » Les élections jouent en quelque sorte le rôle de "paravent démocratique".

Notons enfin que, du fait de la présence dans les circuits du pouvoir de nombreux "réseaux" plus ou moins occultes (services de renseignement, franc-maçonnerie, Opus Dei, etc.), certains journalistes et juges n'hésitent pas à parler de fonctionnement de type mafieux.*

Le milieu social des députés français

Alors que les employés et les ouvriers représentent plus de la moitié de la population active, seuls 5,5% des députés proviennent de leurs rangs. Les élus d'origine purement ouvrière ne représentent que 0,5% des députés, contre 30% de la population active. A l'inverse, les fonctionnaires, les professions libérales et les ingénieurs sont largement présentés : plus de 40% des députés sont des cadres, des ingénieurs, ou sont issus de professions libérales.

Pour se faire élire, il est préférable d'appartenir aux réseaux du pouvoir. Il faut savoir et oser s'exprimer en public. Ces "compétences" vont souvent de pair avec un bon niveau de diplôme et un bon niveau de vie. En outre, il faut aussi pouvoir être candidat, c'est-à-dire y consacrer de très nombreuses heures en plus de son temps de travail. Enfin, il faut prendre le risque d'un "retour sur terre" difficile en cas de non-réélection, dans une période de chômage de masse. Pour éviter ce risque, rien de tel que d'être fonctionnaire mis en disponibilité ou de faire gérer en partie ses affaires par un associé (médecins, avocats, etc.).

Sources : assemblée nationale 2002 ; Observatoire des inégalités, www.inegalites.org

* cf. *Un juge en Italie*, Ferrandino Imposimato, de Fallois, 2000 ; site du "Réseau Voltaire", www.reseauvoltaire.net ; *Les frères invisibles*, Lecadre et Ottenheimer, Pocket, 2002.

5. Une éducation à la dépolitisation

« [Le] mot [politique] est venu à signifier démagogie, combine, manœuvre, recherche cynique du pouvoir par tous les moyens. Il y a une récusation de toute vision et de toute visée collective de la société, du rôle de transformation sociale de la politique. [...] tout se passe comme si la passion politique, c'est-à-dire la passion pour les choix du "vivre-ensemble" s'atténuait. Les gens se replient dans leur sphère privée. »

Cornélius Castoriadis, *Les carrefours du labyrinthe*

En démocratie représentative, comment la population peut-elle participer à la vie politique de son pays, de son département, de sa commune ? Elle peut voter ou se présenter aux élections, soutenir un mouvement politique (gestion, sensibilisation, manifestations, actions) ou encore participer aux espaces de consultation (assister au conseil municipal, rencontrer son député, etc.).*

En réalité, pour l'immense majorité des français, la politique est une préoccupation totalement secondaire par rapport à leur vie quotidienne. Le désintérêt pour la participation aux affaires publiques est manifeste : abstention**, désaffection des sphères militantes***, abandon du syndicalisme, cynisme vis-à-vis du "monde politique", sentiment d'incompréhension****... La plupart des français ne se préoccupe que des décisions influant sur ses intérêts personnels. Le monde politique apparaît comme un univers "lointain". Tous ces constats peuvent être considérés comme des conséquences "logiques" de la démocratie représentative : « *les institutions actuelles repoussent, éloignent et dissuadent les gens de participer aux affaires publiques.* »****

* Les espaces de consultation ne sont jamais de réels espaces de débat, si par débat nous désignons un cheminement collectif vers une décision avec des partenaires ayant une égalité de pouvoir politique. Un citoyen peut conseiller ou influencer les élus, mais ce sont ces derniers qui prennent les décisions.

** Le taux d'abstention aux élections françaises oscille entre 30 et 50 % (il dépasse les 50 % aux États-Unis.) Ce taux varie avec l'âge (plus de 50 % d'abstention chez les moins de 25 ans, moins de 30 % chez les plus de 45 ans) et la profession (environ 40 % d'abstention chez les ouvriers, moins de 30 % chez les cadres). Parallèlement, notons que le taux de syndicalisation des salariés n'a cessé de chuter : il est passé de 35 % en 1950 à 5 % environ en 2002. (Source : Observatoire des inégalités, <http://www.inegalites.org>)

*** Analyse parfois contestée : les dernières "grandes" manifestations politiques (Forum Social Européen, Larzac, mobilisation contre le FN en 2002, etc.) ne sont-elles pas la preuve d'une activité militante florissante ? De plus, que l'on songe aux mouvements de 1936 ou 1968 ! Le débat est ouvert...

**** minutieusement décrit dans l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu, *La misère du Monde*, Folio, 1993.

**** Cornélius Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, éd 10/18. La citation suivante est tirée de la même source.

La passivité de la population est en effet encouragée :

- **par la professionnalisation.** « En confiant à des professionnels la gestion des affaires collectives, [la démocratie représentative] tend à "éduquer" les gens dans la conviction qu'ils sont incapables de gérer eux-mêmes les problèmes de la société, qu'il existe pour cela une catégorie spéciale d'hommes doués de la capacité spécifique de "gouverner". Cette professionnalisation de la politique contribue à l'apathie des citoyens, élargit dans leur esprit le fossé entre l'étendue et la complexité des problèmes sociaux et leur propre aptitude à s'y attaquer ».*

- **par la délégation.** « Plus les individus s'aperçoivent dans leur expérience réelle que leur existence quotidienne dépend de manière cruciale de leur participation active à l'exercice du pouvoir, plus ils auront tendance à participer à cet exercice. A l'inverse, toute tentative de transférer une "partie" de ce pouvoir à d'autres instances (parlement, parti, etc.) ne peut que favoriser le mouvement contraire vers une moindre participation, le déclin de l'intérêt pour les affaires de la communauté et, pour finir, l'apathie. La bureaucratisation commence quand les décisions touchant les affaires de la communauté sont confiées à des organismes spécifiques. Si ce transfert est fait, la participation populaire et l'activité des organes de masse déclineront inévitablement. Le vide qui en résulte sera occupé par des instances bureaucratiques de plus en plus nombreuses qui "auront" à prendre des décisions sur des sujets de plus en plus nombreux. Et les gens finiront par abandonner les organes de masse, où plus rien d'important n'est décidé, et reviendront à cet état d'indifférence cynique envers la "politique" qui n'est pas seulement une caractéristique des sociétés actuelles mais la condition même de leur existence. Alors certains découvriront dans cette indifférence l'explication et la justification de la bureaucratie (il faut bien, après tout, que quelqu'un prenne soin des affaires publiques. »*

On entend parfois dire que l'apathie actuelle des citoyens vis-à-vis de la politique est la preuve qu'il faut des spécialistes pour s'en occuper. Car sinon, qui s'occuperait des affaires publiques ? Le raisonnement est inverse : c'est parce que la politique est une affaire de spécialistes que les citoyens s'en détournent.

D'après Cornélius Castoriadis

* Cette position est clairement assumée par certains penseurs politiques. On citera par exemple Samuel Huntington (États-Unis) et Michel Crozier (France) qui, dans un rapport commun, affirment que "le fonctionnement efficace d'un système démocratique requiert en général un certain niveau d'apathie et de non-participation de la part de certains individus et groupes" (cf. *Le Grand bond en arrière*, Serge Halimi, 2004).

II Une autre démocratie est-elle possible ?

Concentration des pouvoirs, création d'une "caste" politicienne restreinte et privilégiée, logiques clientélistes favorisant la corruption, délégation des choix de société à des spécialistes, absence de réel débat, contrôle de la Justice, dépolitisation de la population... Le caractère démocratique du système représentatif est sérieusement mis en question. Dans ces conditions, que serait une "vraie" démocratie ?

Démocratie : n.f. du grec *demos* (le peuple) et *kratos* (le pouvoir).
Doctrines politiques d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens.

Nous vous proposons d'exposer succinctement les principes d'une "vraie" démocratie, selon Cornélius Castoriadis. Ce dernier l'envisage comme un processus d'*auto-organisation* du peuple, processus qui repose sur quatre principes fondamentaux : l'égalité politique, la délégation révocable, l'éducation et l'autolimitation.

Les pages qui vont suivre sont quelque peu théoriques, mais elles permettent de fixer quelques repères, signalent que d'autres organisations politiques sont possibles. Elles s'inspirent, en partie, du fonctionnement de la démocratie athénienne^{*}. Mais elles rejoignent également les expériences d'autogestion, de démocratie directe ou participative de certaines collectivités humaines dans l'Histoire. Quelques exemples : la Commune de Paris en 1871, les collectivisations libertaires lors de la guerre d'Espagne dès 1936, les conseils ouvriers de Hongrie en 1956, l'organisation de la commune française de Vandoncourt depuis 1970, les expériences de Porto Allegre depuis la fin des années 80, les récentes expériences d'autogestion d'usines en Argentine, ou, plus proches de nous, tous les groupes politiques ou associatifs qui expérimentent l'autogestion. Enfin, les modes d'organisation décrits ici sont proches de certains courants théoriques et pratiques de la pensée anarchiste ou libertaire.^{**}

* Évoquer la démocratie athénienne, c'est généralement s'exposer aux critiques : " à Athènes, femmes et esclaves n'étaient pas considérés comme citoyens : comment prendre en exemple un tel régime ? ! " Évitions donc tout malentendu par cette citation de C. Castoriadis « *En citant Athènes, cherchons-nous à convaincre des bienfaits de la discrimination et de l'esclavage ? Évidemment non. Est-ce que l'exemple athénien prouve que toute démocratie implique une discrimination ? Pas moins. La Grèce nous importe du fait qu'il y est apparu des formes sociales qui peuvent nous faire réfléchir et montrent que certaines pratiques démocratiques d'exercice du pouvoir sont possibles.* »

** Contactez-nous pour des références sur ces expériences.

1. L'égalité politique

Le premier principe démocratique pourrait se résumer ainsi : « *Les meilleures décisions sont prises par le collectif de ceux qui auront à les exécuter [et à les subir].* » Cela signifie que toutes les décisions doivent être prises, chaque fois que les conditions matérielles le permettent, par le collectif entier des personnes concernées, c'est-à-dire "l'assemblée générale du corps politique". Cette assemblée détermine les règles de la vie collective. Elle fonctionne sur le principe d'égalité politique : chaque personne a l'égalité possible de participer au pouvoir.

Comment les lois sont-elles choisies ?

L'idéal serait de parvenir à un consensus général pour chaque décision, suite à un débat permettant à chaque citoyen d'exposer ses idées, ses arguments et de prendre en compte ceux des autres. Cependant, ce consensus n'est pas toujours possible (ni forcément souhaitable, s'il est synonyme de *pensée unique*). C'est pourquoi les lois peuvent être choisies par vote majoritaire. La justification du vote majoritaire repose sur le principe que *toutes les opinions sont équivalentes*, c'est-à-dire que chaque citoyen est jugé légitime, compétent et suffisamment informé pour participer au vote :

- **Légitime** : car le citoyen est concerné par le résultat du vote.
- **Compétent** : dans la mesure où chaque citoyen est supposé lucide et vigilant, capable de jugement, prêt à revenir sur ses choix s'il les estime mauvais.
- **Informé** : un vote n'a de sens que si chaque votant est informé, et autant informé que n'importe quel autre votant, sur ce qui doit être décidé.

Si ces trois conditions ne sont pas réunies, un vote majoritaire n'a aucune pertinence démocratique : il peut être le reflet d'un rapport de force ou d'une manipulation.*

Votez dès maintenant par SMS
et décidez qui sera le prochain
"Mister Président 2007" !

A tout de suite,
après une page de pub...



* En France, deux entreprises privées, Dassault et Lagardère, marchands d'armes et d'avions militaires, contrôlaient plus de 70 % de la presse en 2005 (en chiffre d'affaires). Leur pression sur le contenu éditorial a été mise en évidence (cf. brochure *Réinventer les médias*, Les renseignements généraux).

Pourquoi un vote majoritaire et non un vote à l'unanimité ?

L'unanimité est rarement obtenue. Or il faut parfois prendre des décisions rapidement ! Si la population est censée être compétente et lucide, la décision majoritaire est sans doute la meilleure.

Si la loi ne plaît pas à un citoyen ?

Lors d'une assemblée générale, un citoyen peut dénoncer une loi s'il la juge mauvaise. Si ses arguments sont jugés pertinents, un nouveau vote aura lieu. En démocratie, toutes les lois sont les lois de tous dans la mesure où chacun a pu prendre part à leur création et à leur délibération. Même si un citoyen est battu dans un vote, il approuve la loi votée dans la mesure où il approuve le mode d'élaboration et d'adoption de cette loi, car il a pu y participer comme les autres. Pour le citoyen, le processus démocratique est la garantie qu'une autre loi plus conforme à ses souhaits pourra être votée par la suite. Si, malgré tout, une loi est inacceptable pour un citoyen, celui-ci peut quitter le collectif.*

Faut-il une constitution ?

En démocratie, les lois sont en permanence modifiables selon la volonté collective. Cela ne signifie pas qu'elles sont modifiées tous les matins. Mais toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour que toute loi, toute institution puisse être changée si les citoyens jugent qu'elle n'est plus adaptée. Il n'y a donc pas de *constitution*, c'est-à-dire une charte fondamentale incorporant les "normes des normes" et définissant des clauses strictes pour sa révision. Cornélius Castoriadis souligne combien « *l'histoire tourne depuis des siècles les constitutions en dérision. La situation internationale en est une belle illustration : en dépit du droit international, la loi du plus fort prévaut. Il y a une loi tant que les choses n'ont pas vraiment d'importance* », c'est à dire tant que les "puissants" n'ont pas réellement besoin de loi.

Abolir la division entre dirigeants et dirigés

« Ce qui est en jeu ici, c'est la dé-professionnalisation de la politique, son abolition en tant que sphère spéciale et séparée d'activité et de compétence. Et c'est, réciproquement, la politisation universelle de la société, ce qui veut simplement dire que les affaires de la société sont, en actes et non pas en mots, l'affaire de tous. »

Cornélius Castoriadis, *Le contenu du socialisme*, éd 10/18

* La citoyenneté en tant qu'appartenance à une collectivité humaine doit être pleinement choisie. cf *L'unique et sa propriété*, Max Stirner, Stock, 1900.

2. Une délégation précise et révocable

Pour appliquer les décisions prises par l'assemblée générale, pour assurer la gestion des affaires courantes dans l'intervalle qui sépare les réunions de l'assemblée, la démocratie implique tôt ou tard la question de la délégation. Le choix des délégués peut s'opérer de la manière suivante :

- **Tirage au sort ou rotation** pour toutes les fonctions politiques. Pour éviter que les affaires publiques soient aux mains de "spécialistes", la participation de tous les citoyens est encouragée voire prescrite afin que chacun sache "*gouverner et être gouverné*". Autrement dit : "puisque tout le monde est concerné, tout le monde doit participer". Dans ces conditions, le tirage au sort joue un rôle éducatif. Pour éviter la spécialisation des délégués, il est également possible d'instaurer le principe de rotation, c'est à dire l'impossibilité d'occuper plusieurs fois le même poste.

- **Election** pour toutes les fonctions exigeant une expertise technique particulière (armée, architecture, agriculture, etc.). Le but est de choisir les "meilleurs" pour remplir une mission exigeant un savoir ou un savoir-faire spécialisé. Bien sûr, ce principe suppose que les citoyens soient capables de juger le savoir et le savoir-faire des délégués.

Afin de contrôler le pouvoir des délégués, toute mission est soigneusement définie à l'avance par l'assemblée générale ; tout délégué est révocable s'il ne respecte pas le cadre de sa mission.

La fin de tous les spécialistes ?

« L'autogestion n'exige pas que l'on néglige la compétence et le savoir spécialisé, bien au contraire. C'est plutôt dans la structure sociale actuelle que l'on n'en tient pas compte et que les décisions prises dépendent d'abord de la lutte entre des cliques et des clans, dont chacun utilise ses spécialistes à des fins de justification. [...] Pour s'en tenir au cas d'une usine, techniciens, ingénieurs, comptables, etc. appartiennent au collectif : ils peuvent et doivent être écoutés, à la fois comme membres de ce collectif et dans leur capacité technique spécifique. Une assemblée générale est parfaitement à même d'entendre un ingénieur qui lui dit : "*si vous voulez A, je ne connais pas d'autres façons de le fabriquer que X et Y; et je vous rappelle que le choix de X entraînera Z, que celui de Y entraînera V et W.*" Mais c'est à l'assemblée, et non à l'ingénieur, de décider de fabriquer ou non A et de choisir entre X et Y. »

Cornélius Castoriadis, *Le contenu du socialisme*

3. Education et autolimitation

Sans démocrates, pas de démocratie...

L'exercice de la démocratie suppose des citoyens capables d'examiner les conséquences des décisions prises collectivement, capables de juger l'action des délégués, capables d'exposer des arguments et de débattre en assemblée générale. Une démocratie ne peut exister sans acteurs politiques passionnés par l'avenir collectif, par le goût de la liberté* et le rejet des rapports de domination, une population désirant être la protagoniste des transformations sociales de la société, refusant de laisser le pouvoir à une minorité, convaincue que le destin de chacun dépend aussi de la réflexion, du comportement et des décisions de tous.

...sans démocratie, pas de démocrates !

Toutes ces qualités exigent une véritable *praxis* collective, c'est à dire un lien permanent entre théorie et pratique, entre pensée et action. Pour apprendre à nager, la théorie est d'un intérêt limité... à un moment, il faut se mettre à l'eau ! Pour devenir démocrate, il faut *exercer* la démocratie. D'où la participation aux fonctions d'intérêt général par tirage au sort, par rotation, etc. Dans la démocratie athénienne, la participation de tous aux affaires publiques était parfois encouragée par des règles formelles : celui qui ne participait pas perdait ses droits politiques, celui qui ne prenait pas parti était puni. Ces règles se basent sur le principe que la neutralité n'existe pas : ne pas prendre part, c'est toujours favoriser le groupe dominant.

L'importance de l'autolimitation

Malgré tout, les principes démocratiques ne garantissent pas une société parfaite, pleinement heureuse et libre. Personne ne peut prévoir ce que va faire le peuple de sa liberté. Puisqu'aucune règle sociale n'est immuable, la démocratie est le régime de l'autolimitation. C'est pourquoi Cornélius Castoriadis le définit comme « *un régime tragique* », car il y a toujours le risque d'une "folie" collective.** Cependant, les principes démocratiques (contrôle des délégués, égalité politique, participation au pouvoir) constituent de puissants contre-pouvoirs qui permettent de mieux protéger les citoyens d'un "tyran fou", d'un "président criminel", ou encore du contrôle de l'information par de grands groupes privés, contrairement à la démocratie représentative.

* Par liberté, nous désignons l'effort d'une collectivité humaine pour lutter contre les rapports de domination en son sein, par la mise en place de règles choisies collectivement. En ce sens, la liberté n'est pas une notion individuelle mais une notion collective : on ne peut être libre qu'au sein d'une communauté d'individus libres.

** Selon Cornélius Castoriadis, les tragédies théâtrales athéniennes rappelaient constamment au peuple la nécessité de l'autolimitation, la nécessité de poser des limites à ses actes, de lutter contre "l'hubris", c'est-à-dire la démesure liée à la perte de limite, le chaos. Dans une démocratie, « *le peuple peut faire n'importe quoi et doit savoir qu'il ne doit pas faire n'importe quoi.* »

En guise de conclusion

Les réflexions présentées ici ne sont ni exhaustives, ni suffisamment approfondies. Du moins espérons-nous avoir exposé quelques éléments de débat, semé quelques arguments sur le caractère non démocratique de nos actuelles institutions politiques et sur ses alternatives. Mais, au-delà de l'aspect théorique, quel est le prolongement concret de toutes ces analyses ?

Nous vous proposons, en guise de réponse, ces quelques pensées de Cornélius Castoriadis :

« Ce qui est requis est immense, va très loin – et les êtres humains, tels qu'ils sont et tels qu'ils sont constamment reproduits par les sociétés occidentales, mais aussi par les autres, en sont immensément éloignés. Compte-tenu de la crise écologique, de l'extrême inégalité de la répartition des richesses entre pays riches et pays pauvres, de la quasi-impossibilité du système de continuer sa course présente, ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents, qui puissent être reconnus par les êtres humains comme en valant la peine. Cela exigerait évidemment une réorganisation des institutions sociales, des rapports de travail, des rapports économiques, politiques, culturels. Or cette orientation est extrêmement loin de ce que pensent, et peut-être de ce que désirent les humains d'aujourd'hui. Telle est l'immense difficulté à laquelle nous avons à faire face.

Nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains. Il faudrait donc désormais que les êtres humains (je parle maintenant des pays riches) acceptent un niveau de vie décent mais frugal, et renoncent à l'idée que l'objectif central de leur vie est que leur consommation augmente de 2 ou 3% par an. Pour qu'ils acceptent cela, il faudrait qu'autre chose donne sens à leur vie. On sait, je sais ce que peut être cette autre chose – mais évidemment cela ne signifie rien si la grande majorité des gens ne l'accepte pas, et ne fait pas ce qu'il faut pour qu'elle se réalise. Cette autre chose, c'est le développement des êtres humains à la place du développement des gadgets. Cela exigerait une autre organisation du travail, qui devrait cesser d'être une corvée pour devenir un champ de déploiement des capacités humaines, d'autres systèmes politiques, une véritable démocratie comportant la participation de tous à la prise de décisions [...]

Bien évidemment, tout cela pose des problèmes immenses : par exemple, comment une démocratie véritable, une démocratie directe, pourrait-elle fonctionner non plus à l'échelle de 30 000 citoyens, comme dans l'Athènes classique, mais à l'échelle de 40 millions de citoyens comme en France, ou même à l'échelle de plusieurs milliards d'individus sur la planète. Problèmes immensément difficiles, mais à mon avis solubles – à condition précisément que la majorité des êtres humains et leurs capacités se mobilisent pour en créer les solutions – au lieu de se préoccuper de savoir quand est-ce qu'on pourra avoir une télévision 3D. Telles sont les tâches qui sont devant nous – et la tragédie de notre époque est que l'humanité occidentale est très loin d'en être préoccupée. Combien de temps cette humanité restera obsédée par ces inanités et ces illusions que l'on appelle marchandises ? Est-ce qu'une catastrophe quelconque – écologique, par exemple – amènerait un réveil brutal, ou bien plutôt des régimes autoritaires ou totalitaires ? Personne ne peut répondre à ce type de questions. [...]

Un grand mouvement politique collectif ne peut pas naître par l'acte de volonté de quelques-uns. Mais, aussi longtemps que cette hypnose collective dure, il y a, pour ceux parmi nous qui ont le lourd privilège de pouvoir parler, une éthique et une politique provisoires : dévoiler, critiquer, dénoncer l'état de choses existant. Et pour tous : tenter de se comporter et d'agir exemplairement là où ils se trouvent. Nous sommes responsables de ce qui dépend de nous. »



Post scriptum : Pourquoi je suis révolutionnaire

Cornélius Castoriadis, Extrait de *L'institution imaginaire de la société*

" On entend parfois dire : cette idée d'une autre société se présente comme un projet, mais n'est en fait que projection de désirs qui ne s'avouent pas, vêtement de motivations qui restent cachées pour ceux qui les portent. Elle ne sert qu'à véhiculer, chez les uns, un désir du pouvoir ; chez d'autres, le refus du principe de réalité, le phantasme d'un monde sans conflit où tous seraient réconciliés avec tous et chacun avec soi-même, une rêverie infantile qui voudrait supprimer le côté tragique de l'existence humaine, une fuite permettant de vivre simultanément dans deux mondes, une compensation imaginaire.

Lorsque la discussion prend une telle tournure, il faut d'abord rappeler que nous sommes tous embarqués sur le même bateau. Personne ne peut assurer que ce qu'il dit est sans rapport avec des désirs inconscients ou des motivations qu'il ne s'avoue pas à lui-même. Lorsqu'on entend même des "psychanalystes" d'une certaine tendance qualifier en gros tous les révolutionnaires de névrosés, on ne peut que se féliciter de ne pas partager leur "santé" de Monoprix et il ne serait que trop facile de décortiquer le mécanisme inconscient de leur conformisme. Plus généralement, celui qui croit déceler à la racine du projet révolutionnaire tel ou tel désir inconscient devrait simultanément se demander quel est le motif que sa propre critique traduit, et dans quelle mesure elle n'est pas rationalisation.

Mais pour nous, ce retournement a peu d'intérêt. La question existe, en effet, et même si personne ne la posait, celui qui parle de révolution doit se la poser à soi-même. Aux autres de décider à combien de lucidité sur leur propre compte leurs positions les engagent ; un révolutionnaire ne peut pas poser des limites à son désir de lucidité. Et il ne peut pas refuser le problème en disant : ce qui compte, ce ne sont pas les motivations inconscientes, mais la signification et la valeur objective des idées et des actes, la névrose et la folie de Robespierre ou de Baudelaire ont été plus fécondes pour l'humanité que la "santé" de tel boutiquier de l'époque. Car la révolution, telle que nous la concevons, refuse précisément d'accepter purement et simplement cette scission entre motivation et résultat, elle serait impossible dans la réalité et incohérente dans son sens si elle était portée par des intentions inconscientes sans rapport avec son contenu articulé ; elle ne ferait que rééditer, une fois de plus, l'histoire précédente, elle resterait dominée par des motivations obscures qui imposeraient à la longue leur propre finalité et leur propre logique. La vraie dimension de ce problème est la dimension collective ; c'est à l'échelle des masses, qui seules peuvent réaliser une nouvelle société, qu'il faut examiner la naissance de nouvelles motivations et de nouvelles attitudes capables de mener à son aboutissement le projet révolutionnaire. Mais cet examen sera plus facile si nous tentons d'explicitier d'abord ce que peuvent être le désir et les motivations d'un révolutionnaire.

Ce que nous pouvons dire à ce sujet est par définition éminemment subjectif. Il est aussi, également par définition, exposé à toutes les interprétations qu'on voudra. S'il peut aider quelqu'un à voir plus clairement dans un autre être humain (fût-ce dans les illusions et les erreurs de celui-ci), et par là, en lui-même, il n'aura pas été inutile de le dire.

J'ai le désir, et je sens le besoin, pour vivre, d'une *autre* société que celle qui m'entoure. Comme la grande majorité des hommes, je peux vivre dans celle-ci et m'en accommoder –en tout cas j'y vis. Aussi critiquement que j'essaie de me regarder, ni ma capacité d'adaptation, ni mon assimilation de la réalité ne me semblent inférieures à la moyenne sociologique. Je ne demande pas l'immortalité, l'ubiquité, l'omniscience. Je ne demande pas que la société "me donne le bonheur"; je sais que ce n'est pas là une ration qui pourrait être distribuée à la mairie ou au Conseil ouvrier du quartier, et que, si cette chose existe, il n'y a que moi qui puisse me la faire, sur mes mesures, comme cela m'est arrivé et comme cela m'arrivera sans doute encore. Mais dans la vie, telle qu'elle est faite à moi et aux autres, je me heurte à une foule de choses inadmissibles, je dis qu'elles ne sont pas fatales et qu'elles relèvent de l'organisation de la société.

Je désire, et je demande, que tout d'abord mon travail ait un sens, que je puisse approuver ce qu'il sert et la manière dont il est fait, qu'il me permette de m'y dépenser vraiment et de faire usage de mes facultés autant que de m'enrichir et de me développer. Et je dis ce que c'est possible, avec une autre organisation de la société, pour moi et pour tous. Je dis que ce serait déjà un changement fondamental dans cette direction, si on me laissait décider, avec tous les autres, ce que j'ai à faire, et, avec mes camarades de travail, comment le faire. Je désire pouvoir, avec tous les autres, savoir ce qui se passe dans la société, contrôler l'étendue et la qualité de l'information qui m'est donnée. Je demande de pouvoir participer directement à toutes les décisions sociales qui peuvent affecter mon existence, ou le cours général du monde où je vis. Je n'accepte pas que mon sort soit décidé, jour après jour, par des gens dont les projets me sont hostiles ou simplement inconnus, et pour qui nous ne sommes, moi et tous les autres, que des chiffres dans un plan ou des pions sur un échiquier et qu'à la limite, ma vie et ma mort soient entre les mains de gens dont je sais qu'ils sont nécessairement aveugles. Je sais parfaitement que la réalisation d'une autre organisation sociale et sa vie ne seront nullement simples, qu'elles rencontreront à chaque pas des problèmes difficiles. Mais je préfère être au prise avec des problèmes réels plutôt qu'avec les conséquences du délire de De Gaulle, des combines de Johnson ou des intrigues de Khrouchtchev. Si même nous devons, moi et les autres, rencontrer l'échec dans cette voie, je préfère l'échec dans une tentative qui a un sens à un état qui reste en deçà même de l'échec et du non-échec, qui reste *dérisoire*.

Je désire pouvoir rencontrer autrui comme un être pareil à moi et absolument différent, non pas comme un numéro, ni comme une grenouille perchée sur un autre échelon (inférieur ou supérieur peu importe) de la hiérarchie des revenus et des pouvoirs. Je désire pouvoir le voir, et qu'il puisse me voir, comme un autre être humain, que nos rapports ne soient pas un terrain d'expression de l'agressivité, que

notre compétition reste dans les limites du jeu, que nos conflits, dans la mesure où ils ne peuvent être résolus ou surmontés, concernent des problèmes et des enjeux réels, charrient le moins possible d'inconscient, soient chargés le moins possible d'imaginaire. Je désire qu'autrui soit libre, car ma liberté *commence* là où commence la liberté de l'autre et que, tout seul, je ne peux au mieux qu'être "vertueux dans le malheur". Je ne compte pas que les hommes se transformeront en anges, ni que leurs âmes deviendront pures comme des lacs de montagne –qui m'ont du reste toujours profondément ennuyé. Mais je sais combien la culture présente aggrave et exaspère leur difficulté d'être, et d'être avec les autres, et je vois qu'elle multiplie à l'infini les obstacles à leur liberté.

Je sais certes, que ce désir ne peut être réalisé aujourd'hui ; ni même la révolution aurait-elle lieu demain, se réaliser intégralement de mon vivant. Je sais que des hommes vivront un jour, pour qui le souvenir même des problèmes qui peuvent le plus nous angoisser aujourd'hui n'existera pas. C'est là mon destin, que je dois assumer, et que j'assume. Mais cela ne peut me réduire ni au désespoir, ni à la rumination catatonique. Ayant ce désir qui est le mien, je ne peux que travailler à sa réalisation. Et déjà dans le choix que je fais de l'intérêt principal de ma vie, dans le travail que j'y consacre, pour moi plein de sens (même si je rencontre, et j'accepte, l'échec partiel, les délais, les détours, les tâches qui n'ont pas de sens en elles-mêmes), dans la participation à une collectivité de révolutionnaires qui tente de dépasser les rapports réifiés et aliénés de la société présente – je suis en mesure de réaliser partiellement de désir. Si j'étais né dans une société communiste, le bonheur m'eût-il été plus facile – je n'en sais rien, je n'y peux rien. Je ne vais pas sous ce prétexte passer mon temps à regarder la télévision ou à lire des romans policiers.

Est-ce que mon attitude revient à refuser le principe de réalité ? Mais quel est le contenu de ce principe ? Est-il qu'il faut travailler – ou bien qu'il faut nécessairement que le travail soit privé de sens, exploité, contredise les objectifs pour lesquels il a prétendument lieu ? Ce principe vaut-il, *sous cette forme*, pour un rentier ? Valait-il, *sous cette forme*, pour les indigènes des îles Trobriand ou de Samoa ? Vaut-il encore aujourd'hui, pour les pêcheurs d'un pauvre village méditerranéen ? Jusqu'à quel point le principe de réalité manifeste-t-il la nature, et où commence-t-il à manifester la société ? Jusqu'où manifeste-t-il la société comme telle, et à partir d'où telle forme historique de la société ? Pourquoi pas le servage, les galères, les camps de concentration ? Où donc une philosophie prendrait-elle le droit de me dire : ici, sur ce millimètre précis des institutions existantes, je vais vous montrer la frontière entre le phénomène et l'essence, entre les formes historiques passagères et l'être éternel du social ? J'accepte le principe de réalité, car j'accepte la nécessité du travail (aussi longtemps du reste qu'elle est réelle, car elle devient chaque jour moins évidente) et la nécessité d'une organisation sociale du travail. Mais je n'accepte pas l'invocation d'une fausse psychanalyse et d'une fausse métaphysique, qui importe dans la discussion précise des possibilités historique des affirmations gratuites sur des impossibilités sur lesquelles *elle ne sait rien*.

Mon désir serait-il infantile ? Mais la situation infantile, c'est que la vie vous est donnée, et que la Loi vous est donnée. Dans la situation infantile, la vie vous est donnée pour rien; et la Loi vous est donnée sans rien, sans plus, sans discussion possible. Ce que je veux, c'est tout le contraire : c'est faire ma vie, et donner la vie si possible, en tout cas donner pour ma vie. C'est que la Loi ne me soit pas simplement donnée, mais que je me la donne en même temps à moi-même. Celui qui est en permanence dans la situation infantile, c'est le conformiste ou l'apolitique : car il accepte la Loi sans la discuter et ne désire pas participer à sa formation. Celui qui vit dans la société sans volonté concernant la Loi, sans volonté politique, n'a fait que remplacer le père privé par le père social anonyme. La situation infantile c'est, d'abord, recevoir sans donner, ensuite faire ou être pour recevoir. Ce que je veux, c'est un échange juste pour commencer, et le dépassement de l'échange par la suite. La situation infantile c'est le rapport duel, le fantasme de la fusion – et en ce sens, c'est la société présente qui infantilise constamment tout le monde, par la fusion dans l'imaginaire avec des entités irréelles : les chefs, les nations, les cosmonautes ou les idoles. Ce que je veux c'est que la société cesse enfin d'être une famille, fausse de surcroît jusqu'au grotesque, qu'elle acquière sa dimension propre de société, de réseau de rapports entre adultes autonomes.

Est-ce que mon désir est désir du pouvoir ? Mais ce que je veux, c'est l'abolition du pouvoir au sens actuel, c'est le pouvoir de tous. Le pouvoir actuel, c'est que les autres sont choses, et tout ce que je veux va à l'encontre de cela. Celui pour qui les autres sont choses est lui-même une chose, et je ne veux pas être chose ni pour moi ni pour les autres. Je ne veux pas que les autres soient choses, je ne saurais pas quoi en faire. Si je peux exister pour les autres, être reconnu par eux, je ne veux pas l'être en fonction de la possession d'une chose qui m'est extérieure – le pouvoir; ni exister pour eux dans l'imaginaire. La reconnaissance d'autrui ne vaut pour moi qu'autant que je le reconnais moi-même. Je risque d'oublier tout cela, si jamais les événements m'amenaient près du "pouvoir" ? cela me paraît plus qu'improbable ; si cela arrivait, ce serait peut-être une bataille de perdue, mais non la fin de la guerre; et vais-je régler toute ma vie sur la supposition que je pourrais un jour retomber en enfance ?

Poursuivrais-je cette chimère, de vouloir éliminer le côté tragique de l'existence humaine ? Il me semble plutôt que je veux en éliminer le mélodrame, la fausse tragédie – celle où la catastrophe arrive sans nécessité, où tout aurait pu se passer autrement si seulement les personnages avaient su ceci ou fait cela. Que des gens meurent de faim aux Indes, cependant qu'en Amérique et en Europe les gouvernements pénalisent les paysans qui produisent "trop", c'est une macabre farce, c'est du Grand Guignol où les cadavres et la souffrance sont réels, mais ce n'est pas de la tragédie, il n'y a là rien d'inéluctable. Et si l'humanité périt un jour à coups de bombes à hydrogène, je refuse d'appeler cela une tragédie. Je l'appelle une connerie. Je veux la suppression du Guignol et de la transformation des hommes en pantins par d'autres pantins qui les "gouvernent". Lorsqu'un névrosé répète pour la quatorzième fois la même conduite d'échec, reproduisant pour lui-même et pour ses proches le même type de malheur, l'aider à s'en sortir c'est éliminer de sa vie la farce grotesque, non pas la tragédie ; c'est lui permettre de voir enfin les problèmes réels de sa vie et ce qu'ils peuvent contenir de tragique – que sa névrose avait pour fonction en partie d'exprimer mais surtout de "masquer".

Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :

Une société à la dérive

Cornélius Castoriadis, Seuil, 2005

Une excellente introduction à la pensée politique de Cornélius Castoriadis, plus accessible que ses oeuvres majeures comme *Les carrefours du Labyrinthe* (6 tomes), Seuil, 1975-1996 ; *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975 ; *Le contenu du socialisme*, 10/18, 1979, etc.



La machine à trahir

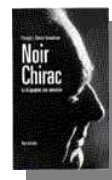
Arnaud Montebourg, Gallimard, 2002

Description, vue de l'intérieur, de l'impuissance des parlementaires, de la corruption et de la manipulation de la Justice. Le député Arnaud Montebourg est cependant toujours partisan d'une démocratie représentative, puisqu'il milite pour une nouvelle constitution. (cf. "Convention pour la VI^{ème} République", www.c6r-fr.org)

Noir Chirac

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2003

Loin de s'intéresser au seul personnage de Jacques Chirac, cet ouvrage détaille les multiples réseaux de type mafieux qui gravitent autour de la politique française, notamment en Afrique.



Le peuple introuvable

Pierre Rosanvallon, Gallimard, 1998

Une plongée dans l'histoire de la démocratie représentative en France, depuis la Révolution de 1789. Si les repères historiques sont passionnants, cet ouvrage conserve une idéologie républicaine.

Impunités françaises

Sébastien Fontenelle, Privé, 2006

Des HLM de Paris aux frasques toulousaines, voici un bon résumé des scandales politiques de ces vingt dernières années... et de l'impunité qui l'accompagne.



Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lu. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org

LES ARGUMENTOCS



Comment répondre aux lieux communs de la croissance et du progrès ?

Pourquoi cette brochure ?

Les « lieux communs », qui jouent un rôle énorme dans la conversation quotidienne, ont cette vertu que tout le monde peut les recevoir et les recevoir instantanément : par leur banalité, ils sont communs à l'émetteur et au récepteur. A l'opposé, la pensée est, par définition, subversive : elle doit commencer par démonter les « idées reçues » et elle doit ensuite démontrer. Quand Descartes parle de démonstration, il parle de longues chaînes de raisons. Ça prend du temps, il faut dérouler une série de propositions enchaînées par des « donc », « en conséquence », « cela dit », « étant entendu que »...

Pierre BOURDIEU, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, 1996, p. 30-31

« Vous rejetez toute science, tout progrès, toute technologie : vous êtes obscurantistes ! » « Vous voulez retourner à l'âge de pierre ? » « De toute façon, si ce n'est pas nous qui développons les OGM ou les nanotechnologies, d'autres le feront. »...

Il n'est pas rare d'entendre ce genre de petite phrase péremptoire lorsque nous exprimons des positions critiques vis-à-vis des orientations actuelles de la recherche scientifique ou du fonctionnement de la société industrielle. Ces petites phrases, nous les appelons des *lieux communs* parce qu'elles reflètent les pensées d'une grande partie de la population. Nous les entendons si régulièrement qu'il nous a semblé intéressant de les confronter à l'épreuve de notre argumentation.

Nos réponses seront forcément incomplètes et ne feront pas l'unanimité. D'autres raisonnements sont possibles ou mieux adaptés à certaines situations. Néanmoins, nous espérons que les éléments de réponse proposés ici permettront à chacun d'examiner des arguments, d'en imaginer d'autres, et de nous proposer des améliorations...

Fructueuse lecture !

P.S : Merci à Sylvain pour ses illustrations...

Les lieux communs abordés dans cette brochure

<i>Lieu commun</i>	<i>page</i>
Vous rejetez toute science, tout progrès, toute technologie : vous êtes obscurantistes !	4
Vous critiquez le progrès technique ? Mais, quand même, l'espérance de vie ne fait qu'augmenter !	6
Certes, tout progrès technique a des effets secondaires. Mais pour les compenser, l'humanité a toujours inventé de nouvelles solutions techniques.	9
Les technologies sont neutres. Elles ne sont pas bonnes ou mauvaises en soi. Tout dépend de comment on les utilise.	11
De toute façon, si ce n'est pas nous qui développons les OGM ou les nanotechnologies, d'autres le feront.	13
Vous critiquez la techno-science mais vous utilisez des ordinateurs et internet !	15
Vous êtes contre le progrès technique, donc contre le développement économique, donc contre l'emploi.	17
Les gens sont libres de décider par eux-mêmes. Le succès des gadgets technologiques est la preuve que c'est ce que les gens désirent.	19
Vous ne respectez pas les décisions des élus. Vous êtes anti-démocratiques.	21
De toute façon, on ne peut rien faire.	23



N°1 : « ***Vous rejetez toute science, tout progrès, toute technologie : vous êtes obscurantistes !*** »

Obscurantisme. Attitude d'opposition à la diffusion du savoir, dans quelque domaine que ce soit. Un obscurantiste est une personne qui prône et défend une attitude de négation du savoir (refuser de reconnaître pour vraies des choses qui devraient l'être), ou de restriction dans la diffusion d'une connaissance.

extrait de l'encyclopédie *Wikipédia*, <http://fr.wikipedia.org/>

Pour discréditer des idées dérangeantes, la caricature est un procédé efficace. Elle témoigne surtout d'une méconnaissance de nos analyses.

Non, nous ne rejetons pas toute science, tout progrès, toute technologie. Qui pourrait rejeter la science en tant que méthode de « *recherche et d'acquisition de connaissances sur les objets et le monde qui nous entoure* » ?

En revanche, nous rejetons ce qui motive l'essentiel de la recherche scientifique actuelle et ses applications technologiques : la course aux profits industriels et à la puissance militaire. Nous rejetons cette course parce qu'elle est :

- *irresponsable* : elle néglige ses conséquences sociales, écologiques et économiques. Cette irresponsabilité s'exprime à travers l'indifférence aux dégradations des relations humaines, aux inégalités sociales, à la perte d'autonomie des individus, à l'épuisement des ressources naturelles, à l'exploitation sauvage des pays du Sud, à la destruction de la biodiversité, à la pollution généralisée et aux maladies qui l'accompagnent, etc.
- *obscurantiste* : nous utilisons chaque jour un grand nombre d'objets techniques sans connaître l'origine exacte des matières qui constituent ces objets, leurs processus de fabrication et de diffusion, le travail humain que cela représente, son réel effet social et environnemental. La publicité est le premier vecteur de cet obscurantisme.**
- *oligarchique* : les moyens et les choix des orientations de la recherche scientifique sont concentrés dans les mains de L'Etat et des grandes entreprises.

* cf. définition du mot *science* sur l'encyclopédie *wikipédia*, <http://fr.wikipedia.org/>

** cf. brochure *Pub : la conquête de notre imaginaire*, Les renseignements généraux.

C'est pourquoi il est urgent d'interroger, partout où nous le pouvons, la réalité sociale des progrès techniques. A qui profitent les nouvelles technologies ? Qui décide d'octroyer des fonds sur telle ou telle recherche technologique ? Pourquoi tel sujet plutôt qu'un autre ? Qui pèse le pour et le contre de chaque technologie : son utilité sociale, ses bénéficiaires, son coût réel du point de vue de la santé humaine, des relations sociales, des effets écologiques ? Qui reconstitue rationnellement la chaîne d'implications qu'entraînent la production, l'utilisation et le devenir -une fois usagé- de toute technologie ? Éclaircir ces questions permet de prendre conscience combien la plupart des progrès techniques ne sont pas des progrès sociaux.

N°1 Variante : « Vous ne voyez que le mauvais côté des choses. La technologie est aussi riche de belles réalisations. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain ! »

Certes, les avancées technologiques sont spectaculaires. Les avions sont de plus en plus performants, les sondes spatiales de plus en plus précises, les écrans informatiques de plus en plus plats, etc. Mais à quoi bon se réjouir du nouvel A380, des records de vitesse du TGV et de l'internet *très haut débit* quand ces technologies ne font qu'empirer le désastre écologique actuel ? Quand seule une part infime de l'humanité accède à ces "hautes" technologies ? Quand celles-ci reposent sur le pillage des ressources et l'exploitation de la main d'oeuvre, au Nord comme au Sud ?

L'A380, progrès ou régression ?

En avril 2005, l'entreprise *Airbus* a inauguré l'A380. Cet avion est le plus gros porteur commercial du monde, capable de transporter jusqu'à 800 passagers et de soulever 560 tonnes. Une performance technique spectaculaire ! Mais l'A380, c'est aussi un réservoir de 310 000 litres de kérosène qui n'apporte aucune solution à l'épuisement des énergies fossiles. C'est un rejet énorme de gaz à effet de serre (chaque passager en rejette autant que s'il se déplaçait en voiture, mais il voyage sur de plus longues distances). C'est un investissement de 11 milliards d'euros, soit l'équivalent des fonds qui, selon l'UNICEF, devraient être consacrées chaque année pour un accès mondial à l'eau, l'éducation et les soins de base. C'est enfin des conditions de fabrication dangereuses : en raison des chromates et éthers de glycol, utilisés dans des conditions de sécurité désastreuses, les salariés de l'entreprise *ATE* qui peignent les avions sont une quarantaine à avoir développé des troubles hépatiques, des œdèmes, des ulcérations et des inflammations aux testicules.

sources : mensuel *CQFD*, mai 2005 et www.manicore.com

N°2 : « Vous critiquez le progrès ? Mais, quand même, l'espérance de vie ne fait qu'augmenter ! »

Dans les pays occidentaux, l'espérance de vie a considérablement augmenté en cent ans^{*}. En sera-t-il de même à l'avenir ? Il est permis d'en douter.

Les octogénaires des années 2000 ont grandi dans un monde où la pollution n'avait pas atteint un tel degré, où l'usage intensif des pesticides n'était pas encore de rigueur, où l'eau et l'air n'étaient pas autant pollués qu'aujourd'hui. En 2050, les personnes nées dans les années 70 atteindront-elles leurs 80 ans ?

L'industrialisation du monde a désormais atteint un tel niveau que ses effets sur l'environnement et la santé humaine ne font sans doute que commencer. La pollution croissante des sols, de l'air, des océans et des rivières entraîne logiquement une prolifération des cancers, des allergies et autres maladies^{**}.

Bien sûr, les apologistes du Progrès technique promettent des avancées médicales spectaculaires. Mais pourquoi ne pas s'attaquer aux causes des maladies ? Au lieu de développer des biopuces qui nous préviendront en temps réel du développement des cancers, ne devrait-on pas supprimer les pesticides des champs ? L'amiante des constructions ? Le benzène des industries ? Le chlore de l'eau du robinet ? Les rejets chimiques et radioactifs dans les rivières ? La pollution de l'air par les automobiles ? La lutte contre les causes des maladies nous semble bien plus importante que la recherche de remèdes ou de palliatifs coûteux, souvent inefficaces, et qui font surtout la fortune d'industriels.

Enfin, quand on se réjouit de l'augmentation de l'espérance de vie, de quelle vie parle-t-on ? Une vie de septuagénaire sous assistance médicale, dans une maison de retraite dernier cri, dans l'isolement affectif le plus total ? Une vie de travail éreintante, physiquement ou nerveusement ? Une vie bouleversée par le réchauffement climatique, une pollution nucléaire ?

La question de la *qualité* de vie nous semble aussi importante que celle de l'*espérance* de vie. A eux seuls, les taux élevés de suicide et de dépression que comptent notre société, pourtant l'une des plus *modernes* du monde, ont de quoi nous alerter^{***}. A l'ère du *high tech*, vivre *plus* ne signifie pas forcément vivre *mieux*.

* En France, de 1900 à 2000, l'espérance de vie (moyenne hommes et femmes) est passée de 40 à 78 ans (source : Organisation Mondiale de la Santé).

** cf. *Ces maladies créées par l'homme*, Dominique Belpomme, Albin Michel, 2004.

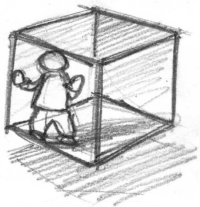
*** En France, on aurait compté 11 000 suicides et plus de 160 000 tentatives en 1997. Ils constitueraient la première cause de décès des 25-34 ans. La même année, près de 15% des plus de 16 ans seraient dépressifs. Ce taux aurait été multiplié par 6 depuis 1970. Près d'un quart des Français consomment des anxiolytiques, des antidépresseurs ou des somnifères (150 millions de boîtes vendues en 2002, record européen). cf. statistiques INSEE, www.inegalites.org, *Revue médicale de l'Assurance Maladie*, vol.34, n°2, avril-juin 2003.

N°2 Variante : « Il y a quand même du bon dans la technique : grâce aux technologies, on vit mieux aujourd'hui qu'il y a cent ans. Vous voulez retourner à l'âge de pierre ? »

Qui est ce « on » ? Les ouvriers et ouvrières chinois qui fabriquent à la chaîne des gadgets pour les riches occidentaux ? Les populations d'Afrique contraintes de fuir leurs territoires sous la pression de multinationales avides de matières premières (bois, minerais, pétrole, etc.) ? Les prolétaires qui, touchés par la concurrence économique mondiale, s'entassent dans les favelas des grandes villes d'Amérique latine ? Le mode de vie occidental repose sur l'exploitation des matières premières et de la main d'oeuvre à l'échelle planétaire. C'est à cette échelle qu'il faut étudier la question de la qualité de vie. C'est à cette échelle que l'on réalise combien le développement de l'industrie technologique contribue au renforcement de la misère sociale, de la dégradation de la santé humaine et de l'environnement.

De plus, même dans un pays riche comme la France, vit-on réellement mieux aujourd'hui qu'il y a cent ans ? Selon quels critères ? Pour quel type de population ? Poser ces questions, sans faire preuve de passéisme, nous semble fondamental, habitués que nous sommes à envisager l'Histoire humaine comme une constante amélioration dont nos sociétés modernes constitueraient l'aboutissement.

Enfin, en admettant qu'en France la vie actuelle soit meilleure qu'autrefois, notamment en terme de confort matériel (eau potable au robinet, chauffage, électricité, transports, etc.), le problème reste entier : ce mode de vie n'est pas généralisable. L'énorme développement industriel depuis 150 ans a été conditionné par la destruction irréversible de ressources naturelles (énergies fossiles, minerais, eau pure, terres arables, atmosphère saine, etc.). La croissance économique qui l'accompagne est insoutenable : elle conduit, logiquement, à la catastrophe par l'épuisement des ressources ou la destruction de notre environnement. Imaginons par exemple 6 milliards d'humains consommant chacun 200 grammes de viande et 300 litres d'eau par jour, rejetant 500 kilogrammes de déchets ménagers par an. Imaginons les rejets en gaz carbonique de 3 milliards d'automobiles. Imaginons 3 milliards de téléviseurs renouvelés tous les 5 ans. Sur le plan purement écologique, 6 milliards d'humains produisant et consommant autant que l'Américain-e ou l'Européen-ne moyen mène à une impasse.



IL Y A DU SOUCI À SE FAIRE

*Extrait de l'interview de Claude Bourguignon, microbiologiste des sols,
par le mensuel CQFD, février 2006*

CQFD : Quand on dénonce les conséquences de l'agriculture intensive, les pesticides, la malbouffe, on nous répond souvent « Vous exagérez, ça ne va pas si mal ! La preuve : l'espérance de vie ne fait qu'augmenter ».

Claude Bourguignon : C'est faux, l'espérance de vie n'augmente plus dans les pays occidentaux. Elle commence même à chuter. C'est le cas des États-Unis. Ils avaient la plus grande espérance de vie du monde occidental en 1950, ils occupent désormais la dernière place. Or ils ont été les premiers à se nourrir de bouffe industrielle. En Angleterre aussi, l'espérance de vie diminue. C'est le pays qui a le plus d'obèses et qui consomme le plus de nourriture industrielle. De manière générale, l'obésité est en croissance exponentielle dans les pays occidentaux. En France, 17% des enfants sont obèses. Or on n'a jamais vu un obèse faire de vieux os. Et puis l'agriculture chimique ne date que des années 60. Les gens qui vivent jusqu'à 80 ans en ce moment ont mangé bio jusqu'à l'âge de 40 ans. Leur corps, leur squelette, leur cerveau ont été constitués à partir d'aliments de meilleure qualité qu'aujourd'hui. A l'inverse, les enfants nés à partir des années 70 n'ont connu que de la malbouffe. Je pense qu'ils ne feront pas de vieux os. Il suffit de voir les enfants d'aujourd'hui : otites, bronchiolites, asthme... ils sont toujours malades ! Si les dépenses de sécurité sociale augmentent de 6% par an en Europe, ce n'est pas un hasard... Il y a du souci à se faire !

CQFD : Vous êtes un peu catastrophiste, non ?

C.B. : Continuer à nier les conséquences de l'agriculture intensive nous mène droit à la catastrophe. Seule une prise de conscience nous sortira de cette situation. Mais si les gens veulent continuer à chopper des cancers, c'est leur problème... On ne pourra rien changer tant que les gens se satisferont de cette malbouffe. Si les citoyens préfèrent dépenser du pognon dans les bagnoles et l'informatique plutôt que dans de la bonne nourriture, c'est leur problème. Je suis sidéré de voir des parents accepter de voir leurs enfants devenir des "petits mammouths" : il faut quand même peu aimer ses gosses pour en arriver-là !

* auteur de *Le sol, la terre et les champs*, Sang de la Terre, 2002. Retrouvez l'intégralité de l'interview sur www.cequifautdetruire.org

N°3 : « *Tout progrès technique a des effets secondaires. Mais pour les compenser, l'humanité a toujours inventé de nouvelles solutions techniques.* »

N°3 Variante : « *Les nouvelles technologies seront de moins en moins polluantes. Grâce aux progrès techniques, le développement durable permettra de réconcilier écologie et croissance économique.* »

Une grande partie de la population nourrit la certitude, consciemment ou non, que la majeure partie des problèmes sociaux ou environnementaux auxquels l'humanité est confrontée trouvera, tôt ou tard, une réponse technique.

Épuisement des ressources naturelles ou des énergies fossiles ? L'utilisation accrue d'énergies renouvelables et de futures inventions technologiques permettront une moindre consommation d'énergie et de ressources. Pollution ? Les technologies de dépollution seront de plus en plus efficaces. Risques nucléaires ? Ils seront de mieux en mieux gérés par de nouveaux outils de surveillance. Cancers ? Des nano-robots détecteront et détruiront les tumeurs dès leur apparition.

Plusieurs arguments contredisent cette foi dans un *progrès-qui-nous-sauvera-de-l'impasse* :

- **La réalité.** Concrètement, la croissance industrielle des pays -et notamment celle des pays dits "en développement"- s'accompagne d'une augmentation de la pollution. Même si certaines industries à la pointe de l'innovation diminuent les pollutions de leurs procédés, la pollution globale augmente malgré tout, du fait de la croissance de la production totale.
- **Le cercle vicieux.** Chaque technique, en résolvant des problèmes, en crée toujours de nouveaux. Pour combattre ces "effets secondaires", il faut réaliser de nouveaux progrès techniques qui nécessitent de plus en plus de sophistication. Par exemple, les engrais chimiques améliorent la productivité des cultures, mais ils polluent les sols et les ressources en eau. Un traitement plus poussé est alors nécessaire pour rendre l'eau potable. Ce traitement génère des déchets supplémentaires difficiles à détruire, etc. Chacun-e de nous peut s'exercer à construire des raisonnements de ce type, en analysant les avantages et effets secondaires néfastes de toute innovation technologique.*
- **L'inertie.** L'application effective des améliorations techniques est bien plus lente que l'évolution des problèmes générés. Un seul exemple : même si un moteur "propre" est inventé, le temps de renouveler le parc automobile prendra vraisemblablement plusieurs dizaines d'années.

* Vous trouverez de nombreux exemples dans *Vers une écologie industrielle*, Suren Erkman, éd C.L. Mayer, 2004

- **Le rendement médiocre de la dépollution.** Non seulement les industries de dépollution ne réussissent jamais à dépolluer autant que la société ne pollue, mais, de plus, elles polluent en dépolluant. Par exemple, une station de traitement des eaux usées produit des boues chargées en métaux lourds ; ces boues sont soit envoyées en décharge, soit épandues sur les terres agricoles, soit incinérées puis stockées en décharge. Tous ces procédés aboutissent à une pollution de l'air et des sols. Il s'agit davantage d'un *déplacement* de pollution que d'une dépollution. De plus, ces techniques consomment une grande quantité d'énergie et de produits chimiques.
- **L'irréversibilité.** Certains "effets secondaires" du progrès technique sont irréversibles : l'accident nucléaire de Tchernobyl, les pesticides persistants, la fonte des glaces, etc. D'autres ne sont connus que plusieurs années après. Par exemple, pour lutter contre les dioxines produites par la combustion des déchets ménagers, des normes plus strictes ont été mises en place pour les incinérateurs. Il s'agit, en particulier, d'augmenter la température de combustion, ce qui limite la quantité de dioxines produites. Mais personne ne sait réellement quelles sont les nouvelles substances générées par ce nouveau mode d'incinération. Dans dix ans, peut-être s'apercevra-t-on que ce dernier produit des substances encore inconnues - et donc actuellement non détectées - dont l'impact sur la santé humaine est équivalent ou pire que les dioxines. Plus le progrès technique croît, plus augmente la somme de ses effets imprévisibles.
- **L'effet rebond.** L'amélioration des procédés industriels, en terme d'efficacité écologique, entraîne bien souvent une augmentation de la consommation matérielle. Par exemple, les ménages occidentaux profiteront des gains financiers liés aux économies d'énergie pour voyager plus souvent. Paradoxalement, ils pollueront donc davantage.*

Pour toutes ces raisons, il est permis de douter de l'efficacité du progrès technique pour remédier à l'épuisement des ressources naturelles, à l'accumulation des déchets et de la pollution. Les solutions sont avant tout politiques. Il s'agit notamment de rompre avec la logique de profit à tout prix.

C'est l'un des mérites du concept de décroissance. Contrairement à celui de développement durable, largement récupéré**, il souligne combien capitalisme et écologie sont incompatibles.



* cf. analyses de François Schneider, en partie disponibles sur www.decroissance.org

** La quasi-totalité des entreprises, et surtout les plus polluantes, se revendiquent du développement durable (cf. *bêtisier du développement durable* sur www.decroissance.org). Notons que la pollution est un facteur de croissance... Que l'on songe à la multitude de tâches et de marchandises destinées à gérer ou pallier les nuisances induites par l'industrie : gestion des risques, des déchets, systèmes de dépollution, palliatifs et remèdes pour de nouvelles maladies, etc.

N°4 : « Les technologies sont neutres. Elles ne sont pas bonnes ou mauvaises en soi. Tout dépend de comment on les utilise. »

L'Être humain maître de la Machine. Une banalité vérifiée quotidiennement, n'est-ce pas ? Car qui allume la télévision ? Qui tient le volant de la voiture ? Qui pianote sur l'ordinateur ? C'est l'Être humain qui pense, la Machine ne fait qu'obéir. Les technologies ne sont que de simples moyens que l'Être humain utilise en bien ou en mal suivant ce qu'il est lui-même.

Et les effets de la Machine sur les êtres humains ? Ne les avez-vous jamais observé ? Cette différence de comportement d'une personne si elle est au volant d'une voiture ou si elle roule à vélo. Cet état de fébrilité de certains adolescents après quelques heures passées devant une console de jeux. Cette fascination d'un grand nombre d'adultes pour leurs téléphones portables.

Les outils ne sont pas neutres. Ils véhiculent des valeurs sociales (construites par la publicité, l'éducation, les médias*, etc.) qui conditionnent nos manières d'agir et nos désirs. Ils ont des impacts sociaux, sanitaires et écologiques que nous ne sommes pas habitués à évaluer. Du matin au soir, nous vivons perpétuellement entourés d'objets techniques de plus en plus sophistiqués. Dès le plus jeune âge, nous apprenons à établir avec eux des relations d'automatisme, sans réfléchir aux conséquences de nos habitudes. En démarrant sa voiture, qui pense à la pollution qu'elle rejette ? En allumant la télévision, qui se soucie de ses effets psychiques ? En achetant un ordinateur, qui réfléchit à son devenir une fois usagé ? La publicité est la première à occulter les questions morales et politiques que soulève la technologie.

De plus, si l'on considère les technologies comme de simples moyens que les êtres humains utilisent en bien ou en mal suivant ce qu'ils sont eux-mêmes, alors il convient de relier chaque technologie développée actuellement avec le projet de société qui l'accompagne. A qui profitent les nouvelles technologies ? Dans quel but sont-elles développées ? Qui les contrôle ? Si les technologies ne font que refléter des projets de société, il convient de les connaître. Pour notre part, nous pensons que la quasi-totalité des technologies développées actuellement le sont dans un but militaro-policié ou industriel. Les États sont à la recherche d'un meilleur contrôle social, et les industries à la recherche de nouveaux marchés. Au final, les nouvelles technologies renforcent la puissance de l'État et des industries sur la population.

* La voiture symbole de puissance et de réussite sociale, la télévision symbole d'ouverture sur le monde, internet symbole de communication, etc. (cf. *Mythologies*, Roland Barthes, Seuil, 1970 ; *Le bonheur conforme*, François Brune, Gallimard, 1985).

N°4 Variante : « Il faut critiquer la recherche appliquée, mais pas la recherche fondamentale. » OU « Il faut critiquer la recherche militaire, mais pas la recherche civile. »

Aucune technologie n'échappe à la possibilité d'être utilisée autrement que le but pour lequel elle était originellement conçue. « *Rares sont les exemples de techniques qui, aussitôt découvertes, n'aient été, si ce n'est utilisées, du moins essayées. Ainsi, chaque invention contient le meilleur et le pire, et cela dans tous les domaines.* »* Vu sous cet angle, il était prévisible de voir les recherches génétiques se concrétiser par des tentatives de clonage humain, tout comme les nanotechnologies se concrétiseront certainement par la recherche d'un contrôle des individus par neuropuces, ou les études sur le sommeil par la mise au point de substances permettant aux soldats de rester éveillés plus longtemps. Ce simple constat devrait nous inciter à nous méfier des prétendues frontières entre la science fondamentale et la science appliquée, la recherche civile et militaire. La science fondamentale peut tôt ou tard servir la science appliquée, la recherche civile peut être utilisée à des fins militaires.

La recherche civile, paravent des militaires

A Grenoble, le *Commissariat à l'Energie Atomique* inaugure *Minatec*, le plus grand centre européen en micro et nanotechnologies". Ce projet a initialement été présenté comme un centre de recherche civil. Mais en mars 2006, la Ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie visitait le chantier de *Minatec* en expliquant son importance pour l'Armée. Elle a souligné combien « *La Défense est un acteur majeur dans la recherche, elle appuie les recherches civiles et militaires qui sont de plus en plus imbriquées.* » Cinq ans plus tôt, un responsable de la *Délégation Générale de l'Armement* expliquait lors d'une conférence à Grenoble combien les laboratoires et les Universités de la capitale des Alpes constituent « *une source inépuisable d'innovations dans laquelle la Direction Générale pour l'Armement pioche régulièrement* ». Un an plus tard, la DGA et le CEA signaient une convention permettant à l'Armée de participer au choix des recherches de *Minatec* et d'acquérir les technologies inventées. La recherche civile grenobloise permettra aux militaires de produire le matériel des guerres de demain : micro-drones, obus "intelligents", cuirasses de fantassin, etc.

source : Pourquoi il faut fermer le CEA-Grenoble, www.piecesetmaindoeuvre.com

* Jacques Ellul, *Le système technicien*, Le cherche-midi, 2004.

** les nanotechnologies permettent de manipuler la matière à des échelles du nanomètre, c'est-à-dire du milliardième de mètre. A cette échelle, les atomes peuvent être manipulés comme des Léo, ce qui ouvre des perspectives incroyables en terme de miniaturisation, de génie génétique ou de création de nouveaux matériaux.

N°5 : « De toute façon, si ce n'est pas nous qui développons les OGM ou les nanotechnologies, d'autres le feront. »

Corollaire : « Il ne faut pas que d'éventuels comités d'éthique freinent les projets technologiques, car nos concurrents, notamment dans les pays émergents, ne s'embarrassent pas de considérations éthiques ou démocratiques. »

« De toute façon, si ce n'est pas moi qui cueille cette fleur en voie de disparition, un autre le fera ». Avec un tel raisonnement, tout est justifiable, le meilleur comme le pire. Interrogeons-nous plutôt sur les raisons de ce fatalisme.

Il nous semble que de nombreuses personnes, ingénieurs, chercheurs ou techniciens, sont conscientes des nuisances de ce qu'elles contribuent à produire dans leurs usines ou dans leurs laboratoires. Mais dans la pratique, elles continuent de servir l'État ou l'industrie. Comme la plupart des travailleurs, ces personnes dissocient leur conscience professionnelle de leur conscience morale.

En psychologie sociale, on nomme ce conflit intérieur une "dissonance cognitive". Généralement, celle-ci se solde soit par une rupture brutale (démission, dépression, etc.), soit par une "rationalisation", c'est-à-dire que la personne se trouve des justifications pour accepter sa situation : « *Je n'avais pas le choix.* », « *J'ai besoin de ce travail pour continuer mes activités militantes à-côté.* », « *Si je démissionne, comment ferais-je pour payer mon loyer et les études de mes enfants ?* », « *Mes collègues font pareil.* », « *La situation n'est pas si grave.* », etc. Vu sous cet angle, le fatalisme est l'un de ces mécanismes de rationalisation. « *Si toute tentative de résistance est vouée à l'échec, j'ai raison de ne pas résister.* » Ce type de raisonnement permet de mieux vivre la soumission vis-à-vis du système dominant. Grâce à lui, les "petits soldats du progrès technique" s'insèrent dans une logique totalitaire, celle qui fait valoir l'impuissance de ses parties dans sa dynamique globale.

Bien sûr, d'autres facteurs sont à prendre en compte pour expliquer ces mécanismes de soumission. Ainsi, l'esprit critique des ingénieurs et des chercheurs n'est pas encouragé par le confort social et matériel des grandes entreprises et des grands centres de recherche : salaire élevé, nombreux avantages liés (transports, voyages, etc.), reconnaissance sociale. Enfin, comme dans toute structure industrielle, la course aux brevets ou aux publications, le cloisonnement disciplinaire, les jeux de Pouvoir et l'individualisme ambiant achèvent d'éluder les questions sociales et écologiques que tout humain orienté par un idéal de Bien Commun devrait se poser.

Dans tous les cas, nous refusons ce fatalisme. Nous le refusons parce qu'il est irresponsable et mensonger. Bien sûr, dépasser sa résignation pour transformer sa vie est un chemin difficile. Bien sûr, pour un chercheur qui refuse des financements militaires pour son laboratoire, dix autres acceptent sans cas de conscience. Bien sûr, pour un ingénieur qui démissionne d'une industrie capitaliste, dix autres se bousculent pour prendre sa place. Mais la dissidence permet au moins de se regarder dans la glace sans honte. Elle permet de rencontrer d'autres personnes qui ont fait le choix du courage et de la dignité. Et, peu à peu, la désertion ou la lutte à l'intérieur des centres de production de nuisances sociales permet d'imaginer une autre société.

La banalité du mal

Dans *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal*, Hannah Arendt explique que la déportation et l'extermination des juifs se faisaient avec des gens pas forcément méchants. Ils faisaient juste leur travail. Le chauffeur de locomotive faisait juste son travail. L'aiguilleur faisait juste son travail. Comme le médecin, l'intendant, le fonctionnaire, etc. Et au final, il y a eu des millions de morts.

Ce qui est frappant, c'est qu'au procès de Nuremberg, il y avait des absents : les savants allemands qui avaient collaborés avec Hitler, nazis ou non. Ils avaient collaboré parce qu'Hitler leur donnait des moyens, des laboratoires, de la main d'oeuvre, des cobayes, de la matière première, etc. Pourquoi est-ce qu'ils n'étaient pas dans le box des accusés ? Parce qu'ils avaient été exfiltrés. Les Russes en avaient pris une partie, les Américains aussi, et même les Français ont exfiltrés quelques savants allemands qui les ont aidé pour le programme spatial français. Au final, tout se passe comme si les scientifiques n'étaient jamais redevables des crimes qu'ils aident à commettre. Il serait temps qu'ils répondent de leurs actes au lieu de se défaire perpétuellement sur la société ou les élus. Avant d'être scientifiques, ils sont avant tout des êtres humains.

Inspiré d'une intervention du groupe *Pièces et Main d'Oeuvre*
lors d'une soirée sur le puçage des animaux et des humains, Grenoble, mars 2006

* *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Hannah Arendt, Folio, 1991 (1966). Deux autres ouvrages approfondissent le rapport entre l'organisation industrielle et la déresponsabilisation sociale et morale : *La violence nazie*, Enzo Traverso, La Fabrique, 2002 ; *Modernité et holocauste*, Zygmunt Bauman, La Fabrique, 2002.

N°6 : « Vous critiquez la techno-science, mais vous utilisez des ordinateurs et internet. »

Dénoncer les conséquences de la course au high tech tout en utilisant un ordinateur, quelle contradiction ! N'est-ce pas aussi incohérent qu'un militant altermondialiste qui manifesterait contre l'impérialisme des États-Unis, une canette de Coca à la main ?

Le mode de vie occidental est une impasse écologique, sociale et économique*. Partant de ce constat, un minimum de cohérence consiste à tenter de nuire le moins possible dans sa vie quotidienne : utiliser le moins possible sa voiture (ou ne pas en avoir), privilégier la marche à pied, le vélo, les transports en commun, manger des fruits et des légumes de saison produits localement, cultiver un potager, moins consommer (réduire ses besoins matériels, faire durer les objets de son quotidien, mutualiser des outils), réapprendre l'usage de techniques simples (écoconstructions, travaux manuels, fours solaires...), développer des réseaux d'entraide et d'échange, privilégier les relations humaines plutôt que les biens matériels, apprendre à "vivre mieux avec moins", etc.

Ces démarches de "décroissance" ou de "simplicité volontaire" rassemblent des personnes soucieuses de diminuer leur empreinte écologique** et d'accroître leur autonomie vis-à-vis du système techno-capitaliste. Certaines fuient la ville et démarrent des projets de vie collective à la campagne, espérant trouver un environnement moins pollué, auto-produire leur énergie et leur alimentation, devenir moins dépendants de l'économie marchande, etc.

Cependant, tant qu'elles sont minoritaires, ces initiatives nous semblent limitées. Comme tout projet de société ou toute lutte politique, la décroissance reste insuffisante si nous ne sommes pas plus nombreux. Se replier à quelques-uns au fin fond de la campagne n'empêchera pas le développement des biotechnologies ou le passage d'un nuage de Tchernobyl. Quelques obstinés du vélo ne sonneront pas la fin des 5 000 morts sur les routes chaque année. Construire une poignée d'éoliennes ne fera pas disparaître les déchets des centrales nucléaires. L'enjeu ne relève donc pas seulement de notre éthique individuelle, mais également de l'organisation de la société dans son ensemble, de son mode de production, de décision, de transports, etc. Nous sommes désormais tous concernés par la "technification" du monde et ses effets.

* Quelques exemples. Impasse écologique : 6 milliards d'humains produisant et consommant autant que l'Américain-e ou l'Européen-ne moyen signifierait l'épuisement des ressources naturelles. Impasse sociale : l'industrie occidentale repose sur l'exploitation sauvage des pays du Sud. Impasse économique : alors que les profits capitalistes n'ont jamais été aussi élevés, les inégalités ne font qu'augmenter, au Nord comme au Sud.

** L'empreinte écologique d'un individu désigne la surface en hectares et les ressources nécessaires pour maintenir un niveau de vie constant et assurer l'élimination des déchets produits par cet individu. La moyenne mondiale de l'empreinte écologique est estimée à 2,5 ha par personne. Un-e Européen-e aurait besoin de 5 ha pour maintenir son niveau de vie, un-e Américain-e du Nord 10 ha. Attention, ces chiffres sont approximatifs. (cf. <http://fr.wikipedia.org>)

Comment réussir à être plus nombreux sans participer à une prise de conscience collective de la nécessité d'une transformation sociale ? Pour atteindre cet objectif et partager publiquement nos analyses, nos enquêtes, nos propositions, nous faisons le choix d'utiliser les ordinateurs et internet. L'enjeu politique nous semble plus important que les nuisances écologiques et sociales de l'informatique.*

Cependant, ce choix mérite d'être sans cesse questionné : l'action que nous entreprenons justifie-t-elle l'emploi de tels outils eu égard à leurs nuisances ? Ou s'agit-il d'une simple solution de facilité ? En quoi ces outils conditionnent-ils nos actions ? Est-ce que nous passons plus de temps à brasser de l'information qu'à agir concrètement ? La possibilité de toucher virtuellement des millions d'individus offre-t-elle la même force que la rencontre physique de quelques personnes ? En quoi ces outils conditionnent-ils nos vies ? Le temps passé derrière l'écran ne pourrait-il pas être mis à profit pour vivre pleinement nos projets et nos rêves ? L'accès à ces technologies ne nous impose-t-il pas des contraintes aliénantes (frais d'abonnement, renouvellement du matériel, maintenance logicielle et matérielle...) ?

C'est pourquoi il nous paraît tout aussi important de développer parallèlement des modes d'action indépendants de la production industrielle (rencontres, spectacles de rue, débats, organisations collectives...) car nous souhaitons le plus possible nous affranchir des technologies dont nous n'approuvons pas l'ensemble des tenants et des aboutissants économiques, sociaux et environnementaux.

L'impossibilité de refuser certaines technologies

A un postulant pour un travail de manutentionnaire, la responsable d'une agence d'intérim répond : « *Vous n'avez pas de portable ? Mais ça va pas être possible !* » Cette petite anecdote illustre combien, dans notre société hautement technifiée, refuser certaines technologies entraîne des mécanismes d'exclusion sociale. Prenons un autre exemple, celui de la voiture. On peut certes refuser d'avoir une voiture et adapter sa vie en conséquence. Mais il est quasiment impossible de ne *jamais* l'utiliser, au risque de se couper totalement du monde dans lequel on vit (famille, amis, travail, etc.), tant la société actuelle, de par son mode de vie et ses infrastructures, est construite autour de l'automobile. Pour toutes ces raisons, les démarches individuelles de décroissance atteignent des limites sociales et structurelles, qui, pour être dépassées, nécessitent une transformation de l'ensemble de la société.



* Internet déshumanise les relations humaines, les ordinateurs contiennent des plastiques toxiques, des métaux lourds polluants tels que le cadmium, le mercure, le brome, le plomb, etc. Chaque Français-e produirait en moyenne 14 kg de déchets d'équipements électriques et électroniques par an. Ces déchets sont enfouis en décharge ou incinérés, voire envoyés en Chine, au Nigéria ou en Inde pour être "recyclés" dans des conditions moyen-âgeuses (cf. www.ban.org). Faible consolation : utiliser des ordinateurs d'occasion équipés de logiciels libres tels que Linux (cf. www.gnu.org).

** Extrait de la brochure *Le téléphone portable, gadget de destruction massive*, www.piecesetmaindoeuvre.com

N°7 : « Vous êtes contre le Progrès, donc contre le développement économique, donc contre l'emploi ! »

N°7 Variante : « La seule façon de rester compétitif et de résister aux délocalisations massives, c'est l'innovation technique permanente. »

Le travail humain, en Occident, est supprimé massivement par les machines et les ordinateurs depuis plusieurs dizaines d'années. Il n'a certes jamais été autre chose qu'une marchandise pour le capital. Mais ce qui a changé au stade actuel du "progrès" technologique, c'est que l'accumulation d'argent exige moins d'humains à exploiter qu'avant. Il faut se mettre dans la tête que le capitalisme ne peut plus créer assez d'emplois pour tous. Et reconnaître qu'en plus, ceux qu'il crée encore péniblement sont de plus en plus vides, déconnectés de nos besoins fondamentaux.

*Appel de Raspail, Comité Pour la Désindustrialisation du Monde, mars 2006**

La quasi-totalité des élus et des industriels nous présentent sans cesse l'équation suivante : recherche technologique = innovation = compétitivité = croissance = emploi. Dans une société de chômage et de précarité, l'emploi est un "mot-magique" qui permet de justifier tous les injustifiables. Industries nuisibles à l'environnement et la santé ? Qu'importe pourvu qu'on ait l'emploi. Fabrication de machines-à-contrôler (biométrie, vidéosurveillance, RFID**...) et de machines-à-détruire (armes, explosifs...) ? Qu'importe pourvu qu'on ait l'emploi. Destruction physique et morale des "ressources humaines" (dépressions, accidents du travail, stress, cancers, etc.) ? Qu'importe pourvu qu'on ait l'emploi. Pillage des biens communs au profit d'intérêts privés (captages d'eau, avantages fiscaux, subventions publiques, etc.) ? Qu'importe pourvu qu'on ait l'emploi.

Nous refusons ce chantage à l'emploi parce qu'il occulte les questions fondamentales : quels emplois ? Pour produire quoi ? Au profit de qui ? Avec quelles conséquences ? Pour quelle utilité sociale ? Qui doit décider de l'organisation du travail et de ses conditions ? Que doit-on produire, quels sont les besoins qui doivent être comblés ? Selon quels critères ? Peut-il y avoir d'autres motivations pour un travailleur que la hiérarchie des salaires et des pouvoirs ? Quelle société pouvons-nous et voulons-nous construire ?

* disponible sur www.les-renseignements-généreux.org

** "Radio Frequency Identification Devices". Ces systèmes permettent à des puces de communiquer à distance les informations qu'elles contiennent. Remplaçant les codes barres dans la grande distribution, les RFID seront bientôt introduits dans tous les biens de consommation pour recueillir et stocker des millions de données (date d'achat, trajet parcouru, temps de parcours, etc.). (cf. *RFID, la police totale*, texte disponible sur www.piecesetmaindoeuvre.com)

De plus, nous refusons ce chantage à l'emploi parce qu'il est mensonger. Depuis trente ans, la croissance et l'innovation nous sont présentées comme la condition *sine qua non* du plein emploi.* Depuis trente ans, le chômage n'a fait qu'augmenter. Comme le dit l'association Berlinoise des Chômeurs Heureux, « *Si le chômage existe, c'est précisément parce que le but du travail est de gagner de l'argent, non d'être utile socialement.* »**

Enfin, nous refusons ce chantage à l'emploi parce que nous refusons d'être de simples rouages de la machine économique, accomplissant des tâches toujours plus spécialisées et répétitives, dans un cadre de plus en plus hiérarchisé et stressant, avec des relations de travail faites d'individualisme, de compétition, d'hypocrisie et d'arrivisme. Nous refusons d'enrichir des industriels en détruisant notre santé et notre environnement. Nous refusons cette course à l'emploi sans réflexion sur les conséquences de ce que nous produisons. Nos vies et l'avenir de nos enfants sont plus importants que nos emplois.

TRAVAILLE !

Hé ! Le saviez-vous ? Le travailleur français est possédé par un des taux de productivité horaire les plus élevés au monde (3ème position d'après l'OCDE). Et, pure coïncidence, il détient aussi le record planétaire de la consommation d'antidépresseurs, anxiolytiques et autres somnifères (1 Français sur 4, 150 millions de boîtes vendues par an). Mais quand, malgré l'escamotage du CPE, des milliers de jeunes gens ont continué à se promener dans le soleil des rues, on s'est dit que tout n'était pas perdu. Beaucoup sont conscients que si leurs parents ne les ont pas rejoints de façon décisive dans la révolte, c'est parce qu'ils sont prisonniers du travail, du corporatisme syndical et du crédit de la bagnole. Plus d'un adulte le reconnaît : « *Les jeunes ont fait reculer le gouvernement grâce à leur insouciance.* » Cette insouciance, en prenant le dessus sur l'angoisse d'être immergé dans un monde cynique et brutal, permet d'envisager autre chose. Les assemblées souveraines et la réappropriation collective du temps et de l'espace public en donnent un avant-goût. En ce printemps parti dans tous les sens, il est bon de répéter haut et fort : « *ni CPE, ni CNE* », mais, tout bien réfléchi, pas de CDI non plus. Le travail tue la vie, nique l'amour, interrompt les rêves, assassine l'enfance, perd ton temps, corsète les désirs, bousille la planète, appauvrit l'activité sociale, prostitue ton esprit, musèle l'imagination... Vivre n'est ni un privilège, ni un droit mais une expérience à tenter, une liberté à prendre. Pas grand chose à voir avec le renoncement quotidien qui mène au chagrin.

Extrait de l'édito du mensuel *CQFD*, avril 2006, www.cequifautdetruire.org

* Un exemple parmi d'autres : le 26 janvier 1978, le président Valéry Giscard d'Estaing déclarait dans le journal *Le Monde* : « *Mon objectif est que nous retrouvions un taux de croissance supérieur à celui de ces quatre dernières années, ne serait-ce que pour résoudre le problème de l'emploi.* »

** *Manifeste des chômeurs heureux*, texte disponible sur <http://www.diegluecklichenarbeitslosen.de>

N°8 : « Les gens sont libres de décider par eux-mêmes. Le succès des gadgets technologiques est la preuve que c'est ce que les gens désirent. »

Publicité : tu appelleras liberté de réaliser ton désir la soumission à ceux qui te l'ont inspiré.

François Brune, *Médiatiquement correct*, Parangon, 2004

A la télé, à la radio, dans les journaux, sur internet, dans les boîtes aux lettres, sur les murs des villes, le long des routes... Chaque jour, nous sommes soumis à plusieurs milliers de messages publicitaires. Un des thèmes récurrents ? L'apologie du high tech. Pas un jour sans qu'un nouveau portable "encore plus multimédia" soit brandi aux côtés d'une nouvelle voiture "encore plus performante" ou d'un nouvel écran d'ordinateur "encore plus plat".

Cet enthousiasme publicitaire s'inscrit dans une logique économique. La croissance de la consommation est indispensable pour entretenir celle des profits. Les industries capitalistes s'écroulent si le public n'achète pas un maximum d'ordinateurs, de lecteurs MP3, de consoles de jeux, de voitures, etc. Imaginons la crise économique si les "progrès" techniques ne trouvaient aucun acheteur ! « C'est tout le système industriel qui serait remis en question. Il faut donc "progresser", d'où le chantage du retard technologique, sans cesse cultivé par les médias. Sa finalité est généralement occultée (fondamentalement, pourquoi s'équiper en micro-informatique ?). Pour "être de son époque", il faut consommer les produits du progrès.* »

A l'inverse, supprimons la publicité... La population serait-elle aussi friande de gadgets ? Avons-nous vraiment besoin de téléphones portables high tech ? De stylos multimédias ? De lunettes auto-nettoyantes ? De tissus imperméables aux tâches ? De tee shirts ou de frigos "communicants" ? Et les considérons-nous comme une priorité sociale à l'échelle de la planète ?

L'industrie ne peut produire toujours plus de gadgets sans produire en même temps les besoins qui permettent de les écouler. Car la course à la croissance passe

* François Brune, *De l'idéologie aujourd'hui*, Parangon, 2004. La rhétorique du progrès est l'un des moteurs de la publicité car elle provoque la désillusion nécessaire au renouvellement du désir d'achat. Ces mécanismes sont détaillés dans la brochure *Pub : la conquête de notre imaginaire* (Les renseignements généreux).

par l'augmentation de la consommation, elle-même liée à la création de nouveaux besoins. Tel est précisément le but de la recherche scientifique actuelle et des publicitaires. D'un côté, la recherche scientifique, qu'elle soit publique ou privée, alimente l'industrie en innovations. De l'autre, les publicitaires inoculent de nouveaux besoins à la population. Quant au travailleur-consommateur, le voilà forcé de travailler pour participer à une production croissante de marchandises, et durant son temps libre, d'en assurer l'écoulement.

Cette incitation permanente à la consommation ne peut se faire qu'en occultant les nuisances des produits consommés. Quand la publicité vante les bienfaits d'un appareil à raclette, elle oublie de préciser qu'il s'agit du terminal d'un système industriel. Celui-ci nécessite entre autres du travail pénible, des transports sur longue distance, des lignes haute-tension, des centrales nucléaires, des déchets nucléaires, etc. *« La distance entre l'effet et la cause explique l'effet hypnotique de la technologie sur tant d'esprits. L'attrait de la civilisation technologique se fonde assez souvent sur cette illusion d'optique »*.*.

Mais l'apologie des gadgets ne poursuit pas seulement des buts économiques : elle peut également servir les intérêts de l'Etat. Un seul exemple, celui des nouvelles technologies de contrôle social comme la biométrie ou la vidéosurveillance "intelligente". En 2004, le FIEN, un groupe de pression qui rassemble une cinquantaine d'industries de l'électronique dont le CEA-Léti, EADS, Thales, 3M, adressa au gouvernement français un rapport intitulé *Le livre bleu*. Voici un extrait du sous-chapitre "acceptation de la population" :

« La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :

- Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.*
- Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, voiture, domotique, jeux vidéo.*
- Développer les services « cardless » à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet, ...*

*La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée. »***

* Des ruines du développement, Wolfgang Sachs, Gustavo Esteva, Le Serpent à plumes, 2003.

** Extraits du *Livre bleu*, juillet 2004, téléchargeable sur www.gixel.fr. Le contenu a cependant été modifié depuis...

N°9 : « Vous ne respectez pas les décisions des élus. Vous êtes anti-démocratiques. »

N°9 Variante : « Vous n'êtes qu'une minorité d'opposants, et vous voulez imposer vos visions du monde à la majorité ! »

Démocratie. n.f. du grec *demos* (le peuple) et *kratos* (le pouvoir). Doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens.

cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?*, Les renseignements généraux

Le mot *Démocratie* éveille en chacun de nous des connotations positives. Qui oserait se prétendre « contre la démocratie » ? D'ailleurs, "bonne nouvelle" : la France est une démocratie, plus précisément une démocratie *représentative*. Telle est la réalité enseignée par les professeurs d'éducation civique dans les écoles, tels sont les sous-entendus ou les affirmations de la plupart des médias, tel est l'idéal auquel se réfère la quasi-totalité des politiciens.

Examinons plutôt la réalité. Cultures OGM en plein champ, construction des centrales nucléaires, développement des nanotechnologies... Ces décisions ont-elles été débattues ? Pas même un débat à l'Assemblée Nationale. La population a-t-elle été informée des nuisances sociales, écologiques ou sanitaires de ces nouvelles technologies ? Nullement. Les implications militaires ont-elles été explicitées ? Secret-défense. Les décisions des élus sont-elles en adéquation avec l'avis des Français ? Non plus.*

Absence d'information, absence de débat, absence de transparence : la ruée vers les high tech se fait au mépris de la démocratie. Les décisions sont le fait d'un cercle restreint réunissant scientifiques, industriels et élus politiques, dont les membres -élus écologistes y compris- mélangent généralement dans leurs parcours les différentes casquettes. Les décisions prises, il s'agit ensuite de les *faire accepter* par des campagnes de communication, des plaquettes publicitaires ou des "fêtes de la science" qui toutes éludent les questions essentielles : le transfert d'argent public vers le privé, les liens recherche-armée-industrie, l'opacité des décisions, les nuisances écologiques ou sanitaires, etc. Et pour cause : si la population était réellement informée de ce qui se trame en son nom et avec son argent, elle marquerait vraisemblablement sa désapprobation.**

* Selon un sondage BVA (02/2006), 78% des Français souhaitent interdire temporairement les OGM afin d'évaluer précisément leurs impacts sanitaires et environnementaux. Selon un sondage de la CEE (01/2006), seuls 8% des Français souhaitent voir développer l'énergie nucléaire. Les députés français ont pourtant voté la construction d'un nouveau réacteur.

** Selon un sondage IFOP de septembre 2005, 54 % des français-es sont favorables à l'arrêt progressif du programme nucléaire civil en France.

Pour prévenir toute contestation et éviter le "scénario OGM"^{*}, les autorités ont de plus en plus recours aux "forums citoyens", aux "comités d'éthique", aux "conférences citoyennes" et autres *dispositifs d'acceptabilité*. Le principe de ces pseudo-débats ? Donner à la population l'illusion qu'elle participe pour mieux l'éloigner des centres de décision.^{**} Ces procédés sont accompagnés d'un recours constant aux mots de Démocratie, d'Ethique, de Transparence, etc. Relisons 1984 d'Orwell : la première étape pour aliéner une population consiste à lui faire croire qu'elle est libre.

Cette *politique du fait accompli* ne caractérise pas seulement la course aux nouvelles technologies. Elle rejoint d'autres réalités de notre actuel système politique : des taux d'abstention aux élections très élevés, la présence d'une "caste" de décideurs politiques se renouvelant peu, une désaffection de la population vis-à-vis du militantisme politique et syndical, une litanie de corruption et de criminalité politique, une concentration sans précédent des médias dans les mains d'entreprises privées, ou encore la monstruosité de la politique française en Afrique^{***}.

Selon nous, le système de démocratie représentative favorise ces actes de corruption, le mensonge d'État, la tyrannie des groupes privés, l'apathie politique de la population ou encore l'élitisme des représentants. Une fois élus, nos représentants prennent des décisions sans consulter la population. Leur mandat est quasiment irrévocable. Le contrôle des représentants est très faible. Pour ces raisons et bien d'autres, il nous semble qu'une profonde transformation des institutions politiques est nécessaire.^{****}



* Fondé en 2003, le mouvement des faucheurs volontaires regroupe désormais 5000 membres. Il encourage la désobéissance civile par la destruction des parcelles OGM. Il dénonce le soutien de l'État aux sociétés biotechnologiques, le mépris de la démocratie, le mépris du principe de précaution, la dissémination incontrôlée des OGM. En savoir plus : www.monde-solidaire.org

** Dernier exemple en date : la mascarade d'enquête publique et de débat public concernant la construction du nouveau réacteur EPR. Le débat public sur l'EPR a débuté le 3 novembre 2005, alors que la décision de construire l'EPR a été annoncée par le gouvernement le 24 octobre 2005. Ce débat public a été soumis au *secret défense*, empêchant le réseau *Sortir du nucléaire* de présenter des documents relatifs au manque de sécurité du nouveau réacteur. Quant à l'enquête publique, elle a été fixée du 15 juin au 31 juillet 2006, sur un périmètre restreint. (cf. www.sortirdunucleaire.org).

*** Sur tous ces sujets, cf. brochures *Que fait la France en Afrique ?*, *A qui profite l'aide au développement ?*, *Nucléaire : jusqu'ici tout va bien, Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généraux).

**** Pour quelques propositions en ce sens, cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?*, les renseignements généraux.

N°10 : « *De toute façon, on ne peut rien faire.* »

N°10 Variante : « *On n'arrête pas le progrès.* »

Vous en savez déjà suffisamment. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences.

Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, Le serpent à plumes, 1998

« *On ne peut rien faire contre la puissance de l'industrie, de l'armée et du pouvoir politique.* » Nous entendons souvent ce type de raisonnement. Le monde est devenu si complexe qu'il faudrait se résigner à n'être que de simples rouages de la société, de simples cellules d'un organisme gigantesque. Il nous faudrait accepter une société scindée en deux : d'un côté, une "élite" qui prend les grandes décisions ; de l'autre, une masse de gens rivés à des tâches secondaires, ne conservant qu'un contrôle partiel de leur quotidien : travail, famille, maison, hobbies, etc.

Il nous faudrait nous résigner à accepter la liberté qui nous est consentie, celle de choisir la couleur de notre voiture, de consommer le salaire que nous verse l'État ou l'Industrie en échange de notre force de travail. Ce serait la fin de l'Histoire, il n'y aurait pas d'alternatives. Le système social et économique dans lequel nous vivons depuis seulement trente ans serait l'unique possible pour une Humanité âgée de plusieurs millions d'années. Il faudrait accepter la société telle qu'elle est et se repaître des multiples loisirs qu'elle met à notre disposition. Il faudrait enfin considérer comme des effets certes regrettables mais inévitables les désastres où nous conduisent la société industrielle : la vache folle, l'amiante, les pesticides, AZF, Tchernobyl, Seveso, Bhopal, marées noires, couche d'ozone, etc.

Ce discours de résignation et de dépolitisation est renforcé par les médias dominants, dont la quasi-totalité sont aux mains d'industriels*. L'opposition et les alternatives y sont rarement présentées sous un jour favorable. Les critiques sociales sont minimisées, marginalisées ou passées sous silence.**

Nous refusons la tristesse et la soumission du fatalisme ambiant. Bien sûr, nous ne pouvons pas transformer la réalité sociale par un coup de baguette magique.

* En France, deux entreprises privées, Dassault et Lagardère, marchands d'armes et d'avions militaires, contrôlaient plus de 70 % (en chiffre d'affaires) de la presse en 2005 (cf. brochure *Réinventer les médias*, Les renseignements généraux).

** cf. *Almanach critique des médias*, ouvrage collectif, Les arènes, 2005.

Mais nous avons chacun-e de nous le pouvoir, au niveau individuel et collectif, d'infléchir le cours des choses, de s'opposer à ce qui nous semble injuste, de propager une vision différente de la société, basée sur la coopération, l'égalité politique, l'écologie, le refus des dominations.

De multiples initiatives existent déjà, elles ne demandent qu'à être soutenues et développées. Citons la CRIIRAD sur les luttes antinucléaires (www.criirad.org), les faucheurs volontaires contre les OGM (www.monde-solidaire.org), le réseau ROCADE contre l'idéologie du développement (www.apres-developpement.org), le réseau décroissance (www.decroissance.info), les mouvements de lutte contre la publicité*, etc. A nous de rejoindre ces collectifs ou d'en créer d'autres, de diffuser ou d'écrire des textes, de tracter, d'afficher, d'expérimenter des luttes politiques, de développer des lieux alternatifs, de parler à nos voisins, de soutenir les médias indépendants (*CQFD*, *Silence*, Indymedia, etc.), de tisser des relations de lutte et d'amitié. Transformons ce monde avant qu'il ne soit trop tard !

Produire des idées : l'enquête critique

Les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences. Une idée qui vole de cervelle en cervelle devient une force d'action irrésistible et transforme la réalité. C'est d'abord une bataille d'idées que nous, sans-pouvoir, livrons au pouvoir, aussi devons-nous être d'abord des *producteurs d'idées*. [...] Pour produire des idées, *pièces et main d'oeuvre* s'appuie d'abord sur l'enquête, aliment et condition première, quoique insuffisante, à toute opposition. Il est trop paresseux de se contenter de condamnations de principe théoriques, altière et intemporelle [...] du monde tel qu'il va. Et braire une fois de plus « *A bas l'Etat* », ou « *A bas la société industrielle* », ne rapproche pas leur chute d'un instant. Il faut rentrer dans la réalité concrète, factuelle et fastidieuse [...] de la machine pour saisir et troubler, si peu que ce soit, son fonctionnement. [...] Sans doute ne peut-on pas tout savoir, mais on peut savoir beaucoup, en ratissant et triant la communication dont on nous inonde. Les Russes de l'époque soviétique décryptaient de même la langue de bois pour y lire l'état réel des affaires. La *veille* technologique trouve la plupart de ses informations dans des publications accessibles au tout-venant, y compris le quotidien local. Il n'est pas défendu non plus de parler à ses voisins, le personnel et les habitants de la technopole. Cela ne requiert nulle spécialisation professionnelle, scientifique ou politique, mais du simple bon sens. Un effort minimal à la portée de chacun.

Extrait de *Pour l'enquête critique*, Pièces et main d'oeuvre, 2005

* Vous trouverez sur le site des renseignements généreux des liens vers de nombreuses initiatives politiques.

En guise de conclusion : grandeur et misère de l'argumentation

Et ne voit-on pas, trop aisément, que ces slogans expriment une société bourgeoise triomphante, le bourgeois sûr de la pérennité de sa fortune autant que de sa morale, l'écrasement de la réalité par la sagesse anonyme de la bonne conscience, la construction d'un monde dont les valeurs ne sont pas mises en question ? [...] Le lieu commun est vraiment commun parce qu'il ne supporte aucune discussion de base. Il sert à tous comme pierre de touche, comme instrument de reconnaissance.

Jacques Ellul, *Exégèse des nouveaux lieux communs*, la Table Ronde, 2004 (1966)

Formidable ! Nous voilà munis de quelques arguments pour répondre aux principaux lieux communs de la Croissance et du Progrès !

Illusion... Dans la plupart des cas, les lieux communs n'attendent pas de contre-argumentation, pas de réponse. Ces petites phrases sont avant tout des mécanismes de défense. Des cailloux lancés à la figure de la critique. Une manière de dire « *Taisez-vous, vous avez forcément tort, nous ne voulons même pas nous pencher sur vos arguments.* » Généralement pauvres sur le plan argumentaire, les lieux communs ont l'avantage du nombre. Lancés à la cantonade dans une assemblée peu au fait des nuisances industrielles, ils possèdent un fort pouvoir de ralliement, car la majorité de la population les considère comme des évidences. Ils font partie du "sens commun", ce qui va de soi sans être mis en question.

D'un point de vue sociologique, les lieux communs sont des justifications qu'une société choisit pour rendre ses actions acceptables. Une manière de taire la critique et de se rassurer. Car pour un individu, remettre en question "son" lieu commun, c'est risquer de remettre en question ses valeurs, son éducation, sa manière de percevoir le monde, donc ses choix de vie, son travail, ce pour quoi il a vécu jusqu'ici, le sens de son existence sur cette planète. Or la psychologie sociale et sa théorie de la "dissonance cognitive" décrivent combien peu d'individus sont prêts à assumer les conséquences d'un bouleversement de leur vision du monde. Les apologistes du progrès technique et de la croissance économique peuvent donc se rassurer : la volonté de ne pas raisonner et de ne pas savoir continuera de bien se porter, en particulier chez les travailleurs de l'industrie et des laboratoires high tech. A nous d'agir pour inverser la tendance !

Post scriptum : contrer les lieux communs

L'argumentation développée dans cette brochure est surtout utile pour les discussions calmes, réfléchies, avec un niveau d'écoute élevé. Ces conditions sont difficiles à réunir lors d'un débat public, d'une manifestation ou d'un repas de famille... Dans ce type de situations, que faire, concrètement, quand une personne vous "balance un lieu commun dans les gencives" ? L'une des solutions consiste à répondre soi-même par une petite phrase qui sème le doute, une courte expression -éventuellement provocatrice- qui interpelle l'auditoire et sur laquelle il sera ensuite possible de prendre appui pour développer une argumentation complète. Voici quelques propositions... Envoyez-nous vos idées pour compléter ou améliorer cette liste !

1/ *Vous rejetez toute science, tout progrès, toute technologie : vous êtes obscurantistes.* >>> Nous sommes pour le progrès social.

2/ *Vous critiquez le progrès technique ? Mais, quand même, l'espérance de vie ne fait qu'augmenter !* >>> Vivre plus signifie-t-il vivre mieux ?

3/ *Tout progrès technique a des effets secondaires. Mais pour les compenser, l'humanité a toujours inventé de nouvelles solutions techniques.* >>> Le Progrès Technique serait-il votre Religion ?

4/ *Les technologies sont neutres. Elles ne sont pas bonnes ou mauvaises en soi. Tout dépend de comment on les utilise.* >>> Les technologies ne sont pas neutres, elles reflètent des projets de société.

5/ *Vous critiquez la techno-science mais vous utilisez des ordinateurs et internet.* >>> Vous voulez nous rendre muets ?

6/ *De toute façon, si ce n'est pas nous qui développons les OGM ou les nanotechnologies, d'autres le feront.* >>> De toute façon, si ce n'est pas nous qui pêchons le dernier poisson des océans, ce seront les autres, n'est-ce pas ?

7/ *Les gens sont libres de décider par eux-mêmes. Le succès des gadgets technologiques est la preuve que c'est ce que les gens désirent.* >>> La liberté est le plus efficace des mensonges publicitaires.

8/ *Vous ne respectez pas les décisions des élus. Vous êtes anti-démocratiques.* >>> Nous ne considérons pas les décisions des élus comme représentatives de l'avis d'une population informée, nous ne respectons donc pas les décisions des technocrates.

9/ *Vous êtes contre le Progrès technique, donc contre le développement économique, donc contre l'emploi.* >>> Nos vies sont plus importantes que nos emplois.

10/ *De toute façon, on ne peut rien faire.* >>> Nous avons quelques solutions... Et si on prenait le temps d'en parler ?

Pour aller (beaucoup) plus loin

Nos réponses sont bien trop concises et méritent approfondissement. Voici une sélection bibliographique non exhaustive...

thème	ouvrages
Le mythe du progrès	<i>Le système technicien</i> , Jacques Ellul, Le cherche midi, 2004 (1977) <i>L'obsolescence de l'homme</i> , Günther Anders, Encycl. des nuisances, 2001 (1956) <i>Fragilité de la puissance</i> , Alain Gras, Fayard, 2003 <i>La mégamachine</i> , Serge Latouche, La découverte, 2004 <i>La convivialité</i> , Ivan Illich, Poche, 2003 (1973) <i>Jaqes Ellul</i> , Jean-Luc Porquet, Le cherche midi, 2003 <i>Les illusions du progrès technique</i> , Les renseignements généraux, 2006
impacts sociaux et écologiques de quelques technologies	<i>Le téléphone portable, gadget de destruction massive</i> , PMO*, 2005 <i>Au doigt et à l'oeil</i> , PMO*, 2005 <i>Nanotechnologies, maxiservitude</i> , PMO*, 2003 <i>Nucléaire : jusqu'ici tout va bien</i> , Les renseignements généraux, 2006 <i>L'agriculture de destruction massive</i> , Les renseignements généraux, 2006. <i>Vers une écologie industrielle</i> , C.L. Suren Erkman, Mayer, 2004 (1998)
Le mythe du développement économique	<i>Des ruines du développement</i> , Sachs, Esteva, Le Serpent à plumes, 2003 <i>Survivre au développement</i> , Serge Latouche, Mille et une nuits, 2004 <i>L'idéologie du développement</i> , Les renseignements généraux, 2006
Le chantage à l'emploi	<i>Le chantage à l'emploi</i> , pièces et main d'oeuvre, 2004* <i>Manifeste contre le travail</i> , groupe Krisis, 10/18, 2004
La dissonance cognitive	<i>Traité de la servitude libérale</i> , Jean-Léon Beauvois, Dunod, 1994 <i>L'échec d'une prophétie</i> , Festinger, Schachter et Riecken, PUF, 1993
Les lieux communs	<i>Exégèse des nouveaux lieux communs</i> , Jacques Ellul, La Table Ronde, 2004 (1966) <i>De l'idéologie aujourd'hui</i> , François Brune, Parangon, 2005 <i>Les médias pensent comme moi</i> , François Brune, Parangon, 2004
La manipulation publicitaire	<i>Le bonheur conforme</i> , François Brune, Gallimard, 1985 <i>Pub : la conquête de notre imaginaire</i> , Les renseignements généraux, 2006
la recherche de cohérence	<i>Le cauchemar de Don Quichotte</i> , Mathieu Amiech, Julien Mattern, Climats, 2004 <i>Le petit bourgeois-gentilhomme</i> , Alain Accardo, Labor, 2003
Dépasser la résignation	<i>Pourquoi je suis révolutionnaire</i> , Castoriadis, www.les-renseignements-generaux.org <i>Pour l'enquête critique</i> , pièces et main d'oeuvre, www.les-renseignements-generaux.org <i>Du contre-pouvoir</i> , Benasayag, Sztulwark, La découverte, 2002

* Disponible sur www.piecesetmaindoeuvre.com

Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



TITRES DISPONIBLES

- | | |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 8. Sommes-nous en démocratie ? |
| 2. Que fait la France en Afrique ? | 9. La culture du narcissisme |
| 3. À qui profite la dette ? | 10. Les illusions du progrès technique |
| 4. L'idéologie du développement | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien |
| 5. À qui profite l'aide au développement ? | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire | 13. Les argumentocs |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ? | 14. Réinventer les médias |

REPRODUCTION ET DIFFUSION

Vous êtes libres de modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous modifiez cette brochure, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

I N T E R N E T

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : rengen@no-log.org